95e VOLUME

60000432673
Annuaire statistique de la France

1989 (Ed. 90)
INSEE-BIBC S FRA 0001 2o

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

RÉSULTATS DE 1989

1990

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ministère de l'économie,
des finances et du budget

insee

Institut national de la statistique et des études économiques
18, boulevard Adolphe-Pinard - 75675 PARIS CEDEX 14 - Tél. : (1) 45 40 12 12

95e VOLUME

RÉSULTATS DE 1989

Nouvelle série n° 37

ISBN 2-11-065386-8

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1990

BIBLIOTHEQUE
11 MAI 1990

Remerciements

*L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Direction de la publication : Jean-Claude MILLERON

Rédaction en chef : Marc TAPIERO

Rédaction : L. DIAZ, C. KERGUELEN, M. REGNART, N. RISSEL

© INSEE 1990

Avant-propos

*Au cours des vingt dernières années le développement de l'appareil d'observation statistique a entraîné un accroissement important du volume de l'information disponible. Celle-ci est désormais diffusée dans de multiples publications ainsi que sur les nouveaux supports : microformes, bandes magnétiques, disquettes ou disques compacts. La conception de l'*Annuaire statistique de la France *s'est adaptée à cette évolution tout en s'efforçant de maintenir la continuité nécessaire des séries statistiques.*

*Fournir à l'utilisateur non spécialisé l'essentiel de l'information disponible sur la France et sur l'année la plus récente, ainsi que des références pour obtenir les informations complémentaires est le but recherché par les responsables de l'*Annuaire statistique de la France.

Chaque chapitre comporte donc :

— les définitions ou les commentaires nécessaires à la compréhension des données chiffrées;

— les tableaux essentiels pouvant comporter des données internationales à titre de comparaison;

— les références documentaires permettant l'accès aux publications spécialisées;

— les adresses des organismes susceptibles de fournir des informations complémentaires.

*L'édition 1990 de l'*Annuaire statistique de la France *propose les données les plus récentes pour chaque chapitre : pour plus de la moitié des tableaux cette date est 1989.*

Il est rappelé au lecteur que les résultats infra-annuels ou régionaux et départementaux se trouvent dans les publications spécialisées de l'INSEE.

*De plus, en décembre 1990 est paru l'*Annuaire rétrospectif de la France *portant sur la période 1948-1988. Avec près de 8 000 séries, il donne les chiffres qui ont fait l'actualité depuis 40 ans, accompagnés de la chronologie des événements économiques et politiques d'alors.*

*
**

L'Institut national de la statistique et des études économiques s'efforce constamment d'accroître la qualité de cet ouvrage qui comporte encore certainement des lacunes et imperfections.

Aussi accueillera-t-il bien volontiers les observations ou les suggestions dont pourraient tirer profit les prochaines éditions.

Celles-ci sont à adresser à :

INSEE, division Chiffres-Clés
18, boulevard Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

sommaire

Chapitre — Page

A. **GÉOGRAPHIE ET ENVIRONNEMENT**

A.01 Territoire 5
A.02 Climatologie 17
A.03 Environnement 23

B. **DONNÉES DE DÉMOGRAPHIE**

B.01 État de la population 41
B.02 Mouvement naturel 57
B.03 Mouvements migratoires 81
B.04 Nationalité 85

C. **EMPLOI, SALAIRES ET REVENUS**

C.01 Population active, emploi 91
C.02 Conditions de travail 119
C.03 Salaires et revenus 131
C.04 Protection sociale 147

D. **CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE**

D.01 Consommation et modes de vie des ménages 173
D.02 Logement 193
D.03 Santé, aide sociale 201

E. **COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS**

E.01 Communication 221
E.02 Culture 237
E.03 Tourisme 257
E.04 Jeunesse et sports 269
E.05 Loisirs divers 277

F. **ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE**

F.01 Enseignement et formation 289
F.02 Recherche et développement technologique 313
F.03 Propriété industrielle 321

G. **DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES**

G.01 Comptabilité nationale 329
G.02 L'appareil productif 343
G.03 Production industrielle 375
G.04 Mouvement économique 397

Chapitre		Page
	H. PRIX	
H.01	Indices de prix à la consommation	405
H.02	Prix de détail	419
H.03	Indices de prix de gros, indices de prix de vente à la production	427
	I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	
I.01	Agriculture	451
I.02	Forêts	479
I.03	Pêche maritime	487
I.04	Industries agricoles et alimentaires	495
	J. ÉNERGIE	
J.01	Bilan de l'énergie	511
J.02	Charbon	519
J.03	Pétrole	525
J.04	Électricité	533
J.05	Gaz	541
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION	
K.01	Minerai de fer et sidérurgie	551
K.02	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	557
K.03	Minéraux divers et matériaux de construction	565
K.04	Verre et chimie	571
K.05	Fonderie et travail des métaux	583
K.06	Construction mécanique, électrique et électronique	589
K.07	Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique	601
K.08	Textiles et cuirs	611
K.09	Bois, papiers, imprimerie	627
K.10	Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses	637
K.11	Bâtiment, travaux publics	645
	L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	
L.01	Transports ferroviaires	661
L.02	Transports routiers	671
L.03	Transports de navigation intérieure	687
L.04	Transports maritimes	695
L.05	Transports aériens	709
L.06	Postes et télécommunications	721
	M. COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS	
M.01	Commerce intérieur	733
M.02	Services marchands rendus principalement aux entreprises	749
M.03	Services marchands à destination des ménages	761
M.04	Assurances	765
	N. FINANCES	
N.01	Monnaie, crédit, épargne	777
N.02	Marché financier, bourse	803
	O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS	
O.01	Commerce extérieur	813
O.02	Balance des paiements	841
	P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE	
P.01	Élections	857
P.02	Justice	861
P.03	Finances publiques	873

ANNEXES

	Page
• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*	
Avant-propos	III
Sommaire	IV
Organigramme de la direction générale de l'INSEE	VI
Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques outre-mer	VII
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire	XII
Précisions d'ordre général	XVI
Signes conventionnels	XVI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire	XVI

	Page
• *SUR FEUILLETS VERTS :*	
Index alphabétique	1*
Liste des tableaux	9*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	21*
Les publications de l'INSEE	35*
Points d'information et vente	37*

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : (1) 45 40 12 12
Télécopie : 40 92 11 91 — Télex : INSEE 204924 F
Minitel 36-15, 36-16 INSEE
École (ENSAE) : 3, avenue Pierre-Larousse
92240 MALAKOFF — Téléphone : (1) 45 40 12 12

DIRECTEUR GÉNÉRAL : J.-C. MILLERON

Chargé de mission auprès du directeur général :
J. MERAUD
Cabinet du directeur général : N...

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	P. DUBOIS

Membres de l'Inspection : G. ADER, L. AMIEL, J.-M. CALLIES, G. LE HEGARAT, J. DE MARCILLAC, P. DE MIRIBEL, R. PADIEU, J.-M. REMPP, F. TURLOT

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	G. MAAREK
Gestion des carrières	J. BEGUE
Mission du projet de service public	H. FAUCHEUX
Département de la programmation et de la gestion	M. HEBERT
Division plan de charge et suivi des travaux	F. PASCAUD
Département du personnel	F. MADINIER
Chef adjoint du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines	A. BOUVY
Division gestion du personnel A et non titulaire	H. HÉBRARD
Division gestion du personnel titulaire B, C, D	P. A. GALL
Division formation et perfectionnement	A. CHODORGE
Département des services généraux	M. SCHRANTZ
Division comptabilité générale	G. BROUSSOUS
Division matériel et immobilier	M. SPINDLER
Département de l'informatique	A. GOY
Division infrastructure	L. BREAS
Division projets internes et études	F. VENNAT
Division application	P. DUCHENE
Division aide	P. BRINDEJONT
Division gestion des moyens	C. MIKAELIAN
Département des projets	G. RAULIN
Chef adjoint du département	J.-M. BEGUIN
Unité méthodes du développement	J.-L. CHOPINEAU
Cellule d'ergonomie	R. LIONNET
Division techniques et organisation du travail	M. ALAMBRET
Division projets pour la diffusion, les synthèses et la coordination	V. PISANO
Division projets pour les statistiques d'entreprises et les répertoires	J.-L. JESTIN
Division projets pour la démographie et la gestion	J.-L. HOUSSIN
Division projets pour les recensements et les travaux connexes	M.-C. DUTERIEZ
Division projets pour l'emploi, les revenus et les conditions de vie	G. GADEL

• **ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE**	Ph. NASSE

• **DIRECTION DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES**	J.-P. BEHMOIRAS
Département de la coordination statistique	J.-P. BEHMOIRAS
Division des relations avec les services statistiques des ministères	J.-F. DIVAY
Secrétariat du Conseil national de l'information statistique	B. BARTH
Département des normes statistiques et comptables	J.-E. CHAPRON
Division concepts et définitions comptables	P. MULLER
Division nomenclatures	M. BOEDA
Division systèmes d'informations des administrations.	C. POULAIN
Département des relations internationales et de la coopération	J.-L. BODIN
Division des relations multilatérales et des affaires européennes	G. BANDERIER
Division des relations bilatérales et des programmes de coopération	A. AZOUVI
Division des études et méthodes statistiques pour le développement	M. BLANC

• **DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES**	A. MOTHE
Division agriculture	B. TREGOUET
Division échanges extérieurs	A. CAILLAUD
Division statistiques financières	P. LE FILLATRE
Département répertoires et statistiques d'entreprises	G. VALENTIN
Adjoint au chef de département	P. POMMIER
Division répertoires des entreprises et des établissements	C. BERNARD
Division statistiques structurelles des entreprises	B. CAMUS
Division prix de vente industriels	F. LEQUILLER
Division indicateurs conjoncturels d'activité	M.-H. TAMISIER
Département comptes nationaux	J. ALLAIN
Division synthèse générale des comptes nationaux	Y. ROBIN
Division synthèses relatives aux biens et services	M. BARGE
Division comptes et études de l'industrie	M. DEMOTES-MAINARD
Département des activités tertiaires	H. PICARD
Division commerce	C. LAGUZET
Division services	J.-P. TROGAN

• **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	C. SEIBEL
Division des méthodes statistiques et des sondages	J.-C. DEVILLE
Division des études sociales	M. MARPSAT
Département de la démographie	J. BOUDOUL
Division enquêtes et études démographiques	G. DESPLANQUES
Division répertoires et mouvement de la population	M. DE SABOULIN
Division recensements de la population	A. LERY
Division statistiques communales et locales	J. ANFRE
Département de l'emploi et des ressources des ménages	B. GRAIS
Division emploi	O. MARCHAND
Division revenus	D. VERGER
Division patrimoine des ménages	D. VERGER
Division exploitation des fichiers administratifs	J.-F. PONSOT
Département des conditions de vie et des prix de détail	A. SAGLIO
Division prix de détail	A. MARRET
Division logement	C. TAFFIN
Division conditions de vie des ménages	A. TROGNON

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	P. MAZODIER
Adjoint au directeur	P. L'HARDY
Département de la conjoncture	E. RAOUL
Division des enquêtes de conjoncture	S. LOLLIVIER
Division des comptes nationaux trimestriels	L. CRETIN
Division de l'information et des diagnostics conjoncturels	J.-P. FRAICHOT
Département des études économiques d'ensemble	M. GLAUDE
Division des modèles et projections de croissance	N...
Division des études économiques	P. JOLY
Département de la recherche	A. MONFORT

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE**	P. SOUBIE
Départements moyens et méthodes de diffusion	P. BUFFET
Division des banques de données	F. FABRE
Division systèmes informatiques de diffusion	G. POUGETOUX
Division impression et commercialisation	M.-J. GOUET
Division documentation	B. CHEVALIER
Département édition et promotion des produits nationaux	C. BLUM
Coordination de l'édition	C. BLUM
Rédaction en chef d'économie et statistique	P. DOMERGUE
Division chiffres clés	M. TAPIERO
Communication	N...
Division promotion	J.-C. RENAUD
Relations avec la presse	J. F. MOREAUX
Département de l'action régionale	A. VIENOT
Division statistiques et études régionales	J.-P. LE GLEAU
Division coordination et assistance à l'action régionale	G. LANG
Observatoire économique de Paris	Y. LEMEL

Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques d'outre-mer

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Direction régionale d'Alsace	**J. Aubouin.**	Cité administrative, Rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 88 84 22 62. Télex : 870756 INSEE STRBG. Télécopieur : 88 37 39 29.
Service des études régionales	B. Aubry	
Observatoire économique d'Alsace	J.-J. Wagner.	14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 Strasbourg Cedex, Tél. : 88 32 03 18. Télex : 870756 INSEE STRBG. Tél. : 88 22 43 53 (indices courants) et 88 32 03 18 (autres informations).
Direction régionale d'Aquitaine	**J. Hossenlopp.**	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 56 91 02 35. Télex : 570540 INSEE BORDX. Tél. : 56 91 84 90 (indices courants) et 56 91 89 90 (autres informations). Télécopieur : 56 92 75 37.
Service des études régionales	B. Bosschaert.	
Observatoire économique d'Aquitaine	P. Cordier.	
Direction régionale d'Auvergne	**P. Delorme.**	3, place Charles-de-Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 73 36 03 50. Télex : 392785 INSEE CHAML. Tél. : 73 36 79 90 (indices courants) et 73 36 03 50 (autres informations).
Service des études régionales	H. de Fouchier.	
Observatoire économique d'Auvergne	B. Nanot.	
Direction régionale de Bourgogne	**J.-F. Royer.**	Cité administrative Delaborde (DR), Immeuble Mercure (OE), Avenue Albert-1er, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 80 43 31 45. Télex : 350781 INSEE DIJON. Tél. : 80 45 28 34 (indices courants) et 80 43 31 45 (autres informations).
Service des études régionales	V. Le Calonnec.	
Observatoire économique de Bourgogne	X. Berne.	
Direction régionale de Bretagne	**L. Laurent.**	Immeuble « Le Colbert », 35-36, place du Colombier, BP 17, 35031 Rennes Cedex. Tél. : 99 29 33 33 (DR). et 99 29 33 66 (OE). Télex : 740756 INSEE RENNE. Télécopieur : 99 29 33 90.
Service des études régionales	A. Gely.	
Observatoire économique de Bretagne	J. Beuchet.	

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale du Centre	**J. Breas.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 63 01 64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.
Service des études régionales	P. Berthelier.	
Observatoire économique du Centre ...	Ch. Robinet.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 53 71 08. Télex : 760464 INSEE ORLNS. Tél. : 38 68 18 28 (indices courants), 38 53 71 08 (autres informations) et 38 54 65 65 (autres indices). Télécopieur : 38 63 70 18.
Direction régionale de Champagne - Ardenne.....	**L. Marciniak.**	1, rue de l'Arbalète, 51079 Reims Cedex. Tél. : 26 48 42 60 (DR). et 26 48 42 80 (OE). Télex : 830896 INSEE REIMS. Télécopieur : 26 48 42 99.
Service des études régionales	F. Houssin.	
Observatoire économique de Champagne - Ardenne.....	P. Lesage.	
Service régional de la Corse	**J. Artiguebieille.**	1, résidence du Parc-Belvédère, 20000 Ajaccio. Tél. : 95 21 25 80. Télex : 460497 F. Télécopieur : 95 51 04 07. Tél. : 95 51 30 99 (indices courants).
Service des études régionales	A. Chauvet.	
Observatoire économique de la Corse .	L. Cottencin.	
Service régional de Franche-Comté	**J. Jacob.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25042 Besançon Cedex. Tél. : 81 52 42 20. Télex : 360161 INSEE BESAN. Tél. : 81 52 03 33 (indices courants) et 81 52 42 20 (autres informations). Télécopieur : 81 51 70 74.
Service des études régionales	J. Hostein.	
Observatoire économique de Franche-Comté	S. Marchand.	
Direction régionale d'Île-de-France	**A. Godinot.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex. Tél. : (1) 30 64 51 52. Télex : INSEE SQ 696392 F. Télécopieur : 30 64 21 83.
Service des études régionales	J. J. Ronsac.	12, rue Boulitte, 75675 Paris Cedex 14. Tél. : (1) 40 44 10 10. Télex : 250970 F. Télécopieur : (1) 40 44 13 75.
Observatoire économique de Paris	Y. Lemel.	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy. 75582 Paris Cedex 12. Télex : 230541 INSEE OEP. Télécopieur : 43 45 28 22. Tél. : (1) 43 45 70 75 (indices courants), (1) 43 45 72 31 (indexations) et (1) 43 45 73 74 (autres informations).
Service régional de Basse-Normandie ...	**J.-L. Bellier.**	93, rue de Géole, 14051 Caen Cedex. Tél. : 31 85 33 11 (DR) 31 85 35 70 (OE) et 31 23 87 00 (indices courants) Télex : 170332 INSEE CAEN. Télécopieur : 31 23 29 27.
Service des études régionales	P. Clairet.	
Observatoire économique de Basse-Normandie.....	D. Giorgi.	

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale de la Haute-Normandie	**J. Garagnon.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 35 52 49 11. Télex : 180487 INSEE ROUEN. Tél. : 35 98 41 10 (indices courants) et 35 07 32 02 (autres informations). Télécopieur : 35 15 06 32.
Service des études régionales	A. Richard.	
Observatoire économique de Haute-Normandie	A. Prévot.	
Direction régionale du Languedoc - Roussillon	**Ph. Gounot.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone », 34064 Montpellier Cedex. Tél. : 67 65 58 00. Télex : 490739 ORMONT MONPL. Télécopieur : 67 64 67 74. Tél. : 67 64 31 95 (indices courants) et 67 65 58 00 (autres informations).
Service des études régionales	G. Le Sage	
Observatoire économique du Languedoc - Roussillon	J-M. Calvat.	
Direction régionale du Limousin	**Y. Gueguen.**	29, rue Beyrand, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 55 79 26 25. Télex : 580790 INSEE LIMOG. Tél. : 55 32 99 09 (indices courants) et 55 79 26 25 (autres informations). Télécopieur : 55 77 16 36.
Services des études régionales	E. Mauvière.	
Observatoire économique du Limousin	N. Planade.	
Direction régionale de Lorraine	**M. Petry.**	15, rue du Général-Hulot, Case officielle 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 83 27 03 27. Télex : 850834 INSEE NANCY. Télécopieur : 83 40 45 61. Tél. : 83 27 21 21 (indices courants).
Service des études régionales	O. Ribon.	
Observatoire économique de Lorraine	N. Le Vesques.	
Direction régionale de Midi - Pyrénées	**F. Limet.**	36, rue des 36-Ponts, 31054 Toulouse Cedex. Tél. : 61 36 36 61. Télex : 530151 INSEE TLSE. Tél. : 61 25 42 67 (indices courants) et 61 36 61 13 (autres informations). Télécopieur : 61 36 62 00.
Service des études régionales	G. Decaudin.	
Observatoire économique de Midi - Pyrénées	G.-M. Grenier.	
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**S. Gibert.**	12, rue du Bas-Jardin, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 20 52 65 02. Télex : 820562 INSEE LILLE. Télécopieur : 20 53 95 13.
Service des études régionales	N...	10-12, boulevard Vauban, 59800 Lille. Tél. : 20 30 89 87. Télex : 120160 OER LILL.
Observatoire économique du Nord - Pas-de-Calais	J. Lemattre.	
Direction régionale des Pays de la Loire	**G. Callais.**	76, rue Desaix, BP 1021, 44035 Nantes Cedex 01. Tél. : 40 41 75 75. Télex : 71150 INSEE NANTE. Télécopieur : 40 29 25 58.
Service des études régionales	J.-P. Grouthier.	5-6, boulevard Louis-Barthou, BP 1059, 44037 Nantes Cedex 01, Tél. : 40 41 75 75, Télex : 711125 INSEEOR NANTE. Tél. : 40 89 36 20 (indices courants) et 40 89 36 02 (autres informations). Télécopieur : 40 41 77 41.
Observatoire économique des Pays de la Loire	P. Mareschal.	

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Service régional de Picardie	**J.-C. Sebag.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex. Tél. : 22 97 32 32 (DR) et 22 91 39 39 (OE). Télex : 140818 INSEE AMIEN. Tél. : 22 91 91 91 (indices courants) et 22 91 39 39 (autres informations). Télécopieur : 22 91 71 77.
Service des études régionales	J.-C. Hautcœur.	
Observatoire économique de Picardie	V. P. Moralès.	
Direction régionale de Poitou - Charentes	**P. Debreu.**	5, rue Sainte-Catherine, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 31 69. Télex : 790588 INSEE POITR. Télécopieur : 49 55 17 39.
Service des études régionales	M. Roussel.	3, rue du Puygareau, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 31 69. Télex : 790588 INSEE POITR. Tél. : 49 88 38 70 (indices courants) et 49 88 38 71 et 72 (autres information).
Observatoire économique de Poitou - Charentes	G. Constant.	
Direction régionale de Provence - Alpes - Côte d'Azur	**E. Cadiou.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 91 83 00 22. Télex : 420618 INSEE MARSL. Tél. : 91 78 01 95 (indices courants) et 91 83 00 22 (autres informations). Télécopieur : 91 79 39 36.
Service des études régionales	B. Tabuteau.	
Observatoire économique de Provence-Alpes - Côte d'Azur	A. de Los Santos.	
Direction régionale Rhône - Alpes	**J. Rochas.**	165, rue Garibaldi, BP 3196 (OE) et BP 3184 (SER), 69401 Lyon Cedex 3. Tél. : 78 63 28 15. Télex : 340835 INSEE LYON. Tél. : 78 63 22 02 et 03 (informations). Télécopieur : 78 63 25 25.
Service des études régionales	F. Vinot.	
Observatoire économique Rhône - Alpes	B. Le Calvez.	
Centre national de gestion des publications	**S. Pacaud.**	INSEE CNGP, BP 2718, 80027 Amiens Cedex. Tél. : 22 92 73 22. Télex : 150811 F.

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Service interrégional Antilles - Guyane	**A. Tranap.**	INSEE, BP 863, 97175 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : (19) 590 83 42 20. Télex : 919912 GL. Télécopieur : (19) 590 83 89 25.
Service régional de la Guadeloupe	**R. Morizur.**	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre. Tél. : (19) 590 81 17 86. Télex : 919915 GLSDGUAP. Télécopieur : (19) 590 81 07 15.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Service régional de la Guyane	N...	INSSE, BP 6017, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : (19) 594 31 56 03. Télex : INSEGY 910344 FG. Télécopieur : (19) 594 30 87 89.
Service régional de la Martinique	**J. Gaillard.**	INSEE, BP 605, Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, 97261 Fort-de-France Cedex. Tél. : (19) 596 61 60 88. Télex : 912394 MR-SDMART. Télécopieur : (19) 596 61 27 22.
Service régional de la Réunion	**M. Jacod.**	INSEE, 4, rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde Tél. : (19) 262 29 52 70. Télex : 916405 RE. Télécopieur : (19) 262 29 76 85.
Service des études régionales	J.-P. Colliez.	
Observatoire économique de la Réunion	G. Le Cointre.	INSEE, 4, rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde. Tél. : (19) 262 29 51 57. Télex : 916405 RE.

III. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut territorial de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie	**Ph. Maesse.**	INSEE, BP 823, Nouméa Cedex. Tél. : (19) 687 28 31 56. Télécopieur : (19) 687 28 81 48.
Institut territorial de la statistique de Polynésie française	**C. Durand.**	INSEE, BP 395, Papeete Tahiti. Tél. : (19) 689 43 71 96. Télécopieur : (19) 689 42 72 52.

Principales nomenclatures utilisées dans cet Annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'*Annuaire statistique de la France,* quelques informations sommaires sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

En effet, l'élaboration d'une nomenclature destinée à structurer des informations économiques ou sociales représente, au-delà de la formulation explicite des principes de base retenus, un double compromis :

— compromis entre l'adaptation parfaite à un objectif déterminé et la nécessité de pouvoir utiliser le même outil pour d'autres usages — nature différente des unités statistiques prises en compte ou des informations quantifiées recueillies, influence des réseaux de collecte des données...;

— compromis entre la finesse et la précision de la description qui conduirait à une multiplication de classes contenant chacune peu d'unités et la nécessité de disposer d'une information synthétique, ce qui pousse souvent à réunir des objets dissemblables dans une même classe parce que leur nombre est relativement faible.

A. Nomenclature d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.* — Elle est en vigueur depuis le 1er janvier 1974. Elle met face à face la nomenclature des activités économiques regroupées en 600 postes et celle des produits et services relevant de ces activités. Elle est disponible sous la forme de deux brochures, l'une comprenant un index analytique, l'autre un index alphabétique :

— en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15 et dans les observatoires économiques régionaux (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux :*
— la NAP 1973 est la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité (1), branches ou produits. À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S :

— cette nomenclature est publiée dans le volume des Collections de l'INSEE C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980).

3. *Nomenclature détaillée de produits (NODEP)*
Subdivision des classes 00 à 54 et 56 de la Nomenclature de produits. Sert de cadre pour la présentation de l'ensemble des données concernant les produits : production, commerce extérieur (2) :

— en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15 et dans les observatoires économiques régionaux (voir adresses pages précédentes).

4. *Nomenclature d'activité du Répertoire (NAR).* — Nomenclature dérivée de la NAP et adaptée aux textes réglementaires concernant les entreprises artisanales :

— disponible dans les chambres des métiers.

5. *Nomenclature de produits pour les statistiques douanières.* — Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises remplace la nomenclature du Conseil de coopération douanière (NCCD). Le nouveau système permet d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur. Dans ce cadre, une nouvelle *nomenclature générale des produits* (NGP 9) a été élaborée par la Direction générale des douanes et des droits indirects :

— en vente au Centre de renseignements des Douanes, pavillon H1, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12.

6. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente au Centre d'informations des Nations Unies, 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

1. Voir définition chapitre G 03.
2. Le texte complet, avec notes explicatives, a été publié en 1987.

7. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Service d'information des Communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

8. *Nomenclature de la consommation des ménages. « Fonctions »* et *« durabilité » :*

- Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,
- Publiées chaque année en *collection,* série M, « La consommation des ménages en... » (vers juin), puis en INSEE - Résultats.

B. Nomenclature des métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Nomenclature des emplois,* ministère du Travail, INSEE, 1970. — Utilisée pour les diverses statistiques sur les emplois :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux (voir adresses pages précédentes).

2. *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE, 1975 (6e édition). — Publié dans la collection « Nomenclatures et codes » :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux (voir adresses pages précédentes).

3. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS), INSEE, 1982. — Appliquée dès le Recensement de la population de 1982, elle remplace les diverses nomenclatures utilisées jusque-là pour la description de la population *(Code des métiers, Code des catégories socioprofessionnelles, etc.);* elle comprend un index alphabétique et un index analytique :

— deux brochures éditées dans la collection « Nomenclatures et codes »; disponibles dans les observatoires économiques régionaux (voir adresses pages précédentes).

C. Découpages géographiques

Code officiel géographique (édition 1985 + rectificatif 1989). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements.

Il comprend :

- un volume France entière;
- des fascicules départementaux;
- des fascicules des DOM-TOM;
- un fascicule « pays étrangers ».

Il est également commercialisé sur support magnétique, bande ou disquette.

— En vente dans les observatoires économiques régionaux (voir adresses pages précédentes).

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du ministère des Finances et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux (voir adresses pages précédentes).

F. Méthodes d'élaboration des comptes nationaux

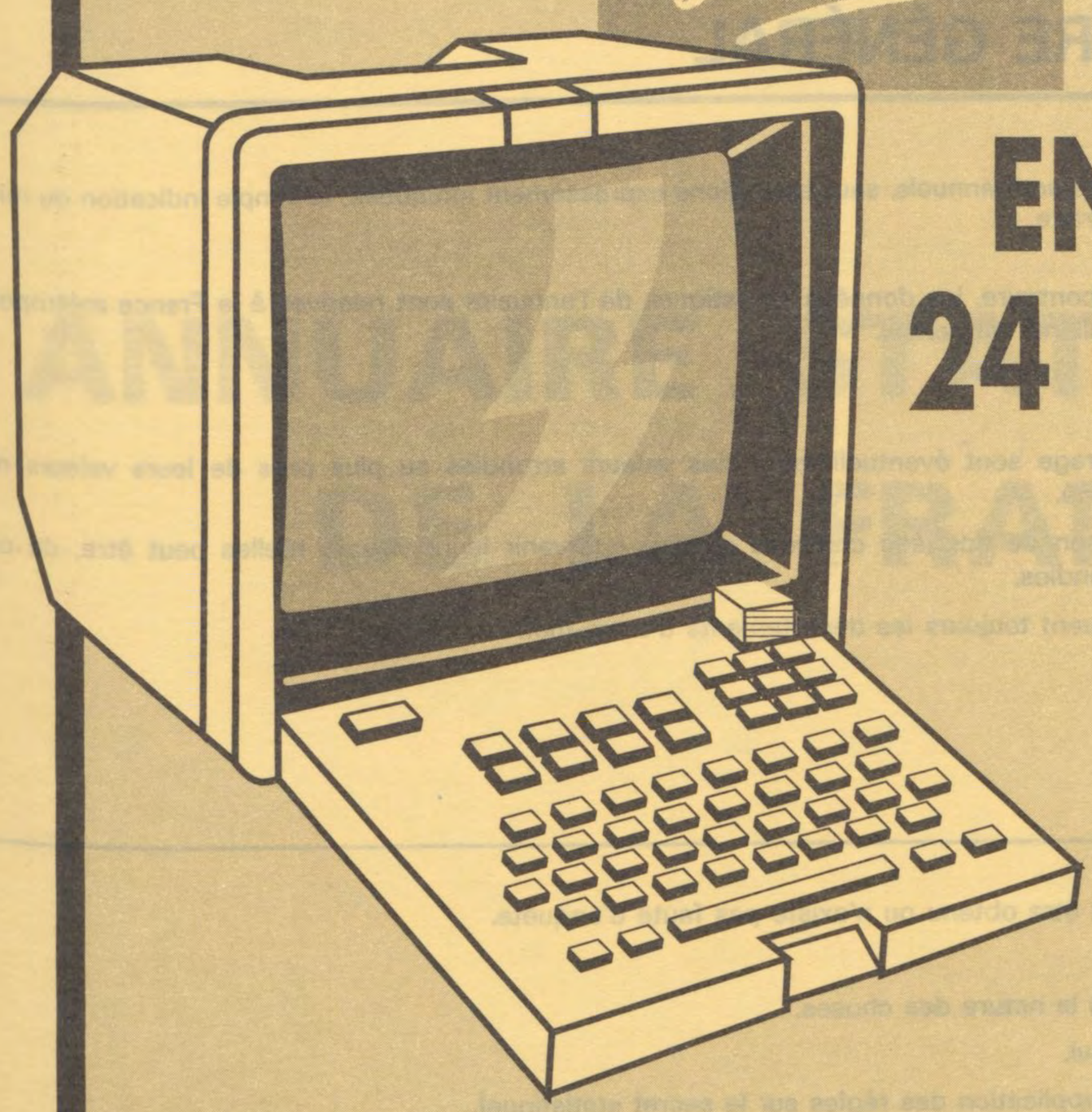
Ces documents regroupent l'ensemble des méthodes d'élaboration et cadres de présentation des comptes nationaux :

- *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1971), INSEE, 1976;
- *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1980), Collections de l'INSEE, n° C 140-141.

— En vente dans les observatoires économiques régionaux (voir adresses pages précédentes).

insee

un Partenaire Qui Compte



EN DIRECT 24 h sur 24 36.15 36.16 code INSEE

- *Les indices*
- *L'actualité économique*
- *Le catalogue des produits de l'INSEE*
- *Les derniers ouvrages parus*
- *L'INSEE au service des régions*

insee

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

3. Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire*;
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en annexe);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Géographie et environnement

A

Géographie et environnement

6 Environment

Geography

A

Chapitre A.01

Territoire

1. Métropole et départements d'outre-mer

2. Territoires d'outre-mer

1. Métropole et départements d'outre-mer

11. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Ces données sont complétées par les tableaux du présent chapitre et les indications données :

— au chapitre *climatologie,* en ce qui concerne la situation géographique et l'altitude de certaines stations météorologiques;

— au chapitre *agriculture,* en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation;

— au chapitre *état de la population,* en ce qui concerne la population des principales communes et des unités urbaines des départements d'outre-mer.

12. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'*Institut géographique national* mais ne permettant pas, actuellement, d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des impôts (*services du cadastre*) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont été retenus dans le présent annuaire avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

13. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats provisoires du recensement général de la population de 1990. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989. Les résultats seront authentifiés par décret en fin d'année 1990.

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population *municipale* et en population *comptée à part* (celle qui vit dans certaines communautés).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989 prescrivant l'exécution du recensement de 1990, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

• *Catégorie I*

Militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés.

• *Catégorie II*

Élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée.

• *Catégorie III*

Détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 26 avril 1989 spécifie que les per-

sonnes des catégories I et II ci-dessus qui ont une *résidence personnelle* doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des *doubles comptes* (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— *la population légale* des communes, qui comprend les deux parties *a.* et *b.*; c'est cette population qui figure dans le tableau 3 pour les chefs-lieux de département, ainsi que dans les tableaux 4 et 6;

— *la population sans doubles comptes,* qui comprend seulement la partie *b.* et qui, par addition, donne notamment la population des régions (tableau 1), des départements (tableau 3), des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain (tableaux 5 et 7).

14. Détermination de zones géographiques particulières

En vue de la publication des résultats des recensements de la population et de diverses enquêtes, l'INSEE procède à la délimitation de zones géographiques particulières, constituées d'ensembles de communes.

141. Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982.

142. Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il y a une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il y a d'importants échanges de main-d'œuvre;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975 et 1982.

2. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1985 pour Mayotte, 1983 pour Wallis et Futuna et 1988 pour la Polynésie française et pour la Nouvelle-Calédonie.

* * *

LA FRANCE ADMINISTRATIVE

TABLEAU A.01-1

Subdivisions, superficie et population des régions

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); INSEE (recensement de la population de 1990, résultats provisoires)

Région	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²) Totale	Moyenne par commune	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
Alsace	13	75	899	8.280,20	9,21	1.624,4	196
Aquitaine	18	235	2.290	41.308,42	18,04	2.795,8	68
Auvergne	14	158	1.310	26.012,89	19,86	1.321,2	51
Bourgogne	15	172	2.044	31.581,96	15,45	1.609,7	51
Bretagne	15	197	1.269	27.207,91	21,44	2.795,6	103
Centre	20	198	1.842	39.150,94	21,25	2.371,0	61
Champagne - Ardenne	15	146	1.936	25.605,75	13,23	1.347,8	53
Corse	5	52	360	8.679,79	24,11	249,7	29
Franche-Comté	9	116	1.786	16.202,34	9,07	1.097,3	68
Île-de-France	23	314	1.281	12.012,27	9,38	10.660,6	888
Languedoc - Roussillon	14	180	1.545	27.375,79	17,72	2.115,0	77
Limousin	8	106	747	16.942,34	22,68	722,9	43
Lorraine	19	154	2.335	23.547,40	10,08	2.305,7	98
Midi - Pyrénées	22	285	3.019	45.347,94	15,02	2.430,7	54
Nord - Pas-de-Calais	13	144	1.549	12.414,09	8,01	3.965,1	319
Basse-Normandie	11	140	1.814	17.589,32	9,70	1.391,3	79
Haute-Normandie	6	113	1.421	12.317,42	8,67	1.737,2	141
Pays de la Loire	17	203	1.504	32.081,77	21,33	3.059,1	95
Picardie	13	129	2.293	19.399,46	8,46	1.810,7	93
Poitou - Charentes	14	157	1.465	25.809,53	17,62	1.595,1	62
Provence - Alpes - Côte d'Azur	18	223	963	31.399,64	32,61	4.257,9	136
Rhône - Alpes	25	331	2.879	43.698,23	15,18	5.350,7	122
Ensemble métropole	**327**	**3.828**	**36.551**	**543.965,40**	**14,88**	**56.614,5**	**104**
Ensemble départements d'outre-mer	**12**	**150**	**113**	**96.632,00**	**855,2**	**1.459,0**	**15**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**339**	**3.978**	**36.664**	**640.597,40**	**17,47**	**58.073,6**	**91**

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays

Sources : Eurostat (statistiques de base de la Communauté)

Pays	Superficie en milliers de km²	Population en milliers 1987	Population en milliers 1988	Densité 1988 Par km²
Europe des 12	**2.253,3**	**323.488**	**324.611**	**144**
Allemagne (République fédérale d')	248,7	61.077	61.450	246
Belgique	30,5	9.870	9.902	324
Danemark	43,1	5.127	5.130	119
Espagne	504,8	38.696	38.765	77
France	544,0	55.630	55.884	102
Grèce	132,0	9.984	10.004	76
Irlande	68,9	3.543	3.538	51
Italie	301,3	57.345	57.452	190
Luxembourg	2,6	372	375	143
Pays-Bas	41,2	14.665	14.760	356
Portugal	92,1	10.250	10.287	11
Royaume-Uni	244,1	56.930	57.065	223
Canada	9.976,2	25.652	25.950	3
États-Unis d'Amérique	9.372,7	243.773	246.329	26
Japon	372,3	122.091	122.613	328
URSS	22.402,2	283.100	283.682	13
Le monde	**135.793**	**5.024.000**	**5.112.000**	**37**

TABLEAU A.01-3

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990. Résultats provisoires)

	Département	Département						Chef-lieu		
		Nombre de :								
		Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
01	Ain	4	43	419	5.762,44	471,0	82	Bourg-en-Bresse	42.955	227
02	Aisne	5	42	817	7.369,12	537,3	73	Laon	28.670	181
03	Allier	3	35	320	7.340,11	357,7	49	Moulins	23.353	227
04	Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6.925,22	130,9	19	Digne	17.425	618
05	Alpes (Hautes-)	2	30	177	5.548,68	113,3	20	Gap	35.647	782
06	Alpes-Maritimes	2	51	163	4.298,58	971,8	226	Nice	345.625	46
07	Ardèche	3	33	339	5.528,64	277,6	50	Privas	10.490	322
08	Ardennes	4	37	462	5.229,41	296,4	57	Charleville-Mézières	59.439	217
09	Ariège	3	22	332	4.889,92	136,5	28	Foix	10.446	455
10	Aube	3	33	431	6.004,16	289,2	48	Troyes	60.755	110
11	Aude	3	34	438	6.138,98	298,7	49	Carcassonne	44.991	104
12	Aveyron	3	46	304	8.735,12	270,1	31	Rodez	26.794	633
13	Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.759,4	346	Marseille	807.726	162
14	Calvados	4	48	705	5.547,92	618,5	111	Caen	115.624	26
15	Cantal	3	27	260	5.725,98	158,7	28	Aurillac	32.654	622
16	Charente	3	35	405	5.955,99	342,0	57	Angoulême	46.194	96
17	Charente-Maritime	5	51	472	6.863,75	527,1	77	La Rochelle	73.744	8
18	Cher	3	35	290	7.234,99	321,6	44	Bourges	78.773	156
19	Corrèze	3	37	286	5.856,83	237,9	41	Tulle	18.685	214
2A	Corse-du-Sud	2	22	124	4.014,22	118,2	27	Ajaccio	55.279	38
2B	Corse (Haute)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	45.081	15
21	Côte-d'Or	3	43	707	8.763,21	493,9	56	Dijon	151.636	338
22	Côtes-d'Armor	4	52	372	6.877,55	538,4	78	Saint-Brieuc	47.370	89
23	Creuse	2	27	260	5.565,38	131,3	24	Guéret	15.718	445
24	Dordogne	4	50	557	9.060,01	386,4	43	Périgueux	32.848	99
25	Doubs	3	35	594	5.233,64	484,8	93	Besançon	119.194	368
26	Drôme	3	36	371	6.529,95	414,1	63	Valence	65.026	128
27	Eure	3	43	676	6.039,74	513,8	85	Évreux	51.308	139
28	Eure-et-Loir	4	29	403	5.879,95	396,1	67	Chartres	41.850	158
29	Finistère	4	52	283	6.733,00	838,7	125	Quimper	62.541	6
30	Gard	3	45	353	5.852,90	585,0	100	Nîmes	133.607	114
31	Garonne (Haute-)	3	50	588	6.309,34	926,0	147	Toulouse	365.933	139
32	Gers	3	31	462	6.256,82	174,6	28	Auch	24.728	166
33	Gironde	5	63	542	10.000,14	1.213,5	121	Bordeaux	213.274	7
34	Hérault	3	46	343	6.101,01	794,6	130	Montpellier	210.866	44
35	Ille-et-Vilaine	4	51	353	6.774,72	798,7	118	Rennes	203.533	54
36	Indre	4	26	247	6.790,63	237,5	35	Châteauroux	52.949	158
37	Indre-et-Loire	3	37	277	6.126,70	529,3	86	Tours	133.403	55
38	Isère	3	58	533	7.431,44	1.016,2	138	Grenoble	153.973	247
39	Jura	3	34	545	4.999,18	248,8	50	Lons-le-Saunier	20.140	258
40	Landes	2	30	331	9.242,60	311,5	34	Mont-de-Marsan	31.864	43
41	Loir-et-Cher	3	30	291	6.343,44	305,9	48	Blois	51.549	102
42	Loire	3	40	327	4.780,59	746,3	156	Saint-Étienne	201.695	540
43	Loire (Haute-)	3	35	260	4.977,14	206,6	42	Le Puy	23.434	686
44	Loire-Atlantique	4	59	221	6.815,38	1.052,2	154	Nantes	251.133	19
45	Loiret	3	41	334	6.775,23	580,6	86	Orléans	107.965	116
46	Lot	3	31	340	5.216,53	155,8	30	Cahors	20.787	124
47	Lot-et-Garonne	4	40	317	5.360,91	306,0	57	Agen	32.223	43
48	Lozère	2	25	185	5.166,88	72,8	14	Mende	12.667	739
49	Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	705,9	99	Angers	146.163	47
50	Manche	4	52	602	5.938,02	479,6	81	Saint-Lô	22.819	33
51	Marne	5	44	619	8.161,58	558,2	68	Châlons-sur-Marne	51.533	151
52	Marne (Haute-)	3	32	424	6.210,60	204,1	33	Chaumont	28.900	324
53	Mayenne	3	32	261	5.175,21	278,0	54	Laval	53.479	75
54	Meurthe-et-Moselle	4	41	593	5.240,95	711,8	136	Nancy	102.410	279
55	Meuse	3	31	499	6.216,40	196,3	32	Bar-le-Duc	18.577	271
56	Morbihan	3	42	261	6.822,64	619,8	91	Vannes	48.386	18
57	Moselle	9	51	727	6.216,27	1.011,3	163	Metz	123.920	262
58	Nièvre	4	32	312	6.816,71	233,3	34	Nevers	43.889	201
59	Nord	6	76	652	5.742,74	2.531,9	441	Lille	178.301	24
60	Oise	4	41	693	5.860,22	725,6	124	Beauvais	56.278	71
61	Orne	3	40	507	6.103,38	293,2	48	Alençon	31.139	136

TABLEAU A.01-3 (*suite et fin*)

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990, résultats provisoires)

Département		Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Chef-lieu : Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
		Arrondissements	Cantons	Communes						
62	Pas-de-Calais	7	68	897	6.671,35	1.433,2	215	Arras	42.715	67
63	Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	598,2	75	Clermont-Ferrand	140.167	407
64	Pyrénées-Atlantiques	3	52	543	7.644,76	578,5	76	Pau	83.928	207
65	Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	464,04	224,8	50	Tarbes	50.228	312
66	Pyrénées-Orientales	3	30	226	4.116,02	363,8	88	Perpignan	108.049	60
67	Rhin (Bas-)	7	44	522	4.755,03	953,1	200	Strasbourg	255.937	284
68	Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	671,3	190	Colmar	64.889	261
69	Rhône	2	51	293	3.249,12	1.509,0	464	Lyon	422.444	225
70	Saône (Haute-)	2	32	546	5.360,08	229,7	43	Vesoul	19.404	235
71	Saône-et-Loire	5	57	574	8.574,69	559,4	65	Mâcon	38.508	184
72	Sarthe	3	40	375	6.205,99	513,7	83	Le Mans	148.465	77
73	Savoie	3	37	305	6.028,25	348,3	58	Chambéry	55.603	269
74	Savoie (Haute-)	4	33	292	4.387,80	568,3	130	Annecy	51.143	454
75	Paris	1	20	1	105,40	2.152,4	20.421	Paris	2.175.110	60
76	Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.223,4	195	Rouen	105.470	22
77	Seine-et-Marne	4	40	514	5.915,29	1.078,2	182	Melun	36.494	70
78	Yvelines	4	39	262	2.284,43	1.307,2	572	Versailles	91.029	184
79	Sèvres (Deux-)	3	33	307	5.999,35	346,0	58	Niort	58.660	29
80	Somme	4	46	783	6.170,12	547,8	89	Amiens	136.358	36
81	Tarn	2	43	324	5.757,89	342,7	60	Albi	48.707	169
82	Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	200,2	54	Montauban	53.278	96
83	Var	3	41	153	5.972,54	815,4	137	Toulon	170.167	10
84	Vaucluse	3	24	151	3.567,13	467,1	131	Avignon	89.440	55
85	Vendée	3	31	283	6.719,59	509,4	76	La Roche-sur-Yon	48.518	73
86	Vienne	3	38	281	6.990,44	380,0	54	Poitiers	82.507	118
87	Vienne (Haute-)	3	42	201	5.520,13	353,6	64	Limoges	136.407	287
88	Vosges	3	31	516	5.873,78	386,3	66	Épinal	39.480	365
89	Yonne	3	40	451	7.427,35	323,1	44	Auxerre	40.597	122
90	Belfort (Territoire de)	1	15	101	609,44	134,1	220	Belfort	51.913	429
91	Essonne	3	42	196	1.804,40	1.084,8	601	Évry	45.854	65
92	Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1.391,7	7.923	Nanterre	86.627	40
93	Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.381,2	5.847	Bobigny	44.873	48
94	Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1.215,5	4.976	Créteil	82.390	45
95	Val-d'Oise	3	39	185	1.245,91	1.049,6	842	Pontoise	28.463	52
97-1	Guadeloupe	3	42	34	1.780,00	387,0	217	Basse-Terre	14.107	50
97-2	Martinique	3	45	34	1.100,00	359,6	327	Fort-de-France	101.540	144
97-3	Guyane	2	19	21	91.000,00	114,7	1	Cayenne	41.659	8
97-4	Réunion	4	44	24	2.510,00	597,8	238	Saint-Denis	122.875	10

TABLEAU A.01-4

Communes de plus de 50.000 habitants (métropole)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990, résultats provisoires)

Rang	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)
26	13	Aix-en-Provence	126.854	666	88	94	Maisons-Alfort	54.065	9.921
85	2A	Ajaccio	55.279	659	19	72	Mans (Le)	148.465	2.755
23	80	Amiens	136.358	2.655	2	13	Marseille	807.726	3.327
20	49	Angers	146.163	3.312	77	33	Mérignac	58.684	1.189
100	74	Annecy	51.143	3.637	27	57	Metz	123.920	2.852
59	06	Antibes	70.688	2.644	90	82	Montauban	53.278	379
79	92	Antony	57.916	6.043	9	34	Montpellier	210.866	3.657
40	95	Argenteuil	94.162	5.406	38	93	Montreuil	95.038	10.623
93	13	Arles	52.593	69	31	68	Mulhouse	109.905	4.885
57	92	Asnières-sur-Seine	72.250	14.907	35	54	Nancy	102.410	6.619
61	93	Aubervilliers	67.836	11.729	44	92	Nanterre	86.627	6.937
47	93	Aulnay-sous-Bois	82.537	5.081	7	44	Nantes	251.133	3.746
43	84	Avignon	89.440	1.342	70	92	Neuilly-sur-Seine	62.033	16.560
82	60	Beauvais	56.278	1.624	5	06	Nice	345.625	4.761
95	90	Belfort	51.913	2.943	24	30	Nîmes	133.607	794
29	25	Besançon	119.194	1.750	78	79	Niort	58.660	836
56	34	Béziers	72.362	744	86	93	Noisy-le-Grand	54.112	4.172
96	41	Blois	51.549	1.317	33	45	Orléans	107.965	3.825
8	33	Bordeaux	213.274	4.261	1	75	Paris	2.175.110	20.421
36	92	Boulogne-Billancourt	101.971	16.490	45	64	Pau	83.928	2.607
53	18	Bourges	78.773	1.100	32	66	Perpignan	108.049	1.557
17	29	Brest	153.099	2.988	98	33	Pessac	51.424	1.315
92	19	Brive-la-Gaillarde	52.677	1.024	48	86	Poitiers	82.507	1.874
30	14	Caen	115.624	4.391	68	29	Quimper	62.541	704
54	62	Calais	75.836	2.248	13	51	Reims	185.164	3.851
60	06	Cannes	69.363	3.500	10	35	Rennes	203.533	3.920
83	71	Chalon-sur-Saône	56.259	3.586	55	17	Rochelle (La)	73.744	2.501
97	51	Châlons-sur-Marne	51.533	1.859	37	59	Roubaix	98.179	7.388
84	73	Chambéry	55.603	2.578	34	76	Rouen	105.470	4.805
51	94	Champigny-sur-Marne	79.778	7.034	62	92	Rueil-Malmaison	67.323	4.517
76	08	Charleville-Mézières	59.439	1.813	42	93	Saint-Denis	90.806	7.281
91	36	Châteauroux	52.949	1.996	11	42	Saint-Étienne	201.695	2.495
81	49	Cholet	56.540	630	50	94	Saint-Maur-des-Fossés	80.954	7.183
21	63	Clermont-Ferrand	140.167	3.192	63	44	Saint-Nazaire	66.087	1.385
67	68	Colmar	64.889	954	69	02	Saint-Quentin	62.082	2.688
52	92	Colombes	79.058	10.053	80	95	Sarcelles	57.121	6.726
65	92	Courbevoie	65.649	15.681	101	78	Sartrouville	50.440	5.949
49	94	Créteil	82.390	7.182	75	83	Seyne-sur-Mer (La)	60.567	2.705
18	21	Dijon	151.636	3.630	6	67	Strasbourg	255.937	3.224
72	93	Drancy	60.928	7.823	102	65	Tarbes	50.228	3.103
58	59	Dunkerque	71.071	1.884	15	83	Toulon	170.167	3.913
99	27	Évreux	51.308	1.856	4	31	Toulouse	365.933	3.032
94	94	Fontenay-sous-Bois	52.105	9.295	39	59	Tourcoing	94.425	6.173
16	38	Grenoble	153.973	8.315	25	37	Tours	133.403	3.769
12	76	Havre (Le)	197.219	4.172	73	10	Troyes	60.755	4.489
103	83	Hyères	50.122	363	66	26	Valence	65.026	1.729
87	94	Ivry-sur-Seine	54.106	8.790	74	69	Vénissieux	60.744	3.943
89	53	Laval	53.479	1.475	41	78	Versailles	91.029	3.353
14	59	Lille	178.301	6.783	64	59	Villeneuve-d'Ascq	65.695	2.379
22	87	Limoges	136.407	1.723	28	69	Villeurbanne	119.848	8.049
71	56	Lorient	61.630	3.391	46	94	Vitry-sur-Seine	82.820	7.061
3	69	Lyon	422.444	8.680					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants (métropole)

Délimitations de 1982 et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990, résultats provisoires)

Rang	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²
93	47	501	10	Agen	60.684	386
45	13	601	2	Aix-en-Provence	130.888	633
105	2A	501	1	Ajaccio	54.089	659
89	81	501	6	Albi	62.182	650
78	30	501	11	Alès	71.585	385
38	80	601	10	Amiens	155.580	1.390
28	49	601	10	Angers	206.276	1.068
57	16	601	15	Angoulême	101.108	629
48	74	601	12	Annecy	122.622	901
104	*	553	2	Arles	54.309	68
98	59	501	7	Armentières (partie française)	57.738	621
70	62	502	12	Arras	79.607	985
36	*	654	13	Avignon	181.136	634
112	2B	501	4	Bastia	50.596	1.019
41	*	653	12	Bayonne	136.334	778
99	60	501	4	Beauvais	57.704	823
74	*	556	14	Belfort	75.509	966
47	25	601	7	Besançon	122. 623	1.263
19	*	752	60	Béthune	259.679	681
73	34	502	3	Béziers	76.304	610
84	41	501	6	Blois	65.132	589
5	33	701	40	Bordeaux	685.456	848
60	62	503	9	Boulogne-sur-Mer	95.930	1.128
101	01	501	5	Bourg-en-Bresse	55.784	545
61	18	501	4	Bourges	92.720	674
29	29	701	7	Brest	201.480	1.010
85	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.379	524
35	14	601	16	Caen	188. 799	1.583
56	62	601	7	Calais	101.768	746
71	71	502	10	Chalon-sur-Saône	77.498	880
91	51	501	5	Châlons-sur-Marne	61.452	821
55	73	501	15	Chambéry	102.548	767
80	08	501	7	Charleville-Mézières	67. 213	945
64	28	501	8	Chartres	84.627	1.306
81	36	501	4	Châteauroux	67.090	389
63	50	501	6	Cherbourg	92.045	1.343
103	49	501	1	Cholet	55.132	630
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	254.416	1.407
67	68	501	6	Colmar	83.816	656
82	60	502	11	Compiègne	67.057	549
65	60	503	11	Creil	83.942	1.018
25	21	701	12	Dijon	226.025	1.549
30	*	751	31	Douai	199.562	988
32	*	655	12	Dunkerque	192.852	1.042
109	*	552	8	Elbeuf	52.000	869
111	88	501	6	Épinal	50.909	528
97	27	501	4	Évreux	57.968	989
59	57	501	14	Forbach (partie française)	97.847	1.093
76	83	501	3	Fréjus	73.967	338
68	*	555	14	Genève (Suisse) — Annemasse (partie française)	83.361	842
14	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	335.647	983
10	38	701	32	Grenoble	400.141	1.331
50	*	652	23	Hagondange - Briey	112.061	645
21	76	701	13	Le Havre	253.627	1.751
100	53	501	2	Laval	56.855	857
15	62	701	36	Lens	323.174	1.205
4	59	702	55	Lille (partie française)	950.265	2.456
37	87	601	7	Limoges	170.065	853
52	56	601	4	Lorient	107.088	1.293
2	*	753	84	Lyon	1.262.167	1.544
33	72	601	10	Le Mans	189.107	1.011
34	78	601	23	Mantes-la-Jolie	189 .103	1.216
3	13	701	28	Marseille	1.087.276	1.309
77	13	501	3	Martigues	72.375	632
54	59	601	15	Maubeuge (partie française)	102.772	872
87	77	501	7	Meaux	63.006	1.119
62	77	502	8	Melun	92.425	1.794
83	06	501	9	Menton - Monaco (partie française)	66.251	899
31	57	602	18	Metz	193.117	1.315
108	45	501	7	Montargis	52.518	466
110	82	501	1	Montauban	51.224	379
49	25	602	21	Montbéliard	117.510	838
86	03	502	6	Montluçon	63.018	534
24	34	701	6	Montpellier	236.788	2.335
26	68	701	17	Mulhouse	223.856	1.156
17	54	701	29	Nancy	310.718	1.230
7	44	701	19	Nantes	491.421	1.080
96	58	501	5	Nevers	58.915	556
8	06	702	17	Nice	475.459	2.127
40	30	601	4	Nîmes	138.527	687
92	79	501	2	Niort	61.131	651
23	45	701	19	Orléans	243.153	840
1	*	851	335	Paris	9.063.384	3.920
42	64	601	15	Pau	134.625	843
94	24	501	7	Périgueux	59.842	465
39	66	601	6	Perpignan	138.735	1.185
53	86	601	7	Poitiers	105.271	720
95	29	501	1	Quimper	59.437	704
27	51	601	5	Reims	206.362	2.588
22	35	701	8	Rennes	245.065	1.430
72	42	501	9	Roanne	77.160	628
58	17	601	7	La Rochelle	100.264	1.226
12	76	702	29	Rouen	380.161	1.539
66	22	501	6	Saint-Brieuc	83.861	712
69	42	502	10	Saint-Chamond	81.581	609
16	42	701	15	Saint-Étienne	313.453	1.479
44	44	601	10	Saint-Nazaire	131.565	468
107	62	501	10	Saint-Omer	53.062	586
79	02	501	4	Saint-Quentin	69.185	1.695
88	34	501	3	Sète	62.768	972
11	67	701	16	Strasbourg (partie française)	388.483	2.272
75	65	501	8	Tarbes	74.639	1.015
43	57	601	12	Thionville	132.386	963
106	74	402	10	Thonon-les-Bains	53.078	546
9	83	701	18	Toulon	437.553	942
6	31	701	47	Toulouse	608.427	1.052
18	37	701	20	Tours	271.927	738
46	10	601	14	Troyes	122.763	1.167
51	*	651	6	Valence	107.965	978
13	59	701	57	Valenciennes (partie française)	336.481	755
90	03	501	9	Vichy	61.566	540
102	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	55.249	697

(1) Un astérisque dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.

TABLEAU A.01-6

Les communes par tranche de population (métropole)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990. Chiffres provisoires)

Tranches de population (population totale avec doubles comptes)	Nombre de communes		Population correspondante (avec doubles comptes)	
		%		%
1.000.000 d'habitants et plus	1	—	2.175.110	3,8
500.000 à moins de 1.000.000 habitants	1	—	807.726	1,4
200.000 — 500.000 —	9	—	2.470.440	4,3
100.000 — 200.000 —	25	0,1	3.405.339	5,9
50.000 — 100.000 —	67	0,2	4.442.353	7,7
30.000 — 50.000 —	132	0,4	5.136.252	8,9
20.000 — 30.000 —	161	0,4	3.957.336	6,9
10.000 — 20.000 —	445	1,2	6.231.826	10,8
9.000 — 10.000 —	93	0,3	887.343	1,5
6.000 — 9.000 —	487	1,3	3.540.794	6,1
5.000 — 6.000 —	318	0,9	1.738.967	3,0
4.000 — 5.000 —	444	1,2	1.973.133	3,4
3.500 — 4.000 —	289	0,8	1.080.297	1,9
3.000 — 3.500 —	420	1,1	1.354.977	2,3
2.500 — 3.000 —	596	1,6	1.634.774	2,8
2.000 — 2.500 —	902	2,5	2.004.646	3,5
1.500 — 2.000 —	1.346	3,7	2.311.530	4,0
1.000 — 1.500 —	2.626	7,2	3.180.237	5,5
700 — 1.000 —	2.932	8,0	2.438.061	4,2
500 — 700 —	3.676	10,1	2.161.096	3,7
400 — 500 —	2.411	6,6	1.074.074	1,9
300 — 400 —	3.522	9,6	1.218.695	2,1
200 — 300 —	4.894	13,4	1.202.535	2,1
100 — 200 —	6.709	18,4	988.111	1,7
50 — 100 —	2.975	8,1	223.106	0,4
10 — 50 —	1.040	2,8	36.798	0,1
Moins de 10 habitants	(1) 30	0,1	161	—
Ensemble	**36.551**	**100**	**57.675.717**	**100**

(1) Dont 5 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-7

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants (métropole)

Délimitations de 1982 et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990, résultats provisoires)

Rang	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1990 (sans doubles comptes)
61	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	11	152.976
72	Alès	Gard, Lozère, Ardèche	74	127.132
27	Amiens	Somme, Pas-de-Calais	253	309.520
34	Angers	Maine-et-Loire	47	267.698
60	Angoulême-La Rochefoucauld	Charente	67	155.009
58	Annecy	Haute-Savoie	53	160.739
77	Arles	Bouches-du-Rhône, Gard	22	120.195
71	Arras	Pas-de-Calais	95	127.660
73	Auxerre-Joigny	Yonne	95	127.076
22	Avignon	Vaucluse, Gard, Bouches-du-Rhône	50	346.657
17	Bas- Escault	Nord	128	432.144
25	Bassin houiller lorrain	Moselle, Bas-Rhin	212	332.689
9	Bassin houiller ouest	Pas-de-Calais, Nord	143	632.735
16	Bassin sidérurgique de Lorraine du Nord	Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse	262	481.526
38	Bayonne, Côte basque	Pyrénées-Atlantiques, Landes	52	244.325
76	Beauvais	Oise, Seine-Maritime	104	123.913
65	Belfort-Lure	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	115	141.515
45	Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura	179	211.402
74	Béziers	Hérault	24	124.853
89	Blois	Loir-et-Cher	47	105.902
6	Bordeaux	Gironde	166	922.199
67	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	44	137.395
59	Bourges	Cher	72	160.698
79	Bourgoin, Pont-de-Beauvoisin	Isère, Savoie, Ain	83	119.422
28	Brest	Finistère	46	307.448
23	Caen	Calvados	200	342.023
82	Calais	Pas-de-Calais	22	116.462
63	Cambresis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	98	148.524
84	Castres-Mazamet	Tarn, Hérault, Aude	49	114.809
70	Chalon-sur-Saône-Chagny	Saône-et-Loire, Côte-d'Or	68	129.606
57	Chambéry	Savoie	51	161.723
55	Charleville-Mézières	Ardennes	107	167.668
81	Chartres	Eure-et-Loir	56	118.414
92	Cherbourg	Manche	19	101.588
31	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	112	283.118
20	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	115	389.178
53	Colmar	Haut-Rhin	96	175.176
52	Compiègne-Noyon	Oise, Aisne	156	175.547
5	Côte d'Azur	Alpes-Maritimes, Var	107	955.093
66	Côte Varoise (la)	Var	20	140.798
78	Creusot (le)	Saône-et-Loire	38	119.446
26	Dijon	Côte-d'Or	160	310.518
87	Draguignan	Var	34	107.303
85	Dreux	Eure-et-Loir, Eure, Yvelines	79	111.869
33	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	55	270.416
43	Étang de Berre	Bouches-du Rhône	18	218.842
80	Évreux	Eure	123	118.939
51	Genève (Suisse), Annemasse P.F. (1)	Haute-Savoie, Ain	86	176.905
14	Grenoble	Isère, Savoie	157	524.230
50	Haute-Vallée de la Moselle	Vosges, Meurthe-et-Moselle	117	179.955
30	Havre (le)	Seine-Maritime	62	296.457
4	Lille	Nord	122	1.144.298
39	Limoges	Haute-Vienne	41	229.120
42	Lorient	Morbihan	34	219.665
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain, Loire	271	1.633.149
32	Mans (le)	Sarthe	64	272.363
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	57	1.227.286
35	Metz	Moselle	134	254.884
41	Montbéliard-Héricourt-Delle	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	191	219.899
21	Montpellier	Hérault, Gard	64	379.371
18	Mulhouse	Haut-Rhin	229	427.893
13	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	331	527.470
11	Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire	58	600.583
75	Nevers	Nièvre, Cher	68	124.379
47	Nîmes	Gard	33	205.025
91	Niort	Deux-Sèvres, Vendée	27	101.826
29	Orléans	Loiret	64	301.807

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU A.01-7 (*suite et fin*)

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants (métropole)

Délimitations de 1982 et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990, résultats provisoires)

Rang	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1990 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret, Eure	1.244	10.808.576
48	Pau	Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	71	191.847
44	Perpignan	Pyrénées-Orientales	32	214.477
56	Poitiers	Vienne	47	166.616
86	Quimper	Finistère	19	108.523
36	Reims	Marne, Aisne	86	248.816
19	Rennes	Ille-et-Vilaine	79	409.959
64	Roanne	Loire, Rhône	64	144.416
62	Rochelle (la)	Charente-Maritime	43	148.708
10	Rouen	Seine-Maritime, Eure	251	616.148
68	Saint-Brieuc	Côte-d'Armor	32	133.420
12	Saint-Étienne	Loire, Haute-Loire, Rhône	102	560.944
46	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	41	209.303
69	Saint-Quentin	Aisne	101	130.852
49	Sambre	Nord	105	185.615
37	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	74	248.495
8	Strasbourg	Bas-Rhin	186	643.313
83	Tarbes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Gers	79	116.384
93	Tarentaise (la)	Savoie, Haute-Savoie	79	100.023
54	Troyes	Aube	120	175.130
15	Toulon	Var	33	484.600
7	Toulouse	Haute-Garonne	153	741.656
24	Tours	Indre-et-Loire	61	340.478
40	Valence	Drôme, Ardèche	60	222.802
88	Vallée du Loing (la)	Loiret, Seine-et-Marne	52	106.685
90	Vannes	Morbihan	27	105.759

(1) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

Territoire	Superficie en km²	Population			Chef-lieu	Population	
		Année de recensement	Effectifs sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²		Année de recensement	Effectifs avec doubles comptes (milliers)
Mayotte	374	1985	67,2	179,6	Dzaoudzi	1985	5,9
Nouvelle-Calédonie	19.058	1989	164,2	8,6	Nouméa	1989	66,1
Polynésie française (1)	4.000	1988	188,8	47,2	Papeete	1988	24,2
Wallis et Futuna	255	1983	12,4	48,6	Mata-Utu	1983	0,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 57,8.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- Recensement général de la population de 1982 en métropole (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :
— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*
— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*
— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;
— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*
— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*
- Annuaire démographique des Nations unies.
- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :
— Guadeloupe;
— Guyane;
— Martinique;
— Réunion;
— Saint-Pierre-et-Miquelon.
- Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :
— Nouvelle-Calédonie et dépendances (1989);
— Wallis et Futuna (1983).
— Polynésie française (1988).
- Recensement de la population de Mayotte de 1985.
- Recensement général de la population 1990 en métropole et dans les départements d'outre-mer : fascicules départementaux, évolutions démographiques. 1975, 1982, 1990 (résultats provisoires).

Chapitre A.02

Climatologie

Définitions

• *Température*

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol. La *température minimum quotidienne* est la plus basse qui ait été observée entre 18 heures TU (1) la veille et 18 heures le jour. La *température maximum quotidienne* est la plus haute température entre 6 heures TU le jour et 6 heures le lendemain.

• *Gelée*

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0 °C sous abri.

• *Durée d'insolation*

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

• *Jour de précipitations*

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

• *Précipitations*

Les précipitations sont mesurées de 6 heures TU le jour à 6 heures le lendemain, entre autres au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

• *Humidité relative*

Rapport entre la quantité de vapeur d'eau de l'air et celle qu'aurait l'air s'il était saturé (brouillard). L'humidité relative moyenne quotidienne est la moyenne des huit rapports ainsi observés toutes les 3 heures.

1. On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.
Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

Source : Météorologie nationale

	Normale (1)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
AUXERRE (Aérodrome) Lat. 47° 48′ N — Long. 3° 33′ E — Alt. 212 m											
Température :											
Moyenne (2)	10,6	10,2	10,8	12,0	11,4	10,9	10,0	10,4	10,4	11,6	12,1
Minimum absolu	///	— 9,9	— 6,8	— 6,2	— 6,3	— 6,2	— 20,2	— 13,2	— 15,9	— 7,5	— 7,6
Maximum absolu	///	34,0	35,0	34,9	37,3	35,9	37,0	38,7	35,5	34,2	35,9
Gelée (nombre de jours)	61	67	63	38	68	54	86	82	65	32	57
Précipitations :											
Hauteur	640	677	847	693	697	792	561	844	698	817	527
Nombre de jours	167	187	206	186	172	172	158	163	172	175	130
Insolation (durée totale)	1.801	1.561	1.472	1.818	1.826	1.812	1.942	1.888	1.579	1.652	2.098
BORDEAUX (Mérignac) Lat. 44° 50′ N — Long. 0° 42′ W — Alt. 61 m											
Température :											
Moyenne (2)	12,5	12,2	13,3	13,6	13,4	12,6	12,2	12,6	12,9	13,6	14,4
Minimum absolu	///	— 6,3	— 4,4	— 3,1	— 5,7	— 5,0	— 16,4	— 9,1	— 15,8	— 7,0	— 4,2
Maximum absolu	///	32,4	36,1	38,2	36,2	35,0	35,4	34,7	37,0	34,8	38,2
Gelée (nombre de jours)	40	43	35	12	42	27	62	43	34	23	32
Précipitations :											
Hauteur	935	916	990	1.158	867	1.195	828	954	788	944	664
Nombre de jours	171	174	188	186	167	190	148	175	169	164	121
Insolation (durée totale)	2.067	2.032	2.044	2.038	2.053	2.084	2.161	1.999	1.859	1.953	2.461
CLERMONT-FERRAND (Aulnat) Lat. 45° 47′ N — Long. 3° 10′ E — Alt. 332 m											
Température :											
Moyenne (2)	10,8	10,0	10,8	11,8	11,2	10,4	10,3	11,0	10,8	11,5	11,8
Minimum absolu	///	— 14,2	— 11,4	— 8,2	— 12,0	— 10,6	— 22,9	— 15,7	— 15,4	— 6,5	— 9,6
Maximum absolu	///	36,3	35,1	36,1	40,7	35,9	36,9	36,3	36,8	36,6	37,5
Gelée (nombre de jours)	72	77	74	56	81	80	91	77	76	56	72
Précipitations :											
Hauteur	591	583	750	526	675	537	447	626	587	629	431
Nombre de jours	151	164	171	179	142	157	130	156	168	172	102
Insolation (durée totale)	1.901	1.845	1.748	1.930	1.980	1.776	2.052	1.937	1.709	1.785	2.284
DIJON (Longvic) Lat. 47° 16′ N — Long. 5° 05′ E — Alt. 227 m											
Température :											
Moyenne (2)	10,6	10,0	10,7	11,2	10,9	10,0	9,5	9,8	9,8	11,1	10,9
Minimum absolu	///	— 9,3	— 7,4	— 6,4	— 8,3	— 7,5	— 21,3	— 15,6	— 16,1	— 7,5	— 9,7
Maximum absolu	///	32,0	32,1	33,6	38,1	34,2	33,7	35,6	30,8	32,8	32,7
Gelée (nombre de jours)	66	69	62	52	78	70	89	99	74	45	80
Précipitations :											
Hauteur	719	639	1.002	865	774	721	505	893	829	848	674
Nombre de jours	158	172	184	164	172	166	160	179	178	194	130
Insolation (durée totale)	1.899	1.709	1.664	1.884	1.889	1.775	2.011	1.787	1.623	1.830	2.126
LILLE (Lesquin) Lat. 50° 34′ N — Long. 3° 06′ E — Alt. 52 m											
Température :											
Moyenne (2)	9,7	9,6	10,0	10,4	10,6	10,1	9,4	9,9	9,7	10,7	11,1
Minimum absolu	///	— 8,8	— 7,0	— 19,5	— 9,1	— 5,8	— 19,0	— 11,1	— 13,3	— 6,6	— 8,6
Maximun absolu	///	30,8	30,2	32,5	31,8	34,8	31,0	30,8	32,1	30,1	34,8
Gelée (nombre de jours)	58	52	55	43	52	47	80	57	66	26	43
Précipitations :											
Hauteur	637	789	884	736	650	832	645	737	826	735	669
Nombre de jours	177	188	212	183	174	188	179	178	183	184	144
Insolation (durée totale)	1.555	1.391	1.364	1.637	1.642	1.539	1.701	1.826	1.487	1.486	1.822

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU A.02-1 *(suite)*

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

Source : Météorologie nationale

	Normale (1)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
LYON (Bron) Lat. 45° 43′ N — Long. 4° 57′ E — Alt. 201 m											
Température :											
Moyenne (2)	11,3	10,9	11,5	12,6	12,4	11,6	11,1	11,2	11,3	12,5	12,2
Minimum absolu	///	— 10,1	— 7,7	— 6,0	— 7,8	— 6,7	— 18,2	— 11,7	— 13,5	— 5,1	— 7,1
Maximum absolu	///	34,1	33,9	36,3	39,8	35,5	34,3	35,4	34,2	33,8	36,2
Gelée (nombre de jours)	59	64	61	35	57	47	73	72	60	41	60
Précipitations :											
Hauteur	830	862	916	903	896	772	681	783	886	921	624
Nombre de jours	157	158	168	154	147	154	131	171	179	173	114
Insolation (durée totale)	2.006	1.850	1.831	1.933	1.902	1.931	2.069	1.911	1.728	1.872	2251
MONTPELLIER (Fréjorgues) Lat. 43° 35′ N — Long. 3° 58′ E — Alt. 5 m											
Température :											
Moyenne (2)	13,9	13,8	14,2	15,1	14,7	14,0	14,0	14,7	14,4	15,2	15,5
Minimum absolu	///	— 6,2	— 6,4	— 3,2	— 6,0	— 5,2	— 11,8	— 8,6	— 11,2	— 4,1	3,7
Maximum absolu	///	35,6	36,2	37,0	36,5	35,0	34,0	36,2	36,8	34,7	36,4
Gelée (nombre de jours)	35	29	42	14	32	31	41	24	38	24	21
Précipitations :											
Hauteur	745	520	587	575	452	575	311	703	929	576	463
Nombre de jours	95	89	89	99	82	96	81	89	93	93	64
Insolation (durée totale)	2.695	2.669	2.673	2.629	2.597	2.823	2.741	2.617	2.544	2.654	2.765
NANCY (Essey) Lat. 48° 41′ N — Long. 6° 43′ E — Alt. 217 m											
Température :											
Moyenne (2)	9,5	9,0	9,7	10,2	10,3	9,3	9,0	9,2	9,3	10,5	10,4
Minimum absolu	///	— 12,3	— 13,6	— 12,7	— 8,4	— 10,3	— 17,6	— 18,2	— 17,3	— 8,9	— 10,2
Maximum absolu	///	31,0	31,1	32,1	37,6	33,6	33,5	36,3	31,3	31,7	32,1
Gelée (nombre de jours)	83	79	82	74	80	78	103	93	85	51	77
Précipitations :											
Hauteur	728	773	911	913	809	757	593	982	758	903	667
Nombre de jours	171	182	208	180	180	176	179	195	185	207	146
Insolation (durée totale)	1.627	1.429	1.542	1.843	1.728	1.559	1.775	1.607	1.603	1.653	1.922
NANTES (Aérodrome) Lat. 47° 10′ N — Long. 1° 36′ W — Alt. 27 m											
Température :											
Moyenne (2)	11,7	11,0	12,3	12,9	12,5	12,2	11,7	11,4	11,7	12,6	13,6
Minimum absolu	///	— 8,2	— 4,1	— 2,3	— 4,0	— 4,3	— 13,0	— 12,3	— 11,2	— 5,9	— 2,5
Maximum absolu	///	31,0	32,6	36,2	35,2	34,1	34,2	33,1	34,3	30,6	34,6
Gelée (nombre de jours)	39	43	34	15	36	23	55	34	46	16	18
Précipitations :											
Hauteur	794	769	961	970	780	984	609	855	714	892	778
Nombre de jours	168	175	180	188	170	173	167	198	159	167	135
Insolation (durée totale)	1.913	1.832	1.748	1.982	1.977	2.129	2.198	1.989	1.780	1.752	2.255
NICE (Aérodrome) Lat. 43° 39′ N — Long. 7° 12′ E — Alt. 10 m (3)											
Température :											
Moyenne (2)	15,1	14,8	15,4	16,1	16,1	14,9	15,4	16,0	15,8	16,1	*e* 16,1
Minimum absolu	///	— 0,2	— 1,2	1,7	— 1,5	0,6	— 7,2	— 5,8	— 0,1	1,8	*e* 1,7
Maximum absolu	///	30,5	31,3	32,0	34,3	32,4	31,6	34,4	31,0	32,3	*e* 35,7
Gelée (nombre de jours)	2	—	3	—	1	—	9	4	1	—	—
Précipitations :											
Hauteur	873	538	362	533	619	837	552	597	931	552	*e* 437
Nombre de jours	89	77	88	86	75	99	93	70	98	80	*e* 57
Insolation (durée totale)	2.730	2.619	2.640	2.660	2.684	2.711	2.642	2.616	2.554	2.679	*e* 2.800

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU A.02-1 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

	Normale (1)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
PARIS (Montsouris) Lat. 48° 49′ N — Long. 2° 20′ E — Alt. 77 m											
Température :											
Moyenne (2)	11,5	11,2	11,8	12,4	12,4	11,8	11,1	11,3	11,2	12,4	12,9
Minimum absolu	///	— 5,1	— 3,1	— 6,6	— 4,2	— 3,3	— 13,9	— 9,1	— 12,1	— 2,0	— 2,6
Maximum absolu	///	31,3	31,9	32,8	33,4	34,8	32,0	34,9	33,0	31,1	33,0
Gelée (nombre de jours)	32	30	25	18	30	16	49	35	49	6	29
Précipitations :											
Hauteur	641	690	746	700	623	745	501	612	694	731	596
Nombre de jours	171	170	197	173	177	177	162	176	180	167	140
Insolation (durée totale)	1.827	1.639	1.485	1.708	1.804	1.754	1.868	1.744	1.472	1.535	2.006
RENNES (Aérodrome) Lat. 48° 04′ N — Long. 1° 43′ W — Alt. 43 m											
Température :											
Moyenne (2)	11,2	10,7	11,5	12,1	11,8	11,5	10,8	10,5	11,1	12,1	12,8
Minimum absolu	///	— 7,1	— 5,6	— 4,6	— 5,1	— 5,5	— 14,7	— 10,2	— 11,2	— 3,8	— 4,8
Maximum absolu	///	30,8	31,5	33,4	34,7	33,0	32,6	32,1	33,0	30,2	32,4
Gelée (nombre de jours)	41	44	36	22	49	31	58	44	59	25	29
Précipitations :											
Hauteur	631	680	870	821	742	837	545	760	695	676	531
Nombre de jours	172	183	200	192	165	184	173	198	174	173	146
Insolation (durée totale)	1.848	1.785	1.607	1.895	1.857	1.958	1.953	1.751	1.692	1.716	2.098
ROUEN (Boos) Lat. 49° 23′ N — Long. 1°11′ E — Alt. 157 m (4)											
Température :											
Moyenne (2)	9,7	9,3	9,9	10,4	10,3	9,8	9,1	9,3	9,1	10,1	10,7
Minimum absolu	///	— 9,1	— 5,5	— 11,2	— 6,0	— 5,1	— 17,1	— 12,6	— 13,8	— 6,1	— 7,2
Maximum absolu	///	28,7	29,5	30,5	32,6	34,0	28,6	31	31,3	28,8	32,8
Gelée (nombre de jours)	58	63	58	45	55	51	79	58	73	37	51
Précipitations :											
Hauteur	800	930	1.024	914	840	912	767	890	864	861	524
Nombre de jours	193	190	227	201	185	198	190	192	195	196	142
Insolation (durée totale)	1.653	1.563	1.430	1.787	1.777	1.679	1.764	1.670	1.522	1.527	1.942
TOURS (Aérodrome) Lat. 47° 27′ N — Long. 0° 43′ E — Alt. 112 m											
Température :											
Moyenne (2)	11,1	10,9	12,2	12,1	11,5	10,9	10,2	10,5	10,6	11,7	12,3
Minimum absolu	///	— 7,2	— 3,1	— 3,0	— 5,4	— 4,0	— 16,6	— 11,8	— 17,4	— 6,4	— 5,4
Maximum absolu	///	32,5	33,9	33,3	33,8	33,4	32,0	33,9	39,0	30,6	33,3
Gelée (nombre de jours)	50	45	30	21	52	40	80	61	59	32	41
Précipitations :											
Hauteur	680	757	723	774	780	860	620	641	689	731	566
Nombre de jours	161	179	189	181	181	172	146	171	176	169	129
Insolation (durée totale)	1.766	1.701	1.592	1.811	1.819	1.892	2.038	1.877	1.647	1.818	2.228

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1951-1980. — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens. — (3) Les données de la station de Nice pour l'année 1989 sont estimées en raison des grèves survenues en cours d'année. — (4) Les normales de la station Rouen (Boos) couvrent la période 1968-1987.

TABLEAU A.02-2

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

	(1)	Normale ou extrême (2)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Départements d'outre-mer												
GUADELOUPE (Raizet) Lat. 16° 16′ N — Long. 61° 31′ W — Alt. 7 m												
Température :												
Minimum absolu	*h*	13,0	15,9	18,3	16,2	15,6	16,1	16,8	16,1	16,4	17,0	16,1
Maximum absolu	*h*	33,6	33,3	33,8	32,9	33,1	33,1	33,0	33,1	33,9	33,1	33,2
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*f*	1.800	1.559	2.490	1.662	1.194	1.739	1.673	1.566	2.039	2.019	(3) ///
Nombre de jours	*f*	245	247	257	249	228	255	241	255	234	285	244
Humidité relative moyenne	*h*	81	81	84	81	80	79	75	79	80	79	77
Insolation annuelle	*h*	2 737	2.865	2.694	2.666	2.741	2.729	2.810	2.846	2.753	2.804	2.914
GUYANE (Cayenne-Rochambeau) Lat. 4° 50′ N — Long. 52° 22′ W — Alt. 5 m												
Température :												
Minimum absolu	*h*	17,2	19,5	19,8	19,8	19,7	19,9	19,1	19,0	20,2	20,5	19,5
Maximum absolu	*h*	35,0	33,5	32,9	32,7	33,2	32,4	32,9	33,3	34,4	33,5	33
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*f*	3.725	3.618	3.620	3.483	3.210	4.276	3.693	3.300	2.377	3.397	4.917
Nombre de jours	*f*	259	271	267	259	257	286	266	260	231	265	275
Humidité relative moyenne	*h*	86	87	87	85	85	86	84	84	84	86	87
Insolation annuelle	*k*	2.204	2.185	2.303	2.105	2.365	1.891	2.095	2.142	2.382	2.254	1.827
MARTINIQUE (Le Lamentin) Lat. 14° 35′ N — Long. 61° 00′ W — Alt. 3 m												
Température :												
Minimum absolu	*d*	14,1	•	18,1	18,4	16,3	16,5	17,8	16,6	15,9	17,8	18,0
Maximum absolu	*d*	33,3	•	32,7	29,6	32,7	32,2	33,0	32,1	33,5	32,8	33,3
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*d*	1.969	•	2.468	2.172	1.709	2.142	1.882	2.052	1.985	2.469	///
Nombre de jours	*d*	273	•	275	275	254	274	268	260	241	274	///
Humidité relative moyenne	*d*	81	•	84	82	83	82	81	82	82	83	///
Insolation annuelle	*d*	2.921	•	2.713	2.761	2.812	2.907	2.840	2.853	2.881	2.967	2.971
RÉUNION (Saint-Denis-Gillot) Lat. 20° 53′ S — Long. 55° 31′ E — Alt. 21 m												
Température :												
Minimum absolu	*i*	12,8	14,8	14,0	14,2	14,4	13,9	14,6	14,0	14,5	14,5	14,5
Maximum absolu	*i*	33,8	32,7	32,7	31,8	31,5	31,3	32,4	31,5	32,7	32,8	32,3
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*i*	1.626	2.541	1.550	2.365	1.267	1.548	2.350	1.375	3.376	1.523	1.779
Nombre de jours	*i*	181	175	185	201	183	198	206	158	177	174	199
Humidité relative moyenne	*i*	73	75	77	79	76	74	74	74	75	74	76
Insolation annuelle	*i*	2.662	2.755	2.670	2.508	2.545	2.694	2.538	2.678	2.579	2.694	2.621
Collectivités territoriales et territoires d'outre-mer												
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (Saint-Pierre) Lat. 46° 46′ N — Long. 56° 10′ W — Alt. 3 m												
Température :												
Minimum absolu	*b*	— 18,7	— 13,6	— 11,1	— 17,0	— 11,0	— 14,6	— 16,2	— 18,1	— 14,3	— 13,7	— 14,8
Maximum absolu	*b*	28,4	23,0	23,4	21,1	20,6	22,7	23,5	21,0	22,9	23,3	21,2
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*b*	1.350	1.430	1.353	1.094	1.538	1.268	1.040	1.229	1.216	1.543	1.052
Nombre de jours	*b*	196	224	209	212	217	211	200	218	212	245	199
Humidité relative moyenne	*h*	83	82	84	85	87	87	88	88	87	88	86
Insolation annuelle	*f*	1.451	1.363	1.307	1.497	1.126	1.231	1.383	1.432	1.562	1.282	1.473

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU A.02-2 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

Source : Météorologie nationale

	(1)	Normale ou extrême (2)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
MAYOTTE (Dzaoudzi-Pamanzi) Lat. 12° 48′ S — Long. 45° 17′ E — Alt. 6 m												
Température :												
Minimum absolu	*h*	15,6	18,5	17,9	18,6	18,7	17,0	17,9	17,4	18,4	18,0	18,4
Maximum absolu	*h*	35,0	32,0	32,0	32,2	32,5	31,2	31,6	31,7	32,4	32,3	31,5
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*h*	1.318	1.487	1.480	1.029	1.614	1.294	1.483	1.313	1.146	1.138	1.471
Nombre de jours	*h*	119	140	105	111	125	122	130	109	102	116	159
Humidité relative moyenne	*h*	82	82	78	80	80	80	79	80	80	81	82
Insolation annuelle	*k*	2.891	2.895	2.939	3.048	3.045	2.939	2.964	2.965	3.111	3.076	2.842
NOUVELLE-CALÉDONIE (Nouméa) Lat. 22° 17′ S — Long. 166° 27′ E — Alt. 69 m												
Température :												
Minimum absolu	*e*	13,2	14,1	13,7	13,9	14,0	14,9	14,0	14,4	14,9	15,5	14,5
Maximum absolu	*e*	35,7	35,2	34,2	34,4	35,3	34,7	33,0	36,8	32,6	32,8	33,9
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*a*	1.048	894	1.070	1.039	997	1.073	1.061	1.285	1.016	1.396	1.592
Nombre de jours	*c*	141	173	165	181	166	175	179	170	150	194	185
Humidité relative moyenne	*g*	75	75	76	76	75	77	77	75	75	79	78
Insolation annuelle	*h*	2.570	2.656	2.696	2.619	2.777	2.566	2.439	2.759	2.951	2.404	2.395
POLYNÉSIE (Tahiti-Faaa) Lat. 17° 33′ S — Long. 149° 37′ W — Alt. 1,4 m												
Température :												
Minimum absolu	*j*	14,9	17,9	17,2	15,9	16,3	16,3	17,8	17,7	17,4	17,4	17,8
Maximum absolu	*j*	34,0	32,3	32,7	33,0	33,2	33,2	32,7	32,7	34,1	34,1	33,5
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*j*	1.706	1.726	2.249	2.081	1.637	2.007	2.187	1.793	2.256	2.257	1.778
Nombre de jours	*j*	136	155	159	133	122	152	173	144	136	136	164
Humidité relative moyenne	*j*	78	80	79	77	77	78	79	78	78	79	79
Insolation annuelle	*j*	2.659	2.773	2.559	2.760	2.761	2.792	2.644	2.760	2.603	2.603	2682
WALLIS ET FUTUNA (Hihifo) Lat. 13° 14′ S — Long. 176° 12′ W — Alt. 26 m												
Température :												
Minimum absolu	*l*	17,1	20,3	19,9	19,5	19,6	19,3	20,3	19,1	19,4	21,4	20,1
Maximum absolu	*l*	33,4	32,1	32,1	32,0	32,4	33,1	32,0	32,2	32,3	32,6	31,3
Précipitations annuelles :												
Hauteur	*l*	3.352	3.464	4.225	3.918	3.149	3.180	3.214	2.940	1.823	3.590	2.748
Nombre de jours	*l*	252	260	275	250	252	268	285	237	208	293	248
Humidité relative moyenne	*l*	84	85	86	84	84	84	84	84	80	85	///
Insolation annuelle	*m*	2.562	2.377	2.246	2.316	2.435	2.379	2.562	1.814	2.344	2.387	2.631

(1) Période de référence des observations soit : *a.* 1903-1980; *b.* 1933-1980; *c.* 1936-1980; *d.* 1961-1980; *e.* 1948-1980; *f.* 1949-1980; *g.* 1950-1980; *h.* 1951-1980; *i.* 1953-1980; *j.* 1958-1980; *k.* 1961-1980; *l.* 1965-1980; *m.* 1971-1980. — (2) Nouvelles statistiques établies, en 1988, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Les statistiques du mois de septembre n'ont pas pu être établies à cause du passage du cyclone Hugo .

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer; Direction de la météorologie nationale; Service central d'exploitation de la météorologie, 2, avenue Rapp, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 45 56 71 84.

- Publications :

Division de climatologie du service central d'exploitation météorologique. Normales 1951-1980 :

— Fascicule 1 : températures, tableaux et diagrammes donnant des valeurs statistiques de températures ou de degrés-jours unifiés (novembre 1983);

— Fascicule 2 : tome 1, précipitations (juillet 1986); tome 2 (novembre 1986);

— Fascicule 3 : visibilité, insolation, nébulosité (mars 1987).

Chapitre A.03

Environnement

1. Le territoire

2. La faune et la flore

3. L'air

4. Les eaux continentales

5. La mer

6. Les déchets

7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des Français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du « Rapport annuel sur l'état de l'environnement » publié par le ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Environnement et de la Protection des risques technologiques et naturels majeurs pour les sites naturels.

1. Le territoire

11. Utilisation du territoire
(tableau 1)

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du *ministère de l'Agriculture et de la Forêt,* à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points photos aériennes. Le tableau 1 ci-après fournit la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal.

12. Protection de l'espace
(tableau 2)

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Le tableau 2 fournit les données statistiques relatives aux zones totalement inconstructibles (protections fortes).

Parmi les différents types d'instrument de protection de l'espace, on retiendra en particulier les suivants :

121. Les documents d'urbanisme
(tableau 3)

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme* (SDAU) qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes;

— le *Plan d'occupation des sols* (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante (tableau 3) :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;

— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

La loi du 7 janvier 1983 a mis fin à l'existence de la zone d'environnement protégé. Les communes qui étaient dotées d'un tel document avant l'entrée en vigueur de la loi disposaient, à compter du 1er octobre 1983, d'un délai de deux ans pour lui substituer un POS opposable aux tiers.

En l'absence de POS opposable aux tiers, s'applique la règle de constructibilité limitée aux parties actuellement urbanisées des communes. Cependant, dès lors que les communes ont, conjointement avec le Préfet , précisé les modalités d'application des règles générales d'urbanisme, la règle de constructibilité limitée est suspendue pendant une durée maximum de quatre ans.

122. Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;

— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);

— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

123. Les parcs naturels régionaux
(tableau 4)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les parcs naturels régionaux ont pour objectif :

— de préserver et de mettre en valeur un patrimoine naturel et culturel de qualité particulière;

— de favoriser l'activité économique et sociale compatible avec la protection de l'environnement en encourageant les divers modes de développement qui préservent les valeurs naturelles essentielles, en particulier l'autodéveloppement;

— de promouvoir l'accueil, les activités de détente et d'initiation à la nature, ainsi que les activités de terrain, de réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus.

Le parc est créé à l'initiative de la région qui élabore la Charte constitutive du parc et la soumet ensuite à l'agrément du ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs. La Charte doit définir : l'organisme de gestion et de réalisation, le plan du parc et ses limites, les dispositions juridiques à mettre en œuvre, le programme des équipements à réaliser, le plan de financement des équipements et de la gestion.

124. Les sites
(tableau 5)

Certains sites, dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue paysager un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée.

On distingue deux niveaux de protection :

— le *classement* est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Le classement soumet toute modification sur le site à autorisation ministérielle préalable;

— *l'inscription sur l'inventaire des sites* décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas

procéder à des travaux autres qu'agricoles ou d'entretien des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

125. Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

126. Les Parcs nationaux
(tableau 6)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigoureuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément des générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la *zone centrale* dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc » ;

— les *réserves intégrales :* protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;

— la *zone périphérique* où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

127. Les réserves naturelles
(tableau 7)

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

2. La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par sources géographiques; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est réalisée par le Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée. D'ores et déjà sont disponibles des résultats pour un grand nombre d'espèces (voir éditions 1985, 1986, 1987 et 1988 de cet annuaire).

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces, la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés publiés entre 1978 et 1982. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

3. L'air
(tableaux 9 à 11)

La *pollution atmosphérique* est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années successives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Le tableau 9 concerne une des pollutions les plus importantes : l'*acidité forte,* indicateur de la pollution par le SO_2, produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le *monoxyde de carbone* produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement. A la suite des résultats de mesure sont présentées des données concernant les émissions de polluants (tableaux 10 et 11). Il convient de souligner que ces résultats ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA *(centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique).*

4. Les eaux continentales

41. La qualité des eaux superficielles
(tableau 12)

La connaissance de l'état de la qualité des eaux en France résulte de nombreux travaux effectués localement par les services de l'État et les Agences financières de bassin. En

outre, en application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, des campagnes ont eu lieu en 1971, 1976 et 1981 sur l'ensemble du pays pour caractériser les niveaux de qualité des eaux des rivières et des canaux. Cet inventaire est remplacé depuis 1987 par un réseau national de bassins comportant environ 900 stations de mesure, dont 300 sont permanentes, les 600 autres étant surveillées en réseau tournant par tiers sur trois ans.

Ce sont les résultats de ces points de mesure qui sont présentés (tableau 12). Ils ont fait l'objet d'un traitement statistique, par application de la circulaire du 29 juillet 1971 relative à la préparation des décrets d'objectifs de qualité des cours d'eau qui distingue cinq classes de qualité selon les usages que doivent satisfaire les rivières.

• *Classe 1 A*

Elle caractérise les *eaux exemptes de pollution.*

• *Classe 1 B*

D'une *qualité légèrement moindre,* ces eaux peuvent néanmoins satisfaire tous les usages.

• *Classe 2*

La qualité est *passable* : suffisante pour l'irrigation, les usages industriels, la production d'eau potable après un traitement poussé. L'abreuvage des animaux est généralement toléré. Le poisson y vit normalement mais sa reproduction peut être aléatoire. Les loisirs liés à l'eau y sont possibles lorsqu'ils ne nécessitent que des contacts exceptionnels avec elle.

• *Classe 3*

La qualité est *médiocre* : juste apte à l'irrigation, au refroidissement et à la navigation. La vie piscicole peut subsister dans ces eaux, mais cela est aléatoire en période de faibles débits ou de fortes températures.

• *Hors classe*

Eaux dépassant la valeur maximale tolérée en classe 3 pour un ou plusieurs paramètres. Elles sont considérées comme *inaptes à la plupart des usages* et peuvent constituer une menace pour la santé publique et l'environnement.

En conséquence, pour chacune des classes, des valeurs maximales sont fixées à chacun des paramètres. On admet qu'on attribue à une eau la classe qui est donnée par le (ou les) paramètre(s) le (les) plus défavorable(s). Cette classe est celle qui, d'après les valeurs, est atteinte par au moins 10 % des plus mauvaises mesures de ce paramètre.

Le tableau 12 qui distingue d'une part, la qualité des eaux du point de vue de la demande biologique en oxygène et d'autre part, la qualité des eaux du point de vue de l'ammonium, donne l'évolution de la répartition des points de mesure dans chacune des classes de qualité indiquées ci-dessus.

42. Les prélèvements d'eau
(tableaux 13 et 14)

Le tableau 13 donne la statistique des prélèvements d'eau par bassin depuis 1982.

Les grands barrages français (tableau 14), d'abord réalisés à des fins purement hydroélectriques, sont conçus aujourd'hui dans le cadre plus général de l'aménagement des ressources en eau.

43. La lutte contre la pollution
(tableaux 15 à 17)

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Cinq paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. *Poids de matières en suspension* (MES) en kilogrammes;

2. *Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables* (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\ DBO_5}{3}.$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants :
Un *équivalent habitant* correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

3. *Quantités de substances inhibitrices ou toxiques*, mesurées par des tests de *toxicité sur la daphnie* ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox/jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.

4. *Substances azotées* (organiques et ammoniacales);

5. *Substances phosphorées* (organiques et minérales).

Le tableau 15 indique la pollution nette rejetée et la pollution retirée par les industries pour les trois premiers de ces paramètres. Les données sont établies chaque année par le Service de l'environnement industriel (ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs), à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

Le tableau 16 indique le poids relatif des émissions nettes des différentes branches d'activité par rapport à la pollution industrielle des eaux.

Le tableau 17 rend compte de la pollution des collectivités locales, des capacités des stations d'épuration et de la pollution éliminée.

5. La mer

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

51. La qualité des eaux marines

La mesure de la qualité des eaux s'effectue à partir de deux types d'opérations continues de surveillance :

— une surveillance générale des différents composants du milieu (eau, sédiments, matière vivante) dans le cadre du Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (RNO);

— une surveillance particulière de la qualité des eaux de baignade sur l'ensemble des plages françaises.

511. Le Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin
(tableau 18)

Mis en place en 1974 par le ministère de l'Environnement, avec l'appui scientifique et technique du CNEXO fusionné depuis avec l'ISTPM en un seul organisme, l'IFREMER, le Réseau national d'observation s'articule autour de 18 zones de surveillance comportant chacune plusieurs stations hydrographiques sur lesquelles sont effectués des prélèvements selon des fréquences variables en fonction des paramètres étudiés.

Les mesures des micropolluants dans l'eau ont été abandonnées en 1985 à la suite de l'analyse critique des résultats obtenus sur la période 1974-1984. Elles sont poursuivies pour les mesures dans la matière vivante et les sédiments.

Le tableau 18 donne les niveaux de concentration de cinq micropolluants dans la moule pour les trois zones suivantes :

1. Baie de Seine, très industrialisée;
2. Baie de Saint-Brieuc, agricole;
3. Étang de Thau, peu industrialisé.

512. La salubrité des plages
(tableau 19)

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère chargé de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-tests.

52. Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :

— les *déversements* volontaires ou accidentels *de navires* (en particulier hydrocarbures);

— les *pollutions transportées par les fleuves*, très importantes, mais difficilement quantifiables;

— les *pollutions en provenance du littoral* : pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires;

— les *retombées atmosphériques* contribuent également, pour une part non négligeable, à la pollution du milieu marin.

521. La pollution des communes littorales
(tableau 20)

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques (ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs).

La *pollution produite* est calculée à partir de la population estimée des communes littorales pendant la saison estivale. Elle est exprimée en *équivalent habitant*.

La *pollution éliminée* est la pollution retirée par les stations d'épuration.

Le *taux de dépollution* est le rapport de la pollution éliminée sur la pollution produite.

522. La pollution industrielle
(tableau 21)

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales (voir définitions dans le paragraphe consacré à la pollution de l'eau). Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

6. Les déchets

61. Les déchets des ménages
(tableaux 22 et 23)

17 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 0,9 kg/habitant/jour).

Elles sont constituées par 50 % d'emballages environ (cartons, bouteilles, boîtes de conserves, ...). A ce tonnage viennent s'ajouter environ 1.500.000 tonnes de déchets encombrants.

Le tableau 22 donne l'évolution en pourcentage de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés (tableau 23) :

— la *décharge contrôlée,* dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le *compostage* a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'*incinération sans récupération d'énergie* consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'*incinération avec récupération d'énergie* permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;

— le *traitement mixte* combine le procédé de *compostage* et celui de l'*incinération* des produits non compostables.

62. Les déchets industriels
(tableau 24)

Les déchets industriels peuvent être schématiquement classés en trois groupes :

— les déchets « inertes » sont soit mis en dépôt sans précaution particulière, soit valorisés en technique routière;

— les déchets industriels « banals » assimilables aux ordures ménagères;

— les déchets industriels « spéciaux » qui peuvent être à l'origine d'atteintes particulières à l'environnement en cas de mauvaise élimination. Au sein de cette catégorie, il convient de distinguer :

• les déchets ne nécessitant pas un traitement spécifique et dont la mise en décharge, moyennant certaines conditions, constitue pour certains d'entre eux une solution acceptable;

• les déchets toxiques et dangereux dont l'élimination doit être assurée grâce à la mise en œuvre de moyens adaptés.

Les principales filières d'élimination des déchets industriels spéciaux toxiques sont actuellement : l'incinération, les traitements physico-chimiques et la mise en décharge contrôlée. Des installations collectives de traitement ont été créées pour les établissements industriels ne disposant pas de capacité interne de traitement. On distingue :

— les centres collectifs polyvalents pour l'incinération ou les traitements physico-chimiques;

— les centres collectifs spécialisés adaptés au traitement et à la revalorisation de déchets industriels spécifiques (huiles, fluides d'usinage, solvants, acides, bains métalliques, etc.).

63. La récupération des déchets
(tableau 25)

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :

— le *recyclage* proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;

— la *réutilisation*, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;

— le *réemploi*, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie.

7. Les dépenses en faveur de l'environnement
(tableau 26)

Ce tableau, tiré des *Données économiques de l'environnement*, a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques techniques et naturels majeurs. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :

• Eau :

— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau, ...), défense contre les eaux et la mer, ...

— lutte contre les pollutions :

• Air : bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation;

• Protection du patrimoine écologique : parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes;

• Amélioration du cadre de vie : parcs naturels régionaux, parcs et jardins péri-urbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

* * *

TABLEAU A.03-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, SCEES (Statistique annuelle et enquête utilisation du territoire)

Catégories	1948		1986		1987		*r* 1988		*p* 1989	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.989	32,7	18.164	33,1	17.813	32,4	17.899	32,6
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	12.121	22,1	11.938	21,8	11.779	21,5	11.598	21,1
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,8	1.307	2,4	1.295	2,4	1.239	2,3	1.213	2,2
Peupleraies, bois et forêts (2)	11.100	20,2	14.620	26,6	14.627	26,6	14.782	26,9	14.782	26,9
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.738	5,0	2.712	4,9	2.873	5,2	2.902	5,3
Territoire non agricole	4.586	8,3	6.133	11,2	6.172	11,2	6.423	11,7	6.514	11,9
Total (3)	**55.104**	**100,0**	**54.908**	**100,0**	**54.908**	**100,0**	**54.908**	**100,0**	**54.908**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs. — (2) Progression en partie apparente. — (3) Cadastre en 1948, planimétrage IGN en 1985, 1986, 1987 et 1988.

TABLEAU A.03-2

Évolution de la superficie des espaces protégés entre 1978 et 1989 (France métropolitaine)

Sources : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs
Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

	1978		1989	
	Superficie en km^2	% du total des espaces	Superficie en km^2	% du total des espaces
Total France métropolitaine (Planimétrage IGN)	549.192	100	549.192	100
dont : Espaces protégés :				
Réserves naturelles	369	0,1	1.060,5	0,2
Forêts publiques	17.531	3,2	17.735	3,2
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	*r* 38	ε	331	0,06
Parcs nationaux (zone centrale)	2.767	0,5	3.432	0,6
Zones ND des POS (1)	18.420	3,4	71.614	13
Sites classés	1.856	0,3	●	●
Acquisitions dans les périmètres sensibles	—	ε	(2) 120	ε
Total brut des protections fortes	***r* 40.981**	**7,5**	●	●

(1) POS : plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés; ND : zones naturelles protégées. — (2) Données 1986.

TABLEAU A.03-3

Superficie des zones naturelles protégées (ND) et des zones naturelles agricoles (NC) (France métropolitaine et DOM)

Situation au 1er octobre

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de l'Urbanisme et des Paysages) *Unité :* Km^2

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	(1) 1989
Zones naturelles protégées (ND)	29.130	34.382	38.905	43.809	46.273	48.835	54.773	62.903	68.600	73.629
Zones naturelles agricoles (NC)	42.870	52.165	61.721	69.820	74.095	78.644	90.036	104.187	116.336	127.772

(1) Situation au 31 décembre.

TABLEAU A.03-4

Parcs naturels régionaux

Situation au 1er janvier 1990

Source : Fédération des parcs naturels de France

Nom du parc (année de création)	Départements	Nombre de communes	Superficie km² (1)	Nombre d'habitants (2) (en milliers)	Capacité d'accueil (estimation en milliers)
Armorique (1969)	Finistère	30	650	33,0	25,2
Ballons des Vosges (1989)	Vosges, Haut-Rhin, Territoire de Belfort, Haute-Saône	158	2.330	191,0	•
Brenne (1989)	Indre	47	1.660	34,0	•
Brière (1970)	Loire-Atlantique	18	400	50,0	7,5
Brotonne (1974)	Eure - Seine-Maritime	39	450	33,0	4,0
Camargue (1970)	Bouches-du-Rhône	2	850	8,5	14,1
Corse (1972)	Corse du Sud, Haute-Corse	82	2.000	24,0	58,0
Forêt d'Orient (1970)	Aube	47	700	20,0	5,2
Haut-Languedoc (1973)	Hérault - Tarn	69	1.450	70,0	38,0
Haute-Vallée de Chevreuse (1985)	Yvelines	19	260	38,0	•
Haut-Jura (1986)	Jura	37	620	37,0	•
Landes de Gascogne (1970)	Gironde - Landes	22	2.060	30,0	11,0
Livradois-Forez (1986)	Haute-Loire - Puy-de-Dôme	160	3.000	100,0	•
Lorraine (1974)	Meuse - Moselle - Meurthe-et-Moselle	186	2.060	47,0	13,0
Lubéron (1977)	Alpes-de-Haute-Provence - Vaucluse	157	1.200	90,0	43,7
Marais Poitevin (1979)	Vendée - Charente-Maritime - Deux-Sèvres	102	2.050	83,0	54,7
Martinique (1976)	Martinique	34	700	80,0	•
Montagne de Reims (1976)	Marne	54	500	33,0	4,0
Morvan (1970)	Côte-d'Or - Nièvre - Saône-et-Loire - Yonne	64	1.720	33,0	39,5
Nord - Pas-de-Calais (1986)	Nord - Pas-de-Calais	167	1.460	326,0	•
Normandie - Maine (1975)	Manche - Orne - Mayenne - Sarthe	143	2.340	90,0	44,2
Pilat (1974)	Loire - Rhône	43	650	39,0	21,2
Queyras (1977)	Hautes-Alpes	11	600	2,0	46,6
Vercors (1970)	Drôme - Isère	60	1.350	26,0	69,2
Volcans d'Auvergne (1977)	Cantal - Puy-de-Dôme	129	3.480	92,0	130,8
Vosges du Nord (1976)	Bas-Rhin - Moselle	97	1.180	82,0	20,8

(1) Il s'agit de la superficie entière des communes, même si dans certains cas, la totalité de cette superficie ne se trouve pas dans le périmètre du parc (excepté pour les parcs de l'Armorique, la Corse, le Haut-Languedoc pour lesquels un réajustement a été fait). — (2) A été prise en compte la population totale des communes rurales intégrées dans le périmètre du parc.

TABLEAU A.03-5

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

France métropolitaine et DOM TOM

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre de sites inscrits	4.675	4.733	4.795	4.840	4.876	4.903	4.938	4.962	4.985	5.004
Nombre de sites classés	2.260	2.280	2.309	2.328	2.337	2.358	2.371	2.399	2.417	2.438

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.03-6

Parcs nationaux

Situation au 1er janvier 1990

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Étude « Les parcs nationaux et leurs zones périphériques » SEGESA)

Superficie en km²

Nom du parc et date de création	Départements	Superficie (1)		Population totale	
		Totale	Dont zone centrale	1975	1982
Cévennes (décret du 2 septembre 1970)	Lozère, Gard, Ardèche	3.209	844,1	40.280	41.272
Guadeloupe (décret du 7 mars 1989)	Guadeloupe	291	173	•	•
Les Écrins (décret du 27 mars 1973)	Hautes-Alpes, Isère	2.288	918,0	24.935	27.639
Mercantour (décret du 18 août 1979)	Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence	2.150	685,0	15.525	16.445
Port-Cros (décret du 14 décembre 1963)	Var	(2) 6,9	•	30	30
Pyrénées-Occidentales (décret du 23 mars 1967)	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques	2.632	457,1	41.631	40.223
Vanoise (décret du 7 juillet 1963)	Savoie	1.993	528,4	25.192	27.973
Total		**12.569,9**	**3.605,6**	(3) **147.593**	(3) **153.582**

(1) A été prise en compte la superficie totale des communes situées dans certains cas en partie seulement dans le périmètre du parc. — (2) Non compris 18 km² en zone maritime. — (3) Non compris le parc national de la Guadeloupe.

TABLEAU A.03-7

Réserves naturelles officiellement créées

France métropolitaine et DOM TOM

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de la Protection de la nature)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre de réserves	50	58	63	67	73	78	84	92	94	98
Superficies [en km²] (1)	550,0	561,5	616,6	633,2	711,8	(2) 947,8	1.007,5	1.067,0	1.073,5	1.092,4

(1) Y compris la réserve de Banc d'Arguin dont la superficie varie de 1,5 à 5 km², et y compris à partir de 1977 la réserve de la presqu'île de la Caravelle (Martinique) de 5,2 km². — (2) Création en 1985 de la réserve des Hauts-Plateaux de Vercors.

TABLEAU A.03-8

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse.
Conseil supérieur de la pêche

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
CHASSE (1)										
Permis délivrés [en milliers] (2)	2.064,0	2.016,5	1.983,1	1.989,7	1.993,9	1.917,8	1.863,5	1.830,2	1.829,2	1.786,3
Réserves particulières approuvées (surface en milliers d'ha)	261,2	261,2	257,7	260,8	•	351,3	351,3	•	•	294,5
PÊCHE FLUVIALE										
1. Pêcheurs professionnels (pêcheurs aux filets et aux engins) :										
Permis délivrés	15.199	15.045	14.560	12.583	13.540	11.871	11.340	10.669	9.431	9.573
dont : Professionnels adjudicataires	///	///	///	///	///	///	///	*973*	*1.073*	*1.079*
2. Pêcheurs à la ligne :										
Associations agréées	4.095	4.110	4.134	4.152	4.151	4.178	4.188	4.209	4.245	4.221
Permis délivrés [en milliers] (3)	2.434,6	2.359,4	2.349,1	2.321,5	2.326,1	2.266,9	2.180,1	2.099,8	2.045,2	1.984,2
dont : pêcheurs au lancer (en milliers)	*1.903,8*	*1.877,5*	*1.890,0*	*1.884,7*	*1.915,6*	*1.907,3*	*1.847,8*	*1.783,7*	*1.753,2*	*1.708,1*

(1) Campagnes sur deux années. — (2) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires; période de juillet de l'année *n* — 1 à juin de l'année *n*. — (3) Timbres piscicoles ordinaires délivrés.

TABLEAU A.03-9

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte

(Principalement dioxyde de soufre [SO_2] produit par les chauffages domestiques et industriels)

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unité : Microgramme de polluant par m^3 d'air

Ville ou agglomération	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Ville de Paris	89	71	68	61	57	54	50	48	38	32
Agglomération lyonnaise	66	52	46	51	55	61	58	57	50	54
Ville de Marseille	72	64	56	(1) 45	38	38	34	36	28	24
Agglomération lilloise	57	54	50	(1) 48	32	37	30	30	31	28
Agglomération de Rouen	70	49	48	41	39	37	37	39	37	35
Ville de Strasbourg	58	44	55	64	61	74	66	62	42	42
Ville de Nantes	30	21	26	22	●	●	●	●	●	12
Ville de Caen	27	20	24	25	20	22	22	21	21	21
Zone du Havre	76	63	59	47	44	48	41	38	33	38
Zone de Fos-Berre	54	34	30	29	●	●	●	●	●	32
Ville de Dunkerque	32	30	35	(1) 26	22	27	28	21	20	22

(1) Nouveau réseau : mesure du dioxyde de soufre par fluorescence UV ou photométrie de flamme; pas de résultat disponible pour l'acidité forte sur l'ensemble de l'agglomération.

TABLEAU A.03-10

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*p* 1987	*p* 1988	*p* 1989
Résidentiel et tertiaire (1)	319	311	301	■ *r* 210	191	187	162	150	137
Industrie et agriculture	795	725	647	577	*r* 365	*r* 338	330	316	279
Centrale électrique	968	948	694	566	436	330	303	257	374
Transformation d'énergie	148	155	122	115	111	113	107	113	113
Procédé industriel	267	258	235	218	194	*r* 190	186	184	184
Transport	92	93	95	98	107	114	120	131	135
Chauffage urbain	///	///	///	83	71	76	78	62	49
Ensemble	**2.589**	**2.490**	**2.094**	***r* 1.866**	***r* 1.475**	***r* 1.348**	**1.288**	**1.213**	**1.272**

(1) Chauffage urbain inclus jusqu'en 1983.

TABLEAU A.03-11

Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*p* 1987	*p* 1988	*p* 1989
Résidentiel et tertiaire (1)	90	86	83	71	71	72	68	66	65
Industrie et agriculture	*r* 176	*r* 161	*r* 153	*r* 154	*r* 113	*r* 104	101	99	97
Centrale électrique	241	251	212	179	163	125	112	95	121
Transformation d'énergie	23	20	18	*r* 16	*r* 16	*r* 15	16	17	17
Procédé industriel	128	118	112	110	109	106	106	106	106
Transport	1.046	*r* 1.061	*r* 1.079	*r* 1.100	*r* 1.093	*r* 1.146	1.188	1.260	1.342
Chauffage urbain	///	///	///	14	14	15	15	13	12
Ensemble	***r* 1.703**	***r* 1.696**	***r* 1.657**	***r* 1.645**	***r* 1.579**	***r* 1.584**	**1.605**	**1.656**	**1.760**

(1) Chauffage urbain inclus jusqu'en 1983.

TABLEAU A.03-12

Qualité des eaux superficielles

[Répartition par classe de qualité en % des points de mesure] (1)

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

Unité : %

Qualité	1977	1979	1981	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Du point de vue de la demande biologique en oxygène									
1A Eaux exemptes de pollution	10,2	10,8	13,1	25,1	14,9	10,3	10,0	19,3	24,3
1B Qualité légèrement moindre	35,0	29,8	41,5	36,4	39,1	37,6	30,0	35,5	29,8
2 Qualité passable	36,4	37,6	32,0	26,6	32,7	34,7	43,3	30,4	33,9
3 Qualité médiocre	12,6	15,5	10,2	7,2	8,1	10,7	11,6	10,5	9,2
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	5,6	6,0	2,8	4,3	4,9	6,6	5,0	4,0	2,5
Total (2)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Du point de vue de l'ammonium									
1A Eaux exemptes de pollution	13,5	3,9	13,6	10,8	7,3	4,7	3,6	7,2	9,6
1B Qualité légèrement moindre	30,3	41,7	44,6	47,2	56,5	51,2	51,1	41,3	46,0
2 Qualité passable	34,5	37,3	27,6	27,2	23,9	28,7	30,5	34,4	26,2
3 Qualité médiocre	14,4	11,3	10,3	10,8	8,3	10,1	9,9	11,0	12,5
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	7,0	5,6	3,7	3,9	3,8	5,0	4,7	5,8	5,5
Total (2)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) En raison de l'augmentation des points de surveillance permanents particulièrement en 1982, l'évolution chronologique ne doit pas être déduite de ce tableau. — (2) Du fait des arrondis, la somme des pourcentages n'est pas toujours rigoureusement égale à 100.

TABLEAU A.03-13

Prélèvements d'eau souterraine (1) et d'eau de surface soumis à redevance depuis 1982

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs

Unité : Million de m^3

Bassin hydrographique	1984	1986	1987	1988
Adour-Garonne	2.000	*r* 2.246	2.332	2.334
Artois-Picardie (2)	681	664	552	541
Loire-Bretagne	(3) 1.309	(4) ■ *r* 6.667	(4) 4.906	(4) 4.900
Rhin-Meuse	5.846	4.900	6.892	7.774
Rhône-Méditerranée-Corse	14.480	16.414	15.807	16.480
Seine-Normandie	4.959	3.473	3.173	3.378

(1) Les volumes d'eau de source captée sont comptés avec les prélèvements d'eau souterraine. — (2) Les chiffres ne tiennent pas compte des prélèvements de la centrale nucléaire de Gravelines (Nord) grosse consommatrice d'eau. — (3) Les chiffres ne tiennent pas compte des prélèvements des centrales thermiques du bassin (la consommation en période d'étiage est de l'ordre de 2.500 millions de m^3). — (4) Y compris les prélèvements des centrales thermiques.

TABLEAU A.03-14

Retenues de plus de 100 millions de mètres cubes de capacité totale de réserve

Au 1er janvier 1990

Source : Registre mondial des barrages publié par la commission internationale des grands barrages

Nom des barrages	Capacité totale (millions de m^3)	Année d'achèvement
Sarrans (Aveyron)	296	1932
Le Sautet (Isère)	130	1934
Saint-Étienne-Cantalès (Cantal)	135	1945
L'Aigle (Cantal)	225	1947
Castillon (Alpes-de-Haute-Provence)	149	1948
Le Chastang (Corrèze)	187	1951
Pareloup (Aveyron)	169	1951
Vassivières (Creuse et Haute-Vienne)	107	1951
Bort-les-Orgues (Corrèze)	477	1951
Tignes (Haute-Savoie)	230	1952
Grandval (Cantal)	292	1959
Serre-Ponçon (Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence)	1.270	1960
Monteynard (Isère)	240	1962
Roselend (Savoie)	187	1961
La Rance (Ille-et-Vilaine)	184	1966
Seine (Aube)	205	1965
Mont-Cenis (Savoie)	332	1968
Vouglans (Jura)	605	1968
Salagou (Hérault)	125	1971
Marne (Marne, Haute-Marne) (1)	350	1974
Sainte-Croix (Alpes-de-Haute-Provence, Var)	767	1974
Naussac (Lozère)	190	1981
Orédon (Hautes-Pyrénées)	127	1982
Villerest (Loire)	128	1982
Grand'Maison (Isère et Savoie)	140	1985
Total	**7.247**	
Yaté (Nouvelle Calédonie)	313	1959
Barrage en cours de finition		
Aube	152	

(1) Incluant le lac du Der.

TABLEAU A.03-15

Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : kilo équitox/jour

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Pollution nette (1) rejetée par les industries :										
— matières en suspension	2.481	2.424	2.397	2.190	2.128	2.032	2.079	1.890	1.854	1.689
— matières oxydables	3.068	2.847	2.774	2.558	2.515	2.434	2.409	2.288	2.250	2.158
— matières toxiques	70.987	65.567	56.185	50.332	51.969	44.826	42.885	44.389	41.577	40.110
Pollution retirée par les industries :										
— matières en suspension	6.065	8.498	8.797	9.231	12.774	12.947	10.894	9.374	9.745	9.413
— matières oxydables	1.905	2.523	2.719	2.677	3.042	3.211	3.407	3.591	3.442	3.532
— matières toxiques	56.365	69.783	76.651	76.343	72.276	73.195	74.283	79.261	84.210	99.666

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.03-16

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

Unité : %

Secteurs d'activité	Matières en suspension				Matières oxydables				Matières toxiques			
	1984	1985	1986	1987	1984	1985	1986	1987	1984	1985	1986	1987
Industrie chimique	32,8	27,7	26,7	24,0	17,4	17,2	17,4	16,4	54,3	56,4	52,8	52,3
Industrie agro-alimentaire	22,0	23,5	22,4	24,5	45,6	45,7	45,3	45,6	0,4	0,4	0,1	0,2
Industries des métaux	14,0	15,1	14,1	14,6	8,9	9,1	8,8	8,9	36,4	35,3	39,2	39,9
Bois, papiers, cartons	8,3	9,2	11,7	10,1	13,0	12,2	12,6	12,9	1,4	1,2	1,3	0,9
Industries textiles	4,3	4,7	5,0	5,5	8,1	8,4	8,4	8,7	5,0	4,5	4,4	4,4
Commerces et services	6,2	6,9	7,2	7,9	3,5	3,7	3,9	4,1	—	—	—	—
Industries extractives	4,3	4,1	4,2	4,0	0,7	0,8	0,5	0,4	0,6	0,5	0,6	0,5
Cuirs et peaux	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,2	1,3	1,3	1,1	1,0
Production d'énergie	0,8	1,1	0,8	0,9	0,7	0,9	0,9	0,9	0,3	0,2	0,2	0,2
Industries minérales	1,6	1,6	1,5	1,7	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2
Indéterminés + divers. Imprimerie, plastiques, tabacs	4,4	4,8	5,0	5,6	0,4	0,4	0,5	0,6	—	—	0,1	0,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU A.03-17

Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Statistiques des agences financières de bassin)

Unité : Million d'équivalents/habitants (1)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Pollution brute	67,6	68,5	68,3	68,4	68,7	69,4	70,0	70,8	70,6
Pollution entrant dans les stations	29,8	30,5	32,5	32,4	32,9	34,5	35,5	36,0	35,9
Pollution éliminée	20,5	20,8	22,2	22,3	22,6	23,9	24,3	24,8	24,1
Pollution rejetée	47,1	47,7	46,1	46,1	46,1	45,5	45,7	45,8	46,5
Capacité de traitement	46,6	48,3	50,6	52,5	54,3	55,7	*r* 57,0	*r* 58,3	60,0

(1) Équivalent/habitant correspond à 57 g de matières oxydables.

TABLEAU A.03-18

Concentration moyenne des principaux micropolluants dans la matière vivante

Source : Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin — *Unité :* Milligramme/kg de poids sec

Micropolluant	Baie de Seine (1)		Baie de Saint-Brieuc (1)		Étang de Thau (2)	
	1985	1988	1985	1988	1985	1988
Hydrocarbures totaux	9,7 (± 7,4)	7,1 (± 7,6)	3,61 (± 1,15)	1,67 (± 0,93)	1,89 (± 0,57)	1,80 (± 0,90)
Diphényles polychlorés (PCB)	3,34 (± 2,38)	2,2 (± 1,8)	0,088 (± 0,040)	0,27 (± 0,14)	0,269 (± 0,126)	0,34 (± 0,18)
DDT	0,017 (± 0,011)	0,009 (± 0,010)	0,003 (± 0,002)	0,004 (± 0,003)	0,032 (± 0,025)	0,015 (± 0,012)
Mercure (3)	0,16 (± 0,05)	0,15 (± 0,09)	0,16 (± 0,08)	0,09 (± 0,04)	0,15 (± 0,07)	0,09 (± 0,08)
Cadmium (3)	2,36 (± 2,15)	2,6 (± 1,8)	0,87 (± 0,35)	0,65 (± 0,22)	0,72 (± 0,46)	0,79 (± 0,20)

(1) Le mollusque analysé est la moule *Mytilus edulis.* — (2) Le mollusque analysé est la moule *Mytilus galloprovincialis.* — (3) Échelles de concentration (mg/kg de poids sec) adoptée par les Conventions d'Oslo et de Paris :

	Mercure (moule et huître)	Cadmium (moule)	Cadmium (huître)
Niveau moyen	0,6	2	8
Niveau fort	1	5	20

TABLEAU A.03-19

Qualité des eaux de baignade en mer (1)

Sources : Directions départementales de l'Action sanitaire et sociale et cellules de lutte contre les pollutions marines
Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs

Année	Nombre de points de mesure	Catégories (2) A		AB		B		C		CD		D	
		Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%
1980	1316	279	21,2	334	25,4	295	22,4	298	22,6	45	3,4	65	4,9
1981	1381	327	23,7	316	22,9	376	27,2	293	21,2	16	1,2	53	3,8
1982	1654	408	24,7	508	30,7	329	19,9	328	19,8	25	1,5	56	3,4
1983	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
1984	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
1985	1.560	434	27,9	396	25,5	471	30,3	233	14,9	7	0,5	14	0,9
1986	1.710	515	30,1	451	26,4	499	21,2	200	11,7	21	1,2	24	1,4
1987	1.704	576	33,8	388	22,8	455	26,7	250	14,6	22	1,3	13	0,8
1988	1.713	571	33,3	444	25,9	441	25,7	229	13,4	13	0,8	15	0,9
1989	1.726	750	43,4	393	22,8	398	23,1	175	10,1	5	0,3	5	0,3

(1) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années. — (2) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.03-20

Bilan de la pollution des communes du littoral (1)
pendant la saison estivale 1989

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Littoral	Pollution produite (2) équivalent/hab.	Pollution éliminée (2) équivalent/hab.	Taux de dépollution %
Bassin Artois-Picardie	829.734	423.164	51,0
Bassin Seine-Normandie	1.439.422	701.970	48,8
Bassin Loire-Bretagne	2.795.056	1.298.147	46,4
Bassin Adour-Garonne	761.111	411.000	54,0
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	4.236.623	1.440.350	34,0
Total	**10.061.946**	**4.274.631**	**42,5**

(1) Y compris les industries raccordées. — (2) Équivalent/habitant : 57 g matières oxydables par jour.

TABLEAU A.03-21

Pollution nette (1) **du milieu marin en provenance des industries des communes littorales**

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : million d'équitox/jour

	Matières en suspension	Matières oxydables	Matières toxiques
1979	259,3	201,6	9,5
1980	256,2	210,8	7,5
1981	352,8	250,9	11,2
1982	313,1	234,0	12,3
1983	302,1	233,2	10,9
1984	306,5	229,3	11,4
1985	280,9	224,0	12,4
1986	223,9	173,9	8,3
1987	186,8	153,0	8,5

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.

TABLEAU A.03-22

Part de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Service des déchets)

Unité : %

Taux de population desservie	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Par un système de collecte	95	98	98	98	98	98	99,5	99,5
Par un système de traitement	80	82	87	87	87	87	92,0	92,0

TABLEAU A.03-23

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unités : Capacité : tonne/jour
Population : millier d'habitants

Type de traitement	Nombre d'unités			Capacité de traitement		Population desservie		Part de la population desservie (%)	
	1981	*r* 1985	1989	1981	1985	1981	1985	1981	1985
Incinération sans récupération d'énergie	*r* 189	223	220	7.337	7.136	6.905	7.105	13	13
Incinération avec récupération d'énergie	34	66	74	11.337	12.296	11.695	12.635	22	24
Compostage	94	90	90	4.671	4.053	4.260	4.760	8	8
Broyage	139	125	108	4.735	4.312	4.785	5.145	9	9
Décharges contrôlées	*r* 254	341	367	17.634	18.445	15.950	16.480	30	34
Divers	—	4	6	—	165	—	—	—	—
Total	***r* 710**	**849**	**865**	**45.714**	**46.407**	**43.595**	**46.125**	**82**	**88**

TABLEAU A.03-24

Capacité des installations de traitement des déchets industriels spéciaux

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unité : Millier de tonnes/an

Centres de traitement	Nombre de centres			Quantités éliminées		
	1980	1985	1988	1980	1985	1988
Centres collectifs polyvalents :						
Incinération	15	18	18	309	520	599
Traitements physico-chimiques		8	8	173	165	185
Centres collectifs spécialisés :						
Huiles solubles	7	12	14	70	194	257

TABLEAU A.03-25

Quelques données sur la récupération

Situation actuelle

Sources : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Service des déchets)
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED)

Secteur	Potentiel théorique (t/an)	Situation actuelle (t/an)
Métaux :		
Ferrailles	10 millions de tonnes théoriquement récupérables	8 millions de tonnes récupérées dont 5 millions de tonnes valorisées en France
Métaux non ferreux	1 million de tonnes théoriquement récupérables	750.000 tonnes récupérées dont 600.000 tonnes valorisées en France
Déchets de bois	10 millions de tonnes de déchets	3 millions de tonnes valorisées sous forme de matière première (papeterie ameublement)
Papiers et cartons	8 millions de tonnes de vieux papiers, dont 5 millions de tonnes théoriquement récupérables	*r* 3 millions de tonnes réutilisées par l'industrie papetière
Verre	2,5 millions de tonnes de déchets (bouteilles)	115 millions de cols (bouteilles) réemployés (représentant 30.000 tonnes de verre) 680.000 tonnes recyclées sous forme de calcin (verre broyé), dont 540.000 tonnes d'origine ménagère
Déchets de caoutchouc	500.000 tonnes de déchets dont 450.000 tonnes de pneumatiques usagés	100.000 tonnes valorisées (sans compter les utilisations agricoles : ensilage, etc.) dont 70.000 tonnes en rechapage et 30.000 tonnes en poudrette et caoutchouc régénéré

TABLEAU A.03-26

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement

Année 1988

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Données économiques de l'environnement 1988)

Unité : Million de francs au prix de 1988

Programmes	Administrations publiques	Industries	Ménages	Total
Par domaine :				
Eau (assainissement et épuration)	19.243	6.697	3.702	29.642
Air	—	5.862	562	6.424
Bruit	544	729	1.073	2.346
Déchets	11.234	5.740	1.289	18.263
Patrimoine écologique	485	—	—	485
Cadre de vie (1)	7.267	—	7.620	14.887
Par nature :				
Investissement	12.277	4.898	7.357	24.532
Fonctionnement	26.496	14.130	6.889	47.515
Total	**38.773**	**19.028**	**14.246**	**72.047**

(1) Les dépenses des industries dans le domaine du Cadre de Vie (espaces verts, écrans végétaux. . .), difficilement chiffrables, ne sont pas comptabilisées ici.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs

— Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex. Tél. : (1) 47 58 12 12.
— Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (même adresse).
— Direction de la protection de la nature (même adresse).
— Service de l'information (même adresse).
— Conseil supérieur de la pêche, 10, rue Péclet, 75015 Paris.
— Office national de la chasse, 85, *bis,* rue de Wagram, 75017 Paris.

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

— Service technique de l'Urbanisme, 64, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : (1) 45 67 35 36.

Muséum national d'histoire naturelle

Secrétariat de la faune et de la flore, 57, rue Cuvier, 75321 Paris Cedex 05. Tél. : (1) 43 36 54 32.

Principales publications

— *L'État de l'environnement,* rapports annuels et *Données économiques de l'environnement.* Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement. Mission des études économiques, des statistiques et du plan.
— *Dossier statistique de l'environnement 1982,* ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, mission des études, des statistiques et du plan.
— *Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme* (RISU, publication annuelle), ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, DAU.
— *Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin (Synthèse des travaux de surveillance 1975-1979 et résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales.* Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, IFREMER.
— *Rapport d'activité du service des technologies propres et des déchets.* Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.
— *Composantes industrielles de la pollution des eaux.* Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.
— *État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce* (publication annuelle), ministère délégué auprès du ministre de la Solidarité et de la Protection sociale chargé de la Santé.
— *Teneurs en nitrate des eaux destinées à la consommation.* Ministère délégué auprès du ministre de la Solidarité et de la Protection sociale chargé de la santé.

B

Données de démographie

TABLEAU A.03-26

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement

Année 1996

Source : Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs
Enquête économique de l'environnement 1998

Unité : Millions de francs courants

Rubriques	Administrations publiques	Industries	Ménages	Total
Par domaine :				
Eau (assainissement et épuration)	19.243	6.952	3.702	29.642
Air	—	5.852	582	6.434
Bruit	544	729	1.073	2.346
Déchets	11.274	5.740	1.288	18.303
Patrimoine écologique	485	—	—	485
Cadre de vie (1)	7.267	—	7.920	15.187
Par nature :				
Investissement	12.277	4.196	7.367	24.839
Fonctionnement	26.499	14.130	6.900	47.529
Total	38.776	18.326	14.268	72.047

(1) Les dépenses des industries dans le domaine du Cadre de Vie (espaces verts, écrans végétaux...) difficilement chiffrables, ne sont pas comptabilisées ici.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs

— Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques
14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
Tél. : (1) 47 58 12 12.
— Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (même adresse).
— Direction de la protection de la nature (même adresse).
— Conseil supérieur de la pêche, 10, rue Pelet, 75015 Paris.
— Office national de la chasse, 85, bis, rue de Wagram, 75017 Paris.

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

— Service technique de l'océanographie, 155, rue de la Fédération, 75015 Paris.
Tél. : (1) 45 67 [illegible]
— Service central d'hydrométéorologie, 2, avenue Rapp, 75340 Paris Cedex 07.
Tél. : (1) 45 55 91 50.
— Service technique de l'aménagement et de l'urbanisme, 10, rue Pelet, 75015 Paris.
Tél. : (1) 40 65 21 21.
— Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés, 10, rue Pelet, 75015 Paris.
Tél. : (1) 40 65 21 21.
— Service technique des bases aériennes, 10, rue Pelet, 75015 Paris.
Tél. : (1) 40 65 21 21.
— Service technique des ports maritimes et des voies navigables, 10, rue Pelet, 75015 Paris.
Tél. : (1) 40 65 21 21.
— Service technique des routes et autoroutes, 10, rue Pelet, 75015 Paris.
Tél. : (1) 40 65 21 21.
— Service technique des transports fluviaux, 10, rue Pelet, 75015 Paris.
Tél. : (1) 40 65 21 21.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

— Direction de l'espace rural et de la forêt, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Direction de la nature et des paysages, 19, avenue du Maine, 75732 Paris Cedex 15.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service de la recherche et de l'innovation, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service de l'information statistique et économique, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service des affaires européennes et internationales, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service des études économiques et de l'environnement, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service des forêts, 19, avenue du Maine, 75732 Paris Cedex 15.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service des industries agricoles et alimentaires, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service des politiques agricoles et rurales, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service des productions végétales, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service du développement rural, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.
— Service vétérinaire de santé et de protection animale, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.
Tél. : (1) 49 55 49 55.

Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur

— Direction générale de l'énergie et des matières premières, 3, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris.
Tél. : (1) 43 19 30 00.
— Service de l'économie industrielle, 3, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris.
Tél. : (1) 43 19 30 00.
— Service de l'industrie, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 3, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris.
Tél. : (1) 43 19 30 00.

Ministère de l'Intérieur

— Direction de la défense et de la sécurité civiles, 18, rue Saint-Charles, 75732 Paris Cedex 15.
Tél. : (1) 40 56 60 60.

Ministère de la Défense

— Service central d'hydrographie, 13, rue du Chatellier, 29275 Brest Cedex.
Tél. : (16) 98 22 21 31.

Ministère de la Recherche

— Muséum national d'histoire naturelle, 57, rue Cuvier, 75231 Paris Cedex 05.
Tél. : (1) 40 79 30 00.

Données de démographie

Principales publications

— *Données sociales*, Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement, Mission des études économiques, des statistiques et du plan.

— *Dossier statistique de l'environnement 1992*, ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, mission des études, des statistiques et du plan.

— *Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme* (RISU), publication annuelle, ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, DAU.

— *Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin (RNO). Synthèse des travaux de surveillance 1979-1979 et résultats acquis du réseau littoral. État de l'assainissement des zones littorales*, Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, IFREMER.

— *Rapport d'activité du service des technologies propres et des déchets*, Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

— *Les analyses des eaux de baignade en mer et en eau douce*, [illegible] auprès du ministre de la Santé, de la Famille et de la Protection sociale, chargé de la Santé.

— *Pesticides en milieux des eaux destinées à la consommation*, Ministère délégué auprès du ministre de la Solidarité et de la Protection sociale, chargé de la santé.

Chapitre B.01

État de la population

1. Recensements

2. Évaluations annuelles

3. Population des États de la Communauté économique européenne

4. Ménages - Familles

5. Départements et territoires d'outre-mer

1. Recensements

Les principales statistiques concernant l'état de la population (répartition géographique et structure démographique) sont fournies par les *recensements généraux de la population* (1).

Le dernier recensement de population effectué est celui du 5 mars 1990 dans la métropole et du 15 mars 1990 dans les départements d'outre-mer (DOM).

Les résultats officiels de ce dénombrement, fixant la *population légale* des communes, cantons, arrondissements, départements et régions seront authentifiés par décret. Ils seront publiés dans deux séries d'ouvrages :

— série « Population légale » (série bleue) : population municipale, totale et sans double compte en 1982 et 1990, population comptée à part en 1990 (fascicules départementaux, récapitulés dans l'ouvrage « Population légale de la France » et dans l'ouvrage « France, régions, départements et communes de plus de 2.000 habitants;

— série « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (série orange). Cette série fournit quelques statistiques communales complémentaires déduites de la comparaison des résultats des dénombrements avec les données de l'état civil (naissances et décès enregistrés au cours des périodes intercensitaires) : population, densité de population, taux de croissance, variation due au mouvement naturel et au solde migratoire, etc., ainsi que le nombre de logements en 1982 et 1990 (résidences principales, résidences secondaires, logements vacants).

Les résultats par commune sont publiés dans les fascicules départementaux, eux-mêmes récapitulés par région ou pour l'ensemble de la France. À chaque échelon, une récapitulation des communes par tranches d'importance dans l'échelon est effectuée. Ainsi dans l'ouvrage « France, régions, départements, unités urbaines », toutes les unités urbaines de 10.000 habitants ou plus sont classées par tailles décroissantes.

L'ouvrage « France, régions, départements, zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) » fournit ces mêmes évolutions pour les communes classées suivant leur appartenance ou non à une ZPIU et regroupées suivant la tranche d'importance des communes dans l'échelon considéré (département, région, France).

Le tableau B.01.1 reproduit le premier comptage provisoire des bulletins collectés par département au 5 mars 1990. Le total s'élève à 56.556.000 habitants pour les 96 départements métropolitains. Après contrôle et corrections diverses, ces résultats conduiront à la détermination de la population statistique de la France fondée sur le recensement de 1990. Dans cette édition de l'annuaire, toutes les estimations de population sont encore fondées sur les résultats du recensement de 1982. Les chiffres révisés figureront dans la prochaine édition.

La description des caractéristiques de la population (sexe, âge, activité professionnelle, etc.) et des logements qu'elle

1. Les résultats annotés des recensements de 1851 à 1962 sur la population par sexe, âge et état matrimonial de la France (territoire du moment) ont été publiés dans le volume *Études et documents démographiques,* n° 10 (INSEE, Paris, 1968).

occupe provient de l'exploitation statistique des réponses fournies par les habitants. La documentation ainsi rassemblée au recensement de mars 1982 a donné lieu à la publication de volumes spécialisés par thème (volumes bordeaux). Les principales statistiques sur l'état de la population de la France ont été publiées dans le volume « Structure de la population totale ». Les résultats analogues seront publiés pour le recensement de 1990.

Certaines statistiques démographiques, notamment celles relatives à des sous-populations, ne sont disponibles qu'au moment des recensements : étrangers, répartition par catégorie socioprofessionnelle, répartition par département, etc. Cependant, pour certaines données importantes, et lorsque cela est possible, on procède entre les recensements à des évaluations périodiques, de façon à mettre à jour les résultats du dernier recensement; c'est le cas, en particulier, de la population totale du pays et de sa répartition par sexe, âge et état matrimonial, ainsi que de sa répartition géographique. Dès que sont connus les résultats du recensement suivant, on procède à certaines réévaluations (voir B.01, § 212 de l'édition 1985).

2. Évaluations annuelles
(tableaux 2 à 6)

21. Évaluation de la population totale au 4 mars et au 1er janvier 1982

La population recensée le 4 mars 1982 (population légale) dans les 95 départements métropolitains était de 54.334.871 habitants, y compris les militaires (de carrière ou du contingent) stationnés hors métropole qui avaient une résidence personnelle en France. A cette population, il convient d'ajouter 40.000 militaires stationnés hors métropole qui, n'ayant pas de résidence personnelle en France, n'ont pu être rattachés à aucun département. D'autre part, diverses corrections doivent être apportées pour tenir compte de certaines imperfections du recensement.

Le bilan de ces corrections fait retenir pour la population totale de la France métropolitaine au 4 mars 1982 le chiffre de 54.375.000 habitants.

La population totale au 1er janvier 1982 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 4 mars et par ajout d'un solde estimé des migrations extérieures.

Elle s'établit à 54.335.000 habitants.

22. Évaluation par sexe, âge et état matrimonial

Le sondage au 1/20 du recensement de 1982 a fourni une répartition de la population par sexe, âge et état matrimonial (cf. édition 1984, tableau 1) qu'il a fallu corriger pour prendre en compte d'une part, les diverses rectifications affectant l'effectif global de la population (voir § 211 de l'édition 1984), d'autre part, certaines imperfections propres à l'âge et à l'état matrimonial déclarés. A partir de cette répartition, on évalue l'état à chaque 1er janvier au moyen des éléments suivants :

— statistiques des naissances, décès, mariages provenant du dépouillement des bulletins d'état civil;

— statistiques des divorces provenant du dépouillement par le ministère de la Justice de son Répertoire général civil;

— estimation par sexe, âge et état matrimonial des migrations extérieures.

L'évaluation de la population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1989 ainsi élaborée à partir des résultats du recensement de 1982 est présentée dans le tableau 4. Celle révisée à l'aide des résultats du recensement de 1990 figurera dans le prochain annuaire.

L'évaluation par sexe et âge au 1er janvier 1990 donnée au tableau 5 est provisoire. Elle résulte du vieillissement de la pyramide au 1er janvier 1989 (tableau 4) à l'aide d'une table de mortalité estimée pour 1989 et d'une estimation des naissances de l'année 1989 (tableau 2. Voir aussi : bilan démographique 1989, *Bulletin mensuel de statistique,* n° 1, janvier 1990).

23. Population des régions et des départements

À l'aide des statistiques d'état civil et d'une évaluation des mouvements migratoires (intérieurs et extérieurs), on calcule de la même manière, par département et région, la population totale au 1er janvier de l'année courante fondée sur la population totale retenue au dernier recensement.

Les résultats relatifs aux 1er janvier des années 1986 à 1988 figurent au tableau 6. En raison de la fragilité des estimations du mouvement migratoire, les chiffres obtenus ne sont pas détaillés par sexe et âge.

3. Population des États de la Communauté économique européenne
(tableau 7)

Ce tableau reproduit une évaluation de la population totale des douze États de la Communauté économique européenne par sexe et âge calculée par les instituts de statistiques nationaux et publiée par l'Office statistique des communautés européennes (statistiques démographiques, 1989, EUROSTAT, Luxembourg).

Les définitions et les bases d'évaluation de la population ne sont pas strictement comparables d'État à État; le lecteur est invité à consulter cet ouvrage pour une utilisation pertinente de ce tableau.

4. Ménages - Familles

41. Définitions

• *Ménages ordinaires*

Un *ménage ordinaire* est constitué par l'ensemble des occupants d'un logement d'habitation utilisé comme résidence principale, quel qu'en soit le nombre et quels que soient les liens qui les unissent (une personne vivant seule constitue un ménage d'une seule personne). Les membres du ménage qui séjournent à l'époque du recensement dans un établissement de *population comptée à part* et qui y ont été recensés (militaires du contingent, élèves internes, personnes en traitement dans un sanatorium, ouvriers logés

dans un baraquement de chantier temporaire) font également partie du ménage : en effet, les bulletins de recensement recueillis dans les établissements de population comptée à part où séjournent de telles personnes ont été « réintégrés » dans la feuille de logement du ménage.

• *Familles*

L'analyse de la composition des ménages a été réalisée en tenant compte de la présence éventuelle de familles à l'intérieur du ménage.

La famille est un groupe comprenant au moins deux personnes et constitué soit d'un couple et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale). Dans cette définition, le terme d'« enfant » s'applique à des enfants célibataires, âgés de moins de 25 ans, n'ayant pas eux-mêmes de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les *isolés* du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle *famille principale* la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

• *Personne de référence du ménage*

Jusqu'au recensement de 1975, le *chef de ménage* était la personne qui s'était déclarée comme telle à l'agent recenseur; en 1982, on a défini une *personne de référence* qui est déterminée à partir de la structure familiale du ménage de la façon suivante (2) :

— s'il n'y a *aucune famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage la plus âgée des personnes actives du ménage ou, s'il n'y a aucun actif dans le ménage, la personne la plus âgée du ménage;

— s'il y a *une famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage l'homme (l'adulte de sexe masculin) dans le cas d'un couple, ou la personne adulte sans conjoint dans le cas d'une famille monoparentale;

— s'il y a dans le ménage *deux familles,* trois cas sont possibles :

a. Dans le cas où il y a *deux familles* monoparentales, on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux adultes sans conjoint de ces familles :

• l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,

• le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs;

b. Dans le cas où il y a *une famille* monoparentale et *un couple,* on retient comme personne de référence du ménage l'homme du couple;

c. Dans le cas où il y a *deux couples,* on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux hommes de ces couples :

• l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,

• le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs.

42. Évaluation annuelle du nombre de ménages

(tableau 8)

En dehors des années de recensement, on évalue le nombre de ménages ordinaires à chaque 1er janvier en appliquant à la population totale — classée, selon les cas, par sexe, âge et état matrimonial ou simplement par sexe et âge — le taux de ménage correspondant (rapport nombre de personnes de référence/population). Le tableau 8 reproduit l'évolution du nombre de ménages ordinaires ainsi évalué de 1946 à 1989. Les taux de ménage retenus sont fonction de la période considérée :

— sur une période intercensitaire écoulée, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe, âge et état matrimonial sont interpolés entre les taux correspondants déduits des recensements encadrants [périodes 1946-1954, 1954-1962, 1962-1968 et 1968-1975];

— sur la période intercensitaire 1975-1982, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe et âge sont interpolés linéairement entre les taux correspondants déduits des recensements 1975 et 1982;

— pour les années postérieures au recensement de 1982 (1983 à 1988), ils résultent de l'extrapolation de ceux connus dans le passé.

5. Départements et territoires d'outre-mer

(tableaux 9 à 17)

Les trois derniers recensements effectués dans les départements d'outre-mer ont eu lieu en octobre 1974, mars 1982 et mars 1990. Les définitions retenues alors pour la population totale municipale et comptée à part des communes ont été celles retenues pour la population des communes de France métropolitaine lors des trois derniers recensements.

Évaluation de la population totale

Les estimations ont été calculées à partir des résultats des recensements de 1974 et 1982 pour les cinq départements d'outre-mer, compte tenu du mouvement naturel de la population et des mouvements migratoires. L'accroissement naturel est déterminé avec précision à partir des statistiques de l'état civil. Le solde migratoire est connu avec une approximation suffisante pour le département de la Réunion, mais les données concernant les autres départements sont insuffisantes.

---

2. Voir l'article de J. P. Courson « Les ménages n'auront plus de chef » (*Économie et statistique,* n° 149, novembre 1982).

* * *

TABLEAU B.01-1

Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (RP 1990)

Unité : Millier

Départements et régions (métropole)	Population sans doubles comptes En 1975	En 1982	En 1990
Paris	2.299,8	2.176,2	2.146,9
Seine-et-Marne	755,8	887,1	1.075,3
Yvelines	1.082,3	1.196,1	1.306,4
Essonne	923,1	988,0	1.083,6
Hauts-de-Seine	1.438,9	1.387,0	1.391,0
Seine-Saint-Denis	1.322,1	1.324,3	1.381,5
Val-de-Marne	1.215,7	1.193,7	1.218,0
Val-d'Oise	840,9	920,6	1.047,9
Île-de-France	**9.878,6**	**10.073,0**	**10.650,6**
Ardennes	309,3	302,3	296,1
Aube	284,8	289,3	289,2
Marne	530,4	543,6	556,9
Haute-Marne	212,3	210,7	203,5
Champagne - Ardenne	**1.336,8**	**1.345,9**	**1.345,7**
Aisne	533,9	534,0	536,5
Oise	606,3	661,8	724,0
Somme	538,5	544,6	549,1
Picardie	1.678,7	1.740,4	1.809,6
Eure	423,0	462,3	513,9
Seine-Maritime	1.172,7	1.193,1	1.222,5
Haute-Normandie	**1.595,7**	**1.655,4**	**1.736,4**
Cher	316,4	320,2	321,9
Eure-et-Loir	335,2	362,8	395,5
Indre	248,5	243,2	237,3
Indre-et-Loire	478,6	506,1	528,8
Loir-et-Cher	283,7	296,2	305,8
Loiret	490,2	535,7	579,9
Centre	**2.152,6**	**2.264,2**	**2.369,2**
Calvados	561,0	589,6	617,5
Manche	451,7	465,9	479,1
Orne	293,5	295,5	293,9
Basse-Normandie	**1.306,2**	**1.351,0**	**1.390,5**
Côte-d'Or	456,1	473,5	493,7
Nièvre	245,2	239,6	232,9
Saône-et-Loire	569,8	571,9	559,0
Yonne	299,9	311,0	322,9
Bourgogne	**1.571,0**	**1.596,0**	**1.608,5**
Nord	2.511,5	2.520,5	2.527,0
Pas-de-Calais	1.402,3	1.412,4	1.433,0
Nord - Pas-de-Calais	**3.913,8**	**3.932,9**	**3.960,0**
Meurthe-et-Moselle	722,6	716,8	711,1
Meuse	203,9	200,1	196,0
Moselle	1.006,4	1.007,2	1.010,7
Vosges	398,0	395,8	385,9
Lorraine	**2.330,9**	**2.319,9**	**2.303,7**
Bas-Rhin	882,1	915,7	951,0
Haut-Rhin	635,2	650,4	671,0
Alsace	**1.517,3**	**1.566,1**	**1.622,0**
Doubs	471,1	477,2	484,3
Jura	238,9	242,9	248,6
Haute-Saône	222,3	232,0	230,0
Territoire-de-Belfort	128,1	132,0	134,2
Franche-Comté	**1.060,4**	**1.084,1**	**1.097,1**
Loire-Atlantique	934,5	995,5	1.051,0
Maine-et-Loire	629,8	675,3	705,5
Mayenne	261,8	271,8	278,0
Sarthe	490,4	504,8	514,0
Vendée	450,6	483,0	509,5
Pays de la Loire	**2.767,1**	**2.930,4**	**3.058,0**
Côtes-d'Armor	525,6	538,9	537,7
Finistère	804,1	828,4	838,2
Ille-et-Vilaine	702,2	749,8	798,2
Morbihan	563,6	590,9	618,7
Bretagne	**2.595,5**	**2.708,0**	**2.792,8**
Charente	337,1	340,8	341,9
Charente-Maritime	497,9	513,2	526,2
Deux-Sèvres	335,8	342,8	346,0
Vienne	357,4	371,4	380,6
Poitou - Charentes	**1.528,2**	**1.568,2**	**1.594,7**
Dordogne	373,2	377,4	386,6
Gironde	1.061,5	1.127,5	1.211,0
Landes	288,3	297,4	311,0
Lot-et-Garonne	292,6	298,5	305,0
Pyrénées-Atlantiques	534,7	555,7	579,9
Aquitaine	**2.550,3**	**2.656,5**	**2.793,5**
Ariège	137,9	135,7	136,1
Aveyron	278,3	278,7	271,9
Haute-Garonne	777,4	824,5	925,0
Gers	175,4	174,2	173,8
Lot	150,8	154,5	154,9
Haute-Pyrénées	227,2	227,9	224,1
Tarn	338,0	339,3	341,8
Tarn-et-Garonne	183,3	190,5	199,8
Midi - Pyrénées	**2.268,3**	**2.325,3**	**2.427,4**
Corrèze	240,4	241,4	238,5
Creuse	146,2	140,0	131,3
Haute-Vienne	352,1	355,7	354,0
Limousin	**738,7**	**737,1**	**723,8**
Ain	376,5	418,5	470,0
Ardèche	257,1	268,0	277,0
Drôme	361,8	389,8	414,0
Isère	860,3	936,8	1.015,0
Loire	742,4	739,5	745,0
Rhône	1.429,6	1.445,2	1.507,0
Savoie	305,1	323,7	348,0
Haute-Savoie	447,8	494,5	568,0
Rhône - Alpes	**4.780,6**	**5.016,0**	**5.344,0**
Allier	378,4	369,6	356,5
Cantal	166,5	162,8	158,3
Haute-Loire	205,5	205,9	206,2
Puy-de-Dôme	580,0	594,4	597,2
Auvergne	**1.330,4**	**1.332,7**	**1.318,2**
Aude	272,4	280,7	297,5
Gard	494,6	530,5	584,0
Hérault	648,2	706,5	793,4
Lozère	74,8	74,3	72,9
Pyrénées-Orientales	299,5	334,6	362,0
Languedoc - Roussillon	**1.789,5**	**1.926,6**	**2.109,8**
Alpes-de-Haute-Provence	112,2	119,1	130,8
Hautes-Alpes	97,4	105,1	112,1
Alpes-Maritimes	816,7	881,2	975,9
Bouches-du-Rhône	1.633,0	1.724,2	1.761,0
Var	626,1	708,3	813,3
Vaucluse	390,4	427,3	466,9
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**3.675,8**	**3.965,2**	**4.260,0**
Corse-du-Sud	100,3	108,6	108,6
Haute-Corse	125,3	131,6	131,6
Corse	**225,6**	**240,2**	**240,2**
Métropole	**52.592,0**	**54.335,1**	**56.555,7**

PYRAMIDE DES AGES DE LA POPULATION AU 1er JANVIER 1990 (ÉVALUATION PROVISOIRE)

Source : **INSEE**

Effectif des générations annuelles *(en milliers)*

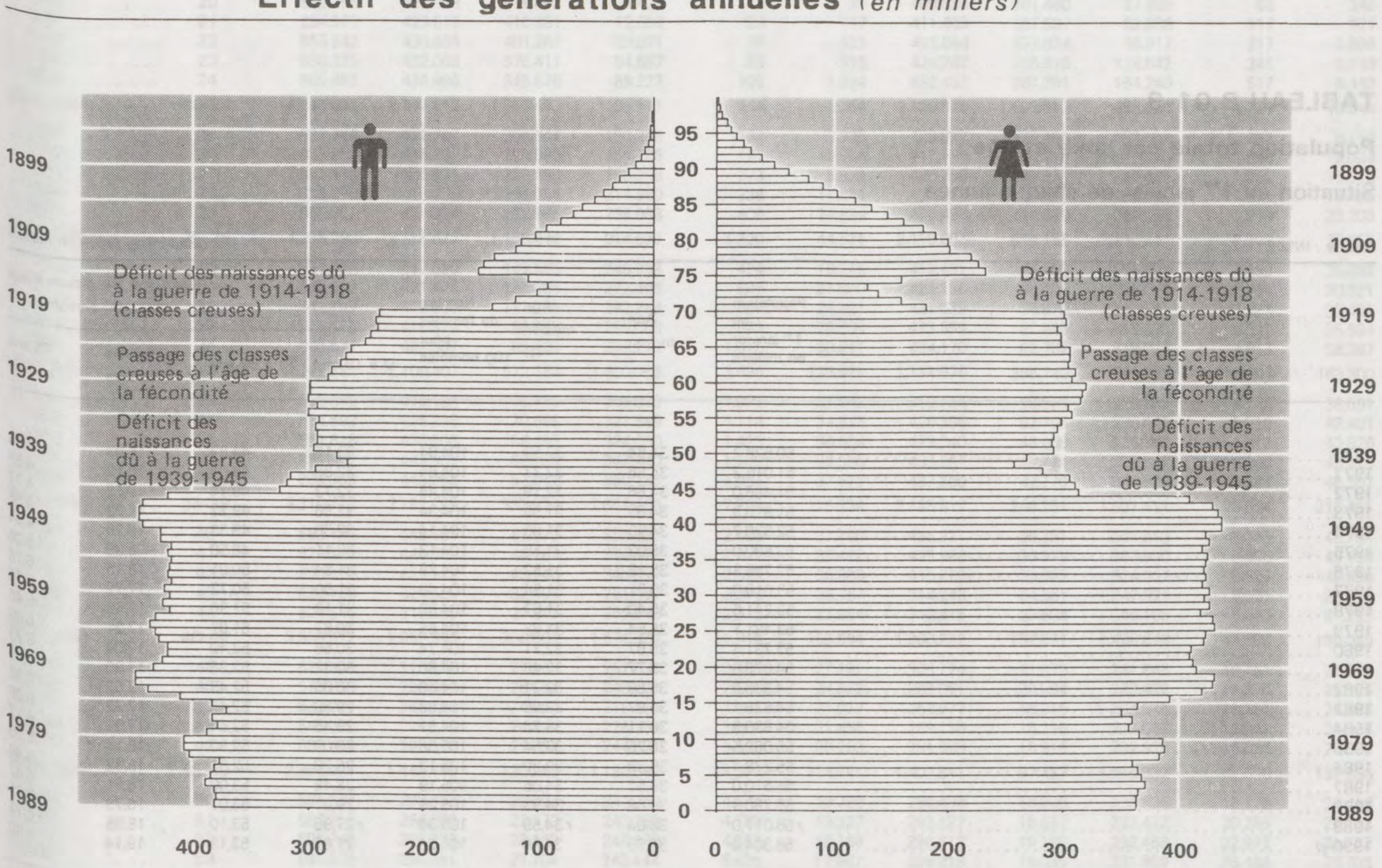


TABLEAU B.01-2

Évaluations annuelles de la population totale

(Évaluations fondées sur les recensements de 1975 et 1982)

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier	Mouvement naturel			Solde des mouvements migratoires	Variation totale	Population moyenne (1)
		Naissances	Décès	Excédent naturel			
1981	54.028.630	805.483	554.823	+ 250.660	+ 55.710	+ 306.370	54.181.815
1982	54.335.000	797.223	543.104	+ 254.119	+ 36.610	+ 290.729	54.480.365
1983	54.625.729	748.525	559.655	+ 188.870	+ 16.308	+ 205.178	54.728.318
1984	54.830.907	759.939	542.490	+ 217.449	+ 14.122	+ 231.571	54.946.693
1985	55.062.478	768.431	552.496	+ 215.935	—	+ 215.935	55.170.446
1986	55.278.413	778.468	546.926	+ 231.542	—	+ 231.542	55.394.184
1987	55.509.955	767.828	527.466	+ 240.362	—	+ 240.362	55.630.136
1988 *r*	55.750.317	771.268	524.600	+ 246.668	+ 20.000	+ 266.668	55.883.651
1989	*r* 56.016.985	*p* 765.000	*p* 528.000	*p* + 237.000	*p* + 50.000	*p* + 287.000	*p* 56.160.485
1990 *p*	56.303.985	...	...	...	...	...	...

(1) Moyenne des populations aux deux 1er janvier consécutifs.

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier de chaque année

Source : INSEE

Unité : Population en milliers

Année	Population au 1er janvier en milliers	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1970	50.528,2	34,84	32,52	104,94	33,15	48,82	18,03	4,66
1971	51.016,2	34,86	32,37	104,64	32,88	49,01	18,12	4,69
1972	51.486,0	34,86	32,19	104,48	32,73	49,14	18,13	4,77
1973	51.915,9	34,89	31,95	104,34	32,56	49,22	18,23	4,86
1974	52.320,7	34,93	31,66	104,14	32,38	49,33	18,29	4,94
1975	52.600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1976	52.798,3	35,13	31,52	104,28	31,84	50,01	18,15	5,16
1977	53.019,0	35,27	31,54	104,40	31,50	50,72	17,77	5,30
1978	53.271,6	35,40	31,67	104,52	31,18	51,36	17,46	5,46
1979	53.481,1	35,54	31,93	104,65	30,87	51,92	17,21	5,60
1980	53.731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1981	54.028,6	35,77	32,46	104,80	30,32	52,38	17,30	5,85
1982	54.335,0	35,86	32,71	104,80	30,05	52,43	17,52	5,95
1983	54.625,7	35,97	32,98	104,88	29,80	52,48	17,72	6,06
1984	54.830,9	36,11	33,26	104,97	29,45	52,64	17,91	6,17
1985	55.062,5	36,25	33,54	105,06	29,09	52,80	18,11	6,29
1986	55.278,4	36,39	33,80	105,13	28,78	52,91	18,32	6,40
1987	55.510,0	36,52	34,06	105,19	28,48	53,00	18,51	6,47
1988	55.750,3	36,68	34,33	105,25	28,21	53,07	18,73	6,61
1989	*r* 56.017,0	36,84	*r* 34,59	105,30	*r* 27,95	53,10	18,95	*r* 6,73
1990 *p*	56.304,0	36,99	34,86	105,20	27,67	53,19	19,14	6,83

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1989

(Évaluation basée sur les résultats du recensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1988	0	749.565	383.829	383.829	—	—	—	365.736	365.736	—	—	—
1987	1	739.853	378.153	378.153	—	—	—	361.700	361.700	—	—	—
1986	2	755.702	387.070	387.070	—	—	—	368.632	368.632	—	—	—
1985	3	748.823	383.530	383.530	—	—	—	365.293	365.293	—	—	—
1984	4	743.903	380.545	380.545	—	—	—	363.358	363.358	—	—	—
1988-1984	0-4	3.737.846	1.913.127	1.913.127	—	—	—	1.824.719	1.824.719	—	—	—
1983	5	735.282	376.175	376.175	—	—	—	359.107	359.107	—	—	—
1982	6	785.460	402.389	402.389	—	—	—	383.071	383.071	—	—	—
1981	7	793.917	406.795	406.795	—	—	—	387.122	387.122	—	—	—
1980	8	793.364	406.457	406.457	—	—	—	386.907	386.907	—	—	—
1979	9	752.832	386.487	386.487	—	—	—	366.345	366.345	—	—	—
1983-1979	5-9	3.860.855	1.978.303	1.978.303	—	—	—	1.882.552	1.882.552	—	—	—
1978	10	733.328	377.091	377.091	—	—	—	356.237	356.237	—	—	—
1977	11	741.449	381.577	381.577	—	—	—	359.872	359.872	—	—	—
1976	12	719.328	369.706	369.706	—	—	—	349.622	349.622	—	—	—
1975	13	744.816	382.084	382.084	—	—	—	362.732	362.731	1	—	—
1974	14	801.010	410.783	410.783	—	—	—	390.227	390.215	12	—	—
1978-1974	10-14	3.739.931	1.921.241	1.921.241	—	—	—	1.818.690	1.818.677	13	—	—
1973	15	858.885	439.749	439.749	—	—	—	419.136	419.005	126	5	—
1972	16	880.585	450.598	450.598	—	—	—	429.987	429.330	636	20	1
1971	17	883.099	451.214	451.192	22	—	—	431.885	430.554	1.305	20	6
1970	18	852.802	436.236	435.978	252	6	—	416.566	412.810	3.674	43	39
1969	19	842.037	429.467	428.047	1.410	9	1	412.570	400.830	11.578	59	103
1973-1969	15-19	4.317.408	2.207.264	2.205.564	1.684	15	1	2.110.144	2.092.529	17.319	147	149
1968	20	833.756	423.918	419.458	4.422	11	27	409.838	381.460	27.969	69	340
1967	21	834.975	423.512	410.681	12.694	20	117	411.463	357.537	52.888	117	921
1966	22	853.542	430.698	401.267	29.071	39	321	422.844	333.824	86.917	217	1.886
1965	23	856.335	432.088	376.411	54.697	65	915	424.247	295.515	124.642	341	3.749
1964	24	869.483	436.996	345.676	89.227	109	1.984	432.487	261.281	164.240	517	6.449
1968-1964	20-24	4.248.091	2.147.212	1.953.493	190.111	244	3.364	2.100.879	1.629.617	456.656	1.261	13.345
1963	25	861.774	431.797	304.644	123.286	132	3.735	429.977	222.494	197.601	732	9.150
1962	26	835.952	418.797	258.085	154.785	171	5.756	417.155	184.312	219.913	896	12.034
1961	27	851.472	425.674	228.480	188.398	273	8.523	425.798	161.931	246.805	1.252	15.810
1960	28	838.290	418.055	194.054	211.980	338	11.683	420.235	130.358	268.900	1.512	19.465
1959	29	850.802	424.304	172.986	236.088	406	14.824	426.498	114.060	287.325	1.910	23.203
1963-1959	25-29	4.238.290	2.118.627	1.158.249	914.537	1.320	44.521	2.119.663	813.155	1.220.544	6.302	79.662
1958	30	837.422	417.990	149.363	249.938	474	18.215	419.432	96.460	294.872	2.499	25.601
1957	31	844.612	421.476	126.484	272.495	597	21.900	423.136	85.005	305.016	2.794	30.321
1956	32	841.199	419.560	111.766	282.246	667	24.881	421.639	74.870	310.141	3.221	33.407
1955	33	842 473	418.874	96.869	293.098	843	28.064	423.599	67.643	316.825	3.547	35.584
1954	34	846.677	422.507	88.302	302.279	1.015	30.911	424.170	62.762	319.078	3.943	38.387
1958-1954	30-34	4.212.383	2.100.407	572.784	1.400.056	3.596	123.971	2.111.976	386.740	1.545.932	16.004	163.300
1953	35	838.872	419.138	76.795	309.323	1.072	31.948	419.734	56.223	320.062	4.758	38.691
1952	36	854.592	428.236	70.698	321.549	1.114	34.875	426.356	52.705	326.040	5.210	42.401
1951	37	851.848	428.508	66.485	324.090	1.429	36.504	423.340	48.659	326.343	5.712	42.626
1950	38	881.392	444.505	62.035	342.440	1.700	38.330	436.887	45.774	338.047	6.640	46.426
1949	39	884.068	446.768	57.011	350.186	1.894	37.677	437.300	42.770	340.939	7.284	46.307
1953-1949	35-39	4.310.772	2.167.155	333.024	1.647.588	7.209	179.334	2.143.617	246.131	1.651.431	29.604	216.451
1948	40	883.482	448.161	53.570	355.097	2.105	37.389	435.321	39.361	341.913	8.313	45.734
1947	41	874.322	444.362	48.181	354.428	2.271	39.482	429.960	36.979	337.930	9.098	45.953
1946	42	833.460	423.172	43.240	340.997	2.552	36.383	410.288	33.062	324.807	9.521	42.898
1945	43	638.768	324.520	32.193	261.467	2.073	28.787	314.248	24.561	247.921	8.521	33.245
1944	44	629.545	319.130	29.617	259.345	2.315	27.854	310.415	23.608	246.105	9.443	31.259
1948-1944	40-44	3.859.577	1.959.345	206.801	1.571.334	11.316	169.894	1.900.232	157.571	1.498.676	44.896	199.089
1943	45	621.445	315.671	28.368	257.690	2.452	27.161	305.774	21.873	241.848	10.751	31.302
1942	46	576.958	293.897	25.691	240.783	2.551	24.872	283.061	20.094	223.422	11.270	28.275
1941	47	524.771	266.794	24.260	218.914	2.603	21.017	257.977	18.315	204.076	11.131	24.455
1940	48	545.288	276.172	24.844	226.784	3.086	21.458	269.116	18.236	213.057	13.349	24.474
1939	49	587.459	295.576	27.059	244.671	3.583	20.263	291.883	18.919	232.929	16.035	24.000
1943-1939	45-49	2.855.921	1.448.110	130.222	1.188.842	14.275	114.771	1.407.811	97.437	1.115.332	62.536	132.506
1938	50	584.397	293.903	26.074	243.786	4.244	19.799	290.494	18.069	230.836	18.170	23.419
1937	51	587.215	294.088	27.173	242.789	4.789	19.337	293.127	18.637	232.422	20.285	21.783
1936	52	591.746	295.333	28.163	244.149	4.853	18.168	296.413	19.198	232.468	22.975	21.772
1935	53	591.374	293.161	27.704	242.144	5.626	17.687	298.213	19.035	231.989	26.486	20.703
1934	54	609.951	301.490	28.999	249.587	6.272	16.632	308.461	20.077	237.335	29.826	21.223
1938-1934	50-54	2.964.683	1.477.975	138.113	1.222.455	25.784	91.623	1.486.708	95.016	1.165.050	117.742	108.900

TABLEAU B.01-4 *(suite et fin)*

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1989

(Évaluation basée sur les résultats du recensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1933	55	598.782	294.339	28.189	243.476	6.879	15.795	304.443	20.341	231.427	32.517	20.158
1932	56	619.394	302.875	28.319	251.472	7.905	15.179	316.519	21.663	237.247	37.212	20.397
1931	57	619.480	301.389	28.608	249.895	8.433	14.453	318.091	22.282	234.716	41.744	19.349
1930	58	623.254	301.793	29.003	248.370	9.666	14.754	321.461	22.475	233.224	46.672	19.090
1929	59	596.432	287.179	27.444	236.727	10.099	12.909	309.253	22.332	221.486	49.104	16.331
1933-1929	55 - 59	3.057.342	1.487.575	141.563	1.229.940	42.982	73.090	1.569.767	109.093	1.158.100	207.249	95.325
1928	60	596.140	284.302	26.784	235.448	10.333	11.737	311.838	22.317	218.408	54.367	16.746
1927	61	581.469	275.473	24.947	227.927	11.107	11.492	305.996	22.574	209.639	58.421	15.362
1926	62	578.509	271.043	24.342	224.407	11.977	10.317	307.466	23.653	205.599	63.185	15.029
1925	63	574.915	266.796	25.072	218.757	12.954	10.013	308.119	24.543	199.574	68.898	15.104
1924	64	554.966	254.396	22.910	209.108	13.322	9.056	300.570	23.651	191.352	71.674	13.893
1928-1924	60 - 64	2.885.999	1.352.010	124.055	1.115.647	59.693	52.615	1.533.989	116.738	1.024.572	316.545	76.134
1923	65	550.132	250.390	21.332	206.315	14.093	8.650	299.742	23.595	184.450	77.977	13.720
1922	66	541.881	244.231	19.653	201.330	15.243	7.955	297.650	23.412	176.792	83.970	13.476
1921	67	552.988	247.112	18.665	203.625	16.673	8.149	305.886	23.564	175.587	93.140	13.595
1920	68	549.356	244.788	18.152	199.302	19.175	8.159	304.568	22.494	166.179	102.519	13.376
1919	69	329.013	144.774	10.523	117.282	12.322	4.647	184.239	14.033	95.484	66.158	8.564
1923-1919	65 - 69	2.523.380	1.131.295	88.325	927.904	77.506	37.560	1.392.085	107.098	798.492	423.764	62.731
1918	70	285.638	123.588	8.465	100.333	11.051	3.742	162.050	12.008	79.658	63.295	7.089
1917	71	247.500	105.250	7.426	84.115	10.230	3.479	142.250	10.767	66.239	58.939	6.305
1916	72	226.917	94.841	6.987	74.826	10.209	2.819	132.076	9.988	58.378	58.121	5.589
1915	73	275.955	113.519	8.672	88.425	13.145	3.277	162.436	12.831	68.153	74.637	6.815
1914	74	397.540	159.401	12.054	122.112	20.983	4.252	238.139	19.031	94.353	115.035	9.720
1918-1914	70 - 74	1.433.550	596.599	43.604	469.811	65.618	17.566	836.951	64.625	366.781	370.027	35.518
1913	75	387.713	154.772	11.505	116.338	22.728	4.201	232.941	18.313	88.058	117.800	8.770
1912	76	373.654	145.988	11.372	107.324	23.641	3.651	227.666	18.609	76.697	123.659	8.701
1911	77	336.588	128.372	9.824	92.613	22.839	3.096	208.216	16.576	65.338	118.662	7.640
1910	78	330.961	123.282	9.124	86.293	24.908	2.957	207.679	16.893	59.156	124.430	7.200
1909	79	310.724	111.914	8.700	75.983	24.291	2.940	198.810	17.077	51.521	123.480	6.732
1913-1909	75 - 79	1.739.640	664.328	50.525	478.551	118.407	16.845	1.075.312	87.468	340.770	608.031	39.043
1908	80	290.020	101.765	7.572	67.602	24.167	2.424	188.255	16.936	42.955	122.041	6.323
1907	81	260.381	89.109	6.510	57.613	22.620	2.366	171.272	15.235	35.171	115.580	5.286
1906	82	237.384	78.655	5.338	48.759	22.792	1.766	158.729	14.206	28.435	111.367	4.721
1905	83	214.735	70.091	4.230	42.316	21.960	1.585	144.644	13.727	22.242	104.734	3.941
1904	84	189.069	59.055	4.285	32.882	20.450	1.438	130.014	12.375	17.587	96.596	3.456
1908-1904	80 - 84	1.191.589	398.675	27.935	249.172	111.989	9.579	792.914	72.479	146.390	550.318	23.727
1903	85	165.182	50.299	3.045	27.067	19.252	935	114.883	10.639	14.355	86.971	2.918
1902	86	145.965	42.792	2.996	21.109	18.211	476	103.173	10.042	10.016	80.316	2.799
1901	87	125.461	35.130	2.346	16.705	15.372	707	90.331	9.074	7.232	71.690	2.335
1900	88	98.972	26.282	1.974	11.345	12.553	410	72.690	6.931	4.827	59.062	1.870
1899	89	78.557	19.558	1.277	8.025	9.959	297	58.999	5.673	3.108	49.005	1.213
1903-1899	85 - 89	614.137	174.061	11.638	84.251	75.347	2.825	440.076	42.359	39.538	347.044	11.135
1898	90	61.415	14.660	1.137	5.154	8.142	227	46.755	4.709	2.302	38.762	982
1897	91	46.208	10.067	655	2.659	6.534	219	36.141	4.128	917	30.331	765
1896	92	35.753	6.847	478	1.306	4.872	191	28.906	3.421	301	24.693	491
1895	93	25.733	4.713	224	725	3.676	88	21.020	2.660	186	17.872	302
1894	94	19.490	3.613	322	515	2.739	37	15.877	1.587	148	13.967	175
1898-1894	90 -94	188.599	39.900	2.816	10.359	25.963	762	148.699	16.505	3.854	125.625	2.715
1893	95	14.473	2.703	171	274	2.231	27	11.770	1.120	99	10.440	111
1892	96	8.931	1.533	97	90	1.332	14	7.398	952	37	6.365	44
1891	97	5.474	946	69	33	841	3	4.528	592	15	3.885	36
1890	98	3.244	516	47	29	439	1	2.728	404	8	2.296	20
1889	99	2.201	301	26	12	262	1	1.900	313	6	1.572	9
1893-1889	95 - 99	34.323	5.999	410	438	5.105	46	28.324	3.381	165	24.558	220
1888 et avant	100 ou plus	2.669	365	6	8	350	1	2.304	211	15	2.076	2
Population totale		**56.016.985**	**27.289.573**	**13.001.798**	**12.702.688**	**646.719**	**938.368**	**28.727.412**	**11.664.101**	**12.549.630**	**3.253.729**	**1.259.952**
Moins de 20 ans		15.656.040	8.019.935	8.018.235	1.684	15	1	7.636.105	7.618.477	17.332	147	149
20 ans à 64 ans		32.633.058	16.258.416	4.758.304	10.480.510	166.419	853.183	16.374.642	3.651.498	10.836.293	802.139	1.084.712
65 ans ou plus		7.727.887	3.011.222	225.259	2.220.494	480.285	85.184	4.716.665	394.126	1.696.005	2.451.443	175.091
Moins de 15 ans		11.338.632	5.812.671	5.812.671	0	0	0	5.525.961	5.525.948	13	0	0
60 ans ou plus		10.613.886	4.363.232	349.314	3.336.141	539.978	137.799	6.250.654	510.864	2.720.577	2.767.988	251.225
75 ans ou plus		3.770.957	1.283.328	93.330	822.779	337.161	30.058	2.487.629	222.403	530.732	1.657.652	76.842

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1990

(Évaluation provisoire fondée sur les résultats du recensement de mars 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
1989	0	744.031	380.886	363.145
1988	1	743.754	380.670	363.084
1987	2	745.973	381.453	364.520
1986	3	759.469	389.005	370.464
1985	4	752.668	385.366	367.302
1989-1985	0-4	3.745.895	1.917.380	1.828.515
1984	5	746.853	381.978	364.875
1983	6	737.746	377.437	360.309
1982	7	787.405	403.520	383.885
1981	8	795.377	407.851	387.526
1980	9	794.431	407.482	386.949
1984-1980	5-9	3.861.812	1.978.268	1.883.544
1979	10	753.706	387.468	366.238
1978	11	734.357	377.995	356.362
1977	12	743.030	382.463	360.567
1976	13	721.488	370.500	350.988
1975	14	747.146	382.707	364.439
1979-1975	10-14	3.699.727	1.901.133	1.798.594
1974	15	802.770	411.083	391.687
1973	16	859.560	439.708	419.852
1972	17	880.036	450.221	429.815
1971	18	881.209	450.052	431.157
1970	19	850.281	434.334	415.947
1974-1970	15-19	4.273.856	2.185.398	2.088.458
1969	20	839.354	427.077	412.277
1968	21	831.408	421.663	409.745
1967	22	832.957	421.828	411.129
1966	23	851.976	429.943	422.033
1965	24	855.693	432.430	423.263
1969-1965	20-24	4.211.388	2.132.941	2.078.447
1964	25	869.813	437.992	431.821
1963	26	863.456	433.222	430.234
1962	27	838.681	420.331	418.350
1961	28	854.545	427.246	427.299
1960	29	841.228	419.706	421.522
1964-1960	25-29	4.267.723	2.138.497	2.129.226
1959	30	852.722	425.616	427.106
1958	31	838.470	418.836	419.634
1957	32	845.222	421.938	423.284
1956	33	841.555	419.650	421.905
1955	34	842.727	418.806	423.921
1959-1955	30-34	4.220.696	2.104.846	2.115.850
1954	35	846.813	422.435	424.378
1953	36	839.066	419.128	419.938
1952	37	854.771	428.211	426.560
1951	38	852.018	428.497	423.521
1950	39	881.188	444.294	436.894
1954-1950	35-39	4.273.856	2.142.565	2.131.291
1949	40	883.437	446.332	437.105
1948	41	882.452	447.472	434.980
1947	42	873.058	443.582	429.476
1946	43	832.063	422.310	409.753
1945	44	637.569	323.831	313.738
1949-1945	40-44	4.108.579	2.083.527	2.025.052
1944	45	628.107	318.311	309.796
1943	46	619.849	314.761	305.088
1942	47	575.264	292.874	282.390
1941	48	522.970	265.706	257.264
1940	49	543.180	274.809	268.371
1944-1940	45-49	2.889.370	1.466.461	1.422.909
1939	50	584.979	293.936	291.043
1938	51	581.721	292.087	289.634
1937	52	584.268	292.024	292.244
1936	53	588.513	293.064	295.449
1935	54	587.857	290.668	297.189
1939-1935	50-54	2.927.338	1.461.779	1.465.559
1934	55	606.080	298.615	307.465
1933	56	594.644	291.259	303.385
1932	57	614.693	299.374	315.319
1931	58	614.266	297.543	316.723
1930	59	617.568	297.658	319.910
1934-1930	55-59	3.047.251	1.484.449	1.562.802
1929	60	590.683	282.972	307.711
1928	61	589.803	279.726	310.077
1927	62	574.868	270.759	304.109
1926	63	571.449	266.028	305.421
1925	64	567.418	261.536	305.882
1929-1925	60-64	2.894.221	1.361.021	1.533.200
1924	65	547.134	248.982	298.152
1923	66	541.666	244.553	297.113
1922	67	533.011	238.164	294.847
1921	68	543.056	240.450	302.606
1920	69	538.636	237.649	300.987
1924-1920	65-69	2.703.503	1.209.798	1.493.705
1919	70	322.206	140.229	181.977
1918	71	279.173	119.341	159.832
1917	72	241.395	101.324	140.071
1916	73	220.777	90.998	129.779
1915	74	267.845	108.673	159.172
1919-1915	70-74	1.331.396	560.565	770.831
1914	75	384.289	151.692	232.597
1913	76	373.304	146.574	226.730
1912	77	357.993	137.268	220.725
1911	78	320.788	119.860	200.928
1910	79	313.876	114.339	199.537
1914-1910	75-79	1.750.250	669.733	1.080.517
1909	80	292.563	102.798	189.765
1908	81	271.203	92.731	178.472
1907	82	241.305	80.254	161.051
1906	83	218.067	70.284	147.783
1905	84	195.622	61.983	133.639
1909-1905	80-84	1.218.760	408.050	810.710
1904	85	170.311	51.522	118.789
1903	86	147.263	43.369	103.894
1902	87	128.114	36.226	91.888
1901	88	108.607	29.258	79.349
1900	89	83.735	21.348	62.387
1904-1900	85-89	638.030	181.723	456.307
1899	90	65.286	15.522	49.764
1898	91	50.254	11.360	38.894
1897	92	37.261	7.675	29.586
1896	93	28.507	5.240	23.267
1895	94	20.056	3.535	16.521
1899-1895	90-94	201.364	43.332	158.032
avant 1895	95 ou plus	38.970	6.700	32.270
Population totale		**56.303.985**	**27.438.166**	**28.865.819**
Moins de 20 ans		15.581.290	7.982.179	7.599.111
20 ans à 64 ans		32.840.422	16.376.086	16.464.336
65 ans ou plus		7.882.273	3.079.901	4.802.372

TABLEAU B.01-6

Population totale par département et région (1)

Source : INSEE

Unité : Millier

Département et région	Population au 1er janvier (2) 1986	1987	1988
Paris	2.097,3	2.078,9	2.057,0
Seine-et-Marne	954,0	975,4	1.001,2
Yvelines	1.246,9	1.262,9	1.278,6
Essonne	1.029,9	1.042,6	1.062,3
Hauts-de-Seine	1.373,7	1.371,3	1.368,9
Seine-Saint-Denis	1.334,6	1.343,7	1.345,7
Val-de-Marne	1.196,8	1.198,6	1.202,3
Val-d'Oise	968,6	985,9	1.003,7
Île-de-France	10.201,7	10.259,4	10.319,7
Ardennes	299,5	297,9	296,4
Aube	294,1	294,6	294,1
Marne	555,8	557,7	562,3
Haute-Marne	208,8	207,6	207,2
Champagne - Ardenne	1.358,3	1.357,9	1.360,0
Aisne	533,2	532,6	532,1
Oise	689,8	695,6	702,5
Somme	549,1	548,2	548,8
Picardie	1.772,1	1.776,4	1.783,4
Eure	486,5	490,2	498,7
Seine-Maritime	1.205,8	1.209,4	1.211,8
Haute-Normandie	1.692,3	1.699,6	1.710,5
Cher	322,6	322,7	323,2
Eure-et-Loir	376,5	378,8	382,4
Indre	239,8	238,3	237,4
Indre-et-Loire	521,3	524,6	526,0
Loir-et-Cher	300,3	300,6	301,7
Loiret	562,9	568,9	576,8
Centre	2.323,4	2.333,8	2.347,5
Calvados	605,9	608,0	611,8
Manche	475,8	476,6	479,7
Orne	296,3	294,8	293,8
Basse-Normandie	1.377,9	1.379,4	1.385,3
Côte-d'Or	482,7	485,3	487,3
Nièvre	236,2	235,4	234,5
Saône-et-Loire	571,1	571,0	572,1
Yonne	317,3	318,9	320,0
Bourgogne	1.607,3	1.610,6	1.613,9
Nord	2.505,4	2.507,2	2.502,2
Pas-de-Calais	1.421,9	1.424,3	1.422,8
Nord - Pas-de-Calais	3.927,3	3.931,5	3.925,0
Meurthe-et-Moselle	713,1	709,0	705,0
Meuse	199,3	197,6	196,4
Moselle	1.027,1	1.030,5	1.029,3
Vosges	392,0	389,9	390,0
Lorraine	2.331,5	2.326,9	2.320,7
Bas-Rhin	936,4	941,6	945,8
Haut-Rhin	660,9	663,8	668,1
Alsace	1.597,4	1.605,3	1.613,9
Doubs	479,3	478,8	479,9
Jura	244,3	245,1	244,2
Haute-Saône	234,3	234,1	233,8
Territoire de Belfort	130,7	130,0	130,3
Franche-Comté	1.088,6	1.088,0	1.088,2
Loire-Atlantique	1.023,8	1.032,6	1.037,0
Maine-et-Loire	701,8	707,6	711,0
Mayenne	279,4	280,4	282,4
Sarthe	513,1	515,4	515,0
Vendée	502,1	506,6	509,1
Pays de la Loire	3.020,2	3.042,5	3.054,5

Département et région	Population au 1er janvier (2) 1986	1987	1988
Côtes-d'Armor	542,1	541,7	541,0
Finistère	833,7	834,2	833,2
Ille-et-Vilaine	771,9	777,9	784,5
Morbihan	605,7	609,4	614,2
Bretagne	2.753,4	2.763,1	2.772,9
Charente	342,1	342,5	343,8
Charente-Maritime	520,6	522,5	525,4
Deux-Sèvres	345,5	346,0	347,7
Vienne	378,8	380,5	382,7
Poitou - Charentes	1.587,0	1.591,5	1.599,6
Dordogne	380,1	379,2	378,8
Gironde	1.156,1	1.161,7	1.168,4
Landes	307,3	308,6	309,8
Lot-et-Garonne	303,7	304,3	306,3
Pyrénées-Atlantiques	566,6	569,8	573,9
Aquitaine	2.713,8	2.723,6	2.737,2
Ariège	136,4	136,1	135,8
Aveyron	278,2	276,1	275,6
Haute-Garonne	851,6	858,8	865,9
Gers	175,3	175,2	175,2
Lot	155,3	154,7	155,2
Hautes-Pyrénées	232,9	232,3	232,1
Tarn	340,9	341,5	341,5
Tarn-et-Garonne	193,9	194,9	196,0
Midi - Pyrénées	2.364,4	2.369,5	2.377,3
Corrèze	239,8	238,9	237,9
Creuse	136,1	135,7	134,6
Haute-Vienne	360,5	360,1	359,5
Limousin	736,4	734,7	732,0
Ain	446,7	453,2	457,0
Ardèche	273,6	274,5	276,0
Drôme	408,8	412,2	406,0
Isère	974,5	982,7	992,0
Loire	738,1	739,2	738,0
Rhône	1.439,6	1.443,6	1.462,0
Savoie	331,3	334,2	335,0
Haute-Savoie	528,9	535,2	539,0
Rhône - Alpes	5.141,5	5.174,8	5.205,0
Allier	366,1	364,5	361,5
Cantal	160,0	159,6	159,2
Haute-Loire	208,9	209,1	209,6
Puy-de-Dôme	596,8	596,0	598,0
Auvergne	1.331,8	1.329,2	1.328,3
Aude	287,4	288,8	293,1
Gard	557,5	566,0	573,0
Hérault	758,5	769,2	777,6
Lozère	72,9	72,4	72,2
Pyrénées-Orientales	351,6	357,2	364,0
Languedoc - Roussillon	2.027,8	2.053,6	2.079,9
Alpes-de-Haute-Provence	124,4	125,9	126,3
Hautes-Alpes	108,0	108,7	109,1
Alpes-Maritimes	899,8	907,2	913,0
Bouches-du-Rhône	1.747,2	1.754,5	1.765,9
Var	745,2	754,8	766,1
Vaucluse	454,3	461,4	467,8
Provence - Alpes - Côte d'Azur	4.078,9	4.112,5	4.148,2
Corse-du-Sud	111,0	111,4	112,1
Haute-Corse	134,4	134,6	135,2
Corse	245,4	246,0	247,3
France métropolitaine	**55.278,4**	**55.510,0**	**55.750,3**

(1) Les chiffres de 1989 et 1990 seront établis, l'an prochain, à partir des résultats du recensement de mars 1990. — (2) Ces chiffres ont été rectifiés suite à une modification des méthodes d'estimation utilisant, dorénavant de façon systématique, les fichiers de taxes locales d'habitation.

TABLEAU B.01-7

Population des États de la Communauté économique européenne

(Moyenne 1988 ou dernière année disponible)

Source : EUROSTAT — *Unité :* Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
Allemagne (République fédérale d') (1)	61.079	29.325	6.817	19.303	3.205	31.754	6.477	19.132	6.145
Belgique (1)	9.870	4.819	1.284	2.983	552	5.051	1.225	2.969	858
Danemark	5.129	2.528	646	1.554	328	2.601	617	1.519	465
Espagne	38.766	19.053	5.909	11.132	2.012	19.713	5.552	11.248	2.913
France	55.884	27.226	8.038	16.214	2.974	28.658	7.653	16.333	4.672
Grèce	10.004	4.922	1.398	2.927	597	5.082	1.307	3.006	769
Irlande	3.538	1.767	685	911	171	1.771	650	900	221
Italie	57.399	27.890	7.582	17.146	3.162	29.509	7.209	17.575	4.725
Luxembourg (2)	370	180	45	116	19	190	43	117	30
Pays-Bas	14.758	7.290	1.992	4.561	737	7.468	1.907	4.445	1.116
Portugal	10.287	4.969	1.592	2.841	536	5.318	1.514	3.029	775
Royaume-Uni	57.066	27.813	7.699	16.582	3.532	29.253	7.311	16.591	5.351

(1) Moyenne 1987. -- (2) 1er janvier 1987.

TABLEAU B.01-8

Ménages ordinaires

Situation au 1er janvier

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Nombre de ménages ordinaires	Année	Nombre de ménages ordinaires
1946 *	12.656	1981	19.320
1954 *	13.392	1982 *	19.605
1962 *	14.562	1983	19.876
1968 *	15.732	1984	20.135
1975 *	17.720	1985	20.413
1976	17.978	1986	20.657
1977	18.236	1987	20.899
1978	18.509	1988	21.134
1979	18.768	1989	21.374
1980	19.044	1990	21.618

* Année de recensement.

TABLEAU B.01-9

Population des départements d'outre-mer

(Lors des recensements)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
1961	283,2	33,5	292,0	349,3
1967	312,7	44,4	320,0	416,5
1974	324,5	55,1	324,8	476,7
1982	328,4	73,0	328,6	515,8
1990 *p*	387,0	114,7	359,6	597,8

TABLEAU B.01-10

Population (1) des principales communes des départements d'outre-mer

(Recensements)

Source : INSEE

	1967	1974	1982	*p* 1990
Guadeloupe				
Basse-Terre	15.690	15.457	13.656	14.078
Abymes (Les)	39.911	53.605	56.165	62.605
Pointe-à-Pitre	29.522	23.889	25.310	26.029
Guyane				
Cayenne	24.518	30.461	38.091	41.067
Kourou	3.117	4.720	7.061	13.873
Martinique				
Fort-de-France	96.943	98.807	99.844	100.080
Lamentin (Le)	18.553	23.145	26.367	30.028
Réunion				
Saint-Denis	85.444	103.512	109.072	121.999
Saint-Paul	43.129	52.554	58.412	71.668
Saint-Pierre-et-Miquelon				
Saint-Pierre	4.565	5.232	5.415	5.580
Miquelon-Langlade	621	608	626	697

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU B.01-11

Population sans doubles comptes des principales unités urbaines des départements d'outre-mer (1)

[Recensement de 1990] (2)

Source : INSEE

	Population
Guadeloupe	
Abymes (Les)	124.358
Basse-Terre	36.728
Guyane	
Cayenne	52.768
Martinique	
Fort-de-France	119.905
Réunion	
Saint-Denis	121.999
Saint-Paul	71.668
Saint-Pierre	58.846

(1) La définition des unités urbaines est celle de 1982. La population de 1990 est provisoire. — (2) Total des populations des communes composant l'agglomération. Celle-ci est désignée par le nom de la commune la plus peuplée.

TABLEAU B.01-12

Population sans doubles comptes des communes urbaines et rurales des départements d'outre-mer

[Recensement de 1990] (1)

Source : INSEE

Département	Population			Proportions pour 100	
	Totale	Communes urbaines	Communes rurales	Communes urbaines	Communes rurales
Guadeloupe	387.069	350.153	36.916	90	10
Guyane	114.678	80.857	33.821	71	29
Martinique	359.572	289.441	70.131	80	20
Réunion	597.822	584.137	13.685	98	2
Saint-Pierre-et-Miquelon	6.277	5.580	697	90	10

(1) La définition des communes urbaines est celle de 1982.

TABLEAU B.01-13

Population totale des départements d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population (en milliers)				Proportions pour 100		
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Guadeloupe	327	144	159	24	44	49	7
Guyane	73	32	38	3	44	52	4
Martinique	327	136	164	27	42	50	8
Réunion	516	243	248	25	47	48	5
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,0	2,2	3,3	0,5	37	54	9

TABLEAU B.01-14

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
GUADELOUPE			
Non déclarés	1.391	5.205	1.712
Agriculteurs exploitants	6.143	30.340	9.920
Salariés agricoles	2.630	11.827	4.187
Patrons, industriels, commerçants	9.174	36.849	12.407
Professions libérales, cadres supérieurs	3.256	10.845	3.385
Cadres moyens	4.985	17.163	5.917
Employés	7.584	29.476	9.986
Ouvriers	10.056	45.977	17.253
Personnels de service	5.196	21.262	7.650
Autres catégories	1.679	6.556	2.345
Personnes sans emploi	33.535	107.900	26.422
Total	**85.629**	**323.400**	**101.184**

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.01-14 *(suite et fin)*

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
GUYANE			
Non déclarés	317	1.085	406
Agriculteurs exploitants	1.610	6.509	2.751
Salariés agricoles	272	891	306
Patrons, industriels, commerçants	1.751	6.358	2.053
Professions libérales, cadres supérieurs	1.126	3.452	1.010
Cadres moyens	1.603	5.126	1.667
Employés	1.887	6.790	2.531
Ouvriers	4.483	16.143	5.630
Personnels de service	1.619	5.311	1.869
Autres catégories	896	2.997	1.039
Personnes sans emploi	5.499	15.579	4.288
Total	**21.063**	**70.241**	**23.550**
MARTINIQUE			
Non déclarés	868	2.970	812
Agriculteurs exploitants	2.353	11.073	2.927
Salariés agricoles	3.261	15.956	5.229
Patrons, industriels, commerçants	7.305	30.428	9.139
Professions libérales, cadres supérieurs	3.274	11.050	3.402
Cadres moyens	5.555	18.750	5.996
Employés	7.914	29.246	9.082
Ouvriers	11.876	55.074	18.376
Personnels de service	5.319	22.277	7.291
Autres catégories	1.591	6.012	2.020
Personnes sans emploi	35.949	118.975	27.777
Total	**85.265**	**321.811**	**92.051**
RÉUNION			
Non déclarés	454	1.193	328
Agriculteurs exploitants	7.689	40.528	14.907
Salariés agricoles	4.436	22.879	9.352
Patrons, industriels, commerçants	5.680	24.761	7.839
Professions libérales, cadres supérieurs	4.805	16.366	5.138
Cadres moyens	6.911	24.062	7.941
Employés	10.524	43.495	15.079
Ouvriers	22.078	109.142	43.463
Personnels de service	5.682	23.769	8.212
Autres catégories	2.389	8.930	3.205
Personnes sans emploi	50.213	194.107	55.992
Total	**120.861**	**509.232**	**171.456**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
Non déclarés	1	1	—
Agriculteurs exploitants	3	12	7
Salariés agricoles	2	15	6
Patrons, industriels, commerçants	211	829	245
Professions libérales, cadres supérieurs	129	450	145
Cadres moyens	166	577	199
Employés	206	729	209
Ouvriers	433	1.710	558
Personnels de service	39	134	31
Autres catégories	52	172	58
Personnes sans emploi	518	1.239	165
Total	**1.760**	**5.958**	**1.623**

(1) Pour la définition des ménages voir texte relatif à la métropole. — (2) Dans les départements d'outre-mer, le concept « chef de ménage », soit la personne se déclarant comme telle, a été maintenu.

TABLEAU B.01-15

Population des territoires d'outre-mer selon l'origine des personnes

(Recensements)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Territoire	Année	Population		
		Originaire	Non originaire	Totale
Mayotte (collectivité territoriale)	1985	59,7	7,5	67,2
Nouvelle-Calédonie	1989	73,6	90,6	164,2
Polynésie française	1988	(1) 156,3	(1) 32,5	188,8
Wallis et Futuna	1983	12,1	0,3	12,4

(1) Population originaire : maoris et demis; non originaires : asiatiques, européens et autres.

TABLEAU B.01-16

Population des chefs-lieux des territoires d'outre-mer

[Recensements] (1)

Source : INSEE

Territoire et chef-lieu	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Mayotte (collectivité territoriale) :				
Dzaoudzi	1978	4.147	1985	5.865
Nouvelle-Calédonie :				
Nouméa	1983	60.112	1989	65.110
Polynésie française :				
Papeete	1983	23.496	1988	23.555
Wallis et Futuna :				
Mata Utu	1976	558	1983	815

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU B.01-17

Population totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensements)

Source : INSEE

Territoire	Année de recensement	Population				Proportion en %		
		Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Mayotte (collectivité territoriale)	1985	67.205	40.572	24.424	2.207	60,4	36,3	3,3
Nouvelle-Calédonie	1989	164.173	72.006	84.778	7.389	43,9	51,6	4,5
Polynésie française	1988	188.814	88.367	94.612	5.835	46,8	50,1	3,1
Wallis et Futuna	1983	12.408	7.006	4.890	512	56,5	39,4	4,1

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, direction générale de l'INSEE, 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14. Tél. : (1) 45 40 01 12 ou (1) 45 40 12 12.

- **Généralités et méthodologie sur le recensement :**

Guide d'utilisation :

— Tome 1 : *Présentation générale;*
— Tome 2 : *Description du fichier codifié (sondage au 1/20 et sondage au 1/4);*
— Tome 3 : *Chiffrement-saisie, contrôles, redressements, calculs de codes (sondage au 1/20 et sondage au 1/4);*
— Tome 4 : *Description du fichier codifié (exploitation exhaustive);*
— Tome 5 : *Chiffrement-saisie, contrôles, redressements, calculs de codes (exploitation exhaustive);*
— Tome 6 : *Publications et microfiches : description des tableaux;*
— Tome 7 : *Publications et microfiches : guide de recherche des tableaux;*
— Tome 8 : *Catalogue des fichiers;*
— Tome 9 : *User's guide. Guia del usuario.*

- **Publications relatives au recensement de la population de 1982** (métropole) :

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);
— *Tableaux statistiques de population légale. Communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Population légale et statistiques communales complémentaires* (fascicules départementaux et régionaux);
— *Villes et agglomérations urbaines* (un volume);
— *Les zones de peuplement industriel ou urbain* (un volume).

Série « boulier » :

— RP 82.1. *Premières estimations;*
— RP 82.2. *Population légale,* évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain;
— RP 82.3. *Composition communale des unités urbaines, population et délimitation. 1982;*
— RP 82.4. *Principaux résultats du recensement de la population de 1982* (France métropolitaine);
— RP 82.5. *Les étrangers;*
— RP 82.6. *Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain;*
— RP 82.7. *Principaux résultats de l'enquête sur les familles;*
— RP 82.8. *Les populations des DOM-TOM résidant en France métropolitaine;*
— RP 82.9. *La population de la France : âges et densités.*

Série « verte » :

— Résultats du sondage au 1/4.
Population, emploi, ménages, familles, logements. Fascicules départementaux, régionaux, France métropolitaine par catégorie de commune.

Série « bordeaux » :

— Sondage au 1/20.
Logements-Immeubles;
Structure de la population totale;
Ménages, Familles;
Population active (voir chapitre C. 01);
Formation.
— Sondage au 1/4.
Nationalité.

Série « jaune » :

— Exploitation exhaustive;
— Données communales comparées (fascicules départementaux);

Archives et documents :

— N° 99. Tableaux normalisés par région;
— N° 100. Tableaux normalisés simplifiés par région et département;
— N° 104. Principaux résultats par catégorie de commune;
— N° 106. Communes comprenant des agglomérations distinctes de l'agglomération du chef-lieu d'au moins 250 habitants;
— N° 143. Fécondité générale. Résultats de l'enquête famille.

Premiers résultats :

— N° 7. L'âge des Français;
— N° 10. La population de la France en 1982;
— N° 11. La pyramide des âges;
— N° 12. La population étrangère;
— N° 13. La population active;
— N° 14. Les ménages et les familles;
— N° 15. Le parc des logements;
— N° 22. Le développement de l'union libre;
— N° 23. La taille des familles et le milieu social;
— N° 33. Les habitants de Paris;
— N° 41. Les populations des DOM-TOM résidant en France métropolitaine.

Économie et Statistique :

— N° 149. Les ménages n'auront plus de chef. Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ?;
— N° 155. Croissance ralentie mais soutenue du parc des logements;
— N° 156. L'urbanisation en 1982 : les résultats du recencement;
— N° 166. Recensement de 1982 : coup de sonde dans les bulletins individuels;
— N° 170. 100.000 travailleurs frontaliers;
— N° 171-172. Dossier : population active — emploi — groupes sociaux;
— N° 173. L'âge des Français : contrastes régionaux et opposition ville-campagne;
— N° 175. Le volume « ménages-familles »; Les personnes âgées, de la vie de famille à l'isolement; Fécondité et milieu social; Accession à la propriété et « rurbanisation »; Ménages et familles : vers de nouveaux modes de vie ?;
— N° 180. Depuis 1975, les migrations interrégionales sont moins nombreuses. Un actif sur deux travaille hors de la commune où il réside;
— N° 185. La cohabitation : un million de couples non mariés.

- **Départements et territoires d'outre-mer :**

— Résultats du recensement général de la population des départements d'outre-mer 1982;
— Résultats des recensements de la population de Mayotte (1985) et des TOM (1983);
— 164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989. *INSEE Première,* n° 40, septembre 1989;
— Nouvelle-Calédonie : Principales caractéristiques de la population. *INSEE Première,* n° 41, septembre 1989.

- **Publications relatives au recensement de la population de 1990** (septembre 1990). INSEE Première :

— N° 81. Recensement de la population de 1990, première estimation nationale;
— N° 82. La population des régions. Recensement de la population de 1990, premières estimations;
— N° 83. La population des départements d'outre-mer en 1990. Recensement de la population, premières estimations.

Chapitre B.02

Mouvement naturel de la population

1. Généralités

2. France métropolitaine

3. Données internationales

4. Départements et territoires d'outre-mer

1. Généralités

11. Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des *bulletins statistiques de l'état civil,* établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— *résultats trimestriels provisoires* par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le *Bulletin mensuel de statistique* (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le 4e trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— *ensemble des résultats annuels,* accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume *La situation démographique en 19.. - Mouvement de la population.* Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1988.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut natio-

nal de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

12. Définitions

Un certain nombre de caractéristiques démographiques intervenant dans plusieurs tableaux sont définies ci-après. On trouvera, par contre, en cours de chapitre, les explications nécessaires à la compréhension de tableaux particuliers.

● **Naissances vivantes, nés vivants, enfants déclarés vivants, enfants déclarés sans vie, mort-nés, faux mort-nés.**

Les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil sont légalement enregistrés comme enfants sans vie.

La question « L'enfant a-t-il respiré ou présenté un autre signe de vie ? » portée sur les bulletins statistiques des mort-nés permet de classer ceux-ci en trois catégories :

— « mort-né ayant respiré » ou « faux mort-né » : enfant né vivant mais décédé avant la déclaration de la naissance;
— « mort-né n'ayant pas respiré » ou « vrai mort-né » : enfant mort à la naissance;
— « respiration non déclarée » : aucune réponse n'a été donnée à la question précitée.

Avant 1975 : la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants ayant donné lieu à un bulletin statistique de mort-né ou d'enfant déclaré sans vie, la statistique des nés vivants portait donc sur l'ensemble des enfants ayant donné lieu à un bulletin statistique de naissance d'enfant déclaré vivant.

À partir du 1er janvier 1975 :

● La statistique des nés vivants comprend les enfants déclarés vivants et les mort-nés ayant respiré.

● La statistique des mort-nés comprend les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux dont la respiration n'est pas déclarée.

Dans ce chapitre, tous les chiffres concernant les naissances d'avant 1975, chiffres bruts ou taux calculés, suivent l'ancienne définition.

● **Décès d'enfants de moins d'un an**

Jusqu'en 1975, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.
Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile, les faux mort-nés étant inclus dans les statistiques de décès.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

● **Naissances légitimes, naturelles**

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

● **Rang de naissance**

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée. Les mort-nés vrais ou faux ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

● **Événement enregistré, événement domicilié**

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu du mariage, de la naissance ou du décès.
Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

● **Domicile hors métropole**

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● **Date d'enregistrement, date de l'événement**

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

● **Classement par âge**

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.
Pour la génération g, l'âge x atteint dans l'année a est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date d :

— l'individu ayant son anniversaire après la date d aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;
— l'individu ayant son anniversaire à la date d ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

● **Classement par durée**

Certains événements sont classés par durée écoulée depuis un événement antérieur, par exemple les divorces par rapport au mariage.

Dans ce cas la durée, comme pour l'âge, peut être calculée par différence de l'année de l'événement et de l'année de l'événement antérieur ou en années révolues.

● **Classement par groupe d'âges**

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne (cf. : chap. B.01) :

— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;
— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à

chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier);
— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre. (Moyenne arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre.)

2. France métropolitaine

21. Résultats bruts et résultats élaborés

Les résultats bruts — nombre de mariages, de naissances et de décès — ne sont pas suffisants pour analyser convenablement l'évolution réelle de la situation démographique, car ils dépendent non seulement du comportement de la population et des conditions sanitaires existantes, mais aussi, d'une façon très étroite, de la structure démographique de la population, tout particulièrement de sa composition par âge.

Pour étudier les caractéristiques démographiques réelles de la population en éliminant l'influence de la structure par âge, divers indicateurs sont proposés :

Les taux par âge :

Les taux par âge ou par groupe d'âges sont des rapports des événements survenus pendant l'année aux personnes appartenant à une classe d'âge donnée (naissances : tableau 4, mariages : tableau 9, décès : tableau 11) à l'effectif moyen de la classe d'âge au cours de l'année. Les taux de fécondité, de nuptialité et de mortalité reproduits dans les tableaux 8, 10 et 13 ont été ainsi calculés.

Les taux synthétiques (tableau 3) :

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge. Par exemple :

La *somme des premiers mariages réduits* est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge l'année considérée sur la base de 100 hommes (primonuptialité masculine) ou femmes (primonuptialité féminine) par génération. Elle mesure la proportion d'hommes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les taux de nuptialité seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

La *somme des divorces réduits* est la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages par promotion.

De même l'ensemble des taux de fécondité par âge relatifs à une même année (tableau 8) peut être résumé par un indicateur unique : leur somme est appelée pour cette raison *somme des naissances réduites* ou indicateur conjoncturel de fécondité. C'est le nombre moyen d'enfants que mettra au monde chaque femme d'une génération fictive parcourant hors mortalité sa vie féconde (15-49 ans) avec les taux par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur précédent par l'application du taux de féminité à la naissance (0,488) constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction (tableau 3).

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération serait remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter — s'il est inférieur à 100, la génération serait remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer. *Exemple :* une génération de 100 femmes suivant les lois de mortalité et de fécondité par âge de l'année 1988 serait remplacée par 87 filles, ce qui correspond à une diminution de 13 % d'une génération à la suivante.

Remarque :

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés *au cours d'une année donnée* dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et *ne représentent donc pas le taux d'une génération réelle de femmes;* il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

En outre, dans les périodes perturbées comme celles qui suivent les guerres, les taux de fécondité par âge ont des valeurs anormales, de sorte que les taux de reproduction qui en sont déduits ne donnent pas une description correcte de la tendance réelle de l'évolution à long terme.

22. Indicateurs de la mortalité infantile (tableau 12)

Une série d'indicateurs selon la durée de vie permettent de cerner l'évolution de la mortalité infantile de plus près.

Le taux de mortalité infantile est, rappelons-le, le rapport des enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants, y compris les « faux mort-nés ». En allant de la mort la plus précoce à la plus tardive, on observe :
— le taux de mortinatalité qui rapporte le nombre de (vrais) mort-nés à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;
— le taux de mortalité périnatale, qui renseigne sur la mortalité autour de la naissance, est le rapport de la somme des mort-nés et des décès d'enfants de moins de sept jours à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;
— le taux de mortalité néo-natale précoce, décrit la mortalité immédiatement après une naissance vivante, en rapportant les décès de moins de sept jours aux nés vivants;
— le taux de mortalité néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de 0 à 28 jours aux nés vivants. Son évolution est proche de celle du taux précédent à cause du poids relatif très important des décès de la première semaine dans ceux du 1er mois;
— le taux de mortalité fœto-infantile regroupe dans un même indicateur la mortinatalité et la mortalité infantile;
— le taux de mortalité post-néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de plus de 28 jours (et de moins d'un an) aux enfants nés vivants.

23. Tables de mortalité
(tableaux 14, 15)

Une table de mortalité relative à une période donnée, 1986-1988 par exemple, est destinée à caractériser le *régime de mortalité au cours de cette période; elle ne représente pas l'incidence réelle de la mortalité pour une génération particulière* qui, au cours de sa vie, aura été en fait soumise aux régimes de mortalité des différentes périodes qu'elle aura traversées.

Une table de mortalité est calculée à partir des données de base suivantes :

— d'une part, la répartition, au cours de la période considérée, des décédés suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge;

— d'autre part, la répartition de la population totale au cours de la période, suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge.

Au moyen des données précédentes, on calcule d'abord les *quotients de mortalité à chaque âge :* le quotient de mortalité à l'âge *n* est la proportion des personnes ayant atteint l'âge *n* qui décèdent avant d'avoir atteint l'âge *n* + 1 : *autrement dit* c'est, d'après le régime de mortalité de l'époque, la probabilité de décès dans un délai d'un an d'une personne d'un âge donné.

On calcule ensuite le nombre de survivants à chaque âge d'un ensemble initial de 10.000 ou 100.000 personnes, par exemple, soumises depuis leur naissance et à tous les âges de la vie aux probabilités de décès exprimées par les quotients de mortalité calculés précédemment.

Enfin, on détermine *l'espérance de vie à chaque âge,* qui est le nombre d'années qu'aurait à vivre chacun des individus de cet âge si la somme des années que tous les individus de cet âge ont encore à vivre était également répartie entre eux. L'espérance de vie à la naissance (âge 0) s'appelle aussi la *vie moyenne.*

On définit aussi la *vie probable,* âge auquel l'effectif initial est réduit de moitié; autrement dit, c'est l'âge atteint par un individu sur deux.

L'INSEE publie dans l'*Annuaire statistique de la France* trois séries de tables de mortalité :

1° Tables détaillées par sexe et âge annuel pour une période quinquennale centrée sur une année de recensement. Ces tables sont définitives. La dernière table de ce type, celle relative à la période 1973-1977 (centrée sur le recensement de 1975), a été publiée dans les éditions 1981 à 1983 de l'Annuaire;

2° Tables annuelles abrégées par sexe et âge quinquennal (tableau 14);

3° Tables détaillées par sexe et âge annuel pour la dernière période triennale écoulée. La table présentée au tableau 15 est relative à la période 1986-1988.

Contrairement aux tables quinquennales centrées sur une année de recensement, les tables triennales mobiles et les tables annuelles abrégées sont révisées chaque fois qu'à la faveur d'un nouveau recensement on dispose des réévaluations de population par sexe et âge fondées sur les deux recensements encadrant la période ou l'année considérée.

3. Données internationales
(tableau 16)

Dans la période récente, certains phénomènes démographiques comme la baisse de la fécondité, de la nuptialité, de la mortalité, la propagation des interruptions volontaires de grossesse, se dégagent des contextes nationaux et s'inscrivent dans un mouvement international ou continental.

Pour situer l'évolution démographique de la France par rapport à celle de ses principaux partenaires, on a donné dans le tableau 16 les principaux indicateurs démographiques des pays de la Communauté économique européenne, ainsi que ceux des États-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et du Japon.

4. Départements et territoires d'outre-mer
(tableaux 17 à 20)

Les statistiques du mouvement de la population dans les départements d'outre-mer sont établies régulièrement par l'INSEE depuis 1951 à partir des bulletins statistiques de l'état civil identiques à ceux utilisés en métropole et remplis en principe dans les mêmes conditions.

Les définitions relatives aux faits démographiques (mariages, divorces, nés vivants et mort-nés, décédés) et aux taux (taux de mortalité infantile, taux bruts et rectifiés) sont les mêmes que celles retenues pour les statistiques métropolitaines.

Dans l'appréciation des taux, en particulier des taux de mortalité, et dans leur comparaison avec les taux métropolitains, il ne faut pas perdre de vue que les répartitions par âge des populations des départements d'outre-mer et de la population métropolitaine sont très différentes.

Le tableau 17, en particulier, donne l'évolution du mouvement naturel de la population dans chaque département d'outre-mer. Les populations en milieu d'année ont été estimées à partir du recensement de 1982.

* * *

TABLEAU B.02-1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE; Ministère de la Justice — *Unité :* millier

Période (ou année)	Population au milieu de la période (ou de l'année)	Mariages	Divorces prononcés (1)	Nés vivants (2)		Mort-nés (2)		Décédés au total (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
				Total	Légitimes	Total	Ayant respiré (2)			
1946-1950	41.100	397,4	48,3	860,1	795,7	21,9	3,9	537,2	49,8	+ 322,9
1951-1955	42.800	313,8	31,8	810,4	756,6	18,6	3,7	534,9	31,7	+ 275,5
1956-1960	44.800	311,4	30,7	813,2	763,1	17,8	3,7	518,0	22,1	+ 295,2
1961-1965	47.700	333,0	32,4	853,2	802,8	17,2	3,5	529,1	17,4	+ 324,1
1966-1970	49.900	363,3	37,5	843,6	790,0	15,1	2,9	545,2	14,1	+ 298,4
1971-1975	52.100	401,1	48,5	832,5	764,9	12,9	2,4	555,2	11,2	+ 277,3
1976-1980	53.380	354,3	73,2	752,0	679,0	7,2	///	545,8	8,2	+ 206,2
1981-1985	54.700	295,8	98,3	775,9	651,9	6,0	///	550,5	7,0	+ 225,4
1979	53.606	340,4	78,6	757,4	679,5	7,0	///	541,8	7,6	+ 215,6
1980	53.880	334,4	81,1	800,4	709,3	6,9	///	547,1	8,0	+ 253,3
1981	54.182	315,1	87,6	805,5	703,3	6,6	///	554,8	7,8	+ 250,7
1982	54.480	312,4	93,9	797,2	683,8	6,3	///	543,1	7,5	+ 254,1
1983	54.728	300,5	98,7	748,5	629,7	5,7	///	559,6	6,8	+ 188,9
1984	54.947	281,4	104,0	759,9	624,7	5,8	///	542,5	6,3	+ 217,4
1985	55.170	269,4	107,5	768,4	617,9	5,7	///	552,5	6,4	+ 215,9
1986	55.394	265,7	108,4	778,5	607,8	5,6	///	546,9	6,3	+ 231,5
1987	55.630	265,2	106,5	767,8	582,9	5,3	///	527,5	6,0	+ 240,3
1988 *r*	55.884	271,1	106,1	771,3	568,2	4,8	///	524,6	6,0	+ 246,7
1989 *p*	56.160	281,0	...	765,0	...	4,7	///	528,0	5,6	+ 237,0

(1) Divorces directs prononcés plus divorces prononcés par conversion de séparation de corps. — (2) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 1975, ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie mort-nés ne comprend plus que les vrais mort-nés.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Période (ou année)	Nuptialité (nombre de mariages pour 1.000 habitants)	Natalité (nés vivants pour 1.000 habitants)	Mortalité (décédés pour 1.000 habitants)	Accroissement naturel (excédent de naissances pour 1.000 habitants)	Mortalité infantile (1) [décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants]		
					Totale	dont Mortalité néonatale (2)	dont Mortalité post-néonatale (3)
1946-1950	9,7	20,9	13,1	+ 7,8	63,4	26,0	37,4
1951-1955	7,3	18,9	12,5	+ 6,4	43,3	19,8	23,5
1956-1960	9,0	18,2	11,6	+ 6,6	31,7	18,9	12,6
1961-1965	7,0	17,9	11,1	+ 6,8	24,5	16,2	8,2
1966-1970	7,3	16,9	10,9	+ 6,0	20,1	14,0	6,1
1971-1975	7,7	16,0	10,7	+ 5,3	15,4	10,6	4,9
1976-1980	6,6	14,1	10,2	+ 3,9	10,9	6,8	4,1
1981-1985	5,4	14,2	10,1	+ 4,1	9,0	5,0	4,0
1979	6,4	14,1	10,1	+ 4,0	10,1	6,0	4,0
1980	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	10,1	5,8	4,3
1981	5,8	14,9	10,3	+ 4,6	9,7	5,5	4,2
1982	5,7	14,6	10,0	+ 4,7	9,5	5,3	4,2
1983	5,5	13,7	10,2	+ 3,4	9,1	5,0	4,1
1984	5,1	13,8	9,9	+ 4,0	8,3	4,7	3,6
1985	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	8,3	4,6	3,7
1986	4,8	14,0	10,0	+ 4,1	8,0	4,3	3,7
1987	4,8	13,8	9,5	+ 4,3	7,8	4,1	3,8
1988	4,9	13,8	9,4	+ 4,4	*r* 7,8	4,1	3,8
1989 *p*	5,0	13,6	9,4	+ 4,2	7,4	...	...

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil. — (2) Décédés âgés de 0 à 28 jours. — (3) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (2)	Divortialité (3)	Fécondité (4)	Brut (5)	Net (6)	Hommes (7)	Femmes (7)
1946	164,1	151,8	22,2	298,2	145,0	127,7	59,9	65,2
1950	92,4	93,6	11,4	293,0	143,0	133,0	63,4	69,2
1955	86,7	92,7	9,8	267,4	130,7	124,3	65,2	71,5
1960	92,8	102,5	9,5	272,7	133,4	128,6	67,0	73,6
1965	100,6	99,2	10,7	283,4	138,5	134,4	67,5	74,7
1970	91,5	92,0	11,8	247,2	120,3	117,0	68,4	75,9
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1980	68,9	70,7	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1981	64,4	65,8	24,1	194,5	94,7	92,9	70,4	78,5
1982	63,4	64,8	26,0	191,2	93,1	91,4	70,7	78,9
1983	60,6	61,6	27,5	178,7	87,1	85,6	70,7	78,8
1984	56,2	57,1	29,2	180,7	88,1	86,6	71,2	79,3
1985	53,1	54,0	30,4	182,3	88,8	87,3	71,3	79,4
1986	52,1	53,0	31,1	184,3	89,8	88,3	71,5	79,7
1987	51,3	52,5	31,0	181,6	88,6	87,2	72,0	80,3
1988 *r*	52,5	53,8	31,3	182,3	88,9	87,4	72,3	80,5
1989 *p*	...	56,0	...	180,8	88,2	86,4	72,5	80,7

(1), (2) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes). — (3) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages. — (4) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes. — (5), (6) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, (5) en l'absence de mortalité, (6) compte tenu de la mortalité. — (7) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe ou légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants					Mort-nés				
	Ensemble	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels	Ensemble	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels
1979	757.354	388.604	368.750	679.521	77.833	6.994	3.647	3.347	5.960	1.034
1980	800.376	410.547	389.829	709.261	91.115	6.942	3.645	3.297	5.906	1.036
1981	805.483	413.480	392.003	703.337	102.146	6.644	3.399	3.245	5.503	1.141
1982	797.223	409.205	388.018	683.825	113.398	6.334	3.347	2.987	5.152	1.182
1983	748.525	383.659	364.866	629.674	118.851	5.723	2.974	2.749	4.538	1.185
1984	759.939	389.310	370.629	624.674	135.265	5.835	3.049	2.786	4.510	1.325
1985	768.431	394.112	374.319	617.939	150.492	5.658	2.945	2.713	4.272	1.386
1986	778.468	399.199	379.269	607.786	170.682	5.615	2.881	2.734	4.077	1.538
1987	767.828	393.231	374.597	582.902	184.926	5.304	2.732	2.572	3.758	1.546
1988	771.268	395.439	375.829	568.202	203.066	4.808	2.494	2.314	3.354	1.454

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1985			1986			1987			1988		
	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels
Moins de 20 ans	24.207	9.449	14.758	22.736	7.807	14.929	21.064	6.284	14.780	20.011	5.516	14.495
20 à 24 ans	207.438	155.251	52.187	198.688	140.844	57.844	184.197	123.245	60.952	175.137	109.717	65.420
25 à 29 ans	299.469	254.548	44.921	305.526	253.249	52.277	301.937	244.077	57.860	303.383	238.114	65.269
30 à 34 ans	167.415	141.756	25.659	176.339	146.196	30.143	180.307	146.393	33.914	187.640	149.400	38.240
35 à 39 ans	60.390	49.409	10.981	64.192	51.257	12.935	67.877	53.520	14.357	71.434	55.340	16.094
40 à 44 ans	8.833	6.955	1.878	10.322	7.882	2.440	11.824	8.883	2.941	13.064	9.626	3.438
45 ans ou plus	679	571	108	665	551	114	622	500	122	599	489	110
Total	**768.431**	**617.939**	**150.492**	**778.468**	**607.786**	**170.682**	**767.828**	**582.902**	**184.926**	**771.268**	**568.202**	**203.066**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1985, 1986, 1987 ou 1988 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Ensemble	Rang de la naissance									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1979	679.521	310.722	236.233	87.726	23.690	9.746	4.834	2.669	1.612	981	1.308
1980	709.261	313.401	245.376	103.410	25.976	9.973	4.905	2.646	1.647	864	1.063
1981	703.337	300.579	240.178	110.241	29.375	11.037	5.460	2.904	1.609	916	1.038
1982	683.825	293.135	236.800	100.764	29.615	11.417	5.616	3.049	1.595	854	980
1983	629.674	275.814	222.153	83.106	26.491	10.763	5.298	2.870	1.525	832	822
1984	624.674	269.924	219.292	87.032	26.556	10.731	5.261	2.793	1.558	758	769
1985	617.939	260.490	215.546	91.860	27.738	11.074	5.380	2.840	1.459	772	780
1986	607.786	250.558	212.250	94.493	28.105	11.105	5.530	2.829	1.437	774	705
1987	582.902	236.427	203.385	94.333	27.255	10.843	5.138	2.816	1.407	691	607
1988	568.202	231.535	195.014	92.387	27.993	10.561	5.143	2.775	1.465	737	592

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1979	679.521	592.144	4.659	14.993	67.725	5.241	87,1	2,9	10,0
1980	709.261	618.945	4.852	15.248	70.216	6.223	87,3	2,8	9,9
1981	703.337	609.853	5.113	15.475	72.896	6.890	86,7	2,9	10,4
1982	683.825	589.503	5.423	15.412	73.487	7.653	86,2	3,1	10,7
1983	629.674	538.542	5.725	14.066	71.341	8.170	85,5	3,2	11,3
1984	624.674	534.578	6.077	14.197	69.822	8.949	85,6	3,2	11,2
1985	617.939	530.442	6.294	14.166	67.037	9.470	85,8	3,3	10,8
1986	607.786	523.016	6.792	14.138	63.840	10.242	86,1	3,4	10,5
1987	582.902	503.299	6.736	14.071	58.796	10.273	86,3	3,6	10,1
1988	568.202	485.708	8.525	13.578	60.391	11.610	85,5	3,9	10,6

TABLEAU B.02-8

Taux de fécondité des femmes par âge

(Nombre annuel d'enfants nés vivants pour 100 femmes de chaque groupe d'âge)

Source : INSEE

Période (ou année)	Ensemble des femmes de 15 à 49 ans	Moins de 20 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans
Nombre d'enfants nés vivants légitimes pour 100 femmes mariées de chaque groupe d'âge :								
1953-1955	11,6	43,7	32,4	20,9	12,6	7,18	2,36	0,215
1956-1960	11,6	43,7	33,5	21,8	12,2	6,54	2,13	0,177
1961-1965	11,7	44,3	33,7	22,2	12,3	6,01	2,03	0,165
1966-1970	10,5	45,6	31,0	19,7	11,1	5,29	1,62	0,149
1971-1975	9,67	44,1	27,6	17,3	8,90	4,07	1,21	0,102
1976-1980	8,39	36,7	23,8	16,5	7,58	2,59	0,59	0,049
1979	8,39	35,8	23,8	16,9	7,7	2,58	0,54	0,044
1980	8,79	38,2	24,9	18,1	8,3	2,73	0,55	0,043
1981	8,77	37,6	25,0	18,3	8,6	2,92	0,55	0,044
1982	8,58	37,5	25,3	18,3	8,5	2,90	0,57	0,041
1983	7,96	37,4	24,6	17,3	8,0	2,69	0,54	0,041
1984	7,99	38,7	25,6	18,0	8,3	2,73	0,56	0,042
1985	8,00	38,8	26,3	18,7	8,7	2,86	0,58	0,044
1986	7,97	42,0	27,0	19,4	9,2	2,99	0,60	0,044
1987	7,75	43,2	26,7	19,6	9,3	3,17	0,63	0,042
1988	7,64	45,9	27,2	20,0	9,7	3,34	0,64	0,041
Nombre d'enfants nés vivants naturels pour 100 femmes célibataires, veuves ou divorcées de chaque groupe d'âge :								
1953-1955	1,44	0,534	2,30	3,08	2,92	2,06	0,642	0,052
1956-1960	1,45	0,528	2,17	3,33	3,04	1,99	0,706	0,049
1961-1965	1,36	0,558	2,24	3,37	3,12	2,05	0,785	0,064
1966-1970	1,28	0,576	2,18	3,20	2,87	1,98	0,708	0,058
1971-1975	1,51	0,701	2,50	3,43	3,07	2,01	0,707	0,054
1976-1980	1,55	0,627	2,44	3,52	3,03	1,65	0,505	0,036
1979	1,62	0,619	2,53	3,74	3,17	1,69	0,491	0,034
1980	1,84	0,693	2,83	4,28	3,50	1,86	0,501	0,030
1981	2,01	0,703	2,99	4,73	3,82	2,03	0,535	0,036
1982	2,16	0,728	3,15	5,02	4,15	2,21	0,563	0,045
1983	2,20	0,700	3,06	5,16	4,25	2,26	0,558	0,029
1984	2,42	0,735	3,26	5,63	4,75	2,43	0,652	0,037
1985	2,60	0,715	3,37	6,10	5,22	2,61	0,685	0,039
1986	2,83	0,719	3,58	6,56	5,82	2,90	0,778	0,040
1987	2,96	0,705	3,66	6,75	6,25	3,06	0,827	0,043
1988	3,14	0,688	3,85	7,03	6,73	3,30	0,870	0,037
Nombre d'enfants nés vivants légitimes ou naturels pour 100 femmes de chaque groupe d'âge :								
1953-1955	7,97	2,18	15,6	16,8	11,0	6,28	2,03	0,180
1956-1960	8,13	2,20	15,9	17,4	10,7	5,80	1,86	0,151
1961-1965	8,08	2,46	17,4	18,2	11,0	5,46	1,83	0,145
1966-1970	7,23	2,67	16,2	16,5	9,96	4,84	1,48	0,132
1971-1975	6,78	2,80	14,8	14,4	8,09	3,80	1,13	0,094
1976-1980	5,88	2,01	12,1	13,3	6,86	2,46	0,58	0,047
1979	5,87	1,80	11,9	13,6	7,0	2,44	0,53	0,042
1980	6,15	1,78	12,2	14,4	7,4	2,60	0,54	0,041
1981	6,14	1,64	11,7	14,5	7,7	2,78	0,55	0,043
1982	6,14	1,55	11,4	14,4	7,7	2,78	0,57	0,042
1983	5,62	1,39	10,5	13,6	7,2	2,62	0,54	0,039
1984	5,67	1,31	10,2	13,9	7,5	2,67	0,58	0,041
1985	5,68	1,16	9,7	14,3	7,9	2,81	0,60	0,043
1986	5,70	1,09	9,3	14,5	8,3	2,97	0,63	0,043
1987	5,57	1,00	8,7	14,4	8,5	3,14	0,67	0,042
1988	5,55	0,95	8,3	14,3	8,9	3,33	0,69	0,040

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1988

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Ensemble	Célibataires	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	1.375	1.374	—	1	11.400	11.395	1	4
20-24 ans	72.779	72.615	9	155	114.404	113.344	47	1.013
25-29 ans	103.131	99.850	73	3.208	78.214	71.587	288	6.339
30-34 ans	42.135	33.833	254	8.048	30.317	20.231	440	9.646
35-39 ans	20.773	10.541	335	9.897	15.991	6.717	561	8.713
40-44 ans	12.347	3.597	415	8.335	9.064	2.451	551	6.062
45-49 ans	6.554	1.372	475	4.707	4.610	923	507	3.180
50-54 ans	4.402	814	543	3.045	3.050	584	499	1.967
55-59 ans	3.026	554	617	1.855	1.838	395	428	1.015
60 ans et plus	4.602	693	2.065	1.844	2.236	510	872	854
Total année 1988	**271.124**	**225.243**	**4.786**	**41.095**	**271.124**	**228.137**	**4.194**	**38.793**
Année 1987	265.177	219.797	4.994	40.386	265.177	222.705	4.567	37.905
Année 1986	265.678	222.912	4.911	37.855	265.678	225.362	4.381	35.935
Année 1985	269.419	227.133	5.200	37.086	269.419	229.787	4.655	34.977
Année 1984	281.402	239.989	5.214	36.199	281.402	242.841	4.821	33.740
Année 1983	300.513	258.558	5.425	36.530	300.513	261.352	4.986	34.175
Année 1982	312.405	270.331	5.605	36.469	312.405	274.037	5.312	33.056
Année 1981	315.117	273.620	6.218	35.279	315.117	277.031	5.653	32.433

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Taux de nuptialité par sexe, âge et état matrimonial antérieur

(Nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables (1) *de chaque groupe d'âge)*

Source : INSEE

Période (ou année)	Sexe masculin								
	Ensemble	18 à 59 ans	18 et 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
Ensemble des célibataires, des veufs et des divorcés :									
1953-1955	**6,71**	7,93	0,983	10,1	16,7	8,85	3,62	2,26	0,683
1961-1965	**6,93**	8,29	1,55	12,8	17,0	6,90	3,26	1,91	0,722
1966-1970	**6,96**	8,17	1,51	13,9	15,8	5,80	2,79	1,81	0,667
1971-1975	**7,41**	8,89	1,66	14,4	16,2	6,36	2,65	1,88	0,609
1976-1980	**6,20**	7,31	1,21	10,9	13,6	7,04	2,19	1,64	0,530
1979	**5,85**	6,85	0,83	10,0	12,9	6,94	2,66	1,53	0,504
1980	**5,62**	6,58	0,78	9,30	12,5	6,79	2,62	1,48	0,466
1981	**5,16**	6,02	0,65	8,20	11,5	6,33	2,60	1,39	0,470
1982	**4,97**	5,78	0,54	7,60	11,2	6,20	2,62	1,34	0,437
1983	**4,64**	5,39	0,44	6,80	10,5	5,88	2,68	1,34	0,421
1984	**4,22**	4,87	0,32	5,80	9,7	5,48	2,62	1,25	0,428
1985	**3,91**	4,51	0,26	4,90	9,1	5,24	2,71	1,32	0,420
1986	**3,74**	4,29	0,21	4,40	8,6	5,10	2,72	1,31	0,435
1987	**3,62**	4,15	0,17	3,90	8,3	5,14	2,92	1,38	0,428
1988	**3,60**	4,10	0,16	3,60	8,3	5,12	2,94	1,45	0,441
Célibataires :									
1953-1955	**7,64**	8,03	0,98	10,1	16,6	7,99	2,24	0,908	0,355
1961-1965	**7,97**	8,46	1,55	12,7	16,8	6,08	1,94	0,805	0,353
1966-1970	**7,83**	8,32	1,51	13,9	15,6	5,06	1,58	0,783	0,318
1971-1975	**8,35**	8,97	1,66	14,4	16,0	5,25	1,42	0,686	0,260
1976-1980	**6,79**	7,25	1,01	10,8	13,4	5,72	1,35	0,557	0,218
1979	**6,35**	6,77	0,83	9,90	12,7	5,64	1,32	0,488	0,188
1980	**6,10**	6,50	0,78	9,30	12,3	5,57	1,28	0,492	0,165
1981	**5,56**	5,92	0,65	8,20	11,3	5,22	1,25	0,451	0,184
1982	**5,34**	5,68	0,54	7,60	11,1	5,15	1,27	0,440	0,172
1983	**4,97**	5,29	0,44	6,80	10,5	4,98	1,30	0,480	0,185
1984	**4,49**	4,78	0,32	5,70	9,6	4,73	1,22	0,430	0,179
1985	**4,13**	4,39	0,26	4,90	9,1	4,60	1,25	0,450	0,179
1986	**3,94**	4,19	0,21	4,40	8,6	4,59	1,28	0,450	0,184
1987	**3,78**	4,01	0,17	3,90	8,3	4,56	1,39	0,470	0,165
1988	**3,76**	3,99	0,16	3,60	8,3	4,78	1,46	0,480	0,193

(1) Sont considérés comme mariables les célibataires de 18 ans ou plus pour les hommes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées.

TABLEAU B.02-10 *(suite et fin)*

Taux de nuptialité par sexe, âge et état matrimonial antérieur

(Nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables (1) *de chaque groupe d'âge)*

Source : INSEE

Période (ou année)	Ensemble	Sexe féminin							
		15 à 49 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
Ensemble des célibataires, des veuves et des divorcées :									
1953-1955	**4,29**	8,29	3,30	18,4	15,1	6,42	2,18	0,829	0,096
1961-1965	**4,40**	8,72	3,74	23,0	16,9	6,37	2,34	0,883	0,112
1966-1970	**4,50**	8,50	3,89	21,0	14,8	5,63	2,22	0,853	0,110
1971-1975	**4,89**	9,01	4,09	20,6	14,7	5,67	2,11	0,931	0,103
1976-1980	**4,05**	7,36	3,12	16,1	11,9	5,66	1,98	0,806	0,079
1979	**3,83**	6,91	2,79	15,0	11,4	5,49	1,88	0,745	0,074
1980	**3,69**	6,61	2,53	14,2	10,7	5,35	1,85	0,695	0,067
1981	**3,42**	6,05	2,14	12,7	10,3	5,95	1,80	0,680	0,067
1982	**3,32**	5,83	1,91	12,0	10,2	4,85	1,77	0,630	0,064
1983	**3,14**	5,44	1,57	10,9	9,8	4,68	1,80	0,620	0,061
1984	**2,88**	4,92	1,25	9,4	9,3	4,39	1,73	0,600	0,060
1985	**2,69**	4,54	0,97	8,3	8,9	4,31	1,79	0,610	0,059
1986	**2,59**	4,30	0,78	7,6	8,5	4,23	1,86	0,600	0,061
1987	**2,52**	4,13	0,63	7,0	8,4	4,39	1,95	0,640	0,059
1988	**2,52**	4,08	0,54	6,7	8,4	4,39	2,00	0,680	0,063
Célibataires :									
1953-1955	**7,07**	8,74	3,30	18,4	14,9	5,85	1,49	0,523	0,105
1961-1965	**7,34**	9,05	3,74	23,0	16,7	5,77	1,74	0,575	0,120
1966-1970	**7,40**	8,85	3,89	21,0	14,7	4,96	1,64	0,605	0,122
1971-1975	**7,90**	9,42	4,09	20,7	14,8	5,03	1,42	0,646	0,109
1976-1980	**6,45**	7,62	3,11	16,1	12,1	5,06	1,27	0,562	0,100
1979	**6,05**	7,12	2,79	15,0	11,5	4,88	1,20	0,520	0,100
1980	**5,80**	6,79	2,53	14,2	11,1	4,79	1,15	0,477	0,087
1981	**5,31**	6,19	2,14	12,7	10,4	4,43	1,11	0,480	0,088
1982	**5,15**	5,97	1,91	12,0	10,3	4,42	1,11	0,440	0,092
1983	**4,80**	5,54	1,57	10,8	9,9	4,23	1,11	0,430	0,091
1984	**4,35**	5,00	1,25	9,4	9,4	3,99	1,05	0,420	0,092
1985	**4,00**	4,57	0,97	8,3	9,0	3,94	1,10	0,430	0,093
1986	**3,81**	4,33	0,78	7,6	8,6	3,91	1,18	0,410	0,099
1987	**3,65**	4,13	0,63	7,0	8,4	4,08	1,19	0,430	0,086
1988	**3,64**	4,09	0,54	6,7	8,4	4,17	1,31	0,480	0,098

(1) Sont considérées comme mariables les célibataires de 15 ans ou plus pour les femmes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées.

TABLEAU B.02-11

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial

Année 1988

Source : INSEE

Année de naissance	Âge (1) atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Ensemble	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1988-1987	moins d'un an	**6.044**	**3.532**	3.532	—	—	—	**2.512**	2.512	—	—	—
1987-1983	1 à 4	**1.268**	**726**	726	—	—	—	**542**	542	—	—	—
1983-1979	5 à 9	**737**	**444**	444	—	—	—	**293**	293	—	—	—
1978-1974	10 à 14	**788**	**470**	470	—	—	—	**318**	318	—	—	—
1973-1969	15 à 19	**2.506**	**1.790**	1.788	2	—	—	**716**	708	6	2	—
1968-1964	20 à 24	**4.236**	**3.260**	3.128	123	3	6	**976**	847	119	4	6
1963-1959	25 à 29	**4.350**	**3.177**	2.455	636	6	80	**1.173**	684	434	13	42
1958-1954	30 à 34	**5.115**	**3.711**	1.857	1.510	20	324	**1.404**	479	755	26	144
1953-1949	35 à 39	**7.016**	**4.893**	1.668	2.548	41	636	**2.123**	444	1.338	59	282
1948-1944	40 à 44	**9.075**	**6.355**	1.548	3.725	108	974	**2.720**	380	1.829	111	400
1943-1939	45 à 49	**10.180**	**7.093**	1.513	4.406	160	1.014	**3.087**	381	2.080	207	419
1938-1934	50 à 54	**16.539**	**11.715**	2.384	7.633	413	1.285	**4.824**	530	3.321	532	441
1933-1929	55 à 59	**25.823**	**18.606**	3.234	12.775	970	1.627	**7.217**	777	4.649	1.277	514
1928-1924	60 à 64	**34.425**	**24.252**	3.504	17.458	1.753	1.537	**10.173**	1.083	6.005	2.513	572
1923-1919	65 à 69	**43.060**	**28.774**	3.166	21.612	2.750	1.246	**14.286**	1.389	7.315	4.890	692
1918-1914	70 à 74	**39.061**	**23.927**	2.427	17.342	3.289	869	**15.134**	1.389	5.958	7.119	668
1913-1909	75 à 79	**77.826**	**42.471**	3.862	28.795	8.734	1.080	**35.355**	3.213	10.359	20.444	1.339
1908-1904	80 à 84	**93.409**	**42.537**	3.330	25.383	12.998	826	**50.872**	4.809	9.123	35.338	1.602
1903-1899	85 à 89	**83.620**	**30.353**	1.960	14.411	13.552	430	**53.267**	5.268	4.913	41.735	1.351
1898-1894	90 à 94	**44.275**	**11.553**	561	3.947	6.932	113	**32.722**	3.585	1.328	27.108	701
1893 et avant	95 et plus	**15.247**	**2.817**	134	606	2.043	34	**12.430**	1.387	213	10.586	244
Ensemble		**524.600**	**272.456**	**43.691**	**162.912**	**53.772**	**12.081**	**252.144**	**31.018**	**59.745**	**151.964**	**9.417**

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. À partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance : l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance).

TABLEAU B.02-12

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de mortinatalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1979	4,7	6,0	4,0	10,0	13,8	19,1	9,2
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1981	4,2	5,5	4,2	9,7	12,3	17,8	8,2
1982	4,0	5,3	4,2	9,5	11,9	17,3	7,9
1983	3,8	5,0	4,1	9,0	11,4	16,6	7,6
1984	3,6	4,7	3,6	8,3	11,2	15,8	7,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1986	3,2	4,3	3,7	8,0	10,4	15,1	7,2
1987	3,0	4,1	3,8	7,8	9,9	14,6	6,9
1988	3,0	4,1	3,8	7,8	9,2	14,0	6,2

(1) Pour 1.000 nés vivants. — (2) Pour 1.000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-13

Taux de mortalité par âge et sexe

[Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âge] (1)

Source : INSEE

Période (ou année)	Tous âges	Moins d'un an (1)	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans
							Les deux
1953-1955	12,3	40,4	1,86	0,481	0,409	0,779	1,20
1961-1965	11,1	24,4	1,06	0,406	0,334	0,710	1,05
1966-1970	11,0	20,1	0,847	0,401	0,345	0,804	1,13
1971-1975	10,7	15,4	0,749	0,389	0,337	0,896	1,21
1976-1980	10,2	10,9	0,602	0,338	0,296	0,693	1,20
1979	10,1	10,0	0,560	0,327	0,291	0,856	1,19
1980	10,2	10,0	0,590	0,331	0,291	0,840	1,23
1981	10,2	9,70	0,580	0,310	0,286	0,780	1,16
1982	10,0	9,50	0,520	0,290	0,270	0,760	1,16
1983	10,2	9,10	0,550	0,290	0,260	0,700	1,17
1984	9,9	8,30	0,480	0,260	0,250	0,670	1,14
1985	10,0	8,30	0,450	0,250	0,240	0,650	1,05
1986	9,9	8,00	0,450	0,250	0,230	0,630	1,05
1987	9,5	7,80	0,420	0,240	0,220	0,560	0,98
1988	9,4	7,80	0,430	0,210	0,210	0,580	1,00
							Sexe
1953-1955	13,0	45,6	1,99	0,542	0,489	1,01	1,55
1961-1965	11,7	27,6	1,15	0,478	0,407	0,961	1,43
1966-1970	11,6	22,7	0,934	0,468	0,419	1,10	1,59
1971-1975	11,3	17,4	0,837	0,454	0,412	1,25	1,77
1976-1980	10,9	12,4	0,676	0,391	0,356	1,19	1,79
1979	10,8	11,3	0,650	0,370	0,350	1,19	1,79
1980	10,8	11,5	0,650	0,390	0,340	1,18	1,85
1981	10,9	11,2	0,650	0,350	0,340	1,05	1,76
1982	10,6	10,7	0,570	0,330	0,320	1,07	1,76
1983	10,8	10,3	0,600	0,350	0,310	0,970	1,77
1984	10,5	9,2	0,550	0,300	0,300	0,910	1,74
1985	10,7	9,5	0,490	0,280	0,300	0,890	1,56
1986	10,5	9,0	0,500	0,290	0,280	0,860	1,58
1987	10,2	9,1	0,470	0,270	0,270	0,770	1,48
1988	10,0	8,9	0,480	0,250	0,240	0,810	1,51
							Sexe
1953-1955	11,7	34,9	1,72	0,422	0,326	0,541	0,836
1961-1965	10,5	21,1	0,966	0,331	0,258	0,447	0,649
1966-1970	10,3	17,4	0,756	0,330	0,268	0,494	0,654
1971-1975	10,1	13,4	0,656	0,322	0,258	0,529	0,638
1976-1980	9,36	9,34	0,524	0,281	0,226	0,494	0,591
1979	9,40	8,7	0,458	0,282	0,219	0,490	0,570
1980	9,50	8,4	0,530	0,263	0,220	0,480	0,593
1981	9,60	8,2	0,520	0,260	0,220	0,490	0,550
1982	9,30	8,1	0,460	0,250	0,210	0,450	0,560
1983	9,70	7,9	0,500	0,240	0,210	0,430	0,570
1984	9,20	7,3	0,410	0,210	0,200	0,420	0,540
1985	9,40	7,1	0,410	0,210	0,190	0,390	0,530
1986	9,30	7,0	0,400	0,200	0,180	0,400	0,510
1987	8,80	6,5	0,370	0,210	0,170	0,340	0,470
1988	8,80	6,7	0,370	0,170	0,170	0,340	0,460

(1) Taux révisés pour prendre en compte l'intégration des « faux » mort-nés dans les statistiques de décès d'une part, la réévaluation des effectifs par sexe et âge des années

25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
sexes										
1,51	1,91	2,64	3,82	6,00	9,20	13,2	19,0	29,3	61,3	164
1,23	1,56	2,19	3,16	4,98	7,68	11,8	18,0	26,4	52,9	149
1,18	1,44	2,11	3,19	4,84	7,44	11,2	17,3	26,5	50,3	141
1,09	1,35	1,95	3,14	4,81	7,05	10,5	15,7	24,4	47,7	137
1,06	1,20	1,75	2,81	4,63	6,89	9,74	14,4	21,4	43,8	128
1,06	1,20	1,72	2,74	4,49	6,89	9,70	14,0	20,7	42,6	125
1,08	1,19	1,69	2,71	4,44	6,78	9,47	13,4	20,4	42,1	126
1,06	1,21	1,66	2,60	4,26	6,67	9,34	13,3	20,5	41,8	128
1,09	1,19	1,67	2,57	4,17	6,53	9,30	13,0	20,0	40,1	121
1,12	1,24	1,67	2,51	4,08	6,52	9,30	13,1	19,9	40,4	126
1,09	1,25	1,62	2,48	3,95	6,25	9,20	12,9	18,8	38,5	119
1,07	1,21	1,64	2,40	3,88	6,18	9,10	12,8	18,3	38,9	122
1,04	1,22	1,61	2,44	3,78	6,05	8,90	12,7	17,7	38,5	119
1,02	1,19	1,61	2,36	3,63	5,76	8,60	12,1	17,3	37,0	112
1,03	1,21	1,63	2,35	3,56	5,56	8,40	11,9	16,9	36,2	110
masculin										
1,89	2,33	3,19	4,74	7,74	12,1	17,9	26,2	39,0	76,6	187
1,67	2,05	2,86	4,14	6,57	10,5	16,7	25,5	37,5	69,6	174
1,61	1,92	2,79	4,26	6,52	10,1	15,9	25,0	38,2	67,5	168
1,51	1,78	2,60	4,26	6,60	9,81	15,0	22,8	35,3	64,7	163
1,50	1,62	2,33	3,86	6,54	9,85	14,1	21,2	31,7	61,2	153
1,53	1,63	2,27	3,76	6,38	9,86	14,1	20,5	30,8	59,8	149
1,56	1,61	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	149
1,52	1,65	2,20	3,53	6,02	9,71	13,7	19,6	30,3	58,7	151
1,57	1,63	2,23	3,51	5,91	9,46	13,8	19,3	29,5	56,3	144
1,60	1,71	2,25	3,42	5,75	9,39	13,7	19,3	29,6	56,7	148
1,59	1,72	2,20	3,37	5,54	9,07	13,7	19,4	27,8	54,5	141
1,57	1,68	2,21	3,33	5,49	8,91	13,6	19,1	27,1	55,1	145
1,52	1,74	2,22	3,36	5,29	8,73	13,1	19,0	26,3	54,7	141
1,51	1,70	2,23	3,24	5,05	8,26	12,6	18,2	25,8	52,8	135
1,50	1,77	2,26	3,24	4,89	7,90	12,4	17,8	25,1	51,3	132
féminin										
1,12	1,48	2,10	2,90	4,30	6,39	9,25	14,0	22,7	51,6	152
0,757	1,05	1,50	2,20	3,44	5,00	7,32	11,4	18,6	43,3	137
0,715	0,927	1,40	2,11	3,20	4,89	6,87	10,6	17,3	40,2	130
0,645	0,881	1,27	1,98	3,02	4,40	6,47	9,52	15,6	36,8	126
0,608	0,755	1,15	1,73	2,70	4,00	5,70	8,42	13,1	32,3	118
0,581	0,740	1,13	1,69	2,57	3,96	5,64	8,24	12,6	31,1	116
0,590	0,764	1,10	1,70	2,59	3,87	5,46	7,70	12,4	30,7	116
0,580	0,740	1,10	1,63	2,48	3,68	5,31	7,80	12,7	30,4	118
0,600	0,740	1,08	1,58	2,41	3,64	5,20	7,50	12,4	29,2	112
0,630	0,750	1,06	1,56	2,39	3,69	5,20	7,60	12,1	29,4	116
0,590	0,760	1,01	1,55	2,34	3,47	5,00	7,30	11,5	27,7	110
0,580	0,730	1,04	1,43	2,24	3,49	4,90	7,20	11,0	28,1	111
0,560	0,690	0,98	1,48	2,23	3,40	4,80	7,10	10,7	27,7	109
0,520	0,690	0,98	1,44	2,17	3,28	4,70	6,80	10,4	26,5	102
0,550	0,660	0,99	1,43	2,19	3,24	4,60	6,60	10,2	26,1	100

1975 à 1982, d'autre part.

TABLEAU B.02-14

Tables de mortalité annuelles abrégées

Source : INSEE

Période ou année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25
										Survivants aux âges indiqués
										Sexe
1952-1956	10.000	9.543	9.500	9.484	9.474	9.466	9.441	9.416	9.365	9.288
1960-1964	10.000	9.711	9.689	9.678	9.671	9.665	9.643	9.622	9.575	9.504
1966-1970	10.000	9.769	9.754	9.745	9.739	9.733	9.711	9.689	9.632	9.557
1973-1977	10.000	9.847	9.836	9.828	9.822	9.817	9.796	9.776	9.711	9.627
1979	10.000	9.886	9.876	9.870	9.865	9.860	9.842	9.824	9.759	9.673
1980	10.000	9.883	9.872	9.866	9.861	9.856	9.838	9.820	9.756	9.666
1981	10.000	9.887	9.877	9.872	9.866	9.861	9.844	9.827	9.769	9.684
1982	10.000	9.893	9.883	9.877	9.873	9.869	9.853	9.836	9.778	9.693
1983	10.000	9.897	9.887	9.882	9.877	9.873	9.856	9.840	9.787	9.701
1984	10.000	9.907	9.898	9.893	9.888	9.884	9.869	9.854	9.804	9.719
1985	10.000	9.904	9.896	9.891	9.887	9.884	9.870	9.855	9.806	9.729
1986	10.000	9.909	9.901	9.896	9.892	9.888	9.874	9.860	9.813	9.735
1987	10.000	9.908	9.901	9.897	9.893	9.890	9.877	9.863	9.820	9.747
1988	10.000	9.910	9.902	9.897	9.894	9.890	9.879	9.866	9.821	9.746
										Sexe
1952-1956	10.000	9.650	9.611	9.597	9.588	9.581	9.562	9.545	9.518	9.478
1960-1964	10.000	9.780	9.760	9.751	9.745	9.740	9.725	9.712	9.689	9.656
1966-1970	10.000	9.823	9.809	9.802	9.797	9.793	9.777	9.764	9.738	9.706
1973-1977	10.000	9.883	9.874	9.868	9.863	9.859	9.845	9.832	9.806	9.776
1979	10.000	9.912	9.904	9.899	9.896	9.893	9.880	9.869	9.843	9.815
1980	10.000	9.915	9.906	9.901	9.897	9.893	9.881	9.869	9.844	9.815
1981	10.000	9.918	9.909	9.904	9.900	9.897	9.884	9.873	9.847	9.820
1982	10.000	9.918	9.910	9.906	9.903	9.900	9.888	9.877	9.853	9.826
1983	10.000	9.921	9.913	9.908	9.904	9.901	9.890	9.879	9.856	9.828
1984	10.000	9.927	9.920	9.916	9.913	9.910	9.899	9.889	9.867	9.840
1985	10.000	9.928	9.921	9.917	9.914	9.912	9.901	9.892	9.871	9.845
1986	10.000	9.929	9.923	9.919	9.916	9.913	9.903	9.894	9.873	9.848
1987	10.000	9.935	9.928	9.925	9.822	9.919	9.909	9 901	9.883	9.859
1988	10.000	9.932	9.926	9.922	9.920	9.917	9.909	9.900	9.882	9.859
										Espérance de vie
										Nombre moyen d'années restant à vivre
										Sexe
1952-1956	64,7	66,8	66,1	65,2	64,3	63,3	58,5	53,6	48,9	44,3
1960-1964	67,2	68,2	67,3	66,4	65,5	64,5	59,6	54,7	50,0	45,4
1966-1970	67,7	68,3	67,4	66,4	65,5	64,5	59,7	54,8	50,1	45,5
1973-1977	69,1	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	51,0	46,4
1979	70,1	69,9	68,9	68,0	67,0	66,1	61,2	56,3	51,6	47,1
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51.8	47,2
1981	70,4	70,2	69,3	68,3	67,3	66,4	61,5	56,6	51,9	47,3
1982	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,2	47,6
1983	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,1	47,6
1984	71,2	70,8	69,9	68,9	68,0	67,0	62,1	57,2	52,5	47,9
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9
1986	71,5	71,2	70,2	69,3	68,3	67,3	62,4	57,5	52,8	48,2
1987	72,0	71,7	70,8	69,8	68,8	67,8	62,9	58,0	53,2	48,6
1988	72,3	72,0	71,0	70,1	69,1	68,1	63,2	58,3	53,5	48,9
										Sexe
1952-1956	70,9	72,4	71,7	70,8	69,9	69,0	64,1	59,2	54,4	49,6
1960-1964	74,2	74,8	74,0	73,0	72,1	71,1	66,2	61,3	56,5	51,6
1966-1970	75,2	75,6	74,7	73,7	72,8	71,8	66,9	62,0	57,1	52,3
1973-1977	77,0	76,9	76,0	75,0	74,1	73,1	68,2	63,3	58,4	53,6
1979	78,3	78,0	77,0	76,1	75,1	74,1	69,2	64,3	59,4	54,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7
1981	78,5	78,1	77,2	76,2	75,3	74,3	69,4	64,5	59,6	54,8
1982	78,9	78,5	77,6	76,6	75,6	74,6	69,7	64,8	60,0	55,1
1983	78,8	78,4	77,5	76,5	75,5	74,6	69,6	64,7	59,9	55,0
1984	79,3	78,9	78,0	77,0	76,0	75,1	70,1	65,2	60,3	55,5
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6
1986	79,7	79,3	78,3	77,3	76,4	75,4	70,5	65,5	60,7	55,8
1987	80,3	79,8	78,8	77,9	76,9	75,9	71,0	66,1	61,2	56,3
1988	80,5	80,0	79,1	78,1	77,1	76,1	71,2	66,3	61,4	56,5

Âge en années											
30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
pour 10.000 nés vivants											
masculin											
9.199	9.089	8.940	8.722	8.375	7.860	7.151	6.238	5.081	3.669	2.150	902
9.425	9.325	9.191	8.996	8.697	8.233	7.543	6.602	5.421	4.020	2.491	1.159
9.478	9.383	9.247	9.043	8.734	8.283	7.616	6.675	5.452	4.028	2.536	1.222
9.556	9.476	9.352	9.150	8.838	8.391	7.777	6.930	5.798	4.387	2.836	1.440
9.599	9.520	9.407	9.223	8.921	8.473	7.879	7.074	6.014	4.660	3.099	1.630
9.592	9.513	9.402	9.222	8.926	8.482	7.898	7.100	6.062	4.706	3.152	1.646
9.611	9.531	9.421	9.249	8.960	8.517	7.936	7.140	6.114	4.767	3.196	1.661
9.618	9.538	9.427	9.255	8.972	8.538	7.953	7.179	6.175	4.868	3.312	1.780
9.623	9.541	9.428	9.260	8.985	8.554	7.971	7.198	6.186	4.875	3.299	1.742
9.641	9.558	9.448	9.282	9.016	8.597	8.011	7.246	6.259	4.982	3.425	1.878
9.653	9.571	9.462	9.297	9.033	8.622	8.034	7.275	6.286	5.014	3.447	1.867
9.661	9.576	9.466	9.299	9.047	8.642	8.070	7.317	6.341	5.089	3.532	1.948
*r*9.673	9.589	9.480	9.318	9.075	8.692	8.139	7.403	6.453	5.219	3.704	2.108
9.673	9.586	9.475	9.314	9.079	8.711	8.165	7.447	6.524	5.322	3.819	2.209
féminin											
9.424	9.351	9.250	9.112	8.908	8.616	8.208	7.625	6.759	5.480	3.761	1.973
9.617	9.565	9.491	9.380	9.218	8.984	8.645	8.140	7.368	6.188	4.507	2.570
9.670	9.623	9.553	9.448	9.289	9.059	8.736	8.258	7.525	6.388	4.777	2.862
9.744	9.703	9.642	9.549	9.406	9.199	8.911	8.502	7.866	6.850	5.297	3.316
9.786	9.748	9.692	9.607	9.478	9.285	9.018	8.640	8.082	7.163	5.722	3.732
9.785	9.747	9.691	9.606	9.478	9.289	9.032	8.663	8.117	7.215	5.776	3.779
9.791	9.754	9.698	9.616	9.493	9.313	9.060	8.688	8.141	7.251	5.809	3.780
9.796	9.759	9.703	9.624	9.504	9.324	9.078	8.718	8.186	7.321	5.917	3.948
9.797	9.759	9.705	9.626	9.507	9.326	9.080	8.725	8.195	7.331	5.914	3.902
9.811	9.773	9.720	9.642	9.526	9.355	9.117	8.775	8.260	7.433	6.077	4.123
9.816	9.779	9.727	9.654	9.541	9.372	9.133	8.796	8.286	7.464	6.109	4.140
9.820	9.785	9.735	9.660	9.548	9.383	9.150	8.817	8.318	7.524	6.205	4.251
9.833	9.799	9.749	9.674	9.566	9.404	9.178	8.860	8.378	7.621	6.362	4.474
9.831	9.797	9.748	9.673	9.565	9.406	9.185	8.875	8.404	7.656	6.429	4.573
aux âges indiqués											
aux personnes qui atteignent l'âge indiqué											
masculin											
39,7	35,1	30,7	26,4	22,4	18,7	15,2	12,1	9,3	6,8	4,9	3,4
40,7	36,1	31,6	27,3	23,1	19,3	15,8	12,7	9,9	7,5	5,4	3,9
40,8	36,2	31,7	27,4	23,3	19,4	15,8	12,7	10,0	7,6	5,6	4,0
41,7	37,1	32,5	28,2	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
42,4	37,7	33,2	28,8	24,7	20,8	17,2	13,9	10,8	8,2	6,1	4,5
42,6	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
42,7	38,0	33,4	29,0	24,8	21,0	17,3	14,0	10,9	8,2	6,0	4,4
43,0	38,3	33,7	29,3	25,1	21,3	17,6	14,3	11,2	8,5	6,2	4,5
42,9	38,3	33,7	29,3	25,1	21,2	17,6	14,2	11,1	8,3	6,1	4,4
43,3	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,6	6,3	4,5
43,3	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,4	11,3	8,5	6,2	4,4
43,5	38,9	34,3	29,9	25,6	21,7	18,0	14,6	11,5	8,7	6,4	4,6
44,0	39,3	34,8	30,3	26,1	22,1	18,4	15,0	11,8	9,0	6,6	4,8
44,3	39,7	35,1	30,6	26,4	22,4	18,7	15,2	12,0	9,2	6,8	4,9
féminin											
44,8	40,2	35,6	31,1	26,7	22,6	18,5	14,8	11,3	8,3	6,0	4,1
46,8	42,1	37,4	32,8	28,3	24,0	19,8	15,9	12,3	9,1	6,5	4,6
47,5	42,7	38,0	33,4	28,9	24,6	20,4	16,4	12,8	9,6	6,9	4,9
48,8	44,0	39,2	34,6	30,1	25,7	21,4	17,3	13,5	10,1	7,3	5,2
49,8	44,9	40,2	35,5	31,0	26,6	22,3	18,1	14,2	10,7	7,7	5,4
49,9	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
49,9	45,1	40,4	35,7	31,1	26,7	22,3	18,2	14,2	10,6	7,6	5,3
50,3	45,5	40,7	36,0	31,4	27,0	22,7	18,5	14,5	10,9	7,9	5,5
50,2	45,4	40,6	35,9	31,3	26,9	22,6	18,4	14,4	10,8	7,7	5,3
50,7	45,8	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,6
50,7	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
51,0	46,1	41,4	36,7	32,1	27,6	23,2	19,0	15,0	11,3	8,1	5,6
51,4	46,6	41,8	37,1	32,5	28,1	23,7	19,4	15,4	11,7	8,4	5,9
51,7	46,8	42,1	37,4	32,8	28,3	23,9	19,6	15,6	11,8	8,6	6,0

TABLEAU B.02-15

Table de mortalité : années 1986-1988

Mortalité générale *(Faux mort-nés inclus)*

Source : INSEE

Âge (1)	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)
0	100.000	911	71,96	100.000	680	80,14	100.000	798	75,95
1	99.089	77	71,61	99.320	63	79,69	99.202	71	75,56
2	99.013	47	70,67	99.257	37	78,74	99.132	42	74,61
3	98.966	38	69,70	99.220	29	77,76	99.090	33	73,64
4	98.928	33	68,73	99.191	25	76,79	99.057	30	72,67
5	98.895	29	67,75	99.166	22	75,81	99.027	25	71,69
6	98.866	25	66,77	99.144	21	74,82	99.002	23	70,71
7	98.841	27	65,79	99.123	18	73,84	98.979	23	69,72
8	98.814	26	64,81	99.105	17	72,85	98.956	21	68,74
9	98.788	22	63,82	99.088	16	71,86	98.935	20	67,75
10	98.766	23	62,84	99.072	16	70,88	98.915	20	66,77
11	98.743	24	61,85	99.056	16	69,89	98.895	20	65,78
12	98.719	25	60,87	99.040	17	68,90	98.875	21	64,79
13	98.694	30	59,88	99.023	19	67,91	98.854	24	63,81
14	98.664	35	58,90	99.004	22	66,92	98.830	29	62,82
15	98.629	47	57,92	98.982	25	65,94	98.801	36	61,84
16	98.583	66	56,95	98.957	33	64,96	98.765	50	60,86
17	98.518	91	55,98	98.924	39	63,98	98.716	66	59,89
18	98.428	117	55,03	98.885	46	63,00	98.651	82	58,93
19	98.313	138	54,10	98.840	49	62,03	98.570	94	57,98
20	98.177	149	53,17	98.792	49	61,06	98.477	100	57,03
21	98.031	153	52,25	98.744	48	60,09	98.379	102	56,09
22	97.881	157	51,33	98.697	48	59,12	98.279	103	55,15
23	97.727	156	50,41	98.650	48	58,15	98.178	103	54,20
24	97.575	150	49,49	98.603	50	57,17	98.077	101	53,26
25	97.429	149	48,56	98.554	54	56,20	97.978	102	52,31
26	97.284	152	47,63	98.501	53	55,23	97.878	103	51,36
27	97.136	151	46,71	98.449	55	54,26	97.777	104	50,42
28	96.989	152	45,78	98.395	57	53,29	97.675	104	49,47
29	96.842	158	44,84	98.339	58	52,32	97.573	110	48,52
30	96.689	162	43,91	98.282	64	51,35	97.466	114	47,57
31	96.532	168	42,98	98.219	66	50,38	97.355	118	46,63
32	96.370	178	42,06	98.154	69	49,42	97.240	124	45,68
33	96.198	184	41,13	98.086	72	48,45	97.119	129	44,74
34	96.021	192	40,21	98.015	80	47,48	96.994	136	43,79
35	95.837	206	39,28	97.937	89	46,52	96.862	148	42,85
36	95.640	216	38,36	97.850	98	45,56	96.719	158	41,92
37	95.433	227	37,44	97.754	101	44,61	96.566	166	40,98
38	95.216	241	36,53	97.655	106	43,65	96.406	174	40,05
39	94.987	261	35,61	97.551	116	42,70	96.238	189	39,12
40	94.739	286	34,71	97.438	125	41,75	96.056	206	38,19
41	94.468	314	33,80	97.316	139	40,80	95.858	227	37,27
42	94.171	345	32,91	97.181	155	39,85	95.640	251	36,35
43	93.846	379	32,02	97.030	168	38,92	95.400	275	35,44
44	93.490	412	31,14	96.867	182	37,98	95.138	297	34,54
45	93.105	437	30,27	96.691	193	37,05	94.855	316	33,64
46	92.698	473	29,40	96.504	206	36,12	94.555	339	32,75
47	92.260	518	28,54	96.305	224	35,19	94.234	371	31,86
48	91.782	576	27,68	96.089	247	34,27	93.884	412	30,97
49	91.253	639	26,84	95.852	266	33,35	93.947	452	30,10

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 *(suite et fin)*

Table de mortalité : années 1986-1988

Mortalité générale *(Faux mort-nés inclus)*

Source : INSEE

Âge (1)	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)
50	90.670	704	26,01	95.597	291	32,44	93.074	496	29,23
51	90.032	780	25,19	95.319	314	31,53	92.612	545	28,38
52	89.330	863	24,38	95.020	339	30,63	92.107	599	27,53
53	88.559	943	23,59	94.698	369	29,73	91.555	653	26,69
54	87.724	1.036	22,81	94.349	394	28,84	90.957	711	25,87
55	86.815	1.131	22,05	93.977	415	27,96	90.310	767	25,05
56	85.833	1.221	21,29	93.587	448	27,07	89.617	827	24,24
57	84.785	1.307	20,55	93.168	484	26,19	88.876	886	23,43
58	83.677	1.404	19,81	92.717	527	25,31	88.089	955	22,64
59	82.502	1.522	19,09	92.228	563	24,45	87.248	1.027	21,85
60	81.246	1.644	18,38	91.709	604	23,58	86.352	1.105	21,07
61	79.910	1.754	17,68	91.155	653	22,72	85.398	1.182	20,30
62	78.508	1.871	16,98	90.560	702	21,87	84.389	1.258	19,54
63	77.039	2.000	16,30	89.924	758	21,02	83.327	1.347	18,78
64	75.498	2.135	15,62	89.242	827	20,18	82.205	1.442	18,03
65	73.886	2.305	14,95	88.504	903	19,34	81.020	1.558	17,29
66	72.183	2.495	14,29	87.705	992	18,51	79.758	1.689	16,56
67	70.382	2.685	13,64	86.835	1.109	17,69	78.411	1.833	15,83
68	68.492	2.908	13,01	85.872	1.232	16,88	76.974	1.997	15,12
69	66.500	3.173	12,38	84.814	1.352	16,09	75.437	2.174	14,42
70	64.390	3.462	11,77	83.667	1.498	15,30	73.797	2.375	13,72
71	62.161	3.784	11,17	82.414	1.676	14,53	72.044	2.607	13,05
72	59.809	4.137	10,59	81.033	1.866	13,77	70.166	2.856	12,38
73	57.335	4.474	10,03	79.521	2.099	13,02	68.162	3.122	11,73
74	54.770	4.893	9,48	77.852	2.376	12,29	66.034	3.445	11,09
75	52.090	5.418	8,94	76.002	2.710	11,57	63.759	3.843	10,47
76	49.268	5.990	8,42	73.942	3.093	10,88	61.309	4.285	9,87
77	46.317	6.658	7,93	71.655	3.534	10,21	58.682	4.797	9,29
78	43.233	7.325	7,46	69.123	4.019	9,57	55.867	5.329	8,73
79	40.066	8.077	7,00	66.345	4.570	8,95	52.890	5.929	8,20
80	36.830	8.857	6,58	63.313	5.230	8,35	49.754	6.604	7,68
81	33.568	9.715	6,17	60.002	5.968	7,79	46.468	7.356	7,19
82	30.307	10.687	5,78	56.421	6.827	7,25	43.050	8.216	6,72
83	27.068	11.663	5,41	52.569	7.723	6,74	39.513	9.106	6,28
84	23.911	12.785	5,06	48.509	8.662	6,27	35.915	10.068	5,85
85	20.854	13.901	4,72	44.307	9.678	5,81	32.299	11.075	5,45
86	17.955	15.216	4,41	40.019	10.837	5,38	28.722	12.238	5,07
87	15.223	16.620	4,11	35.682	12.138	4,98	25.207	13.524	4,71
88	12.693	18.089	3,83	31.351	13.728	4,60	21.798	15.024	4,37
89	10.397	20.073	3,56	27.047	15.462	4,25	18.523	16.790	4,05
90	8.310	22.094	3,33	22.865	16.934	3,93	15.413	18.361	3,77
91	6.474	23.818	3,13	18.993	18.454	3,63	12.583	19.868	3,50
92	4.932	24.594	2,95	15.488	19.977	3,34	10.083	21.135	3,24
93	3.719	25.410	2,76	12.394	21.688	3,05	7.952	22.573	2,98
94	2 774	27.469	2,52	9.706	24.088	2,76	6.157	24.866	2,70
95	2.012	30.467	2,29	7.368	27.172	2,47	4.626	27.907	2,43
96	1.399	33.881	2,07	5.366	30.246	2,21	3.335	31.034	2,18
97	925	36.324	1,88	3.743	33.476	1,95	2.300	34.043	1,94
98	589	37.861	1,67	2.490	36.064	1,68	1.517	36.454	1,68
99	366	39.891	1,38	1.592	40.138	1,35	964	40.041	1,36

(1) À l'âge indiqué. — (2) Pour 100.000 survivants.

TABLEAU B.02-16

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1987 (sauf indication contraire*)

Sources : EUROSTAT et annuaire ONU

Pays	Accroissement total	Taux pour 1.000 habitants				Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000 naisances)	Espérance de vie à la naissance	
		Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette		Hommes	Femmes
Allemagne (République fédérale d')	+2,9	10,5	11,2	6,3	2,1	0,66	0,64	8,3	71,5	(12) 78,1
Belgique	+1,1	*p* 11,9	*p* 10,7	5,7	2,0	(5) 0,75	(5) 0,73	*p* 9,7	70,0	(6) 76,8
Danemark	+0,8	11,0	11,3	6,1	2,8	0,72	0,71	8,3	71,8	(11) 77,6
Espagne	+4,2	(5) *p* 11,2	(5) *p* 7,9	(5) 5,3	0,5	(4) 0,79	(4) 0,77	*p* 9,0	72,5	(8) 78,6
France	+4,3	13,8	9,5	4,8	2,0	0,89	0,87	7,8	72,0	80,3
Grèce	*p* +1,9	*p* 10,7	*p* 9,6	*p* 6,6	*p* 0,9	0,73	0,71	11,7	72,2	(1) 76,4
Irlande	−0,9	*p* 16,6	8,8	5,1	—	1,13	1,11	7,9	70,1	(7) 75,6
Italie	+1,9	*p* 9,6	9,3	5,3	0,5	(2) *p* 0,64	(2) *p* 0,63	9,8	71,6	(3) 78,1
Luxembourg	+7,0	11,4	10,8	5,3	2,0	0,68	0,65	9,4	70,6	(13) 77,9
Pays-Bas	+6,8	12,7	8,3	6,0	1,9	0,76	0,75	7,6	73,0	(9) 79,6
Portugal	+3,9	12,0	9,3	7,0	0,9	0,76	0,74	14,2	70,7	77,5
Royaume-Uni	+2,7	13,6	11,3	7,0	2,9	0,88	0,87	9,2	71,7	(12) 77,5
Europe des Douze	+3,2	11,8	9,9	5,7	1,6	0,75	0,74	9,0	72,1	(3) 78,4
États-Unis	(14) +1,0	15,5	8,7	(5) 9,9	(4) 4,8	(3) 0,88	(3) 0,86	(5) 10,3	71,2	(4) 78,2
Japon	(14) +0,6	11,1	6,2	(5) 5,9	(4) 1,4	(4) 0,86	(4) 0,85	(5) 5,2	75,2	(5) 80,9
URSS	(14) +0,9	19,4	10,6	9,8	3,4	(10) 1,15	(10) 1,12	25,1	64,2	(9) 73,3

* Les notes appelées concernent les deux sexes : il s'agit de la dernière année disponible.

(1) 1980. — (2) 1983. — (3) 1984. — (4) 1985. — (5) 1986. — (6) 1979-1982. — (7) 1980-1982. — (8) 1980-1981. — (9) 1985-1986. — (10) 1980-1985. — (11) 1986-1987. — (12) 1984-1986. — (13) 1985-1987. — (14) 1980-1987.

TABLEAU B.02-17 A

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population (en valeur absolue)

Source : INSEE

Nombre

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces transcrits	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
			GUADELOUPE					
1980	326,9	1.603	450	6.425	123	2.143	118	4.282
1981	327,7	1.597	413	6.514	103	2.170	126	4.344
1982	328,7	1.576	426	6.652	107	2.135	103	4.517
1983	...	1.570	446	6.771	125	2.234	111	4.537
1984	...	1.653	488	6.675	83	2.239	119	4.436
1985	...	1.611	393	6.760	85	2.312	114	4.448
1986	...	1.709	511	6.380	93	2.239	99	4.141
1987	...	1.880	404	6.855	107	2.244	122	4.611
1988	...	1.868	387	7.126	107	2.228	92	4.898
1989	381,8	1.854	472	7.644	100	2.314	76	5.330
			GUYANE					
1980	68,2	205	27	1.933	56	468	64	1.465
1981	71,3	195	67	2.056	42	430	73	1.626
1982	74,1	269	39	2.379	58	492	85	1.887
1983	...	240	41	2.315	38	489	59	1.826
1984	...	309	28	2.317	57	491	61	1.826
1985	...	244	35	2.482	55	481	50	2.001
1986	...	332	34	2.392	61	491	53	1.901
1987	...	365	30	2.700	74	562	65	2.138
1988	...	325	42	2.887	55	526	71	2.362
1989	111,3	392	48	3.197	55	546	60	2.649
			MARTINIQUE					
1980	326,1	1.190	396	5.363	93	2.164	107	3.199
1981	326,3	1.199	386	5.427	84	2.062	89	3.365
1982	326,9	1.303	380	5.383	82	2.120	78	3.263
1983	...	1.354	327	5.679	72	2.197	77	3.482
1984	...	1.297	330	5.715	71	2.072	50	3.643
1985	...	1.331	375	5.719	81	2.157	79	3.562
1986	...	1.346	360	5.971	67	2.110	68	3.861
1987	...	1.537	357	6.338	84	2.146	67	4.192
1988	...	1.556	374	6.386	56	2.092	58	4.358
1989	357,6	1.571	288	6.571	67	2.157	62	4.408
			RÉUNION					
1980	507,8	3.057	369	12.302	272	3.258	193	9.036
1981	512,4	2.812	466	11.838	230	3.161	154	8.656
1982	518,3	3.036	439	11.964	229	3.048	156	8.196
1983	...	3.230	430	12.496	220	3.313	159	9.183
1984	...	3.331	510	13.116	216	3.064	237	10.052
1985	...	3.185	629	13.163	170	*r* 3.055	120	10.119
1986	...	3.165	785	12.797	189	*r* 3.065	135	9.734
1987	...	3.001	694	12.599	172	3.090	123	9.509
1988	...	3.354	*r* 623	13.561	166	3.163	89	10.398
1989	583,3	3.553	628	13.898	159	3.307	116	10.591

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990. — (2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-17 B

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population. — Taux pour 1.000 habitants (1)

Source : INSEE

Année	Pour 1.000 habitants				Mortalité infantile (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants)
	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Accroissement naturel (excédent de naissances)	Taux rectifié (2)
GUADELOUPE					
1980	9,8	19,7	6,6	13,1	18
1981	9,7	19,9	6,6	13,3	19
1982	9,6	20,2	6,5	13,7	15
1989	9,7	20,0	6,1	13,9	10
GUYANE					
1980	6,0	28,1	6,8	21,3	33
1981	5,5	28,8	6,0	22,8	36
1982	7,3	32,1	6,6	25,5	36
1989	7,0	29,2	4,9	24,3	19
MARTINIQUE					
1980	7,3	16,4	6,6	9,8	20
1981	7,3	16,6	6,3	10,3	16
1982	8,0	16,5	6,5	10,0	14
1989	8,8	18,4	6,0	12,4	9
RÉUNION					
1980	12,0	24,2	6,4	17,8	16
1981	11,0	23,1	6,2	16,9	13
1982	11,7	23,1	5,9	17,2	13
1989	12,2	23,8	5,7	18,1	8

(1) Les populations moyennes (donc les taux) 1979 et 1980 ont été rectifiées au vu des résultats du recensement de 1982. — (2) Le taux rectifié inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-18

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population (1)

Sources : INSEE et Institut territorial de la Statistique et des Études économiques

Année	Population en milieu de période	Nombre			Taux pour 1.000 (2)		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Natalité	Mortalité	Mortalité infantile (non rectifié)
1980	*r* 140.500	3.668	1.008	99	*r* 26,2	7,2	27,0
1981	*r* 142.650	3.950	*r* 912	*r* 70	27,7	6,4	*r* 17,7
1982	*r* 145.700	3.830	*r* 914	84	*r* 26,3	*r* 6,3	21,9
1983 *r*	178.700	3.832	848	64	25,8	5,7	16,7
1984 *r*	151.650	3.763	905	69	24,8	6,0	17,3
1985 *r*	154.450	3.619	851	53	23,4	5,8	14,6
1986 *r*	157.350	3.921	904	49	24,9	5,7	12,5
1987 *r*	160.500	4.122	913	58	25,7	5,7	14,1
1988	163.650	4.035	962	37	24,7	5,9	9,2
1989	166.650	3.945	990	44	23,7	5,9	11,2

(1) Révision fondée sur le recensement de 1989. — (2) Chiffres et taux rectifiés des enfants nés sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-19

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Source : INSEE et Institut territorial de la Statistique

Année	Population moyenne (en milliers)	Nombre			Taux pour 1.000 (1)			
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité (2)	Mortalité (2)	Accroissement naturel	Mortalité infantile (3)
1980 *r*	150,9	4.544	1.005	3.539	30,1	6,7	23,5	41
1981	*r* 155,5	4.771	966	3.805	*r* 30,7	6,2	*r* 24,5	41
1982	*r* 160,3	4.818	1.008	3.810	*r* 30,1	6,3	*r* 23,8	35
1983 *r*	165,1	5.001	932	4.069	30,3	5,6	24,6	23
1984 *r*	169,7	5.179	884	4.295	30,5	5,2	25,3	20
1985 *r*	174,1	5.411	991	4.420	31,1	5,7	25,4	23
1986 *r*	178,5	5.399	967	4.432	30,2	5,4	24,8	18
1987 *r*	182,9	5.401	1.053	4.348	29,5	5,8	23,8	20
1988	187,7	5.710	957	4.753	30,4	5,1	25,3	16
1989 *p*	192,5	5.364	1.021	4.343	27,9	5,3	22,6	16

(1) Jusqu'en 1982, chiffres et taux non rectifiés des enfants sans vie ayant respiré. — (2) Taux par rapport à la population moyenne. — (3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-20

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population (1)

Sources : INSEE et préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre				Taux pour 1.000 (2)		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel
1980	6,0	90	39	—	51	15,0	6,5	8,5
1981	6,0	109	50	1	59	18,1	8,3	9,8
1982	6,0	127	34	—	93	21,2	5,7	15,5
1983	6,1	81	25	—	56	13,3	4,1	9,2
1984	6,2	128	58	...	70	20,6	9,4	11,3
1985	6,3	95	50	—	45	15,1	7,9	7,1
1986	6,3	89	49	—	40	14,1	7,8	6,3
1987	6,3	82	50	—	32	13,0	7,9	5,1
1988	6,4	80	45	—	35	12,5	7,0	5,5

(1) Saint-Pierre-et-Miquelon : département d'outre-mer de 1976 à 1985 et collectivité territoriale à partir de 1985. — (2) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget.

Direction générale de l'INSEE, 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14, tél. : (1) 45 40 01 12 ou (1) 45 40 12 12.

1. Publications de l'INSEE

Les collections de l'INSEE, série D :

— N° 23 : « Données de démographie régionale en 1968 »;

— N° 31 : « Données de démographie générale. Population. Mortalité. 1931-1971 »;

— N° 41 : « Données de démographie générale. Nuptialité. 1931-1973 »;

— N° 49 : « Tables de mortalité de la population de la France pour la période 1966-1970 »;

— « La situation démographique. Années 1975-1976 » : n° 65; années 1977-1978 : n° 77; en 1979 : n° 88; en 1980 : n° 90; en 1981 : n° 94; en 1982 : n° 106; en 1983 : n° 109; en 1984 : n° 111; en 1985 : n° 120; en 1986 : n° 127; en 1987 : n° 131;

— N° 75 : « Mortalité infantile des générations 1961-1970 »;

— N° 82 : « Données de démographie régionale en 1975 »;

— N^{os} 85-86 : « Le divorce en France : 1981 ».

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier : « Bilan démographique de 19.. » — Numéros de mars, juin, septembre et décembre : statistiques trimestrielles de l'état civil);

— Annuaire statistique de la Martinique 1977-1980;

— Annuaire statistique de la Guadeloupe 1977-1980;

— Annuaire statistique de la Guyane 1977-1981;

— Annuaire statistique de la Nouvelle-Calédonie 1982;

— Publication relative au recensement de la population de 1982 (métropole) : *Premiers résultats.* — N° 21 : La fécondité par région et par nationalité en 1981-1982.

2. Autres publications

— Publications de l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris 14^{e}, tél. : (1) 43 20 13 45 :

Population et société (mensuel);

Population (bimestriel);

Travaux et documents;

— « Le divorce en France », La Documentation française, Paris 1973;

— « Statistiques démographiques 19.. » *Eurostat*;

— « *Annuaire démographique* » ONU;

— « Données statistiques sur la mortalité infantile à la Réunion », Service régional de l'INSEE, Saint-Denis, 1981;

— « Schéma de l'économie calédonienne 85 », volume 1 : démographie. Direction territoriale de la statistique et des études économiques, Nouméa, 1982.

Chapitre B.03

Mouvements migratoires

1. Migrations intérieures
2. Migrations extérieures

1. Migrations intérieures

Les migrations intérieures sont difficiles à appréhender et, bien qu'on ait beaucoup plus d'informations depuis 1962, on ne possède pas de statistiques complètes sur ce sujet.

Au recensement de la population de 1962, on a posé une question sur la résidence au 1er janvier 1954.

A ceux de 1975, de 1982 et de 1990, la même question a été posée concernant respectivement la résidence au 1er janvier 1968, au 1er janvier 1975 et au 1er janvier 1982.

On peut donc, par comparaison des résidences à chacune de ces dates, étudier les résultats des migrations intérieures pour les quatre périodes intercensitaires. Les enfants nés entre deux recensements ont reçu comme résidence antérieure fictive celle de leur mère.

On trouvera dans les diverses éditions de l'annuaire les principaux résultats des périodes intercensitaires précédentes : l'annuaire de 1967 pour la période 1954-1962, l'annuaire de 1970-1971 pour la période 1962-1968, l'annuaire de 1978 pour la période 1968-1975, les annuaires de 1984 et de 1985 pour la période 1975-1982. La bibliographie indiquée à la fin de ce chapitre contient quelques titres d'ouvrages spécialisés consacrés aux migrations intercensitaires.

D'autres informations relatives aux migrations sont disponibles dans les services de documentation des observatoires économiques régionaux. (Voir leur adresse dans les pages jaunes.)

Dans le système statistique français actuel, il n'existe aucune source de données permettant l'établissement des statistiques de migrations intérieures à l'horizon annuel.

2. Migrations extérieures

Les données proviennent essentiellement de deux sources :

— le recensement de la population, par dépouillement des réponses à la question sur la résidence au 1er janvier de l'année du précédent recensement;

— les statistiques obtenues par enregistrement des entrées d'étrangers et, pour ce qui est des Algériens et des ressortissants d'Afrique noire francophone, des entrées et des sorties.

21. Migrations extérieures d'après le recensement

La question sur la résidence au 1er janvier 1975 a permis de déterminer le nombre de personnes qui, recensées le 4 mars 1982 sur le territoire métropolitain, y sont arrivées depuis le 1er janvier 1975, soit 1.320.160 dont 760.020 étrangers. D'autres renseignements sont disponibles. On se reportera aux publications spécialisées signalées dans la bibliographie.

22. Migrations entre la France, l'Algérie et l'Afrique noire francophone

Les entrées et les sorties du territoire national des ressortissants algériens ou des pays d'Afrique noire francophone donnent lieu également à un comptage, par la direction des renseignements généraux, aux principaux points de débarquement aérien et maritime assurant les liaisons directes avec l'Afrique.

Ces mouvements de passagers ne semblent pas traduire correctement les flux migratoires et **ne sont plus repris dans l'annuaire.**

23. Autres migrations étrangères
(tableaux 1 à 3)

Pour celles-ci, il n'existe pas de statistiques complètes étant donné, notamment, l'impossibilité de connaître les sorties de France. On ne dispose donc que de statistiques partielles.

L'Office des migrations internationales (OMI) est chargé d'introduire et de placer les travailleurs salariés étrangers autres qu'algériens.

En principe, tous les étrangers venant chercher un emploi en France, sauf les commerçants, doivent passer par l'intermédiaire de l'OMI; mais y échappent, notamment, les personnes non actives, les étudiants, les touristes.

En outre, un certain nombre d'étrangers entrent clandestinement en France, mais leur situation est régularisée par la suite, toujours par l'intermédiaire de l'OMI et, pour cette raison, les tableaux 1 à 3 concernent l'ensemble des travailleurs introduits ou contrôlés (réguliers ou régularisés) et les membres de leurs familles.

Depuis le 9 novembre 1968, date de la mise en application du règlement n° 1612/68 du 15 octobre 1968 de la Communauté économique européenne relatif à la libre circulation, les employeurs français et les salariés italiens sont libres de recourir, ou non, à l'intervention de l'OMI. Pour les pays du Marché commun autres que l'Italie, l'OMI n'intervient pas. Toutefois, la délivrance d'une carte de séjour étant soumise à une visite médicale préalable, l'OMI peut, par ce biais, établir des statistiques d'entrées de travailleurs salariés en provenance des pays du Marché commun.

* * *

TABLEAU B.03-1

Étrangers et travailleurs salariés de la Communauté Économique Européenne introduits par l'OMI, par nationalité

Source : OMI

Nationalité	Travailleurs permanents et membres de leurs familles (1)						Travailleurs saisonniers
	Nombre de familles	Nombre total de personnes	Travailleurs	Membres des familles			
				Total (2)	dont		
					Conjoints	Enfants	
Allemande	1	1.122	1.119	3	1	2	—
Belge	—	868	868	—	—	—	—
Espagnole	11	299	275	24	10	14	42.073
Italienne	1	808	806	2	1	1	—
Marocaine	6.132	13.649	872	12.777	5.079	7.552	3.873
Portugaise	77	900	798	102	45	49	14.719
Tunisienne	1.793	3.161	408	2.753	1.517	1.215	606
Turque	2.881	5.311	120	5.191	2.623	2.550	—
Yougoslave	468	806	222	584	267	309	115
Autres	8.157	26.316	13.158	13.158	6.284	6.594	482
Total année 1989	**19.521**	**53.240**	(3) **18.646**	(4) **34.594**	**15.827**	**18.286**	**61.868**
Année 1988	16.418	43.939	14.594	29.345	13.868	15.114	70.547
Année 1987	14.983	39.000	12.231	26.769	13.193	13.242	76.647
Année 1986	15.850	38.378	11.238	27.140	14.146	12.689	81.670
Année 1985	19.122	43.504	10.959	32.545	17.022	14.873	86.180
Année 1984	21.678	51.426	11.804	39.621	19.336	19.349	93.220
Année 1983	23.103	64.250	18.483	45.767	20.460	24.011	101.857
Année 1982	22.563	144.358	96.962	47.396	19.755	26.125	107.084
Année 1981	19.836	75.022	33.433	41.589	17.444	23.136	117.542
Année 1980	20.029	59.390	17.370	42.020	17.775	23.223	120.436
Année 1979	19.865	56.695	17.395	39.300	17.547	20.730	124.715

(1) Sauf exception ou erreur, les familles des travailleurs CEE ne figurent pas dans la statistique. — (2) Y compris les ascendants et collatéraux. — (3) Y compris 3.054 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.) et 260 travailleurs introduits dans les DOM. — (4) Y compris 65 personnes introduites dans les DOM.

TABLEAU B.03-2

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Source : OMI

Âge	Ensemble des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	*dont :* mariés	Total	*dont :* mariées
Moins de 20 ans	338	198	9	140	2
20 à 24 ans	3.560	1.876	182	1.684	99
25 à 29 ans	5.589	3.595	933	1.994	311
30 à 34 ans	3.815	2.760	1.353	1.055	337
35 à 39 ans	2.267	1.743	1.139	524	186
40 à 44 ans	1.387	1.092	835	295	142
45 ans et plus	1.690	1.408	1.138	282	130
Total année 1989	(1) **18.646**	**12.672**	**5.589**	**5.974**	**1.207**
Année 1988	14.594	9.788	4.419	4.806	956
Année 1987	12.231	8.050	3.578	4.181	775
Année 1986	11.238	7.587	3.508	3.651	707
Année 1985	10.959	7.375	3.388	3.584	660
Année 1984	11.804	7.950	3.490	3.854	731
Année 1983	18.483	13.583	5.427	4.900	983
Année 1982	96.962	79.401	31.241	17.556	4.132
Année 1981	33.433	26.613	11.491	6.820	1.599
Année 1980	17.370	12.558	5.902	4.812	1.278
Année 1979	17.395	12.197	5.713	5.198	1.392

(1) Y compris 3.054 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.) et 260 travailleurs introduits dans les DOM.

TABLEAU B.03-3

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Source : OMI

Situation professionnelle	1984	1985	1986	1987	1988	1989									
						Total	Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougoslaves	Autres
Activité économique (1)															
Forêts	14	11	19	10	*r* 27	22	—	2	1	2	9	—	3	—	5
Agriculture, pêche	155	120	135	119	*r* 245	588	12	13	10	23	36	12	1	1	480
Combustibles minéraux solides	8	6	5	1	3	6	—	—	—	1	1	1	—	—	3
Autres industries extractives	6	11	5	6	6	10	2	—	—	—	1	—	—	—	7
Production et transformation des métaux (2)	812	809	870	861	1.074	1.294	87	44	60	61	28	15	10	33	956
Verre et matériaux de construction	54	41	66	35	54	67	4	11	5	5	—	2	1	—	39
Bâtiment et travaux publics	615	655	728	791	1.089	1.651	23	16	236	57	452	128	19	47	673
Autres industries	1.582	1.352	1.317	1.372	1.540	1.970	119	31	90	79	96	32	17	18	1.488
Commerce	3.121	2.899	2.923	3.142	3.575	4.224	307	11	440	224	49	84	17	38	3.054
Services	610	505	533	605	764	859	37	5	69	46	76	13	2	7	604
Autres activités (3)	4.733	4.549	4.637	5.289	6.217	7.955	528	142	388	374	50	121	50	78	6.224
Non déclarés	94	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	11.804	10.959	11.238	12.231	14.594	(4) 18.646	1.119	275	1.299	872	798	408	120	222	13.533
Profession															
Manœuvres	382	193	165	221	358	661	2	2	28	54	59	45	6	14	451
Ouvriers spécialisés	4.502	3.106	3.037	3.079	3.925	4.554	242	20	459	212	214	139	27	27	3.214
Ouvriers professionnels	3.573	4.021	3.751	4.771	5.340	6.802	534	65	527	360	476	112	48	112	4.568
Cadres et techniciens	3.253	3.638	4.285	4.160	4.971	6.629	341	188	285	246	49	112	39	69	5.300
Non déclarés	94	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	11.804	10.959	11.238	12.231	14.594	(4) 18.646	1.119	275	1.299	872	798	408	120	222	13.533

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI. — (2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement. — (3) Transports, banques, assurances, professions libérales, administrations, santé, enseignement et recherche. — (4) Y compris 3.054 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.) et 260 travailleurs introduits dans les DOM.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget.
  Direction générale de l'INSEE,
  18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14.
  Tél. : (1) 45 40 12 12.

Migrations intercensitaires :

— Recensement de 1962. Migrations 1954-1962, INSEE, Paris 1973.
— « Les migrations entre régions et au niveau catégories de communes de 1954 à 1962 », Les Collections de l'INSEE, série D, n° 4.
— « Les migrations intercensitaires de 1962 à 1968 », Les Collections de l'INSEE, série D, n° 39.
— « Principaux résultats du recensement de 1975 », Les Collections de l'INSEE, série D, n° 52.
— « Les migrations intérieures entre 1968 et 1975 », Économie et statistique, n° 107, janvier 1979.
— « Structure de la population totale », volume « Bordeaux », Recensement de 1982, INSEE.
— R.P. 1982, sondage au 1/20. « Les étrangers », INSEE, La Documentation française.

Migrations annuelles :

- OMI, 44, rue Bargue, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45 66 26 00.

— Statistiques de l'immigration, publication annuelle de l'OMI.

- Ministère de l'Intérieur :

— « Les étrangers en France », publication annuelle du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (direction de la Réglementation et du Contentieux).

- Autres organismes :

— « L'immigration en France en 19.. », supplément annuel au Bulletin mensuel des statistiques du travail, publié par le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (direction de la Population et de l'Émigration).
— « L'immigration en France en 19.. » (annuel). Rapport du SOPEMI, OCDE Paris.

Études :

— « La politique de l'immigration », Conseil économique et social, Avis et rapports, n° 6 du 23 mai 1975.
— « L'immigration étrangère en France de 1945 à 1973 », INED, Travaux et documents, cahier n° 71.
— « Les étrangers au recensement de 1975 », La Documentation française, Paris 1977.
— « Le dossier de l'immigration », ministère du Travail et de la Participation, secrétariat d'État à la Condition des travailleurs immigrés, Paris, novembre 1978.
— « Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » Économie et statistique, n° 149, novembre 1982. Article reprenant les « premières estimations » publiées en juillet 1982 sur le recensement de population du 4 mars 1982.
— « Démographie, immigration, naturalisation » La Documentation française, Paris, juin 1980.
— Recensement général de la population de 1975 : nationalité, Les Collections de l'INSEE, série D, n° 83.
— « Les migrations externes. Approches diverses de quelques aspects significatifs du fait migratoire en France », ministère des Affaires sociales et de la Solidarité. Revue française des Affaires sociales, n° spécial, avril-juin 1978.
— « L'immigration clandestine en France », ministère des Affaires sociales et de la Solidarité. Travail et Emploi, n° 17, juillet-septembre 1983.
— « Immigration clandestine. La régularisation des travailleurs « sans papiers » 1981-1982 », numéro spécial du Bulletin mensuel des statistiques du Travail, n° 106, décembre 1983.
— « Les étrangers en France », INSEE, Contours et caractères, 1986.
— « Évaluation des départs entre 1975 et 1982 », M. Lebon et M. Samora, Revue européenne de migrations, Poitiers 1984.
— Immigrés et étrangers en France, Tendances 1988/mi-1989, M. André Lebon, La Documentation française, 1989.

Chapitre B.04

Nationalité

1. Actes juridiques recensés

2. Acquisitions de la nationalité française

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Le dénombrement des étrangers au recensement de mars 1982 et les caractéristiques de cette population (sexe, âge, nationalité) sont repris dans le chapitre « État de la population », de l'édition 1984 de cet annuaire.

1. Actes juridiques recensés

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les acquisitions et pertes contrôlées par le *ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale* (direction de la Population et des migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le *Code de la nationalité française* tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, règlent actuellement les questions d'acquisition et de la perte de la nationalité française.

2. Acquisitions de la nationalité française

Les acquisitions volontaires de la nationalité française comprennent les acquisitions obtenues par décret et les déclarations de nationalité, à l'exclusion donc des acquisitions accordées de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de la majorité, incorporation dans l'armée).

« En particulier ne sont incluses dans les acquisitions volontaires, ni les attributions de la nationalité française (de plein droit à la naissance) pour certains enfants (enfants nés de parents dont au moins un est français ou enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France depuis le 1er janvier 1963 de parents nés en Algérie avant l'indépendance — ou encore enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière de la part d'un Français), ni les acquisitions à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

• *Les acquisitions obtenues par décret*

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser ces acquisitions. Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;

— les réintégrations de certains Français ayant perdu la nationalité française;

— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

• *Les déclarations de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer par décret que

---

Ce chapitre a été élaboré avec le concours du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

pour des motifs explicitement prévus par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France : enfant adopté (adoption simple) ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français : personne ayant joui de la possession d'état de Français pendant les dix dernières années;

— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;

— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;

— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française (certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier cette qualité dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit), et celles de reconnaissance (souscrites par les personnes qui souhaitent conserver la nationalité française que sans cette formalité elles perdraient en raison de l'accession à l'indépendance de leur territoire d'origine) font l'objet ici d'une inscription particulière.

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Les pertes et refus d'acquisition de la nationalité française contrôlés se divisent en trois catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui vont acquérir ou ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), options suisses, décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances;

— les refus d'acquisition de la nationalité française : déclarations pour décliner la nationalité française, décrets d'opposition à l'acquisition.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

* * *

TABLEAU B.04-1

Pertes, refus et acquisitions de la nationalité française par nature juridique

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
ENSEMBLE DES LIEUX DE RÉSIDENCES (1)										
Pertes et refus - Ensemble	**1.430**	**1.909**	**2.149**	**1.966**	(2) **1.815**	**2.059**	**1.905**	**2.533**	**1.750**	**2.095**
Acquisitions par décret	30.982	31.504	34.400	28.459	19.990	20.056	41.588	33.402	25.702	26.961
soit : naturalisations	20.164	20.203	21.541	18.073	13.213	13.635	26.902	21.072	16.205	16.762
réintégrations	1.562	1.977	2.811	2.349	1.557	1.599	2.708	1.986	1.649	2.251
mineurs (3)	9.256	9.324	10.048	8.037	5.220	4.822	11.978	10.344	7.848	7.948
Acquisitions par déclarations réellement acquisitives	15.808	20.599	19.611	20.368	19.705	15.517	19.089	22.566	16.052	27.338
Acquisitions - Ensemble	**46.790**	**52.103**	**54.011**	**48.827**	**39.695**	**35.573**	**60.677**	**55.968**	**41.754**	**54.299**
Déclarations de reconnaissance de la nationalité française	106	20	4	1	—	—	—	—	—	—
Déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française	20	26	19	8	19	2	11	7	4	14
FRANCE MÉTROPOLITAINE										
Acquisitions par décret	30.194	30.750	33.561	27.637	(4) 16.237	•	40.815	32.589	25 066	26.478
soit : naturalisations	19.651	19.714	20.997	17.603	(4) 10.742	•	26.399	20.616	15.827	16.477
réintégrations	1.553	1.968	2.800	2.329	(4) 1.276	•	2.698	1.967	1.633	2.238
mineurs (3)	8.990	9.068	9.764	7.705	(4) 4.219	•	11.718	10.006	7.606	7.763
Acquisitions par déclarations réellement acquisitives	(5) 14.202	(5) 17.685	•	•	•	14.709	17.415	20.133	15.518	26.081
Acquisitions-Ensemble	**44.396**	**48.435**	•	•	•	•	**58.230**	**52.722**	**40.584**	**52.559**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Non compris les pertes sous option au titre de la convention franco-suisse (art. 1er de la Convention franco-suisse). — (3) Compris aux décrets des parents. — (4) Pour 1983 les valeurs indiquées ne représentent pas la totalité des acquisitions par décret; pour la France métropolitaine, les données complètes ne peuvent pas être fournies. — (5) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française et les déclarations de reconnaissance de la nationalité française.

TABLEAU B.04-2

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

[Ensemble des lieux de résidences] (1)

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Nationalité antérieure	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (2)	1984 (2) (3)	1985 (2) (3)	1986 (2) (3)	1987 (2) (3)	1988 (2) (3)
Nationalités d'Europe (sauf URSS). Total	•	•	•	•	•	•	**7.603**	**14.445**	**10.778**	**7.472**	**7.130**
Allemands	281	217	171	233	174	103	93	132	93	70	52
Autrichiens	41	30	20	25	22	9	9	16	9	2	8
Belges	344	276	271	255	265	173	187	284	217	153	148
Britanniques	255	240	230	323	222	110	122	190	136	90	83
Bulgares	35	38	23	47	14	21	37	155	28	27	22
Espagnols	6.269	5.465	5.191	5.672	4.286	2.011	1.918	3.840	2.323	1.453	1.300
Grecs	180	181	156	126	103	58	77	104	60	46	28
Hongrois	180	164	111	93	92	57	96	108	89	51	33
Italiens	6.916	5.200	4.479	3.866	3.342	1.609	1.590	2.529	1.623	1.084	989
Luxembourgeois	12	20	4	10	5	2	9	13	2	3	8
Néerlandais	75	46	30	16	40	6	18	31	18	14	13
Polonais	1.469	1.125	946	1.025	798	441	577	828	579	501	673
Portugais	6.762	6.064	6.315	6.135	4.703	1.832	2.006	4.891	4.622	3.248	3.119
Roumains	154	155	122	109	171	46	138	206	150	137	164
Suisses	110	102	89	106	105	66	65	71	41	45	42
Tchécoslovaques	106	120	88	70	57	37	38	54	39	31	36
Yougoslaves	977	960	983	1.020	1.000	391	603	959	730	491	388
Autres nationalités d'Europe	•	•	•	•	•	•	20	34	19	26	24
Nationalités d'Afrique. Total	•	•	•	•	•	•	**3.373**	**6.809**	**5.408**	**4.584**	**5.599**
Algériens	987	1.198	1.688	2.499	2.004	1.140	1.268	1.933	1.492	1.328	2.038
Égyptiens	45	48	61	46	64	37	48	85	99	99	63
Marocains	1.080	1.249	1.446	1.889	1.693	764	858	1.997	1.693	1.402	1.634
Tunisiens	1.432	1.368	1.395	1.340	1.044	456	531	1.081	726	657	715
Autres nationalités d'Afrique	•	•	•	•	•	•	668	1.713	1.398	1.098	1.149
Nationalités d'Amérique	•	•	•	•	•	•	**447**	**1.013**	**822**	**620**	**519**
Américains des USA	30	22	22	19	26	16	12	38	19	14	17
Autres nationalités d'Amérique	•	•	•	•	•	•	435	975	803	606	502
Nationalités d'Asie-Océanie (sauf URSS). Total	•	•	•	•	•	•	**3.734**	**7.135**	**5.908**	**5.056**	**5.697**
Chinois	228	224	206	191	194	156	153	262	175	108	130
Libanais	311	521	679	653	651	358	429	621	552	520	563
Syriens	159	134	174	245	187	102	89	147	145	133	111
Turcs (4)	329	328	360	467	373	152	237	462	446	389	407
Vietnamiens	2.050	1.621	1.560	2.007	1.564	786	1.124	2.241	1.805	1.423	1.632
Autres nationalités d'Asie-Océanie	•	•	•	•	•	•	1.702	3.402	2.785	2.483	2.854
Soviétiques	**135**	**85**	**80**	**116**	**92**	**100**	**77**	**106**	**76**	**72**	**40**
Diverses ou non précisées	**3.153**	**3.781**	**4.604**	**5.797**	**5.168**	**3.731**	—	**102**	**66**	**50**	**28**
Ensemble	**34.105**	**30.982**	**31.504**	**34.400**	**28.459**	**14.770**	**15.234**	**29.610**	**23.058**	**17.854**	**19.013**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Pour les années 1983, 1984, 1985, 1986, 1987 et 1988, les enfants mineurs, dont le total s'élève à 5.220 pour 1983, à 4.822 pour 1984, à 11.978 pour 1985, à 10.344 pour 1986, à 7.848 pour 1987 et à 7.948 pour 1988, ne sont pas compris, la ventilation par nationalité n'ayant pu être effectuée. — (3) Le faible niveau des chiffres concernant les nationalités d'Océanie nous a amené à les regrouper avec les nationalités d'Asie. Il faut noter pour 1984, 1985, 1986, 1987 et 1988, quelques nationalités importantes qui ont pu être comptabilisées. — Autres nationalités d'Afrique : Togolais, pour 1984 : 99, pour 1985 : 270, pour 1986 : 176 et pour 1987 : 160, et pour 1988 : 163. Mauriciens, pour 1984 : 436, pour 1985 : 1.031, pour 1986 : 778, pour 1987 : 561, et pour 1988 : 542. — Autres nationalités d'Amérique : Haïtiens, pour 1984 : 99, pour 1985 : 352, pour 1986 : 251, pour 1987 : 180, et pour 1988 : 161. Chiliens, pour 1984 : 130, pour 1985 : 205, pour 1986 : 209, pour 1987 : 158, et pour 1988 : 114. — Autres nationalités d'Asie-Océanie : Cambodgiens, pour 1984 : 685, pour 1985 : 1.434, pour 1986 : 1.200, pour 1987 : 1.044, et pour 1988 : 1.224. Iraniens, pour 1984 : 98, pour 1985 : 138, pour 1986 : 160, pour 1987 : 176, et pour 1988 : 163. Laotiens, pour 1984 : 689, pour 1985 : 1.377, pour 1986 : 1.130, pour 1987 : 996, et pour 1988 : 1.123. — (4) Y compris Arméniens.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. Tél. : (1) 40 56 60 00.

Publications diverses :

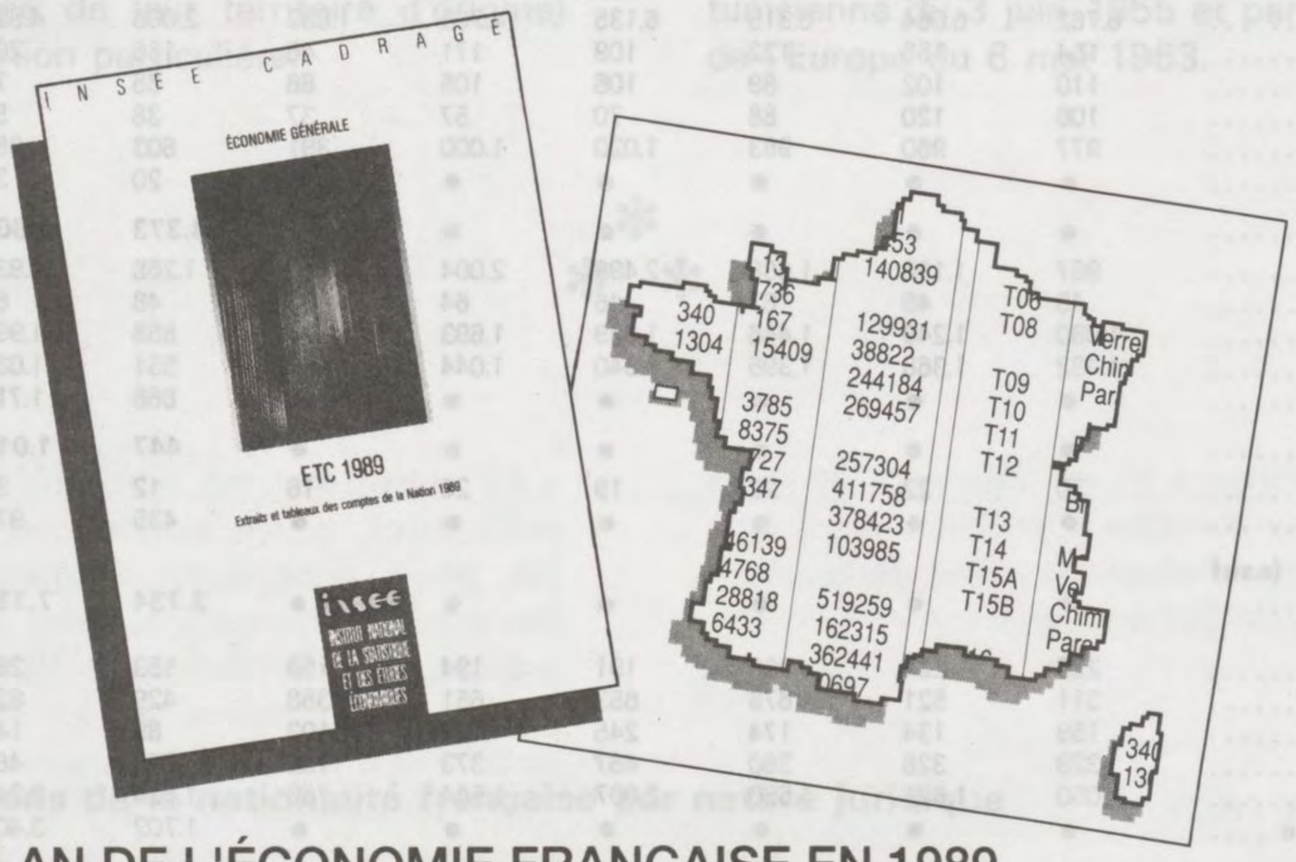
— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 », *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 septembre 1974, édité par la Documentation française.

— « La nationalité française », Textes et documents, ministère de la Justice, Paris, la Documentation française, 1985.

SPECIAL ENSEIGNEMENT

ETC 1989

ANIMEZ... ILLUSTREZ...
VOS COURS DE COMPTABILITÉ NATIONALE ET DE MACRO-ÉCONOMIE



- LE BILAN DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 1989
- LES PRINCIPAUX TABLEAUX ET RÉSULTATS EXTRAITS DES COMPTES NATIONAUX :

  TES - TOF - TEE - COMPTES DES SECTEURS INSTITUTIONNELS
- UNE APPROCHE PÉDAGOGIQUE :
  - ❍ DES EXEMPLES CONCRETS D'UTILISATION DES DONNÉES DE COMPTABILITE NATIONALE
  - ❍ UN LEXIQUE DES DÉFINITIONS ET RÈGLES COMPTABLES,
  - ❍ UN INDEX ALPHABÉTIQUE

BON DE COMMANDE

A RETOURNER à CNGP INSEE - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

❑ Je souhaite recevoir ___ exemplaire(s) de l'ouvrage **ETC 89,** Série INSEE Cadrage, format 21 x 29,7, 150 pages, au prix unitaire de **80 F** plus participation aux frais de mise à disposition : **10 F** par envoi France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom, Prénom _____
Société _____
Adresse complète _____
_____
Ci-joint un chèque de _____ FF à l'ordre de l'INSEE
Date : Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

C

Emploi, salaires et revenus

SPECIAL ENSEIGNEMENT

ETC 1989

ANIMEZ... ILLUSTREZ...
VOS COURS DE COMPTABILITÉ NATIONALE
ET DE MACRO-ÉCONOMIE

- LE BILAN DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 1989
- LES PRINCIPAUX TABLEAUX ET RÉSULTATS EXTRAITS DES COMPTES NATIONAUX :
  TES - TOF - TEE - COMPTES DES SECTEURS INSTITUTIONNELS
- UNE APPROCHE PÉDAGOGIQUE :
  ○ DES EXEMPLES CONCRETS D'UTILISATION DES DONNÉES DE COMPTABILITÉ NATIONALE
  ○ UN LEXIQUE DES DÉFINITIONS ET RÈGLES COMPTABLES
  ○ UN INDEX ALPHABÉTIQUE

BON DE COMMANDE

A RETOURNER à CNGP INSEE - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Je souhaite recevoir _____
29,7 x 150 pages, au prix unitaire de 80 F plus participation aux frais de :
France : 20 F par ouvrage Etranger : 40 F par ouvrage

Nom, Prénom _____
Société _____
Adresse complète _____
_____
Ci-joint un chèque de _____ FF à l'ordre de l'INSEE
Date : Signature :

Chapitre C.01

Population active
Emploi

1. Évaluation annuelle de la population active
2. Agents de l'État et des collectivités locales
3. Intérim et contrats à durée déterminée
4. Marché du travail
5. Départements d'outre-mer
6. Dépenses pour l'emploi

1. Évaluation annuelle de la population active

(tableaux 1 à 3)

La *population active résidente,* incluant ou non les militaires du contingent, peut être appréhendée de deux façons différentes : dans une première approche, celle implicitement retenue dans le tableau 1, on applique à la population totale résidente par sexe et âge des taux d'activité estimés d'après l'enquête emploi. Le tableau 1 fournit les taux d'activité au sens du *Bureau international du travail,* c'est-à-dire les rapports de la population active au sens du BIT à la population totale par sexe et âge. Ces taux sont ceux observés à l'enquête emploi de mars (ou avril-mai) de chaque année.

Dans une deuxième approche, celle suivie pour le tableau 2, on recense d'une part les personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique (cf. § 11 ci-après) et d'autre part les personnes au chômage, selon les recommandations du BIT (cf. § 12 ci-après).

Les estimations obtenues selon chacune de ces deux approches sont présentées dans le *Rapport annuel sur les comptes de la Nation.*

11. La population employée
(tableaux 4 à 6)

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

La prise en compte du recensement de la population de mars 1982 (résultats du sondage au 1/ 4) a entraîné une procédure de révision des séries publiées sur la période 1967-1984.

Les séries publiées à partir de la base au 31 décembre 1981 sont obtenues par application des indicateurs d'évolution issus essentiellement des statistiques de l'UNEDIC [Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce].

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC [Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce], classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
— statistiques fournies par le *ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,* en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Cette enquête de conjoncture permet, d'une part de compléter le champ des activités relevant du régime ASSEDIC, d'autre part de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
— données complémentaires et statistiques de source INSEE provenant principalement des recensements de la population et des enquêtes annuelles sur l'emploi.

Les recensements de la population fournissent, notamment, une répartition de la population employée (par conséquent, chômeurs et militaires du contingent exclus) suivant le sexe et l'activité économique principale des établissements employeurs, dont le regroupement constitue dans ce paragraphe les *secteurs d'établissement.*

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, dont la définition a été donnée dans « Présentation de la Comptabilité nationale française » (*Collections de l'INSEE,* 1976, n° 51, série C); alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale, la branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'*emploi intérieur* et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.
La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissement au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :

— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;
— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques UNEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement : cette information brute portant sur le seul champ d'application du régime est fournie dans le tableau 6.

12. Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la *population disponible à la recherche d'un emploi,* ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le *Bureau international du travail.* Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête. Le principe de cette mesure est décrit dans le n° 160 d'*Économie et Statistique :* « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » par M. Cézard.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du *Bureau international du travail* présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'*Agence nationale pour l'emploi* et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au

niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

2. Agents de l'État et des collectivités locales

(tableaux 7 à 13)

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. A partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les *fichiers automatisés de paie* a été mis en place pour les *personnels de l'État, des établissements publics nationaux* et des *établissements d'enseignement privé sous contrat.*

La collecte des données a eu lieu tous les deux ans de 1976 à 1982; elle est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la *catégorie statutaire* (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels, des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Les derniers résultats complets disponibles portent sur l'année 1986. Des résultats encore provisoires et moins détaillés sont également disponibles pour les années 1987 et 1988. On dispose également pour 1989 de comptages provisoires des effectifs employés par ministère, département, sexe et statut.

Depuis 1983, une enquête légère auprès de l'ensemble des *collectivités territoriales,* en métropole et dans les départements d'outre-mer, est organisée chaque année par l'INSEE afin de suivre l'évolution des effectifs employés au 31 décembre par statut, sexe, condition d'emploi et type de collectivité ou d'organisme. Les résultats au 31 décembre 1987 sont disponibles. Cette enquête inclut les offices publics d'HLM et les organismes de droit privé financés majoritairement par les collectivités locales mais ne concerne pas les personnels des établissements publics autonomes relevant du ministère des Affaires sociales (hôpitaux généraux ou spécialisés, hospices et maisons de retraite) : en effet, les enquêtes annuelles effectuées par ce ministère auprès des établissements sanitaires et sociaux, publics et privés, couvrent tous les aspects liés à leur activité et ont donc un volet « effectifs ».

Entre 1969 et 1983, les agents des collectivités territoriales *stricto sensu* (hôpitaux publics, offices d'HLM et organismes privés exclus) ont été étudiés à travers diverses enquêtes, de contenu et de champ variables, réalisées par l'INSEE et le ministère de l'Intérieur : 1976 et 1979 pour les personnels départementaux, 1973, 1977 et 1980 pour les personnels communaux, hors Paris. Ces enquêtes, dont certaines avaient la forme de recensements individuels, étaient limitées à la connaissance de l'emploi (grades, diplômes, formation, ...) : en dehors de l'indice hiérarchique de rémunération, elles n'ont apporté aucune information sur les salaires.

3. Intérim et contrats de travail à durée déterminée

(tableaux 14 à 19)

L'opération de *travail intérimaire* consiste à mettre à la disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet.

Le travail intérimaire (synonyme de « travail temporaire » ou d'« intérim ») est temporaire à deux *titres :*

— la *durée du travail* chez l'utilisateur est convenue à l'avance, *limitée dans le temps* et, selon la loi, la « mission » doit avoir une durée inférieure à vingt-quatre mois;
— le *contrat de travail* liant le salarié intérimaire à l'entreprise de travail intérimaire est également *temporaire* et *d'une durée égale à celle de la « mission ».*

L'entreprise de travail temporaire s'engage vis-à-vis de l'entreprise cliente sur une durée du travail et une qualification du personnel intérimaire et non sur la fourniture d'une prestation précise de biens ou services. Le personnel intérimaire effectue le travail sous la direction et la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

Ces caractéristiques, jointes à la durée temporaire du contrat de travail, permettent de distinguer le travail intérimaire des autres formes de mise à disposition de personnel : travail en régie (par exemple pour l'entretien, le nettoyage, le gardiennage...), délégation de personnel (une entreprise met un de ses salariés « permanents » à la disposition, temporaire ou permanente, d'une autre entreprise appartenant en général au même groupe, ...).

Le travail intérimaire n'a pris un développement important en France qu'à la fin des années soixante. La progression de ce type d'emplois a été depuis très forte.

Devant ce développement, les pouvoirs publics ont été amenés à réglementer la profession par la loi du 3 janvier 1972 (complétée par le décret de janvier 1973) et la loi du 2 janvier 1979, puis par l'ordonnance n° 82-131 du 5 février 1982 (complétée par les décrets n° 82-197 et n° 82-198 du 26 février 1982 relatifs aux formalités administratives et au taux de l'indemnité de précarité d'emploi). Ces mesures ont pour but de limiter le recours abusif aux emplois temporaires, de protéger les salariés intérimaires, de moraliser la profession. Elles ont été pérennisées par la suppression de l'article 16 de l'ordonnance n° 82-131 qui limitait l'application de celle-ci à trois ans (loi de ratification n° 85-10 du 3 janvier 1985).

De plus, la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985, portant diverses modifications d'ordre social, porte à 9 le nombre de cas de recours au travail temporaire.

La loi spécifie que l'activité de travail temporaire est exclusive, « toute activité de travail temporaire s'exerçant en dehors d'une telle entreprise est interdite ».

La loi limite les cas de recours au travail temporaire aux cas suivants :

Situation 1 : remplacement d'un salarié :

— salarié absent pour une durée limitée;
— attente de l'entrée en service effectif d'un nouveau salarié sous contrat à durée indéterminée;
— départ définitif d'un salarié précédant une restructuration.

Situation 2 : accroissement de l'activité de l'entreprise :

— surcroît exceptionnel et temporaire d'activité;
— tâche occasionnelle;
— commande exceptionnelle;
— travaux urgents.

Situation 3 : travaux temporaires par nature :

L'ordonnance n° 86-948 du 11 août 1986 stipule qu'une entreprise utilisatrice peut faire appel à des travailleurs intérimaires pour l'exécution temporaire de toute tâche précise et non durable. Mais elle supprime le nombre antérieur de cas de recours possibles à l'intérim :

— travaux saisonniers;
— emplois pour lesquels il est d'usage de recourir à l'intérim.

L'activité du travail temporaire est le fait, d'une part d'un grand nombre de petites entreprises, souvent à durée d'existence relativement courte, gérant un ou deux établissements, d'autre part d'un nombre restreint de grosses entreprises; elle tend à se concentrer autour de ces dernières, qui possèdent un rayonnement important, de par la multiplicité croissante de leurs agences.

Les exploitations statistiques réalisées par l'UNEDIC permettent de suivre la démographie des établissements de travail temporaire et les effectifs salariés correspondants. On notera que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Service des études et de la statistique) gère également un fichier de ces établissements et observe un certain nombre de données sur le travail intérimaire.

Dans les tableaux 16 à 18 issus de l'*Enquête-emploi,* on a rapproché les caractéristiques des travailleurs intérimaires de celles des personnes titulaires de contrats à durée déterminée.

Le *contrat de travail à durée déterminée* — particulièrement utilisé dans certains secteurs d'activité : réparation navale, forestage, déménagement, hôtellerie, enseignement, etc. — est un contrat écrit. Lorsqu'il comporte un terme fixé avec précision, il peut être renouvelé deux fois s'il comporte une clause le prévoyant, pour des durées au plus égales à la période initiale.

L'ordonnance n° 82-130 du 5 février 1982, modifiant les dispositions du Code du travail relatives au contrat à durée déterminée, ratifiée par la loi n° 85-10 du 3 janvier 1985 portant diverses dispositions d'ordre social, affirme le principe selon lequel le contrat de travail de droit commun est à durée indéterminée, le recours au contrat à durée déterminée étant limité à des cas où l'emploi à pourvoir ne présente manifestement pas un caractère permanent. La loi n° 85-772 du 25 juillet 1985, portant diverses modifications d'ordre social, porte à 12 le nombre de cas possibles de recours aux contrats à durée déterminée.

L'ordonnance n° 86-948 du 11 août 1986 stipule que les contrats à durée déterminée sont conclus :

— pour l'exécution d'une tâche précise et non durable;
— pour une durée qui ne peut le plus souvent dépasser vingt-quatre mois;
— par écrit.

Mais, comme pour l'intérim, elle supprime le nombre antérieur de cas de recours possibles (12) aux contrats à durée déterminée.

4. Marché du travail

(tableaux 20 à 24)

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des *directions départementales du Travail et de l'Emploi* ou des différentes agences locales pour l'emploi; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le *Service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.*

Le tableau 20 présente, pour les dernières années, les principaux résultats sur le chômage à travers un certain nombre d'indicateurs. D'autres données significatives de l'évolution du marché du travail sont fournies dans les tableaux 21 à 23.

Les *demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)* concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPFM), ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont également comptabilisés dans des catégories séparées, depuis le mois de mars 1983.

Les *offres d'emploi en fin de mois (OEFM)* sont les offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites.

Les *offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à durée déterminée (OETFM)* sont également décomptées dans des catégories séparées depuis le mois de novembre 1982.

Des *statistiques de flux* sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre (tableau 22).

Ces statistiques sont publiées, en données corrigées des variations saisonnières, dans le *Bulletin mensuel des statistiques du travail* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle) et le *Bulletin mensuel de statistiques* (INSEE).

Les statistiques du chômage indemnisé données dans le tableau 20 correspondent au système d'indemnisation du chômage mis en place à partir du 1er juillet 1979 et réformé à partir du 1er avril 1984.

Le système est présenté au chapitre C. 04 « Protection sociale ».

Les bénéficiaires des différents régimes de préretraite ne sont pas comptabilisés avec les demandeurs d'emploi en fin de mois. Aussi sont-ils exclus de la statistique des demandeurs d'emploi en fin de mois, ainsi que de celle du chômage indemnisé.

Le tableau 21 contient des informations concernant le chômage partiel et les licenciements économiques. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales du Travail et de l'Emploi lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de *chômage partiel,* ou du recueil des *demandes d'autorisations de licenciement.* La série des licenciements pour cause économique suspendue à partir de 1986 du fait du changement de réglementation concernant les licenciements économiques de moins de 10 salariés, a été remplacée par celle des demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE à la suite d'un licenciement économique.

5. Départements d'outre-mer
(tableaux 25 et 26)

Les taux d'activité sont calculés en rapportant dans chaque groupe d'âges les actifs (employés ou non) à l'effectif total du groupe d'âges. Les personnes n'ayant pas répondu, si elles sont actives ou non (activité non déclarée) sont donc exclues du calcul des taux d'activité. Les effectifs d'activité non déclarée ont cependant été fournis comme test de qualité des réponses.

Ont été considérées comme actives, les personnes qui, la *semaine précédant leur recensement :*

— ont exercé une activité rémunérée (même si la personne était en congé annuel payé ou en congé maladie);
— ont cherché du travail.

6. Le coût de la politique de l'emploi
(tableau 27)

Le tableau 27 vise à présenter un bilan du coût des politiques d'emploi. Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, mais également celles gérées par les autres administrations (ministères de l'Agriculture et de la Forêt, de l'Économie, des Finances et du Budget, de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, ministère chargé du Commerce et de l'Artisanat). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » (1) :

— *l'indemnisation du chômage total* comprend les prestations de chômage;
— *l'incitation au retrait d'activité* englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;
— *le maintien de l'emploi* recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du CIRI et le plan textile;
— *la promotion de l'emploi et création d'emploi* comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les emplois d'initiative locale et les travaux d'utilité collective;
— *l'incitation à l'activité* regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;
— *la formation professionnelle* reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;
— *le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail,* comptabilise principalement les dépenses de l'Agence nationale pour l'emploi.

1. Cf. sources de documentation.

TABLEAU C.01-1

Taux d'activité au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête-emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (en années révolues) au 1er janvier de l'année n + 1		1980		1981		■ 1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
15 à 19 ans	*(a)*	25,7	18,3	24,1	17,1	25,1	16,8	22,5	15,0	20,0	13,6	19,6	12,6	18,2	12,1	17,3	11,8	15,5	10,0	14,9	9,4
	(b)	23,7	18,3	22,4	17,1	22,5	16,8	20,6	15,0	17,9	13,6	17,6	12,6	16,5	12,1	15,7	11,8	14,3	10,0	13,6	9,4
De 20 à 24 ans	*(a)*	80,2	67,5	78,1	66,9	78,9	67,3	79,8	66,8	78,1	66,9	77,7	66,0	76,2	65,5	74,7	64,2	70,8	60,9	69,4	59,7
	(b)	71,2	67,5	68,8	66,9	69,5	67,3	69,9	66,8	69,0	66,9	68,1	66,0	66,3	65,5	65,7	64,2	60,4	60,9	60,1	59,7
De 25 à 29 ans	*(a)*	95,4	69,9	94,9	69,7	95,4	71,1	95,4	73,0	94,8	73,5	94,8	74,2	95,2	77,0	95,5	75,7	94,5	76,0	94,5	76,2
	(b)	95,1	69,9	94,6	69,7	95,0	71,1	95,0	73,0	94,2	73,5	94,3	74,2	94,8	77,0	94,9	75,7	94,0	76,0	93,8	76,2
De 30 à 34 ans		98,0	66,2	97,8	67,2	97,9	69,5	97,6	70,1	97,2	70,9	97,2	71,1	97,2	72,5	97,1	72,2	97,0	73,0	97,2	73,3
De 35 à 39 ans		98,2	63,8	97,8	66,0	98,1	67,3	98,0	67,9	97,8	69,8	98,0	70,9	97,9	72,2	97,8	71,9	97,5	73,0	97,3	73,3
De 40 à 44 ans		97,4	62,0	97,6	66,0	97,1	65,4	97,5	67,6	97,1	68,6	97,2	70,3	97,3	71,0	97,4	72,0	97,6	72,7	97,2	74,0
De 45 à 49 ans		96,5	58,4	96,2	58,6	96,0	62,6	95,9	64,1	96,1	65,3	95,9	65,9	95,7	67,1	95,4	67,8	95,7	68,1	95,6	69,0
De 50 à 54 ans		92,9	54,7	92,4	56,8	91,4	57,6	91,6	56,7	91,4	58,1	91,2	57,8	90,8	59,1	90,4	59,8	90,2	60,4	90,1	62,2
De 55 à 59 ans		80,9	47,3	79,5	46,6	75,6	46,1	71,0	43,7	68,1	42,9	67,8	42,8	69,4	43,1	67,3	44,6	67,3	45,3	68,1	44,7
De 60 à 64 ans		47,6	27,3	42,5	25,3	40,0	23,3	33,6	20,6	31,1	19,0	30,8	18,9	27,4	18,4	25,7	18,0	25,4	17,9	24,0	17,7
De 65 à 69 ans		14,3	6,8	13,0	6,0	11,1	4,9	10,1	4,6	11,0	5,9	10,7	5,0	9,6	4,6	8,2	4,4	8,0	4,0	7,4	4,2
De 70 à 74 ans		7,5	2,7	6,8	2,7	5,5	2,4	5,4	2,7	5,7	2,6	4,9	2,2	3,9	1,5	4,1	1,5	3,7	1,7	3,2	1,5
De 75 ans et plus		3,5	1,5	3,1	1,4	2,7	1,2	2,3	1,0	2,2	1,0	2,1	1,0	2,3	0,9	2,2	0,8	2,0	0,6	2,1	0,6
Ensemble	*(a)*	**71,0**	**44,0**	**70,2**	**44,2**	**69,7**	**45,1**	**68,7**	**45,0**	**68,0**	**45,4**	**67,7**	**45,4**	**67,2**	**46,0**	**66,5**	**45,8**	**65,7**	**45,6**	**65,5**	**45,8**
	(b)	**69,9**	**44,0**	**69,1**	**44,2**	**68,4**	**45,1**	**67,5**	**45,0**	**66,8**	**45,4**	**66,5**	**45,4**	**66,0**	**46,0**	**65,4**	**45,8**	**64,6**	**45,6**	**64,4**	**45,8**

(a) Y compris le contingent. — *(b)* Non compris le contingent.

TABLEAU C.01-2

Population active : actifs occupés et chômeurs. Moyennes annuelles

Source : INSEE

Unités : Millier
Taux en %

		1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
Salariés :											
Hommes		10.900,4	10.781,0	10.755,2	10.637,2	10.446,7	10.346,1	10.314,3	10.311,2	10.376,8	10.523,7
Femmes		7.155,8	7.191,6	7.311,2	7.412,7	7.463,8	7.542,9	7.638,6	7.731,5	7.843,7	7.988,2
Ensemble		**18.056,2**	**17.972,6**	**18.066,4**	**18.049,9**	**17.910,5**	**17.889,0**	**17.952,9**	**18.042,7**	**18.220,5**	**18.511,9**
Non salariés :											
Hommes		2.307,5	2.288,7	2.255,0	2.226,2	2.198,8	2.181,2	2.178,2	2.174,5	2.163,0	2.146,1
Femmes		1.274,0	1.250,6	1.232,8	1.204,5	1.177,6	1.154,9	1.128,3	1.108,7	1.096,6	1.089,4
Ensemble		**3.581,5**	**3.539,3**	**3.487,8**	**3.430,7**	**3.376,4**	**3.336,1**	**3.306,5**	**3.283,2**	**3.259,6**	**3.235,5**
Chômeurs (1) :											
Hommes		589,9	745,0	844,4	888,8	1.082,5	1.154,7	1.168,9	1.145,6	1.063,4	976,2
Femmes		877,0	1.005,1	1.078,4	1.085,0	1.240,6	1.287,5	1.320,6	1.386,1	1.346,8	1.335,9
Ensemble		**1.466,9**	**1.750,1**	**1.922,8**	**1.973,8**	**2.323,1**	**2.442,2**	**2.489,5**	**2.531,7**	**2.410,2**	**2.312,1**
Population active totale (1) :											
Hommes	*(a)*	14.062,4	14.082,4	14.120,3	14.011,6	13.984,2	13.938,0	13.911,7	13.882,4	13.864,1	13.900,1
	(b)	13.797,8	13.814,7	13.854,6	13.752,2	13.728,0	*r* 13.682,0	13.661,4	13.631,3	13.603,2	13.646,0
Femmes		9.306,8	9.447,3	9.622,4	9.702,2	9.882,0	9.985,3	10.087,4	10.226,3	10.287,1	10.413,5
Ensemble	*(a)*	**23.369,2**	**23.529,7**	**23.742,7**	**23.713,8**	**23.866,2**	**23.923,3**	**23.999,0**	**24.108,7**	**24.151,2**	**24.313,6**
	(b)	**23.104,6**	**23.262,0**	**23.477,0**	**23.454,4**	**23.610,0**	**23.667,3**	**23.748,7**	**23.857,6**	**23.890,3**	**24.059,5**
Taux de chômage :											
Hommes	*(a)*	4,2	5,3	6,0	6,3	7,7	8,3	8,4	8,3	7,7	7,0
	(b)	4,3	5,4	6,1	6,5	7,9	8,4	8,6	8,4	7,8	7,2
Femmes		9,4	10,6	11,2	11,2	12,6	12,9	13,1	13,6	13,1	12,8
Ensemble	*(a)*	**6,3**	**7,4**	**8,1**	**8,3**	**9,7**	**10,2**	**10,4**	**10,5**	**10,0**	**9,5**
	(b)	**6,3**	**7,5**	**8,2**	**8,4**	**9,8**	**10,3**	**10,5**	**10,6**	**10,1**	**9,6**

(a) Y compris contingent. — *(b)* Non compris contingent.
(1) Séries corrigées du fait du redressement de la série des enquêtes emploi 1975-1981, suite aux réestimations de population totale liées aux résultats du RP 1982.

TABLEAU C.01-3

Taux de chômage harmonisés dans sept pays de l'OCDE. Moyennes annuelles

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
Allemagne [République fédérale d'] (1)	3,0	4,4	6,1	8,0	■ *r* 7,1	7,2	6,4	6,2	6,1	5,5
France (1)	6,3	7,4	8,1	8,3	9,7	10,2	10,4	10,5	10,0	9,6
Italie	7,5	*r* 7,8	*r* 8,4	■ *r* 8,8	*r* 9,3	*r* 9,6	*r* 10,5	*r* 10,9	11,0	10,9
Royaume-Uni (1)	6,4	9,8	11,3	*r* 12,4	■ 11,7	11,2	11,2	*r* 10,2	8,3	6,4
Canada	7,4	7,5	10,9	11,8	11,2	10,4	9,5	8,8	7,7	7,5
États-Unis d'Amérique	7,0	7,5	9,5	9,5	7,4	7,1	6,9	6,1	5,4	5,2
Japon	2,0	2,2	2,4	2,6	2,7	2,6	2,8	2,8	2,5	2,3
CEE (1)	6,4	*r* 8,2	*r* 9,5	■ *r* 10,4	10,7	*r* 10,8	10,8	*r* 10,5	9,8	8,9
OCDE (1)	5,8	6,7	8,1	8,6	■ *r* 7,9	7,8	7,7	*r* 7,3	6,7	6,1

(1) Estimations du secrétariat de l'OCDE.

TABLEAU C.01-4

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	(1) S	317,3	303,2	298,6	287,8	279,8	276,3	271,1	267,3	265,4	269,0
		NS	1.503,6	1.457,1	1.405,5	1.362,8	1.323,0	1.284,4	1.236,2	1.183,7	1.138,2	1.094,2
		T	1.820,9	1.760,3	1.704,1	1.650,6	1.602,8	1.560,7	1.507,3	1.451,0	1.403,6	1.363,2
T 02	Industries de la viande et du lait	S	180,0	183,0	185,0	186,8	185,7	183,2	182,2	180,7	177,2	176,7
		NS	4,7	4,5	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,1	4,1
		T	184,8	187,5	189,4	191,1	190,0	187,5	186,4	184,9	181,3	180,8
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	S	358,5	357,5	358,1	358,1	355,4	352,5	351,6	348,9	348,6	349,2
		NS	83,4	83,6	84,4	85,6	86,5	86,0	85,3	84,4	82,5	81,4
		T	441,9	441,1	442,5	443,6	441,9	438,5	436,9	433,3	431,2	430,6
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	S	60,5	58,1	58,1	55,9	50,8	46,6	41,0	36,0	30,9	26,8
		NS	—	ε	—	—	—	—	—	—	—	—
		T	60,5	58,2	58,1	55,9	50,8	46,6	41,0	36,0	30,9	26,8
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	S	40,7	40,7	39,5	38,6	37,4	37,2	34,1	32,4	30,6	28,5
		NS	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
		T	40,8	40,8	39,6	38,6	37,5	37,3	34,2	32,5	30,7	28,6
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	S	190,5	195,4	207,7	212,8	212,4	210,7	210,9	211,2	209,7	207,8
		NS	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	190,8	195,7	208,0	213,1	212,7	211,0	211,2	211,5	210,0	208,1
T 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	S	170,0	161,9	157,9	152,9	143,4	136,8	127,2	115,1	105,7	101,5
		NS	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	170,2	162,1	158,1	153,1	143,6	137,0	127,4	115,3	105,9	101,7
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	S	73,0	70,7	70,5	67,4	64,9	63,6	61,7	60,4	57,9	57,7
		NS	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	73,3	70,9	70,7	67,6	65,1	63,8	61,9	60,6	58,1	57,9
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	S	185,4	177,6	171,0	161,2	151,3	145,3	140,5	138,3	140,1	140,5
		NS	9,4	9,0	8,8	8,4	8,0	8,0	8,0	8,1	8,1	8,2
		T	194,8	186,7	179,8	169,6	159,3	153,3	148,2	146,4	148,2	148,7

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-4 *(suite 1)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
		(1)										
T 10	Industrie du verre	S	68,0	65,8	64,7	62,9	59,0	57,0	55,3	54,4	54,6	55,2
		NS	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
		T	69,3	67,1	66,0	64,2	60,3	58,3	56,6	55,7	55,9	56,5
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	S	161,0	153,2	147,4	143,0	142,4	142,2	137,5	134,1	130,3	130,0
		NS	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
		T	161,6	153,8	148,0	143,6	142,9	142,6	138,0	134,6	130,8	130,5
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	S	179,2	176,0	177,0	177,7	176,4	176,6	175,8	173,6	177,4	180,9
		NS	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1
		T	180,8	177,5	178,3	179,0	177,6	177,8	176,9	174,8	178,6	182,0
T 13	Fonderie et travail des métaux	S	471,7	453,5	447,3	423,6	404,8	397,2	394,7	393,7	409,1	432,3
		NS	25,8	24,5	23,5	22,2	20,9	19,4	19,1	18,9	18,8	18,9
		T	497,6	478,0	470,9	445,8	425,7	416,6	413,7	412,6	427,9	451,2
T 14	Construction mécanique	S	520,4	501,7	490,7	468,5	452,1	442,0	424,9	413,1	417,6	425,7
		NS	25,8	25,9	26,2	26,6	26,0	24,1	23,3	22,9	22,5	22,4
		T	546,2	527,6	516,9	495,2	478,1	466,1	448,2	436,0	440,1	448,1
T 15 A	Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	S	481,3	480,0	483,7	480,1	476,4	472,6	467,2	455,3	452,5	458,5
		NS	5,3	5,3	5,2	5,0	4,9	4,9	4,9	4,9	4,8	4,8
		T	486,6	485,3	488,9	485,2	481,3	477,5	472,1	460,2	457,3	463,3
T 15 B	Production de biens d'équipement ménager	S	85,0	79,4	78,3	77,0	73,5	69,6	68,9	67,6	65,3	64,2
		NS	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
		T	85,7	80,0	78,9	77,6	74,0	70,1	69,5	68,1	65,8	64,7
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	S	500,4	470,2	464,1	453,5	424,4	397,2	377,5	362,6	355,6	356,4
		NS	2,0	1,9	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,7
		T	502,5	472,1	465,9	455,3	426,2	399,0	379,3	364,4	357,3	358,1
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	S	220,4	226,1	229,2	223,7	220,2	214,7	205,7	193,6	186,1	189,6
		NS	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
		T	221,4	227,0	230,1	224,5	220,9	215,4	206,5	194,3	186,8	190,3
T 18	Industries textiles et habillement	S	520,2	488,0	482,5	462,6	444,0	426,3	408,5	384,6	365,0	358,7
		NS	28,1	26,5	25,6	24,0	22,4	22,5	22,6	22,4	21,3	20,4
		T	548,3	514,4	508,1	486,6	466,4	448,8	431,1	407,0	386,3	379,1
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	S	109,3	102,3	101,6	97,8	92,8	89,1	85,8	78,3	74,4	73,0
		NS	5,2	5,0	4,8	4,6	4,5	4,3	4,2	4,1	4,0	4,0
		T	114,5	107,4	106,5	102,5	97,3	93,4	90,0	82,4	78,4	77,0
		(1)										
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	S	343,1	333,4	325,1	308,7	295,5	283,5	279,0	274,8	278,9	285,1
		NS	48,7	49,6	49,2	47,7	46,5	46,6	46,4	46,1	45,3	44,8
		T	391,9	383,0	374,3	356,4	342,0	330,1	325,3	320,9	324,2	329,9
T 21	Industries du papier et du carton	S	121,8	115,2	114,2	111,8	108,5	105,7	104,1	103,2	101,9	103,3
		NS	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
		T	123,0	116,3	115,3	112,8	109,4	106,5	104,9	104,0	102,7	104,1
T 22	Imprimerie, presse, édition	S	213,3	209,8	211,8	211,7	210,7	211,7	213,5	218,4	225,6	231,3
		NS	15,4	16,3	17,8	18,2	18,4	18,5	18,6	18,6	18,6	18,8
		T	228,7	226,0	229,5	229,9	229,1	230,2	232,1	237,0	244,2	250,1
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	S	225,9	217,7	216,0	208,5	206,1	199,7	201,1	202,6	208,5	216,1
		NS	3,0	3,0	2,9	2,8	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8
		T	228,9	220,7	219,0	211,3	208,8	202,5	203,9	205,4	211,3	218,9

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-4 *(suite 2)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	(1)	31 décembre 1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	S	1.477,8	1.436,5	1.380,3	1.287,6	1.201,9	1.178,2	1.187,2	1.201,1	1.234,0	1.253,5
		NS	351,5	350,5	342,4	333,4	324,1	320,3	321,5	322,7	323,0	323,0
		T	1.829,3	1.787,0	1.722,7	1.621,0	1.526,0	1.498,5	1.508,7	1.523,8	1.557,0	1.576,5
T 25	Commerce de gros alimentaire	S	267,4	264,7	263,7	261,3	256,3	249,8	247,6	247,7	244,8	241,4
		NS	30,7	30,3	30,1	30,3	30,5	31,2	31,4	31,4	31,1	31,0
		T	298,2	295,0	293,8	291,6	286,8	281,0	279,1	279,1	275,9	272,4
T 26	Commerce de gros non alimentaire	S	614,5	623,1	625,4	617,3	605,1	608,8	620,1	637,1	656,2	672,9
		NS	43,7	43,7	44,2	44,5	46,5	44,5	44,4	44,9	44,9	45,2
		T	658,2	666,8	669,7	661,8	651,6	653,2	664,4	682,0	701,1	718,1
T 27	Commerce de détail alimentaire	S	458,8	469,4	482,9	493,3	497,3	499,7	511,0	514,8	520,8	528,5
		NS	190,1	184,1	176,6	174,3	165,4	163,3	163,1	163,1	161,0	159,9
		T	648,9	653,5	659,5	667,6	662,7	663,0	674,2	677,9	681,8	688,4
T 28	Commerce de détail non alimentaire	S	633,7	633,9	641,7	634,5	617,5	616,1	626,9	640,4	653,6	667,0
		NS	307,8	304,2	311,3	302,9	303,2	307,1	311,7	316,7	315,8	316,8
		T	941,4	938,1	953,0	937,4	920,7	923,2	938,7	957,1	969,4	983,8
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	S	328,2	330,9	337,5	338,1	325,5	317,3	320,0	327,7	331,5	335,8
		NS	85,4	82,0	75,1	74,3	74,0	70,5	68,5	68,5	70,5	72,1
		T	413,6	412,9	412,6	412,3	399,5	387,8	388,4	396,2	402,0	407,9
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	S	388,6	401,0	414,8	426,5	428,6	434,4	451,8	469,0	488,0	512,1
		NS	208,2	211,5	217,2	219,2	222,8	224,4	233,1	240,1	247,8	254,1
		T	596,8	612,6	632,0	645,8	651,4	658,8	684,9	709,1	735,8	766,2
T 31	Transports	S	814,1	815,1	834,1	833,6	828,0	825,4	824,7	836,1	844,1	860,6
		NS	63,7	62,9	63,0	64,1	65,6	65,6	65,7	67,5	69,5	71,1
		T	877,8	878,0	897,1	897,7	893,6	891,0	890,4	903,6	913,6	931,7
T 32	Télécommunications et postes	S	455,5	463,5	479,2	485,2	486,2	485,4	480,8	477,5	473,7	472,5
		NS	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	455,8	463,8	479,5	485,5	486,5	485,7	481,1	477,8	474,0	472,8
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	S	880,8	893,4	875,1	876,0	897,4	946,2	987,9	1.083,5	1.200,4	1.297,5
		NS	172,8	172,9	173,4	178,9	176,1	182,4	184,0	191,4	198,8	205,3
		T	1.053,5	1.066,3	1.048,4	1.054,9	1.073,5	1.128,6	1.172,0	1.274,9	1.399,2	1.502,8
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	S	1.578,0	1.610,9	1.660,2	1.694,6	1.722,5	1.755,9	1.785,9	1.827,6	1.873,5	1.916,8
		NS	327,7	338,8	348,2	343,6	355,6	362,6	373,8	383,1	392,3	399,2
		T	1.905,7	1.949,7	2.008,4	2.038,2	2.078,1	2.118,5	2.159,7	2.210,7	2.265,8	2.316,0
T 35	Location et crédit bail immobiliers	S	64,1	65,5	65,0	65,6	67,9	67,6	68,7	68,3	69,7	70,9
		NS	3,5	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
		T	67,6	68,8	68,2	68,9	71,2	71,0	72,0	71,6	73,0	74,2
T 36	Assurances	S	140,9	144,0	148,6	151,3	155,3	154,9	157,3	158,0	159,0	160,1
		NS	4,2	4,2	4,1	4,1	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
		T	145,1	148,2	152,7	155,4	159,5	159,1	161,5	162,2	163,2	164,3
T 37	Organismes financiers	S	420,8	425,3	433,9	439,9	444,0	445,4	445,3	446,7	439,6	439,3
		NS	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	421,3	425,7	434,3	440,3	444,3	445,7	445,7	447,0	439,9	439,6
T 38	Services non marchands	S	3.679,3	3.746,9	3.858,2	3.932,8	3.975,3	4.187,4	4.203,7	4.220,6	4.244,9	4.253,0
		NS	6,8	5,7	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,9	6,0	6,0
		T	3.686,1	3.752,5	3.863,8	3.938,4	3.981,0	4.193,1	4.209,5	4.226,5	4.250,9	4.259,0
T 01 à T 38	**Total général**	**S**	**17.999,3**	**17.944,6**	**18.080,6**	**17.970,3**	**17.776,7**	**17.909,9**	**17.938,8**	**18.056,5**	**18.302,7**	**18.585,9**
		NS	**3.564,9**	**3.513,7**	**3.461,9**	**3.399,5**	**3.353,4**	**3.318,8**	**3.294,3**	**3.272,0**	**3.247,3**	**3.224,0**
		T	**21.564,2**	**21.458,3**	**21.542,5**	**21.369,9**	**21.130,1**	**21.228,7**	**21.233,1**	**21.328,5**	**21.550,0**	**21.809,9**

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-4 *(suite 3 et fin)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	(1)	31 décembre 1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
	Regroupements particuliers											
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	S	538,6	540,5	543,1	544,9	541,1	535,7	533,8	529,6	525,8	525,9
		NS	88,1	88,1	88,8	89,9	90,8	90,3	89,5	88,6	86,6	85,5
		T	626,7	628,6	631,9	634,7	631,9	625,9	623,3	618,2	612,4	611,4
T 04 à T 06	Énergie	S	291,6	294,3	305,3	307,2	300,6	294,5	286,0	279,6	271,2	263,1
		NS	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
		T	292,1	294,7	305,7	307,6	301,0	294,9	286,5	280,0	271,6	263,5
T 07 à T 11 T13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	S	1.476,8	1.415,7	1.389,2	1.331,4	1.280,4	1.247,5	1.222,1	1.201,7	1.208,2	1.236,6
		NS	41,9	39,9	38,6	36,6	34,7	33,1	32,8	32,6	32,5	32,9
		T	1.518,7	1.455,6	1.427,7	1.368,0	1.315,1	1.280,6	1.254,8	1.234,3	1.240,7	1.269,5
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	S	1.807,5	1.757,4	1.746,0	1.702,9	1.646,6	1.596,1	1.544,2	1.492,3	1.477,2	1.494,4
		NS	34,8	34,5	34,6	34,8	33,9	32,0	31,3	30,8	30,3	30,1
		T	1.842,3	1.791,9	1.780,6	1.737,7	1.680,5	1.628,1	1.575,5	1.523,1	1.507,5	1.524,5
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	S	1.365,1	1.309,5	1.297,9	1.258,6	1.219,4	1.187,2	1.162,6	1.129,7	1.121,1	1.129,0
		NS	99,1	98,8	98,8	95,8	93,0	93,1	93,0	92,4	90,4	89,1
		T	1.464,2	1.408,3	1.396,8	1.354,4	1.312,4	1.280,3	1.255,4	1.222,1	1.211,5	1.218,1
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	S	5.479,6	5.317,3	5.281,5	5.145,0	4.988,1	4.861,0	4.748,7	4.632,9	4.603,5	4.649,0
		NS	264,4	261,8	261,2	257,4	252,8	248,9	247,0	244,8	240,2	238,0
		T	5.744,0	5.579,1	5.542,7	5.402,4	5.240,9	5.109,8	4.995,6	4.877,7	4.843,7	4.887,0
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	S	6.957,4	6.753,7	6.661,8	6.432,6	6.190,0	6.039,2	5.935,9	5.834,0	5.837,5	5.902,5
		NS	615,9	612,3	603,6	590,9	576,9	569,2	568,5	567,5	563,2	561,0
		T	7.573,2	7.366,0	7.265,4	7.023,5	6.766,9	6.608,3	6.504,3	6.401,5	6.400,7	6.463,5
T 25 à T 28	Commerces	S	1.974,4	1.991,1	2.013,7	2.006,3	1.976,2	1.974,4	2.005,6	2.039,9	2.075,4	2.109,8
		NS	572,4	562,3	562,2	552,1	545,6	546,1	550,7	556,2	552,8	552,9
		T	2.546,8	2.553,4	2.575,9	2.558,4	2.521,8	2.520,4	2.556,3	2.596,1	2.628,2	2.662,7
T 31, T 32	Transports et télécommunications	S	1.269,6	1.278,6	1.313,3	1.318,8	1.314,2	1.310,8	1.305,5	1.313,7	1.317,8	1.333,1
		NS	64,0	63,2	63,3	64,4	65,9	65,9	66,0	67,8	69,8	71,4
		T	1.333,6	1.341,8	1.376,6	1.383,2	1.380,1	1.376,7	1.371,5	1.381,5	1.387,6	1.404,5
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands	S	3.175,6	3.236,3	3.287,6	3.335,2	3.374,0	3.453,8	3.545,6	3.707,8	3.893,3	4.062,2
		NS	794,1	805,2	813,8	816,0	828,5	839,9	859,4	883,1	909,4	930,7
		T	3.969,7	4.041,5	4.101,4	4.151,2	4.202,5	4.293,7	4.405,1	4.590,9	4.802,7	4.992,9
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	S	7.045,3	7.140,8	7.262,1	7.317,1	7.331,6	7.406,9	7.528,0	7.734,4	7.954,9	8.175,4
		NS	1.438,6	1.438,7	1.447,1	1.440,2	1.447,8	1.459,7	1.483,9	1.514,9	1.539,9	1.562,8
		T	8.483,9	8.579,4	8.709,2	8.757,3	8.779,4	8.866,6	9.012,0	9.249,3	9.494,8	9.738,2
T 25 à T 38	Tertiaire	S	10.724,7	10.887,6	11.120,3	11.249,9	11.306,9	11.594,3	11.731,8	11.955,0	12.199,8	12.414,4
		NS	1.445,4	1.444,3	1.452,7	1.445,8	1.453,5	1.465,4	1.489,7	1.520,8	1.545,9	1.568,8
		T	12.170,0	12.332,0	12.573,0	12.695,7	12.760,4	13.059,7	13.221,5	13.475,8	13.745,7	13.983,2
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	S	14.002,7	13.894,5	13.923,8	13.749,7	13.521,6	13.446,1	13.463,9	13.568,5	13.792,5	14.077,9
		NS	2.054,5	2.051,0	2.050,7	2.031,1	2.024,7	2.028,9	2.052,3	2.082,4	2.103,1	2.123,8
		T	16.057,2	15.945,5	15.974,6	15.780,8	15.546,3	15.474,9	15.516,3	15.650,9	15.895,6	16.201,7

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-5

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur (NAP niveau 40)	Intitulé du secteur	1984		1985		1986		*r* 1987		*p* 1988	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	229,7	50,1	224,6	51,7	217,3	53,8	214,3	53,0	212,4	53,0
T 02	Industries de la viande et du lait	128,6	57,1	126,8	56,4	126,0	56,2	124,1	56,5	120,8	56,4
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	226,4	129,0	224,4	128,1	223,4	128,2	220,0	129,0	217,8	130,9
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	48,5	2,3	44,4	2,2	39,1	1,9	34,4	1,6	29,4	1,5
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	29,6	7,7	29,4	7,9	26,9	7,2	25,6	6,8	24,1	6,5
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	172,1	40,3	171,3	39,4	171,1	39,9	170,4	40,8	169,0	40,7
T 07	Production de minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier	130,7	12,7	124,8	12,1	115,7	11,5	105,1	10,0	96,8	8,9
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	55,3	9,6	54,2	9,3	52,6	9,1	51,7	8,7	49,6	8,3
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	127,7	23,7	122,7	22,6	118,4	22,1	116,8	21,5	118,2	22,1
T 10	Industrie du verre	47,9	11,1	46,0	11,0	44,5	10,9	44,0	10,4	44,2	10,5
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	115,2	27,1	114,5	27,6	110,6	26,9	106,5	27,6	103,0	27,3
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	95,5	80,9	95,3	81,3	94,5	81,3	93,3	80,3	94,8	82,6
T 13	Fonderie et travail des métaux	325,9	78,9	320,5	76,7	319,6	75,1	320,0	73,7	333,4	75,7
T 14	Construction mécanique	367,5	84,6	358,7	83,3	343,8	81,0	334,0	79,2	337,4	80,3
T 15 A	Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	313,6	162,8	313,7	158,9	313,1	154,1	306,0	149,4	304,4	148,1
T 15 B	Production de biens d'équipement ménager	40,4	33,1	38,5	31,0	37,7	31,2	37,7	29,8	36,2	29,1
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	348,1	76,3	324,8	72,4	309,4	68,1	297,9	64,8	292,9	62,8
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	190,3	29,9	185,6	29,2	177,6	28,1	166,3	27,4	159,4	26,7
T 18	Industries textiles et habillement	145,6	298,4	140,6	285,7	135,8	272,7	130,2	254,4	125,0	240,0
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	36,0	56,8	34,1	55,0	32,6	53,1	30,0	48,4	28,3	46,1
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	205,2	90,3	197,4	86,1	195,6	83,4	194,5	80,3	197,8	81,0
T 21	Industries du papier et du carton	75,0	33,5	73,3	32,4	72,5	31,6	72,2	31,0	71,7	30,2
T 22	Imprimerie, presse, édition	132,8	77,9	133,4	78,4	134,1	79,3	136,5	81,9	139,3	86,3
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	143,9	62,3	139,8	59,9	141,9	59,2	143,6	59,0	148,3	60,2
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.113,7	88,2	1.090,1	88,1	1.098,3	89,0	1.110,0	91,1	1.137,8	96,2
T 25	Commerce de gros alimentaire	178,2	78,1	173,5	76,3	171,7	76,0	171,5	76,1	169,5	75,3
T 26	Commerce de gros non alimentaire	401,3	203,9	402,8	206,0	408,7	211,4	420,3	216,7	432,4	223,8
T 27	Commerce de détail alimentaire	216,7	280,5	216,5	283,2	220,5	290,6	219,8	295,1	220,2	300,5
T 28	Commerce de détail non alimentaire	218,8	398,8	217,0	399,1	221,1	405,9	226,4	414,0	232,7	420,9
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	266,4	59,2	259,1	58,2	261,0	59,0	267,3	60,4	269,4	62,1
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	214,4	214,3	219,7	214,7	230,4	221,5	240,6	228,4	248,9	239,1
T 31	Transports	681,9	146,1	675,2	150,2	670,7	154,0	676,9	159,3	679,6	164,5
T 32	Télécommunications et postes	286,5	199,7	285,0	200,3	282,3	198,6	278,6	198,9	276,4	197,3
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	436,0	461,4	466,2	480,0	484,2	503,7	538,1	545,4	610,0	590,4
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	468,7	1.253,8	473,5	1.282,4	477,0	1.308,9	487,9	1.339,8	501,5	1.372,0
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	33,3	34,5	32,9	34,7	33,3	35,4	32,7	35,6	33,2	36,6
T 36	Assurances	66,2	89,2	65,8	89,1	66,7	90,6	66,7	91,4	67,3	91,8
T 37	Organismes financiers	223,8	220,1	224,6	220,8	224,5	220,8	224,2	222,5	220,7	218,9
T 38	Services non marchands	1.784,7	2.190,6	1.877,0	2.310,4	1.866,5	2.337,2	1.858,3	2.362,3	1.851,4	2.393,4
T 01 à T 38	**Ensemble des activités**	**10.322,2**	**7.454,7**	**10.318,0**	**7.591,9**	**10.270,6**	**7.668,2**	**10.294,1**	**7.762,3**	**10.405,2**	**7.897,6**
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	355,0	186,1	351,2	184,5	349,4	184,4	344,2	185,4	338,4	187,4
T 04 à T 06	Énergie	250,2	50,3	245,1	49,4	237,1	49,0	230,4	49,1	222,5	48,7
T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	1.021,6	258,9	995,9	251,7	975,7	246,3	959,8	241,9	965,1	243,0
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	1.260,0	386,6	1.221,3	374,8	1.181,7	362,5	1.141,7	350,6	1.130,2	347,0
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	615,1	604,4	600,8	586,5	592,6	569,8	584,3	545,4	585,3	535,9
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	3.501,9	1.486,3	3.414,3	1.446,9	3.336,5	1.412,0	3.260,5	1.372,5	3.241,5	1.362,0
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	4.615,6	1.574,5	4.504,4	1.534,9	4.434,8	1.501,0	4.370,5	1.463,6	4.379,3	1.468,2
T 25 à T 28	Commerces	1.015,0	961,3	1.009,8	964,5	1.021,9	983,7	1.038,0	1.001,9	1.054,9	1.020,5
T 31, T 32	Transports et télécommunications	968,5	345,8	960,2	350,5	952,9	352,6	955,5	358,2	956,1	361,8
T 29, T 30, T 33 T 34	Services marchands	1.385,5	1.988,6	1.418,5	2.035,3	1.452,6	2.093,1	1.533,8	2.174,0	1.629,8	2.263,6
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	3.692,2	3.639,5	3.712,0	3.694,9	3.751,9	3.776,2	3.850,9	3.883,5	3.987,9	3.993,0
T 25 à T 38	Tertiaire	5.476,9	5.830,1	5.589,0	6.005,3	5.618,4	6.113,4	5.709,2	6.245,8	5.839,3	6.387,4
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	8.307,8	5,214,0	8.216,4	5.229,8	8.186,8	5.277,2	8.221,4	5.347,1	8.367,2	5.461,2
T 01 à T 38	Ensemble des activités	10.322,2	7.454,7	10.318,0	7.591,9	10.270,6	7.668,2	10.294,0	7.762,4	10.431,0	7.907,6

N.B. — La cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale près en raison d'arrondis effectués sur les résultats fournis par l'ordinateur.

TABLEAU C.01-6

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

(Ensemble, industrie, bâtiment, génie civil et agricole, tertiaire)

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* %

Taille de l'établissement	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*r* 1987	*p* 1988
Ensemble										
1 à 9 salariés	20,2	20,8	21,4	21,6	22,3	22,9	23,2	23,8	24,1	24,2
10 à 49 salariés	25,7	26,1	26,4	26,5	26,9	27,0	27,3	27,8	28,2	28,3
50 à 199 salariés	22,1	21,9	22,0	22,0	21,8	21,7	21,9	22,0	22,3	22,7
200 à 499 salariés	13,1	13,0	12,9	12,8	12,5	12,3	12,1	11,9	11,6	11,7
500 salariés et plus	18,9	18,2	17,3	17,1	16,5	16,1	15,5	14,5	13,8	13,1
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13.351**	**13.321**	**13.197**	**13.193**	**13.000**	**12.778**	**12.701**	**12.704**	**12.840**	**13.139**
dont :										
Industrie (1)										
1 à 9 salariés	7,1	7,4	7,8	7,9	8,3	8,8	9,2	9,6	9,9	10,1
10 à 49 salariés	17,6	17,9	18,3	18,5	18,9	19,2	20,0	20,7	21,3	21,8
50 à 199 salariés	22,9	22,8	23,0	23,2	23,4	23,3	23,6	24,0	24,5	24,7
200 à 499 salariés	18,5	18,7	18,7	18,5	18,2	18,1	18,2	17,9	17,7	17,8
500 salariés et plus	33,9	33,2	32,2	31,9	31,2	30,6	29,0	27,8	26,6	25,6
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	5.356	5.234	5.065	5.016	4.871	4.717	4.580	4.460	4.349	4.318
Bâtiment, génie civil et agricole										
1 à 9 salariés	26,7	27,3	28,1	28,8	30,4	31,6	31,5	31,6	31,8	31,5
10 à 49 salariés	33,2	33,3	33,5	33,7	34,5	34,8	35,0	35,4	35,8	36,0
50 à 199 salariés	23,6	23,2	22,8	22,9	22,0	21,4	20,9	21,0	20,8	21,1
200 à 499 salariés	10,3	9,8	9,7	9,0	8,6	7,4	7,5	7,3	7,3	7,3
500 salariés et plus	6,2	6,4	5,9	5,6	4,5	4,8	5,1	4,8	4,3	4,1
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	1.564	1.544	1.498	1.438	1.343	1.251	1.226	1.230	1.241	1.274
Tertiaire										
1 à 9 salariés	29,3	29,7	30,0	30,0	30,7	31,0	31,1	31,4	31,2	30,9
10 à 49 salariés	30,6	30,9	30,9	31,0	31,2	31,0	30,9	31,1	31,0	30,8
50 à 199 salariés	21,3	21,1	21,2	20,9	20,7	20,6	20,9	20,8	21,3	21,8
200 à 499 salariés	9,4	9,2	9,3	9,4	9,2	9,2	9,0	8,8	8,8	9,0
500 salariés et plus	9,4	9,1	8,6	8,7	8,2	8,2	8,1	7,9	7,7	7,5
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	6.400	6.504	6.592	6.700	6.766	6.791	6.878	7.002	7.240	7.518

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-7

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des organismes privés d'action centrale au 31 décembre 1986, par statut

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organisme et zone de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
		dont militaires	dont ouvriers d'État	dont militaires (1)		dont temps partiel	
						Mi-temps ou plus	Moins de mi-temps
1. *État :*								
11. Ministères civils :								
Métropole	1.888.880	1.499	236.715	15.686	25	2.125.595	188.828	55.642
dont PTT (2)	444.835	9	56.234	409	—	501.069	40.238	28.823
DOM-TOM	51.078	333	7.065	270	231	58.143	2.002	827
Étranger	15.398	1.067	14.277	2	2.681	29.675	313	165
Ensemble	**1.955.356**	**2.899**	**258.057**	**15.958**	**2.937**	**2.213.413**	**191.143**	**56.634**
12. Ministère de la Défense (Métropole, DOM-TOM, étranger)	309.217	273.016	136.630	90.280	31.245	445.847	5.552	131
Total État :								
Métropole	2.169.345	246.885	359.476	104.353	26.111	2.528.821	194.321	55.766
DOM-TOM	59.033	7.793	11.164	1.810	1.881	70.197	2.015	829
Étranger	36.195	21.237	24.047	75	6.190	60.242	359	170
Ensemble	**2.264.573**	**275.915**	**394.687**	**106.238**	**34.182**	**2.659.260**	**196.695**	**56.765**
2. *Établissements publics nationaux* (3) :								
Métropole	68.024	73	114.813	2.457	2	182.837	15.902	14.031
Métropole, DOM-TOM, étranger	70.220	88	120.053	2.459	205	190.273	16.176	14.225
3. *Organismes privés d'action centrale :*								
31. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	904	///	118.755	///	—	119.659	23.849	3.528
Métropole, DOM-TOM	922	///	122.405	///	—	123.327	24.137	3.561
32. Enseignement privé sous contrat :								
Autres personnels	...	///	...	///	///	54.748	27.000	
33. Autres organismes	...	///	...	///	///	35.000	11.000	
Total :								
Métropole	...	///	...	///	///	207.500	65.500	
Métropole, DOM-TOM	...	///	...	///	///	213.000	66.000	
4. *Entreprises publiques nationales, à statut d'établissement public* (4) :								
Métropole	...	...	...	...	...	501.900	9.500	
Métropole, DOM-TOM, étranger	...	...	...	...	...	506.400	9.500	

NB. — Le classement, à partir de 1988, en organismes d'action locale des établissements d'enseignement scolaire, publics ou privés, n'a pas été pris en compte dans ce tableau bien qu'il ait pris effet au 1er janvier 1986.

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques. — (2) Classé avec les grandes entreprises nationales en comptabilité nationale. — (3) Non compris les établissements classés dans la rubrique 3. — (4) SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, TDF, INA et huit établissements divers; les autres établissements publics nationaux industriels et commerciaux sont inclus dans la rubrique 2.

TABLEAU C.01-8

Effectifs des agents de l'État par statut, sexe et durée de travail

Situation au 31 décembre

(Hors Défense, y compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité* : Agent

Statut / Durée de travail	Hommes			Femmes			Ensemble		
	1984	*r* 1986	*p* 1988	1984	*r* 1986	*p* 1988	1984	*r* 1986	*p* 1988
Titulaires	**953.224**	**962.148**	**954.330**	**962.823**	**993.208**	**992.024**	**1.916.047**	**1.955.356**	**1.946.354**
Temps complet	945.454	951.637	942.889	847.802	856.090	848.858	1.793.256	1.807.727	1.791.747
Temps partiel	7.770	10.511	11.441	115.021	137.118	143.166	122.791	147.629	154.607
soit : 50 %	4.816	6.546	7.217	49.647	51.665	47.959	54.463	58.211	55.176
60 %	513	542	585	8.316	9.863	9.788	8.829	10.405	10.373
70 %	376	428	504	6.068	7.567	7.563	6.444	7.995	8.067
80 %	1.616	2.467	2.513	43.432	58.468	66.991	45.048	60.935	69.504
90 %	449	528	622	7.558	9.555	10.865	8.007	10.083	11.487
Temps partiel converti en équivalent temps complet	4.675	6.352	6.881	75.606	92.376	98.469	80.281	98.728	105.350
Autres personnels	**133.703**	**118.608**	**120.985**	**161.385**	**139.449**	**151.053**	**295.088**	**258.057**	**272.038**
Temps complet	100.554	85.855	85.332	92.576	72.054	76.493	193.130	157.909	161.825
Temps partiel	33.149	32.753	35.653	68.809	67.395	74.560	101.958	100.148	110.213
soit : 50 %	7.202	8.110	9.163	14.883	15.697	18.196	22.085	23.807	27.359
60 %	448	829	1.221	1.452	2.915	3.829	1.900	3.744	5.050
70 %	308	787	1.550	774	1.927	3.390	1.082	2.714	4.940
80 %	474	769	1.014	2.691	3.340	5.025	3.165	4.109	6.039
90 %	140	244	472	649	620	1.206	789	864	1.678
Autres agents employés à mi-temps ou plus (1)	5.903	2.745	1.669	14.674	5.531	3.478	20.577	8.276	5.147
Agents à moins de mi-temps	18.674	19.269	20.564	33.686	37.365	39.436	52.360	56.634	60.000
Temps partiel converti en équivalent temps complet	14.323	13.211	14.443	31.968	28.392	32.369	46.291	41.603	46.812

(1) Personnels horaires ou vacataires ou à quotité de service inconnue.

TABLEAU C.01-9

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut
Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
(Non compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* Agent

Ministères	Titulaires et militaires de carrière					Autres personnels					Ensemble				
	1980	1982	1984	r 1986	r 1988*	1980	1982	1984	r 1986	r 1988*	1980	1982	1984	r 1986	r 1988*
Éducation nationale	771.628	807.863	851.076	871.096	866.992	111.336	118.404	92.218	79.857	88.183	882.964	926.267	943.294	950.953	955.175
Universités	44.937	60.611	64.522	74.704	81.446	26.295	28.221	25.788	16.882	9.557	71.232	88.832	90.310	91.586	91.003
Jeunesse, Sports et Loisirs	27.004	4.940	4.477	5.482	6.267	3.901	3.205	2.596	2.397	1.538	30.905	8.145	7.073	7.879	7.805
Ensemble	**843.569**	**873.414**	**920.075**	**951.282**	**954.705**	**141.532**	**149.830**	**120.602**	**99.136**	**99.278**	**985.101**	**1.023.244**	**1.040.677**	**1.050.418**	**1.053.983**
dont :															
Enseignements 1er degré	298.165	304.079	315.862	318.080	312.210	6.307	5.705	1.298	639	540	304.472	309.784	317.160	318.719	312.750
Enseignements 2e degré	391.880	402.887	435.661	480.151	483.545	92.627	99.595	79.785	70.716	78.984	484.507	502.482	515.446	550.867	562.529
Enseignements supérieurs	54.685	56.456	60.423	70.286	77.176	27.037	27.583	25.175	16.475	9.179	81.722	84.039	85.598	86.761	86.355
Postes et Télécommunications	415.977	440.176	447.858	450.977	439.553	34.432	38.160	38.986	28.070	30.419	450.409	478.336	486.844	479.047	469.972
dont :															
Postes	261.228	277.299	279.344	283.865	275.365	27.572	30.588	31.736	22.462	26.348	288.800	307.887	311.080	306.327	301.713
Télécommunications	150.228	157.782	163.089	162.096	159.279	6.353	6.945	6.762	4.979	3.442	156.581	164.727	169.851	167.075	162.721
Économie, Finances et Budget	169.373	176.694	190.670	190.151	185.167	22.039	18.798	12.365	12.265	12.240	191.412	195.492	203.035	202.416	197.407
dont :															
Services extérieurs Impôts	78.820	82.891	88.135	87.176	84.437	9.587	7.534	5.020	4.719	5.093	88.047	90.425	93.155	91.895	89.530
Services extérieurs Trésor	53.785	55.540	60.907	60.959	59.459	5.975	4.918	1.009	1.344	1.380	59.760	60.458	61.916	62.303	60.839
Services extérieurs Douanes	19.102	20.074	21.406	21.144	20.516	304	249	145	147	166	19.406	20.323	21.551	21.291	20.682
INSEE	6.829	6.975	7.148	7.177	7.040	769	766	592	595	600	7.598	7.741	7.740	7.772	7.640
Intérieur et DOM-TOM	134.051	141.235	145.897	146 702	149.129	4.501	4.140	4.147	5.150	5.191	138.552	145.375	150.044	151.852	154.320
dont :															
Police nationale	109.271	117.002	119.942	120.575	120.204	2.932	2.415	2.320	2.124	2.058	112.203	119.417	122.262	122.699	122.262
Services des préfectures	18.562	17.654	19.028	19.253	21.151	579	718	262	1.619	1.713	19.141	18.372	19.290	20.872	22.864
DOM-TOM	1.579	1.516	1.692	1.648	2.000	498	424	607	621	604	2.077	1.940	2.299	2.269	2.604
Équipement Transports	81.609	84.150	85.710	87.151	87.456	28.410	27.910	26.548	24.482	(1) 35.018	110.019	112.060	112.258	111.633	(1) 122.474
soit :															
Équipement	69.980	71.550	72.760	74.097	75.713	25.052	24.539	23.351	20.841	(1) 31.705	95.032	96.089	96.111	94.938	(1) 107.418
Transports, Mer	11.629	12.600	12.950	13.054	11.743	3.358	3.371	3.197	3.641	3.313	14.987	15.971	16.147	16.695	15.056
Justice	37.743	42.423	45.117	46.605	47.769	3.165	2.796	1.559	1.131	1.267	40.908	45.219	46.676	47.736	49.036
dont :															
Services judiciaires	18.942	20.215	21.896	22.362	22.353	1.218	1.354	500	303	442	20.160	21.659	22.396	22.665	22.795
Services pénitentiaires	10.884	13.515	15.198	15.969	17.400	396	435	332	286	316	11.280	13.950	15.530	16.255	17.716
Éducation surveillée	5.926	6.106	5.315	5.442	5.194	1.002	480	320	178	162	6.928	6.586	5.635	5.620	5.356
Agriculture	18.517	20.087	19.784	23.472	24.537	13.040	12.609	11.490	7.654	6.851	31.557	32.696	31.274	31.126	31.388
dont :															
Services extérieurs	10.593	10.955	10.308	11.313	12.096	7.690	7.812	6.712	4.737	4.121	18.283	18.767	17.020	16.050	16.217
Enseignement agricole	6.616	7.824	8.250	10.757	11.046	4.611	4.031	4.073	2.428	2.278	11.227	11.855	12.323	13.185	13.324
Santé et Travail	22.239	24.269	24.882	22.458	21.886	3.675	3.919	3.544	2.767	3.266	25.914	28.188	28.426	25.225	25.152
dont :															
Services extérieurs Santé	13.274	14.319	14.463	11.626	10.997	1.859	2.223	2.092	1.659	1.901	15.133	16.542	16.555	13.285	12.898
Services extérieurs Travail	6.561	7.356	7.804	8.240	8.079	1.242	1.127	940	692	675	7.803	8.483	8.744	8.932	8.754
Relations extérieures	19.310	19.149	17.501	16.438	16.225	16.064	15.512	14.310	12.637	10.879	35.374	34.661	31.811	29.075	27.104
soit :															
Affaires étrangères	11.849	11.988	12.303	11.562	10.356	10.329	10.185	9.437	8.320	7.165	22.178	22.173	21.740	19.882	17.521
Coopération	7.461	7.161	5.198	4.876	5.869	5.735	5.327	4.873	4.317	3.714	13.196	12.488	10.071	9.193	9.583
Culture	5.888	8.015	8.814	9.548	9.663	2.331	2.914	2.461	2.408	2.513	8.219	10.929	11.275	11.956	12.176
Industrie, Commerce	3.721	3.993	4.417	4.977	5.067	1.865	3.501	3.491	3.003	3.114	5.586	7.494	7.908	7.980	8.181
Anciens combattants	4.580	4.575	4.432	4.170	3.907	800	706	521	509	481	5.380	5.281	4.953	4.679	4.388
Services du Premier ministre	780	851	890	1.425	1.290	3.890	2.238	2.704	2.211	1.521	4.670	3.089	3.594	3.636	2.811
Ensemble ministères civils	**1.757.357**	**1.839.031**	**1.916.047**	**1.955.356**	**1.946.354**	**275.744**	**283.033**	**242.728**	**201.423**	**212.038**	**2.033.101**	**2.122.064**	**2.158.775**	**2.156.779**	**2.158.392**
Défense	304.494	311.040	309.007	309.217	...	149.392	145.678	143.352	136.499	...	453.886	456.718	452.359	445.716	...
Tous ministères	**2.061.851**	**2.150.071**	**2.225.054**	**2.264.573**	...	**425.136**	**428.711**	**386.080**	**337.922**	...	**2.486.987**	**2.578.782**	**2.611.134**	**2.602.495**	...

* L'année 1988 est susceptible de révision.
(1) Y compris 13.900 agents transférés des départements à l'État.

TABLEAU C.01-10

Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire (A, B, C, D) et sexe

(Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* Agent

	Les deux sexes				Hommes				Femmes			
	1980	1982	1984	1986	1980	1982	1984	1986	1980	1982	1984	1986
Tous agents	**2.486.987**	**2.578.782**	**2.611.134**	**2.602.495**	**1.426.171**	**1.458.163**	**1.457.557**	**1.445.779**	**1.060.816**	**1.120.619**	**1.153.577**	**1.156.716**
dont : A	591.289	614.323	637.180	655.370	361.572	369.796	378.481	385.452	229.717	244.527	258.699	269.918
B	884.090	913.137	919.839	914.602	476.688	486.905	488.885	482.602	407.402	426.232	430.954	432.000
C et D	1.004.666	1.048.528	1.045.824	1.027.360	584.837	600.139	584.330	575.877	419.829	448.389	461.494	451.483
dont : personnels enseignants (1)	814.137	841.759	852.099	854.965	338.291	346.937	350.774	350.011	475.846	494.822	501.325	504.954
soit : A	404.337	419.108	437.317	451.857	206.796	212.414	220.794	227.453	197.541	206.694	216.523	224.404
B	409.788	422.644	414.774	403.104	131.485	134.517	129.974	122.554	278.303	288.127	284.800	280.550
C et D	12	7	8	4	10	6	6	4	2	1	2	—
dont : personnels non enseignants	1.672.850	1.737.023	1.759.035	1.747.530	1.087.880	1.111.226	1.106.783	1.095.768	584.970	625.797	652.252	651.762
dont : A	186.952	195.215	199.863	203.513	154.776	157.382	157.687	157.999	32.176	37.833	42.176	45.514
B	474.302	490.493	505.065	511.498	345.203	352.388	358.911	360.048	129.099	138.105	146.154	151.450
C et D	1.004.654	1.048.521	1.045.816	1.027.356	584.827	600.133	584.324	575.873	419.827	448.388	461.492	451.483
dont : titulaires civils	1.785.800	1.869.377	1.947.131	1.988.658	911.794	942.078	963.752	973.079	874.006	927.299	983.379	1.015.579
dont : A	480.425	497.587	536.536	564.449	280.297	286.632	301.933	312.734	200.128	210.955	234.603	251.715
B	582.182	607.711	625.989	628.768	232.089	241.402	247.372	248.067	350.093	366.309	378.617	380.701
C et D	723.193	764.079	784.576	795.441	399.408	414.044	414.429	412.278	323.785	350.035	370.147	383.163
dont : militaires	314.241	316.485	312.829	310.097	297.896	300.145	295.611	291.769	16.345	16.340	17.218	18.328
soit : officiers	47.086	46.600	45.361	44.661	46.200	45.687	44.363	43.405	886	913	998	1.256
sous-officiers	204.607	207.228	208.152	206.906	193.316	194.755	195.580	193.396	11.291	12.473	12.572	13.510
hommes du rang	62.548	62.657	59.316	58.530	58.380	59.703	55.668	54.968	4.168	2.954	3.648	3.562

NB. : Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.

(1) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-11

Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

(Non compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* %

	% de femmes parmi les effectifs totaux				% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins				% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel			
	1980	1982	1984	1986	1980	1982	1984	1986	1980	1982	1984	1986
Statuts :												
Titulaires civils	48,9	49,6	50,5	51,1	4,8	7,6	11,9	13,8	96,4	94,9	93,5	92,9
Non-titulaires civils (1)	44,1	45,0	43,6	40,4	19,1	20,5	23,5	25,6	69,0	71,3	71,2	68,6
Tous personnels civils	**48,1**	**48,8**	**49,4**	**49,7**	**7,1**	**9,6**	**13,5**	**15,1**	**82,1**	**85,3**	**87,1**	**87,2**
Militaires	5,1	5,2	5,5	5,9	—	—	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**42,5**	**43,4**	**44,2**	**44,4**	**7,0**	**9,5**	**13,3**	**14,8**	**82,1**	**85,3**	**87,1**	**87,2**
Catégories statutaires (civils) :												
A	42,0	42,9	43,5	44,0	9,3	10,6	13,3	13,7	79,8	84,1	83,5	83,8
B	58,3	58,6	58,8	59,1	5,0	7,0	10,6	12,3	77,5	80,0	83,4	83,3
C et D	44,1	45,2	46,4	46,2	7,4	11,4	16,1	18,3	87,6	89,6	91,5	91,8
Ministères (regroupés) :												
Education, universités, jeunesse et sports	61,0	61,3	61,3	61,5	7,0	8,2	10,8	11,7	81,6	83,4	84,4	84,6
PTT	37,5	39,2	40,1	40,0	7,6	12,6	17,1	18,8	85,0	88,1	89,2	88,5
Économie, Finances et Budget	58,2	59,2	60,1	60,6	9,8	16,1	23,0	26,2	89,6	94,0	94,5	95,4
Intérieur	16,3	17,1	18,2	19,4	3,6	5,5	11,4	14,5	93,5	74,5	91,2	85,1
Équipement, logement et transports	21,4	22,0	22,7	22,8	8,8	11,8	20,2	22,9	78,0	81,3	80,3	82,4
Justice	47,4	48,8	51,7	50,1	4,5	5,5	11,3	15,0	85,6	88,4	93,3	95,9
Agriculture	39,8	40,8	42,0	43,2	7,2	9,6	16,8	19,1	53,6	59,2	70,7	75,3
Santé et travail	75,8	76,5	76,8	74,8	7,7	12,2	19,3	22,7	92,1	94,6	95,3	95,3
Culture	46,5	50,1	51,0	51,0	8,7	9,2	14,9	16,5	74,0	72,5	79,3	80,1
Ensemble des ministères civils	**49,3**	**50,0**	**50,5**	**50,7**	**7,3**	**9,9**	**13,8**	**15,3**	**82,1**	**85,3**	**87,1**	**87,4**
Défense	12,7	13,0	13,9	13,8	1,5	2,6	5,2	7,3	79,4	85,4	87,2	80,4

(1) Y compris ouvriers d'État.

TABLEAU C.01-12

Effectifs des agents des collectivités territoriales (hors T.U.C.*) au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Agent

Organismes	À temps complet			À temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non titulaires	Total	Titulaires	Non titulaires	Total	
Collectivités territoriales							
Métropole et départements d'outre-mer							
1. Organismes régionaux et départementaux :							
Régions	2.088	1.911	3.999	143	163	306	**4.305**
Départements	77.113	50.424	127.537	15.018	6.874	21.892	**149.429**
dont : Assistantes maternelles à domicile	—	39.687	39.687	—	626	626	**40.313**
Préfecture de police de Paris (1)	4.171	582	4.753	226	47	273	**5.026**
Services départementaux d'incendie et de secours (2)	12.965	335	13.300	95	30	125	**13.425**
Autres établissements publics départementaux	6.880	1.062	7.942	542	548	1.090	**9.032**
Ensemble au 31 décembre 1988	**103.217**	**54.314**	**157.531**	**16.024**	**7.662**	**23.686**	**181.217**
soit : Hommes	39.584	8.065	47.649	372	1.423	1.795	**49.444**
Femmes	63.633	46.249	109.882	15.652	6.239	21.891	**131.773**
dont : Métropole, les deux sexes	97.797	51.255	149.052	15.952	7.442	23.394	**172.446**
2. Organismes communaux et intercommunaux :							
Communes	508.101	85.551	593.652	72.534	98.945	171.479	**765.131**
Bureaux d'aide sociale et caisses des écoles	28.123	10.926	39.049	5.433	24.290	29.723	**68.772**
Communautés urbaines et districts	25.510	1.509	27.019	1.291	860	2.151	**29.170**
Syndicats de communes à vocation multiple	8.739	1.339	10.078	1.291	3.082	4.373	**14.451**
Syndicats de communes à vocation simple	12.146	2.870	15.016	4.415	4.556	8.971	**23.987**
Autres établissements publics locaux	697	193	890	72	40	112	**1.002**
Ensemble au 31 décembre 1988	**583.316**	**102.388**	**685.704**	**85.036**	**131.773**	**216.809**	**902.513**
soit : Hommes	330.114	44.511	374.625	11.807	22.178	33.985	**408.610**
Femmes	253.202	57.877	311.079	73.229	109.595	182.824	**493.903**
dont : Métropole, les deux sexes	577.349	83.753	661.102	84.599	119.797	204.396	**865.498**
3. Organismes divers :							
Chambres d'agriculture, de commerce et de métiers (3)	26.109	4.588	30.697	1.946	6.518	8.464	**39.161**
Établissements publics nationaux (4)	101	1.108	1.209	—	132	132	**1.341**
Associations syndicales autorisées	464	157	621	569	468	1.037	**1.658**
Organes privés d'action locale	2.560	11.894	14.454	1.134	9.163	10.297	**24.751**
Offices publics d'HLM	16.813	8.013	24.826	1.129	2.428	3.557	**28.383**
Caisses de crédit municipal	868	416	1.284	38	18	56	**1.340**
Établissements publics industriels et commerciaux (5)	5.406	11.591	16.997	522	1.989	2.511	**19.508**
Ensemble au 31 décembre 1988 (1 + 2 + 3)	**738.854**	**194.469**	**933.323**	**106.398**	**160.151**	**266.549**	**1.199.872**
soit : Hommes	401.717	74.786	476.503	13.434	29.951	43.385	**519.888**
Femmes	337.137	119.683	456.820	92.964	130.200	223.164	**679.984**
dont : Métropole, les deux sexes	726.434	170.718	897.152	105.859	147.510	253.369	**1.150.521**
Ensemble au 31 décembre 1987 (1 + 2 + 3) *r*	**743.680**	**184.628**	**928.308**	**101.378**	**161.118**	**262.496**	**1.190.804**
soit : Hommes *r*	404.528	67.409	471.937	12.909	29.406	42.315	**514.252**
Femmes *r*	339.152	117.219	456.371	88.469	131.712	220.181	**676.552**
dont : Métropole, les deux sexes *r*	730.358	162.230	892.588	100.840	149.536	250.376	**1.142.964**

* Travaux d'utilité collective.

(1) Uniquement budget spécial de la ville de Paris. — (2) Y compris sapeurs-pompiers de Paris (5.855) et marins-pompiers de Marseille (1.239). — (3) Situation au 31 décembre 1985 : sont classés en titulaires les personnels sous statut des services administratifs et les personnels sous convention collective des services « industriels et commerciaux » ou d'« enseignement-formation ». — (4) Situation au 31 décembre 1987 : uniquement agences financières de bassins (1.000), centres régionaux de la propriété forestière (292) et syndicat des transports parisiens (49). — (5) Dont offices publics d'aménagement et de construction (9.637).

TABLEAU C.01-13

Effectifs des personnels régionaux et départementaux, communaux et intercommunaux

Source : INSEE — *Unité :* Agent

	À temps complet			À temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non titulaires	Total	Titulaires	Non titulaires	Total	
A. Effectifs des personnels régionaux et départementaux en 1987 et 1988 (1)							
1. *France métropolitaine*							
31 décembre 1987 :							
Les deux sexes *r*	97.530	54.788	152.318	14.733	7.898	22.631	**174.949**
Hommes *r*	35.646	7.400	43.046	385	1.449	1.834	**44.880**
Femmes *r*	61.884	47.388	109.272	14.348	6.449	20.797	**130.069**
31 décembre 1988 :							
Les deux sexes	97.797	51.255	149.052	15.952	7.442	23.394	**172.446**
Hommes	36.999	7.121	44.120	371	1.402	1.773	**45.893**
Femmes	60.798	44.134	104.932	15.581	6.040	21.621	**126.553**
2. *Départements d'outre-mer*							
31 décembre 1987 :							
Les deux sexes	5.415	3.183	8.598	63	270	333	**8.931**
Hommes	2.621	940	3.561	4	36	40	**3.601**
Femmes	2.794	2.243	5.037	59	234	293	**5.330**
31 décembre 1988 :							
Les deux sexes	5.420	3.059	8.479	72	220	292	**8.771**
Hommes	2.585	944	3.529	1	21	22	**3.551**
Femmes	2.835	2.115	4.950	71	199	270	**5.220**
B. Effectifs des personnels communaux et intercommunaux en 1987 et 1988 (2)							
1. *France métropolitaine*							
31 décembre 1987 :							
Les deux sexes	571.254	83.344	654.598	78.409	124.890	203.299	**857.897**
Hommes	323.733	34.711	358.444	10.678	20.076	30.754	**389.198**
Femmes	247.521	48.633	296.254	67.731	104.814	172.545	**468.699**
31 décembre 1988 :							
Les deux sexes	577.349	83.753	661.102	84.599	119.797	204.396	**865.498**
Hommes	326.691	34.415	361.106	11.640	20.030	31.670	**392.776**
Femmes	250.658	49.338	299.996	72.959	99.767	172.726	**472.722**
2. *Départements d'outre-mer*							
31 décembre 1987 :							
Les deux sexes	5.819	18.452	24.271	313	11.044	11.357	**35.628**
Hommes	3.349	9.681	13.030	160	1.894	2.054	**15.084**
Femmes	2.470	8.771	11.241	153	9.150	9.303	**20.544**
31 décembre 1988 :							
Les deux sexes	5.967	18.635	24.602	437	11.976	12.413	**37.015**
Hommes	3.423	10.096	13.519	167	2.148	2.315	**15.834**
Femmes	2.544	8.539	11.089	270	9.828	10.098	**21.181**

(1) Personnels des régions, départements, services d'incendie, préfecture de police de Paris, établissements publics départementaux. — (2) Personnels des communes, communautés urbaines, districts, syndicats de communes, centres communaux d'action sociale, caisses des écoles, établissements publics locaux.

TABLEAU C.01-14

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*r* 1987	*p* 1988
Nombre d'établissements	3.373	3.664	3.585	2.883	2.710	2.590	2.671	2.990	3.269	3.621
Effectifs salariés (1) [en milliers] :										
Ensemble	203,3	196,8	176,7	123,2	105,6	101,4	129,2	130,6	180,0	250,9
Hommes	149,2	140,8	124,1	82,6	67,4	66,5	88,5	89,4	127,8	183,9
Femmes	54,1	56,0	52,6	40,6	38,2	34,9	40,7	41,2	52,2	67,0

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

TABLEAU C.01-15

Contrats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1er trimestre	574.836	519.417	507.432	542.667	492.372	611.764	716.302	834.835	1.098.643	1.434.623
2e trimestre	608.145	537.264	506.085	538.511	565.679	699.426	866.697	1.007.938	1.326.644	1.641.666
3e trimestre	668.500	634.104	560.450	580.092	631.706	788.505	930.156	1.132.035	1.441.950	1.688.577
4e trimestre	522.745	498.486	472.971	478.459	531.147	676.778	801.645	1.028.613	1.400.439	1.616.104
Contrats conclus sur l'ensemble de l'année	**2.374.226**	**2.189.271**	**2.046.938**	**2.139.729**	**2.220.904**	**2.776.473**	**3.314.800**	**4.003.421**	**5.267.676**	**6.380.970**
Équivalent en Personnes-Années-Travail (1)	237.782	198.098	142.157	113.425	101.998	123.585	142.905	183.565	239.455	...

(1) Obtenu en divisant le nombre de « semaines-travail » par 45, nombre moyen de semaines de travail permanent effectif dans l'année.

TABLEAU C.01-16

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et âge

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et âge	Mars 1987			Mars 1988			Mars 1989		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Moins de 25 ans	27.353	133.374	1.235.020	39798	129.742	1.137.822	59.574	133.560	1.160.968
25 à 39 ans	40.120	96.544	4.823.965	52.562	118.728	4.818.557	74.363	131.682	4.877.821
40 ans et plus	17.923	29.264	4.124.007	21.632	38.406	4.216.839	29.623	41.811	4.344.385
Total	**85.396**	**259.182**	**10.182.992**	**113.992**	**286.876**	**10.173.218**	**163.560**	**307.053**	**10.383.174**
Femmes :									
Moins de 25 ans	11.617	108.612	1.102.766	18.085	108.157	1.045.305	26.066	130.212	1.046.575
25 à 39 ans	16.988	78.701	3.655.047	26.795	105.344	3.735.802	35.274	124.383	3.746.502
40 ans et plus	8.480	31.546	2.977.254	5.133	37.511	3.083.905	8.819	49.489	3.222.470
Total	**37.085**	**218.859**	**7.735.067**	**50.013**	**251.012**	**7.865.012**	**70.159**	**304.084**	**8.015.547**

TABLEAU C.01-17

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et catégorie socioprofessionnelle	Mars 1987			Mars 1988			Mars 1989		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	9.167	50.058	3.787.384	12.658	69.716	3.848.195	14.508	65.967	3.885.145
Employés	6.372	34.155	1.425.228	6.453	33.287	1.433.983	5.878	37.136	1.494.419
Ouvriers	69.857	174.969	4.970.380	94.881	183.873	4.891.040	143.174	203.950	5.003.610
Total	**85.396**	**259.182**	**10.182.992**	**113.992**	**286.876**	**10.173.218**	**163.560**	**307.053**	**10.383.174**
Femmes :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	5.326	38.655	2.253.829	4.959	52.680	2.326.527	5.251	47.672	2.365.434
Employés	22.763	120.692	4.283.983	24.385	131.942	4.380.925	34.933	164.261	4.474.012
Ouvriers	8.996	59.512	1.197.255	20.669	66.390	1.157.560	29.975	92.151	1.176.101
Total	**37.085**	**218.859**	**7.735.067**	**50.013**	**251.012**	**7.865.012**	**70.159**	**304.084**	**8.015.547**

TABLEAU C.01-18

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et grand secteur d'activité économique

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et secteur d'activité économique	Mars 1987			Mars 1988			Mars 1989		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Industrie	37.617	89.036	3.320.292	51.363	98.275	3.217.919	87.416	112.824	3.274.230
Bâtiment, génie civil et agricole	13.026	40.276	1.144.228	20.473	42.910	1.149.872	30.250	43.568	1.198.517
Tertiaire	33.853	119.219	5.491.291	40.203	134.575	5.554.860	45.336	138.033	5.563.181
Total (1)	**85.396**	**259.182**	**10.182.992**	**113.992**	**286.876**	**10.173.218**	**163.560**	**307.053**	**10.383.174**
Femmes :									
Industrie	13.195	50.184	1.368.979	21.457	61.816	1.349.301	36.339	81.683	1.384.265
Bâtiment, génie civil et agricole	1.310	3.779	96.011	1.702	4.137	103.288	839	2.877	103.171
Tertiaire	22.580	154.462	6.185.634	26.631	176.639	6.330.214	32.329	205.538	6.428.116
Total (1)	**37.085**	**218.859**	**7.735.067**	**50.013**	**251.012**	**7.865.012**	**70.159**	**304.084**	**8.015.547**

(1) Y compris agriculture et activité indéterminée.

TABLEAU C.01-19

Importance du recours au travail temporaire

Sources : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (SES); Enquête sur l'emploi de l'INSEE

	1987			1988			1989		
	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines-travail correspondantes (en milliers)	Taux (en °/₀₀) d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines-travail correspondantes (en milliers)	Taux (en °/₀₀) d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines-travail correspondantes (en milliers)	Taux (en °/₀₀) d'utilisation de l'intérim
Ensemble	**4.150,5**	**8.260,4**	**14,2**	**5.464,3**	**10.775,5**	**18,3**	**6.687,3**	**13.916,0**	**23,1**
Secteur d'activité économique de l'établissement utilisateur :									
Pêche, forêts, agriculture	5,3	11,2	1,0	12,9	19,5	1,6	17,5	27,7	2,3
Industrie	1.902,9	4.139,1	20,0	2.428,4	5.476,7	27,0	2.953,8	7.209,0	34,8
dont : Énergie, industries extractives	53,6	165,0	13,4	71,6	253,5	20,9	81,7	293,6	24,5
Industries de transformation (non compris le bâtiment)	1.849,3	3.974,0	20,4	2.356,8	5.223,2	27,4	2.872,1	6.915,4	35,5
Bâtiment et travaux publics	921,9	1.945,5	35,0	1.192,2	2.431,9	43,0	1.344,9	2.801,9	47,7
Transports, commerces, services	1.137,3	1.786,4	5,9	1.473,9	2.101,4	6,7	1.985,3	2.976,2	9,3
dont : Transports et télécommunications	250,5	280,4	8,1	376,3	449,8	12,9	409,7	501,2	14,1
Commerces, banques, services	886,8	1.506,0	5,6	1.097,6	1.651,6	5,9	1.575,6	2.475,0	8,7
Type d'emploi (1) du travailleur intérimaire :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures (ingénieurs et cadres)	4,9	23,5	0,5	20,4	41,1	0,7	28,8	84,3	1,5
Professions intermédiaires (techniciens, dessinateurs, personnel d'encadrement)	185,1	546,5	4,9	256,8	552,1	4,8	356,8	747,2	6,4
Employés	717,7	1.480,3	9,3	857,8	1.828,7	11,2	1.168,7	2.483,8	14,7
Ouvriers	3.207,7	6.126,0	24,1	4.297,0	8.285,2	33,0	5.100,0	10.532,9	41,0
dont : Ouvriers qualifiés	1.453,8	3.376,2	23,3	1.738,7	4.048,0	27,7	1.998,6	5.086,1	34,1
Ouvriers non qualifiés	1.753,9	2.749,8	25,2	2.558,3	4.237,2	40,3	3.101,4	5.446,8	50,5
Sexe du travailleur intérimaire :									
Homme	2.970,7	6.011,8	16,8	4.052,0	7.930,9	22,0	4.813,2	10.156,7	27,7
Femme	1.179,5	2.248,7	10,1	1.411,7	2.844,5	12,5	1.873,4	3.759,3	16,1
Tranche d'âges du travailleur intérimaire :									
Moins de 18 ans	10,2	19,2	5,4	21,2	36,0	10,2	28,0	56,0	16,3
18 à 21 ans	835,6	1.499,3	50,8	1.108,2	1.989,3	70,4	1.398,4	2.654,2	91,8
22 à 24 ans	831,5	1.656,7	32,8	1.121,0	2.307,7	46,8	1.353,3	2.916,9	57,9
25 à 39 ans	1.808,1	3.598,9	13,1	2.339,4	4.533,9	16,2	2.807,6	5.881,4	20,6
40 à 49 ans	440,5	997,8	7,9	613,2	1.312,6	9,9	740,8	1.670,4	12,1
50 à 59 ans	174,9	410,9	4,8	219,2	504,2	6,0	257,2	596,9	7,1
60 ans et plus	8,9	24,2	2,2	20,7	47,6	4,1	45,5	86,8	7,5
Nationalité du travailleur intérimaire :									
Française	3.617,9	7.141,4	13,4	4.589,6	9.046,4	16,8	5.703,7	11.888,0	21,6
Étrangère de la CEE	93,3	218,4	9,0	120,6	281,9	11,7	140,3	354,3	14,4
dont : Italienne	16,1	37,1	10,5	21,2	56,1	17,9	23,6	61,7	19,3
Espagnole	17,9	43,5	10,9	16,8	39,5	11,0	15,4	44,3	14,3
Portugaise	51,9	124,0	8,3	73,2	162,6	10,9	91,2	226,9	14,5
Autres étrangères de la CEE	7,4	13,8	7,9	9,4	23,7	9,6	10,1	21,4	7,9
Maghrébine	268,0	587,0	42,3	380,7	737,9	48,9	443,4	924,7	60,0
dont : Algérienne	151,2	336,0	50,7	209,3	408,2	55,2	240,1	505,1	67,9
Marocaine	66,2	137,7	25,7	96,1	175,7	33,5	115,6	239,6	40,7
Tunisienne	50,6	113,3	59,8	75,3	154,0	63,3	87,7	180,0	85,6
Turque	22,8	52,4	30,7	33,5	70,5	38,9	46,3	101,0	50,8
Yougoslave	12,9	32,0	24,8	10,9	32,6	29,7	13,1	35,7	32,4
Ressortissante d'Afrique noire	63,7	101,8	76,9	127,9	178,0	150,5	179,4	277,9	162,3
Autres nationalités	24,3	47,8	9,0	76,4	185,0	34,7	45,1	102,0	17,5

NB. Le cumul des résultats est inférieur au total car il subsiste une valeur indéterminée de chaque critère.
(1) La nomenclature de base, est devenue, à compter de l'année 1986, la nomenclature PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) en 347 postes.

TABLEAU C.01-20

Indicateurs de chômage

Moyennes annuelles

Sources : INSEE (enquête emploi de mars)
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle
UNEDIC

Unité : Millier

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	*p* 1989
Chômage BIT (1) :										
Hommes	589,9	745,0	844,4	888,8	1.082,5	1.154,7	1.168,9	1.145,6	1.082,7	982,6
Femmes	877,0	1.005,1	1.078,4	1.085,0	1.240,6	1.287,5	1.320,6	1.386,1	1.360,5	1.325,7
Ensemble	**1.466,9**	**1.750,1**	**1.922,8**	**1.973,8**	**2.323,1**	**2.442,2**	**2.489,5**	**2.531,7**	**2.443,2**	**2.308,3**
Demandes d'emploi en fin de mois :										
Hommes	658,4	859,2	1.006,3	1.055,4	1.226,7	1.272,5	1.275,1	1.297,7	1.224,8	1.177,5
Femmes	792,2	913,7	1.004,3	1.012,1	1.113,6	1.185,9	1.241,5	1.324,0	1.338,1	1.354,5
Ensemble	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**	**2.516,6**	**2.621,7**	**2.562,9**	**2.532,0**
Chômage indemnisé (2)	///	///	1.449,4	1.328,1	1.460,5	1.575,8	1.661,3	*r* 1.765,1	*r* 1.803,7	1.792,2
soit : allocation de base (3)	///	///	879,4	750,4	831,5	930,1	942,8	*r* 1.044,4	*r* 1.080,5	1.054,9
allocation spéciale	///	///	205,3	120,3	87,1	1,0	—	—	—	—
allocation de fin de droit	///	///	166,5	251,3	262,5	290,7	310,1	*r* 274,6	*r* 267,6	267,2
allocation forfaitaire (4)	///	///	181,6	168,3	204,4	212,0	202,8	*r* 178,9	*r* 160,5	152,2
allocation de secours exceptionnel (5).	///	///	16,6	37,8	75,0	142,0	205,6	*r* 267,2	*r* 295,1	317,8
Ancienneté moyenne de chômage [en mois] (6).	11,7	11,8	12,5	13,0	13,6	15,0	15,7	16,6	16,6	16,3
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (6) ..	32,1	32,0	34,8	38,6	38,0	42,7	42,7	44,0	43,0	46,3

(1) Séries corrigées du fait du redressement de la série des enquêtes « emploi » 1975-1981, suite aux réestimations de population totale liées aux résultats du RP de 1982. — (2) Données au titre du dernier jour du mois, c'est-à-dire intégrant les personnes ayant perçu une aide rétroactivement. — (3) Y compris allocation de base exceptionnelle depuis le 1er avril 1984. — (4) Y compris allocation d'insertion depuis le 1er avril 1984. — (5) Y compris allocation de solidarité spécifique depuis le 1er avril 1984. — (6) A l'enquête emploi de mars.

TABLEAU C.01-21

Autres indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Millier

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	*p* 1989
Bénéficiaires de la garantie de ressources	186,1	267,9	358,8	428,5	419,7	375,2	314,5	253,1	199,1	155,6
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	///	11,6	38,4	72,6	99,3	137,1	164,4	177,0	187,2	188,6
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle de solidarité	///	///	(1) 20,0	148,1	165,0	124,9	82,0	39,9	7,6	ε
Demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE à la suite d'un licenciement économique	414,0	533,3	469,3	491,3	549,7	564,3	584,1	602,0	547,6	485,6
Chômage partiel indemnisé :										
Effectifs concernés	179,4	320,3	200,8	237,5	273,6	196,9	128,3	90,2	45,2	22,2
Journées indemnisables	845,1	1.451,0	1.019,8	1.214,0	1.262,8	988,1	741,1	523,7	268,8	150,0
Offres d'emploi en fin de mois	89,0	69,2	83,8	79,9	46,3	46,0	49,4	54,3	63,1	76,2

(1) Sur neuf mois.

TABLEAU C.01-22

Indicateurs trimestriels de flux

Données brutes

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unités : demandes en milliers
taux en %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Demandes d'emploi enregistrées :										
1er trimestre	712,5	775,5	788,5	798,1	824,9	812,0	852,3	920,1	960,1	966,0
2e trimestre	625,8	704,1	749,8	740,2	750,7	790,4	886,6	835,4	940,3	902,9
3e trimestre	895,1	999,2	1.052,6	1.022,9	1.124,2	1.167,0	1.253,8	1.208,8	1.242,8	1.209,3
4e trimestre	894,5	972,7	979,3	984,1	998,6	1.018,2	1.084,7	1.125,9	1.112,5	1.086,1
Demandes satisfaites :										
1er trimestre	744,3	728,5	807,6	935,8	841,3	941,6	941,8	931,5	1.084,6	1.056,8
2e trimestre	722,4	719,8	821,9	879,8	859,4	962,5	1.026,2	1.044,4	1.063,2	1.060,2
3e trimestre	655,2	693,9	802,0	815,3	845,2	931,2	982,5	983,0	995,8	984,2
4e trimestre	776,5	852,6	■ 973,8	911,3	934,3	1.024,3	1.021,6	1.115,8	1.081,2	1.075,6
dont : placements :										
1er trimestre	129,1	121,8	128,5	146,5	95,9	82,1	86,5	99,1	99,1	98,4
2e trimestre	136,1	143,6	148,3	136,1	103,5	98,3	113,7	107,8	117,5	115,7
3e trimestre	127,7	130,4	146,3	116,5	106,0	104,4	122,8	113,7	113,0	108,0
4e trimestre	126,0	119,5	131,0	103,8	89,7	89,8	104,2	106,1	104,4	102,9
annulations :										
1er trimestre	615,2	606,7	679,1	789,3	745,4	859,5	855,3	832,4	985,5	958,4
2e trimestre	586,3	576,2	673,6	743,7	755,9	864,2	912,5	936,6	945,7	944,5
3e trimestre	527,5	563,5	655,7	698,8	739,2	826,8	859,7	869,3	882,8	876,2
4e trimestre	650,5	733,1	(1) ■ 842,8	807,5	844,6	934,5	917,4	1.009,7	976,8	972,7
Taux de sortie des demandeurs entrés au cours des trois derniers mois :										
1er trimestre	32,5	24,6	24,0	27,5	21,7	23,6	26,3	26,6	29,0	29,0
2e trimestre	32,8	25,2	24,3	25,6	21,7	25,3	29,3	29,8	30,1	30,6
3e trimestre	24,1	18,5	17,9	21,7	18,0	23,9	26,0	27,2	28,4	28,3
4e trimestre	24,1	22,0	■ 20,2	19,0	20,4	24,9	24,9	26,3	27,3	27,0

(1) Au 4e trimestre 1982, rupture de série liée à la réforme des statistiques du marché du travail (novembre 1982).

TABLEAU C.01-23

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Millier

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Métiers regroupés :										
Métiers primaires	22,6	28,4	35,7	38,4	45,1	48,7	50,3	52,7	51,8	51,5
Métiers de l'industrie	449,6	564,1	613,8	615,4	693,9	711,1	709,0	718,6	662,3	614,7
Métiers du bâtiment et des travaux publics	119,8	171,4	225,4	253,5	305,1	305,3	289,3	277,0	249,7	239,2
Métiers tertiaires	858,6	1.009,0	1.135,7	1.160,2	1.296,2	1.393,3	1.468,0	1.573,4	1.599,1	1.626,6
Ensemble	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**	**2.516,6**	**2.621,7**	**2.562,9**	**2.532,0**
Manœuvre ordinaire	135,8	172,4	202,0	201,7	214,0	210,2	199,1	196,4	183,3	181,8
Personnel spécialisé	494,8	597,7	675,2	683,5	759,7	784,5	805,1	834,0	814,8	812,4
Personnel qualifié	709,1	884,3	1.009,4	1.060,8	1.232,4	1.314,6	1.352,1	1.413,4	1.384,8	1.358,0
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	110,9	118,5	124,0	121,5	134,2	149,1	160,3	177,9	180,0	179,8
Ensemble	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**	**2.516,6**	**2.621,7**	**2.562,9**	**2.532,0**

TABLEAU C.01-24

Nombre de chômeurs (1) par sexe et âge (2)

Source : INSEE — *Unité :* Effectifs : millier

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	r 1988	1989
Hommes :										
15 à 24 ans	222,8	282,0	325,6	342,4	429,9	427,9	397,6	350,2	308,3	258,5
25 à 49 ans	247,6	324,5	372,8	399,0	492,8	548,0	588,4	609,7	579,2	555,0
Plus de 49 ans	119,5	138,5	146,0	147,4	159,9	178,7	182,9	185,7	175,8	162,6
Total	**589,9**	**745,0**	**844,4**	**888,8**	**1.082,5**	**1.154,7**	**1.168,9**	**1.145,6**	**1.063,4**	**976,2**
Femmes :										
15 à 24 ans	407,8	457,8	487,2	476,7	547,3	522,3	495,4	476,1	421,5	373,8
25 à 49 ans	358,9	429,0	469,1	483,4	558,4	629,2	689,1	755,0	773,1	812,8
Plus de 49 ans	110,3	118,3	122,0	124,9	134,9	136,0	136,2	155,0	152,2	149,4
Total	**877,0**	**1.005,1**	**1.078,4**	**1.085,0**	**1.240,6**	**1.287,5**	**1.320,6**	**1.386,1**	**1.346,8**	**1.335,9**
Ensemble :										
15 à 24 ans	630,6	739,8	812,8	819,1	977,1	950,2	892,9	826,3	729,9	632,3
25 à 49 ans	606,5	753,4	841,9	882,4	1.051,2	1.177,2	1.277,5	1.364,8	1.352,3	1.367,8
Plus de 49 ans	229,8	256,8	268,1	272,3	294,8	314,7	319,1	340,7	328,0	312,0
Total	**1.466,9**	**1.750,1**	**1.922,8**	**1.973,8**	**2.323,1**	**2.442,2**	**2.489,5**	**2.531,7**	**2.410,2**	**2.312,1**

(1) Au sens du BIT. — (2) Âge moyen dans l'année.

TABLEAU C.01-25

Population totale et population active des départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE									
Les deux sexes :									
Population totale	327.002	1.488	109.726	33.711	53.642	39.093	29.692	25.029	34.621
dont : Actifs	121.826	568	///	7.885	39.043	30.959	22.125	16.152	5.094
Activité non déclarée	4.166	///	///	1.922	985	383	280	239	357
Taux d'activité	///	///	///	23,4	72,8	79,2	74,5	64,5	14,7
Sexe masculin :									
Population totale	160.112	699	55.441	17.010	27.109	18.519	14.169	11.846	15.319
dont : Actifs	69.158	324	///	4.687	20.987	17.387	12.916	9.670	3.187
Activité non déclarée	2.097	///	///	979	541	185	143	124	125
Taux d'activité	///	///	///	27,6	77,4	93,9	91,2	81,6	20,8
Sexe féminin :									
Population totale	166.890	789	54.285	16.701	26.533	20.574	15.523	13.183	19.302
dont : Actifs	52.668	244	///	3.198	18.056	13.572	9.209	6.482	1.907
Activité non déclarée	2.069	///	///	943	444	198	137	115	232
Taux d'activité	///	///	///	19,1	68,1	66,0	59,3	49,2	9,9
GUYANE									
Les deux sexes :									
Population totale	73.012	238	25.229	5.618	14.248	11.425	6.704	4.473	5.077
dont : Actifs	31.183	111	///	1.259	10.365	9.432	5.404	3.327	1.285
Activité non déclarée	668	///	///	224	152	81	64	38	109
Taux d'activité	///	///	///	22,4	72,7	82,6	80,6	74,4	25,3
Sexe masculin :									
Population totale	38.448	133	12.842	2.781	7.996	6.168	3.646	2.450	2.432
dont : Actifs	19.594	69	///	730	6.274	5.973	3.476	2.185	887
Activité non déclarée	352	///	///	110	79	49	32	22	60
Taux d'activité	///	///	///	26,2	78,5	96,8	95,3	89,2	36,5
Sexe féminin :									
Population totale	34.564	105	12.387	2.837	6.252	5.257	3.058	2.023	2.645
dont : Actifs	11.589	42	///	529	4.091	3.459	1.928	1.142	398
Activité non déclarée	316	///	///	114	73	32	32	16	49
Taux d'activité	///	///	///	18,6	65,4	65,8	63,0	56,5	15,0
MARTINIQUE									
Les deux sexes :									
Population totale	326.717	717	100.978	34.945	55.612	37.340	31.247	27.256	38.622
dont : Actifs	128.072	230	///	9.196	41.821	30.844	23.786	17.203	4.992
Activité non déclarée	2.710	///	///	909	559	256	187	169	630
Taux d'activité	///	///	///	26,3	75,2	82,6	76,1	63,1	12,9
Sexe masculin :									
Population totale	158.415	346	51.021	17.539	28.297	17.169	14.568	12.834	16.641
dont : Actifs	69.779	129	///	5.383	21.881	16.089	13.156	10.191	2.950
Activité non déclarée	1.283	///	///	462	311	127	86	80	217
Taux d'activité	///	///	///	30,7	77,3	93,7	90,3	79,4	17,7
Sexe féminin :									
Population totale	168.302	371	49.957	17.406	27.315	20.171	16.679	14.422	21.981
dont : Actifs	58.293	101	///	3.813	19.940	14.755	10.630	7.012	2.042
Activité non déclarée	1.427	///	///	447	248	129	101	89	413
Taux d'activité	///	///	///	21,9	73,0	73,2	63,7	48,6	9,3

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-25 *(suite et fin)*

Population totale et population active des départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION									
Les deux sexes :									
Population totale	515.798	437	186.271	56.796	88.308	62.114	48.825	35.172	37.875
dont : Actifs	172.828	216	///	17.396	60.108	42.799	30.835	18.119	3.355
Activité non déclarée	1.279	///	///	408	267	202	128	84	190
Taux d'activité	///	///	///	30,6	68,1	68,9	63,1	51,5	8,9
Sexe masculin :									
Population totale	252.997	244	93.768	28.764	42.758	30.725	24.074	17.021	15.643
dont : Actifs	110.818	154	///	10.138	35.609	28.531	21.229	12.808	2.349
Activité non déclarée	610	///	///	205	118	103	64	50	70
Taux d'activité	///	///	///	35,2	83,3	92,9	88,2	75,2	15,0
Sexe féminin :									
Population totale	262.801	193	92.503	28.032	45.550	31.389	24.751	18.151	22.232
dont : Actifs	62.010	62	///	7.258	24.499	14.268	9.606	5.311	1.006
Activité non déclarée	669	///	///	203	149	99	64	34	120
Taux d'activité	///	///	///	25,9	53,8	45,5	38,8	29,3	4,5
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON									
Les deux sexes :									
Population totale	6.037	—	1.755	487	975	914	660	498	748
dont : Actifs	2.380	—	///	127	779	655	451	293	75
Activité non déclarée	3	///	///	—	—	—	1	1	1
Taux d'activité	///	///	///	26,1	79,9	71,7	68,3	58,8	10,0
Sexe masculin :									
Population totale	2.981	—	871	253	508	477	347	246	279
dont : Actifs	1.624	—	///	73	487	461	337	220	46
Activité non déclarée	—	///	///	—	—	—	—	—	—
Taux d'activité	///	///	///	28,8	95,9	96,6	97,1	89,4	16,5
Sexe féminin :									
Population totale	3.056	—	884	234	467	437	313	252	469
dont : Actifs	756	—	///	54	292	194	114	73	29
Activité non déclarée	3	///	///	—	—	—	1	1	1
Taux d'activité	///	///	///	23,1	62,5	44,4	36,4	29,0	6,2

(1) Ayant un emploi ou non, de 16 ans ou plus, ou personnes d'âge inconnu mais ayant répondu à la question sur le type d'activité, par sexe et âge (génération) au recensement de 1982. Pour le calcul des taux d'activité, les personnes d'activité non déclarée ont été classées comme inactives.

TABLEAU C.01-26

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer (1)
(Pour la population en âge d'activité)

Source : INSEE

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Taux d'activité (en pourcentage) :					
Hommes	74	81	74	76	86
Femmes	55	57	58	41	43
Ensemble	64	70	66	58	65
Taux de chômage (en pourcentage) :					
Hommes	22	13	27	31	9
Femmes	29	21	32	34	13
Ensemble	25	16	29	32	10

(1) Recensement de la population 1982, population 16 à 59 ans.

TABLEAU C.01-27

Le coût de la politique de l'emploi (y compris les DOM-TOM)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Million de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
Indemnisation du chômage total	26.153,0	38.824,4	48.264,2	43.307,3	48.833,7	56.366,6	63.297,3	71.276,7	76.779,0	79.516,2
Incitation au retrait d'activité	11.178,5	18.266,2	29.808,4	52.327,1	54.024,4	58.056,1	54.432,5	49.337,6	45.135,5	41.267,9
Maintien de l'emploi	2.511,3	3.141,6	3.859,1	4.679,0	5.294,8	3.937,1	3.641,6	2.831,2	2.844,7	2.694,8
Promotion de l'emploi et création d'emplois	2.666,8	3.381,8	3.922,5	4.957,7	5.667,7	8.457,8	12.343,3	14.697,5	12.442,0	11.298,4
Incitation à l'activité	1.387,1	1.686,6	2.301,9	2.667,5	2.947,2	3.419,8	3.565,8	3.754,3	3.758,5	4.153,7
Formation professionnelle	19.815,8	22.806,0	27.369,2	30.755,3	34.019,2	37.304,3	43.343,2	47.626,6	56.567,1	59.343,4
Perfectionnement du marché du travail	1.061,9	1.317,6	1.712,2	1.989,6	2.306,3	2.563,5	2.660,9	2.727,6	2.903,0	3.081,4
Total	**64.774,4**	**89.424,2**	**117.237,5**	**140.683,5**	**153.093,3**	**170.105,2**	**183.284,6**	**192.251,5**	**200.429,8**	**201.355,8**
Variation annuelle (en %)	19,0	38,1	31,1	20,0	8,8	11,1	7,7	4,9	4,3	0,5

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. Publications de l'INSEE.

Économie et statistique, INSEE :

- N° 151, janvier 1983 : « Emploi et chômage en avril-mai 1982 » (M. Cézard, N. Coëffic, P. Laulhé);
- N° 152, février 1983 : « Les nouvelles catégories socio-professionnelles » (A. Desrosières, A. Goy et L. Thévenot);
- N° 154, avril 1983 : « La concentration des emplois féminins » (M. Huet). — « Des 40 aux 39 heures : processus et réactions des entreprises » (O. Marchand, D. Rault et E. Turpin);
- N° 160, novembre 1983 : « Le nombre des chômeurs » (O. Marchand et C. Thélot);
- N° 160, novembre 1983 : « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » (M. Cézard);
- N° 166, mai 1984 : « L'emploi en 1982-1983 : simple répit dans la divergence entre demande et offre » (O. Marchand);
- N° 167, juin 1984 : « Les effectifs des agents de l'État de 1975 à 1982 » (A. Brenot-Ouldali et D. Quarré);
- N° 169, septembre 1984 : « Succès et échecs des recherches d'emploi : les chômeurs de mars 1983 sept mois plus tard » (N. Coëffic);
- N° 171-172, novembre-décembre 1984 : Dossier « Population active, emploi, groupes sociaux »;
- N° 176, avril 1985 : « 200 000 emplois à nouveau perdus en 1984 » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff);
- N° 178, juin 1985 : « Des changements dans la nature des embauches » (D. Depardieu et M.-C. Laulhé);
- N° 183, décembre 1985 : « Les traits majeurs du chômage depuis vingt ans » (C. Thélot), « La croissance du chômage depuis vingt ans : interprétations économiques » (C. Thélot), et « Emploi et chômage en mars 1985 » (J.-L. Heller);
- N° 184, janvier 1986 : « La crise a freiné la mobilité sectorielle » (M. Cézard et D. Rault);
- N° 187, avril 1986 : « L'emploi en 1985 : les signes d'une amélioration » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff).
- N° 190, juillet 1986 : « La population active commence à diminuer juste après l'an 2000 » (O. Marchand);
- N° 193-194, novembre-décembre 1986 : Numéro spécial « Emploi et chômage : l'éclatement »;
- N° 198, avril 1987 : « Stabilité de l'emploi mais reprise du chômage en 1986 » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff);
- N° 199-200, mai-juin 1987 : Dossier sur « la mobilité sociale » (M. Gollac et P. Laulhé);
- N° 205, décembre 1987 : Dossier « Emploi et chômage : court et long terme »;
- N° 209, avril 1988 : Dossier « L'emploi non salarié » et « Avec le développement des stages, la France ne perd plus d'emplois depuis 1985 »;
- N° 215, novembre 1988 : Dossier « L'évolution récente de l'emploi et du chômage »;
- N° 220, avril 1989 : « L'emploi industriel cesse de décliner en 1988 » (B. Belloc et T. Lacroix);
- N° 226, novembre 1989 : « La croissance économique fait reculer le chômage » (T. Lacroix).
- N° 231, avril 1990 : « Créations d'emplois stables et nouveau recul du chômage en 1989 » (B. Belloc et T. Lacroix).

INSEE Première :

- N° 8 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1987 »;
- N° 10 : « Où frappe le chômage ? »;
- N° 26 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1987 »;
- N° 31 : « 2 213 000 agents dans les services civils de l'État au 31 décembre 1988 »;
- N° 34 : « Amélioration du marché du travail entre mars 1988 et mars 1989 ».

Les collections de l'INSEE, série D :

- N° 112 : « Emploi salarié par région du 31 décembre 1967 au 31 décembre 1984 »;
- N° 121 : « Mobilité professionnelle-Enquête FQP 1985 »;
- N° 123 : « Population active, emploi et chômage depuis 30 ans » (division Emploi);

INSEE résultats :

- N° 8 : « Structure des emplois en 1987 »;
- N° 28-29 : « Enquête sur l'emploi de 1989 » (résultats détaillés);
- N° 56 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1988 ».

Archives et Documents :

- N° 13 : « Les personnels départementaux en 1976 et 1979 »;
- N° 17 : « Les personnels des organismes divers d'action locale, mai 1978, février 1979 »;
- N° 20-21 : « La population active non salariée du commerce »;
- N° 34 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1976 »;
- N° 38 : « Les catégories socio-professionnelles et leur repérage dans les enquêtes »;
- N° 63 : « Les emplois précaires en 1980 »;
- N° 76 : « Affectations des agents de l'État au 31 décembre 1978 »;
- N° 77 : « Catégories et emplois des agents de l'État au 31 décembre 1978 »; →

→

— N° 118 : « Les personnels communaux en 1980 »;
— N° 127 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1980 »;
— N° 155 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1983 »;
— N° 175 : « Les agents des services civils de l'État au 31 décembre 1982, 1983, 1984 (premiers résultats) »;
— N° 181 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1984 »;
— N° 216 : « Les agents des services civils de l'État au 31 décembre 1983, 1984, 1985 (premiers résultats) »;
— N° 221 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1982 (résultats détaillés) »;
— N° 228 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1983, 1984, 1985 »;
— N° 232 : « Emploi par région au 31 décembre 1986 »;
— N° 250 : « Les agents des services civils de l'État au 31 décembre 1984, 1985, 1986 (premiers résultats) »;
— N° 255 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1984, 1985, 1986 »;
— N° 277 : « L'Emploi public par région au 31 décembre 1985, 1986, 1987 »;
— N° 279 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1984 (résultats détaillés) »;
— N° 284 : « Emploi par région au 31 décembre 1988 ».

INSEE résultats :

— N° 14 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1985, 1986 et 1987 ».

Ouvrages :

— *Données sociales.* Édition 1990;
— Recensement général de la population de 1982. Principaux résultats — sondage au 1/20. (Plaquette « boulier » RP 82/4). France métropolitaine;
— Recensement général de la population de 1982. Résultats du sondage au 1/4, population, emploi, ménages, familles, logements, France métropolitaine (par catégorie de commune);
— Recensement général de la population de 1982. Résultats du sondage au 1/20. Population active. (Série bordeaux ou *collections* D. 100).

2. Publications du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Service des Études et de la Statistique 1, place de Fontenoy, 75700 Paris Tél. : (1) 40 56 60 00.

— *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* et ses suppléments;
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (8 à 10 numéros par an);
— *Revue française des affaires sociales,* publication trimestrielle;
— Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi, édition 1986;
— *Travail et emploi,* revue publiée depuis 1980. Études sur les problèmes du travail et d'emploi (trimestriel);
— Pour une politique du travail. Ensemble de rapports de constat et proposition présentés à Monsieur le ministre du Travail sur les différents domaines d'intervention de l'État en faveur de l'emploi, 1980;
— « Bilan de l'Emploi 1988 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 51, août 1989;
— « Structure des emplois en 1985 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 47-48, 1989;
— *Comptes de l'emploi,* données physico-financières 1973-1980, Paris 1982. « 1980-1982 », Paris 1984. La Documentation française, collection des rapports officiels. Puis « *Comptes de l'emploi et de la formation professionnelle,* données physico-financières 1981-1983 », « 1983-1985 », « 1985-1987 », « 1986-1988 », et « 1984-1986 ».
— *Premières synthèses* n° 5, avril 1990 : « Quinze ans de politique de l'emploi ».

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

— Suppléments au Bulletin mensuel de *Statistique du travail,* n^os 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n^os 2, 3, 4, 19, 33 et 49. (travail temporaire), n° 11 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée).
— *Premières synthèses* n° 2, octobre 1989 : « Le développement des emplois temporaires ».

● *Main-d'œuvre étrangère :*

— « L'immigration en France », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 29, 1987;
— *Travail et emploi* n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant », Y. Moulier et R. Silberman.

3. Autres publications.

— Rapport de la commission « Relations sociales et Emploi », CEP, Préparation du X^e Plan;
— « Chômage et politique », septembre 1980, Collection *Les cahiers français,* n° 180, édité par La Documentation française;
— « Les limites de la vie active et de la retraite » (A. Monnier), *Population,* juillet-octobre 1979;
— Rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales en 1980 : « Protection sociale et mutations socio-économiques »;
— *Bulletin de liaison de l'UNEDIC,* n° 110, septembre-octobre 1988;
— Collection des projets de la loi de Finances, Présentation du budget du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, sous forme de budget programme. Paris, Imprimerie nationale;
— Rapport sur les statistiques de l'emploi et du chômage (E. Malinvaud), 1986;
— « Le travail ouvrier », 1983, Collection *Les cahiers français,* n° 209, édité par La Documentation française.

Chapitre C.02
Conditions de travail et relations professionnelles

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée
2. Maladies professionnelles et accidents du travail
3. Conflits du travail
4. Absentéisme
5. Élections aux comités d'entreprise
6. Conventions collectives
7. Délégués syndicaux
8. Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée
(tableaux 1 à 5)

Les données sur la *durée hebdomadaire* du travail de la main-d'œuvre salariée sont établies à partir de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre dans les établissements de métropole de dix salariés et plus. La durée du travail relevée dans ces enquêtes est la durée hebdomadaire moyenne constatée pendant la première semaine du trimestre et jugée « normale », c'est-à-dire notamment sans jours fériés.

La nomenclature d'activités adoptée est le regroupement au « niveau 40 » de la NAP (nomenclature d'activités et de produits) utilisé en comptabilité nationale (tableaux 1 et 2).

La répartition du personnel salarié « ouvriers » d'une part, « employés » d'autre part (toutes activités réunies), selon la durée hebdomadaire habituelle de travail, est présentée au tableau 3.

Des données sur le *travail à temps partiel*, issues de l'enquête emploi réalisée annuellement en mars par l'INSEE, sont présentées aux tableaux 4 et 5.

La durée *annuelle effective* du travail des salariés (tableau 2) vise à représenter la quantité moyenne de travail effectivement mise en œuvre par une personne occupant un emploi salarié pendant une année civile. Elle est évaluée par le produit de la durée hebdomadaire et du nombre de semaines travaillées, corrigé de l'incidence du travail à temps partiel.

Le nombre de semaines est obtenu en retranchant du nombre total de semaines d'une année civile, les journées non travaillées pour congés annuels, ponts et jours fériés, pour chômage intempéries, pour maladie, maternité et accident de travail et pour grèves.

La série des congés annuels est élaborée à l'aide des enquêtes spécifiques de 1976, 1981 et 1982 effectuées par le ministère du Travail.

Ce chapitre a été établi en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique-travail-emploi.

Les données concernant le chômage intempéries sont fournies par la Caisse nationale de surcompensation du Bâtiment et des Travaux publics de France.

L'absentéisme pour maladie, maternité et accidents de travail est évalué essentiellement à l'aide des statistiques établies par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés pour le régime général, la Mutualité sociale agricole pour le régime agricole, la Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les Mines pour le régime minier et par les grandes entreprises nationales (EDF, SNCF, RATP, P et T) pour les régimes statutaires.

Le nombre de journées non travaillées à l'occasion de conflits localisés est fourni par le ministère du Travail.

Enfin, l'incidence du travail à temps partiel est mesurée à l'aide de la proportion de salariés à temps partiel et du rapport entre la durée moyenne du travail d'un salarié à temps partiel et celle d'un salarié à temps complet. Ces deux indicateurs résultent d'une synthèse des informations extraites de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, de l'enquête Emploi, de l'enquête annuelle d'entreprises dans le commerce et du recensement des agents de l'État.

2. Maladies professionnelles et accidents du travail

21. Maladies professionnelles
(tableau 6)

Ce tableau donne le nombre de cas déclarés annuellement pour les principales maladies professionnelles, dans le *régime général de Sécurité sociale*.

Il s'agit des cas de maladies professionnelles pour lesquels un avantage financier (indemnité journalière ou rente) *a été versé pour la première fois* au cours de l'année.

22. Accidents du travail
(tableaux 7 et 8)

Les statistiques présentées dans ces tableaux : taux de fréquence (nombre d'accidents avec arrêt de travail pour 1.000.000 d'heures travaillées) et taux de gravité (nombre de journées perdues par incapacité consécutive à un accident, pour 1.000 heures travaillées), sont établies par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), sur la base des déclarations d'accident du travail effectuées auprès des caisses primaires. Les taux sont donnés pour 14 des 15 comités techniques nationaux d'accidents du travail (1) du régime général de Sécurité sociale — qui couvre environ les 4/5 des salariés; le quinzième comité en effet, « eau-gaz-électricité », ne représente qu'un très faible nombre de salariés du régime général et les résultats correspondants, peu significatifs, ne figurent donc pas dans les tableaux.

Il convient de noter que ces ratios — taux de fréquence et taux de gravité — ne peuvent être tout à fait précis, car leur dénominateur (nombre d'heures travaillées) est évalué à partir de sources statistiques nationales sur l'emploi ou la durée du travail, dans le cadre de nomenclatures qui s'ajustent imparfaitement avec celle des comités techniques nationaux; c'est donc leur évolution qui doit surtout être observée.

3. Conflits du travail conflits localisés et conflits généralisés
(tableau 9)

Les données statistiques sur les conflits du travail sont issues de relevés mensuels établis par les inspecteurs du Travail (ou par les personnes qui en remplissent les fonctions). Publiée dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* (du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle) d'une part et dans le *Bulletin mensuel de statistiques* (de l'INSEE) d'autre part, la statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en Métropole, à l'exclusion de l'agriculture et des agents de l'État et des Collectivités locales.

L'année 1983 a introduit une discontinuité dans la méthode de mesure avec la mise en place d'une nouvelle fiche, remplie pour chaque *établissement*. Auparavant, le conflit localisé était observé au niveau de l'*entreprise* et le nombre des établissements concernés était évalué à partir de l'entreprise. La nouvelle procédure rend caduque la distinction entre nombre de conflits observés et nombre d'établissements concernés. Mais la continuité de la série des journées individuelles non travaillées — qui est l'indicateur de conflictualité le plus fréquemment utilisé — n'est pas affectée par ce changement de méthode.

Par ailleurs, si le relevé des conflits observés est mensuel, la durée de ces derniers est indépendante de cette périodicité. On ne saurait donc additionner les totaux mensuels concernant leur nombre ou les effectifs qui ont cessé le travail durant chacune de ces périodes sans prendre le risque d'introduire des doubles comptes. C'est pourquoi le tableau ne présente que des moyennes mensuelles, moyennes arithmétiques des 12 valeurs mensuelles de l'année.

4. Absentéisme
(tableau 10)

Les données sur l'absentéisme, présentées dans ce tableau, proviennent de l'enquête sur la structure des salaires en 1986. Cette enquête intéresse les établissements de l'industrie et les entreprises du tertiaire de plus de 10 salariés. Le champ n'est pas complet et exclut principalement les transports et télécommunications, ainsi que les services aux particuliers.

5. Élections aux comités d'entreprise (2)
(tableau 11)

Les résultats des élections aux comités d'entreprise sont présentés en pourcentages de voix (par rapport aux suffrages exprimés) obtenus par les divers syndicats et par les non-syndiqués.

---

1. Organismes paritaires chargés d'assurer la gestion financière du risque accident du travail.
2. Sur les conditions d'existence, de mise en place et les attributions des comités d'entreprise, cf. articles L. 431-1 et suivants du Code du travail et décrets 83-469 et 83-470 du 8 juin 1983.

Cette statistique (publiée dans les *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*) repose sur l'envoi, par les entreprises concernées — environ 12.000 chaque année —, à la section d'Inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections survenues.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25; si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts; un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres. Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences sensibles de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit être comparé à ceux des années de même parité.

6. Conventions collectives

61. Dispositions réglementaires relatives aux conventions collectives

La loi du 11 février 1950 constitue la base de la législation dans le domaine de la négociation collective. Sont exclus des dispositions de cette loi les établissements et entreprises publics ou assimilés dont le personnel est régi par un statut législatif ou réglementaire.

Les conventions collectives et accords professionnels ou interprofessionnels sont des accords relatifs aux conditions de travail et aux garanties sociales.

En principe, la convention collective a vocation à traiter de l'ensemble de ces matières pour toutes les catégories professionnelles, tandis que l'accord professionnel ou interprofessionnel n'aborde qu'un ou des sujets déterminés dans cet ensemble.

Les conventions et accords collectifs de travail sont conclus entre, d'une part, une ou plusieurs organisations syndicales de travailleurs reconnues les plus représentatives au plan national ou qui sont affiliées auxdites organisations, ou qui ont fait preuve de leur représentativité dans le champ d'application professionnel ou territorial de la convention collective, d'autre part, une ou plusieurs organisations syndicales d'employeurs ou tout autre groupement d'employeurs ou un ou plusieurs employeurs pris individuellement.

La convention ou l'accord peut comporter des dispositions plus favorables aux travailleurs que celles des lois et règlements en vigueur. Elle ne peut déroger aux dispositions d'ordre public de ces lois et règlements.

Sont soumis aux obligations de la convention ou de l'accord tous ceux qui l'ont signée à titre personnel ainsi que ceux qui sont ou deviennent membres des organisations signataires. Y sont également soumis les organisations adhérentes ainsi que ceux qui sont ou deviennent membres de ces dernières organisations.

A la demande de l'une des organisations syndicales les plus représentatives ou à l'initiative du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, l'ensemble des dispositions des conventions ou accords répondant aux conditions déterminées par la loi peuvent être étendues, c'est-à-dire rendues obligatoires pour les employeurs et travailleurs compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention ou de l'accord.

Une innovation a été introduite en 1983, consistant dans l'obligation de négocier au moins une fois par an :
— au niveau des branches sur les salaires (avec un réexamen tous les cinq ans des classifications);
— au niveau des entreprises où existe une représentation syndicale, sur les salaires effectifs, la durée effectuée et l'organisation du temps de travail.

62. Résultats

Des enquêtes destinées à appréhender l'étendue de la couverture des différentes conventions collectives, ainsi que des accords d'entreprise ou d'établissement, ont été réalisées en avril 1981 et février 1985 par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, auprès des établissements industriels et commerciaux occupant plus de 10 salariés (représentant 86 % des effectifs salariés de l'industrie, des commerces et des services).

A cette date, il y avait 1 222 textes conventionnels; mais un grand nombre d'entre eux ne couvrent qu'un faible effectif salarié : plus de la moitié des salariés compris dans le champ de l'enquête sont couverts par moins de 5 % des conventions seulement.

7. Délégués syndicaux
(tableaux 12 et 13)

Cette statistique, réalisée pour la première fois en 1986, remplace celle, jugée peu fiable et abandonnée depuis trois ans, sur les sections syndicales.

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer et du ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Les résultats des tableaux 12 et 13 portent sur ces délégués syndicaux existant au 31 décembre 1989. Les chiffres de la présente édition de cet annuaire ont été révisés.

8. Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail
(tableau 14)

Cette statistique est couplée depuis 1987 avec celle des délégués syndicaux. Elle concerne les établissements, de 50 salariés et plus, assujettis et relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer et du ministère de l'Agriculture et de la Forêt.

TABLEAU C.02-1

Durée hebdomadaire du travail de l'ensemble des salariés (ouvriers et employés) selon le groupe d'activités (hors agriculture et services non marchands)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Moyenne annuelle (heures)

Activité (NAP-niveau 15 — en U — et 40 — en T)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
U 02 à U 06. INDUSTRIE (non compris le BGCA) ...	40,55	40,30	39,30	38,86	38,70	38,66	38,64	38,65	38,68	38,69
soit :										
T 02. Industries de la viande et du lait	41,08	40,69	39,48	39,15	39,08	38,97	38,97	38,98	38,98	39,02
T 03. Autres industries agricoles et alimentaires ..	41,04	40,93	39,73	39,39	39,27	39,07	38,92	38,95	39,01	39,02
T 04. Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	39,30	39,30	38,51	38,36	38,35	38,35	38,35	38,35	38,35	38,35
T 05. Pétrole de pétrole et de gaz naturel	40,00	39,90	38,94	38,74	38,58	38,21	38,16	38,17	38,21	38,23
T 06. Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	40,00	39,88	38,63	38,00	38,00	38,00	38,00	38,00	38,00	38,00
T 07. Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	40,70	40,54	39,33	38,36	37,76	37,66	37,66	37,76	37,90	37,92
T 08. Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	40,34	40,01	39,14	38,48	38,37	38,25	38,17	38,17	38,20	38,19
T 09. Production de matériaux de construction et minéraux divers	41,24	40,90	39,60	39,17	39,04	39,08	39,15	39,13	39,17	39,12
T 10. Industrie du verre	40,05	39,84	39,09	38,86	38,72	38,61	38,49	38,35	38,52	38,49
T 11. Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	39,97	39,96	39,00	38,18	37,98	37,77	37,76	37,75	37,82	37,82
T 12. Parachimie et industrie pharmaceutique	40,08	40,03	39,10	38,49	38,40	38,33	38,32	38,31	38,35	38,35
T 13. Fonderie, travail des métaux	40,93	40,42	39,38	38,92	38,83	38,83	38,83	38,86	38,91	38,94
T 14. Construction mécanique	40,77	40,47	39,33	38,91	38,77	38,80	38,78	38,77	38,81	38,83
T 15A. Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	40,32	40,16	39,18	38,60	38,41	38,40	38,47	38,48	38,50	38,52
T 15B. Production de biens d'équipement ménager .	40,20	40,01	39,19	38,68	38,42	38,21	38,19	38,24	38,27	38,37
T 16. Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	40,72	40,23	39,22	38,88	38,72	38,83	38,65	38,63	38,64	38,64
T 17. Construction navale et aéronautique, armement	40,62	40,66	39,61	39,01	38,10	38,10	38,10	38,23	38,15	38,11
T 18. Industries textiles et habillement	40,12	39,90	39,31	39,11	39,02	39,06	39,06	39,02	39,03	39,01
T 19. Industries du cuir et de la chaussure	40,48	40,32	39,57	39,25	39,13	39,09	39,07	39,05	39,01	39,07
T 20. Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	40,79	40,33	39,50	39,16	39,05	39,01	39,03	39,06	39,08	39,10
T 21. Industries du papier et du carton	40,04	39,91	39,07	38,81	38,69	38,54	38,52	38,56	38,60	38,59
T 22. Imprimerie, presse, édition	40,48	40,18	39,19	38,87	38,78	38,73	38,74	38,76	38,80	38,81
T 23. Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	40,49	40,28	39,31	38,85	38,87	38,76	38,76	38,75	38,77	38,75
U 07. BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE ..	41,85	41,49	40,17	39,82	39,66	39,61	39,57	39,54	39,52	38,50
U 08. COMMERCE	40,83	40,70	39,50	39,19	39,12	39,06	39,03	39,02	39,04	39,04
soit :										
T 25. Commerce de gros alimentaire	41,40	41,14	39,86	39,53	39,45	39,37	39,30	39,27	39,31	39,25
T 26. Commerce de gros non alimentaire	40,90	40,73	39,63	39,26	39,17	39,11	39,10	39,09	39,10	39,11
T 27. Commerce de détail alimentaire	40,66	40,66	39,16	38,83	38,79	38,76	38,79	38,79	38,84	38,86
T 28. Commerce de détail non alimentaire	40,64	40,52	39,47	39,25	39,20	39,13	39,06	39,06	39,04	39,02
U 09. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	41,35	41,11	39,73	39,52	39,50	39,38	39,31	39,31	39,30	39,28
soit :										
T 31. Transports	41,55	41,31	40,15	39,83	39,79	39,60	39,49	39,49	39,47	39,44
T 32. Services des télécommunications et postes .	41,00	40,75	39,00	39,00	39,00	39,00	39,00	39,00	39,00	39,00
U 10 et U 11. SERVICES MARCHANDS NON FINANCIERS	40,68	40,57	39,64	39,33	39,25	39,23	39,23	39,23	39,23	39,19
soit :										
T 29. Réparation et commerce de l'automobile ...	41,70	41,36	40,14	39,85	39,73	39,62	39,60	39,58	39,56	39,54
T 30. Services des hôtels, cafés, restaurants	42,44	42,18	41,34	40,81	40,59	40,70	40,75	40,63	40,49	40,38
T 33. Services marchands rendus principalement aux entreprises	40,63	40,58	39,58	39,23	39,05	39,00	38,98	38,95	38,92	38,92
T 34. Services marchands rendus principalement aux particuliers	40,06	39,99	39,13	38,91	38,91	38,92	38,92	38,96	39,03	39,00
T 35. Location et crédit-bail immobiliers	40,62	40,54	39,48	39,17	39,12	39,04	39,02	38,94	38,90	38,92
U 12. ASSURANCES	39,71	39,68	38,55	38,31	38,23	38,12	38,03	37,96	38,05	38,04
U 13. ORGANISMES FINANCIERS	39,93	39,86	38,90	38,88	38,86	38,78	38,82	38,83	38,84	38,83
Ensemble	**40,80**	**40,60**	**39,52**	**39,17**	**39,06**	**39,02**	**39,00**	**39,00**	**39,02**	**39,01**

TABLEAU C.02-2

Durée annuelle effective du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE — *Unité :* Heure par salarié

	Branches (NAP-niveau 15 — en U — et 40 — en T)	1980	1981	1982	1983	1984	*r* 1985	*r* 1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
U 01.	AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	1.784	1.756	1.693	1.667	1.661	1.630	1.589	1.594	1.616	1.596
U 02	à U 06. INDUSTRIE (hors BGCA)	1.711	1.690	*r* 1.622	1.609	*r* 1.610	1.602	1.604	1.613	1.619	1.610
	dont :										
T 02.	Viandes et produits laitiers	1.745	1.716	1.630	1.625	1.629	1.616	1.619	1.626	1.627	1.618
T 03.	Autres produits agricoles et alimentaires	1.711	1.693	1.618	1.612	1.617	1.600	1.590	1.600	1.600	1591
T 04.	Combustibles minéraux solides et cokes	1.611	1.602	1.560	1.568	1.581	1.579	1.584	1.592	1.594	1.601
T 05.	Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	1.716	1.702	1.646	1.641	1.643	1.617	1.622	1.627	1.636	1.627
T 06.	Électricité, gaz et eau	1.689	1.674	1.622	1.595	1.602	1.596	1.601	1.607	1.608	1.599
T 07.	Minerais et métaux ferreux	1.712	1.696	1.615	1.585	1.568	1.558	1.563	1.579	1.586	1.574
T 08.	Minerais et métaux non ferreux	1.697	1.673	1.604	1.585	1.590	1.580	1.582	1.592	1.596	1.576
T 09.	Matériaux de construction	1.749	1.722	1.639	1.628	1.632	1.627	1.632	1.635	1.645	1.631
T 10.	Verre	1.677	1.651	1.610	1.608	1.614	1.602	1.596	1.601	1.612	1.604
T 11.	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	1.681	1.671	1.602	1.576	1.576	1.562	1.565	1.573	1.578	1.564
T 12.	Parachimie et pharmacie	1.674	1.662	1.597	1.581	1.586	1.570	1.565	1.574	1.589	1.578
T 13.	Fonderie et travail des métaux	1.742	1.712	1.634	1.624	1.629	1.625	1.630	1.641	1.647	1.639
T 14.	Mécanique	1.750	1.728	1.644	1.635	1.637	1.631	1.637	1.644	1.651	1.645
T 15A.	Matériels électriques et électroniques professionnels	1.702	1.684	1.611	1.594	1.593	1.585	1.592	1.601	1.607	1.584
T 15B.	Biens d'équipement ménager	1.694	1.673	1.605	1.593	1.590	1.573	1.573	1.580	1.592	1.580
T 16.	Matériels de transport terrestre	1.721	1.694	*r* 1.608	1.606	1.609	1.608	1.610	1.616	1.622	1.607
T 17.	Construction navale et aéronautique, armement	1.712	1.704	1.630	1.614	1.583	1.574	1.574	1.591	1.590	1.574
T 18.	Textiles et habillement	1.668	1.648	1.591	1.591	1.597	1.589	1.595	1.604	1.611	1.616
T 19.	Cuirs et chaussures	1.702	1.681	1.620	1.616	1.622	1.613	1.613	1.625	1.628	1.640
T 20.	Bois, meubles et industries diverses	1.734	1.705	1.638	1.630	1.633	1.624	1.627	1.640	1.645	1.636
T 21.	Papier, carton	1.697	1.679	1.617	1.616	1.619	1.608	1.608	1.619	1.626	1.618
T 22.	Presse et édition	1.685	1.661	1.609	1.602	1.606	1.596	1.595	1.605	1.614	1.607
T 23.	Caoutchouc et matières plastiques	1.712	1.696	1.621	1.612	1.623	1.609	1.615	1.624	1.629	1.622
U 07.	BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	1.802	1.780	1.685	1.674	1.676	1.637	1.652	1.647	1.680	1.674
U 08.	COMMERCE	1.656	1.637	1.562	1.554	1.562	1.557	1.555	1.557	1.564	1.558
U 09.	TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	1.742	1.725	1.657	1.641	1.645	1.631	1.628	1.631	1.634	1.630
	dont :										
T 31.	Transports	1.796	1.776	1.707	1.693	1.698	1.681	1.674	1.676	1.680	1.671
T 32.	Télécommunications et postes	1.650	1.639	1.574	1.556	1.557	1.550	1.553	1.556	1.556	1.557
U 10.	SERVICES MARCHANDS (1)	1.704	1.682	1.611	1.601	1.608	1.597	1.597	1.600	1.601	1.597
	dont :										
T 29.	Réparation et commerce de l'automobile	1.805	1.778	1.688	1.682	1.686	1.675	1.677	1.681	1.686	1.676
T 30.	Hôtels, cafés, restaurants	1.718	1.687	1.618	1.610	1.619	1.618	1.619	1.611	1.603	1.596
T 33.	Services marchands aux entreprises	1.726	1.708	1.640	1.627	1.630	1.621	1.621	1.625	1.626	1.623
T 34.	Services marchands aux particuliers	1.611	1.592	1.523	1.518	1.532	1.514	1.513	1.520	1.523	1.520
U 12.	SERVICES D'ASSURANCE	1.677	1.662	1.586	1.578	1.578	1.567	1.563	1.565	1.568	1.560
U 13.	SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	1.678	1.661	1.606	1.609	1.611	1.591	1.593	1.598	1.600	1.595
U 14.	SERVICES NON MARCHANDS	1.520	1.494	1.427	1.426	1.426	1.398	1.381	1.386	1.393	1.392
	Ensemble	**1.664**	**1.640**	**1.567**	**1.558**	**1.559**	**1.540**	**1.535**	**1.539**	**1.546**	**1.542**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-3

Répartition des ouvriers et employés selon la durée hebdomadaire du travail offerte
(Non compris les grandes entreprises nationales)

Situation au 1er janvier

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* 0/0

	Moins de 39 heures	39 heures	Plus de 39 heures à moins de 40 heures	40 heures	Plus de 40 heures à moins de 42 heures	42 heures et plus	Durée hebdomadaire moyenne (en heures)
Ouvriers :							
1979		3,6		48,3	13,1	35,0	41,2
1980		3,3		51,3	14,4	31,0	41,1
1981		4,2		56,2	14,0	25,6	40,8
1982		8,4		62,8	11,0	17,8	40,5
1983	21,4	48,5	3,3	10,9	8,5	7,4	39,3
1984	28,7	46,5	2,5	8,7	7,6	6,0	39,1
1985	30,3	47,5	3,1	8,0	5,9	5,2	39,0
1986	29,3	49,4	2,3	13,0		6,0	39,1
1987	29,6	50,1	2,6	11,7		6,0	39,1
1988	28,4	51,4	1,9	12,2		6,1	39,1
1989	25,7	55,0	2,1	10,9		6,3	39,1
1990	25,2	55,7	2,0	10,9		6,2	39,1
Employés :							
1979		2,4		69,3	10,9	17,4	40,6
1980		2,5		72,0	11,4	14,1	40,5
1981		3,0		74,6	10,9	11,5	40,4
1982		12,9		70,3	8,8	8,0	40,2
1983	19,3	63,3	3,4	6,6	4,3	3,1	39,1
1984	26,2	59,7	3,0	4,9	3,5	2,7	39,0
1985	28,3	59,1	2,7	4,3	3,1	2,5	38,9
1986	30,4	58,4	2,4	6,7		2,0	38,9
1987	31,6	57,1	2,6	6,7		2,0	38,9
1988	30,2	59,3	1,8	6,8		1,9	38,9
1989	28,4	61,9	1,7	6,0		2,0	38,9
1990	28,1	62,4	1,5	6,0		2,0	38,9

TABLEAU C.02-4

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et statut

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Individu

Statut	Hommes				Femmes				Ensemble	
	1988		1989		1988		1989		1988	1989
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	64.814	3,1	60.022	2,9	103.998	16,6	103.747	16,0	168.812	6,1	163.769	6,1
Aides familiaux	35.320	29,1	31.142	26,2	212.922	35,6	183.373	34,6	248.242	34,5	214.515	33,1
Salariés des services domestiques	3.368	30,6	4.663	36,3	193.066	65,6	189.850	65,4	196.434	64,4	194.513	64,2
Autres salariés du secteur privé	195.451	2,7	223.575	3,0	916.917	21,1	954.783	21,3	1.112.368	9,7	1.178.358	9,9
Salariés de l'État	55.062	3,7	55.329	3,6	353.416	22,5	359.799	22,9	408.478	13,2	415.128	13,3
Salariés des collectivités locales	59.445	8,4	58.026	8,2	304.447	24,5	319.173	25,2	363.892	18,7	377.199	19,1
Salariés des services publics	9.688	1,2	8.375	1,1	75.328	17,9	67.442	17,0	85.016	7,1	75.817	6,7
Ensemble	**423.148**	**3,4**	**441.132**	**3,5**	**2.160.094**	**23,7**	**2.178.167**	**23,7**	**2.583.242**	**12,0**	**2.619.299**	**12,0**

(1) Taux de temps partiel = rappport (en %) des actifs à temps partiel à l'ensemble des actifs occupés (temps partiel + temps complet).

TABLEAU C.02-5

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Individu

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	1988		1989		1988		1989		1988		1989	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
U 01. Agriculture	59.425	5,8	60.122	6,1	173.937	32,5	165.187	31,4	233.362	15,0	225.309	14,9
U 02. Industries agricoles et alimentaires	9.541	2,5	8.326	2,2	30.628	15,1	35.713	15,9	40.169	6,8	44.039	7,2
U 03. Énergie	2.502	1,2	2.256	1,1	6.791	13,3	6.123	12,0	9.293	3,5	8.379	3,2
U 04. Industrie des biens intermédiaires	8.018	0,8	6.369	0,6	19.263	8,7	26.340	10,7	27.281	2,3	32.709	2,6
U 05. Industrie des biens d'équipement	10.672	0,9	10.985	0,9	38.413	10,8	40.462	11,2	49.085	3,1	51.447	3,3
U 06. Industrie des biens de consommation	14.262	2,2	14.799	2,3	65.208	11,0	68.595	11,8	79.470	6,4	83.394	6,8
U 02 à 06. Industries	*44.995*	*1,3*	*42.735*	*1,2*	*160.303*	*11,2*	*177.233*	*12,1*	*205.298*	*4,3*	*219.968*	*4,5*
U 07. Bâtiment, génie civil et agricole	18.708	1,3	15.393	1,0	50.958	35,3	46.310	34,2	69.666	4,4	61.703	3,8
U 08. Commerce	38.782	2,9	44.187	3,3	291.853	23,7	282.686	22,7	330.635	12,9	326.873	12,7
U 09. Transports et télécommunications	23.742	2,5	27.710	2,8	80.145	24,0	84.217	24,8	103.887	8,0	111.927	8,5
U 10. Services marchands	118.474	5,8	132.914	6,4	548.167	21,8	571.529	22,4	666.641	14,6	704.443	15,2
U 11 à 13. Institutions financières	4.098	1,2	4.700	1,4	65.464	17,4	60.886	15,9	69.562	9,6	65.586	9,2
U 14. Services non marchands	111.702	6,2	108.674	6,0	782.931	31,4	775.012	31,0	894.633	20,9	883.686	20,4
U 08 à 14. Tertiaire	*296.798*	*4,6*	*318.185*	*4,9*	*1.768.560*	*25,4*	*1.774.330*	*25,3*	*2.065.358*	*15,4*	*2.092.515*	*15,4*
Activités indéterminées	3.222	5,3	4.697	6,6	6.336	18,9	15.107	33,3	9.558	10,1	19.804	17,1
Total	**423.148**	**3,4**	**441.132**	**3,5**	**2.160.094**	**23,8**	**2.178.167**	**23,7**	**2.583.242**	**12,0**	**2.619.299**	**12,0**

(1) Taux de temps partiel = rapport (en %) des actifs à temps partiel à l'ensemble des actifs occupés (temps partiel + temps complet).

TABLEAU C.02-6

Principales maladies professionnelles : nombre de cas constatés

Source : Caisse nationale d'Assurance maladie des travailleurs salariés

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Maladies causées par le plomb et ses composés	51	46	40	33	43	40	33	19	17	28
Maladies causées par le benzène, le toluène, les xylènes et tous produits en renfermant	64	71	65	71	53	46	55	41	39	35
Affections causées par les ciments	833	784	803	712	598	530	429	373	300	342
Ulcérations et dermites provoquées par l'acide chromique	66	77	74	77	68	71	64	54	41	27
Affections dues aux dérivés halogènes de l'éthylène	118	94	107	95	64	65	49	52	25	31
Affections provoquées par les amines aromatiques	101	95	92	101	86	76	71	75	52	51
Brucelloses	158	151	129	131	72	78	79	43	(1) 55	43
Pneumoconioses consécutives à l'inhalation de silice	643	548	553	541	551	478	369	(2) 317	224	303
Affections provoquées par les poussières d'amiante	127	149	159	190	179	211	202	250	262	324
Dermatoses par lubrifiants	184	193	196	163	149	122	109	69	71	76
Affections provoquées par les bruits (3)	256	248	286	■ 670	1.296	1.411	1.269	1.052	(4) 906	959
Hépatites virales	597	497	438	381	295	285	242	223	135	83
Affections provoquées par le bois	45	52	61	111	147	124	116	121	99	98
Maladies provoquées par les résines époxydiques	95	81	86	78	86	81	76	71	64	72
Affections péri-articulaires	266	287	428	433	649	666	673	665	(5) 646	832
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	84	86	137	120	162	183	172	175	(6) 144	146
Affections respiratoires de mécanisme allergique	54	69	77	99	109	117	106	109	(7) 96	104
Affections provoquées par les vibrations, chocs transmis par certaines machines-outils, outils, objets	47	51	78	99	121	100	99	76	76	78

(1) Non compris 73 cas de brucellose reconnus par le régime des salariés agricoles. — (2) Non compris les cas de silicose reconnus dans les mines (582 cas en 1986). — (3) À partir de 1982 variations dues à une extension du champ. — (4) Non compris 35 cas d'affections dues au bruit reconnus par le régime des salariés agricoles. — (5) Non compris 106 cas d'affection péri-articulaire reconnus par le régime des salariés agricoles. — (6) Non compris 49 cas de dermite eczématiforme de mécanisme allergique reconnus par le régime des salariés agricoles. — (7) Non compris 66 cas d'affection respiratoire de mécanisme allergique reconnus par le régime des salariés agricoles.

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail : taux de fréquence des accidents avec arrêt (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1965	1975	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Métallurgie	64	56	44	45	41	38	35	33	30	31
Bâtiment et travaux publics (2)	86	77	76	80	76	75	71	69	67	68
Bois	58	54	53	54	53	51	48	47	45	46
Chimie	38	32	28	28	25	24	22	19	17	17
Pierres et terres à feu	77	63	57	58	55	52	48	48	45	44
Caoutchouc, papier, carton	50	47	40	42	41	38	36	33	31	32
Livre	25	23	21	22	20	20	19	17	16	16
Textiles	29	30	29	30	29	29	28	26	23	24
Vêtement	14	16	16	17	16	16	14	14	14	13
Cuirs et peaux	22	23	21	23	21	20	20	18	17	16
Alimentation	43	42	41	43	41	41	38	37	35	34
Transports et manutention	61	52	49	52	48	48	47	45	45	44
Commerces non alimentaires	24	22	19	20	19	18	17	16	15	15
Interprofessionnel	14	15	16	16	15	15	15	16	15	16
Ensemble des activités	**47**	**40**	**35**	**36**	**34**	**31**	**30**	**29**	**27**	**27**
Nombre total d'accidents avec arrêt dans le régime général de Sécurité sociale (millier)	1.154.4	1.113,1	923,1	930,5	852,6	777,9	731,8	690,6	662,8	690,1
dont : Nombre d'accidents mortels	2.123	1.986	1.423	1.359	1.282	1.130	1.067	978	1.004	1.112

(1) Taux de fréquence = $\frac{\text{Nombre d'accidents avec arrêt}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} \times 1.000.000$. — (2) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-8

Accidents du travail : taux de gravité des incapacités temporaires (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1965	1975	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Métallurgie	1,33	1,29	1,07	1,11	1,02	0,99	0,88	0,88	0,83	0,87
Bâtiment et travaux publics (2)	2,08	2,48	2,67	2,87	2,81	2,84	2,59	2,68	2,72	2,83
Bois	1,39	1,44	1,41	1,44	1,38	1,34	1,26	1,31	1,29	1,36
Chimie	0,94	0,89	0,81	0,79	0,74	0,70	0,61	0,58	0,56	0,57
Pierres et terres à feu	1,82	1,84	1,73	1,74	1,66	1,61	1,46	1,62	1,57	1,58
Caoutchouc, papier, carton	1,28	1,32	1,11	1,14	1,12	1,05	0,98	0,98	0,95	0,97
Livre	0,57	0,63	0,58	0,63	0,59	0,64	0,56	0,52	0,52	0,51
Textiles	0,74	0,76	0,74	0,76	0,72	0,73	0,70	0,74	0,70	0,72
Vêtement	0,30	0,35	0,37	0,39	0,40	0,40	0,35	0,35	0,37	0,37
Cuirs et peaux	0,51	0,58	0,52	0,54	0,52	0,50	0,54	0,56	0,51	0,48
Alimentation	0,96	1,05	1,02	1,07	1,03	1,05	0,97	0,99	0,95	0,99
Transports et manutention	1,74	1,81	1,72	1,84	1,75	1,85	1,81	1,86	1,96	1,93
Commerces non alimentaires	0,57	0,61	0,54	0,57	0,56	1,05	0,50	0,49	0,49	0,51
Interprofessionnel	0,36	0,43	0,45	0,48	0,47	0,57	0,45	0,48	0,48	0,52
Ensemble des activités	**1,09**	**1,11**	**1,00**	**1,05**	**1,00**	**0,98**	**0,88**	**0,91**	**0,90**	**0,93**
Nombre total de journées perdues par incapacité temporaire consécutive à un accident du travail, régime général (en million)	21,0	30,8	26,8	27,3	25,5	24,2	21,9	22,0	22,0	23,6

(1) Taux de gravité = $\frac{\text{Nombre de journées perdues} \times 1.000}{\text{Nombre d'heures travaillées}}$. — (2) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-9

Conflits du travail

(A l'exception des salariés de l'agriculture et des administrations publiques)
Moyenne mensuelle (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Conflits localisés :										
Nombre de conflits observés	253	254	315	280	250	183	137	136	188	170
Effectifs ayant cessé le travail (en milliers)	33,3	32,9	44,6	37,8	42,2	22,8	21,8	18,7	27,2	20,3
Nombre de journées individuelles non travaillées (en milliers)	125,9	120,2	187,6	110,1	109,7	60,6	47,3	42,6	91,2	66,7
Conflits généralisés :										
Nombre de journées individuelles non travaillées (en milliers)	13,6	4,5	6,4	13,5	3,3	13,2	39,5	38,1	12,3	8,7

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année.

TABLEAU C.02-10

Absentéisme selon la qualification

Octobre 1986

Source : INSEE

Qualifications	Nombre de jours d'absence occasionnelle (1)	Répartis (en %) en					Autres causes (en jours) (3)	Proportion d'absents (%) (4)	Durée d'absence des absents (en jours)
		Maladie	Maternité	Accident du travail	Congé personnel	Autre cause imprévue (2)			
Cadres	**0,29**	**60,6**	**12,3**	**2,9**	**10,0**	**14,2**	**0,39**	**12,8**	**5,32**
Cadres supérieurs	0,15	67,7	4,7	3,8	8,7	15,0	0,27	8,2	5,14
Cadres confirmés	0,31	62,0	11,6	2,4	10,2	13,8	0,43	14,1	5,26
Autres cadres	0,40	55,5	16,6	3,3	10,0	14,6	0,41	14,6	5,54
Techniciens	**0,61**	**55,7**	**11,8**	**3,3**	**12,7**	**16,5**	**0,63**	**24,7**	**5,02**
Agents de maîtrise	**0,62**	**57,0**	**9,3**	**7,3**	**9,3**	**17,1**	**0,67**	**23,3**	**5,51**
Employés	**1,07**	**55,7**	**24,0**	**2,6**	**8,7**	**9,0**	**0,63**	**25,1**	**6,79**
Employés très qualifiés	0,78	56,0	24,1	2,9	7,2	9,8	0,52	22,1	5,88
Employés qualifiés	1,16	56,3	24,7	2,4	8,9	7,7	0,63	26,8	6,69
Employés non qualifiés	1,12	53,9	22,3	3,0	9,3	11,4	0,75	23,8	7,85
Ouvriers	**1,37**	**59,1**	**5,1**	**9,8**	**8,2**	**17,7**	**0,64**	**33,3**	**6,04**
Ouvriers très qualifiés	1,06	58,0	0,5	15,0	6,9	19,6	0,68	30,2	5,77
Ouvriers qualifiés	1,20	58,2	1,4	12,3	8,8	19,3	0,34	34,6	5,62
Ouvriers semi-qualifiés	1,43	60,8	5,8	8,8	8,2	16,5	0,62	34,4	5,94
Ouvriers non qualifiés	1,63	57,9	9,3	7,3	8,0	17,5	0,56	31,3	6,98
Ensemble	**1,04**	**58,1**	**9,8**	**7,6**	**8,7**	**15,8**	**0,62**	**27,6**	**6,00**

(1) Absences occasionnelles : maladie + maternité + accident de travail + congé personnel + autre cause imprévue. — (2) Les autres causes imprévues sont diverses : arrêts techniques, grèves, causes multiples indécidables. — (3) Les autres causes sont liées au droit ou à l'organisation du travail : congés payés, récupération, ou fraction de mois non faite pour embauche ou départ en cours de mois. — (4) Il s'agit de la proportion d'absents pour toute cause (y compris congés payés, récupération et fraction de mois non faite).

TABLEAU C.02-11

Résultats des élections aux comités d'entreprise (en % des suffrages exprimés)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Ensemble des salariés :										
CGT	36,5	32,0	32,3	28,5	29,3	27,7	27,1	26,8	26,7	25,1
CFDT	21,3	22,3	22,8	21,9	21,0	21,2	21,2	21,3	20,7	21,0
CFTC	2,9	2,9	2,9	4,0	3,8	5,0	3,8	4,8	3,7	4,6
FO	11,0	9,9	11,7	11,1	13,9	12,6	14,4	11,3	13,7	11,2
CGC	6,0	6,1	7,0	6,5	7,1	6,2	7,5	5,9	6,8	5,5
Autres syndicats	5,0	4,1	4,4	4,7	4,8	5,8	5,0	6,0	4,8	6,3
Non syndiqués	16,8	22,2	18,4	22,8	19,7	21,5	21,1	23,9	23,5	26,4
B. Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :										
CGT	43,2	38,2	39,0	34,5	35,5	33,7	33,2	32,8	32,6	30,4
CFDT	21,7	23,2	23,6	23,2	22,2	22,3	22,1	22,1	20,8	21,8
CFTC	2,5	2,7	2,8	3,7	3,5	4,7	3,6	4,7	3,5	4,4
FO	10,7	10,2	11,6	11,7	14,2	13,3	14,5	11,8	14,1	11,9
CGC	0,4	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,8	0,5
Autres syndicats	4,9	3,9	4,5	4,3	4,6	4,5	4,9	4,7	4,7	5,0
Non syndiqués	16,2	21,3	18,0	22,0	19,5	20,9	21,0	23,3	23,6	26,0
C. Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (1)] :										
CGT	17,2	13,5	13,4	11,2	12,5	11,2	11,8	11,8	12,4	11,2
CFDT	20,2	19,9	20,8	18,3	17,7	18,1	19,1	18,9	20,4	19,0
CFTC	4,4	3,7	3,4	5,1	4,6	5,8	4,4	5,2	4,4	5,2
FO	11,7	9,4	12,3	9,6	13,4	10,7	14,0	9,7	12,7	9,3
CGC	22,8	23,4	25,1	24,0	25,4	21,7	24,4	20,1	21,7	18,1
Autres syndicats	5,5	5,0	4,7	6,4	6,0	9,3	5,0	9,1	5,1	9,7
Non syndiqués	18,7	25,0	20,0	25,4	20,3	23,2	21,3	25,2	23,3	27,5

(1) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-12

Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre 1989

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Taille des établissements	Nombre d'établissements	Établissements avec délégués (en %)	Effectifs	Effectifs des établissements avec délégués (en %)
50 à 99 salariés	18.512	35,7	1.298.556	37,1
100 à 199 salariés	9.690	58,4	1.340.893	59,6
200 à 499 salariés	5.189	77,8	1.551.184	79,2
500 à 999 salariés	1.256	89,4	850.144	89,5
1.000 salariés et plus	522	92,3	1.219.721	91,5
Total	**35.169**	**50,9**	**6.260.498**	70,1

TABLEAU C.02-13

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre 1989

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Syndicats	Nombre de délégués	%
CGT	11.930	28,8
CFDT	10.200	24,6
CGT-FO	7.674	18,5
CFE-CGC	5.625	13,6
CFTC	3.124	7,5
Autres syndicats	2.907	7,0
Total	**41.460**	**100,0**

TABLEAU C.02-14

Établissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre 1989

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis	Établissements ayant au moins 1 CHSCT (en %)	Effectifs (en millier)	Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)
Moins de 300 salariés	29.169	61,5	3.179,1	69,2
De 300 à 499	2.142	88,6	812,6	88,8
500 et plus	1.839	92,4	2.321,4	92,7
Total	**33.150**	**65,0**	**6.313,1**	**80,4**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique, 1, place de Fontenoy, 75007 Paris. Tél. : (1) 40 56 60 00.

Bulletin mensuel des statistiques du travail.
Dossiers statistiques du travail et de l'emploi.
Revue française des affaires sociales.
Travail Emploi : contraintes et rythme du travail des salariés à temps partiel.

- INSEE.

Données sociales, 1990.
Enquête sur l'emploi, Collections de l'INSEE, série D, dernier paru : résultats de 1988, n° D 128.
Économie et statistique, avril 1990 : dossier sur l'utilisation des facteurs de production.
Enquête sur l'emploi, INSEE Résultats, série emploi-revenus, résultats de 1989, n° 6-7.

ECONOMIE & STATISTIQUE

REVUE MENSUELLE DE L'INSEE

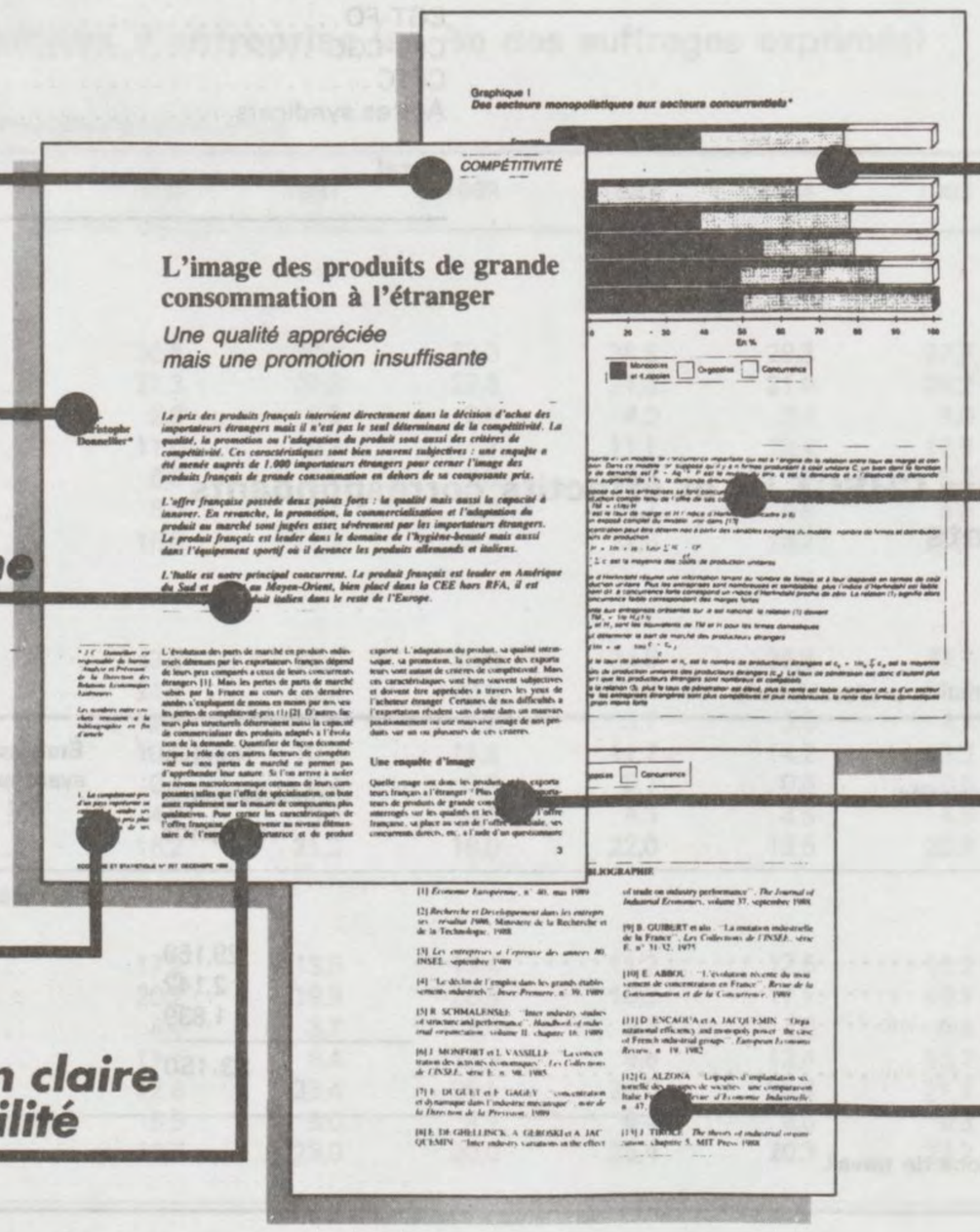
Des dossiers complets et des articles d'actualité

Les meilleurs experts du domaine

Le chapeau : un panorama complet du thème

Des références incontestables, des sources fiables

Une présentation claire une grande lisibilité


COMPÉTITIVITÉ

L'image des produits de grande consommation à l'étranger

Une qualité appréciée mais une promotion insuffisante

Graphique 1
Des secteurs monopolistiques aux secteurs concurrentiels*

BIBLIOGRAPHIE

Des graphiques clairs et commentés

Des encadrés pour les définitions et la méthodologie

Dans chaque article les dernières données disponibles

Une bibliographie détaillée

Les derniers dossiers parus :

- **mai -** Les déséquilibres internationaux
- **juin -** L'avenir du financement des retraites

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

ABONNEMENTS

A retourner à INSEE - CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Veuillez enregistrer mon abonnement à ECONOMIE ET STATISTIQUE pour 1 an (11 numéros) au prix de **375 F**

NOM ou RAISON SOCIALE _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL |_|_|_|_|_| COMMUNE _____ PAYS _____

Ci-joint mon règlement à l'ordre de l'INSEE

Date Signature

Chapitre C.03

Salaires et revenus

1. Salaires dans les entreprises industrielles et commerciales

2. Salaires dans la fonction publique

3. Coût de la main-d'œuvre

4. Revenus

En matière de revenus, la diffusion de certains résultats statistiques ne peut être réalisée qu'avec un délai relativement important, lié aux sources utilisées (déclarations annuelles de salaires, enquête non annuelle sur les revenus fiscaux,...).

1. Salaires dans les entreprises industrielles et commerciales
(tableaux 1 à 10)

Les tableaux 1 et 2 résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs T 17, les arsenaux faisant partie des administrations publiques, et T 38, une grande partie de ce secteur étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (T 32, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Le tableau 1 concerne la répartition par activité économique de la masse des salaires bruts des années les plus récentes; le tableau 2 donne les salaires nets annuels moyens des années 1986 et 1987 par activité économique, sexe et catégorie socioprofessionnelle, et un rappel, sur les années antérieures, des salaires moyens par sexe et catégorie socioprofessionnelle.

Le tableau 3 donne l'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970]. Le SMIC varie en fonction de la hausse des prix et de plus peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1); cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations, indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

L'évolution des gains mensuels des cadres, agents de maîtrise, techniciens, employés et ouvriers du secteur privé fait l'objet des tableaux 4 et 5.

Les gains selon l'activité économique, en avril 1988, sont présentés au tableau 6. Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, des primes de transport, des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités pour travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes qui ne sont pas versées mensuellement (primes de vacances, primes de fin d'année), les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

---

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimum en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions;

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

L'évolution de l'indice des taux de salaire horaire des ouvriers pour la France entière est présentée par activité économique au tableau 7, par qualification au tableau 8. L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de 10 salariés et plus : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil. Outre des modifications techniques, comme le tirage d'un nouvel échantillon, l'actualisation des pondérations et la pré-impression sur le questionnaire des réponses faites à l'enquête du trimestre précédent, les deux modifications essentielles portant sur les données relatives aux salaires sont les suivantes :

— la question sur les taux de salaire horaire de base a été remplacée par deux questions : l'une sur l'horaire mensuel de base, l'autre sur le salaire mensuel de base hors prime et majoration pour heures supplémentaires; ces deux informations permettent de calculer un nouveau taux de salaire horaire de base; l'évolution de celui-ci est calculée avec la même méthode que par le passé;

— cette nouvelle enquête collecte les données relatives au salaire de base par niveau de qualification des catégories non ouvrières (agents de maîtrise, employés, ingénieurs et cadres); pour ne pas alourdir le questionnaire, le recueil des données relatives aux salaires par sexe a été abandonné.

Les tableaux 9 et 10 sont précisément relatifs aux évolutions des salaires de base des catégories non ouvrières; le tableau 9 en donne le détail par activité économique, le tableau 10 en donne le détail selon les 9 catégories distinguées par l'enquête.

2. Fonction publique
(tableaux 11 à 16)

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités. Ces données font l'objet du tableau 11 où elles sont présentées suivant la catégorie socioprofessionnelle, le statut et le sexe des personnels concernés.

Le tableau 14 présente les rémunérations mensuelles brutes extrêmes (avant déduction de la cotisation de Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) aux 2 niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé (indice majoré 810, puis 814 à partir du 1er octobre 1988), au-delà duquel ne se trouvent que les emplois classés en échelles-lettres.

Le *minimum mensuel de rémunération* existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps, devenu par étapes successives l'indice brut 209 en juillet 1985 (soit, à cette date, l'indice majoré 217) [décret n° 86-167 du 31 janvier 1986]. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'*échelle hiérarchique* des traitements fixée en 1948 en indices nets allant de 100 à 650, puis en 1956 en indices bruts allant de 100 à 1.000, est, à la date du 1er octobre 1988, exprimée en indices majorés allant de 150 à 814. L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'*indemnité de résidence*, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, une partie de celle-ci étant alors intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui contribue à majorer les pensions de retraite actuelles et futures des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %) et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, préposés des PTT, commis des administrations centrales et des services extérieurs), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 personnes : plan Masselin reclassant les personnels d'exécution des catégories C et D de janvier 1970 à janvier 1974, plan Massenet reclassant les personnels de catégorie B de décembre 1972 à juillet 1976, reclassement des personnels de catégorie A entre décembre 1974 et août 1977.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or en 1989, les distributions de primes et d'indemnités se sont développées dans la Fonction publique d'État. Notamment dans le cadre du plan Jospin, la presque totalité des mesures concernant les enseignants n'ont pas été prises en compte. Aussi l'indice des traitements de la fonction publique a-t-il perdu une partie de sa pertinence en 1989. Il est présenté dans les tableaux 15 concernant les traitements bruts et 16 concernant les traitements nets de retenue. Sont publiés également les indices propres à chacune des quatre catégories statutaires A, B, C, D et au regroupement des catégories C + D. Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

3. Coût de la main-d'œuvre
(tableau 17)

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise, en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe

(salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales...

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984 puis sur 1988, et sera réalisée tous les quatre ans à partir de cette date dans les pays de la Communauté, pour mesurer l'évolution des coûts et permettre des comparaisons internationales. Depuis 1978, l'enquête effectuée pour la France par l'INSEE couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances. En 1988, pour la première fois, certains secteurs des services sont également enquêtés.

Des tableaux tirés de l'enquête communautaire 1984, ont été publiés dans les précédentes éditions de cet annuaire (décomposition du coût de la main-d'œuvre en ses différentes composantes de 78 à 84, comparaison par branche dans les pays de la CEE).

Concernant la France, les résultats portant sur l'année 1988 sont mis à disposition par l'INSEE. Les données européennes ne seront publiées qu'ultérieurement, après harmonisation par les services de l'OSCE.

4. Revenus

41. L'enquête sur les revenus fiscaux des ménages
(tableaux 18 à 20)

En France, la source principale permettant de saisir l'ensemble des revenus des ménages est constituée par une exploitation périodique des déclarations fiscales que collecte la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu.

Cette exploitation, de périodicité quinquennale, porte sur un échantillon d'environ 40.000 ménages, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés. La dernière enquête se rapporte aux revenus de 1984.

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

Le *revenu fiscal* est constitué de la totalité des ressources des ménages qui sont par nature imposables. On y ajoute les allocations de vieillesse non imposables dites du « minimum vieillesse ».

C'est un revenu avant impôt et transferts familiaux. Il ne s'agit pas du revenu imposable au sens fiscal (assiette de l'impôt), les divers abattements et déductions prévus par la législation fiscale n'ayant pas été déduits.

Les principaux revenus partiels entrant dans le revenu fiscal sont : les traitements et salaires, les pensions et rentes viagères, les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les bénéfices agricoles, les rémunérations de gérants et associés, les revenus de valeurs mobilières, les revenus fonciers.

Sous l'étiquette de revenu fiscal, on amalgame différents revenus dont la signification n'est pas la même. Si les salaires et les pensions déclarés par les contribuables correspondent bien à des revenus effectivement perçus, il n'en est pas de même des revenus des entrepreneurs individuels dont l'imposition est souvent basée sur une évaluation forfaitaire. Les revenus d'activité non salariaux estimés par la source fiscale sont très inférieurs aux évaluations plus économiques de ces mêmes revenus en comptabilité nationale. Par suite, les revenus des ménages sont connus avec une précision variable selon les cas : en moyenne bien meilleure pour les salariés et les inactifs que pour les indépendants et les agriculteurs.

Les tableaux 18, 19 et 20 présentent certains résultats tirés de l'enquête 1984 sur les revenus fiscaux : revenus fiscaux moyens et par tranche selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence; tranches de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence.

42. Les revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, calés sur les comptes nationaux

À partir de l'enquête sur les « revenus fiscaux » des ménages, et donc tous les cinq ans environ, l'INSEE procède à une répartition des revenus évalués dans les comptes nationaux, entre les ménages classés selon la catégorie socioprofessionnelle de leur chef. La dernière évaluation portait sur l'année 1979. Les chiffres 1983 obtenus par simple actualisation des résultats de 1979 ont été présentés dans l'édition 1987 de cet annuaire.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut. Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité et du patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage, et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale.

L'enquête « revenus fiscaux » fournit des clés de ventilation pour les salaires, les revenus d'entreprise, les revenus de la propriété, les retraites, l'impôt. Elle permet également de calculer des revenus non imposables mais attribués sur barème, tels que les prestations familiales, le minimum vieillesse. Pour certains types de revenus, la somme des revenus des différentes catégories de ménage issue de la source fiscale est très inférieure aux évaluations des comptes nationaux (en particulier pour les revenus d'entreprise individuelle). On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

La définition des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non

monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôts (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur l'épargne des ménages.

* * *

TABLEAU C.03-1

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Source : INSEE

Unités : Salaires : Million de francs
Effectifs : Millier de salariés

Numéros de la nomenclature (1)	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Établissements ayant eu des salariés			Masse annuelle des salaires bruts (2)			Effectifs présents au 31 décembre		
		1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987
T 01	Pêche	2.923	1.998	2.492	1.298,2	1.214,1	1.541,3	12,1	10,0	12,7
T 02	Industries de la viande et du lait	4.615	4.600	4.827	15.266,5	16.040,1	16.525,1	171,3	171,8	169,2
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	43.579	44.448	45.304	31.475,2	32.366,6	34.397,4	361,2	364,5	372,5
T 04	Production de combustibles minéraux solides	48	43	35	5.218,6	*r* 5.362,6	4.720,2	50,1	*r* 40,5	36,5
T 05	Production de pétrole et gaz naturel	212	332	340	3.971,3	6.905,7	7.252,1	20,9	35,7	36,0
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	1.716	1.509	1.481	24.811,8	25.266,8	25.451,4	192,9	192,7	187,1
T 07	Production de minerais et métaux ferreux	584	601	643	14.924,6	14.866,5	14.157,5	136,0	128,6	113,6
T 08	Production de minerais, métaux non ferreux	503	520	512	6.763,8	7.000,4	6.907,4	57,9	56,1	53,4
T 09	Production de matériaux de construction	8.328	8.384	8.410	14.457,6	14.586,5	14.981,9	145,4	141,9	142,2
T 10	Industrie du verre	1.043	1.079	1.109	5.720,3	6.028,9	6.187,8	55,0	56,1	55,6
T 11	Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	1.597	1.608	1.638	16.479,7	16.946,2	17.733,5	126,3	123,7	122,8
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	3.134	3.201	3.274	22.663,1	23.437,5	24.295,3	188,0	185,6	184,0
T 13	Fonderie et travail des métaux	18.613	19.343	19.772	38.294,0	40.028,2	41.724,6	403,0	399,8	401,6
T 14	Construction mécanique	20.041	21.015	21.590	45.241,0	48.128,6	48.018,3	439,4	439,2	420,1
T 15	Construction électrique et électronique	10.494	11.445	12.157	63.359,3	66.233,2	68.863,4	557,7	549,7	546,3
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	2.450	2.484	2.573	41.414,1	39.776,5	39.747,0	395,2	370,0	357,4
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	1.173	1.073	1.139	21.609,9	23.643,3	22.912,9	160,3	165,6	151,6
T 18	Industrie textile et habillement	17.902	18.419	18.069	33.133,9	34.170,2	33.992,1	441,9	424,2	400,4
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	3.042	2.985	2.903	6.928,4	6.875,7	6.836,5	94,1	89,2	84,1
T 20	Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	21.904	22.636	23.423	22.115,2	22.917,4	23.872,7	275,6	275,9	274,2
T 21	Industrie du papier et du carton	1.992	2.013	2.037	10.996,1	11.613,6	11.865,5	104,2	105,9	102,8
T 22	Imprimerie, presse, édition	14.266	15.165	16.177	24.623,7	27.125,9	29.065,1	222,0	228,3	237,1
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	4.648	4.848	5.040	18.650,4	19.942,1	20.956,8	199,4	203,7	203,2
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	164.072	167.365	173.113	100.336,8	107.781,0	113.346,9	1.186,8	1.201,8	1.224,6
T 25	Commerce de gros alimentaire	24.394	23.585	24.482	23.591,9	25.221,4	26.648,4	254,1	257,2	261,2
T 26	Commerce de gros non alimentaire	62.155	65.223	70.374	75.315,6	79.025,8	85.799,5	677,8	677,5	710,8
T 27	Commerce de détail alimentaire	70.400	71.424	72.383	33.651,0	37.325,0	39.918,2	*r* 493,1	521,9	529,6
T 28	Commerce de détail non alimentaire	154.805	160.940	167.040	49.080,1	52.730,2	57.010,9	665,4	694,2	717,3
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	53.300	54.022	55.951	28.805,0	28.212,5	30.089,2	324,7	326,5	332,7
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	106.175	110.927	115.551	31.318,5	34.099,4	36.622,2	453,7	470,5	496,1
T 31	Transports	42.544	43.095	44.609	85.560,6	86.304,9	87.410,5	821,4	811,6	818,5
T 32	Télécommunications et postes	331	338	365	10.253,8	///	870,3	122,3	///	7,3
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	137.484	149.542	159.440	118.672,5	132.515,6	151.870,5	1.139,9	1.206,4	1.320,0
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	149.079	156.341	165.932	131.937,2	145.594,1	153.931,9	1.714,5	1.825,7	1.890,9
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	11.665	7.795	7.163	8.250,6	6.887,1	6.965,8	97,5	86,8	84,8
T 36	Assurances	4.739	5.112	5.356	17.557,5	18.666,0	19.764,5	142,7	151,4	156,8
T 37	Organismes financiers	11.391	12.087	13.063	53.028,3	59.579,1	63.223,7	399,3	424,5	425,5
T 38	Services non marchands	55.510	59.121	62.543	59.359,1	65.365,9	64.744,0	782,7	853,6	845,1
	Total	**1.232.851**	**1.276.666**	**1.332.310**	**1.316.135,2**	***r* 1.390.501,3**	**1.460.222,4**	***r* 14.085,8**	***r* 14.274,0**	**14.485,7**

(1) Non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature.

TABLEAU C.03-2A

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1986 (résultats définitifs rectifiés)

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Numéro de la nomenclature	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen								
			Ensemble			Catégories socioprofessionnelles					
						Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés			Ouvriers
			Les deux sexes (3)	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes
T 01	Pêche	9,1	120.315	124.947	51.655	195.348	138.626	60.558	119.075	///	114.654
T 02	Industries de la viande et du lait	157,2	79.401	86.488	63.213	202.584	110.847	70.317	71.482	56.142	67.242
T 03	Autres indust. agricoles et alimentaires	312,1	79.449	87.382	63.424	225.889	118.730	65.145	74.633	58.658	70.816
T 04	Production de combustibles minéraux solides	36,4	117.502	118.839	88.472	244.610	146.798	99.675	109.239	74.303	108.876
T 05	Production de pétrole et gaz naturel	35,2	161.948	175.241	111.667	273,226	154.380	106.079	113.122	103.271	112.498
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	181,0	116.956	121.820	95.696	213.782	118.022	84.456	93.293	86.019	93.187
T 07	Production de minerais et métaux ferreux	125,4	92.084	93.267	80.117	198.530	106.095	85.932	78.735	63.462	78.269
T 08	Production de minerais, métaux non ferreux	54,5	102.534	105.307	84.476	219.854	118.998	89.683	84.327	60.352	82.808
T 09	Production de matériaux de construction	133,9	86.569	89.366	69.882	221.359	114.926	82.262	71.976	53.274	70.411
T 10	Industrie du verre	54,1	94.215	98.595	72.391	214.549	118.306	82.235	84.875	55.490	81.314
T 11	Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	119,2	115.096	120.640	89.593	251.557	128.412	90.831	91.764	70.774	89.820
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	169,9	109.929	128.042	87.542	223.111	126.313	81.263	82.452	67.253	76.079
T 13	Fonderie et travail des métaux	373,3	86.173	89.836	68.789	217.569	116.864	75.453	73.448	56.827	71.257
T 14	Construction mécanique	413,8	93.341	97.176	74.598	204.443	113.899	78.238	75.262	61.489	73.823
T 15	Construction électrique et électronique	506,2	105.770	121.833	74.575	214.945	116.927	83.203	77.272	61.507	70.935
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	359,3	88.784	92.957	70.717	208.522	113.550	83.750	79.444	62.626	76.492
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	163,4	118.032	121.551	92.331	219.107	128.688	96.844	92.729	70.923	91.311
T 18	Industrie textile et habillement	387,1	69.675	93.109	56.926	217.082	114.253	66.965	65.532	51.134	55.691
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	77,2	65.439	79.031	55.688	169.562	111.259	68.342	63.075	52.280	56.404
T 20	Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	246,9	73.287	78.032	61.506	184.201	110.907	68.162	62.961	53.537	60.586
T 21	Industrie du papier et du carton	99,2	91.838	100.156	71.224	225.756	130.018	84.198	80.406	60.459	75.429
T 22	Imprimerie, presse, édition	180,9	112.648	125.686	88.108	211.052	138.552	82.238	94.955	67.176	88.135
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	183,2	84.181	91.406	65.690	215.980	113.328	74.047	72.736	57.122	68.569
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.078,2	77.552	77.646	76.014	198.930	115.821	74.576	65.609	51.479	65.500
T 25	Commerce de gros alimentaire	216,7	86.444	93.386	66.603	208.418	112.375	71.192	68.216	51.018	65.877
T 26	Commerce de gros non alimentaire	576,3	103.509	114.756	78.893	217.699	122.419	74.436	70.389	57.435	68.804
T 27	Commerce de détail alimentaire	381,4	68.600	79.147	56.928	170.741	93.028	56.383	69.869	52.586	68.108
T 28	Commerce de détail non alimentaire	478,9	78.154	96.256	65.333	154.567	100.786	62.502	71.013	57.061	66.321
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	294,4	77.099	78.335	70.235	166.793	113.450	74.337	64.544	65.558	64.567
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	329,4	69.099	75.391	59.827	150.967	92.331	62.583	66.754	51.605	63.501
T 31	Transports	716,5	98.029	100.636	84.584	220.850	124.500	85.024	81.901	71.481	81.443
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	813,5	113.491	136.519	84.568	219.877	116.880	75.653	72.092	59.368	69.537
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	1.265,8	80.281	92.278	74.718	138.041	93.431	69.399	73.824	55.401	66.878
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	59,6	79.069	87.280	67.429	170.383	108.417	65.718	67.855	50.513	64.077
T 36	Assurances	135,0	107.740	133.001	86.751	196.111	114.623	81.966	100.620	71.418	85.668
T 37	Organismes financiers	381,7	123.117	144.696	98.342	211.509	126.784	90.264	110.126	80.761	96.201
T 38	Services non marchands	470,1	86.273	101.016	77.194	154.619	93.957	71.503	67.256	57.039	63.358
	Ensemble (4)	**11.581,5**	**90.571**	**99.634**	**73.974**	**199.000**	**112.066**	**72.867**	**73.891**	**57.252**	**70.727**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail). — (3) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles. — (4) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-2B

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1987 (résultats définitifs)

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Numéro de la nomenclature	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen								
			Ensemble			Catégories socioprofessionnelles					
						Cadres et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers		
			Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes
T 01	Pêche	11,8	128.188	132.224	56.626	207.559	172.138	77.876	123.941	53.980	120.726
T 02	Industries de la viande et du lait	152,5	81.751	89.203	64.674	218.543	115.070	73.609	72.663	57.443	68.442
T 03	Autres indust. agricoles et alimentaires	325,6	81.155	89.109	65.085	232.165	121.511	66.537	75.737	59.825	71.917
T 04	Production de combustibles minéraux solides	30,2	119.040	120.624	85.586	267.002	149.305	112.918	106.307	62.138	105.973
T 05	Production de pétrole et gaz naturel	37,4	162.081	175.115	113.061	259.918	146.845	112.084	113.818	91.034	112.152
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	179,7	118.309	123.198	97.229	215.277	120.432	84.285	95.213	77.552	94.977
T 07	Production de minerais et métaux ferreux	117,8	95.745	97.100	81.822	210.487	109.992	87.822	81.396	64.111	80.800
T 08	Production de minerais, métaux non ferreux	52,1	107.301	110.343	86.862	231.677	122.239	88.739	86.471	68.420	85.410
T 09	Production de matériaux de construction	131,8	90.371	93.152	73.162	246.027	119.081	81.671	72.933	55.572	71.575
T 10	Industrie du verre	55,1	96.514	101.140	73.164	218.068	120.591	88.759	85.809	59.175	82.586
T 11	Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	119,2	119.001	124.705	92.650	256.448	130.916	94.305	95.146	73.300	93.145
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	168,4	115.003	134.034	91.830	230.878	129.151	85.571	86.492	70.833	79.866
T 13	Fonderie et travail des métaux	367,6	88.836	92.354	72.224	225.412	120.546	75.588	75.071	59.035	72.973
T 14	Construction mécanique	392,1	97.283	101.621	76.890	214.668	117.828	78.837	77.853	62.034	76.145
T 15	Construction électrique et électronique	497,3	109.335	125.400	77.289	221.182	116.670	84.089	79.451	62.799	72.859
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	347,7	91.096	95.319	73.255	207.844	115.144	88.303	80.787	64.403	77.895
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	148,8	123.546	127.629	95.126	219.786	130.970	94.736	97.180	73.074	95.387
T 18	Industrie textile et habillement	367,0	72.702	97.282	59.152	231.226	114.312	71.017	68.733	52.472	57.711
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	71,8	69.820	86.061	58.405	201.188	116.436	69.722	65.952	55.249	59.224
T 20	Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	244,6	76.214	80.795	64.647	204.784	109.653	72.492	65.320	55.779	62.940
T 21	Industrie du papier et du carton	100,1	95.375	104.296	72.629	233.792	130.876	82.640	83.506	60.745	77.979
T 22	Imprimerie, presse, édition	184,6	116.592	131.080	90.289	221.929	141.572	82.642	96.742	71.087	90.244
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	182,7	87.036	94.312	68.414	230.882	114.572	76.230	74.368	58.988	70.264
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.092,8	79.493	79.670	76.640	210.709	118.675	74.962	67.519	51.046	67.403
T 25	Commerce de gros alimentaire	217,4	89.599	96.645	69.452	212.782	118.625	71.886	70.482	52.772	68.112
T 26	Commerce de gros non alimentaire	607,7	107.443	119.297	81.191	226.637	126.111	75.391	71.819	57.961	70.148
T 27	Commerce de détail alimentaire	386,5	69.869	80.095	58.831	183.814	97.234	58.053	68.851	50.849	66.897
T 28	Commerce de détail non alimentaire	495,9	80.630	99.332	67.229	168.599	102.302	64.148	69.879	57.365	65.831
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	299,2	79.306	80.759	71.234	180.465	120.899	75.604	66.319	59.878	66.197
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	347,6	68.823	75.166	59.584	155.812	93.837	61.716	68.124	52.720	64.748
T 31	Transports	771,2	97.532	99.581	86.556	202.283	119.881	81.553	82.000	72.760	81.580
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	865,6	117.747	141.873	87.663	233.932	117.654	75.219	72.945	60.280	70.290
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	1.298,3	80.854	93.011	75.073	144.649	93.796	69.662	68.334	53.310	62.638
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	59,0	80.112	89.671	68.258	176.321	105.533	67.194	70.506	52.224	65.290
T 36	Assurances	136,5	114.929	145.771	89.083	228.436	119.497	82.932	106.070	72.942	92.800
T 37	Organismes financiers	379,4	126.386	149.921	100.286	227.218	131.266	91.134	112.546	88.050	99.699
T 38	Services non marchands	465,3	87.848	102.869	78.470	157.113	97.922	72.346	65.304	60.507	63.286
	Ensemble (3)	**11.714,5**	**93.037**	**102.453**	**75.828**	**207.498**	**114.004**	**73.299**	**75.185**	**58.697**	**72.070**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail). — (3) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-3

Salaire minimum de croissance [SMIC] (1)

Moyennes annuelles du salaire horaire

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Métropole :										
SMIC	13,80	16,30	19,17	21,50	23,53	25,44	26,53	27,60	28,35	29,54
Minimum garanti	8,44	9,53	10,78	11,78	12,76	13,52	13,90	14,39	14,73	15,26
Départements d'outre-mer :										
Antilles, Guyane	11,27	13,32	15,76	17,92	19,61	21,21	22,11	23,01	23,64	24,62
Réunion	10,23	12,34	14,71	16,72	18,30	19,79	20,64	21,46	22,05	22,98

(1) De février 1982 à avril 1985, deux montants mensuels du SMIC correspondaient à un même SMIC horaire : l'un, calculé sur la base de 40 heures par semaine, concernait les seuls ouvriers déjà présents dans leur entreprise le 1er février 1982, et qui avaient droit de ce fait à une compensation totale de la réduction de la durée légale du travail; l'autre était calculé sur la base de 39 heures par semaine pour les ouvriers embauchés après le 1er février 1982. La réunification a été réalisée à compter de mai 1985 sur la base de 169 heures par mois.

TABLEAU C.03-4

Gains des salariés

(Ensemble des activités du secteur privé)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	1984		1985		1986		1987		1988
	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Avril
Gains horaires des ouvriers	34,73	35,39	36,81	37,51	38,63	38,74	39,67	40,27	41,25
Gains mensuels :									
Cadres	15.436	15.771	16.377	16.720	17.245	17.527	17.983	18.166	18.650
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	8.694	8.694	8.942	9.208	9.468	9.617	9.750	9.997	10.087
Employés	6.101	6.276	6.484	6.691	6.812	6.805	6.916	7.079	7.169
Ensemble des « non-ouvriers »	**8.460**	**8.682**	**8.978**	**9.223**	**9.425**	**9.898**	**10.088**	**10.282**	**10.449**

TABLEAU C.03-5

Indices des rémunérations des salariés

(Ensemble des activités du secteur privé)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 en octobre 1972

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Gains horaires des ouvriers (1)	227,3	255,6	294,2	337,9	390,0	436,7	469,0	497,1	521,0	541,8
Gains mensuels :										
Cadres	187,5	208,6	236,0	267,4	296,0	324,6	348,7	369,8	386,0	398,8
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	196,0	218,8	250,2	281,7	309,8	339,7	362,0	383,3	397,3	410,9
Employés	205,8	231,8	266,6	304,8	342,0	377,9	406,4	432,6	452,5	470,7
Ouvriers (2)	209,1	233,7	267,8	305,2	342,0	379,5	406,1	430,1	450,4	468,7
Ensemble des salariés	**202,4**	**226,4**	**259,0**	**294,5**	**328,5**	**362,8**	**388,7**	**412,2**	**430,7**	**447,0**

(1) Une série des gains horaires des ouvriers corrigée de la variation du nombre des jours ouvrés est disponible par ailleurs. — (2) Le gain mensuel des ouvriers est obtenu à partir du gain horaire en tenant compte de la durée du travail.

TABLEAU C.03-6

Gains selon l'activité économique des établissements

Avril 1988

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	Industries de transformation (non compris le bâtiment)	Industries transformatrices des métaux	Bâtiment et génie civil	Ensemble de l'industrie (y compris industries extractives, bâtiment et génie civil)	Transports (non compris SNCF et RATP)	Commerces	Services	Ensemble (1)
Gains horaires des ouvriers	42,00	44,04	40,99	41,80	43,80	39,18	38,70	41,25
Gains mensuels :								
Cadres	19.642	19.421	17.565	19.364	18.108	18.117	17.980	18.650
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	10.621	10.697	9.671	10.491	10.138	9.530	9.623	10.087
Employés	7.859	8.374	7.431	7.815	7.082	6.468	7.278	7.169
Ensemble des « non-ouvriers »	**11.718**	**12.071**	**10.966**	**11.623**	**10.093**	**8.761**	**10.152**	**10.449**

(1) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-7

Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) — Base 100 au 1er avril 1988

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (2)		1988		1989				1990	Moyenne (1)
		Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1989
T 02	Industries de la viande et du lait	100,9	101,8	102,7	103,4	104,5	105,2	106,0	104,4
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	101,2	101,6	102,9	104,0	105,0	105,9	106,9	104,9
T 07	Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier	101,3	102,9	103,0	106,2	106,6	108,0	108,6	106,7
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	101,2	102,1	102,8	104,4	105,5	107,4	108,5	105,7
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	100,7	101,5	102,5	103,6	104,1	105,3	106,2	104,3
T 10	Industrie du verre	101,1	102,2	102,9	104,0	104,9	105,5	107,1	104,8
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	100,9	101,5	102,4	104,0	104,5	106,7	107,1	105,0
	dont : Chimie de base - *17* -	101,0	101,5	102,6	103,8	104,1	105,9	106,6	104,6
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	100,5	101,2	102,2	103,9	104,8	105,6	106,7	104,7
	dont : Parachimie - *18* -	100,5	100,9	101,9	103,7	104,6	105,5	106,4	104,5
	Industrie pharmaceutique - *19* -	100,5	101,8	102,8	104,3	105,0	106,0	107,2	105,1
T 13	Fonderie et travail des métaux	101,0	101,6	102,8	103,9	105,0	106,0	107,0	104,9
T 14	Construction mécanique	101,0	101,7	102,6	103,6	104,7	105,7	106,9	104,7
T 15	Construction électrique et électronique	100,6	101,6	102,5	103,5	104,3	105,4	106,4	104,4
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	100,6	101,3	102,4	103,9	104,0	105,3	108,6	104,7
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	100,5	101,4	102,7	103,6	104,2	103,8	106,3	104,0
T 18	Industries du textile et de l'habillement	101,4	102,1	102,6	104,3	105,4	106,4	106,9	105,2
	dont : Industrie textile - *44* -	101,2	102,0	102,5	104,0	105,1	106,1	106,7	105,0
	Industrie de l'habillement - *47* -	101,7	102,2	102,8	104,6	105,7	106,8	107,1	105,5
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	101,1	101,2	102,4	103,6	104,9	106,3	106,6	104,8
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	101,6	102,3	103,3	104,6	105,8	106,8	107,5	105,7
	dont : Travail mécanique du bois - *48* -	101,7	102,4	103,5	104,8	106,2	107,3	108,1	106,0
	Industrie de l'ameublement - *49* -	101,6	102,3	102,9	104,3	105,5	106,4	107,3	105,3

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU C.03-7 *(suite et fin)*

Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) — Base 100 au 1er avril 1988

	Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (2)	1988		1989				1990	Moyenne (1)
		Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1989
T 21	Industries du papier et du carton	100,7	102,0	103,1	103,6	104,9	106,2	106,8	104,9
T 22	Imprimerie, presse, édition	100,7	101,9	102,7	103,9	105,2	106,6	107,2	105,2
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	101,1	102,1	103,1	104,2	104,7	106,3	107,1	105,1
	dont : Industrie du caoutchouc - *52* -	101,1	102,3	103,6	104,7	104,6	106,6	107,6	105,4
	Transformation des matières plastiques - *53* -	101,1	101,9	102,8	103,9	104,8	106,1	106,8	104,9
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	101,0	101,9	102,9	104,4	105,5	106,7	108,7	105,6
T 25	Commerce de gros alimentaire	100,6	101,5	102,3	103,9	105,3	106,2	107,3	105,0
T 26	Commerce de gros non alimentaire	100,8	101,3	101,9	103,5	104,8	105,4	106,9	104,5
T 27	Commerce de détail alimentaire	100,6	101,4	102,5	104,1	104,7	106,0	106,8	104,9
T 28	Commerce de détail non alimentaire	100,6	101,7	102,3	103,8	105,0	106,0	107,5	104,9
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	100,6	101,5	102,5	104,1	105,3	106,4	107,4	105,2
T 31	Transports (3)	100,7	101,9	103,3	104,1	105,4	106,0	106,5	105,1
	Regroupements :								
U 02	Industries agricoles et alimentaires	101,1	101,7	102,8	103,7	104,8	105,5	106,5	104,7
U 04	Industries des biens intermédiaires	101,0	101,9	102,8	104,2	105,0	106,3	107,1	105,1
U 05	Industries des biens d'équipement	100,7	101,5	102,5	103,7	104,3	105,3	107,3	104,6
U 06	Industries des biens de consommation courante	101,3	101,9	102,8	104,2	105,4	106,5	107,0	105,2
U 08	Commerce	100,7	101,4	102,2	103,8	104,9	105,8	107,1	104,8
U 10	Services marchands	100,7	101,2	101,9	103,4	104,2	105,1	106,1	104,2
U 02 à U 06	Industrie non compris le bâtiment (4)	101,0	101,8	102,7	104,0	104,8	105,9	107,1	104,9
	dont : Industrie chimique - *17 - 18 - 19* -	100,7	101,4	102,4	103,9	104,5	105,7	106,6	104,6
U 02 à U 07	Industrie y compris le bâtiment (4)	101,0	101,8	102,8	104,1	105,0	106,1	107,4	105,0
U 08 à U 14	Tertiaire (3)	100,7	101,4	102,3	103,7	104,7	105,5	106,5	104,6
U 10 à U 14	Services	100,8	101,2	101,9	103,4	104,3	105,1	106,1	104,2
U 02 à U 14	**Ensemble des secteurs non agricoles** (5)	**100,9**	**101,7**	**102,6**	**103,9**	**104,9**	**105,9**	**107,1**	**104,9**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquête de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante avec les pondérations respectives 1,2,2,2,1). — (2) Entre tirets et en italique, niveau 100 de la NAP 73 (Nomenclature d'activités et de produits de 1973). — (3) Non compris SNCF et RATP — (4) Non compris T 04 « Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction » et T 06 « Électricité, gaz et eau ». — (5) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-8

Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) — Base 100 au 1er avril 1988

Activités économiques NAP 73 : Niveaux 40 et 100	1988		1989				1990	Moyenne (1)
	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1989
Manœuvre :								
Niveau 1	101,2	101,8	102,6	104,1	105,1	106,0	107,0	105,0
Niveau 2	101,1	101,8	102,7	104,1	105,1	106,0	106,9	105,0
Ouvrier spécialisé :								
Niveau 3	100,9	101,7	102,7	104,0	104,9	106,0	107,1	104,9
Niveau 4	100,8	101,5	102,5	103,8	104,7	105,8	107,3	104,8
Ouvrier qualifié :								
Niveau 5	100,8	101,7	102,6	103,9	104,9	105,9	107,0	104,9
Niveau 6	100,8	101,6	102,6	103,8	104,8	105,9	107,1	104,8
Ouvrier hautement qualifié :								
Niveau 7	100,8	101,6	102,7	103,9	105,0	106,1	107,4	105,0
Ensemble des ouvriers	**100,9**	**101,7**	**102,6**	**103,9**	**104,9**	**105,9**	**107,1**	**104,9**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante avec les pondérations respectives 1,2,2,2,1).

TABLEAU C.03-9

Indices des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) — Base 100 au 1er avril 1988

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (2)	1988		1989				1990	Moyenne (1)
	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1989
T 02 Industries de la viande et du lait	101,1	101,8	102,2	103,6	104,8	105,8	106,3	104,6
T 03 Autres industries agricoles et alimentaires	101,1	102,0	103,5	104,4	106,0	106,8	107,9	105,7
T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers	101,2	102,1	103,8	104,6	105,5	106,5	107,6	105,6
T 10 Industrie du verre	100,8	101,9	102,7	103,9	105,1	106,7	108,0	105,3
T 11 Chimie de base, production de fils et fibres et synthétiques	100,7	101,5	102,7	104,3	104,7	106,2	107,1	105,0
dont : Chimie de base - *17* -	100,7	101,5	102,8	104,3	104,7	106,2	107,1	105,0
T 12 Parachimie et industrie pharmaceutique	100,5	101,6	102,5	103,5	104,4	105,4	106,5	104,5
dont : Parachimie - *18* -	100,4	101,6	102,3	103,4	104,4	105,3	105,9	104,3
Industrie pharmaceutique - *19* -	100,5	101,6	102,7	103,7	104,5	105,5	107,1	104,7
T 13 Fonderie et travail des métaux	101,2	101,9	103,1	104,3	105,4	106,4	107,5	105,4
T 14 Construction mécanique	101,2	102,0	103,3	104,0	105,3	106,9	107,8	105,4
T 15 Construction électrique et électronique	100,3	101,0	102,1	102,8	103,6	104,7	106,1	103,8
T 16 Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	100,4	101,2	102,3	103,5	104,2	105,6	106,0	104,4
T 18 Industries textiles et d'habillement	101,2	102,2	102,8	104,1	105,2	106,5	107,2	105,2
dont : Industrie textile - *44* -	101,2	102,1	102,4	103,6	104,8	106,1	106,8	104,8
Industrie de l'habillement - *47* -	101,2	102,4	103,2	104,9	105,7	107,1	107,8	105,8
T 19 Industries du cuir et de la chaussure	101,4	102,1	101,5	105,8	105,5	106,5	106,9	105,5
T 20 Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	101,5	102,4	103,2	104,8	105,9	107,1	108,2	105,9
dont : Travail mécanique du bois - *48* -	101,3	102,4	103,5	104,7	106,5	107,5	108,4	106,2
Industrie de l'ameublement - *49* -	101,1	101,9	102,5	104,4	105,1	106,5	108,1	105,3
T 21 Industries du papier et du carton	100,9	102,0	102,7	104,0	104,9	105,7	106,6	104,8
T 22 Imprimerie, presse, édition	101,2	102,2	103,4	104,7	105,7	107,0	108,4	105,8
T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	100,8	101,2	102,4	104,0	101,3	105,5	107,3	103,9
dont : Industrie du caoutchouc - *52* -	100,2	100,4	102,4	104,3	96,9	104,9	107,5	102,7
Transformation des matières plastiques - *53* -	101,3	101,8	102,4	103,8	105,0	106,0	107,0	104,9
T 24 Bâtiment, génie civil et agricole	101,2	102,2	103,7	105,1	106,7	107,5	109,3	106,5
T 25 Commerce de gros alimentaire	101,2	102,2	102,9	104,4	105,4	106,8	107,6	105,5
T 26 Commerce de gros non alimentaire	101,4	102,0	103,1	104,4	105,4	106,6	107,8	105,4
T 27 Commerce de détail alimentaire	101,7	102,3	103,4	104,4	105,4	107,1	107,4	105,6
T 28 Commerce de détail non alimentaire	101,2	101,8	102,6	104,4	105,3	106,6	107,0	105,3
T 29 Réparation et commerce de l'automobile	101,3	102,1	103,3	105,1	106,4	107,6	108,5	106,2
T 30 Hôtels, cafés, restaurants	101,2	101,7	101,4	103,0	104,5	105,8	106,4	104,3
T 33 Services marchands aux entreprises	100,9	101,5	102,6	104,3	105,5	105,6	107,3	105,1
T 34 Services marchands aux particuliers	100,9	101,3	102,2	103,4	104,3	106,4	106,3	104,6
T 36 Assurance	101,0	101,5	102,2	103,3	104,6	105,6	106,5	104,4
T 37 Organismes financiers	100,7	101,1	102,4	103,2	105,1	105,6	106,6	104,6
Regroupements :								
U 02 Industries agricoles et alimentaires	101,1	101,9	103,0	104,1	105,5	106,4	107,3	105,3
U 04 Industries des biens intermédiaires	100,9	101,7	102,8	104,4	104,6	106,3	107,4	105,1
U 05 Industries des biens d'équipement	100,5	101,3	102,3	103,2	104,1	105,3	106,4	104,2
U 06 Industries des biens de consommation courante	101,0	102,1	102,8	104,3	105,2	106,4	107,4	105,3
U 08 Commerce	101,4	102,1	103,0	104,4	105,4	106,7	107,5	105,4
U 10 Services marchands	101,0	101,5	102,4	104,0	105,1	106,3	107,0	105,0
U 02 à U 06 Industrie non compris le bâtiment (3)	100,8	101,6	102,6	103,8	104,6	105,9	106,9	104,8
dont : Industrie chimique - *17 - 18 - 19* -	100,6	101,6	102,6	103,8	104,5	105,7	106,7	104,7
U 02 à U 07 Industrie y compris le bâtiment (3)	100,8	101,7	102,7	104,0	104,9	106,1	107,2	105,0
U 08 à U 14 Tertiaire (4)	101,1	101,6	102,6	103,9	105,1	106,2	107,0	105,0
U 10 à U 14 Services	100,9	101,4	102,4	103,7	105,0	106,0	106,8	104,8
U 02 à U 14 **Ensemble des secteurs non agricoles (5)**	**101,0**	**101,6**	**102,6**	**104,0**	**105,0**	**106,2**	**107,1**	**105,0**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante avec les pondérations respectives 1, 2, 2, 2, 1). — (2) Entre tirets et en italique, niveau 100 de la NAP 73 (Nomenclature d'activités et de produits de 1973). — (3) Non compris T 04 « Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction » et T 06 « Électricité, eau, gaz ». — (4) Non compris SNCF et RATP. — (5) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-10

Indices des salaires mensuels de base des non-ouvriers selon la qualification

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) — Base 100 au 1er avril 1988

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100	1988		1989				1990	Moyenne (1)
	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1989
Agents de maîtrise (production) :								
Niveau 1	100,7	101,6	102,5	104,2	105,1	106,4	107,3	105,1
Niveau 2	100,9	101,7	102,7	104,1	104,9	106,1	107,1	105,0
Employés peu qualifiés	101,2	101,8	102,8	103,9	104,9	106,2	106,9	105,0
Employés qualifiés	101,1	101,7	102,7	104,0	105,2	106,4	107,2	105,1
Maîtrise administrative ou commerciale	100,9	101,5	102,5	103,7	104,9	106,1	106,9	104,8
Techniciens :								
Niveau 1	100,9	101,6	102,8	104,1	104,9	106,2	107,2	105,0
Niveau 2	100,5	101,4	102,4	103,6	104,5	105,6	106,7	104,5
Ingénieurs et cadres :								
Débutants	101,1	101,8	103,1	104,6	105,2	106,5	107,6	105,4
Confirmés	101,0	101,6	102,5	104,1	105,0	106,1	107,3	105,0
Ensemble des non-ouvriers	**101,0**	**101,6**	**102,6**	**104,0**	**105,0**	**106,2**	**107,1**	**105,0**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante avec les pondérations respectives 1,2,2,2,1).

TABLEAU C.03-11

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

(Y compris Défense)
Année 1986

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État). — *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Autres personnels		
		Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	404.700	162,1	172,2	140,2	162,6	172,8	141,0	155,5	165,3	128,9
dont : Cadres	185.200	170,4	178,0	137,8	169,7	177,2	136,8	177,9	187,4	146,2
Personnels de direction (3)	7.700	317,8	322,4	267,2	318,1	322,6	267,6	310,4	316,2	253,2
Cadres administratifs	104.500	152,8	161,1	130,9	151,6	159,5	130,2	171,2	186,8	139,4
Cadres techniques	27.700	180,2	184,0	149,9	180,5	183,7	145,9	179,5	184,6	154,1
Officiers (non généraux)	40.100	177,4	178,8	122,7	177,4	178,8	122,7	—	—	—
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	219.500	155,1	165,3	141,2	156,8	167,6	142,5	128,1	134,9	113,5
dont : Enseignants du supérieur	45.500	171,8	180,2	146,6	188,5	196,9	162,2	100,9	105,4	89,2
Personnel de direction du secondaire (4)	22.700	151,5	157,2	139,5	152,0	157,4	140,5	(5)	(5)	(5)
Professeurs agrégés et certifiés	140.000	147,4	155,8	138,9	147,3	155,6	138,9	(5)	(5)	(5)
Professions intermédiaires	1.078.600	103,2	108,2	97,0	104,7	109,6	98,5	87,8	94,2	76,7
dont : Instituteurs et professeurs de collège	565.100	100,4	104,9	97,7	103,2	109,0	99,8	70,1	71,7	68,6
Professeurs de collège (non certifiés) et assimilés	202.800	111,8	115,5	108,0	115,0	119,2	110,8	80,9	82,5	79,2
Instituteurs	334.500	96,7	99,5	95,5	96,7	99,5	95,6	83,6	(5)	(5)
Professions de la santé et du travail social, clergé	14.500	93,6	95,7	92,5	95,6	99,7	93,7	75,4	75,6	75,1
Professions administratives	183.900	101,5	107,1	95,7	101,4	107,1	95,6	102,4	107,6	97,6
Techniciens	64.100	114,1	115,2	103,4	113,9	114,8	103,2	114,8	116,9	103,9
Contremaîtres et agents de maîtrise, agents techniques	43.700	100,0	100,8	90,1	95,3	96,1	84,2	105,7	106,6	95,8
Sous-officiers	207.300	110,4	111,9	87,8	110,4	111,9	87,8	—	—	—
Employés et ouvriers	838.900	79,0	83,6	72,5	80,0	85,0	73,2	73,7	76,6	67,7
dont : Employés et agents de service	534.500	75,7	79,7	72,8	76,3	80,2	73,5	67,5	70,5	66,3
Employés	435.600	78,6	82,2	75,9	79,0	82,4	76,4	71,9	77,5	70,1
Agents de service	98.000	62,7	66,5	60,6	63,5	67,5	61,3	56,7	60,0	54,5
Personnels de la police et des prisons	103.500	104,0	104,8	82,2	104,0	104,8	82,3	74,8	(5)	(5)
Militaires du rang (engagés)	29.200	70,2	70,8	63,4	81,8	84,8	65,6	61,3	61,6	(5)
Ouvriers	171.700	75,8	77,1	68,7	72,9	73,8	66,5	79,3	81,9	70,6
Toutes catégories	**2.322.200**	**104,7**	**112,3**	**93,9**	**106,7**	**114,8**	**95,5**	**88,4**	**94,2**	**77,0**

(1) Salaire imposable et indemnités pour charges militaires non compris les avantages en nature. — (2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger. — (3) Y compris officiers généraux. — (4) Y compris inspection, éducation et orientation. — (5) Non significatif (effectifs trop faibles).

TABLEAU C.03-12

Taux de rémunérations annexes des agents de l'État (1) par profession et sexe ou statut

Métropole, agents à temps complet (y compris Défense)
Année 1986

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Ensemble	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	378.700	155.900	17,2	18	8	20	12
dont : Personnels de direction	7.300	304.400	30,3	31	11	31	23
Magistrats	5.000	194.700	25,0	25	14	26	22
Cadres administratifs	100.600	145.400	22,3	23	9	23	20
Cadres techniques	23.600	169.400	27,5	36	12	29	17
Officiers (non généraux)	35.500	174.200	33,2	33	—	34	14
Enseignants du supérieur ou chercheurs	45.200	170.900	5,1	6	2	5	3
Directeurs et inspecteurs du secondaire	21.900	148.900	6,2	6	—	7	5
Professeurs agrégés et certifiés	135.400	143.800	13,1	13	6	16	10
Professions intermédiaires	1.019.300	101.000	12,6	13	14	18	5
dont : Professeurs de collèges	191.100	108.600	8,5	9	7	9	7
Instituteurs	317.600	94.200	1,1	1	1	2	1
Travailleurs sociaux	14.000	91.800	7,0	7	6	8	6
Professions intermédiaires administratives (2)	179.000	99.000	15,2	16	7	17	13
Professions intermédiaires techniques	61.400	112.500	23,4	25	16	24	21
Contremaîtres et agents de maîtrise	42.500	99.500	26,2	19	35	26	18
Sous-officiers	186.200	109.600	31,8	32	—	33	13
Employés et ouvriers	811.700	77.600	17,6	17	22	20	12
dont : Employés	421.200	76.400	16,7	17	9	21	15
Personnels de service	94.900	61.800	5,5	6	4	8	4
Personnels de la police et des prisons	101.500	103.100	26,5	27	27	27	23
Ouvriers	168.100	75.300	16,7	11	24	18	12
Ensemble	**2.209.700**	**101.800**	**15,1**	**15**	**16**	**19**	8

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes nettes au salaire net hors rémunérations annexes et hors supplément familial de traitement. — (2) Y compris professions intermédiaires de la police et des prisons.

TABLEAU C.03-13

L'éventail des salaires de l'État (1)

(Y compris Défense)
Année 1986

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Positions caractéristiques de l'éventail des salaires (2)	Ministères civils					
	Métropole					Métropole DOM-TOM Étranger
	Ensemble	Hommes	Femmes	Titulaires	Non-titulaires	
Salaire médian	7.700	8.200	7.200	7.900	6.300	7.800
Salaire 1er décile sur salaire médian	0,69	0,69	0,71	0,70	0,70	0,69
Salaire 9e décile sur salaire médian	1,59	1,63	1,46	1,58	1,63	1,63
Salaire 9e décile sur salaire 1er décile	2,28	2,36	2,05	2,24	2,33	2,37
Salaire moyen mensuel de l'ensemble des salariés à temps complet	8.500	9.100	7.600	8.700	7.000	8.700

(1) Salaires mensuels à temps complet, arrondi à la centaine de francs. — (2) Données permettant une analyse plus quantitative des distributions statistiques. Ainsi, le salaire *médian* est celui qui partage la population observée en 2 : 50 % de personnes reçoivent un salaire *inférieur* au salaire médian et 50 % reçoivent un salaire *supérieur*; le salaire du *1er décile* est la limite supérieure de salaire des 10 % les moins payés et le salaire du *9e décile* la limite inférieure des 10 % les plus payés.

TABLEAU C.03-14

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyennes annuelles *(Hors échelle-lettres)*

Source : INSEE — *Unité :* Franc

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Minimum mensuel de rémunération brute avec indemnité de résidence la plus basse (1)	3.754	4.127	4.406	4.617	4.822	4.845	4.948	5.106
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) avec indemnité de résidence la plus basse (1)	14.348	15.499	16.795	17.520	17.883	18.129	18.517	18.924

(1) L'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le salaire s'est concrétisée, le 1er novembre 1983, par un taux d'indemnité nul pour la zone précédemment la plus basse (ex « 1 % »). — (2) Indice majoré jusqu'en 1984 = 810; de janvier 1985 à septembre 1988 = 812; d'octobre 1988 à janvier 1989 = 814; à partir de février 1989 = 815.

TABLEAU C.03-15

Indice d'évolution des traitements bruts de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Base 100 :* Décembre 1969

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Indice d'ensemble	282,1	320,5	362,3	403,7	440,7	476,0	494,9	513,1	518,9	533,0	558,8
Indices par catégorie :											
Catégorie A	267,5	302,9	341,9	381,2	413,2	447,2	464,4	478,3	482,7	493,1	511,6
Catégorie B	275,6	312,4	353,0	393,3	429,8	466,0	486,1	505,9	514,7	532,1	553,9
Catégorie C	292,7	333,8	377,4	420,1	460,3	493,7	511,7	530,1	533,9	547,0	583,9
Catégorie D	325,1	372,7	422,9	473,9	521,3	565,5	590,2	617,7	622,8	639,3	670,7
Catégories C + D	298,2	340,4	385,1	429,1	470,5	505,6	524,7	544,6	548,6	562,3	598,4

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C.03-16

Indice d'évolution des traitements nets de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Base 100 :* Décembre 1969

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	Coefficient de raccordement à la série base 100 = moyenne 1962
Indice d'ensemble	275,8	311,2	354,1	390,5	423,3	452,3	469,9	485,6	487,3	499,0	518,2	164,8
Indices par catégorie :												
Catégorie A	260,9	293,2	333,2	367,6	394,7	422,4	438,4	450,1	450,7	459,0	471,5	160,7
Catégorie B	269,3	303,2	345,0	380,3	411,8	441,7	460,4	477,6	482,2	496,8	512,5	163,8
Catégorie C	286,7	324,8	369,8	407,5	444,7	472,1	488,8	504,8	504,5	515,4	545,2	167,1
Catégorie D	318,8	363,2	415,1	460,1	505,4	542,3	565,3	589,8	590,0	603,8	628,2	170,9
Catégories C + D	292,1	331,3	377,5	416,3	454,9	483,7	501,5	518,8	518,6	530,0	559,0	167,9

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C. 03-17

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Source : INSEE-OSCE (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) *Unité :* %

Éléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment			Commerces, banques, assurances			Ensemble		
	1981	1984	1988	1981	1984	1988	1981	1984	1988
Salaire direct et primes occasionnelles	60,3	57,0	56,1	61,0	57,2	56,3	60,4	57,0	56,1
Congés payés et jours fériés chômés payés	7,3	8,5	8,3	8,0	8,4	8,0	7,3	8,5	8,3
Sécurité sociale légale (URSSAF) (1)	18,9	19,5	19,1	17,7	18,6	18,0	18,6	19,2	18,8
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	7,8	8,2	8,1	7,7	8,4	8,2	7,8	8,2	8,2
Assurance vieillesse et allocations familiales	8,9	9,2	8,9	8,6	8,8	8,6	8,8	9,1	8,8
Accidents du travail	2,2	2,1	2,1	1,4	1,4	1,2	2,0	1,9	1,8
Sécurité sociale conventionnelle	7,6	8,7	9,6	7,0	8,3	9,0	7,5	8,6	9,4
dont : ASSEDICS et FNGS	2,0	2,8	2,8	1,9	2,8	3,0	1,8	2,7	2,9
Caisses complémentaires de retraite et prévoyance	4,5	4,7	5,0	4,5	4,6	4,7	4,5	4,7	4,9
Autres charges sociales diverses	5,9	6,3	6,9	7,3	7,5	8,7	6,2	6,7	7,4
Coût total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Coût total mensuel moyen par salarié (en francs)	8.728	11.913	15.021	9.337	12.510	15.695	8.865	12.062	15.205
Masse des salaires sous plafond (en % du total)	77,0	81,6	80,7	72,9	77,9	76,8	76,1	80,6	79,6

(1) À l'exclusion de l'allocation destinée au Fonds national d'aide au logement (0,10 % sous plafond) et de la taxe sur les transports (assise aussi sur les salaires sous plafond) reportées dans « autres charges ».

TABLEAU C.03-18

Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984

Source : Direction générale des impôts et INSEE *Unité :* Franc

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages	Nombre de personnes	*r* Revenu fiscal moyen en 1984	Évolution 1979-1984 base 100 = 1979
Agriculteurs exploitants	758.352	2.644.424	88.100	191
Professions indépendantes	1.559.529	4.997.084	193.600	168
Cadres supérieurs	1.406.851	4.340.921	229.300	164
Professions intermédiaires	2.616.571	7.753.721	147.800	169
Employés	2.186.235	5.603.742	103.400	171
Ouvriers	4.759.951	15.920.154	95.000	166
Inactifs	7.085.843	12.856.760	81.800	175
Ensemble	**20.373.332**	**54.116.806**	**114.700**	172

TABLEAU C.03-19

Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984

Source : Direction générale des impôts et INSEE *Unité :* %

Tranches de revenus (en francs)	Agriculteurs exploitants	Professions indépendantes	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Moins de 30.000	18,7	7,7	1,6	1,8	5,0	4,2	14,6	8,2
De 30.000 à moins de 45.000	14,3	4,8	1,0	1,2	5,4	6,1	14,5	8,2
De 45.000 à moins de 60.000	13,5	7,2	1,2	3,6	11,5	14,1	19,1	12,8
De 60.000 à moins de 80.000	14,2	9,0	1,9	9,0	20,0	19,1	15,0	14,3
De 80.000 à moins de 100.000	10,8	8,8	3,2	11,3	14,5	16,6	10,9	12,0
De 100.000 à moins de 125.000	8,2	10,6	8,7	16,4	14,6	17,1	9,5	12,7
De 125.000 à moins de 150.000	6,1	8,6	9,6	14,3	11,8	11,1	6,0	9,3
De 150.000 à moins de 200.000	5,9	12,6	20,2	23,5	11,6	9,0	5,6	10,9
De 200.000 à moins de 300.000	4,7	12,8	32,8	16,0	4,7	2,4	3,4	7,7
300.000 et plus	3,6	17,9	19,8	2,9	0,9	0,3	1,4	3,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	100,0

TABLEAU C.03-20

Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage

Année 1984

Source : INSEE

Unité : %

	25 ans ou moins	26-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	61-65 ans	66-70 ans	71 ans ou plus	Ensemble
Moins de 30.000	14,4	6,3	5,1	5,6	8,8	7,8	6,3	13,9	8,2
30.000 à moins de 45.000	12,6	5,0	3,3	3,9	6,6	10,2	10,0	19,0	8,2
45.000 à moins de 60.000	21,6	10,5	7,7	7,3	10,1	15,2	22,9	21,6	12,8
60.000 à moins de 80.000	21,0	18,7	13,6	10,8	12,6	16,0	15,9	14,7	14,3
80.000 à moins de 100.000	12,7	16,0	13,3	11,0	11,5	11,7	11,6	9,4	12,0
100.000 à moins de 125.000	10,4	17,4	14,7	13,1	12,9	13,1	11,5	7,9	12,7
125.000 à moins de 150.000	4,6	12,3	12,9	11,1	9,1	7,8	7,4	4,7	9,3
150.000 à moins de 200.000	1,8	9,9	15,9	15,7	12,1	7,7	7,7	4,6	10,9
200.000 à moins de 300.000	0,6	3,0	9,6	14,4	10,4	6,5	3,5	2,8	7,7
300.000 et plus	0,3	0,9	3,9	7,1	5,9	4,0	3,2	1,4	3,9
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

SOURCES DE DOCUMENTATION

Salaires.

- Méthodologie :

— « Les salaires : indications rapides et observations approfondies », *Économie et statistique,* n° 58, juillet-août 1974;

— « L'évolution individuelle des salaires en France. Nouvelle méthode d'étude. Premiers résultats », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 59, 1977;

— « La nouvelle chaîne d'exploitation des DAS », *Courrier des statistiques,* n° 24, octobre 1982.

- Séries rétrospectives :

— « Les salaires en longue période », *Économie et statistique,* n° 103, septembre 1978;

— « La dispersion et les disparités de salaires en France au cours des vingt dernières années », *Économie et statistique,* n° 80, juillet-août 1976;

— « Les salaires de 1950 à 1975 », *Économie et statistique,* n° 113, juillet-août 1979;

— « L'évolution du pouvoir d'achat des salaires depuis trente ans », *Travail et emploi,* n° 9, juillet-septembre 1981;

— « Indices des traitements bruts et nets de la fonction publique de 1970 à 1984 », *Bulletin mensuel de statistique,* Statistiques rétrospectives, n° 2, février 1985.

— « Les salaires depuis 1950 », *Données sociales,* 1987.

- Salaires annuels (enquêtes) :

— « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1975 : exploitation des déclarations annuelles de salaires (DAS-2460) », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 82, 1980;

— « ...années 1976 à 1979 », *Archives et Documents,* n° 107, 1984;

— « ...en 1980 », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 113, 1985;

— « ...en 1982 », *Archives et Documents,* n° 212, 1987;

— « ...en 1984 », *Archives et Documents,* n° 249, 1988.

— « ...en 1986 », *INSEE Résultats,* n° 23, septembre 1989.

— « Le point sur les salaires en 1987, résultats définitifs », *INSEE première,* août 1989.

- Salaires annuels (actualisation) :

— « Les salaires en 1984 », *Économie et statistique,* n° 178, juin 1985;

— « ... en 1985 », n° 188, mai 1986;

— « ... en 1986 », n° 200, mai-juin 1987;

— « Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes continuent à se réduire », *Économie et statistique,* n° 210, mai 1988.

— « En 1988, les salaires nets ont gagné 0,7 % de pouvoir d'achat en moyenne », *Économie et statistique,* n° 221, mai 1989.

- Études sur les salaires :

Les Collections de l'INSEE :

— « Salaires par groupe de métiers et conventions collectives », série M, n° 58, 1977;

— « Structure des salaires dans l'industrie et les services en 1978 », série M, n° 90-91, 1981;

Archives et Documents :

— « Les bas salaires 1970-1975 », n° 25, 1981.

Économie et statistique (*) :

— « Où chercher les disparités de salaire ? », n° 130, février 1981;

— « Vieillissement et salaire : une optique individuelle », n° 139, décembre 1981;

— « Du salaire au niveau de vie », n° 139, décembre 1981;

— « La hiérarchie des salaires : hypothèse de modification », n° 150, décembre 1982;

— « Évolution des salaires : normes collectives et facteurs individuels », n° 150, décembre 1982;

— « Travail en équipes, travail à la chaîne », n° 73, décembre 1975;

— « Primes occasionnelles et gains annuels dans les commerces, les banques et les assurances », n° 85, janvier 1977;

— « Revenu offert, prétentions salariales et activité des femmes mariées », n° 167, juin 1984;

— « Absentéisme : le poids des facteurs collectifs », n° 164, mars 1984;

— « Conditions d'emploi et salaires de la main-d'œuvre étrangère », n° 162, janvier 1984.

— « La boucle prix-salaires et l'inflation depuis 1970 », n° 169, septembre 1984.

— « Les facteurs de l'absentéisme », n° 176, avril 1985;

— « Disparités de salaires dans l'industrie en France et en Allemagne : des ressemblances frappantes », n° 188, mai 1986.

— « Les écarts de salaires à l'intérieur de huit pays de la Communauté européenne : des pratiques nationales divergentes », n° 219, mars 1989.

— « Au voisinage du SMIC », n° 221, mai 1989.

— « Les salaires par modification », n° 221, mai 1989.

— « Salaires et carrières des ingénieurs diplômés », n° 221, mai 1989.

Travail et emploi :

— « Évolution et structure du tissu conventionnel 1981-1985 », n° 27-28, décembre 1986;

— « Individualisation des salaires et flexibilité », n° 29, septembre 1986;

(*) Articles cités par ordre chronologique de parution.

→

→

— « Salaires, pouvoir d'achat et négociations salariales », n° 31, mars 1987;
— « Les salaires dans le secteur privé à la mi-1989 », n° 41, mars 1989.
— « Rencontre européenne sur les salaires :
  — quelques manifestations de flexibilités salariales,
  — le déplacement du niveau de la négociation salariale,
  — les déterminants du salaire,
  — pratiques salariales et gestion du personnel dans les banques et les assurances,
  — le rôle normatif de la négociation salariale de branche », n° 45, juin 1990.

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi :

— « Les salaires minimaux conventionnels », « Les salariés au SMIC en juillet 1984 », n° 17, novembre 1985;
— « Les primes en 1983 », n° 21, juin 1986;
— « Résultats de la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises », n° 22, juillet 1986, n° 40, janvier 1988, n° 46, décembre 1988 et n° 54, janvier 1990;
— « Les salaires dans l'artisanat en 1983 et 1984 » « Un nouvel outil : l'enquête mensuelle sur l'évolution des salaires », « Les augmentations individualisées en 1985 », n° 30, avril 1987;
— « Les salaires des intérimaires en octobre 1984 », n° 33, juillet 1987;
— « Les salariés au SMIC en juillet 1988 », n° 58, mars 1990.

Données sociales 1990 :

— « Les évolutions individuelles de salaires (1976-1980) ».

Données sociales 1990 :

— « Salaires et restructuration du travail »;
— « Les compléments de salaire ».

- Comparaisons internationales :

— « Le point sur la dispersion des salaires dans les pays du Marché commun » (*Économie et statistique,* n° 93, octobre 1977);
— « Structure des salaires 1978-1979. Principaux résultats », *Eurostat,* volume 2, France, 1983.

- Agriculture :

Collections de statistique agricole, série « Études » *:*

— « Les salaires et la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture en octobre 1978 », n° 190, juillet 1980;
— « ... en octobre 1979 », n° 196, avril 1981;
— « ... en octobre 1982 », n° 228, mai 1984.

- Fonction publique :

Les Collections de l'INSEE :

— « Les salaires des agents de l'État en 1980 », série M, n° 110, 1985;
— « ... en 1982 », série M, n° 121, 1986;
— « ...en 1984 », série M, n° 132, 1988.

Économie et statistique :

— « L'indice des traitements de la fonction publique : méthode de calcul », n° 85, janvier 1977;
— « Bilan rapide des réformes catégorielles dans la fonction publique », n° 99, avril 1978;
— « Les salaires des agents de l'État », n° 167, juin 1984;
— « Le traitement des fonctionnaires en 1985 », n° 186, mars 1986;
— « Les salaires de l'État », n° 191, septembre 1986;
— « Le traitement des fonctionnaires en 1986 », n° 197, mars 1987;
— « Le traitement des fonctionnaires en 1987 », n° 208, mars 1988.
— « Le traitement des fonctionnaires en 1988 », n° 219, mars 1989.

INSEE-première :

— « Le point sur les salaires en 1987, résultats définitifs », *INSEE-première,* n° 36, août 1989.
— « Rémunération des agents de l'État en 1987 et 1988 », *INSEE-première,* n° 50, décembre 1989.

Coûts de la main-d'œuvre et coûts salariaux.

— « Un indice pour mesurer le coût de la main-d'œuvre », *Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris,* n° 10, octobre 1982.

INSEE-première :

— « Le coût salarial de 1984 à 1988 », n° 97, août 1990.

Les Collections de l'INSEE :

— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1978 : dans l'industrie, le commerce, les banques et les assurances », série M, n° 96, 1982;
— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1981 », série M, n° 105, 1983;
— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1984 », série M, n° 120, 1986.

Économie et statistique :

— « Le coût de la main-d'œuvre dans les commerces, les banques et les assurances en 1974 », n° 83, novembre 1976;
— « Le coût d'un salarié de l'industrie en 1975 », n° 95, décembre 1977;
— « Les coûts salariaux », n° 133, mai 1981;
— « Trente pour cent de charges sociales dans les coûts salariaux », n° 156, juin 1983.
— « La France en position médiane pour les coûts salariaux », n° 156, juin 1983.

- Comparaison internationale des coûts :

— « Conditions d'emploi et coût de la main-d'œuvre dans les économies européennes », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;
— « La France en position médiane pour les coûts salariaux », *Économie et statistique,* n° 156, juin 1983;
— « Coûts de la main-d'œuvre en 1978 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat* (Office statistique des Communautés européennes), 1983;
— « Coûts de la main-d'œuvre en 1981 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat,* 1984.
— « Coûts de la main-d'œuvre en 1984 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat,* 1986.

- Études sur les coûts salariaux :

— « Les compléments du salaire », *Documents du CERC,* n° 83, 1986.
— « Salaires et compléments de rémunération, stratégies d'entreprises », n° 87, 1987.

Revenus.

- Enquêtes sur les revenus fiscaux :

— « Les revenus des ménages en 1970 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 40, 1974;
— « Les revenus fiscaux des ménages en 1979 et principaux résultats de 1975 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 127, 1987;
— « Les revenus fiscaux des ménages en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 139, 1989.

- Études sur les revenus :

— « Les ressources des ménages par catégorie socioprofessionnelle en 1979 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 116, 1985;
— « Le revenu des ménages », *Données sociales,* 1990;
— « Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1985-1988 », *Documents du CERC,* n° 93, 1989;
— « Les Français et leurs revenus : le tournant des années 1980 », *Documents du CERC,* n° 94, 1989;
— « Constat de l'évolution récente des revenus en France 1986-1989 », *Documents du CERC,* n° 97, 1990;
— « L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales », *Économie et statistique,* n° 177, mai 1985;
— « Les revenus des patrimoines sont très inégalement répartis », *Économie et statistique,* n° 180, septembre 1985;
— « Ressources et niveau de vie des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 222, juin 1989;
— « Les inégalités de revenus : quasi-statu quo entre 1979 et 1984 pour les salariés et les inactifs », *Économie et statistique,* n° 230, mars 1990;
— « Transferts de ressources et types de familles : Évolution 1970-1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 124, 1987.

Chapitre C.04

Protection sociale

1. La mise en place du système
2. Le financement de la protection sociale et les risques couverts
3. Une multiplicité de régimes
4. La protection sociale et l'Europe

1. La mise en place du système

La protection sociale, c'est-à-dire la protection contre les risques de maladie, d'accidents, d'invalidité, de chômage ou la compensation des pertes de revenus qu'ils provoquent, l'aide aux familles, le droit à la cessation d'activité dans la vieillesse enfin, s'est mise en place tardivement en France.

La première loi de protection sociale est celle du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail. Il faut attendre le 30 avril 1930 pour que la loi sur les assurances sociales soit votée. Les risques concernés étaient la maladie, la maternité, la vieillesse, l'invalidité et le décès. Seuls les salariés de l'industrie et du commerce étaient couverts en dessous d'un certain plafond de salaire. Le 11 mars 1932 fut votée la loi sur les allocations familiales. Le 29 juillet 1939, le décret créant le Code de la famille réalise une refonte générale du régime des allocations familiales.

Mais c'est en 1945 que sont mises en place les institutions de protection sociale et parmi elles la Sécurité sociale. Le but de l'ordonnance du 4 octobre 1945 était l'harmonisation des législations sociales déjà existantes et leur extension à des catégories nouvelles de bénéficiaires. Par le moyen de la redistribution, on voulait assurer à la masse des travailleurs une sécurité véritable du lendemain. Le but était également de donner aux intéressés eux-mêmes la responsabilité des institutions.

L'extension de la protection sociale à la quasi-généralité de la population s'est faite dès l'origine dans le domaine des prestations familiales puisqu'elles s'appliquent à toutes les familles résidant en France. En 1975, a même été supprimée toute condition d'exercice d'une activité professionnelle pour être bénéficiaire de ces prestations.

En 1966, un régime obligatoire d'assurances contre les accidents est institué au profit des exploitants agricoles et la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles est étendue en 1972 aux salariés de l'agriculture.

La généralisation des assurances sociales s'est heurtée à de vives réactions de certains groupes professionnels. C'est seulement en 1948 que la loi du 17 janvier crée, pour les travailleurs indépendants, un régime d'allocations de vieillesse. Les exploitants agricoles quant à eux durent attendre 1952 (loi du 10 juillet) pour un régime analogue et 1961 pour être couverts par l'assurance maladie et maternité (1966 pour les travailleurs indépendants non agricoles). Parallèlement, le bénéfice des assurances sociales s'est étendu sous des modalités variables à de multiples groupes sociaux : étudiants, militaires, écrivains et artistes, ministres des cultes et Français vivant hors de France.

Mais c'est seulement en 1958 qu'une convention collective nationale a organisé un régime obligatoire d'assurance contre le chômage.

2. Le financement de la protection sociale et les risques couverts

Le compte de la protection sociale — compte satellite du système de comptabilité nationale — constitue un cadre

d'analyse détaillée des prestations sociales, de leur gestion et de leur financement.

La définition retenue de la protection sociale est la suivante :

La protection sociale comprend la couverture des charges résultant, pour les individus ou les ménages, de l'apparition ou de l'existence de certains risques, dans la mesure où cette dépense donne lieu à l'intervention d'un mécanisme de prévoyance collective qui compense en tout ou partie (par le versement de prestations) l'augmentation des besoins ou la diminution des ressources.

Le tableau d'ensemble de la protection sociale (tableau 1) décrit en emplois les transferts sociaux dont bénéficie la population et les frais de gestion engendrés par le fonctionnement du système, en ressources les cotisations et charges sociales liées à l'emploi et diverses contributions dont l'essentiel provient du budget de l'État et des collectivités territoriales.

Les prestations sociales versées aux ménages sont analysées selon le risque couvert (tableau 2) avec la nomenclature adoptée par le compte de la protection sociale. Sont regroupées les prestations en espèces et en nature.

21. Risque maladie

La maladie est une détérioration de l'état de santé réversible et susceptible de guérison. Si cette altération n'est pas réversible, on parle d'invalidité ou d'infirmité.

Les prestations correspondant à ce risque sont destinées en grande partie à couvrir les besoins de soins de santé; mais elles comportent également des indemnités journalières qui sont accordées dans la mesure où la maladie entraîne une incapacité d'exercer une activité professionnelle.

22. Risque infirmité-invalidité

Ce risque recouvre l'inaptitude permanente, ou durable, à exercer une activité professionnelle d'un degré prescrit ou à mener une vie sociale normale. L'invalidité résulte d'une maladie ou d'un accident qui s'est révélé non guérissable. L'infirmité correspond aux autres cas. L'essentiel des prestations accordées à ce titre est composé des pensions d'invalidité et de l'allocation aux handicapés adultes mais comprend également des prises en charge de l'hébergement des invalides et des aides à domicile.

23. Risque accident du travail maladie professionnelle

Ce risque correspond à des accidents liés au travail ou au trajet domicile-travail, déclarés et reconnus comme tels, ou à des maladies qualifiées de professionnelles par la réglementation de la Sécurité sociale.
Sont à classer ici les soins médicaux spécifiques octroyés aux victimes et les dépenses de réadaptation fonctionnelle, professionnelle et sociale des victimes.

24. Risque vieillesse

À ce risque correspondent deux types de prestations obéissant à des logiques différentes. Les premières sont accordées pour permettre la cessation définitive de l'activité professionnelle principale. Dans ce cas, la durée d'activité, pour définir la prise en charge par le système de protection sociale, est le critère essentiel, l'âge apparaissant comme un critère secondaire. Les secondes sont accordées, dès lors qu'un âge donné est atteint, sous forme d'un minimum de revenus éventuellement sans aucune condition de ressources.

Les pensions contributives et les pré-retraites relèvent de la première catégorie de prestations. Le minimum vieillesse et les différentes prestations qui le constituent relèvent de la seconde.

25. Risque survie

Ce risque est constitué par le décès d'un conjoint ou d'un parent. Ce décès peut entraîner immédiatement des frais supplémentaires (frais d'obsèques par exemple) et, de façon plus permanente, une diminution du revenu de la famille.
Les prestations classées dans ce risque peuvent correspondre à des droits directs, c'est-à-dire déterminés sans référence à une prestation à laquelle avait ou aurait eu droit le décédé (exemple : assurance veuvage du régime général) ou à des droits dérivés d'un droit du décédé (ex. : pension de réversion).

26. Risque maternité

Le risque maternité comprend tous les besoins supplémentaires et diminution de revenus résultant de la conception et de la mise au monde d'enfants (naissance vivante ou non) ainsi que de l'avortement et de l'adoption. Les prestations prennent la forme de remboursements de soins de santé, d'indemnités journalières, de congés de naissance et d'allocations pré et post-natales qui ont été remplacées par l'allocation pour le jeune enfant.

27. Risque famille

Ce risque est lié à l'enfant : les prestations couvrent les besoins résultant de l'élevage (et non de l'éducation) des enfants, dans un cadre familial ou non.

D'autre part, il comprend également les prestations qui sont accordées à des ménages quelle que soit la composition de ces ménages pour leur assurer un minimum vital sans que des caractéristiques particulières, l'âge, la maladie des individus qui le composent, ne soient prises en compte.

Sont à classer dans ce risque les suppléments pour enfants à charge qui peuvent venir majorer des prestations accordées au titre d'un autre risque.

28. Risque inadaptation professionnelle

Ce risque correspond aux coûts qu'implique la recherche et l'adaptation à un nouvel emploi, et les versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

29. Risque chômage

Le risque chômage regroupe toutes les prestations versées à des personnes privées d'emploi qui ne remplissent pas les conditions normales de droit à la retraite et dont la

cessation d'activité n'est pas envisagée comme définitive. On classe également dans ce risque les indemnités de licenciement et de préavis non effectuées, l'indemnisation du chômage partiel ainsi que les dépenses d'action sociale en faveur des chômeurs.

3. Une multiplicité de régimes

Les régimes retenus dans les comptes de la protection sociale sont tous les organismes ou institutions qui gèrent un système de prévoyance collective en relation avec l'un des risques de la protection sociale.

Les régimes disposent généralement d'une comptabilité complète et d'une certaine autonomie (comme les caisses de sécurité sociale ou les mutuelles). Le critère de l'autonomie de gestion a conduit à regrouper dans une même unité de nomenclature toutes les gestions d'une même caisse de sécurité sociale ainsi que toutes les caisses relevant d'une même institution au niveau national. L'existence d'un compte consolidé et d'un bilan unique a été déterminante dans l'application de ce critère. Cette règle souffre une notable exception pour les régimes agricoles où l'on a distingué un régime de salariés et un régime de non-salariés. Ils peuvent également n'avoir ni comptabilité propre ni autonomie lorsqu'ils sont intégrés aux comptes d'un employeur ou d'une administration. C'est le cas de tous les régimes gérés directement par l'employeur, des régimes d'aide sociale ou des nombreuses interventions de l'État inscrites au Budget comme l'indemnisation du chômage et la rémunération de stagiaires, les réductions tarifaires, les exonérations ou réductions d'impôts...

L'affiliation à un régime obligatoire de protection sociale peut se résumer ainsi : outre le régime général de Sécurité sociale applicable aux travailleurs salariés des professions non agricoles, le régime des assurances sociales des salariés agricoles, le régime de l'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et le régime des assurances sociales des exploitants agricoles, les divers régimes spéciaux ou particuliers couvrent la SNCF, le personnel des mines, les marins, les fonctionnaires de l'État et magistrats, les militaires, les agents permanents des départements, communes et de leurs établissements publics, les ouvriers de l'État, les agents des chemins de fer secondaires et tramways, les industries électriques et gazières, les agents de la RATP, la Compagnie générale des eaux, le théâtre national de l'Opéra de Paris, la Comédie française, les clercs et employés de notaires. Certains régimes constituent une extension du régime général : régime des grands invalides de guerre, régime des artistes auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques, régime des médecins exerçant sous le régime de la convention nationale ou praticiens conventionnés adhérant personnellement, régime des sapeurs-pompiers non professionnels, régime des étudiants, régime des ministres des cultes, membres des congrégations ou collectivités religieuses.

Toute description rapide d'un régime ne peut rendre compte d'une réalité complexe. Les variations de champ seront dans la mesure du possible rappelées en note de chaque tableau.

En matière de maladie et de vieillesse, le terme régime général concerne essentiellement les travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et des services. En matière de prestations familiales, le régime général comprend, outre les salariés, la population non active (étudiants, chômeurs, retraités, veuves...) et les employeurs et travailleurs indépendants.

Le régime de Sécurité sociale proprement dit comprend trois caisses nationales autonomes : la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, la Caisse nationale des allocations familiales (ordonnances du 21 août 1967).

31. Les cotisations

Les régimes de protection sociale peuvent être séparés en deux grands sous-ensembles, définis à partir de leur mode de financement principal : les régimes financés par des cotisations et les régimes non financés par des cotisations. Les données présentées dans ce chapitre concernent les cotisations versées par les employeurs et les salariés (tableaux 4 et 5).

Les cotisations étaient à l'origine perçues dans la limite d'un plafond; mais les problèmes croissants de financement ont conduit à un déplafonnement progressif de tout ou partie des cotisations. Les cotisations du régime général pour la vieillesse restent perçues dans la limite du plafond en raison de l'existence de régimes conventionnels de retraites complémentaires. Les cotisations d'allocations familiales sont également perçues dans la limite du plafond.

En outre et pour la couverture du risque maladie, des cotisations ont été prélevées à partir de fin 1979 à des dates et sous des modalités variables (tableau 6) sur des revenus de remplacement du salaire tels que retraites de base, retraites complémentaires, garantie de ressources (préretraites), allocations de chômage et allocations de formation.

La charge du recouvrement des cotisations est confiée depuis mai 1960 aux URSSAF (Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales), placées depuis 1967 sous l'autorité et le contrôle de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) qui assure la gestion de la trésorerie des caisses nationales.

Des régimes conventionnels rendus obligatoires par arrêté couvrent également le risque de chômage (UNEDIC) et partie du risque vieillesse (Association des régimes de retraites complémentaires : ARRCO). Ces régimes perçoivent des cotisations (employeurs et salariés) qui s'ajoutent à celles perçues par les trois caisses nationales. Le montant total des cotisations retenues au salarié dans la limite d'un salaire sous plafond est présenté dans le tableau 7 qui donne l'évolution du rapport du salaire brut sous plafond au salaire net.

L'association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) perçoit depuis 1947 des cotisations pour retraites complémentaires sur le salaire différentiel (partie du salaire comprise entre le plafond de la Sécurité sociale et le plafond de l'AGIRC lui-même égal à quatre fois le plafond de la Sécurité sociale) [tableau 8].

La Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés comptabilise chaque année le nombre de cotisants à l'assurance maladie suivant les différents régimes de salariés et non-salariés (tableau 9).

32. Les prestations

Les prestations sont versées en espèces ou en nature aux ménages. Elles sont présentées ici dans l'ordre de la nomenclature habituellement utilisée par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. Elles se regroupent ainsi :

— prestations d'assurance sociale : maladie, maternité, invalidité, décès;
— indemnisations accidents du travail;
— prestations familiales;
— prestations vieillesse ou retraites;
— prestations de chômage.

321. Les prestations d'assurance sociale

Le montant des prestations d'assurance sociale et d'accident du travail est présenté dans le tableau 10 suivant les différents régimes pour la dernière année connue.

Les *prestations maladie* peuvent varier selon les régimes, certains ne versant pas de prestations en espèces, d'autres allongeant la période de versement du salaire en cas d'inactivité forcée...

Depuis le 1er avril 1983, un forfait journalier hospitalier est laissé à la charge des malades hospitalisés (art. 4 à 7 de la loi du 19 janvier 1983).

Les frais pharmaceutiques, les honoraires des médecins et des auxiliaires médicaux, les frais d'hospitalisation sont remboursés dans la limite d'un ticket modérateur restant à la charge de l'assuré; le montant de celui-ci peut varier selon la nature du remboursement et la législation en vigueur.

Les *prestations maternité* se rapprochent des prestations maladies car elles fournissent un revenu de remplacement pendant la période de repos précédant et suivant l'accouchement, et remboursent les frais médicaux et paramédicaux.

Toutefois, il n'y a pas transposition pure et simple des règles de l'assurance maladie : l'assurance maternité revêt une certaine spécificité (art. 296 et suivants du Code de la sécurité sociale).

Par ailleurs, l'assurance maternité n'a pas pour seul but de garantir une aide matérielle : elle s'inscrit dans l'ensemble des mesures axées sur la protection de la mère et de l'enfant.

La législation en matière d'*invalidité* est la suivante pour le régime général :

Pension d'invalidité :

— les invalides, qui malgré leur incapacité des 2/3 sont encore capables d'avoir une activité rémunérée, ont droit à une pension fixée à 30 % de leur salaire antérieur apprécié sur les dix meilleures années d'activité (maximum : 30 % du plafond);

— ceux qui sont incapables d'exercer une activité ont droit à 50 % de leur salaire (maximum : 50 % du plafond).

Autres avantages :

L'invalide, s'il remplit les conditions d'attribution, peut bénéficier de plus :

— de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité;

— des prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance maternité.

L'assurance *décès* garantit aux ayants droit de l'assuré social non retraité qui décède le paiement d'une allocation : le « capital décès ».

Le capital décès est fixé à 90 fois le gain journalier de base, tel qu'il est entendu pour le calcul des indemnités journalières de maladie.

322. Les indemnisations accidents du travail

Les prestations *accidents du travail* et maladies professionnelles sont versées en vertu de la législation suivante (article 415 du Code de la sécurité sociale) pour le régime général : « Est considéré comme accident du travail, quelle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne salariée ou travaillant à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprises. » Y sont assimilées les maladies suscitées par l'accomplissement de certains travaux dites maladies professionnelles (tableau 11).

En cas d'incapacité temporaire sont versées des indemnités journalières et en cas d'incapacité permanente des rentes dont le montant est fonction d'un taux d'incapacité réelle.

Chargée d'une façon générale de promouvoir la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, la Caisse nationale d'assurance maladie centralise les statistiques et gère un fonds de prévention.

323. Les prestations familiales

Les bénéficiaires des prestations familiales sont les familles à qui sont versées des prestations liées essentiellement à la naissance d'enfants, soit directement liées à la maternité, soit comme supplément de revenus pour permettre à la famille d'élever l'enfant. Les principales prestations versées sont les allocations familiales, le complément familial, l'allocation pour le jeune enfant, l'allocation logement, l'aide personnalisée au logement.

Le montant des prestations familiales est déterminé en appliquant un pourcentage, variable selon la nature de l'allocation, l'âge, le rang et le nombre d'enfants à charge, à une base mensuelle de calcul fixée par décret. Certaines prestations sont soumises à condition de ressources comme l'allocation de logement ou le complément familial créé en janvier 1978 en remplacement de l'allocation de salaire unique.

La ventilation par taille de famille des bénéficiaires de prestations familiales est fournie dans le tableau 12. Le tableau 13 ventile, par nature d'allocation et par régime, les prestations versées aux familles.

Le tableau 14 présente le montant des prestations familiales versées pour une famille de deux enfants suivant qu'elle perçoit ou non le complément familial ou les allocations qui lui préexistaient ou qui lui succèdent (allocation pour le jeune enfant). Le nombre de familles allocataires pour ces prestations est rappelé dans le tableau 15.

Le revenu minimum d'insertion (RMI) est versé à toute personne résidant en France dont les ressources n'atteignent pas un certain montant, et qui s'engage à participer aux actions ou aux activités définies avec elle, nécessaires à son insertion sociale ou professionnelle. Le bénéficiaire

doit avoir au moins 25 ans (ou répondre à certaines conditions). L'allocation est égale à la différence entre le plafond calculé selon la composition de la famille et l'ensemble des ressources entrant au foyer. Elle est versée par les Caisses d'allocations familiales (CAF) ou de Mutualité sociale agricole (MSA). Le tableau 16 donne le nombre de bénéficiaires et les montants versés.

324. Les prestations vieillesse ou retraites

L'assurance vieillesse, fondée sur un principe contributif, a pour objet de servir à l'assuré cessant définitivement son activité professionnelle une pension dont le montant est fonction du nombre d'années de cotisation.

Depuis le 1er avril 1983, la retraite est accordée au taux plein pour les salariés du régime général à l'âge de 60 ans et sous la condition de 37,5 années d'activité professionnelle (salariée et non salariée).

Le tableau 17 présente les taux de revalorisation des pensions du régime général de sécurité sociale. Le tableau 18 donne les coefficients de revalorisation des salaires qui sont utilisés lors de la liquidation d'une pension de retraite pour déterminer les dix meilleures années sur les salaires desquels sera calculé le taux de la pension (décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972).

Le service de ces *pensions contributives* s'accompagne, pour les personnes ne disposant que de ressources inférieures à un certain minimum, du versement de diverses allocations non contributives, relevant d'un concept d'assistance plutôt que d'assurance.

Les *allocations non contributives* sont soumises, à la différence des pensions, à des conditions de ressources. Les principales allocations appartenant à cette catégorie sont :

— le montant minimum des avantages de base (pensions et rentes d'assurance vieillesse, pensions d'assurance invalidité, allocations de vieillesse des non-salariés, allocation aux vieux travailleurs salariés et allocation spéciale);
— l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS) destinée à compléter, si besoin est, les prestations d'invalidité ou de vieillesse déjà perçues.

Le minimum des avantages de base et l'allocation supplémentaire constituent le « minimum vieillesse » dont le montant annuel est périodiquement relevé par décret par les pouvoirs publics. Le tableau 19 donne l'évolution du minimum vieillesse.

Les *régimes complémentaires de retraites* ont été créés pour compléter les avantages de retraite prévus en faveur des salariés par la Sécurité sociale. Il en existe également pour les non-salariés.

En règle générale, ces régimes fonctionnent selon le système de la répartition, les allocations versées étant calculées en fonction du nombre de points acquis durant la période de cotisation.

Les principaux régimes complémentaires sont :

— le régime des cadres : les différentes institutions de retraite des cadres sont regroupées au sein de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC);
— le régime des salariés non cadres : 40 institutions, dont certaines sont elles-mêmes des groupements de caisses, adhèrent à l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO). Depuis le 1er janvier 1974, cet organisme regroupe également les caisses de retraites des cadres qui cotisent sur la fraction de leur salaire égale au plafond de la Sécurité sociale. Parmi les institutions adhérentes à l'ARRCO, les deux principales sont : l'Union nationale des institutions de retraites des salariés (UNIRS) et la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (CNRO);
— le régime des agents non titulaires de l'État : l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales (IRCANTEC), qui n'adhère pas à l'ARRCO, est gérée par la Caisse nationale de prévoyance, qui est un département de la Caisse des dépôts et consignations.

Les tableaux 20 et 21 présentent les effectifs des principaux régimes de retraites complémentaires et l'évolution de la valeur du point pour les mêmes régimes.

325. Les allocations de chômage

Le chômage total

Aux termes de l'article L. 351-1 du Code de la sécurité sociale, ont droit à un revenu de remplacement du régime d'assurance ou du régime de solidarité les travailleurs involontairement privés d'emploi, aptes au travail, qui recherchent un emploi.

L'indemnisation de chômage date de 1946, mais c'est à la fin de l'année 1958 que, avec l'accord des pouvoirs publics, les partenaires sociaux mettaient en œuvre un système d'assurance chômage fonctionnant sur la base de contributions. L'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) gère ce régime paritairement (confédérations patronales et syndicats de salariés). De 1979 au 31 mars 1984, l'UNEDIC a assuré l'ensemble de l'indemnisation du chômage total, les allocations d'aide publique étant supprimées et l'État fournissant en contrepartie une contribution forfaitaire à l'équilibre financier de l'UNEDIC. Depuis avril 1984, les demandeurs d'emploi relèvent de deux régimes d'indemnisation séparés : celui des allocations d'assurance financé exclusivement par des contributions et celui des allocations de solidarité pris en charge par les pouvoirs publics.

Le montant des allocations et leurs modalités d'attribution ont fréquemment varié au cours du temps, le principe général restant d'une indemnisation limitée dans le temps et fixée en référence au salaire antérieur. Dans un premier temps, le système d'indemnisation n'a concerné que des personnes ayant déjà travaillé et cotisé à l'UNEDIC (leur allocation dépendant de leur niveau de salaire). Par la suite, ce système a été étendu à de nouvelles catégories, également à la recherche d'un emploi, mais n'ayant pas encore cotisé (jeunes sortant du système scolaire et apprentis) ou ayant cessé depuis plusieurs années de travailler (veuves ou femmes seules ayant élevé leurs enfants) et qui, de ce fait, bénéficient d'allocations forfaitaires. D'autre part, l'allongement de la durée du chômage a amené à modifier progressivement les règles initiales en faveur des chômeurs arrivés en fin de droits sans avoir retrouvé de travail. Les allocations versées procurent non seulement un revenu de remplacement (assurant la subsistance des allocataires), mais peuvent de plus permettre de suivre une formation.

Les allocations d'assurance-chômage attribuées aux chômeurs qui ont une référence de travail et ont perdu involontairement un emploi salarié comprennent une *allocation de base*, une *allocation de fin de droits* et, depuis 1988, une *allocation formation-reclassement* (tableau 22).

● *Les prestations versées dans le cadre du régime d'assurance chômage* sont modulées en durée, selon la

durée d'affiliation et l'âge du chômeur (de 15 à 60 mois maximum) et en montant selon le salaire de référence et l'ancienneté dans l'indemnisation.

Allocation de base

Cette allocation concerne les chômeurs qui ont une référence de travail et ont perdu involontairement un emploi salarié (tableau 23).

Si la référence de travail est de 3 à moins de 6 mois, l'allocation de base exceptionnelle est servie : elle a une durée de 3 mois, et le montant de l'allocation est de 30 % du salaire journalier de référence auquel est ajoutée une partie fixe (37,14 francs à la fin 1989).

Si la référence de travail est supérieure à 6 mois, l'allocation de base est servie; sa durée est variable selon la durée d'affiliation au régime (de 8 mois pour moins de 12 mois d'affiliation à 27 mois d'indemnisation pour les personnes âgées de 55 ans et plus justifiant au cours des 3 dernières années d'au moins 730 jours d'affiliation). Le montant de cette allocation est égal à 40 % du salaire journalier de référence auquel s'ajoute une partie fixe (49,52 francs à la fin de 1989). Des prolongations de durées variables avec dégressivité de taux peuvent être accordées.

Allocation de fin de droits

Lorsque les droits en allocation de base sont épuisés, les allocataires bénéficient, à défaut de prolongation en allocation de base, de l'allocation de fin de droits. Sa durée est variable, néant pour moins de 6 mois d'affiliation à 18 mois pour les personnes ayant 55 ans et plus à la rupture du contrat de travail et présentant au moins 730 jours d'activité dans les 3 dernières années. Des prolongations de durées variables peuvent être accordées. Le taux normal est de 76,64 francs à la fin 1989.

Aucune de ces allocations ne peut conduire pour une même ouverture de droits, c'est-à-dire pour un même emploi perdu, à une durée d'indemnisation totale supérieure à :

— 91 jours pour une durée de 3 à 6 mois d'affiliation au régime au cours des 12 mois;
— 456 jours pour un chômeur de moins de 50 ans et 639 jours pour celui âgé de plus de 50 ans, pour une durée minimum de 6 mois d'affiliation au régime au cours des 12 derniers mois;
— 912 jours pour un chômeur de 50 ans et 1.369 jours pour celui âgé de plus de 50 ans pour une durée d'un an minimum d'affiliation au régime au cours des 24 derniers mois;
— 1.369 jours pour un chômeur âgé de 50 ans et de moins de 55 ans et 1.825 jours pour celui âgé de plus de 55 ans pour une durée minimum de 2 ans d'affiliation au régime dans les 36 derniers mois.

Cependant, les chômeurs âgés de plus de 57,5 ans et présentant 10 ans d'activité dans les 15 dernières années peuvent être maintenus en indemnisation jusqu'à l'âge de la retraite.

Allocation formation-reclassement

Tout demandeur d'emploi percevant l'allocation de base ou en remplissant les conditions d'attribution peut bénéficier de l'allocation de formation-reclassement.

Cette allocation d'un montant correspondant à l'allocation de base est versée lorsque l'allocataire suit un stage de formation agréé et n'est plus comptabilisé comme chômeur. De ce fait, les montants versés à ce titre ne sont pas inclus dans le coût des allocations de chômage.

● *Les prestations versées dans le cadre du régime de solidarité* sont les suivantes :

Allocation d'insertion

Cette allocation bénéficie à des chômeurs qui n'ont pas de référence de travail. Sa durée maximale est d'un an. Trois taux sont possibles :

— un forfait journalier de 41,40 francs au 1er janvier 1990 pour les jeunes de 16 à 25 ans (art. L. 351-9 CT 1°)
— un forfait journalier de 43,70 francs au 1er janvier 1990 pour les personnes en situation particulière (art. L. 351-9 CT 3° et 4°);
— doublement de ce forfait pour les femmes seules en situation particulière, 87,40 francs au 1er janvier 1990 (art. 351-9 CT 2°).

Allocation de solidarité spécifique

Cette allocation bénéficie à tout allocataire des ASSEDIC ou du secteur public cessant d'être indemnisé, qu'il ait ou non épuisé les durées maximales sous réserve de durée d'activité antérieure et de seuil de revenu familial. Trois taux sont possibles sur la base d'un forfait journalier (base de calcul) :

— le forfait journalier pour tous les allocataires (66,43 francs à la fin 1989);
— le forfait journalier majoré pour les personnes de plus de 55 ans et ayant eu 20 ans d'activité salariée (10 ans d'activité pour les personnes de plus de 57 ans et 6 mois) [95,40 francs à la fin 1989];
— une allocation différentielle, tenant compte des règles de plafond des ressources.

Le chômage partiel (tableau 24)

Lorsque la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail effectuée est inférieure à la durée légale (40 heures par semaine jusqu'en janvier 1982 inclus, 39 heures depuis) ou à la durée du travail rendue obligatoire pour toute une branche par avenant à la convention collective ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension, il y a chômage partiel. Une allocation spécifique est alors versée par heure de travail perdue au-dessous de la durée légale.

Le chômage partiel est indemnisé dans la limite d'un contingent annuel d'heures indemnisables. Le salaire hebdomadaire ne doit pas être inférieur à 18 fois le SMIC. Une indemnité complémentaire peut être versée : elle est égale à 50 % de la rémunération horaire brute, allocation publique comprise, avec un plancher de 24,25 francs depuis le 1er octobre 1987.

326. Les allocations de pré-retraite (tableau 22)

Les pré-retraites État

C'est à partir de juillet 1980 et dans le cadre de conventions passées entre les entreprises et le fonds national de l'emploi (FNE) que sont versées des allocations de pré-retraite (AS-FNE) aux salariés licenciés entre 55 et 60 ans, qui peuvent en bénéficier jusqu'à l'âge de la retraite.

L'allocation conventionnelle de solidarité (ACSD) bénéficiait également aux salariés âgés de plus de 55 ans mais

dont l'entreprise a signé un contrat de solidarité et qui démissionnaient pour être remplacés dans leur entreprise par des travailleurs nouvellement embauchés; cette possibilité a été supprimée fin 1983.

Les garanties de ressources

L'accès direct à la garantie de ressources a été supprimé en 1983 (à l'exception de conventions de la sidérurgie). Les allocataires bénéficiant d'une de ces allocations continuent à percevoir leurs droits. Les entrées dans ces allocations ne restent possibles qu'à la suite d'une indemnisation en AS-FNE pour la garantie de ressources licenciement et qu'à la suite d'une indemnisation en ACSD pour la garantie de ressources démission.

Les licenciements et démissions postérieurs au 31 décembre 1982 ouvraient le droit à une garantie de ressources de 65 % du salaire journalier de référence dans la limite du plafond retenu pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale et à 50 % de la part du salaire excédant ce plafond. Le paiement cesse d'être versé aux allocataires justifiant de 150 trimestres validés au titre de l'assurance vieillesse ou atteignant 65 ans.

4. La protection sociale et l'Europe

Le compte de la protection sociale est entièrement compatible avec le système européen de statistique intégré de la protection sociale qui fournit des données comparables pour tous les pays de la Communauté européenne. On peut ainsi comparer la part des prestations versées dans chaque pays par fonction principale (tableau 26) ainsi que la part relative du produit intérieur brut représenté par les dépenses de protection sociale (tableau 27). De la même façon est publiée dans le tableau 28 la structure des recettes de protection sociale pour chaque pays européen. Malheureusement, l'Office statistique des communautés européennes ne peut fournir la mise à jour de certains pays.

* * *

TABLEAU C.04-1

La protection sociale et son financement (1)

Source : Compte satellite de la protection sociale — *Unité :* Million de francs

	1983	1984	1985	r 1986	* 1987	* 1988	* 1989
EMPLOIS :							
Prestations sociales (R64)	937.496	1.032.283	1.127.417	1.207.478	1.255.121	1.343.362	1.423.867
Prestations de services sociaux (2)	134.202	153.549	155.317	162.909	169.775	179.777	196.266
Prestations fiscales	33.254	39.450	42.550	46.520	50.950	52.230	55.050
Frais de gestion	50.921	54.870	58.580	61.243	62.888	65.064	68.662
Autres dépenses	106.827	124.117	146.282	163.707	177.048	190.504	208.442
Épargne	31.254	28.570	29.787	— 5.084	22.960	22.657	29.952
Total	**1.293.954**	**1.432.839**	**1.559.933**	**1.636.773**	**1.738.742**	**1.853.594**	**1.982.239**
RESSOURCES :							
Cotisations liées à l'emploi salarié	831.866	919.553	994.383	1.054.275	1.120.103	1.191.351	1.288.511
soit : — cotisations effectives d'employeurs	495.882	539.510	585.915	612.214	644.087	681.598	727.767
— cotisations fictives d'employeurs	118.222	127.913	137.547	147.827	151.596	159.959	167.931
— cotisations de salariés	217.762	252.130	270.921	294.234	324.420	349.794	392.813
Cotisations des travailleurs indépendants	53.910	59.495	64.403	69.115	74.942	80.970	87.586
Cotisations sur prestations sociales	7.104	8.435	9.363	9.522	10.107	11.469	12.436
Autres cotisations	1.499	1.682	1.763	1.731	2.366	3.385	3.567
Impôts et taxes affectés	38.970	49.047	r 43.877	43.182	51.873	54.964	54.230
Contributions publiques	197.002	204.747	r 226.921	220.893	224.834	241.438	244.362
Contreparties des prestations fiscales	33.254	39.450	42.550	46.520	50.950	52.230	55.050
Autres recettes	130.349	150.430	176.673	191.535	203.567	217.787	236.497
Total	**1.293.954**	**1.432.839**	**1.559.933**	**1.636.773**	**1.738.742**	**1.853.594**	**1.982.239**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.
(1) Évaluations cohérentes avec le cadre central base 1980. — (2) Y compris les prestations d'hospitalisation publique.

TABLEAU C.04-2

Prestations sociales reçues par les ménages, ventilées selon le risque couvert et le type de prestation (1)

Source : Compte satellite de la protection sociale — *Unité :* Million de francs

	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	r 1986	* r 1987	* r 1988	* 1989
Santé	228.788	253.861	279.391	306.640	333.981	344.731	368.721	399.198
soit : Maladie	144.705	161.684	180.369	200.820	219.712	224.434	241.073	265.049
Invalidité	59.044	65.608	70.985	76.341	84.255	89.747	95.848	101.464
Accident du travail	25.039	26.569	28.037	29.479	30.014	30.550	31.800	32.685
Vieillesse, survie (2)	409.360	474.335	523.428	576.651	609.220	633.224	675.613	716.525
soit : Cessation anticipée d'activité (3)	26.659	44.763	48.485	55.448	51.448	46.001	45.418	40.215
Vieillesse	305.638	342.766	380.940	419.736	450.086	475.919	510.489	549.614
Survie (4)	77.063	86.806	94.003	101.467	107.686	111.304	119.706	126.696
Maternité - famille	124.403	137.726	148.079	156.626	165.296	171.545	182.557	189.328
soit : Maternité	15.365	15.146	16.314	16.416	15.798	17.904	20.439	21.639
Famille	109.038	122.580	131.765	140.210	149.498	153.641	162.118	167.689
Emploi (5)	62.925	59.630	68.526	74.426	85.334	90.856	100.048	96.193
soit : Inadaptation professionnelle (6)	8.607	7.599	7.666	11.060	15.363	14.700	17.032	12.221
Chômage (7)	54.318	52.031	60.860	63.366	69.971	76.156	83.016	83.972
Divers	2.745	2.982	3.186	3.160	3.388	3.472	3.769	9.044
Total des prestations à des résidents	**828.221**	**928.534**	**1.022.610**	**1.117.503**	**1.197.219**	**1.243.828**	**1.330.708**	**1.410.288**
Total des prestations à des non-résidents	**8.823**	**8.962**	**9.673**	**9.914**	**10.259**	**11.293**	**12.654**	**13.579**
Ensemble	**837.044**	**937.496**	**1.032.283**	**1.127.417**	**1.207.478**	**1.255.121**	**1.343.362**	**1.423.867**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

(1) Évaluations cohérentes avec le cadre central base 1980. — (2) Retraites, préretraites; pensions d'invalidité et d'accident du travail. — (3) Préretraites. — (4) Pensions de reversion, capitaux décès. — (5) Compensant la perte d'un emploi antérieur, résultant de la réalisation d'un risque. — (6) Indemnités de formation. — (7) Allocations, indemnités complémentaires.

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales versées par l'ensemble des régimes de protection sociale

Source : Compte de la protection sociale — *Unité :* Million de francs

Régime	1982	1983	1984	1985	r 1986	* r 1987	* r 1988	* 1989	1989 %
Régimes généraux	419.762	475.398	507.016	534.504	573.020	596.153	632.502	669.521	47.0
soit : Régime général de sécurité sociale	343.718	387.999	422.344	454.040	492.605	514.193	548.418	585.808	41.1
Indemnisation du chômage	70.898	82.043	79.194	75.159	75.163	76.824	78.849	78.145	5.5
Fonds spéciaux	5.146	5.356	5.478	5.305	5.252	5.136	5.235	5.568	0.4
Régimes particuliers de salariés	242.928	270.728	302.852	335.680	358.299	373.163	401.621	430.816	30.3
soit : Régimes directs	99.348	111.089	123.402	131.165	138.074	144.558	149.867	158.505	11.1
Régimes des salariés agricoles	18.308	19.399	21.644	24.605	25.799	26.846	29.023	30.934	2.2
Autres régimes particuliers de salariés	47.336	52.838	58.387	64.205	66.588	69.027	72.259	76.195	5.4
Régimes complémentaires de salariés	77.936	87.402	99.419	115.705	127.838	132.732	150.472	165.182	11.6
Régimes de non-salariés	69.998	70.436	76.219	84.154	87.146	90.566	96.055	101.732	7.1
soit : Régimes des exploitants agricoles	42.601	41.008	44.251	48.026	49.378	50.487	53.298	56.334	4.0
Régimes des non-salariés non agricoles	27 397	29.428	31.968	36.128	37.768	40.079	42.757	45.398	3.2
RÉGIMES D'ASSURANCES SOCIALES	732.688	816.562	886.087	954.338	1.018.465	1.059.882	1.130.178	1.202.069	84.4
Régimes d'employeurs	25.475	27.981	30.704	32.852	32.942	34.488	36.660	39.224	2.8
Régimes des sociétés mutualistes	11.565	13.491	15.528	19.549	23.908	27.077	30.868	35.190	2.5
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	65.045	76.992	97.336	117.926	129.284	130.674	142.503	144.040	10.1
Régimes d'intervention sociale des administrations privées	2.271	2.470	2.628	2.752	2.879	3.000	3.153	3.344	0.2
AUTRES RÉGIMES	104.356	120.934	146.196	173.079	189.013	195.239	213.184	221.798	15.6
Ensemble	**837.044**	**937.496**	**1.032.283**	**1.127.417**	**1.207.478**	**1.255.121**	**1.343.362**	**1.423.867**	**100.0**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

TABLEAU C.04-4

Plafond des salaires du secteur privé et taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires							
			Salariés				Employeurs			
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Assurance veuvage	Vieillesse	Total salariés	Maladie, maternité, invalidité, décès	Vieillesse	Allocations familiales	Total employeurs (2)
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	5,50	4,50	///	///	4,50
— : 1er février	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	4,50	///	///	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	///	///	5,50	8,00	///	///	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
1984 : 1er janvier	97.320	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	101.880	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1985 : 1er janvier	104.760	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	108.720	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1986 : 1er janvier	110.640	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er août	113.760	A	///	///	6,40	6,40	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1987 : 1er janvier	115.560	A	///	///	6,40	6,40	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	118.080	A	///	///	6,60	6,60	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	///	12,60
1988 : 1er janvier	119.400	A	///	///	6,40	6,40	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	121.320	A	///	///	6,60	6,60	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	///	12,60
1989 : 1er janvier	124.080	A	///	///	7,60	7,60	///	8,20	4,50	12,70
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	3,50	16,10
— : 1er juillet	126.480	A	///	///	7,60	7,60	///	8,20	4,50	12,70
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	3,50	16,10
1990 : 1er janvier	129.600	A	///	///	7,60	7,60	///	8,20	(3) 7,00	15,20
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///		19,60
— : 1er juillet	132.480	A	///	///	7,60	7,60	///	8,20	7,00	15,20
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///		19,60

(1) A : Partie du salaire en dessous du plafond; B : Totalité du salaire. — (2) Il s'y ajoute la cotisation accidents du travail variable selon les professions et la taille de l'établissement. — (3) Déplafonnement total au 1er janvier 1990 décidé par la loi n° 8918 du 13 janvier 1989.

TABLEAU C.04-5

Taux de cotisation des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Source : Journal officiel

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (2)	Taux des cotisations en % des salaires				
						Salariés	Employeurs (1)
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Pension de retraite	Contribution de solidarité (3)	Total	Maladie
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	///	///	///	5,50
		B	4,75	6,00	///	10,75	4,50
— : 1er février	68.760	A	///	///	///	///	5,50
		B	3,75	6,00	///	9,75	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
— : 1er novembre	84.960	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
1984 : 1er janvier	(4)	(4)	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er juillet	»	»	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
1985 : 1er janvier	»	»	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er juillet	»	»	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
1986 : 1er janvier	»	»	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er août	»	»	4,75	7,70	1,00	13,45	9,70
1987 : 1er janvier	»	»	4,75	7,70	1,00	13,45	9,70
— : 1er juillet	»	»	5,15	7,90	1,00	14,05	9,70
1988 : 1er janvier	»	»	5,15	7,90	1,00	14,05	9,70
— : 1er juillet	»	»	5,15	7,90	1,00	14,05	9,70
1989 : 1er janvier	»	»	5,15	8,90	1,00	15,05	9,70
— : 1er juillet	»	»	5,15	8,90	1,00	15,05	9,70
1990 : 1er janvier	»	»	5,15	8,90	1,00	15,05	9,70
— : 1er juillet	»	»	5,15	8,90	1,00	15,05	9,70

(1) En ce qui concerne les pensions de retraite, les prestations familiales, les accidents du travail, l'État est son propre assureur. — (2) A : Partie du salaire en-dessous du plafond. — B : Totalité du salaire. — (3) À partir d'un certain niveau de rémunération (indice 254 à Paris au 1er janvier1990).— (4) Depuis 1984 toutes les cotisations sont calculées sur la totalité du salaire.

TABLEAU C.04-6

Taux des cotisations assurance maladie sur des revenus de remplacement du salaire : retraites, garantie de ressources (préretraite), allocations de chômage et de formation

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Unité : %

Date d'effet	Retraites (1)		Garantie de ressources (préretraite) (2) (3)	Chômage (2)
	De base	Complémentaires		
1982 1er juin	1,00	2,00	2,00	1,00
1983 1er avril	»	»	5,50	»
1984 1er janvier	»	»	»	»
1985 1er janvier	»	»	»	»
1986 1er janvier	»	»	»	»
1987 1er juillet	1,40	2,40	»	1,40
1988 1er juillet	1,40	2,40	5,50	1,40

(1) Loi du 28 décembre 1979 et décrets du 24 avril 1980 concernant les retraites de base, les retraites complémentaires et la garantie de ressources démission (qui est assimilée aux retraites complémentaires) et du 29 juin 1987 modifiant les taux des cotisations des assurés du régime général de la sécurité sociale. — (2) Loi du 4 janvier 1982 et décrets du 28 mai 1982 concernant les revenus de remplacement versés en cas d'absence totale ou partielle d'emploi (y compris les indemnités pour stages de formation), les avantages de préretraite ou de cessation d'activité anticipée ou progressive, les allocations conventionnelles de solidarité. — (3) Loi du 19 janvier 1983 et décrets du 2 mai 1983 alignant le taux des avantages de préretraite sur les cotisations maladie à la charge des salariés actifs dans le régime d'assurance maladie dont relève la dernière activité du préretraité.

TABLEAU C.04-7

Cotisations salariales rapportées au salaire brut

Moyennes annuelles

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale — *Unité :* % du salaire sous plafond

Année		Régime général de Sécurité sociale (1)	Chômage (2)	Retraite complémentaire (3)	Total
1981	Moyenne	9,51	0,84	1,76	12,11
1982	Moyenne	10,30	0,91	1,76	12,97
1983	Moyenne	10,30	1,52	1,84	13,66
1984	Moyenne	11,30	(4) 1,87	1,84	15,01
1985	Moyenne	11,30	2,05	1,84	15,19
1986	Moyenne	11,59	2,31	1,84	15,74
1987	Moyenne	12,30	2,31	1,88	16,49
1988	Moyenne	12,60	2,47	1,92	16,99
1989	Moyenne	13,60	2,47	1,92	17,99
1990	Janvier	13,60	2,47	1,92	17,99
	Juillet	13,60	2,47	1,92	17,99
	Moyenne	13,60	2,47	1,92	17,99

(1) Cotisations pour les risques maladie, maternité, invalidité, décès, assurance veuvage, vieillesse. — (2) Cotisations à l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). — (3) Cotisations à l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires). — (4) Pour les salaires supérieurs au plafond de la Sécurité sociale, il s'ajoute une surcotisation égale à 0,50 % du salaire brut dans la limite du plafond du régime de retraite des cadres (convention du 24 février 1984).

TABLEAU C.04-8

Taux moyen des cotisations (salariés et employeurs) à l'AGIRC (retraite des cadres) et effectifs des cotisants

Source : Association générale des institutions de retraite des cadres

Année	Taux de cotisation sur le salaire différentiel (en %)			Effectifs cotisants (1) (non chômeurs)
	Art. 4 et 4 *bis* (2)	Art. 36 (2)	Total	
1980				
1981	14,00	13,22	13,94	1.821.631
1982	13,89	13,26	13,85	1.940.393
1983	13,85	13,26	13,81	1.974.705
1984	13,91	13,50	13,88	1.996.039
1985	13,91	(3) 12,93	13,84	2.238.120
1986	13,92	12,93	13,85	2.268.260
1987	13,96	12,93	13,89	2.289.575
1988	13,96	12,93	13,89	2.331.898
1989	13,96	12,93	13,90	2.407.674
1990	13,96	12,93	13,90	2.507.980

(1) L'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) perçoit depuis 1947 des cotisations pour retraites complémentaires sur le salaire différentiel (partie du salaire comprise entre le plafond de Sécurité sociale et le plafond de l'AGIRC égal à 4 fois le plafond de Sécurité sociale). Le taux de cotisation est choisi par l'entreprise entre un taux minimal de 8 % (2 % à la charge du salarié et 6 % à la charge de l'employeur) et un taux maximal de 16 % (4 % à la charge du salarié et 12 % à la charge de l'employeur). Le taux moyen effectivement pratiqué est indiqué dans le tableau ainsi que le nombre de cotisants actifs. Les cadres en chômage reçoivent à partir des attestations délivrées par les ASSEDIC des points gratuits de retraite, leurs effectifs ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. — (2) Dans la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres, l'article 4 concerne les ingénieurs et cadres, l'article 4 *bis*, les employés, techniciens et agents de maîtrise dont le coefficient hiérarchique est égal ou supérieur à 300, l'article 36, les collaborateurs dont le coefficient hiérarchique est au moins égal à 200. — (3) Intégration de l'IRCACIM (Institution de retraite complémentaire des chefs d'atelier, contremaîtres et assimilés des industries des métaux).

TABLEAU C.04-9

Assurance maladie : effectifs des cotisants des différents régimes

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Millier

Régime	Effectif des cotisants							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Salariés (ou assimilés)	**19.756**	**19.877**	**20.054**	**20.747**	**20.771**	**21.060**	**21.036**	*r* **21.318**
soit : Régime général et régimes rattachés	18.199	18.325	18.532	19.223	19.256	19.508	19.522	*r* 19.833
soit : Régime général	14.219	14.327	14.074	14.715	14.410	14.616	14.434	*r* 14.622
Assurés partiels	15	15	15	15	15	15	ε	*r* 13
Assurés volontaires et personnels	188	185	217	219	290	302	323	342
Adultes handicapés	238	250	297	297	348	353	353	363
Fonctionnaires civils, ouvriers de l'État, agents des collectivités territoriales	2.699	2.702	3.014	3.055	3.185	3.241	3.292	*r* 3.331
Agents de l'EDF-GDF	147	150	154	161	162	162	162	162
Étudiants	520	520	583	583	648	713	760	800
Praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés	173	176	178	178	198	206	198	*r* 200
Militaires de carrière	368	382	390	395	393	377	356	351
SNCF	253	249	254	252	247	240	230	220
RATP	36	37	38	40	40	40	40	39
Mines	96	92	91	87	81	74	66	60
Marine marchande	75	73	71	70	68	66	65	64
Clercs et employés de notaire	43	43	42	42	39	38	38	38
Banque de France	15	15	16	17	17	17	17	17
Compagnie générale des Eaux	2	2	2	2	2	2	2	2
Chambre de commerce de Paris	3	3	3	3	3	3	3	3
Salariés agricoles	666	656	615	616	625	626	629	623
C.A.M.A.C. (1)	///	///	///	///	///	36	35	33
Français de l'étranger	///	///	///	///	///	33	33	35
B. Non salariés	**2.603**	**2.558**	**2.449**	**2.372**	**2.343**	**2.295**	**2.291**	**2.285**
soit : Exploitants agricoles	1.259	1.214	1.121	1.055	1.036	1.010	985	947
Non salariés non agricoles	1.344	1.344	1.328	1.317	1.307	1.285	1.306	1.338
soit : Commerçants et industriels	641	641	631	625	620	610	620	626
Artisans	562	561	556	548	541	526	532	538
Professions libérales	124	129	132	137	140	145	149	170
Assurés volontaires	17	13	9	7	6	4	5	4
Ensemble (A + B)	**22.359**	**22.435**	**22.503**	**23.119**	**23.114**	**23.355**	**23.327**	*r* **23.603**

(1) C.A.M.A.C. : Caisse d'assurance maladie des cultes. Les régimes C.A.M.A.C. et Français de l'étranger sont des régimes obligatoires créés à partir de 1985. Avant 1985, les personnes des cultes cotisaient à une mutuelle.

TABLEAU C.04-10

Prestations maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail par régime

Année 1988

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

Régime	Maladie	Maternité	Invalidité	Décès	Accidents du travail	Total
CNAMTS (1)	**280.729**	**15.798**	**13.941**	**763**	**27.758**	**338.989**
Autres régimes	**73.166**	**1.303**	**1.867**	**141**	**6.109**	**82.586**
soit :						
CANAM (2)	15.835	333	—	—	—	16.169
Exploitants agricoles	23.563	204	746	—	—	24.512
Salariés agricoles	12.168	464	795	29	2.177	15.633
Assurance personnelle agricole	126	—	—	—	—	126
Mines	5.313	33	128	72	3.509	9.055
SNCF	6.758	52	—	36	37	6.883
Militaires	5.450	117	—	—	—	5.567
Marins	1.489	9	154	2	310	1.965
RATP (coordination)	556	2	—	—	—	558
RATP (médical)	394	20	—	—	62	476
Clercs de notaire	442	53	36	2	—	533
Banque de France	296	8	—	—	—	304
Compagnie générale des Eaux	55	—	—	—	—	55
Chambre de commerce de Paris	41	3	2	—	—	46
CAMAC (3)	572	—	—	—	—	572
Français de l'étranger	108	4	5	—	14	132
Total général	**353.895**	**17.101**	**15.808**	**904**	**33.867**	**421.575**

N.B. — La cohérence comptable n'est pas toujours assurée en raison d'arrondis effectués sur les résultats fournis par l'ordinateur.
(1) Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. — (2) Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. — (3) Caisse d'assurance maladie des cultes.

TABLEAU C.04-11

Prestations accidents du travail et maladies professionnelles par type de prestation

(Ensemble des régimes. France entière)

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Incapacité temporaire (1)			Incapacité permanente (2)			Total général
	Soins de santé	Prestations en espèces	Total	Rentes servies et rachetées au cours de l'année	Autres charges techniques (3)	Total	
1979	2.586,3	2.916,7	5.502,9	12.158,6	18,9	12.177,5	17.680,5
1980	2.869,5	3.214,3	6.083,8	13.518,3	20,8	13.539,1	19.622,9
1981	3.121,2	3.656,3	6.777,5	15.368,1	21,5	15.389,7	22.167,2
1982	3.454,0	4.193,3	7.647,2	17.585,8	24,1	17.609,9	25.257,1
1983	3.670,7	4.192,1	7.862,8	19.229,8	26,1	19.256,0	27.118,8
1984	3.970,6	4.225,7	8.396,2	20.113,4	23,0	20.136,4	28.532,6
1985	4.174,7	4.762,7	8.937,5	21.287,0	1.029,6	22.316,6	31.254,1
1986	4.035,6	4.892,5	8.928,1	21.682,2	1.008,0	22.690,1	31.618,3
1987	4.436,2	4.889,2	9.325,4	22.264,0	1.003,8	23.267,8	32.593,2
1988	4.782,7	5.259,3	10.042,0	22.824,1	1.001,3	23.825,4	33.867,4

(1) Incapacité temporaire : remboursement des honoraires, frais de séjour, pharmacie et autres prestations en nature et indemnisation pour perte de salaire jusqu'à la consolidation de la blessure. — (2) Incapacité permanente : rentes versées aux assurés lorsque la blessure prend un caractère permanent, sinon définitif, tel qu'un traitement n'est plus en principe nécessaire, si ce n'est pour éviter une aggravation; rentes versées aux ayants droit de la victime en cas de décès. — (3) Depuis 1985 cette rubrique comporte les chiffres du fonds commun de revalorisation des rentes du régime agricole.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales : effectif des bénéficiaires des principaux régimes (1)

Sources : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole — *Unité :* Millier

Composition des familles	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Ensemble effectif
Ménage sans enfant (3)	173	—	16	2	1	192
1 enfant	1.020	5	78	19	16	1.138
2 enfants	2.323	13	415	75	105	2.931
3 enfants	927	5	137	34	51	1.154
4 enfants	240	2	20	10	11	283
5 enfants	80	1	4	3	2	90
6 enfants et plus	52	1	1	2	1	57
dont : 2 enfants et plus	3.622	22	577	124	170	4.515
Effectif au 31 décembre 1988	**4.815**	**27**	**671**	**145**	**187**	**5.845**
Au 31 décembre 1987	4.803	29	691	149	196	5.868
Au 31 décembre 1986	4.777	33	*r* 701	150	206	5.867
Au 31 décembre 1985	4.761	36	*r* 715	155	217	5.884
Au 31 décembre 1984	4.591	38	*r* 719	*r* 151	*r* 231	5.730
Au 31 décembre 1983	4.554	39	*r* 734	*r* 153	*r* 250	5.730
Au 31 décembre 1982	4.554	43	*r* 753	*r* 157	*r* 272	5.779
Au 31 décembre 1981	4.487	47	*r* 772	*r* 161	*r* 295	5.762
Au 31 décembre 1980	4.368	52	793	*r* 168	*r* 325	5.706
Au 31 décembre 1979	4.311	58	824	174	346	5.713
Au 31 décembre 1978	4.104	65	1.042	179	366	5.756

(1) Non compris les familles allocataires des départements d'outre-mer, les familles d'allocataires résidant hors de France, les bénéficiaires de l'allocation différentielle, les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ne recevant que cette prestation. Sont également exclues les familles percevant l'aide personnalisée au logement (FNH) et l'allocation de logement à caractère social (FNAL). — (2) Estimations concernant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979); agents des services particuliers (SNCF, RATP, EDF-GDF, etc.), revues sur la période 1980-1988. — (3) Les ménages sans enfant peuvent percevoir sous condition de ressources l'allocation logement.

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales et aide personnalisée au logement : prestations servies (1)

Sources : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole — *Unité :* Million de francs

Nature des dépenses	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total tous régimes	%
Prestations liées à la naissance et au jeune enfant	**15.146**	**71**	**1.598**	**474**	**369**	**17.659**	**13,8**
Soit :							
Allocations prénatales	—	—	—	—	—	—	—
Allocations postnatales	2	—	2	—	—	4	ε
Congés de naissance et d'adoption	3	—	1	—	—	4	ε
Allocation pour le jeune enfant (3)	14.997	71	1.577	473	368	17.486	13,7
Allocation garde enfant à domicile	144	—	18	2	1	165	0,1
Prestations spécifiques	**17.607**	**69**	**475**	**489**	**801**	**19.441**	**15,2**
Soit :							
Allocation de soutien familial (4)	2.894	23	222	56	63	3.258	2,6
Allocation d'éducation spéciale (5)	904	10	120	35	45	1.113	0,9
Allocation adultes handicapés métropole	12.448	24	—	346	619	13.437	10,5
Allocation de rentrée scolaire	1.361	12	133	52	74	1.631	1,3
Prestations suppléments de revenus	**63.588**	**482**	**8.219**	**2.249**	**3.054**	**77.591**	**60,8**
Soit :							
Allocations familiales	48.106	391	6.847	1.783	2.403	59.530	46,6
Complément familial	7.281	66	906	304	429	8.986	7,0
Allocation de parent isolé	3.414	4	1	20	16	3.455	3,0
Supplément de revenu familial	38	—	—	1	—	39	ε
Allocation parentale d'éducation (6)	4.749	21	464	141	206	5.581	4,4
Autres dépenses de prestations	**914**	**6**	**2**	**60**	**3**	**985**	**0,8**
Soit :							
Prestations à l'étranger	377	5	1	46	—	429	0,3
Allocation différentielle	124	—	—	—	—	124	0,1
Dépenses techniques	413	1	1	14	3	432	0,3
Logement	**10.891**	**17**	**402**	**353**	**371**	**12.034**	**9,4**
Soit :							
Allocation de logement	10.869	17	385	353	371	11.995	9,4
Prime de déménagement	22	—	17	—	—	39	ε
Total année 1988 (sans APL)	**108.145**	**645**	**10.695**	**3.626**	**4.599**	**127.710**	**100,0**
Année 1987	103.409	645	10.566	3.577	4.649	122.899	
Année 1986	100.556	697	10.846	3.578	4.787	120.502	
Année 1985	95.488	734	10.708	3.512	4.901	115.329	
Année 1984	92.300	720	10.289	3.362	4.963	111.696	
Année 1983	87.932	782	9.991	3.274	5.136	107.119	
Année 1982	80.324	786	9.756	3.076	4.980	98.893	
Année 1981	65.874	757	8.144	2.616	4.320	81.646	
Année 1980	54.571	692	7.183	2.284	3.827	68.437	
Année 1979	45.097	622	7.657	1.999	3.488	58.827	
Aide personnalisée au logement 1988 (7)	**21.057**	—	—	**356**	**427**	**21.840**	

(1) Non compris le solde des prêts (prêts aux jeunes ménages, prêts pour l'amélioration de l'habitat), les prestations versées dans les DOM et l'allocation logement à caractère social (FNAL), et les majorations exceptionnelles versées sur le budget de l'État. — (2) Estimation couvrant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des services particuliers (SNCF, EDF-GDF, RATP, etc.); agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979). — (3) L'allocation au jeune enfant, créée par la loi n° 85-17 du 4 janvier 1985, remplace progressivement les allocations pré et postnatales, et le complément familial dans certains cas. Depuis le plan famille de 1986, cette allocation s'appelle « allocation pour le jeune enfant » et n'est versée qu'une seule fois par famille. — (4) Et ancienne allocation orphelin. — (5) Y compris anciennes allocations spécialisées et allocations aux mineurs handicapés. — (6) L'allocation parentale d'éducation a été créée par la même loi n° 85-17 du 4 janvier 1985. Elle compense, partiellement et forfaitairement, la perte de revenu, liée à l'arrêt ou à la réduction de l'activité professionnelle d'un parent à l'occasion d'une naissance ou de l'adoption d'un enfant de rang 3 ou plus, intervenant à compter du 1er janvier 1985. — (7) L'aide personnalisée au logement, n'étant pas une prestation familiale, est retirée de la ventilation de ce tableau. Dans une prochaine édition elle fera l'objet d'un tableau à part.

TABLEAU C.04-14

Évolution du montant mensuel des prestations familiales (1) pour une famille de deux enfants

Source : Caisse nationale des allocations familiales — *Unité :* Franc

Année (moyenne mensuelle)	Avec un enfant de moins de 3 ans (2)				Avec deux enfants entre 3 et 9 ans (3)
	Né avant octobre 1985		Né en octobre 1985 ou après		
	Total	Dont complément familial	Total	Dont allocation pour jeune enfant	
1979 (4)	576,07				204,99
1980 (4)	652,09				232,09
1981	760,73				279,06
1982	944,91				395,49
1983	1.062,00				460,00
1984	1.123,29				488,21
1985	1.188,82				516,57
1986	1.229,83	695,08	1.301,75	767,00	534,25
1987	1.244,83	703,92	1.317,25	776,33	540,92
1988	1.290,21	729,58	1.365,65	804,83	560,63
1989	—	—	1.399,82	825,00	574,82
1er février (5)	—	—	*1.394,74*	*822,00*	*572,74*
1er août (5)	—	—	*1.410,00*	*831,00*	*579,00*

(1) Prestations versées à terme échu, c'est-à-dire un mois *après* la date de relèvement de la base mensuelle de calcul des allocations familiales et du complément familial s'il y a lieu. — (2) Famille de 2 enfants dont un de moins de 3 ans : famille de condition modeste bénéficiant des allocations familiales et de l'allocation pour jeune enfant (ou du complément familial « maintenu » pour les enfants nés avant octobre 1985). — (3) Famille de 2 enfants ayant entre 3 et 9 ans percevant uniquement les allocations familiales, ne percevant pas de majorations pour âge et ne bénéficiant pas d'allocations soumises à condition de ressources. — (4) Aux prestations présentées ci-dessus, il convient d'ajouter, s'il y a lieu, en 1979 et 1980 l'incidence d'allocations exceptionnelles (hors allocations aux adultes handicapés et hors allocation logement) qui sont financées par le budget de l'État et ne sont pas incluses dans les statistiques de la CNAF : *septembre 1979 :* 210,20 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire; 205,00 F pour majoration exceptionnelle du complément familial (soumis à condition de ressources); *février 1980 :* 150,00 F par enfant ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire en septembre 1979; 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date du complément familial; *septembre 1980 :* 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date de l'allocation de rentrée scolaire. — (5) Il s'agit du montant aux dates d'effet.

TABLEAU C.04-15

Familles bénéficiant, dans le régime général, des allocations familiales, du complément familial, et de l'allocation de logement familiale (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales — *Unité :* Millier de familles

Au 31 décembre de chaque année	Allocations familiales	Complément familial (2)	Complément familial ou allocation pour jeune enfant (3)	Allocation logement familiale (4)
1979	3.270	2.687	///	...
1980	3.354	2.546	///	1.528
1981	3.416	2.183	///	1.699
1982	3.457	2.246	///	1.707
1983	3.480	2.201	///	1.605
1984	3.507	2.202	///	1.503
1985	3.537	2.124	2.103	1.408
1986	3.563	1.688	2.094	1.310
1987	3.596	1.020	1.563	1.246
1988	3.622	727	1.549	1.129

(1) Salariés + population non active + employeurs et travailleurs indépendants en métropole. L'intégration progressive des agents des collectivités locales entre 1979 et 1980 est incluse dans ces chiffres qui ne sont pas toujours rigoureusement comparables d'une année sur l'autre. — (2) Le complément familial créé en janvier 1978 est versé au taux plein ou comme allocation différentielle; sont compris ici les allocataires au titre du maintien des droits (allocation de salaire unique, allocation de la mère au foyer avec et sans majoration et allocation pour frais de garde). — (3) L'APJE (allocation pour le jeune enfant) avec conditions de ressources est versée à partir du quatrième mois après la naissance alors que le complément familial est versé dès le premier mois. Il se fait une substitution progressive d'une partie du complément familial par l'APJE. — (4) L'allocation de logement familiale est attribuée essentiellement aux bénéficiaires des prestations familiales occupant un logement répondant à des conditions de salubrité et de peuplement.

TABLEAU C.04-16

Revenu minimum d'insertion : effectif des bénéficiaires et montants versés (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales

	31 juin 1989	31 décembre 1989
Bénéficiaires :		
Métropole	281.577	324.593
DOM	66.015	71.567
Total	**347.592**	**396.160**
Montants (milliers de francs) :		
Métropole	1.882.209	4.913.348
DOM	328.598	1.020.907
Total	**2.210.807**	**5.934.255**

(1) Il s'agit uniquement des bénéficiaires et des versements des caisses d'allocations familiales (donc non compris la mutuelle sociale agricole); le revenu minimum d'insertion (RMI) a été instauré par la loi du 1er décembre 1988, et son application comporte 3 volets : l'ouverture des droits à une allocation différentielle permettant d'atteindre un certain niveau de ressources, l'ouverture des droits à une protection sociale lorsque l'intéressé n'y avait plus droit, et le cas échéant à une aide au logement, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle de l'intéressé avec le soutien de la collectivité publique.

TABLEAU C.04-17

Revalorisation des pensions et rentes de vieillesse et d'invalidité

(Salariés du régime général et du régime agricole)

Source : Liaisons sociales

	Date d'effet	Coefficient de revalorisation		Date d'effet	Coefficient de revalorisation
1981	Janvier	1,067	1986	Janvier	1,013
	Juillet	1,062		Octobre	1,005
1982	Janvier	1,067	1987	Janvier	1,018
	Juillet	1,074		Juillet	1,010
1983	Janvier	1,040	1988	Janvier	1,026
	Juillet	1,040		Juillet	1,013
1984	Janvier	1,018	1989	Janvier	1,013
	Juillet	1,022		Juillet	1,012
1985	Janvier	1,034	1990	Janvier	1,021
	Juillet	1,028		Juillet	1,013

N.B. — La revalorisation des pensions et rentes de vieillesse a lieu deux fois par an au 1er janvier et au 1er juillet. Pour les pensions liquidées à partir du 1er juillet 1989, le salaire annuel servant de base au calcul d'une pension est le salaire moyen correspondant aux cotisations versées :

— assurance vieillesse aux cours des dix années civiles d'assurance accomplies postérieurement au 31 décembre 1948 dont la prise en considération sera la plus avantageuse pour l'assuré;

— assurance invalidité : on retient les dix meilleures années accomplies entre le 31 décembre 1948 et la date de constat d'invalidité.

Les coefficients de revalorisation pour 1990 ont été précisés par la loi du 23 janvier 1990.

TABLEAU C.04-18

Pensions et rentes de vieillesse et d'invalidité : coefficient par lequel est multiplié le salaire résultant des cotisations versées

(Salariés du régime général et salariés agricoles)

Source : Liaisons sociales

Année de base	Du 1er janvier au 30 juin 1990	Du 1er juillet au 31 déc. 1990	Année de base	Du 1er janvier au 30 juin 1990	Du 1er juillet au 31 déc. 1990
1949	56,639	57,386	1970	5,629	5,701
1950	49,708	50,342	1971	5,051	5,113
1951	35,271	35,729	1972	4,553	4,610
1952	29,430	29,774	1973	4,200	4,261
1953	29,021	29,363	1974	3,707	3,757
1954	27,208	27,442	1975	3,125	3,165
1955	24,909	25,292	1976	2,660	2,693
1956	22,317	22,582	1977	2,293	2,324
1957	20,741	21,007	1978	2,063	2,090
1958	18,241	18,508	1979	1,880	1,907
1959	16,509	16,749	1980	1,661	1,680
1960	15,381	15,552	1981	1,465	1,482
1961	13,326	13,523	1982	1,310	1,327
1962	11,471	11,658	1983	1,238	1,253
1963	10,273	10,409	1984	1,172	1,186
1964	9,259	9,377	1985	1,125	1,139
1965	8,661	8,772	1986	1,099	1,113
1966	8,182	8,291	1987	1,060	1,074
1967	7,748	7,851	1988	1,034	1,047
1968	7,142	7,235	1989	1,000	1,013
1969	6,204	6,277	1990	///	1,000

N.B. — Pour déterminer le salaire annuel moyen servant de base au calcul des pensions de vieillesse et d'invalidité de Sécurité sociale, dont l'entrée en jouissance est postérieure au 31 décembre 1989 ou au 30 juin 1990, on applique aux salaires résultant des cotisations versées les coefficients de majoration ci-dessus résultant de l'application des coefficients du tableau C.04-16.

TABLEAU C.04-19

Pension minimum de vieillesse

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale — *Unité :* Franc

Date d'effet	Montants annuels				Plafond des ressources annuelles	
	Pension minimum (1) [AVTS]	Allocation supplémentaire (FNS)	Total			
			Personne seule	Ménage	Personne seule	Ménage
1980 1er janvier	8.500	8.500	17.000	34.000	17.900	34.000
1981 1er juillet	9.400	11.000	20.400	40.800	21.300	40.800
1982 1er janvier	10.100	13.900	24.000	(2) 44.400	24.900	44.400
1er juillet	10.900	14.600	25.500	47.200	26.400	47.200
1983 1er janvier	11.300	15.200	26.500	49.000	27.400	49.000
1er juillet	11.750	15.810	27.560	50.470	28.460	50.470
1984 1er janvier	11.960	16.090	28.050	51.380	28.950	51.380
1er juillet	12.220	16.440	28.660	52.300	29.560	52.300
1985 1er janvier	12.640	17.000	29.640	53.870	30.540	53.870
1er juillet	12.990	17.480	30.470	55.220	31.370	55.220
1986 1er janvier	13.160	17.710	30.870	55.940	31.770	55.940
1er juillet	13.160	17.710	30.870	55.940	31.770	55.940
1987 1er janvier	13.470	18.120	31.590	56.670	32.490	56.670
1er juillet	13.600	18.300	31.900	57.240	32.800	57.240
1988 1er janvier	13.950	18.780	32.730	58.730	33.630	58.730
1er juillet	14.130	19.020	33.150	59.490	34.050	59.490
1989 1er janvier	14.310	19.270	33.580	60.260	34.480	60.260
1er juillet	14.490	19.500	33.990	60.990	34.890	60.990
1990 1er janvier	14.800	19.920	34.720	62.300	35.620	62.300
1er juillet	14.990	20.180	35.170	63.110	36.070	63.110

NB. — AVTS = allocation aux vieux travailleurs salariés; FNS = Fonds national de solidarité. — (1) La pension minimum de vieillesse ou d'invalidité, la pension minimum allouée au conjoint survivant, l'allocation aux vieux travailleurs salariés qui n'ont pu bénéficier de la Sécurité sociale sont majorées de 10 % si l'allocataire a élevé au moins trois enfants. Si le pensionné a un conjoint de plus de 65 ans à charge, celui-ci reçoit également une pension minimum et l'allocation supplémentaire, s'il y a lieu, puisque cette dernière est soumise à une clause de ressources. — (2) Depuis janvier 1982, le minimum vieillesse versé pour un ménage n'est plus le double de celui d'une personne seule.

TABLEAU C.04-20

Retraites complémentaires des salariés : effectifs des cotisants et des allocataires

Au 31 décembre 1988

Sources : AGIRC, ARRCO, IRCANTEC

Caisses	Cotisants	(1) Allocataires	
		Assurés	Conjoints et orphelins
Caisses AGIRC (2)	2.368.746	642.091	315.630
Caisses ARRCO (3)	15.579.388	4.858.500	1.861.500
Caisse IRCANTEC (4)	1.770.000	792.000	124.000

(1) Après élimination des doubles comptes. — (2) AGIRC : Association générale des institutions de retraites des cadres. — (3) ARRCO : Association des régimes de retraites complémentaires. — (4) IRCANTEC : Institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales.

TABLEAU C.04-21

Retraites complémentaires des salariés : valeur du point

Sources : AGIRC, UNIRS, IRCANTEC,
Caisse des dépôts et consignations

Unité : Franc

	Date d'effet	Cadres (AGIRC)	Non-cadres (UNIRS)	IRCANTEC
1981	Moyenne annuelle	1,3450	1,348	1,263
1982	Moyenne annuelle	1,4930	1,518	1,454
1983	Moyenne annuelle	1,6150	1,628	1,606
1984	Moyenne annuelle	1,7280	1,754	1,720
1985	Moyenne annuelle	1,8145	1,856	1,805
1986	Moyenne annuelle	1,8760	1,938	1,866
1987	Moyenne annuelle	1,9210	2,022	1,884
1988	Moyenne annuelle	1,973	2,071	1,919
1989	Moyenne annuelle	2,032	2,113	1,982
1990	1er janvier	2,093	2,176	2,024
	1er juillet	2,093	2,238	2,039
	Moyenne annuelle	2,093	2,207	2,032

TABLEAU C.04-22

Montant annuel des allocations de chômage et de préretraite et effectifs de bénéficiaires

Année 1989

Source : UNEDIC

	Montant annuel (millions de francs)	Bénéficiaires au 31 décembre
PRÉRETRAITE		
Allocation spéciale FNE (5)	14.553,2	184.067
Allocation conventionnelle de solidarité (6)	80,8	29
Garantie de ressources (7)	14.462,3	136.556
— *licenciement*	*5.488,8*	*51.181*
— *démission*	*8.973,5*	*85.375*
Total des allocations de préretraite :		
1989	29.096,3	320.652
1988	32.751,5	372.720
1987	37.786,6	429.703
1986	43.880,1	523.342
1985	48.355,9	606.997
1984	49.286,6	673.795
1983	39.843,8	694.575
1982	24.405,8	///
Autres allocations (8) :		
1989	466,7	13.978
1988	393,1	12.666
1987	289,9	10.155
1986	669,6	7.033
1985	1.299,0	7.093
1984	2.715,4	20.449
1983	2.700,5	20.117
1982	2.985,0	///
Total des prestations versées :		
1989	103.658,4	1.938.026
1988	*r* 105.106,6	*r* 1.989.324
1987	104.564,3	2.062.849
1986	103.770,2	2.057.444
1985	102.954,6	2.048.698
1984	98.236,5	1.988.954
1983	83.753,7	1.810.170
1982	72.328,2	///

	Montant annuel (millions de francs)	Bénéficiaires au 31 décembre
CHÔMAGE		
Allocation de base et allocation de base exceptionnelle (1)	55.936,0	942.277
— allocation de base	54.042,2	909.593
— allocation de base exceptionnelle	1.893,8	32.684
Allocation de fin de droits (2)	7.028,1	247.088
Allocation d'insertion (3)	3.038,7	117.900
Allocation de solidarité spécifique (4)	8.092,6	296.131
Total des allocations chômage :		
1989	74.095,4	1.603.396
1988	*r* 71.962,0	*r* 1.603.938
1987	66.487,8	1.622.991
1986	59.220,5	1.527.069
1985	53.299,7	1.434.608
1984	46.234,5	1.294.710
1983	41.209,4	1.095.478
1982	44.937,4	///

(1) Allocation de base et allocation de base exceptionnelle s'adressent toutes deux aux travailleurs involontairement privés d'emploi. La première concerne les travailleurs ayant au moins six mois de référence de travail et est égale à 40 % du salaire antérieur, plus une partie fixe. La seconde concerne les travailleurs ayant entre trois et six mois de référence de travail et est égale à 40 % du salaire antérieur, plus une partie fixe. Pour les allocataires présentant des salaires de référence modestes, une allocation minimale est servie. — (2) Allocation de fin de droits : il s'agit d'un montant journalier versé aux chômeurs ne pouvant plus bénéficier de l'allocation de base. Pour certains allocataires âgés (plus de 55 ans) et présentant une certaine ancienneté, le montant est majoré. — (3) Allocation d'insertion : elle est à peu près la prolongation de l'allocation forfaitaire de l'ancien système et s'adresse à certaines catégories de personnes : jeunes à la recherche d'un premier emploi, femmes veuves, divorcées ou séparées à la recherche d'un emploi, anciens détenus. Cette allocation est forfaitaire, un taux fixe pour les jeunes, un autre pour les personnes en situation particulière, ce taux est doublé pour les femmes seules, et elle est financée par l'État dans le cadre du régime de solidarité. — (4) Allocation de solidarité spécifique : cette allocation journalière est la suite de l'aide de secours exceptionnel. Trois taux sont possibles et elle est financée par l'État. Elle est renouvelable tous les six mois sans limitation dans le temps jusqu'à l'atteinte de l'âge de la retraite. — (5) Allocation spéciale FNE (fonds national pour l'emploi) : elle appartient au domaine des préretraites État et le financement principal revient à l'État. Cette allocation est à quelques détails près la suite de l'allocation conventionnelle FNE de l'ancienne réglementation. Son montant est égal à 70 % pour les bénéficiaires entrés avant décembre 1982 et pour les suivants égal à 65 % du salaire journalier de référence dans la limite du plafond de sécurité sociale, plus 50 % de la part du salaire comprise entre ce plafond et le plafond de cotisation au régime de retraite complémentaire des cadres. Cette allocation concerne des allocataires licenciés âgés de 55 ans à moins de 65 ans et remplissant certaines conditions. L'accès à cette allocation est toujours ouvert. — (6) Allocation conventionnelle de solidarité : cette allocation appartient aussi au domaine des préretraites État. Depuis janvier 1984, il n'y a plus de possibilité d'entrer en allocation conventionnelle de solidarité. Cette allocation s'adressait à des personnes démissionnaires sous certaines conditions, notamment d'âge (55 à moins de 60 ans). Son montant suit les mêmes règles que l'allocation précédente. — (7) Garantie de ressources : cette allocation est servie à des personnes licenciées ou démissionnaires. L'entrée directe n'est plus possible depuis la mi-1983. L'allocation reste ouverte aux personnes atteignant l'âge de 60 ans sous condition d'avoir accédé avant le 1er juillet 1983 aux préretraites servies entre 55 et 60 ans. Le taux d'indemnisation suit les mêmes règles que l'allocation spéciale FNE. Les personnes entrées en préretraite avant décembre 1982 sont indemnisables jusqu'à 65 ans. Les autres seront indemnisées jusqu'à l'âge de la retraite. — (8) A la rubrique « autres » figurent notamment :

— l'allocation complémentaire appartenant au régime de solidarité financée par l'État;

— l'allocation de préretraite progressive (ancienne ACC) financée par l'État.

TABLEAU C.04-23

Chômage : montant des allocations journalières de chômage total

Moyennes annuelles

Sources : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale
UNEDIC

Unité : Franc

	Allocation de base minimale
1982	85,21
1983 (1)	95,25
1984 (2) Ancien régime	100,58
Nouveau régime	96,17
1985 Nouveau régime	101,76
1986	105,79
1987	109,60
1988	112,43
1989	119,80

(1) Le décret du 24 novembre 1982 a sensiblement modifié les conditions d'attribution des allocations de chômage. — (2) Une réforme est intervenue au 1er avril 1984 séparant nettement l'indemnisation des chômeurs ayant déjà cotisé à l'UNEDIC et percevant à ce titre un pourcentage de leur salaire antérieur (l'indemnisation minimale journalière étant celle figurant dans le tableau ci-dessus) et l'attribution à des demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé antérieurement (jeunes, femmes,...) d'indemnités forfaitaires dites d'insertion. Deux taux d'indemnisation ont coexisté (jusqu'en avril 1985) suivant la date d'entrée en chômage, avant ou après le 1er avril 1984.

TABLEAU C.04-24

Chômage partiel indemnisable

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Contingent annuel d'heures (1)	Allocation d'aide publique au 1er juillet (2)	Plancher garanti (3)	Nombre total annuel de journées indemnisées	Effectifs
	Heures	F/h	Moyenne F/h	En milliers	Moyenne mens.
1979	400	4,380	11,16	5.067,9	113.070
1980	»	5,621	12,70	(4) 10.140,9	179.417
1981	600	6,332	14,71	17.411,6	320.311
1982	»	7,179	17,66	12.237,4	200.777
1983	»	8,026	19,45	14.567,8	237.458
1984	»	8,698	20,50	15.153,4	273.640
1985	»	9,313	22,12	11.857,0	196.890
1986	500	9,604	23,00	8.893,3	128.278
1987	»	9,438	23,31	6.284,1	90.211
1988	»	9,672	24,25	*r* 3.225,0	45.228
1989	»	10,0295	24,25	1.800,4	22.202

(1) Contingent annuel de 400 heures porté à 600 heures à compter de juillet 1981, ramené à 500 heures à compter du 1er janvier 1986. — (2) Allocation d'aide publique : versée pour l'ensemble de la France à un taux progressif, jusqu'à fin 1979, suivant la durée du chômage partiel; actuellement à un taux égal à 65 % du minimum garanti au 1er juillet de chaque année. — (3) Plancher garanti : allocation publique + allocation complémentaire. Ce plancher était à 23 F depuis le 1er juillet 1985, il est passé à 24,25 F au 1er octobre 1987. — (4) Nouvelle série à compter d'avril 1980.

TABLEAU C.04-25

Mutualité

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 (1)	1987	1988
Nombre de sociétés mutualistes	7.321	7.283	7.172	7.047	6.913	6.700	•	7.200	7.270	6.825
Prestations servies (en millions de F)	7.346	8.446	10.019	11.564	13.489	15.527	17.853	24.100	27.000	31.115

(1) L'augmentation des prestations servies est due à la baisse des remboursements effectués par la Sécurité sociale.

TABLEAU C.04-26

La protection sociale en Europe : prestations de protection sociale par principale fonction

Source : Office statistique des Communautés européennes SESPROS, Système Européen de Statistiques Intégrées de la protection sociale

Prestations (en % du total)

Pays	Maladie				Vieillesse				Famille				Chômage			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Allemagne (République fédérale d')	27,5	28,1	28,2	28,6	28,6	28,7	28,7	28,4	6,9	6,3	6,4	6,3	5,1	4,8	4,9	5,0
Belgique	20,6	21,8	23,1	...	30,6	30,8	31,2	...	8,5	8,6	8,2	...	10,7	10,4	10,5	...
Danemark	*r* 22,1	22,4	21,5	21,6	*r* 37,1	38,0	37,5	37,0	*r* 9,0	9,1	10,3	11,0	*r* 11,7	10,2	10,1	10,6
Espagne	22,1	22,1	22,9	...	34,0	35,3	35,2	...	1,2	0,9	0,7	...	17,1	16,0	15,7	...
France	25,4	25,7	25,5	25,5	37,6	37,1	37,2	37,0	9,4	9,2	9,0	8,9	5,1	5,3	5,6	5,7
Grèce	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Irlande	*r* 28,5	28,2	27,3	26,8	*r* 23,8	23,7	24,2	24,6	*r* 9,6	10,2	10,5	10,4	*r* 14,1	13,9	13,8	13,4
Italie	*r* 22,4	21,9	23,5	23,7	*r* 48,2	49,3	48,6	49,1	*r* 5,1	4,5	4,4	4,6	*r* 3,3	3,0	2,4	1,8
Luxembourg	23,9	24,2	24,5	24,6	28,5	28,2	28,5	28,9	7,7	8,2	7,9	7,8	1,4	0,9	1,0	0,9
Pays-Bas	24,8	24,8	25,3	25,2	26,0	27,0	27,5	27,9	9,4	8,8	7,6	7,6	12,1	11,5	11,1	10,3
Portugal	33,1	31,0	29,4	30,1	30,4	31,8	33,8	33,4	6,2	6,5	6,3	6,4	2,4	3,0	2,7	2,1
Royaume-Uni	19,0	19,7	20,5	...	40,2	40,7	41,2	...	10,3	10,0	10,0	...	9,8	8,8	6,8	...

TABLEAU C.04-27

La protection sociale en Europe : montant par habitant et part relative du produit intérieur brut (PIB) représentée par les dépenses de protection sociale (1)

Source : Office statistique des Communautés européennes
SESPROS, Système Européen de Statistiques intégrées de la protection sociale

Unité : %

Pays	Total par habitant en SPA (2)				Part relative du PIB			
	1985	1986	1987	1988	*r* 1985	1986	1987	1988
Allemagne (République fédérale d')	*r* 3.941	4.283	4.595	6.932	28,1	27,9	28,2	28,1
Belgique	3.543	3.857	3.999	...	29,0	29,0	...	28,7
Danemark	*r* 3.778	3.940	4.194	4.455	27,8	26,8	27,7	28,5
Espagne	*r* 1.661	1.767	1.923	...	18,0	17,7	17,7	...
France	3.832	4.114	4.267	4.575	28,8	28,6	28,3	28,3
Grèce	...	...	...	...	...	...	...	...
Irlande	1.870	2.001	2.090	2.157	24,0	24,3	23,6	22,6
Italie	*r* 2.786	3.021	3.306	3.603	22,5	22,5	22,9	22,9
Luxembourg	*r* 3.928	4.278	4.661	5.015	25,4	25,5	26,4	26,6
Pays-Bas	4.213	4.418	4.640	4.877	31,1	30,9	31,3	30,7
Portugal	826	960	1.070	1.193	16,1	16,4	16,7	17,0
Royaume-Uni	3.086	3.301	3.451	...	24,5	24,6	23,6	...

(1) Prestations de protection sociale, frais de fonctionnement, autres dépenses courantes.
(2) Le standard de pouvoir d'achat est une unité de compte assurant entre les monnaies une parité de pouvoir d'achat (cf. chap. G.01). Les montants sont exprimés en unité courante.

TABLEAU C.04-28

La protection sociale en Europe : structure des recettes de protection sociale (en % du total)

Source : Office statistique des Communautés européennes - SESPROS, Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale

Unité : %

Pays	Cotisations sociales								Contributions publiques				Autres recettes courantes			
	D'employeur				De personne protégée											
	r 1985	1986	1987	1988	*r* 1985	1986	1987	1988	*r* 1985	1986	1987	1988	*r* 1985	1986	1987	1988
Allemagne (République fédérale d')	41,2	41,3	41,1	41,1	30,3	30,3	30,4	30,4	25,0	25,1	25,2	25,2	3,5	3,4	3,2	3,2
Belgique	39,5	40,7	42,1	...	20,2	19,4	19,7	...	32,1	30,3	27,5	...	8,3	9,5	10,8	...
Danemark	10,0	10,5	10,9	11,4	4,0	4,1	4,3	4,4	78,5	77,7	77,9	77,5	7,4	7,6	6,8	6,7
Espagne	52,4	51,3	52,2	...	19,9	20,2	19,4	...	25,7	26,4	26,0	...	1,9	2,1	2,4	...
France	52,3	52,8	52,2	51,8	25,0	26,0	27,0	27,4	19,6	18,3	18,2	18,2	3,2	2,9	2,6	2,5
Grèce	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Irlande	22,2	22,0	22,1	23,1	12,4	12,3	13,1	14,9	64,5	64,9	63,9	61,1	0,8	0,8	0,9	0,9
Italie	52,6	53,1	52,6	52,4	14,6	15,5	15,8	14,9	29,5	28,2	28,6	29,9	3,4	3,1	3,0	2,8
Luxembourg	33,4	32,4	33,4	33,2	25,6	23,8	23,3	23,2	34,2	37,1	36,8	37,3	6,8	6,7	6,4	6,3
Pays-Bas	31,9	33,3	33,2	32,4	36,1	34,5	35,8	36,2	16,3	15,6	14,2	14,6	15,7	16,6	16,8	16,8
Portugal	47,7	52,8	51,9	49,4	16,1	16,2	19,3	20,3	33,2	27,0	24,7	25,6	2,9	4,1	4,1	4,7
Royaume-Uni	29,6	28,7	27,9	...	16,6	16,8	17,0	...	43,7	43,9	43,4	...	10,1	10,5	11,8	...

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications statistiques périodiques :

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, division de l'organisation et de l'informatique, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris.
  Tél. : (1) 40 56 60 00,
  et Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris.
  Tél. : (1) 40 56 60 00.

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales;*

— *Annuaire statistique vieillesse;*

— *Santé-Sécurité sociale, statistiques et commentaires* (bimestriel), diffusé par La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 40 15 70 00;

— Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés : *Statistiques des régimes d'assurance maladie* (annuel);

— *Statistiques nationales d'accidents du travail* (annuel avec rétrospective sur trois années).

- INSEE, 18, boulevard Pinard, 75675 Paris Cedex 14.
  Tél. : (1) 45 40 12 12.

— *Les Comptes de la Nation,* Tome 2, Les Collections de l'INSEE, série C.

- Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), 23, rue Daviel, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 65 52 52.

— *Statistiques, résultats généraux* (annuel).

- Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés : *Statistiques* (annuel), 110, rue de Flandre, 75019 Paris.
  Tél. : (1) 40 05 51 10.
- Caisses centrales de mutualité sociale agricole : 8-10, rue d'Astorg, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 96 77 77.

— *La Mutualité sociale agricole, statistiques* (annuel).

- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC), 4, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : (1) 45 01 53 20.

— *Bulletin d'information* (trimestriel).

- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO), 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : (1) 43 46 13 20.

— *Bulletin d'information* (trimestriel);

— *Rapport d'activité* (annuel).

- Union nationale des institutions de retraite des salariés (UNIRS), 16, place du Général-Catroux, 75017 Paris. Tél. : (1) 47 66 04 46.

— *Résumé des principales dispositions du régime.*

- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC), 77, rue de Miromesnil, 75008 Paris.
  Tél. : (1) 42 94 43 00 :

— *Bulletin de liaison* (mensuel).

- Rédaction et services spécialisés des questions prud'homales, 18, rue Saulnier, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 46 53 16 :

— *Questions de sécurité sociale* (mensuel);

— *Le Guide pratique de la Sécurité sociale,* n° spécial, janvier-février 1989.

LES COMPTES NATIONAUX ANNUELS

→

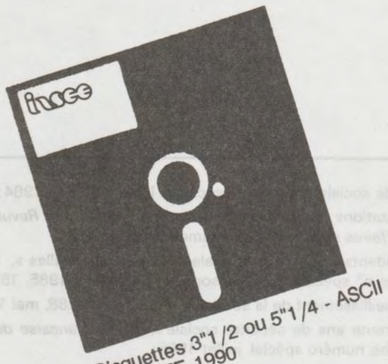
- Bureau des liaisons sociales, 5, avenue de la République, 75541 Paris cedex 11. Tél. : (1) 48 05 91 05 :
- *Liaisons sociales;*
- *Bref social* (quotidien);
- *Documents* (irrégulier);
- *Législation sociale* (irrégulier).

Articles et rapports :

- « Les comptes de la protection sociale, méthodes et séries 1959-1978 ». *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 82, 1979;
- « Le compte satellite de la protection sociale ». *Économie et statistique,* n° 122, juin 1980;
- « Dix ans d'aide à la famille », *Économie et statistique,* n° 125, septembre 1980;
- « L'effet troisième enfant », *Économie et statistique,* n° 138, novembre 1981;
- « La sécurité sociale et la politique familiale en question », *Droit social,* janvier 1981, numéro spécial;
- « L'indemnisation du chômage en France et à l'étranger », *Documents du CERC,* n° 62, 1982;
- « Les comptes de la protection sociale, séries 1977-1981 », *Archives et documents,* n° 62, décembre 1982;
- « Les retraités et leurs ressources », CREDOC, septembre 1983;
- La protection sociale, *Dossiers de l'IRES,* n° 1, novembre 1983;
- « Comparaison des régimes de sécurité sociale (II); les régimes de retraite », *Documents du CERC,* n° 68, 1983;
- « Trois dimensions de la vie des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983;
- « Le vieillissement démographique et ses conséquences économiques et sociales », *JO; Avis et rapports du Conseil économique et social,* n° 22, 13 décembre 1983;
- « L'inégalité sociale devant la mort », *Économie et statistique,* n° 162, janvier 1984;
- « Les comptes de la protection sociale : séries 1979-1983 », *Documents statistiques,* SESI, n° 4, septembre 1984;
- « La protection sociale », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;
- « Coûts salariaux et charges sociales », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;
- « L'indemnisation du chômage et de la pré-retraite », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;
- « Les prestations familiales », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;
- « L'aide sociale », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;
- « Prestations familiales, fiscalité et redistribution », *Revue française des affaires sociales,* n° supplémentaire, juin 1984;
- « Accidents du travail et maladies professionnelles », *Législation sociale,* n° spécial 5624, Liaisons sociales, mars 1985, 155 pages;
- « Le vieillissement de la société », *Futuribles,* n° 88, mai 1985;
- « Quarante ans de sécurité sociale », *Revue française des Affaires sociales,* numéro spécial, juillet 1985;
- « Bilan de l'emploi 1984 », *Dossier statistiques du travail et de l'emploi,* n° 12-13, ministère du Travail, septembre 1985;
- « La cessation anticipée d'activité salariée », *rapport Ragot du Conseil économique et social, JO* du 23 octobre 1985;
- *Droit de la Sécurité sociale,* Dalloz, dixième édition, 1986;
- « Les prestations familiales : un système en évolution », *Dossiers CAF,* n° 4, 1986;
- « Transferts de ressources et types de familles : Évolution 1970-1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 124, juin 1987;
- « Les comptes de la protection sociale de 1981 à 1986 ». *Documents statistiques,* SESI, n° 39, 1987;
- « L'évolution de la politique familiale. Les prestations familiales », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;
- « Les charges sociales », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;
- « L'aide sociale », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;
- « Le fonds national de solidarité », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;
- « L'allocation aux adultes handicapés », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;
- « Le revenu des personnes âgées », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;
- « La croissance des salaires réels a accentué la pression fiscale et réduit le poids des prestations » et « Aide à la famille et coût des enfants », *Économie et statistique,* n° 203, octobre 1987;
- « Les comptes de la protection sociale : historique et perspective, *Observations et diagnostics économiques,* n° 22, janvier 1988;
- « Protection sociale et pauvreté. Protection légale et expériences locales de revenu minimum garanti », *Documents du CERC,* n° 88, 1er trimestre 1988;
- « L'assurance chômage et les autres régimes gérés par les ASSEDIC/UNEDIC », *Bulletin de liaison,* n° spécial, UNEDIC, janvier 1989.
- « Le système de protection sociale », *Données sociales,* INSEE, édition 1990;
- « Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion », *Données sociales,* INSEE, édition 1990;
- « L'avenir des retraites », Dossier, *Économie et statistique,* n° 233, juin 1990.

DISQUETTE

LES COMPTES NATIONAUX ANNUELS



SERIES LONGUES 1970 - 1989

- séries à prix courants et à prix constants.
- principaux éléments des comptes nationaux : production, investissements, emploi, etc...
- données par branches d'activité.
- principales séries des comptes économiques des départements d'Outre-Mer.

1 disquette

TABLEAU DES ENTREES SORTIES POUR 1980, 1986 à 1989

- nomenclature NAP 73 - niveau 90.
- Série à prix courants et aux prix de 1980.

1 disquette par année

BON DE COMMANDE à retourner à l'Observatoire Economique de votre Région :

NOM ou Raison Sociale.....
ADRESSE.....
.....
Code Postal |_|_|_|_|_| Commune.....

Veuillez enregistrer ma commande de disquettes :

Nbre	Titre	Prix Unitaire	Format				
.....	- SERIES LONGUES 1970-1989	390	3"1/2	☐	5"1/4	☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1980	390		☐		☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1986	390		☐		☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1987	390		☐		☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1988	390		☐		☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1989	390		☐		☐	.....
	Participation aux frais de mise à disposition						10,00
						TOTAL	

Ci-joint mon paiement par chèque à l'ordre de l'INSEE

Date :..... Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

D

Consommation et conditions de vie

DISQUETTE

LES COMPTES NATIONAUX ANNUELS

SERIES LONGUES 1970 - 1989

- séries à prix courants et à prix constants,
- plusieurs éléments des comptes nationaux : production, investissements, emploi, etc...
- données par branches d'activité,
- principales séries des comptes économiques des départements d'Outre-Mer.

1 disquette

TABLEAU DES ENTREES SORTIES POUR 1980, 1986 à 1989

- nomenclature NAP 73 - niveau 90,
- Série à prix courants et aux prix de 1980.

1 disquette par année

BON DE COMMANDE : à retourner à l'Observatoire Economique de votre Région

NOM ou Raison Sociale .....
ADRESSE .....
Code Postal | | | | | | Commune .....

Veuillez enregistrer ma commande de disquettes :

Nbre	Titre	Prix Unitaire	Format	
	SERIES LONGUES 1970-1989	300	3"1/2 ☐	5"1/4 ☐
	Tableau entrées-sorties 1990	350	☐	☐
	Tableau entrées-sorties 1988	350	☐	☐
	Tableau entrées-sorties 1987	350	☐	☐
	Tableau entrées-sorties 1986	350	☐	☐
	Participation aux frais de mise à disposition			10.00
			TOTAL	

Ci-joint, mon paiement par chèque à l'ordre de l'INSEE

Date ..... Signature .....

Opérations 0"1/2 ou 5"1/4 - ASCII
© INSEE 1990

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Consommation des ménages en comptabilité publique
2. Quantités consommées
3. Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution qui composent ce chapitre sont de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;
— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;
— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

1. Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans les tableaux 1 et 2 sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité nationale — SECN — base 1980) : leur addition forme exactement le total « consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail,

1. Voir le chapitre « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et aussi le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Dans les tableaux 1, les biens et services consommés sont répartis en 8 fonctions : alimentaire, habillement, logement, meubles, santé, transport, loisir, autre.

Dans les tableaux 2 est donnée une autre ventilation de la consommation, dite par durabilité : biens durables, biens semi-durables, biens non durables et services.

11. Définitions

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins domestiques de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire.

111. Les unités institutionnelles du secteur ménages

Le secteur ménages regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est la consommation finale et éventuellement la production si celle-ci est organisée dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Le secteur ménages se décompose en deux groupes principaux d'unités institutionnelles : les *ménages ordinaires* (3) et la *population hors ménages ordinaires.* Les recensements de population permettent de connaître les effectifs de ces groupes. Ces effectifs étaient les suivants au recensement de 1982 :

	millier	%
Population des ménages ordinaires	52 981	97,6
Population hors ménages ordinaires	1 292	2,4
soit :		
— *comptée à part non réintégrée*	*233*	*0,5*
— *ménages collectifs*	*935*	*1,7*
— *habitations mobiles*	*124*	*0,2*
Population totale	**54 273**	**100,0**

La population des ménages ordinaires comprend celle des résidences principales avant réintégration, les malades recensés avec les ménages et la population comptée à part réintégrable (4). La population hors ménages ordinaires comprend la population comptée à part non réintégrable, les sans-domicile fixe, et les ménages collectifs.

112. La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (des résidents) est l'agrégat global de la consommation des ménages en base 1980; elle est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde (leurs dépenses de tourisme à l'extérieur du territoire, y compris DOM-TOM).

Mais, faute d'informations détaillées, les consommations des non-résidents en France (essentiellement les touristes étrangers) et des résidents français dans le reste du monde sont évaluées globalement et forment le produit « solde territorial (5) ». Les autres produits ne couvrent donc que la consommation territoriale.

La consommation nationale est ainsi égale à la consommation des ménages sur le territoire économique plus celle des résidents dans le reste du monde, mais moins celle des non-résidents sur le territoire économique.

Cette consommation nationale est liée au revenu disponible des résidents par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation nationale + épargne, le tout concernant les résidents.

113. Consommation marchande et consommation non marchande

La consommation des ménages comprend la consommation de biens et services marchands et la consommation de services non marchands.

Un produit est marchand lorsqu'il s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise normalement à couvrir les coûts de production.

La consommation marchande

Les ménages sont supposés, dans le cadre de leur *activité domestique,* consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc des biens durables (autos, matériel ménager,...) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fioul, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages (formation brute de capital fixe).

Les biens durables achetés en « leasing » ou à tempérament sont également comptabilisés en consommation finale à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités font l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de ces « produits industriels » sous forme de marges ou commissions lorsqu'ils s'échangent de ménages à ménages par le biais du commerce. Mais lorsque ces biens passent d'un secteur institutionnel à un autre (exemple : véhicules de démonstration des concessionnaires automobiles vendus aux ménages), la transaction est évaluée à sa valeur totale.

Les services de santé, en dehors des hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH), restent marchands et couvrent la dépense effective des ménages (débours) plus les remboursements de sécurité sociale et des mutuelles (ou tiers payant).

L'action sociale marchande porte uniquement sur le service des établissements pour personnes âgées; celui-ci est évalué y compris les subventions des municipalités, des caisses d'allocation vieillesse ou autres. Il ne concerne pas les logements foyers assimilés à des locations de logements.

---

2. Pour plus de détails, voir *La publication annuelle INSEE-Résultats,* série consommation-modes de vie, sous le titre : « La consommation des ménages de l'année *n* ». Cf. Sources de documentation.
3. Sur la définition des ménages ordinaires, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.
4. Sur la définition de la population réintégrable, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.
5. Le produit « solde territorial » est classé dans la fonction « 862 : Services divers » pour le tableau 1 et en « 452 : Autres services divers » pour la durabilité dans le tableau 2.

A l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réductions des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile » dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux-cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Lors d'établissements de bilans nutritionnels, il est nécessaire de réintégrer ces consommations alimentaires dans la fonction alimentation.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, vignette automobile, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurance au titre des indemnités d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple :

— droits de scolarité pour tous les établissements publics ou sous contrat d'association;

— ticket modérateur, forfait journalier ou suppléments divers pour les hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH);

— frais de garde pour les crèches;

— frais d'hébergement, d'éducation ou autres pour l'enfant ou l'adulte handicapé ou inadapté.

114. L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires (loyers fictifs).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux de la ménagère, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture...), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers fictifs que se versent les propriétaires à eux-mêmes est évaluée au prix des loyers des locataires correspondants, le reste de l'autoconsommation est évalué au prix à la production. On peut objecter que cette solution présente l'inconvénient d'employer un système de prix hétérogène pour l'ensemble de la consommation, ce qui ne permet pas de faire de comparaison de niveau de vie sans faire de corrections. Mais elle présente l'avantage de ne pas nécessiter l'attribution aux producteurs d'une activité fictive par la création de marges.

L'autoconsommation est estimée à partir d'enquêtes de consommation, d'évaluations du ministère de l'Agriculture et de sources fiscales (vins, cidre, etc.).

115. Modifications de la base 1980

Le système élargi de comptabilité nationale française (SECN) est passé en 1986 de la base 1971 à la base 1980, c'est-à-dire que tous les niveaux ont été réévalués sur les années autour de 1980 et que certaines modifications de concepts ont été apportées. Ces dernières concernent essentiellement les services et portent sur :

— la santé où toute la partie hospitalisation publique y compris les cliniques privées participant au service public hospitalier (PSPH) devient « non marchand » : seule la participation des ménages est reprise en tant que paiement partiel; dans la base 1971, elle était complétée par les remboursements de sécurité sociale comme dans toute consommation marchande. Cette participation couvre essentiellement de la para-hôtellerie : supplément pour chambre seule..., forfait hospitalier...;

— l'action sociale où les services liés aux crèches et à l'enfant (et l'adulte) handicapé ou inadapté deviennent non marchands car le débours des ménages est inférieur à 50 % de la dépense;

— la location vente (« leasing ») d'automobile : considérée comme un achat de la société de crédit-bail et une location des ménages en base 1971, elle devient, en base 1980, un achat du produit par les ménages analogue à un achat à crédit classique (mis à part la TVA) c'est-à-

dire pour la valeur à prix comptant : classé dans la base 1971 en « location de voiture », le leasing automobile est donc désormais inclus dans le poste « automobiles »;
— les achats d'occasion ne sont plus isolés en « récupération » mais intégrés dans tous les produits avec le neuf (les deux principaux produits concernés sont l'automobile et les antiquités);
— la réparation automobile ne couvre plus que la main-d'œuvre, les pièces détachées et accessoires étant classés dans le produit « automobile »;
— les services domestiques concernent en plus des employés de maison et nourrices à leur domicile (définition de la base 1971), les concierges ou gardiens d'immeubles.

12. Sources et méthode d'estimation

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de quatre sources principales :
— enquêtes directes auprès des ménages (générales ou spécialisées);
— statistiques de production;
— statistiques du commerce extérieur;
— statistiques de distribution.

121. Les enquêtes de consommation auprès des ménages

Ces enquêtes, périodiques, sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux, car ayant un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :
— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs et les achats annuels de biens durables;
— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, réalisée annuellement, sauf en 1975 est devenue bisannuelle à partir de 1983;
— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable, celle de 1978-1979 a servi à l'établissement du niveau de la base 1980; la dernière a été réalisée en 1984-1985;
— les enquêtes habillement de 1971-1972 et de 1983-1984;
— les enquêtes logement de 1984 et de 1988;
— les enquêtes santé de 1970-1971 et 1980-1981;
— les enquêtes transports de 1973-1974 et 1981-1982.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique Sources de documentation à la fin de ce chapitre.

122. Les statistiques de production et du commerce extérieur

Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales de chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice de prix des 296 postes.

123. Les statistiques de distribution

Différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres Ressources-Emplois.

124. Estimation de la consommation par produit

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants) dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors toute TVA et les importations, augmentées des droits et taxes sur importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

125. La synthèse des estimations

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre les équilibres Ressources-Emplois nécessitent de faire une estimation des variations de stocks et des marges, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

126. Évolution et niveaux

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres Ressources-Emplois.

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant des indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

2. Quantités consommées
(tableau 3)

Les évaluations relatives aux quantités ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de *produits alimentaires* reproduites dans ce tableau ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution — ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les *produits non alimentaires et les services*, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux — dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

3. Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

31. Équipement des ménages
(tableaux 4 et 5)

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats concernant les années antérieures à 1984, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. Ceux de 1984 et des années suivantes sont obtenus en faisant la moyenne des enquêtes de mai et novembre, fournissant un point fictif à mi-année. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

32. Consommation alimentaire
(tableaux 6 et 7)

Ces données sont tirées de l'enquête sur la consommation alimentaire réalisée tous les ans entre 1965 et 1983 (sauf en 1968 et 1975) puis tous les deux ans à partir de cette date. L'enquête porte sur un échantillon de quelque 10.000 ménages, représentatif de l'ensemble des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain, réparti en huit vagues successives, sur l'ensemble de l'année.

Cette enquête, qui permet d'étudier la structure de la consommation alimentaire et les disparités de cette consommation entre ménages, fournit également des informations sur les lieux d'achat des produits alimentaires et sur les repas pris à l'extérieur par les membres des ménages.

* * *

TABLEAU D.01-1 A

Consommation des ménages classée par fonction : en valeur aux prix courants

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Code	Intitulé du compte	1980	1983	1984	1985	*r* 1986	* *r* 1987	* *r* 1988	*1989	Coefficients budgétaires (%) 1980	Coefficients budgétaires (%) 1989
111	Pain et céréales	39.561	55.297	60.073	64.082	67.806	70.324	74.096	77.536	2,4	2,1
112	Viandes	101.699	144.977	156.035	163.408	168.597	174.712	179.840	191.829	6,2	5,3
113	Poissons	13.612	19.836	21.568	23.677	26.379	28.697	30.359	32.339	0,8	0,9
114	Lait, fromages et œufs	40.545	60.937	68.874	73.958	76.826	80.084	83.461	89.175	2,5	2,4
115	Huiles et graisses	14.604	18.903	22.123	22.381	21.713	21.539	22.267	23.469	0,9	0,6
116	Fruits et légumes sauf pommes de terre	40.473	61.921	66.699	73.901	77.614	79.715	83.454	86.785	2,5	2,4
117	Pommes de terre et autres tubercules	3.391	5.954	7.758	5.307	6.146	6.398	5.962	7.028	0,2	0,2
118	Sucre	2.608	3.267	3.492	3.534	3.637	3.723	3.605	3.582	0,2	0,1
119	Café, thé	9.280	12.316	14.304	15.464	16.287	15.042	13.803	13.789	0,6	0,4
11A	Autres produits alimentaires, y compris confiserie	22.382	33.207	37.586	40.822	44.725	48.442	51.837	56.116	1,4	1,5
11	Produits alimentaires	288.155	416.615	458.512	486.534	509.730	528.676	548.684	581.648	17,5	15,9
12	Boissons non alcoolisées	7.225	11.760	12.874	14.047	15.430	16.265	17.099	19.109	0,4	0,5
13	Boissons alcoolisées	38.625	54.129	56.389	59.598	64.017	65.533	67.963	71.492	2,3	2,0
1.S	Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	334.005	482.504	527.775	560.179	589.177	610.474	633.746	672.249	20,3	18,4
14	Tabac	17.549	28.125	30.943	32.253	34.383	36.462	39.690	42.459	1,1	1,2
1	**Produits alimentaires, boissons, tabac**	**351.554**	**510.629**	**558.718**	**592.432**	**623.560**	**646.936**	**673.436**	**714.708**	**21,4**	**19,6**
21	Articles d'habillement sauf chaussures, y compris réparation	97.006	139.193	150.234	163.234	178.637	185.088	190.177	195.662	5,9	5,4
221	Chaussures	22.711	31.326	33.374	35.731	38.407	39.582	40.000	41.780	1,4	1,1
222	Réparation de chaussures	997	1.409	1.512	1.582	1.720	1.848	1.939	2.014	0,1	0,1
22	Chaussures, y compris réparation	23.708	32.735	34.886	37.313	40.127	41.430	41.939	43.794	1,4	1,2
2	**Articles d'habillement, y compris chaussures**	**120.714**	**171.928**	**185.120**	**200.547**	**218.764**	**226.518**	**232.116**	**239.456**	**7,3**	**6,6**
311	Logement	191.084	291.792	329.517	365.848	403.122	441.553	489.947	536.352	11,6	14,7
312	Charges de distribution d'eau	10.837	15.982	17.319	19.015	19.464	20.587	21.133	21.712	0,7	0,6
31	Logement et charges de distribution d'eau	201.921	307.774	346.836	384.863	422.586	462.140	511.080	558.064	12,3	15,3
321	Électricité	31.277	52.356	61.655	69.000	71.702	74.012	73.157	75.209	1,9	2,1
322	Gaz	18.362	32.392	36.574	41.315	37.914	33.560	30.162	30.519	1,1	0,8
323	Combustibles liquides	30.723	37.370	39.336	42.764	30.782	26.485	22.395	24.236	1,9	0,7
324	Autres combustibles	5.279	6.246	6.880	8.104	8.391	8.121	7.526	7.254	0,3	0,2
32	Chauffage et éclairage	85.641	128.364	144.445	161.183	148.789	142.178	133.240	137.218	5,2	3,8
3	**Logement, chauffage et éclairage**	**287.562**	**436.138**	**491.281**	**546.046**	**571.375**	**604.318**	**644.320**	**695.282**	**17,5**	**19,0**
41	Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	51.115	70.489	71.434	73.401	79.007	82.560	87.305	92.042	3,1	2,5
42	Articles de ménage en textile, y compris réparation	10.748	14.039	14.852	16.191	16.834	17.008	17.513	17.768	0,7	0,5
43	Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	25.447	33.971	34.893	36.903	40.491	43.531	47.056	49.260	1,5	1,3
44	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	24.072	31.632	33.407	35.733	38.513	40.632	42.840	45.737	1,5	1,3
451	Articles de ménage non durables	23.296	34.290	37.644	41.372	44.153	46.668	48.589	51.218	1,4	1,4
452	Services pour l'habitation sauf services domestiques	5.369	7.053	7.359	7.737	8.113	8.761	9.323	9.951	0,3	0,3
45	Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	28.665	41.343	45.003	49.109	52.266	55.429	57.912	61.169	1,7	1,7
46	Services domestiques	16.929	24.975	26.438	27.859	27.858	28.407	30.603	32.189	1,0	0,9
4	**Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien**	**156.976**	**216.449**	**226.027**	**239.196**	**254.969**	**267.567**	**283.229**	**298.165**	**9,5**	**8,2**

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1 A *(suite et fin)*

Consommation des ménages classée par fonction : en valeur aux prix courants

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Code	Intitulé du compte	1980	1983	1984	1985	*r* 1986	* *r* 1987	* *r* 1988	*1989	Coefficients budgétaires (%) 1980	Coefficients budgétaires (%) 1989
51	Médicaments et autres produits pharmaceutiques	34.657	52.850	58.656	65.957	72.025	75.566	84.214	91.852	2,1	2,5
52	Appareils et matériels thérapeutiques	3.720	5.716	6.728	7.516	8.147	8.605	9.841	11.420	0,2	0,3
53	Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53.227	83.919	93.801	104.936	117.741	124.787	138.941	152.745	3,2	4,2
54	Soins des hôpitaux et assimilés	29.280	43.333	51.907	56.211	60.320	62.263	65.688	68.873	1,8	1,9
55	Assurances maladie et accident	6.400	9.536	11.514	11.854	12.483	14.095	14.343	15.435	0,4	0,4
5	**Services médicaux et de santé**	**127.284**	**195.354**	**222.606**	**246.474**	**270.716**	**285.316**	**313.027**	**340.325**	**7,7**	**9,3**
611	Achats d'automobiles	59.286	95.220	92.539	99.020	117.685	132.692	141.228	153.870	3,6	4,2
612	Caravanes, cycles et motocycles	7.054	7.557	7.288	6.767	6.871	7.379	7.901	9.030	0,4	0,2
61	Achats de véhicules	66.340	102.777	99.827	105.787	124.556	140.071	149.129	162.900	4,0	4,5
621	Pneus, accessoires, frais de réparation	58.567	88.462	94.270	99.933	108.068	120.675	132.272	141.364	3,6	3,9
622	Carburants, lubrifiants	72.503	107.256	117.584	129.915	115.615	119.833	123.801	134.122	4,4	3,7
623	Autres dépenses d'utilisation des véhicules	14.472	23.837	27.414	30.582	33.479	37.032	38.812	42.374	0,9	1,2
62	Dépenses d'utilisation des véhicules	145.542	219.555	239.268	260.430	257.162	277.540	294.885	317.860	8,8	8,7
63	Achats de services de transport	36.735	55.774	60.678	66.168	68.548	70.049	74.116	77.808	2,2	2,1
64	Télécommunications et postes	25.025	38.479	44.645	49.819	51.579	56.940	57.680	59.769	1,5	1,6
6	**Transports et communications**	**273.642**	**416.585**	**444.418**	**482.204**	**501.845**	**544.600**	**575.810**	**618.337**	**16,6**	**16,9**
711	Radios, téléviseurs, électrophones	17.141	23.803	24.616	25.711	30.018	32.241	35.890	37.596	1,0	1,0
712	Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	6.475	8.489	8.337	8.451	9.208	9.714	10.191	10.109	0,4	0,3
713	Autres articles récréatifs	34.540	50.225	54.654	56.842	61.173	66.261	71.405	79.011	2,1	2,2
71	Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	58.156	82.517	87.607	91.004	100.399	108.216	117.476	126.716	3,5	3,5
72	Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	31.491	44.759	49.688	54.087	58.216	61.855	65.878	70.969	1,9	1,9
73	Livres, quotidiens et périodiques	24.194	36.349	39.726	43.901	47.412	50.238	52.114	54.307	1,5	1,5
74	Enseignement	6.115	9.956	11.402	12.968	14.467	15.780	17.518	18.708	0,4	0,5
7	**Loisirs, spectacles, enseignement, culture**	**119.956**	**173.581**	**188.423**	**201.960**	**220.494**	**236.089**	**252.986**	**270.700**	**7,3**	**7,4**
811	Services de salons de coiffure et instituts de beauté	11.841	18.787	20.422	22.351	24.856	27.456	29.568	31.727	0,7	0,9
812	Articles pour les soins personnels	12.997	20.219	22.794	25.609	28.207	30.761	33.792	37.631	0,8	1,0
81	Soins et effets personnels	24.838	39.006	43.216	47.960	53.063	58.217	63.360	69.358	1,5	1,9
821	Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	19.193	23.259	23.307	24.333	25.314	25.605	26.347	27.538	1,2	0,8
822	Autres articles personnels	7.083	9.899	11.254	11.523	12.302	13.030	12.990	13.561	0,4	0,4
823	Matériel et fournitures de papeterie	4.506	6.466	7.246	7.239	7.560	6.823	6.820	7.843	0,3	0,2
82	Autres articles non désignés ailleurs	30.782	39.624	41.807	43.095	45.176	45.458	46.157	48.942	1,9	1,3
83	Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	105.639	161.007	172.931	187.816	200.733	214.623	231.074	251.045	6,4	6,9
85	Services financiers non désignés ailleurs	10.839	16.703	17.597	18.706	20.256	22.134	23.519	26.048	0,7	0,7
861	Action sociale	24.996	38.901	44.031	47.660	51.585	55.771	59.939	63.786	1,5	1,7
862	Services divers	10.290	8.238	2.996	4.297	16.984	23.563	23.368	13.877	0,6	0,4
86	Autres services non désignés ailleurs	35.286	47.139	47.027	51.957	68.569	79.334	83.307	77.663	2,1	2,1
8	**Autres biens et services**	**207.384**	**303.479**	**322.578**	**349.534**	**387.797**	**419.766**	**447.417**	**473.056**	**12,6**	**13,0**
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**1.645.072**	**2.424.143**	**2.639.171**	**2.858.393**	**3.049.520**	**3.231.110**	**3.422.341**	**3.650.029**	**100,0**	**100,0**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

TABLEAU D.01-1 B

Consommation des ménages classée par fonction : indices de volume

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Référence :* 100, année précédente

Code	Intitulé du poste	1980	1983	1984	1985	*r* 1986	* *r* 1987	* *r* 1988	*1989	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1989 en %
111	Pain et céréales	100,6	99,9	100,8	100,6	101,5	100,8	101,9	101,2	0,8
112	Viandes	102,5	101,6	101,6	101,3	101,0	101,6	100,7	100,2	1,0
113	Poissons	100,5	101,8	99,0	101,6	102,3	106,1	104,1	102,4	2,3
114	Lait, fromages et œufs	104,2	101,7	104,2	102,4	100,8	102,5	102,9	102,8	2,7
115	Huiles et graisses	99,0	98,6	102,9	99,4	101,8	104,1	102,5	98,2	0,7
116	Fruits et légumes sauf pommes de terre	97,1	99,6	101,9	100,8	103,9	100,1	102,5	101,9	1,5
117	Pommes de terre et autres tubercules	96,8	100,7	100,2	105,4	96,9	99,4	96,0	92,4	— 0,9
118	Sucre	101,0	96,0	99,5	96,0	98,0	99,5	94,0	96,2	— 3,0
119	Café, thé	103,1	99,0	98,0	100,2	100,5	104,0	101,5	99,8	0,8
11A	Autres produits alimentaires, y compris confiserie	105,2	100,0	103,9	101,5	103,8	105,0	104,9	105,6	3,4
11	Produits alimentaires	101,5	100,7	101,9	101,2	101,7	102,1	102,0	101,4	1,5
12	Boissons non alcoolisées	100,2	103,7	102,2	103,0	105,1	102,3	107,5	116,2	5,7
13	Boissons alcoolisées	102,7	100,1	98,9	100,3	102,3	100,5	102,3	101,3	0,7
1.S	Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	101,6	100,7	101,6	101,2	101,9	101,9	102,2	101,8	1,5
14	Tabac	102,5	102,9	103,6	105,5	100,1	100,9	99,5	102,7	2,1
1	**Produits alimentaires, boissons, tabac**	**101,7**	**100,8**	**101,7**	**101,4**	**101,8**	**101,9**	**102,1**	**101,9**	**1,5**
21	Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	98,8	100,7	98,0	100,1	102,7	98,6	99,2	99,9	0,8
221	Chaussures	100,4	98,7	97,3	99,5	101,6	99,0	98,4	102,0	0,4
222	Réparation de chaussures	93,8	101,0	99,1	99,0	102,9	99,1	99,0	99,0	— 1,4
22	Chaussures, y compris réparation	100,1	98,8	97,4	99,5	101,7	99,0	98,4	101,9	0,3
2	**Articles d'habillement, y compris chaussures**	**99,1**	**100,3**	**97,8**	**100,0**	**102,5**	**98,7**	**99,1**	**100,2**	**0,7**
311	Logement	104,6	104,1	104,2	104,2	104,3	103,6	104,3	103,8	3,9
312	Charges de distribution d'eau	100,7	102,3	99,3	102,5	101,0	102,0	99,3	98,8	0,6
31	Logement et charges de distribution d'eau	104,4	104,0	103,9	104,1	104,1	103,5	104,1	103,6	3,8
321	Électricité	105,8	107,1	107,9	107,4	104,7	103,9	98,4	102,8	4,4
322	Gaz	106,5	105,6	105,3	105,5	100,2	105,4	89,9	101,0	1,4
323	Combustibles liquides	92,6	99,5	98,7	99,9	102,2	93,1	92,6	96,5	— 5,2
324	Autres combustibles	89,9	102,1	102,1	108,0	97,7	94,8	91,4	96,5	— 2,4
32	Chauffage et éclairage	100,2	104,1	104,3	104,9	102,5	101,5	94,9	101,0	0,6
3	**Logement, chauffage et éclairage**	**103,2**	**104,0**	**104,0**	**104,3**	**103,7**	**103,0**	**101,9**	**103,1**	**2,9**
41	Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	103,8	97,1	95,2	97,8	103,0	100,9	102,8	102,0	0,5
42	Articles de ménage en textile y compris réparation	99,4	94,3	95,5	99,9	97,3	96,7	102,1	99,1	— 1,2
43	Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	102,9	96,8	96,7	102,4	107,0	105,3	107,7	103,7	2,8
44	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	98,0	97,4	98,1	101,0	102,9	101,7	102,2	102,8	0,5
451	Articles de ménage non durables	103,0	101,1	102,4	103,4	102,5	103,6	103,1	102,4	2,4
452	Services pour l'habitation sauf services domestiques	101,2	97,7	97,8	99,5	100,8	100,0	101,0	101,7	— 0,9
45	Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	102,7	100,5	101,6	102,8	102,3	103,0	102,8	102,3	1,9
46	Services domestiques	93,3	98,2	97,1	97,9	96,0	99,1	105,7	102,8	— 0,6
4	**Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien**	**101,0**	**97,7**	**97,3**	**100,1**	**102,3**	**101,7**	**103,8**	**102,4**	**0,9**

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1 B *(suite et fin)*

Consommation des ménages classée par fonction : indices de volume

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Référence :* 100, année précédente

Code	Intitulé du poste	1980	1983	1984	1985	*r* 1986	* *r* 1987	* *r* 1988	*1989	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1989 en %
51	Médicaments et autres produits pharmaceutiques	106,2	106,6	107,1	109,6	107,3	103,5	110,6	110,0	8,1
52	Appareils et matériels thérapeutiques	100,7	102,9	109,1	105,2	102,9	100,3	111,0	111,9	6,1
53	Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	105,6	107,2	108,0	107,7	109,2	103,9	107,2	109,2	7,1
54	Soins des hôpitaux et assimilés	100,9	101,7	110,4	103,5	103,3	100,3	102,6	101,4	2,9
55	Assurances maladie et accident	106,3	94,4	96,1	94,2	97,5	106,0	97,2	102,1	—
5	**Services médicaux et de santé**	**104,6**	**105,1**	**107,8**	**106,5**	**106,6**	**103,0**	**106,7**	**107,5**	**6,2**
611	Achats d'automobiles	96,3	100,8	89,6	100,3	110,9	109,2	104,9	105,7	4,3
612	Caravanes, cycles et motocyles	97,5	91,5	90,4	88,2	95,9	103,4	103,6	109,7	— 3,7
61	Achats de véhicules	96,4	100,0	89,7	99,5	110,0	108,8	104,9	105,9	3,6
621	Pneus, accessoires, frais de réparation	99,7	99,3	100,0	99,2	101,9	101,9	104,1	102,2	1,5
622	Carburants, lubrifiants	101,0	101,0	101,5	99,9	104,0	102,1	103,4	101,1	1,9
623	Autres dépenses d'utilisation des véhicules	100,4	95,8	94,5	102,6	101,5	104,5	100,5	103,9	2,1
62	Dépenses d'utilisation des véhicules	100,4	99,8	100,2	100,0	102,9	102,3	103,3	102,0	1,7
63	Achats de services de transport	101,1	100,9	101,0	102,6	100,1	100,2	103,8	102,7	1,7
64	Télécommunications et postes	115,7	107,0	104,6	104,4	102,3	109,4	104,6	105,9	6,9
6	**Transports et communications**	**100,8**	**100,6**	**98,1**	**100,7**	**104,0**	**104,4**	**103,9**	**103 5**	**2,8**
711	Radios, téléviseurs, électrophones	110,0	94,7	104,0	106,9	117,9	108,8	116,5	110,8	10,5
712	Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	109,0	95,0	90,9	94,7	104,6	102,9	104,8	98,9	— 0,1
713	Autres articles récréatifs	99,9	101,9	101,6	98,1	102,2	104,8	107,6	108,0	3,5
71	Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	103,8	98,8	101,2	100,3	106,9	105,8	110,0	108,0	5,7
72	Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	101,6	100,3	100,4	100,9	101,7	101,9	104,5	105,4	2,2
73	Livres, quotidiens et périodiques	100,5	100,9	100,8	102,9	101,4	101,4	100,0	101,5	1,1
74	Enseignement	105,8	110,7	106,1	108,1	106,0	103,2	104,8	101,3	4,5
7	**Loisirs, spectacles, enseignement, culture**	**102,7**	**100,2**	**101,2**	**101,5**	**104,3**	**103,7**	**106,1**	**105,5**	**3,9**
811	Services de salons de coiffure et instituts de beauté	101,4	104,3	101,7	103,9	107,0	100,6	101,4	101,2	2,2
812	Articles pour les soins personnels	99,8	103,5	105,0	106,3	105,0	106,5	107,0	108,1	5,2
81	Soins et effets personnels	100,6	103,9	103,4	105,2	105,9	103,7	104,4	104,9	3,9
821	Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	71,5	90,5	94,0	101,3	103,3	99,0	101,3	104,5	— 0,6
822	Autres articles personnels	97,5	101,9	105,2	95,5	101,3	102,3	97,0	101,4	1,2
823	Matériel et fournitures de papeterie	99,6	97,1	103,1	92,2	99,8	87,3	96,7	109,9	— 1,0
82	Autres articles non désignés ailleurs	81,4	94,3	98,3	98,2	102,2	97,9	99,4	104,4	— 0,2
83	Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	100,8	100,1	100,1	102,1	101,9	100,1	102,0	103,3	1,5
85	Services financiers non désignés ailleurs	115,3	105,0	107,9	112,9	103,8	104,2	102,9	106,0	8,5
861	Action sociale	103,7	103,1	105,5	103,7	104,1	106,5	104,5	102,2	4,2
862	Services divers	91,7	47,4	37,5	138,4	367,7	128,6	94,3	57,2	— 7,6
86	Autres services non désignés ailleurs	99,9	86,9	93,7	105,9	125,9	111,9	101,5	89,6	1,8
8	**Autres biens et services**	**98,3**	**97,7**	**99,7**	**103,1**	**106,2**	**102,6**	**102,0**	**101,2**	**2,1**
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**101,4**	**100,9**	**101,0**	**102,3**	**103,7**	**102,6**	**103,0**	**103,0**	**2,5**

*Les données des années affectées d'un astérisque sont suceptibles de révision.

TABLEAU D.01-2 A

Consommation des ménages classée par durabilité : valeur aux prix courants

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

Code	Intitulé du compte	1980	1983	1984	1985	*r* 1986	* *r* 1987	* *r* 1988	*1989	Coefficient budgétaire (%) 1980	Coefficient budgétaire (%) 1989
111	Automobiles neuves	49.823	78.427	73.640	85.044	101.526	114.679	122.406	133.327	3,0	3,7
112	Automobiles autres	9.463	16.793	18.899	13.976	16.159	18.013	18.822	20.543	0,6	0,6
11	Automobiles	59.286	95.220	92.539	99.020	117.685	132.692	141.228	153.870	3,6	4,2
12	Téléviseurs	9.126	9.474	9.794	9.987	11.950	13.003	13.494	13.223	0,6	0,4
13	Réfrigérateurs congélateurs	3.702	5.058	4.975	4.859	5.189	5.578	6.094	6.420	0,2	0,2
14	Machines à laver	3.684	4.795	4.826	5.422	5.975	6.799	7.130	7.351	0,2	0,2
15	Meubles	39.622	53.204	52.778	53.655	58.329	60.856	64.694	68.626	2,4	1,9
16	Autres biens durables importants	31.642	43.681	44.744	46.571	51.697	54.973	60.988	65.432	1,9	1,8
1	**Biens durables importants**	**147.062**	**211.432**	**209.656**	**219.514**	**250.825**	**273.901**	**293.628**	**314.922**	**8,9**	**8,6**
21	Textiles cuirs	139.541	196.883	212.129	229.385	248.998	257.650	263.673	271.533	8,5	7,4
22	Autres biens semi-durables	135.624	188.729	199.737	209.450	223.430	235.952	250.232	266.416	8,2	7,3
2	**Biens semi-durables**	**275.165**	**385.612**	**411.866**	**438.835**	**472.428**	**493.602**	**513.905**	**537.949**	**16,7**	**14,7**
311	Energie, y compris sylviculture	168.981	251.602	279.348	310.113	283.868	282.598	278.174	293.052	10,3	8,0
312	Autres biens non durables non alimentaires	116.271	178.710	197.781	217.592	235.432	249.923	270.943	294.135	7,1	8,1
31	Biens non durables non alimentaires	285.252	430.312	477.129	527.705	519.300	532.521	549.117	587.187	17,3	16,1
32	Alimentation, y compris animale	335.739	485.720	531.505	564.332	593.817	615.777	639.441	678.425	20,4	18,6
3	**Biens non durables**	**620.991**	**916.032**	**1.008.634**	**1.092.037**	**1.113.117**	**1.148.298**	**1.188.558**	**1.265.612**	**37,7**	**34,7**
41	Logement, y compris entretien	183.212	281.194	315.744	350.296	384.429	422.672	467.348	512.011	11,1	14,0
42	Services de santé, y compris vétérinaires	82.841	127.849	146.397	161.907	178.894	187.938	205.623	222.741	5,0	6,1
43	Transports en commun et PTT	66.873	102.600	114.568	126.136	131.586	139.967	146.180	153.843	4,1	4,2
44	Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	104.327	158.851	170.509	185.190	197.864	211.464	227.749	247.419	6,3	6,8
451	Action sociale, y compris services domestiques	41.925	63.876	70.469	75.519	79.443	84.178	90.542	95.975	2,5	2,6
452	Autres services divers	122.676	176.697	191.328	208.959	240.934	269.090	288.808	299.557	7,5	8,2
45	Autres services	164.601	240.573	261.797	284.478	320.377	353.268	379.350	395.532	10,0	10,8
4	**Services**	**601.854**	**911.067**	**1.009.015**	**1.108.007**	**1.213.150**	**1.315.309**	**1.426.250**	**1.531.546**	**36,6**	**42,0**
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**1.645.072**	**2.424.143**	**2.639.171**	**2.858.393**	**3.049.520**	**3.231.110**	**3.422.341**	**3.650.029**	**100,0**	**100,0**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révisions.

TABLEAU D.01-2 B

Consommation des ménages classée par durabilité : indices de volume

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Référence :* 100, année précédente

Code	Intitulé du poste	1980	1983	1984	1985	*r* 1986	* *r* 1987	* *r* 1988	*1989	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1989 en %
111										
112	Automobiles neuves	94,4	98,9	86,6	108,1	111,3	109,2	105,0	105,4	4,6
11	Automobiles autres	107,9	110,8	103,6	70,0	109,0	109,1	104,5	107,1	2,6
12	Automobiles	96,3	100,8	89,6	100,3	110,9	109,2	104,9	105,7	4,3
13	Téléviseurs	109,0	93,7	104,0	102,4	118,0	104,4	106,0	103,8	4,5
14	Réfrigérateurs, congélateurs	102,8	92,0	92,0	94,0	104,6	106,0	108,6	104,1	1,3
15	Machines à laver	104,3	94,0	96,8	109,5	107,5	113,0	108,0	103,2	4,1
16	Meubles	103,6	95,8	93,3	96,8	103,6	100,7	103,0	102,5	— 0,1
1	Autres biens durables importants	104,3	95,9	98,4	102,9	109,7	106,5	112,9	108,8	6,3
	Biens durables importants	**101,1**	**97,7**	**93,2**	**100,2**	**109,0**	**106,4**	**106,3**	**105,4**	**3,7**
21										
22	Textiles cuirs	99,1	99,8	97,9	99,8	102,1	98,7	99,2	100,1	0,6
2	Autres biens semi-durables	96,2	97,8	99,0	99,1	101,9	102,1	103,4	103,5	1,2
	Biens semi-durables	**97,7**	**98,8**	**98,5**	**99,5**	**102,0**	**100,3**	**101,2**	**101,8**	**0,9**
311										
312	Énergie y compris sylviculture	100,6	102,6	102,8	102,7	103,0	101,8	98,8	100,9	1,1
31	Autres biens non durables non alimentaires	103,0	103,7	104,0	105,6	103,7	103,2	105,9	106,7	4,8
32	Biens non durables non alimentaires	101,6	103,1	103,3	103,9	103,3	102,4	102,1	103,7	2,8
3	Alimentation, y compris animale	101,7	100,8	101,6	101,2	101,9	102,0	102,3	101,9	1,6
	Biens non durables	**101,7**	**101,9**	**102,4**	**102,5**	**102,6**	**102,2**	**102,2**	**102,7**	**2,1**
41										
42	Logement, y compris entretien	104,4	104,0	104,2	104,2	104,0	103,9	103,9	103,9	4,0
43	Services de santé, y compris vétérinaires	103,9	105,3	108,8	106,2	107,1	102,7	105,7	106,7	5,8
44	Transport en commun et PTT	106,5	103,0	102,4	103,3	101,5	104,5	104,5	104,6	4,2
451	Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	100,7	100,2	100,1	102,1	101,9	100,0	101,9	103,2	1,5
452	Action sociale, y compris services domestiques	99,3	101,1	102,2	101,5	101,1	103,9	104,9	102,4	2,5
45	Autres services divers	101,5	96,5	97,8	102,9	108,7	103,0	102,2	98,9	1,8
4	Autres services	100,9	97,7	99,0	102,5	106,7	103,2	102,8	99,8	2,0
	Services	**103,0**	**101,7**	**102,6**	**103,6**	**104,5**	**103,0**	**103,6**	**103,2**	**3,4**
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**101,4**	**100,9**	**101,0**	**102,3**	**103,7**	**102,6**	**103,0**	**103,0**	**2,5**

*Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980)

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unités	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)											
Population intérieure moyenne	million	53,6	53,9	54,2	54,5	54,7	54,9	55,2	55,4	55,6	55,9
Semoule de blé dur	kg	0,86	0,84	0,81	0,93	0,94	0,81	0,78	0,79	0,85	0,88
Farine de froment	//	4,93	5,20	5,23	5,04	4,72	4,85	4,97	5,00	5,12	5,20
Riz	//	3,24	3,39	3,55	3,53	3,55	3,62	3,65	3,67	*r* 3,66	3,60
Biscottes	//	2,14	2,12	2,07	1,96	1,92	1,93	1,87	1,84	*r* 1,84	1,81
Biscuits et pains d'épices	//	5,71	5,91	6,12	6,22	6,51	6,88	*r* 7,19	7,66	*r* 8,06	8,31
Farines diététiques de l'enfance	//	0,18	0,18	0,18	0,18	0,17	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
Entremets et desserts instantanés	//	0,56	0,56	0,57	0,57	0,57	0,58	0,57	0,65	0,62	0,62
Pâtes alimentaires	//	6,07	6,20	6,24	6,25	6,16	6,34	6,30	6,54	6,68	6,58
Pain, préemballé non compris	//	71,75	70,64	69,62	68,40	66,99	66,95	66,45	*r* 66,34	63,92	65,87
Pommes de terre*	//	93,78	89,01	85,86	83,51	81,05	80,73	80,65	77,76	77,69	74,20
Légumes frais*	//	94,76	88,41	88,71	92,68	94,15	93,63	*r* 91,05	*r* 94,79	*r* 91,72	94,11
Légumes surgelés	//	2,25	1,89	2,44	2,98	2,83	3,12	4,12	4,17	*r* 4,44	4,98
Légumes secs*	//	1,96	1,89	1,74	1,63	1,39	1,46	1,44	1,40	1,41	1,45
Conserves de légumes	//	18,25	17,63	*r* 18,33	*r* 18,36	*r* 19,04	*r* 19,05	*r* 19,21	*r* 19,37	*r* 20,50	21,98
Avocats	//	0,51	0,42	0,52	0,70	0,88	0,88	1,02	1,13	1,27	0,83
Bananes	//	7,07	7,07	7,14	7,22	6,74	6,76	6,58	6,85	6,67	6,98
Agrumes	//	15,98	16,03	15,23	16,60	16,01	17,17	15,01	*r* 17,53	*r* 17,39	18,07
Autres fruits frais*	//	49,01	43,37	43,60	47,11	48,03	47,17	*r* 49,02	*r* 46,58	*r* 46,64	44,79
Fruits surgelés	//	0,09	0,12	0,06	0,08	0,09	0,12	0,12	0,12	0,13	0,12
Fruits secs*	//	1,24	1,18	1,09	1,45	1,11	1,06	1,23	1,10	*r* 1,19	1,15
Fruits au sirop	//	2,41	2,70	2,71	2,60	3,13	3,31	3,10	3,17	3,08	2,93
Confitures et gelées	//	2,29	1,86	2,00	1,97	2,02	2,01	2,05	2,12	2,28	2,30
Compote de fruits	//	1,15	0,94	1,10	1,05	*r* 1,04	*r* 1,03	*r* 1,14	*r* 1,21	*r* 1,30	1,25
Porc frais* (1)	//	9,11	9,25	9,51	9,35	9,58	9,66	9,52	9,52	*r* 9,71	9,98
Jambon (1)	//	5,05	5,09	5,26	5,21	5,39	5,45	5,45	5,49	5,54	5,68
Autres charcuteries et conserves de viande (1)	//	11,32	11,59	11,87	12,10	12,42	12,62	12,80	13,14	13,36	13,88
Triperie* (1)	//	5,09	5,15	5,12	4,93	5,06	5,33	5,12	5,12	5,21	4,88
Bœuf (1)	//	18,79	19,25	18,38	17,95	18,12	18,43	18,80	18,54	18,39	18,00
Veau (1)	//	5,72	5,43	5,16	5,27	5,26	5,43	5,18	5,21	5,20	4,65
Mouton, agneau (1)	//	2,80	2,91	2,96	3,05	3,05	3,06	3,11	3,19	3,31	3,38
Cheval (1)	//	1,16	1,09	0,99	0,91	0,86	0,82	0,74	0,63	0,66	0,69
Volailles*	//	18,39	19,29	19,43	19,58	19,80	19,92	20,47	20,92	21,27	21,39
Produits carnés surgelés	//	1,15	1,43	1,72	1,68	1,91	2,36	2,46	2,71	3,06	2,92
Lapin, gibier*	//	5,15	5,49	5,10	5,09	5,02	4,92	5,28	5,06	4,90	4,88
Œufs*	//	13,81	14,25	14,28	14,85	14,26	14,76	14,97	*r* 14,67	*r* 14,89	15,67
Poissons, crustacés, coquillages (2)	//	12,02	12,85	13,29	13,28	13,69	13,49	13,78	*r* 13,76	14,75	15,32
Poissons et crustacés surgelés	//	2,42	2,48	2,36	2,50	2,55	2,47	2,77	3,22	*r* 3,44	3,60
Conserves de poisson	//	3,11	2,75	2,90	2,91	2,96	2,96	3,20	3,30	3,55	3,82
Laits liquides*	litre	72,77	74,03	73,22	75,04	75,15	78,15	*r* 77,22	*r* 76,87	*r* 78,82	78,14
Crème fraîche*	kg	1,70	1,65	1,75	2,05	2,18	2,42	*r* 2,75	*r* 2,81	*r* 2,98	3,03
Yaourts	//	8,62	8,71	10,09	*r* 11,06	11,87	*r* 12,16	12,52	12,86	13,42	14,62
Desserts lactés frais	//	3,15	3,04	3,33	3,55	3,86	4,05	4,30	*r* 4,44	4,75	5,11
Fromages frais	//	4,13	4,19	4,64	5,00	5,48	5,70	5,83	6,31	6,72	7,22
Fromages*	//	14,52	15,25	15,30	15,22	15,14	15,82	16,04	16,02	15,96	15,76
Beurre*	//	9,81	9,42	9,30	8,99	8,57	9,51	8,55	8,63	*r* 9,10	9,51
Huile*	//	10,86	10,84	9,57	10,46	10,57	10,56	11,32	11,31	12,25	12,73
Margarine	//	2,15	2,31	2,35	2,37	2,30	2,40	*r* 2,44	*r* 2,31	*r* 2,41	2,37
Sucre	//	14,56	14,98	13,41	13,72	13,03	13,13	12,38	12,19	12,08	11,13
Chocolat (poudre et tablettes)	//	2,87	2,92	2,93	3,01	2,97	3,06	2,98	3,06	*r* 3,30	3,26
Confiserie de sucre	//	2,92	2,79	2,79	2,86	2,77	2,74	2,63	2,63	*r* 2,60	2,66
Confiserie de chocolat	//	1,44	1,50	1,53	1,50	1,40	1,50	*r* 1,44	1,42	*r* 1,41	1,49
Miel*	//	0,36	0,36	0,37	0,38	0,37	0,38	0,38	0,40	0,41	0,40
Crèmes glacées	litre	3,41	3,51	3,97	4,37	4,48	4,40	4,51	4,94	5,10	5,55
Plats cuisinés surgelés	kg	0,37	0,40	0,45	0,48	0,54	0,61	0,85	1,09	1,47	1,66
Vins courants* (3)	litre	75,65	77,07	71,46	67,89	64,60	60,17	59,99	56,57	*r* 53,69	51,65
Vins AOC* (3)	//	13,57	14,92	16,25	17,13	19,09	19,59	19,01	20,35	*r* 20,86	21,63
Vins doux naturels et autres vins de liqueur	//	1,84	1,87	1,92	1,83	1,68	1,63	1,64	1,63	1,65	1,77
Champagne	//	1,80	1,69	1,52	1,41	1,51	1,71	1,67	1,75	1,84	1,98
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	//	4,34	4,03	3,61	3,57	3,21	3,13	3,20	3,27	3,24	3,25
Eaux de vie et liqueurs*	//	2,95	3,12	2,79	3,02	3,29	2,92	3,06	3,11	3,16	3,27
Bière	//	46,75	44,22	44,95	45,97	43,81	41,11	40,00	*r* 39,13	37,65	37,54
Cidre*	//	7,99	7,51	7,76	7,28	7,63	7,30	7,13	6,99	6,89	6,63
Eaux minérales et de source	//	56,21	54,68	55,15	61,89	65,14	67,25	68,84	72,27	73,63	76,53
Boissons gazeuses	//	24,19	23,70	23,97	25,44	26,78	27,38	27,78	28,45	27,47	29,51
Jus de fruits, y compris nectars	//	2,30	2,60	3,34	3,78	3,80	3,58	3,69	3,73	4,18	4,78
Café (4) (5)	kg	*r* 4,70	*r* 4,71	*r* 4,59	*r* 4,64	*r* 4,64	*r* 4,30	*r* 4,31	*r* 4,22	*r* 4,36	4,40
Thé et maté (5)	//	0,13	0,16	0,15	0,14	0,16	0,15	0,17	0,18	*r* 0,17	0,18
Infusions*	g	57,2	59,8	61,8	63,9	64,5	65,2	65,2	*r* 63,5	*r* 64,7	64,2

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 *(suite et fin)*

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980)

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unités	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ensemble de la population)											
Biens durables :											
Réfrigérateurs (6) (7)	millier	1.410	1.500	1.460	1.640	1.510	1.350	1.350	1.400	1.550	1.690
Machines à laver (6) (7)	//	1.440	1.530	1.530	1.575	1.500	1.450	1.550	1.650	*r* 1.720	1.780
Lave-vaisselle	//	480	475	505	545	495	495	490	550	595	700
Récepteurs de télévision (6)	//	2.260	2.440	2.710	2.800	2.550	2.605	2.595	2.900	*r* 3.270	3.620
dont : télévision couleur (6)	//	1.560	1.720	1.900	2.050	1.950	2.065	2.160	2.470	*r* 2.620	3.120
Automobiles (8)	//	1.976	1.873	1.835	2.056	2.018	1.758	1.766	1.912	2.105	2.217
Chauffage et éclairage :											
Électricité (9)	milliard de kWh	58,2	61,6	64,3	67,5	75,1	79,8	85,8	89,8	93,3	91,3
Gaz de ville (10)	milliard de kWh	91,0	97,1	96,7	97,4	105,7	111,6	121,6	123,1	127,4	118,1
Butane, propane (11)	million de kWh	25,0	25,8	25,0	24,1	24,1	23,6	24,7	24,2	23,2	21,4
Charbon (12)	million de tonnes	5,8	5,0	4,4	4,1	4,2	4,1	4,3	4,0	3,5	2,9
Fioul domestique (13)	millier de m^3	36,6	33,7	28,7	26,0	25,5	24,8	24,5	25,0	23,3	21,5
Transports :											
Carburants (14)	millier de m^3	18.776	18.806	19.193	19.196	19.440	19.400	19.100	19.600	19.800	20.180
Chemins de fer (15) :											
Grandes lignes	milliard de voyag.-km	46,03	46,88	48,16	49,18	50,45	52,01	53,60	51,25	51,32	54,38
Banlieue de Paris	//	7,55	7,61	7,50	7,67	7,97	8,20	8,47	8,61	8,65	8,91
Régie autonome des transports parisiens :											
Réseau ferré :											
Métropolitain et funiculaire Montmartre	million de voyageurs	1.109	1.095	1.111	1.132	1.158	1.179	1.190	1.168	1.178	1.193
Réseau express régional (16)	//	196	205	223	246	257	278	289	291	292	292
Réseau autobus (17)	//	765	754	730	747	779	■ 754	776	795	792	817
Autres biens et services :											
Savon de ménage et savon mou	millier de tonnes	36,8	37,0	35,5	32,2	30,2	30,3	27,8	26,0	■ 24,4	21,2
Savons de toilette, etc. (18)	//	31,9	32,9	31,8	31,7	30,9	31,0	32,1	32,4	■ 32,5	31,6
Poudres à laver le linge ménagères	//	396,8	418,7	420,8	443,8	464,2	492,2	512,4	531,2	■ 538,9	507,5
Cinéma	million de spectateurs	178,8	175,4	189,2	201,9	198,8	190,8	175,0	167,8	136,7	124,7
Cigarettes (19)	million	85.727	85.650	85.416	86.370	87.915	89.676	94.755	93.445	94.098	92.999
Cigares et cigarillos (19)	//	1.826	1.927	1.864	1.726	1.613	1.550	1.749	1.603	1.533	1.476
Scaferlatis (19)	tonne	7.160	7.037	6.875	6.810	6.591	6.381	6.473	5.785	5.526	5.235
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS (20)											
Réfrigérateurs	millier	19.550	19.900	20.100	20.700	21.000	21.500	21.900	22.150	22.440	22.718
Machines à laver	//	15.950	16.200	16.600	17.500	17.500	17.900	18.200	18.650	19.014	19.085
Lave-vaisselle	//	2.900	3.400	3.600	4.100	4.300	4.700	4.900	5.200	5.661	6.081
Récepteurs de télévision	//	18.200	18.800	19.000	19.600	19.800	20.500	21.100	21.850	22.783	23.505
dont : télévision couleur	//	7.400	8,700	10.000	11.500	12.650	13.600	15.000	16.000	17.696	18.933
Automobiles	//	15.400	16.900	17.200	18.400	19.100	19.100	19.600	20.450	20.780	21.073

N.B. — Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : *a.* La consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; *b.* L'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; *c.* La consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); *d.* Enfin, les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.).

* Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.

(1) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets). — (2) Les produits de la mer sont exprimés en poids vif, c'est-à-dire tels qu'ils sont pêchés. — (3) Depuis 1983, les vins délimités de qualité supérieure (VDQS) figurent avec les vins AOC et non plus avec les vins courants. — (4) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que soit sa présentation : en grains, moulu ou soluble. — (5) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages. — (6) Estimation des ventes aux ménages. — (7) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs. — (8) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT). — (9) Électricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par EDF et les distributeurs non nationalisés. — (10) Gaz pour usages domestiques, livré par Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées. — (11) Usages domestiques. — (12) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke. — (13) En acquitté total des factures des distributeurs. — (14) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole. — (15) Y compris les déplacements professionnels. — (16) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir du 10 décembre 1981) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER. — (17) Y compris services touristiques et locations. Depuis 1984, la RATP utilise une nouvelle méthode d'extrapolation. — (18) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc. — (19) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée) supprimées à partir du 1er mars 1987. — (20) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages. Depuis 1984, les résultats présentés proviennent de deux enquêtes de conjoncture auprès des ménages réalisées en mai et octobre. Les chiffres donnent l'équipement au milieu de l'année. Les résultats antérieurs à 1984 sont calculés à partir des enquêtes d'octobre de l'année *n* et de janvier de l'année *n* + 1 : les chiffres donnent l'équipement en fin de l'année *n*.

TABLEAU D.01-4

Ménages équipés (1) par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date (2)	Ensemble des ménages	Groupe socioprofessionnel (3)									Autres regroupements			
			Agriculteurs	Salariés agricoles*	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service*	Autres actifs*	Non actifs	Artisans, petits commerçants	Industriels, gros commerçants, professions libérales, cadres supérieurs	Contremaîtres, ouvriers qualifiés	Ouvriers spécialisés, manœuvres
			0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	2 sauf 21-26	21-26-3	60-61	6 sauf 60-61
Automobile (4)	Mi-1984	72,9	92,0	79,6	95,1	94,9	89,7	79,9	84,8	58,4	94,1	47,3	95,0	94,9	88,8	78,7
	Mi-1985	73,4	92,4	72,4	94,3	95,0	92,4	75,7	85,1	51,5	84,8	48,9	94,0	95,1	89,0	75,9
	Mi-1986	73,4	94,8	79,3	91,0	94,0	90,7	76,8	86,5	52,8	88,7	50,8	91,8	94,1	89,7	72,0
	Mi-1987	74,8	94,6	79,4	93,5	95,3	92,0	78,9	86,0	56,1	86,4	50,8	93,0	95,5	89,4	71,3
	Mi-1988	74,6	94,7	81,1	92,1	95,0	90,3	78,9	85,4	56,1	89,4	51,9	91,5	95,2	89,0	69,3
	Mi-1989	75,0	95,1	78,3	93,9	94,8	93,0	75,7	86,6	58,3	87,7	51,5	93,6	95,0	90,3	68,3
Téléviseur	Mi-1984	92,1	90,8	90,8	93,6	89,8	88,7	91,2	94,0	89,7	94,5	92,5	93,3	90,1	94,8	92,8
	Mi-1985	92,3	93,2	83,9	94,9	90,7	89,6	91,2	94,2	85,4	93,3	92,1	94,9	91,1	94,8	92,8
	Mi-1986	92,4	94,1	85,1	93,5	90,1	89,7	91,6	93,7	91,8	90,1	93,7	93,4	90,3	93,8	93,4
	Mi-1987	94,0	93,9	88,9	96,3	93,4	91,3	92,8	95,2	93,2	92,1	94,2	96,3	93,5	96,0	91,6
	Mi-1988	94,3	93,9	91,9	96,0	93,4	91,3	92,5	95,7	96,8	91,4	94,8	95,7	93,7	96,6	91,8
	Mi-1989	93,9	91,6	91,3	94,6	92,3	91,4	91,5	96,3	91,0	90,8	94,4	94,4	92,5	96,5	95,2
Téléviseur couleur ..	Mi-1984	64,7	48,2	50,0	73,4	75,4	68,4	64,6	62,9	57,0	74,2	63,6	73,0	75,6	65,1	59,5
	Mi-1985	69,6	54,6	49,4	79,9	79,4	72,5	71,6	68,1	56,1	71,7	67,8	78,9	80,2	70,7	62,0
	Mi-1986	72,8	56,3	52,9	78,4	80,3	74,6	72,3	73,0	61,5	79,1	71,8	77,5	80,8	75,1	63,6
	Mi-1987	78,1	62,6	65,1	85,7	86,4	80,0	77,2	78,6	69,9	79,4	76,0	85,2	86,7	81,1	68,0
	Mi-1988	81,7	64,3	66,2	87,2	86,0	82,6	79,7	84,3	84,0	82,1	79,9	86,3	86,7	86,3	75,1
	Mi-1989	84,2	70,1	71,7	89,0	88,8	85,1	83,4	87,2	77,3	85,6	81,7	88,8	88,9	88,5	81,0
Réfrigérateur	Mi-1984	96,9	96,0	96,9	97,8	98,3	98,2	98,2	97,5	95,6	97,8	95,3	97,7	98,4	98,0	96,8
	Mi-1985	96,9	97,8	89,7	97,9	99,1	99,0	97,6	97,6	93,4	97,6	95,1	94,0	99,1	89,0	75,9
	Mi-1986	97,1	99,0	87,4	97,1	98,8	97,6	98,3	97,3	94,3	96,8	93,6	96,9	99,5	97,5	95,1
	Mi-1987	97,0	96,6	91,3	97,6	99,0	97,4	97,5	97,6	92,9	98,0	96,0	97,5	99,0	98,2	95,2
	Mi-1988	97,5	96,6	95,9	97,0	99,6	98,1	98,7	97,8	95,7	98,3	96,6	97,0	99,5	98,3	95,7
	Mi-1989	97,7	97,8	97,8	97,3	98,8	98,7	98,5	98,6	95,7	99,3	96,3	97,1	98,9	98,8	97,5
Congélateur	Mi-1984	33,8	80,8	50,0	42,8	35,0	33,6	26,5	41,0	19,6	42,1	23,8	41,3	36,2	41,8	39,9
	Mi-1985	35,4	80,4	41,4	43,1	37,2	34,6	30,6	41,0	19,2	38,5	26,6	42,0	38,6	42,6	37,1
	Mi-1986	37,3	82,8	41,4	46,4	37,6	36,8	28,8	43,4	17,4	42,7	28,1	46,0	38,2	45,0	34,9
	Mi-1987	38,0	82,8	47,6	49,8	40,4	38,6	29,7	43,4	19,3	38,3	29,6	48,8	41,4	45,3	35,4
	Mi-1988	39,7	80,2	48,6	51,5	41,2	39,3	31,7	46,0	23,5	44,7	32,1	50,6	42,3	48,6	34,6
	Mi-1989	40,2	80,6	52,2	53,3	43,8	42,0	29,6	47,3	30,8	39,1	31,4	52,9	44,3	49,3	37,3
Combiné réfrigérateur-congélateur .	Mi-1984	28,0	12,7	25,5	30,7	43,1	34,8	35,1	28,8	27,1	39,9	21,2	29,6	43,2	29,9	27,2
	Mi-1985	30,6	14,8	24,1	34,9	45,6	37,6	33,5	33,3	24,7	39,3	23,8	33,7	45,7	33,6	32,6
	Mi-1986	33,3	13,9	24,1	34,5	49,8	38,1	37,6	35,6	35,1	40,8	26,3	33,3	50,0	34,7	30,2
	Mi-1987	36,1	14,3	27,8	35,6	51,9	41,2	41,5	39,0	33,4	39,7	29,7	34,7	48,1	40,5	32,6
	Mi-1988	35,8	15,3	31,1	37,7	49,2	40,6	38,4	38,8	33,2	48,0	29,4	37,3	49,0	39,8	34,2
	Mi-1989	38,4	20,5	26,1	40,5	52,3	44,9	44,8	39,1	35,1	51,8	31,6	39,4	52,6	40,5	32,1
Lave-linge	Mi-1984	83,6	92,8	83,7	92,1	90,6	87,5	86,5	89,0	75,1	89,7	74,3	91,8	90,8	91,2	85,7
	Mi-1985	83,9	92,3	75,9	94,4	90,2	87,3	85,2	89,9	77,8	85,0	74,7	93,9	90,9	91,8	85,6
	Mi-1986	85,4	93,4	72,4	93,2	91,3	87,8	84,2	90,5	79,5	90,7	77,6	94,7	91,0	91,5	84,5
	Mi-1987	86,2	95,2	84,9	95,0	94,0	88,5	85,2	90,9	78,7	85,7	78,6	94,7	94,2	92,5	84,0
	Mi-1988	86,5	93,9	85,1	93,6	93,2	89,6	84,7	90,8	82,4	90,1	79,6	93,3	93,4	92,4	83,5
	Mi-1989	87,0	94,1	88,0	93,3	93,6	91,1	87,8	92,3	77,7	86,6	79,0	93,3	93,6	93,4	86,7
Lave-vaisselle	Mi-1984	22,1	28,3	14,3	42,6	59,1	37,2	24,3	16,5	9,3	34,7	9,7	40,6	59,6	19,6	11,8
	Mi-1985	23,1	28,4	9,2	44,3	57,1	38,5	20,8	19,0	8,6	33,2	10,9	41,2	58,4	21,9	12,2
	Mi-1986	24,2	33,1	9,2	42,4	59,3	38,5	21,2	19,8	9,2	30,8	11,7	40,2	59,2	21,8	10,6
	Mi-1987	25,8	33,0	8,7	49,2	61,9	40,6	23,9	21,3	11,5	25,9	12,6	46,9	62,8	23,5	11,5
	Mi-1988	27,9	35,4	12,2	51,0	61,1	41,3	27,0	23,7	18,2	33,4	15,1	48,9	62,0	26,5	11,1
	Mi-1989	28,4	39,6	13,0	53,6	64,0	43,6	25,0	24,4	10,9	29,6	14,6	52,1	64,6	27,3	10,0
Nombre de ménages [en millions] (5)	**Mi-1989** ...	**20,9**	**0,6**	**1,2**	**1,8**	**2,2**	**0,4**	**1,8**	**0,3**	**5,2**	**0,1**	**7,3**	**1,1**	**1,9**	**4,3**	**0,9**

* Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultats des deux enquêtes de novembre et de janvier; à compter de 1984, les résultats portent sur les enquêtes de mai et novembre. Les chiffres datés « mi-1984 » constituent la moyenne arithmétique des deux résultats. — (3) Code des catégories socioprofessionnelles (INSEE 1969) [n^{os} des groupes 0 à 9]. — (4) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (5) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-5

Ménages équipés (1) par âge du chef de ménage et taille du ménage

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date (2)	Ensemble	Âge du chef de ménage (en années)								Taille du ménage (nombre de personnes)					
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus	1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (3)	Déc. 1981	70,0	69,5	85,5	88,3	85,7	78,4	71,6	66,6	51,7	29,0	30,4	70,9	87,9	91,7	87,6	82,6
	Mi-1984	72,9	70,0	85,5	89,0	87,3	81,8	78,6	67,3	60,3	34,4	34,5	75,8	89,8	94,2	91,8	79,7
	Mi-1985	73,4	67,3	83,4	89,6	88,1	83,1	79,0	72,3	61,9	33,5	36,2	76,6	89,3	92,7	92,5	82,8
	Mi-1986	74,7	72,9	83,6	89,3	89,1	86,2	78,3	71,5	60,9	35,2	36,8	78,1	90,5	94,9	92,7	83,3
	Mi-1987	74,8	67,5	84,4	89,4	89,8	86,1	80,4	73,3	63,1	34,3	37,6	78,4	91,1	94,5	92,7	84,5
	Mi-1988	74,6	65,2	84,3	88,9	88,1	87,7	78,4	74,9	62,6	35,0	38,9	78,7	89,8	94,4	91,9	81,5
	Mi-1989	75,0	65,8	85,7	89,2	89,4	85,6	80,6	74,6	61,6	35,7	40,1	79,1	91,8	94,4	92,8	81,5
Téléviseur	Déc. 1981	90,8	69,6	85,7	91,9	94,5	94,2	93,7	94,2	94,8	88,8	77,6	92,4	95,5	96,6	97,5	96,6
	Mi-1984	92,1	74,1	85,8	92,3	94,1	95,6	95,8	95,2	95,8	92,4	82,2	93,7	95,4	96,7	96,9	96,3
	Mi-1985	92,3	76,3	84,9	91,8	95,7	95,7	95,1	96,3	96,2	91,3	82,4	94,1	95,7	97,0	95,6	97,3
	Mi-1986	92,8	76,1	86,4	92,1	94,8	95,1	95,2	95,4	95,6	92,8	83,3	93,7	95,9	96,0	97,9	95,6
	Mi-1987	94,0	78,2	89,9	93,5	96,0	95,8	96,4	96,6	96,8	94,5	86,2	95,8	96,8	97,2	97,3	96,8
	Mi-1988	94,3	78,2	89,6	94,0	95,6	96,9	96,5	97,9	96,3	95,0	86,9	95,9	97,0	97,1	98,3	97,3
	Mi-1989	93,9	82,6	88,3	92,7	95,9	96,1	95,2	96,2	97,4	95,0	86,7	95,2	96,8	97,5	97,5	96,9
Téléviseur couleur	Déc. 1981	50,4	23,5	41,5	54,3	55,9	52,4	54,9	54,7	56,6	45,6	35,7	53,1	54,6	59,8	55,3	46,8
	Mi-1984	64,7	38,1	52,9	68,9	70,2	68,5	69,7	68,1	69,8	60,7	49,7	67,3	70,2	74,0	70,6	60,6
	Mi-1985	69,6	43,8	59,3	74,1	74,5	74,4	70,1	74,6	75,6	64,2	53,8	71,6	76,2	77,8	76,1	72,7
	Mi-1986	72,8	45,7	64,2	76,4	77,2	75,6	76,4	74,9	75,9	70,1	57,6	74,8	78,0	81,5	79,8	73,4
	Mi-1987	78,1	54,2	71,9	81,0	83,2	80,8	79,4	79,7	78,3	75,9	64,3	79,6	83,8	85,4	85,2	81,2
	Mi-1988	81,7	56,0	75,0	83,8	86,4	85,7	83,2	84,6	82,6	79,5	67,8	84,0	87,4	88,2	89,3	83,1
	Mi-1989	84,2	66,0	78,3	85,6	89,0	89,1	84,8	86,5	85,9	81,1	71,9	85,9	89,3	91,3	90,6	89,4
Réfrigérateur	Déc. 1981	95,4	87,8	96,2	97,9	97,1	95,8	96,0	97,1	95,5	91,5	87,6	96,6	93,5	98,5	98,9	97,4
	Mi-1984	96,9	92,9	97,5	98,0	98,0	97,3	97,9	97,7	97,3	94,0	91,5	98,1	98,6	99,0	98,7	98,9
	Mi-1985	96,9	93,9	97,2	98,5	97,7	98,4	97,6	98,1	96,8	93,0	91,6	98,2	98,5	99,2	98,1	99,2
	Mi-1986	97,1	92,2	97,9	97,9	97,2	97,4	97,1	98,2	96,9	95,4	92,8	98,1	98,6	98,8	98,7	98,1
	Mi-1987	97,0	93,0	97,8	98,3	97,6	97,7	97,2	97,1	97,5	95,0	92,7	98,0	98,8	98,8	99,0	97,8
	Mi-1988	97,5	95,4	97,9	98,4	98,0	97,5	97,1	98,0	96,9	96,6	94,8	98,1	98,8	98,2	98,7	99,5
	Mi-1989	97,7	96,9	97,3	98,8	98,3	98,6	98,1	97,4	97,7	95,2	94,0	98,8	98,7	99,2	99,3	99,0
Congélateur	Déc. 1981	29,3	7,7	20,1	37,6	41,8	37,6	36,0	30,9	24,4	12,4	7,0	26,7	33,8	44,6	49,8	52,8
	Mi-1984	33,8	9,1	23,4	42,9	45,2	44,4	40,4	35,0	27,7	17,0	9,3	30,8	41,6	50,0	58,8	54,2
	Mi-1985	35,4	10,1	23,6	44,7	46,4	41,4	42,1	41,3	33,2	18,3	11,4	34,0	41,7	51,9	59,9	51,2
	Mi-1986	37,3	12,1	27,0	44,7	48,1	46,0	43,6	41,0	34,0	19,8	12,9	36,1	44,2	53,7	60,3	54,8
	Mi-1987	38,0	10,7	28,0	44,3	48,8	48,4	44,8	42,4	36,4	20,7	12,5	37,3	45,1	55,0	61,9	54,6
	Mi-1988	39,7	11,2	26,6	45,6	51,2	49,2	44,2	45,5	40,8	22,8	15,2	39,0	46,3	57,6	64,4	52,7
	Mi-1989	40,2	12,5	26,0	46,2	53,3	52,4	46,3	43,8	37,8	23,7	15,9	39,3	48,5	57,4	65,8	54,8
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1984	28,0	26,5	35,5	32,9	30,8	28,3	28,5	27,6	29,1	16,1	17,1	29,5	33,6	34,1	29,8	28,0
	Mi-1985	30,6	24,7	38,6	36,1	33,2	35,1	28,8	29,1	26,0	20,2	18,2	31,8	37,5	36,8	33,2	34,7
	Mi-1986	33,0	30,6	41,0	38,6	34,8	35,5	33,0	30,0	31,4	21,6	21,1	33,2	39,5	40,9	35,2	35,3
	Mi-1987	36,1	29,4	42,2	43,0	39,2	36,6	36,9	35,4	33,2	24,2	24,2	36,8	43,4	42,5	39,2	38,6
	Mi-1988	35,8	30,5	44,2	41,1	39,2	37,5	35,4	33,9	33,4	23,9	23,4	37,2	43,7	41,3	36,6	41,3
	Mi-1989	38,4	33,2	45,5	45,2	41,3	36,1	38,9	37,4	35,8	26,5	25,7	40,0	45,8	45,1	41,7	40,6
Lave-linge	Déc. 1981	81,1	57,1	81,0	89,8	90,8	89,7	87,1	82,9	80,6	60,8	49,1	82,9	94,1	96,1	97,6	96,2
	Mi-1984	83,6	60,2	81,8	91,1	91,5	91,0	88,6	88,0	85,2	66,2	54,2	87,3	94,8	97,7	97,3	95,0
	Mi-1985	83,9	57,2	79,3	91,2	92,8	91,9	90,1	88,9	85,0	66,2	54,4	88,0	95,6	97,5	97,4	95,5
	Mi-1986	85,4	61,3	82,4	90,9	93,7	91,9	90,9	89,9	84,6	69,8	57,3	89,5	96,1	98,2	97,0	96,2
	Mi-1987	86,2	60,6	83,6	91,9	93,7	93,0	91,4	91,0	87,2	70,5	59,6	90,4	96,7	98,4	98,5	96,0
	Mi-1988	86,5	58,1	82,6	92,1	93,3	93,5	90,2	91,9	87,0	72,4	61,6	90,1	97,0	98,2	98,7	93,8
	Mi-1989	87,0	60,4	84,9	92,2	94,7	94,6	93,4	90,3	86,6	72,4	63,4	91,1	97,0	98,3	98,8	98,1
Lave-vaisselle	Déc. 1981	17,6	3,4	12,7	30,1	27,8	18,7	15,7	14,0	9,5	5,3	3,9	13,1	20,8	33,6	31,6	23,0
	Mi-1984	22,1	3,7	15,1	35,6	35,7	23,2	21,1	18,5	15,3	6,0	5,9	16,0	28,5	41,0	39,4	26,7
	Mi-1985	23,1	6,6	16,1	34,8	38,7	27,3	20,8	17,0	13,5	8,4	5,5	18,6	28,7	41,5	40,7	29,1
	Mi-1986	24,2	5,6	16,1	35,5	38,9	31,1	24,3	17,3	14,6	8,0	6,6	18,5	29,9	44,6	41,2	29,6
	Mi-1987	25,8	4,2	14,6	36,7	42,6	33,1	26,5	21,0	16,3	8,1	7,2	20,2	32,9	46,9	42,5	29,9
	Mi-1988	27,9	5,8	17,3	39,1	44,3	35,4	25,1	24,6	18,5	10,1	7,6	23,6	36,3	48,8	47,1	29,0
	Mi-1989	28,4	6,0	15,8	37,0	48,5	37,7	29,8	24,8	18,2	9,5	8,1	23,2	38,5	50,7	45,5	34,4
Nombre de ménages [en millions] (4)	**Mi-1989**	**20,9**	**1,0**	**1,7**	**4,5**	**3,7**	**1,6**	**1,8**	**1,6**	**1,7**	**3,3**	**5,3**	**6,4**	**3,7**	**3,4**	**1,5**	**0,6**

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultats des deux enquêtes de novembre et de janvier; à compter de 1984, les résultats portent sur les enquêtes de mai et novembre. Les chiffres datés « mi-1984 » constituent la moyenne arithmétique des deux résultats. — (3) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (4) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-6

Repas pris à l'extérieur selon le type de repas

Source : INSEE (enquêtes alimentaires)

Unité : Nombre, par semaine et par personne

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1985	1987
Restaurant : repas payé par un membre du foyer	0,30	0,30	0,32	0,30	0,31	0,32	0,31	0,36	0,36	0,43
Restaurant : repas payé par une personne extérieure au foyer	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05			
Cantine ou restaurant d'entreprise	0,27	0,29	0,30	0,30	0,30	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
Cantine scolaire, réfectoire, restaurant universitaire	0,44	0,42	0,41	0,43	0,40	0,40	0,38	0,38	0,39	0,42
Casse-croûte dans un café	0,03	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,04
Casse-croûte emporté avec soi	0,13	0,12	0,13	0,13	0,16	0,16	0,16	0,14	0,14	0,17
Repas pris chez l'employeur ou comme hôte payant dans un autre foyer	0,11	0,11	0,13	0,12	0,12	0,11	0,13	0,10	0,11	0,08
Repas pris comme invité dans un autre foyer	0,83	0,86	0,88	0,89	0,98	0,94	0,92	0,96	0,91	0,94
Autre repas	0,06	0,10	0,14	0,12	0,13	0,17	0,15	0,28	0,36	0,33
Repas pris par des personnes absentes du logement durant la semaine d'enquête	0,19	0,14	0,10	0,13	0,12	0,13	0,09	0,04	...	...
Total	**2,41**	**2,41**	**2,48**	**2,50**	**2,59**	**2,62**	**2,54**	**2,60**	**2,61**	**2,72**

TABLEAU D.01-7

Répartition des achats de produits alimentaires selon le poste de consommation et le type de point de vente

Source : INSEE (enquêtes alimentaires)

Unité : %

	Commerçant		Alimentation générale				Grossiste coopérative et magasin d'entreprise	Achat à la ferme ou au producteur	Total
	Marché	spécialisé (1)	Type traditionnel	Supermarché hypermarché	Autre libre-service	Vente ambulante			
Boulangerie, pâtisserie, confiserie :									
1980	1,5	61,0	5,4	24,3	5,4	1,3	0,9	0,2	100
1982	1,4	59,4	4,6	27,1	5,3	1,3	0,6	0,3	100
1983	1,3	59,2	4,1	28,5	4,5	1,3	0,7	0,2	100
1985	1,0	57,0	4,0	32,0	3,0	2,0	—	—	100
1987	1,2	55,3	3,4	35,4	3,0	1,0	0,4	0,3	100
Épicerie :									
1980	1,7	5,9	14,3	59,0	13,2	3,1	2,7	0,1	100
1982	1,6	5,8	12,2	63,2	12,7	2,0	2,2	0,3	100
1983	1,5	5,1	11,4	66,6	10,7	2,4	2,2	0,1	100
1985	1,0	5,0	9,0	74,0	7,0	2,0	2,0	—	100
1987	1,4	5,3	7,1	75,7	7,0	1,1	2,1	0,3	100
Crémerie :									
1980	6,8	7,8	13,3	49,7	12,8	2,7	1,9	5,0	100
1982	5,7	8,4	11,3	54,5	11,7	1,8	1,8	4,8	100
1983	5,8	7,5	10,3	58,2	10,3	1,9	1,5	4,4	100
1985	5,4	6,6	8,7	65,8	7,3	2,0	0,9	3,3	100
1987	4,5	6,4	7,6	69,3	6,8	1,5	0,8	3,1	100
Fruits et légumes frais :									
1980	26,4	10,9	14,9	31,0	10,9	2,5	0,7	2,7	100
1982	25,9	11,1	13,1	34,6	10,0	1,6	0,7	3,0	100
1983	25,8	10,8	12,7	36,5	8,8	1,5	0,8	2,9	100
1985	24,1	12,6	11,7	40,9	6,6	1,9	0,6	1,6	100
1987	22,5	14,0	9,8	42,9	6,5	1,5	0,8	2,0	100
Charcuterie :									
1980	6,7	49,0	4,3	30,4	5,7	1,5	1,7	0,7	100
1982	6,2	47,3	3,6	34,0	5,7	1,1	1,2	0,9	100
1983	6,2	45,0	3,5	36,5	4,9	1,4	1,6	0,8	100
1985	6,0	43,0	4,0	41,0	4,0	1,0	1,0	—	100
1987	5,8	41,1	3,0	43,9	3,8	1,2	1,1	0,1	100
Boucherie :									
1980	5,6	58,9	0,8	27,0	3,8	0,5	1,7	1,7	100
1982	5,8	58,2	0,8	28,5	4,1	0,7	1,0	0,9	100
1983	5,2	55,8	0,5	31,8	3,3	0,6	1,8	0,9	100
1985	6,0	51,0	1,0	35,0	3,0	1,0	2,0	2,0	100
1987	5,0	49,8	1,0	38,7	2,6	0,8	1,5	0,6	100
Volailles, lapins, gibiers :									
1980	15,6	31,3	2,5	33,2	4,6	0,9	0,7	11,2	100
1982	14,6	28,0	1,8	36,2	4,2	0,6	0,7	12,9	100
1983	14,8	29,5	1,6	37,3	3,9	0,4	1,9	10,6	100
1985	12,9	27,2	1,4	44,1	3,0	1,0	0,9	9,4	100
1987	12,9	26,3	1,1	46,6	2,6	0,6	1,1	8,8	100
Poissons, crustacés, coquillages :									
1980	24,7	42,3	2,5	20,9	2,4	3,7	1,0	2,5	100
1982	25,0	43,5	2,3	22,3	2,6	1,7	1,3	1,3	100
1983	24,6	41,9	2,0	23,8	2,7	1,3	1,9	1,8	100
1985	25,4	40,5	2,4	24,9	1,5	2,7	0,5	2,1	100
1987	22,0	40,8	1,7	29,0	2,0	2,0	0,8	1,7	100
Produits surgelés :									
1980	1,9	15,7	6,5	48,3	10,4	6,6	10,6	—	100
1982	0,9	20,4	4,0	47,7	7,5	5,7	13,7	0,1	100
1983	0,6	19,3	3,9	52,8	7,1	5,3	10,7	0,1	100
1985	0,5	17,7	3,9	59,6	9,1	5,2	3,7	0,3	100
1987	0,5	23,2	3,3	56,3	9,1	4,9	2,7	—	100
Boissons :									
1980	0,3	5,6	12,5	54,4	13,3	2,1	6,3	5,5	100
1982	0,4	6,6	10,1	57,6	12,5	2,3	6,1	4,4	100
1983	0,5	6,7	10,4	59,3	1,2	1,8	5,5	4,2	100
1985	0,3	6,5	8,6	66,2	7,5	2,0	4,4	4,5	100
1987	0,2	6,3	7,1	71,1	6,6	1,3	4,1	3,3	100
Ensemble des produits :									
1980	**7,8**	**29,1**	**8,7**	**38,7**	**6,8**	**2,1**	**2,2**	**2,6**	**100**
1982	**7,6**	**28,9**	**7,3**	**41,8**	**8,3**	**1,6**	**2,0**	**2,5**	**100**
1983	**7,5**	**27,8**	**6,9**	**44,4**	**7,3**	**1,6**	**2,1**	**2,3**	**100**
1985	**7,0**	**26,0**	**6,0**	**50,0**	**5,0**	**2,0**	**2,0**	**2,0**	**100**
1987	**6,5**	**26,2**	**5,2**	**52,6**	**5,1**	**1,3**	**1,4**	**1,7**	**100**

NB. — Les totaux ne font pas toujours 100, en raison d'arrondis successifs.
(1) Y compris les ventes ambulantes pratiquées par des commerçants spécialisés.

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. PUBLICATIONS CONCERNANT LES MÉTHODES ET LES RÉSULTATS D'ENSEMBLE.

— « Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes de la base 1980 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 140-141, juin 1987;

— « Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1989 », *INSEE-Résultats,* juin 1990;

— « Comptes de patrimoine en base 1980 : évaluations pour les années 1977 à 1987 », *INSEE* 1990, à paraître;

— Vanoli (A.). — « Les notions de consommation élargie », *Économie et statistique,* n° 100, mai 1978. Problématique du concept de consommation;

— « Consommation des ménages de 1970 à 1987 » : séries de comptabilité nationale, *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 131, juin 1988;

— *INSEE-Résultats,* n° 58-59, Série Consommation-Modes de vie, mai 1990;

— Darmon (D.). — « La consommation des ménages à moyen terme », *Archives et documents,* n° 92, INSEE, octobre 1983;

— Darmon (D.), L'Hardy (Ph.). — « Consommation : santé et loisirs au premier plan », *Économie et statistique,* INSEE, n° 190, juillet 1986;

— « Bilan annuel démographique », *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE :* population en janvier de chaque année;

— Louvot (C.) « Projection jusqu'en 2010 du nombre de ménages », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 129, février 1988;

— Meraud (J.). — « L'évolution et les perspectives des besoins des Français et leur mode de satisfaction ». *Journal officiel* du 3 octobre 1989;

— Sur disquette : « 20 ans de consommation des ménages », séries annuelles de consommation de 1970 à 1989, INSEE, mai 1990.

2. PUBLICATIONS DES RÉSULTATS D'ENQUÊTES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES.

20. Consommation.

• Structure des budgets familiaux :

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « Les budgets des ménages », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;

— Glaude (M.). — « L'évolution du niveau de vie de 1966 à 1979 », *Économie et statistique,* n° 142, mars 1982;

— Moutardier (M.). — « Le budget des ménages en 1978-1979 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 97, décembre 1982;

— Bloch (L.) et Glaude (M.). — « Une approche du coût de l'enfant », *Économie et statistique,* n° 155, mai 1983;

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « L'évolution des niveaux de vie en treize ans selon le milieu social », « Les budgets des ménages en 1979 », *Données sociales,* édition 1984;

— Glaude (M.). — « Diversité et cohérence des budgets », *Données sociales,* édition 1984;

— Fournier (G.), Glaude (M.) et Reynaud (E.). — « Familles ouvrières et chômage : des budgets difficilement compressibles », *Économie et statistique,* n° 170, octobre 1984;

— Glaude (M.), Lemel (Y.), Pauc (F.) et Verger (D.). — « Enquête sur les budgets familiaux 1978-1979 ». Dossier systématique de segmentation. Dossier rectangle, numéro décembre 1985;

— Moutardier (M.). — « Le budget des ménages en 1984-1985 », *Premiers résultats,* n° 81, janvier 1987;

— Moutardier (M.). — « Consommation et niveaux de vie », *Données sociales,* édition 1987;

— Moutardier (M.). — « Des budgets difficiles : les chômeurs et les accédants à la propriété », *Données sociales,* édition 1987;

— Moutardier (M.). — « L'évolution du budget des ménages : le poids des dépenses d'habitation et de transport », *Économie et Statistique,* n° 207, février 1988;

— Moutardier (M.). — « Les budgets des ménages en 1984-1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 136, mai 1989;

— La Godelinais (M.-C. de) et Lemel (Y.). — « L'évolution du mode de vie », *Données sociales,* édition 1990;

— Portier (S.), Rabier (R.), Salvatori (P.), Scherrer (P.), Viatte (R.). — « Des difficultés budgétaires accrues pour les chômeurs ouvriers », *Données sociales,* édition 1990;

— Moutardier (M.). — « Vieillir : le repli sur soi et la sphère domestique », *Données sociales,* édition 1990;

— Eneau (D.) et Moutardier (M.). — « La structure des budgets familiaux en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 17, 1990;

• Consommation alimentaire :

— Mercier (M.-A.). — « Les lieux d'achats des produits alimentaires », *Données sociales,* édition 1984;

— Mercier (M.-A.). — « L'importance croissante des repas à l'extérieur », *Économie et statistique,* n° 166, mai 1984;

— Mercier (M.-A.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1981 », *Premiers résultats,* n° 38, juin 1985;

— Beyer (M.-N.) et Mercier (M.-A.). — « Consommation et lieux d'achat de produits alimentaires en 1982 », *Premiers résultats,* n° 40, juin 1985;

— Mercier (M.-A.). — « Repas pris à l'extérieur et au domicile en 1980 et 1981 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 115, décembre 1985;

— Beyer (M.-N.) et Mercier (M.-A.) — « Consommation et lieux d'achats de produits alimentaires en 1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 117, janvier 1986;

— Lemel (Y.) et Mercier (M.-A.). — « L'approvisionnement alimentaire », *Données sociales,* édition 1987;

— Chadeau (A.) et Roy (C.). — « La production domestique de repas », *Données sociales,* édition 1987;

— Mercier (M.-A.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 130, février 1988;

— Manon (N.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 138, mai 1989;

— Bertrand (M.). — « Consommation et lieux d'achat des produits alimentaires en 1983 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 2, 1989;

— Manon (N.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 10, avril 1990.

• Transports :

— Join-Lambert (E.). — « Les ménages roulent plus, les voitures roulent moins », *Économie et statistique,* n° 136, septembre 1981;

— Choquet (O.). — « L'automobile, un bien banalisé », *Économie et statistique,* n° 154, avril 1984;

— Lefol (J.-F.). — « Les déplacements quotidiens en 1981 », *Premiers résultats,* n° 27, novembre 1984;

— Lefol (J.-F.). — « Le phénomène automobile », *Premiers résultats,* n° 28, novembre 1984;

— Choquet (O.) et Valdelièvre (H.). — « Acquisition et utilisation de l'automobile (enquête de conjoncture auprès des ménages de mai à octobre 1982) ». *Archives et documents,* n° 123, mars 1985;

— Chaigneau (E.) et Lefol (J.-F.). — « Les voyages touristiques de courte durée », *Espaces,* n° 75, août 1985, n° 76, octobre 1985;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages touristiques de courte durée en 1981-1982. Panorama général », *Dossier rectangle,* novembre 1986;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages professionnels de courte durée », *Économie et statistique,* n° 198, avril 1987;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages à longue distance », *Données sociales,* édition 1987;

— Lefol (J.-F.). — « Présentation de l'enquête Transports 1981-1982 », *Archives et documents,* n° 205, mai 1987;

— Christine (M.) et Letellier (J.). — « Tour d'horizon sur l'automobile », *Premiers résultats,* n° 145, octobre 1988;

— Lambert (Th.) et Madre (J.-L.). — « Le vieillissement du parc automobile se ralentit depuis deux ans », *Économie et statistique,* n° 225, octobre 1989.

- **Santé :**

Cf. chapitre D.03.

- **Habillement :**

— Herpin (N.). — « Comment les gens qualifient les tenues vestimentaires », *Économie et statistique,* n° 168, juillet-août 1984;
— Herpin (N.). — « Les dépenses d'habillement en 1983-1984 », *Premiers résultats,* n° 48, décembre 1985;
— Herpin (N.). — « L'habillement, la classe sociale et la mode », *Économie et statistique,* n° 188, mai 1986;
— Herpin (N.). — « L'habillement : une dépense sur le déclin », *Économie et statistique,* n° 192, octobre 1986;
— Herpin (N.) et Kasparian (L.). — « Présentation de l'enquête habillement 1983-1984 », *Archives et documents,* n° 196, mars 1987;
— Herpin (N.). — « L'habillement et le corps », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987;
— Herpin (N.) et Kasparian (L.). — « L'habillement : dépenses et points de vente en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 123, mai 1987;
— Kasparian (L.) et Herpin (N.). — « La garde-robe des Français », *INSEE Première,* n° 5, février 1989;
— Kasparian (L.). — « La garde-robe des Français en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 137, mars 1989.

21. Épargne et patrimoine.

- **Épargne-Assurance :**

Cf. chapitres M.04 et N.01. Cf. un article de M. Christine « L'endettement des ménages », *La Revue banque,* n° 489, décembre 1988;

— Lollivier (S.) et Verger (D.). — « Les actifs financiers des ménages en 1986 : disparité de taux de possession », *Archives et documents,* n° 281, février 1989;
— Lollivier (S.) et Verger (D.). — « Au cœur des patrimoines; le livret et le logement », *INSEE Première,* n° 29, juin 1989;
— Lollivier (S.) et Verger (D.). — « Le patrimoine aujourd'hui : beaucoup entre les mains de quelques-uns », *Données sociales,* édition 1990;
— Kessler (D.) et Masson (A.). — « Le patrimoine des Français : faits et controverses », *Données sociales,* édition 1990.

- **Biens durables :**

— Les résultats conjoncturels de l'enquête quadrimestrielle de conjoncture auprès des ménages sont publiés à chaque enquête dans *Informations rapides,* série A;
— Trognon (A.). — « La percée de la télé-couleur », *Économie et statistique,* n° 110, avril 1979;
— Trognon (A.). — « Bocaux hier, congélateur aujourd'hui », *Économie et statistique,* n° 116, novembre 1979;
— Glaude (M.). — « Réalisation des intentions d'achats », *Économie et statistique,* n° 129, janvier 1981;
— Valdelièvre (H.). — « L'équipement des ménages en biens durables au début de 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 104, octobre 1983;
— Valdelièvre (H.). — « Les principaux biens d'équipements du logement fin 1983 », *Premiers résultats,* n° 20, juin 1984;
— Verger (D.). — « De la cuisine à la lingerie : équipement ménager et activités domestiques », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;
— Roy (C.) et Verger (D.). — « Le point sur la télévision », *Économie et statistique,* n° 143, avril 1982;
— Verger (D.). — « Durée de vie des équipements ménagers », *Enjeux,* n° 25, 1982;
— Verger (D.). — « Les disparités d'équipement des ménages en biens durables (enquête équipement ménager, 1979) », *Archives et documents,* n° 57, octobre 1982;
— Vadrot (F.). — « Du temps libre aux biens durables (enquête équipement ménager, 1979) », *Dimension économique de la Bourgogne,* n° 27, 1982;
— Verger (D.). — « Le fusil de chasse : une affaire d'homme et de rural », *Économie et statistique,* n° 147, septembre 1982;
— Choquet (O.). — « L'équipement du logement », *Données sociales,* édition 1984;
— Verger (D.). — « L'achat d'un logement ne va pas sans achats d'équipements », *Économie et statistique,* n° 161, décembre 1983;
— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1984 », *Premiers résultats,* n° 43, août 1985;
— Verger (D.). — « Avoir des biens mobiliers, une affaire de goûts ou de coûts », *Consommation,* n° 1, 1985;
— Verger (D.). — « Équipement du foyer ou équipement dans le foyer », *Économie et statistique,* n° 168, juillet-août 1984;
— Sarma (D.). — « La cohabitation hors mariage : un mode de vie différent », *Économie et statistique,* n° 179, juillet-août 1985;
— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1985 », *Premiers résultats,* n° 73, octobre 1986;
— Lemel (Y.). — « Les seuils de la ruralité et d'urbanisation en matière de consommation et d'équipement », *Données sociales,* édition 1987;
— Lemel (Y.), Pauc (F.) et Verger (D.). — (Enquête équipement ménager, 1979), « Dossier systématique de segmentation », *Dossier rectangle,* MO-22-453, juin 1987;
— Verger (D.). — « Biens durables, disparité d'équipement », *Données sociales,* édition 1987;
— Christine (M.). — « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1987 », *Premiers résultats,* n° 163, février 1988;
— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « La diffusion du magnétoscope de 1982 à 1988 », *Dossier rectangle,* septembre 1988;
— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « L'équipement des ménages en biens durables : évolution et situation à la mi-1986 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 135, novembre 1988;
— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « Biens durables : la modernisation des foyers », *Premiers résultats,* n° 118, novembre 1988;
— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « Ameublement 88 : des meubles pour la vie », *Premiers résultats,* n° 166, décembre 1988;
— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « Habitat 88 : Quelles pièces? Pour quels usages », *Premiers résultats,* n° 162, décembre 1988;
— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « L'habitat en 1988, enquête biens durables-Ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 4-5, 1989;
— Mormiche (P.). — « La photographie amateur », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, ,n° 6, décembre 1989;
— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « L'ameublement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 13-14, juillet 1990.

- **Logement :**

Cf. chapitre D.02.

— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « L'habitat en France en 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 13-14, juillet 1990.

- **Activités domestiques :**

— Roy (C.). — « Le point sur l'aide ménagère », *Économie et statistique,* n° 124, août 1980;
— Rousse (H.) et Roy (C.). — « Activités ménagères et cycle de vie », *Économie et statistique,* n° 131, mars 1981;
— Chadeau (A.) et Fouquet (A.). — « Peut-on mesurer le travail domestique ? », *Économie et statistique,* n° 136, septembre 1981;
— Roy (C.). — « La garde des enfants le soir », *Dossier rectangle,* août 1982;
— Glaude (M.) et Singly (F. de). — « L'organisation domestique : pouvoir et négociation », *Économie et statistique,* n° 187, avril 1986;
— Chadeau (A.) et Roy (C.). — « La production domestique de repas » *Données sociales,* édition 1987;
— Glaude (M.) et Singly (F. de). — « Les jeux de rôles conjugaux », *Données sociales,* édition 1987;
— Roy (C.). — « 92 minutes de vaisselle... », *Informations sociales,* n° 5, 1987.

→

- **Loisirs et sociabilité :**

— Garrigues (P.). — « Évolution de la pratique sportive des Français », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 134, octobre 1988;

— Choquet (O.) et Valdelièvre (H.). — « Les loisirs 20 ans après : davantage de sorties et de télévision », *Premiers résultats*, n° 148, octobre 1988;

— Choquet (O.). — « Les sorties : une occasion de contacts », *Économie et statistique*, n° 214, octobre 1988;

— Dumontier (F.) et Valdelièvre (H.). — « Les pratiques de loisir. Enquête 1987-1988 », *INSEE-Résultats*, Consommation et modes de vie, n° 1, 1989;

— Dumontier (F.) et Valdelièvre (H.). — « Les pratiques de loisir, vingt ans après, 1967/1987-1988 », *INSEE-Résultats*, Consommation et modes de vie, n° 6, 1989;

— Garrigues (P.). — « Une France un peu plus sportive qu'il y a vingt ans grâce aux femmes », *Économie et statistique*, n° 224, septembre 1989;

— Arnal (N.), Dumontier (F.) et Paire (R.). — « Les téléspectateurs : leurs goûts et leurs pratiques », *Économie et statistique*, n° 227, décembre 1989;

— Heran (F.). — « Trouver à qui parler : le sexe et l'âge de nos interlocuteurs », *Données sociales*, édition 1990;

— Dumontier (F.), Singly (F. de) et Thélot. — « La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et statistique*, n° 233, juin 1990.

- **Vacances :**

Cf. chapitre E.03.

←

Chapitre D.02

Logement

1. Les enquêtes Logement

2. Définitions générales

3. Définitions particulières aux enquêtes Logement

Les tableaux présentés dans ce chapitre sont issus des *enquêtes Logement*. Les données les plus récentes proviennent de l'exploitation de l'enquête Logement 1982 (1).

1. Les enquêtes Logement

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978 et 1984. Une neuvième enquête a été effectuée en 1988.

Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été réalisées par interview, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et de la Mer pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

En 1988, l'échantillon comprenait d'une part, les logements déjà enquêtés en 1984 et des logements neufs d'autre part.

La taille de l'échantillon était en 1978 de 31.000 logements, en 1984, de 38.000 logements et, en 1988, de 36.000 logements. En 1988, l'échantillon de la région Ile-de-France a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ayant les mêmes taux de sondage.

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété).

1. L'aspect production et financement du logement est abordé dans le chapitre « K.11, Bâtiment, travaux publics ».

2. Définitions générales

Les définitions des concepts les plus importants sont données ci-après. Elles sont communes aux recensements et aux enquêtes Logement. En ce qui concerne les « ménages ordinaires » et la « personne de référence », les définitions sont explicitées au chapitre *B.01, État de la population.*

21. Logements d'habitation

Tout local séparé indépendant et fixe utilisé pour l'habitation constitue un logement d'habitation. Si ces logements sont occupés de manière permanente, ce sont des résidences principales; sinon, ce sont des résidences secondaires ou des logements vacants.

22. Résidences principales

Elles comprennent les logements ordinaires conçus pour l'habitation dans des conditions normales mais aussi les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans un hôtel ou une pension de famille, occupées par des personnes qui y vivent la plus grande partie de l'année ou qui n'ont pas d'autre résidence, les constructions provisoires à usage d'habitation et les habitations de fortune.

23. Résidences secondaires

Ce sont des logements qui ne sont occupés qu'une faible partie de l'année; les logements de vacances, en particulier les maisons et logements meublés loués pour des séjours touristiques, sont également recensés comme résidences secondaires.

24. Logements vacants

Ce sont des logements sans occupant à l'époque de l'enquête et qui ne sont pas utilisés comme résidences secondaires.

25. Nombre de pièces du logement

Les *pièces d'habitation* comprennent : les chambres à coucher, salles à manger, salles de séjour, salons, studios, etc., quelle que soit leur surface, ainsi que les chambres de service (ou autres pièces annexes) non cédées à des tiers. Dans l'enquête logement, les pièces partagées par une cloison provisoire ou une amorce de cloison comptent pour deux.

Elles ne comprennent pas : les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, WC, buanderies, offices, etc., ni les pièces réservées à un usage uniquement professionnel.

La *cuisine* est comptée comme pièce d'habitation lorsqu'elle a plus de 12 m^2; lorsqu'un logement est constitué d'une seule pièce dans laquelle se trouvent des installations pour faire la cuisine, on compte cette pièce, que sa surface soit supérieure à 12 m^2 ou non. Il n'y a pas de logement de « zéro pièce ».

26. Indice de peuplement
(tableau 6)

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

• *On compte :*

— 1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;
— 1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;
— 1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de 7 à 18 ans de même sexe;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de moins de 7 ans;
— 1 pièce pour l'ensemble des domestiques et des salariés logés;
— plus 1 unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins 2 unités au nombre de pièces normatif;
— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;
— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de 2 unités le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins 3 unités le nombre de pièces normatif.

3. Définitions particulières aux enquêtes logement

31. Statut d'occupation

311. Propriétaires

• *Propriétaire accédant à la propriété :*

Est considéré comme accédant à la propriété tout ménage ayant effectué, au cours de l'année précédant l'enquête, au moins un versement pour le remboursement (ou le paiement des intérêts) d'un (ou plusieurs) prêt(s) contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement qu'il occupe, et qui ne soi(en)t pas prêt(s)-relais.

• *Accédant « PAP » :*

Le ménage rembourse un « prêt aidé à l'accession à la propriété ».

• *Accédant « PC » :*

Le ménage rembourse un « prêt conventionné ».

• *Accédant « HLMA » :*

Le ménage rembourse un prêt « HLM accession » d'un organisme HLM (office public d'HLM, société anonyme d'HLM, société coopérative d'HLM, société de crédit immobilier).

• *Accédant aidé par le Crédit foncier ou PIC :*

Pour l'achat de son logement, le ménage rembourse un prêt du Crédit foncier (prêt spécial immédiat ou prêt spécial différé), un prêt immobilier conventionné ou a obtenu une prime à la construction; celle-ci peut soit être perçue par le ménage, soit venir en déduction d'échéances de remboursement, soit prendre la forme de bonification d'intérêt.

• *Autre accédant d'un logement de deuxième main :*

Le ménage accédant n'a pas obtenu de PAP, de PC, de HLMA, de PIC ni d'aide du Crédit foncier. Il n'est pas le premier propriétaire de son logement.

• *Autre accédant d'un logement de première main :*

Le ménage accédant n'a pas obtenu de PAP, de PC, de HLMA, de PIC ni d'aide du Crédit foncier. Il est le premier propriétaire de son logement.

312. Locataires-fermiers-métayers logés gratuitement

Sont classés dans la catégorie *locataires,* les ménages qui paient un loyer, y compris ceux qui sont logés à titre onéreux par l'employeur (convention contraire à celle retenue pour le recensement).

On distingue :

— les *locataires d'un local loué vide;*
— les *autres locataires,* qui sont les ménages logés en meublé, hôtel ou garni, ainsi que les sous-locataires.

Sont exclus de la catégorie *locataires* les fermiers, les métayers et les ménages logés à titre gracieux.

En matière de local loué vide, on distingue notamment :

• *Les HLM :*

Le loyer relève de la législation HLM : le propriétaire ou le gérant est un organisme HLM. Les HLM conventionnées sont des logements construits ou acquis et améliorés à l'aide d'un PLA (prêt locatif aidé) ou des HLM existantes dont le propriétaire a signé avec l'État une convention, généralement assortie de travaux d'amélioration.

• *Les logements soumis à la loi de 1948 :*

La loi du 1er septembre 1948 réglemente les loyers des logements achevés avant sa promulgation. Le loyer peut être fixé d'après la « surface corrigée » (surface réelle modifiée pour tenir compte de la qualité du logement) ou selon le système « forfaitaire » qui prend pour base de calcul le loyer payé effectivement le 1er juillet 1948.

32. Charges financières
(tableaux 8A et 8B)

321. Charge financière brute

C'est le montant annuel des dépenses de loyer (charges locatives exclues) ou de remboursement(s) d'emprunt(s) [capital et intérêt(s)] contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement occupé par le ménage accédant à la propriété.

322. Charge financière nette

Elle est définie comme la charge financière brute déduction faite du montant de l'allocation de logement ou de l'aide personnalisée au logement éventuellement perçue.

323. Charge financière par mètre carré

La charge financière (brute ou nette) par mètre carré est obtenue en divisant la charge financière (brute ou nette) par la surface habitable du logement. Celle-ci se définit comme la surface des pièces d'habitation : les pièces professionnelles en sont exclues et les pièces indépendantes (chambre de service ou autre) sont comprises en 1984; elles ne l'étaient pas en 1978 car leur surface n'était pas connue.

* * *

TABLEAU D.02-1
Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978, 1984 et 1988)

Catégorie de commune	Communes rurales		Unités urbaines moins de 100.000		Unités urbaines plus de 100.000		Agglomération parisienne		France entière	
	millier	%	millier	%	millier	%	millier	%	millier	%
Résidences principales :										
1978	4.735	72,6	5.241	85,3	5.276	90,1	3.389	91,2	18.641	83,8
1984	5.008	71,2	5.771	83,3	5.711	89,9	3.603	91,6	20.093	82,9
1988	5.293	72,1	5.956	82,6	5.834	89,1	3.617	92,5	20.700	82,8
Logements vacants :										
1978	663	10,2	451	7,3	395	6,7	242	6,5	1.751	7,9
1984	681	9,7	534	7,7	410	6,4	243	6,2	1.868	7,7
1988	701	9,6	630	8,8	484	7,4	229	5,9	2.044	8,2
Résidences secondaires :										
1978	1.120	17,2	452	7,4	188	3,2	84	2,3	1.844	8,3
1984	1.342	19,1	627	9,0	233	3,7	86	2,2	2.288	9,4
1988	1.346	18,3	623	8,6	230	3,5	64	1,6	2.263	9,0
Tous logements :										
1978	6.518	100,0	6.144	100,0	5.859	100,0	3.715	100,0	22.236	100,0
1984	7.031	100,0	6.932	100,0	6.354	100,0	3.932	100,0	24.249	100,0
1988	7.340	100,0	7.209	100,0	6.548	100,0	3.910	100,0	25.007	100,0

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation, par catégorie de commune

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978, 1984 et 1988)

Unités : Millier
%

Catégorie de commune	Propriétaires			Locataires d'un local loué vide			Autres statuts d'occupation			Ensemble		
	1978	1984	1988	1978	1984	1988	1978	1984	1988	1978	1984	1988
Communes rurales hors ZPIU (1)	1.816	1.423	1.561	439	249	248	486	367	294	2.741	2.039	2.103
%	66,3	69,8	74,2	16,0	12,2	11,8	17,7	18,0	14,0	100,0	100,0	100,0
Communes rurales en ZPIU (1)	1.338	2.143	2.406	366	491	488	290	335	296	1.994	2.969	3.190
%	67,1	72,2	75,4	18,3	16,5	15,3	14,6	11,3	9,3	100,0	100,0	100,0
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	2.376	2.944	3.211	2.329	2.341	2.328	537	486	417	5.242	5.771	5.956
%	45,3	51,0	53,9	44,4	40,6	39,1	10,3	8,4	7,0	100,0	100,0	100,0
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	2.018	2.435	2.660	2.667	2.735	2.694	591	541	480	5.276	5.711	5.834
%	38,2	42,6	45,6	50,6	47,9	46,2	11,2	9,5	8,2	100,0	100,0	100,0
Agglomération parisienne sauf Paris	869	1.061	1.082	1.192	1.212	1.266	206	194	152	2.267	2.467	2.500
%	38,3	43,0	43,3	52,6	49,1	50,6	9,1	7,9	6,1	100,0	100,0	100,0
Paris	278	274	313	659	695	602	184	167	202	1.121	1.136	1.117
%	24,8	24,1	28,0	58,8	61,2	53,9	16,4	14,7	18,1	100,0	100,0	100,0
France entière	**8.695**	**10.280**	**11.233**	**7.652**	**7.723**	**7.626**	**2.294**	**2.090**	**1.841**	**18.641**	**20.093**	**20.700**
%	**46,6**	**51,2**	**54,3**	**41,1**	**38,4**	**36,8**	**12,3**	**10,4**	**8,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) ZPIU : Zone de peuplement industriel ou urbain.

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978, 1984 et 1988)

Unités : Millier
%

Confort	Toutes résidences principales						Dont : parc achevé avant 1949					
	1978		1984		1988		1978		1984		1988	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sans eau	242	1,3	81	0,4	54	0,3	239	2,5	78	0,9	50	0,6
Eau seulement	2.908	15,6	1.498	7,5	942	4,5	2.791	29,2	1.425	16,3	877	10,7
Eau, W.-C., sans installations sanitaires	1.118	6,0	873	4,3	571	2,8	1.013	10,6	761	8,7	502	6,2
Eau, installations sanitaires, sans W.-C.	746	4,0	560	2,8	397	1,9	698	7,3	516	5,9	364	4,5
Eau, installations sanitaires, W.-C. :												
— sans chauffage central	3.113	16,7	3.085	15,3	3.192	15,4	2.122	22,2	2.156	24,7	2.141	26,2
— avec chauffage central	10.514	56,4	13.996	69,7	15.544	75,1	2.695	28,2	3.800	43,5	4.233	51,8
Ensemble	**18.641**	**100,0**	**20.093**	**100,0**	**20.700**	**100,0**	**9.558**	**100,0**	**8.736**	**100,0**	**8.167**	**100,0**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le mode de chauffage

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978, 1984 et 1988)

Unités : Millier
%

Mode de chauffage	Toutes résidences principales						Dont : parc achevé avant 1949					
	1978	%	1984	%	1988	%	1978	%	1984	%	1988	%
Pas d'appareil de chauffage	145	0,8	59	0,3	69	0,3	118	1,3	44	0,5	40	0,5
Chauffage central urbain	559	3,0	462	2,3	611	3,0	32	0,3	47	0,5	37	0,4
Chauffage électrique intégré	543	2,9	2.060	10,3	2.932	14,2	65	0,7	461	5,3	683	8,4
Chauffage central collectif	4.036	21,7	4.277	21,3	4.040	19,5	671	7,0	637	7,3	521	6,4
Chauffage central individuel	6.095	32,7	7.869	39,2	8.441	40,8	2.563	26,8	3.230	37,0	3.393	41,5
Cuisinière chauffante	3.436	18,4	2.164	10,8	1.680	8,1	3.058	32,0	1.897	21,7	1.441	17,6
Appareils indépendants de chauffage seulement	3.827	20,5	3.201	15,8	2.927	14,1	3.051	31,9	2.420	27,7	2.052	25,1
Ensemble	**18.641**	**100,0**	**20.093**	**100,0**	**20.700**	**100,0**	**9.558**	**100,0**	**8.736**	**100,0**	**8.167**	**100,0**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales, nombre moyen de pièces et surface habitable moyenne, selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (enquête logement de 1988)

Année d'achèvement	Individuel			Collectif			Ensemble		
	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)
Avant 1871	1.882	4,5	99	617	2,9	62	2.499	4,1	90
De 1871 à 1914	1.672	4,4	95	1.162	2,9	62	2.834	3,8	81
De 1915 à 1948	1.767	4,4	94	1.068	2,8	59	2.835	3,8	81
De 1949 à 1961	1.146	4,5	94	1.268	3,2	66	2.414	3,8	79
De 1962 à 1967	664	4,6	98	1.391	3,4	70	2.055	3,8	79
De 1968 à 1974	1.444	4,7	106	2.062	3,2	70	3.506	3,8	84
De 1975 à 1981	1.758	4,9	109	1.034	3,1	71	2.792	4,2	95
1982 ou après	1.285	4,8	107	480	3,0	69	1.765	4,3	97
Ensemble	**11.618**	**4,6**	**100**	**9.082**	**3,1**	**66**	**20.700**	**3,9**	**85**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (enquête logement de 1988)

Unité : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble
Sous-peuplement très accentué	652	1.552	509	430	161	57	**3.361**
Sous-peuplement prononcé	834	1.642	771	632	235	55	**4.169**
Sous-peuplement modéré	1.301	1.717	1.183	1.088	396	132	**5.817**
Peuplement normal	1.454	996	932	961	451	176	**4.970**
Surpeuplement modéré	872	304	232	310	193	163	**2.074**
Surpeuplement accentué	—	52	46	58	44	109	**309**
Ensemble	**5.113**	**6.263**	**3.673**	**3.479**	**1.480**	**692**	**20.700**

TABLEAU D.02-7

Résidences principales par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence selon le statut d'occupation

Source : INSEE (enquête logement de 1988)

Unité : Millier

Catégorie socioprofessionnelle	Propriétaires non accédants	Accédants à la propriété	Locataires HLM	Autres locataires d'un logement loué vide	Autres statuts d'occupation	Ensemble
Agriculteurs exploitants	304	165	3	23	130	**625**
%	48,6	26,4	0,5	3,7	20,8	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	344	440	54	256	60	**1.154**
%	29,8	38,1	4,7	22,2	5,2	**100,0**
Cadres, professions intellectuelles supérieures	296	885	102	589	125	**1.997**
%	14,8	44,3	5,1	29,5	6,3	**100,0**
Professions intermédiaires	302	1.253	353	731	205	**2.844**
%	10,6	44,1	12,4	25,7	7,2	**100,0**
Employés	257	578	563	615	230	**2.243**
%	11,5	25,8	25,1	27,4	10,2	**100,0**
Ouvriers	532	1.572	1.149	1.067	277	**4.597**
%	11,6	34,2	25,0	23,2	6,0	**100,0**
Retraités	3.276	522	666	888	548	**5.899**
%	55,5	8,8	11,3	15,1	9,3	**100,0**
Autres personnes sans activité professionnelle	439	68	251	316	266	**1.340**
%	32,8	5,1	18,7	23,6	19,8	**100,0**
Ensemble	**5.750**	**5.483**	**3.141**	**4.485**	**1.841**	**20.700**
%	27,8	26,5	15,2	21,6	8,9	**100,0**

TABLEAU D.02-8 A

Charges financières des accédants et des locataires selon le secteur du logement

Accédants à la propriété

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984) — *Unité :* Francs courants

Charge financière	Accédants PAP (1)	Accédants PC (1)	Accédants HLMA (1)	Accédants Crédit foncier ou PIC (1)	Autres accédants de 2e main	Autres accédants de 1re main	Ensemble des accédants
Brute, par an :							
1978	—	—	8.106	8.746	10.446	12.831	9.835
1984	31.065	34.914	10.672	12.993	22.943	19.721	21.944
Brute, par an et par m^2 :							
1978	—	—	86	91	107	123	101
1984	302	326	109	130	226	180	213
Nette, par an :							
1978	—	—	7.421	8.362	10.175	12.614	9.459
1984	26.183	32.137	10.052	12.687	22.555	19.349	20.491
Nette, par an et par m^2 :							
1978	—	—	79	87	104	121	97
1984	255	300	103	127	222	177	199
dont emménagés récents :							
Brute, par an :							
1978	—	—	12.757	14.439	15.569	17.439	15.023
1984	34.409	39.220	—	—	34.717	31.086	34.901
Brute, par an et par m^2 :							
1978	—	—	132	149	153	162	150
1984	335	375	—	—	347	275	337
Nette, par an :							
1978	—	—	11.799	13.838	15.252	17.172	14.499
1984	27.837	35.751	—	—	34.348	30.433	31.522
Nette, par an et par m^2 :							
1978	—	—	122	143	150	160	145
1984	271	342	—	—	344	269	305

(1) Voir définition au § 311.

TABLEAU D.02-8 B

Charges financières des accédants et des locataires selon le secteur du logement

Locataires d'un logement loué vide

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984) — *Unité :* Francs courants

Charge financière	Locataires HLM conventionnée	Locataires HLM non conventionnée	Locataires Loi de 1948	Locataires libre avant 1949	Locataires libre après 1948	Ensemble des locataires d'un logement loué vide
Brute, par an :						
1978	—	4.231	4.025	4.875	7.909	5.319
1984	11.824	8.893	9.405	11.706	16.582	12.036
Brute, par an et par m^2 :						
1978	—	62	73	78	114	82
1984	164	128	152	181	243	179
Nette, par an :						
1978	—	3.418	3.688	4.434	7.226	4.708
1984	7.344	6.498	8.389	10.212	14.833	9.973
Nette, par an et par m^2 :						
1978	—	50	67	71	104	73
1984	102	94	136	158	217	150
dont emménagés récents :						
Brute, par an :						
1978	—	4.449	5.191	5.950	8.636	6.291
1984	13.415	8.944	11.683	13.358	17.564	13.646
Brute, par an et par m^2 :						
1978	—	66	93	99	129	97
1984	184	129	186	212	260	203
Nette, par an :						
1978	—	3.478	4.660	5.419	7.929	5.560
1984	7.344	6.409	10.017	11.769	15.681	11.273
Nette, par an et par m^2 :						
1978	—	52	83	90	118	86
1984	102	93	160	187	232	168

TABLEAU D.02-9

Conditions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de 1974 et 1982)

Département		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)					
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur (3)	Source d'énergie utilisée principalement		Logements occupés par leurs propriétaires
						Pétrole (4)	Gaz butane (5)	
Guadeloupe								
1974	Nombre	76.752	24.405	42.108	26.684	18.085	45.754	49.589
	%	///	33,2	57,1	36,4	24,8	62,7	66,9
1982	Nombre	85.629	58.372	66.136	47.371	•	69.146	54.040
	%	///	69,5	80,6	57,7	•	84,3	65,9
Guyane								
1974	Nombre	15.647	7.386	11.237	7.446	632	11.223	5.933
	%	///	51,0	76,5	51,7	4,5	79,6	40,7
1982	Nombre	21.063	14.268	16.925	12.457	•	17.114	7.160
	%	///	68,8	83,3	61,2	•	82,5	34,5
Martinique								
1974	Nombre	76.135	30.545	34.501	28.083	22.984	39.056	45.381
	%	///	43,6	48,7	40,3	33,0	56,1	64,1
1982	Nombre	85.265	66.256	61.682	53.322	•	69.444	51.752
	%	///	78,6	73,2	63,3	•	82,4	61,4
Réunion								
1974	Nombre	103.962	33.719	48.570	33.534	23.718	37.050	59.955
	%	///	34,1	49,0	34,0	24,3	37,9	60,7
1982	Nombre	120.861	84.852	98.607	60.891	•	88.109	65.931
	%	///	70,6	82,1	50,7	•	73,3	54,9
Saint-Pierre-et-Miquelon								
1982	Nombre	1.760	1.754	1.757	1.746	•	1.280	1.360
	%	///	99,8	100,0	99,7	•	72,7	77,4

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté de tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté. — (2) Réseau général, plus groupes électrogènes collectifs ou privés. — (3) En 1982, il s'agit des seuls W.-C. avec chasse d'eau. — (4) Information absente au recensement de 1982. — (5) En 1982, la question posée était : « Y a-t-il le gaz dans le logement ? »

TABLEAU D.02-10

Conditions de logement des ménages ordinaires des territoires d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de 1976-1977, 1983 et 1988-1989)

	Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)			
		Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur	Logements occupés par leurs propriétaires
Nouvelle-Calédonie					
1976 nombre . . .	30.541	22.075	22.382	20.101	14.852
%	///	72,3	73,3	65,8	48,6
1983 nombre . . .	35.107	26.572	28.230	23.987	18.612
%	///	75,7	80,4	68,3	53,0
1989 nombre . . .	40.266	36.298	34.363	28.538	22.717
%	///	90,2	85,3	70,9	56,4
Polynésie française					
1977 nombre . . .	25.589	20.384	19.118	17.011	16.154
%	///	79,7	74,7	66,5	63,1
1983 nombre . . .	32.140	27.564	28.133	24.250	21.721
%	///	85,8	87,5	75,4	67,6
1988 nombre . . .	39.513	38.703	36.024	31.175	27.073
%	///	98,0	91,2	78,9	68,5

	Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)			
		Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur	Logements occupés par leurs propriétaires
Mayotte (Collectivité territoriale)					
1978 nombre . . .	10.053	(3) 768	347	395	8.852
%	///	7,6	3,5	3,9	88,1
1985 nombre . . .	13.142	(3) 2.813	1.489	575	11.382
%	///	21,4	11,3	4,4	86,6
Wallis et Futuna					
1976 nombre . . .	1.265	73	262	59	1.194
%	///	5,8	20,7	4,7	94,4
1983 nombre . . .	1.876	752	744	173	1.780
%	///	40,1	39,7	9,2	94,9

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté d'un tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté. — (2) Réseau général, plus groupes électrogènes collectifs ou privés. — (3) Prise d'eau dans la case ou l'enclos.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ouvrages :

— Le logement aujourd'hui et demain, *INSEE Résultats*, n° 43-44 (*Consommation-modes de vie*, n° 7-8);

— Le patrimoine de logements en 1984, *INSEE Résultats*, n° 55 (*Consommation-modes de vie*, n° 9);

— Le parc de logements et son occupation, mouvements annuels 1982-1988, *INSEE Résultats*, n° 86-87, n° 15-16;

— Accession, endettement, surendettement, *INSEE Première*, n° 60;

— Le logement des Français en 1988, plus d'espace, moins d'insatisfaits, *INSEE Première*, n° 98.

— Tendances récentes du marché du logement, *INSEE Première*, n° 74;

— Les conditions de logement des ménages en 1978. *Les Collections de l'INSEE*, volume M 85;

— Les conditions de logement des ménages en 1984. *Les Collections de l'INSEE*, volume M 133;

— Les conditions de logement fin 1984 (*Premiers résultats*, n° 70, août 1986);

— Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/4 du RP 82);

— Volume « Logements-Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 82);

— Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 82);

— Projection du nombre de ménages 1975-2000. — *Les Collections de l'INSEE*, volume D 64;

— Les mutations annuelles du parc de logements 1975-1980. — *Archives et Documents*, n° 40;

— Mobilité résidentielle de 1973 à 1978. — *Archives et Documents*, n° 95;

— Le patrimoine de logements en 1978. — *Archives et Documents*, n° 154.

— Pour comparer les enquêtes logement de 1978 et de 1984. — *Archives et Documents*, n° 256.

Articles parus dans la revue « Économie et statistique » (INSEE) :

— Mars 1973, n° 43. — Fin 1970, 1/5 des logements loués relèvent de la loi de 1948 (P. Durif);

— Juillet-août 1973, n° 47. — Souhaite-t-on être propriétaire ou locataire de son logement ? (L. Stavridis);

— Avril 1974, n° 55. — Conditions de logement au centre des agglomérations (M. E. Hans);

— Mai 1974, n° 56. — Vie et mort des logements entre 1967 et 1970 (N. Seligmann);

— Décembre 1974, n° 62. — Le logement dans la région parisienne (enquête Logement 1973, P. Baudry);

— Février 1975, n° 64. — Le parc de logements et son évolution depuis dix ans (N. Seligmann);

— Mars 1975, n° 65. — Les loyers en novembre 1973 (P. Durif);

— Avril 1975, n° 66. — L'accession à la propriété dans les pays de la Loire (Lemaitre);

— Décembre 1975, n° 73. — Les locataires des HLM en 1973 (P. Durif et O. Marchand);

— Janvier 1976, n° 74. — Les Français voient-ils objectivement leur logement ? (P. Durif);

— Juillet-août 1976, n° 80. — Recensement de 1975, détente du marché du logement ? (P. A. Audirac);

— Décembre 1976, n° 84. — Logement, qualité d'abord (G. Lattès);

— Avril 1977, n° 88. — Les nouveaux propriétaires (O. Marchand);

— Juin 1977, n° 90. — Le patrimoine en logements des Français en 1973 (O. Marchand);

— Septembre 1977, n° 92. — Recensement de 1975, 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements (P. A. Audirac);

— Décembre 1978, n° 106. — Le nombre de ménages d'ici à l'an 2000 (P. A. Audirac);

— Janvier 1979, n° 107. — Les logements vacants ne sont pas tous disponibles (F. Fabre et C. Nicol);

— Décembre 1980, n° 128. — Les locataires et leur logement (F. Fabre);

— Décembre 1980, n° 128. — Les habitations à loyer modéré avant la réforme de 1978 (J. M. Rempp);

— Mai 1981, n° 133. — Qui a déménagé entre 1973 et 1978, et pourquoi ? (F. Fabre et C. Taffin);

— Février 1982, n° 141. — Le patrimoine de logements en 1978 (C. Taffin);

— Mai 1983, n° 155. — 1975-1982, croissance ralentie, mais soutenue, du parc de logements (P. A. Audirac);

— Novembre 1983, n° 160. — L'endettement grève de 10 % le patrimoine en logement des ménages (C. Taffin);

— Mars 1985, n° 175. — Accession à la propriété et « rurbanisation » (C. Taffin);

— Mars 1986, n° 186. — Le nombre de ménage croît plus vite que la population (C. Louvot);

— Septembre 1987, n° 202. — L'accession à tout prix (C. Taffin), les charges de copropriétés (R. Pohl), le parc locatif et ses occupants (R. Pohl), loyers et charges locatives : près de 14 % du revenu (R. Pohl), la valeur du parc de logements : près de 8 000 milliards de francs (C. Taffin);

— Janvier 1988 n° 206. — Le logement de 1978 à 1984 : toujours plus grand et toujours mieux (M. Eenschooten), les HLM : une vocation sociale qui s'accentue (G. Curci).

— Octobre 1989, n° 225. — La croissance du nombre de ménages soutiendra la construction neuve jusqu'au milieu des années 90;

— Les mutations du parc de logements (C. Louvot).

Chapitre D.03

Santé
Aide sociale

1. État de la santé
2. Systèmes de soins
3. Dépense nationale courante de santé
4. Aide sociale

1. État de la santé
(tableaux 1 à 4)

Les statistiques concernant l'état sanitaire de la population sont limitées aux données fondamentales systématiquement connues et suffisamment générales (1).

11. Morbidité des assurés sociaux (et de leurs ayants droit) pour les affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois
(tableau 1)

Ces résultats sont extraits de l'*État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale.* L'article L. 324-1 du Code de la sécurité sociale précise qu'en cas de maladie de longue durée et en cas d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, la caisse fait procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil du service du contrôle médical en vue de déterminer le traitement que l'intéressé doit suivre si les services sont dispensés sans interruption.

Jusqu'en 1986, cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Elle porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de sécurité sociale (y compris les régimes *fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre).*

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale.

1. D'autres résultats utiles plus particuliers sont fournis dans les publications du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI) et de l'INSERM (cf., en fin de chapitre, *Sources de documentation).*

12. Maladies professionnelles

L'information statistique relative aux maladies professionnelles est présentée au chapitre C.02 « Conditions de travail et relations professionnelles ».

Les mesures prises dans le plan de rationalisation des dépenses de santé (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986) ont modifié à la fois les critères d'exonération et la liste des maladies concernées. Les données collectées par le service médical de l'assurance maladie de la CNAM pour 1987 et 1988 apportent une vision complète (révision de la totalité des anciens malades et examen des demandes nouvelles) des maladies longues et coûteuses présentes sur cette période. Elles ne sont donc pas comparables à celles déjà existantes. À partir de 1989 commence une nouvelle série, celle des admissions, ventilées selon les différentes composantes, d'un article L. 324-1 rénové et stabilisé.

13. Causes de décès
(tableaux 2 et 3)

La statistique des causes de décès (2) résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès (3). La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) s'élève à environ 6 % en 1988; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent un peu plus de 1 % (4).

Malgré ces motifs d'imprécision, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le tableau 2 (tous âges) est complété par le tableau 3 qui fait connaître les principales causes de mortalité infantile [enfants âgés de moins de 1 an] (5).

Pour les tableaux des causes de décès, une nouvelle nomenclature (classification internationale des maladies, 9e révision) a été prise en compte à compter des données de l'année 1979.

14. Cas de SIDA
(tableau 4)

La direction générale de la Santé a mis en place depuis mars 1982 un réseau de surveillance des cas de SIDA selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé. Seuls les cas avérés excluant les formes cliniques mineures ou symptomatiques de l'infection par le virus VIH (virus de l'immuno-déficience humaine) doivent être déclarés.

Les nouveaux cas déclarés sont répartis par année de diagnostic.

2. Systèmes de soins

21. Professions sanitaires et sociales
(tableaux 5 à 8)

Dans le cadre des travaux de démographie médicale réalisés par le ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, paraît chaque année une statistique des professions sanitaires et tous les deux ans une statistique des professions sociales.

Elle est dressée grâce aux informations recueillies à partir du système d'informations « Adeli » (géré par les directions régionales et départementales des Affaires sanitaires et sociales) et aux informations disponibles par secteur d'activité (hôpitaux publics, privés, psychiatriques...).

Les professions recensées sont les professions médicales et pharmaceutiques, les auxiliaires médicaux, les assistant(e)s de service social, les professions sociales éducatives ou spécialisées notamment dans le cas des enfants et des adultes handicapés ou en difficultés.

La répartition des effectifs à cette date, ainsi que leur rapport à la population totale figurent dans le tableau 5.

Les tableaux 6 indiquent les effectifs de personnel hospitalier ventilés en personnel médical et non médical pour les établissements d'hospitalisation publics et privés.

22. Équipement et mouvement hospitalier
(tableaux 9 à 11)

Les établissements sanitaires et sociaux présentés dans le tableau 9 regroupent :

— les établissements d'hospitalisation publics, privés et psychiatriques;
— les établissements concernant les personnes âgées;
— les établissements concernant l'accueil des jeunes enfants;
— les établissements pour handicapés;
— les centres de transfusion sanguine.

Le nombre d'établissements et le nombre de lits ou places offerts constituent, de façon presque exhaustive, la capacité d'accueil sanitaire et social de la France.

3. Dépense nationale courante de santé
(tableaux 12 et 13)

Les comptes de la Santé décrivent à l'échelon national l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.

Les comptes fournissent d'autre part une analyse du financement de l'ensemble des dépenses engagées dans ces domaines par les particuliers, par le système de protection sociale et les collectivités publiques et privées.

---

2. Les données démographiques sur la mortalité figurent dans le chapitre B.02 du présent annuaire.
3. Des statistiques provisoires mensuelles sommaires sont diffusées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ainsi que, sous une forme abrégée, dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE. Les statistiques définitives détaillées sont publiées par l'INSERM : *Causes médicales de décès,* un volume annuel (avant 1968, voir les volumes de l'INSEE : *Statistique des causes de décès*).
4. Proportions évaluées pour les résultats définitifs. Il importe de noter que la nomenclature internationale nosologique est appliquée dans toute sa rigueur, sans procéder à des interprétations probables des causes de décès insuffisamment définies et des diagnostics simplement symptomatiques.
5. Les diverses composantes de la mortalité infantile sont présentées au chapitre B.02 « Mouvement naturel ».

Le modèle d'évaluation utilisé pour l'élaboration des comptes a fait l'objet, depuis 1984, d'une mise à jour importante en raison notamment des modifications techniques et institutionnelles intervenues dans le secteur de la santé. L'élaboration de la nouvelle base des comptes de la Santé a débouché sur des séries entièrement revues, l'agrégat de base retenu étant la consommation médicale totale.

La dépense courante de santé regroupe l'ensemble des paiements et versements intervenus durant une année au titre de la santé (dépenses en capital exclues). Elle se décompose en quatre grands sous-ensembles :

— la dépense pour les malades au sein de laquelle on distingue :
  — la dépense de soins et de biens médicaux,
  — l'aide aux malades,
  — les subventions au système de soins;
— la dépense de prévention;
— la dépense en faveur du système de soins (enseignement et recherche médicale);
— les dépenses de gestion générale de la santé.

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés (courts, moyens, longs séjours, psychiatrie);
— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures médicales);
— le transport des malades;
— les médicaments;
— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);
— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (toxicomanie, alcoolisme...).

4. Aide sociale
(tableaux 14 et 15)

Les principaux régimes d'aide sociale légale (6) comprennent :

— *l'aide médicale,* complétée par *l'aide aux tuberculeux* et *l'aide aux malades mentaux*; cette aide comporte principalement la prise en charge des frais d'hospitalisation ou de « soins de ville » que ne peuvent supporter en totalité ou en partie les malades privés de ressources suffisantes (couverts ou non par la sécurité sociale) ainsi que le paiement des cotisations d'assurance maladie de certaines personnes qui ne bénéficient pas de la Sécurité sociale à un autre titre;

— *l'aide aux personnes handicapées;* jusqu'à la loi d'orientation dont les premiers effets se sont fait sentir en 1977, elle consistait essentiellement dans le versement d'allocations aux parents d'enfants handicapés ou aux handicapés eux-mêmes, elle prenait également en charge l'hébergement des handicapés adultes en établissement spécialisé et le placement en milieu de travail protégé. Depuis la nouvelle loi, les caisses d'allocations familiales versent l'ensemble des allocations pour enfants et les allocations de base des adultes;

— *l'aide sociale aux personnes âgées* (de 65 ans au moins) dépourvues de ressources suffisantes, qui fournit une aide financière à domicile ou le placement dans un établissement ou une famille;

— *l'aide sociale à l'enfance* assure la prise en charge physique d'enfants : pupilles, « enfants en garde » (mineurs confiés au service par l'autorité judiciaire), enfants « recueillis temporairement » (mineurs qui ne peuvent provisoirement être maintenus dans leur cadre de vie habituel). Elle fournit également des aides à domicile : versement d'une aide financière, intervention d'un service d'action éducative...

La loi du 22 juillet 1983 (complétée par la loi particulière de décentralisation en matière d'aide sociale du 6 janvier 1986), est entrée en vigueur le 1er janvier 1984. Elle met fin au financement conjoint des collectivités publiques et transfère l'essentiel des dépenses d'aide sociale aux départements. En compensation des transferts de compétence, de nouvelles ressources leur ont été transférées. Certaines aides restent, cependant, à la charge de l'État, par exemple :

— pour l'aide médicale : la prise en charge des cotisations jusqu'en 1986 et la prise en charge des frais d'interruption volontaire de grossesse pour les femmes n'ayant pas droit à l'assurance maladie ou le complément des frais non remboursés pour celles qui y ont droit;
— pour l'aide sociale aux personnes âgées : l'allocation simple;
— pour l'aide sociale aux personnes handicapées : les frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail;
— pour l'aide sociale aux personnes inadaptées : l'ensemble des prestations.

41. Bénéficiaires

Depuis l'année 1984, date de prise en compte de la nouvelle répartition des compétences en matière d'aide sociale, le tableau distingue les bénéficiaires des prestations selon que celles-ci relèvent du département ou de l'État.

Pour certaines formes d'aide, la sommation du nombre de bénéficiaires n'a aucune signification; un individu peut, en effet, bénéficier de plusieurs aides à la fois. Cette remarque concerne l'aide médicale, l'aide sociale aux personnes âgées et l'aide sociale aux personnes handicapées.

42. Dépenses

Définitions : les *dépenses brutes* correspondent aux sommes avancées par le département sans déduction d'éventuelles recettes (elles sont inscrites au compte administratif en dépenses directes ou indirectes). Les *dépenses nettes* correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes (récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions, sécurité sociale et organismes mutualistes, etc.).

La nouvelle présentation des données permet de mettre en parallèle les bénéficiaires et les dépenses d'aide sociale.

6. Décrets : 29 novembre 1953 (législation sur l'aide sociale); 2 septembre 1954 (aide sociale aux personnes âgées et infirmes); 15 novembre 1954 (aide sociale); 30 novembre 1954 (aide médicale).

* * *

TABLEAU D.03-1

Affections de longue durée (1)

Nouveaux cas annuels (2) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (3)

Source : CNAMTS (service du contrôle médical)

Nature de l'affection	1989
Tuberculose évolutive	8.098
Lèpre	214
Bilharziose compliquée	39
Tumeurs malignes	128.496
Diabète	60.194
Hémophilie	421
Maladies mentales	102.268
Accident vasculaire cérébral	26.149
Sclérose en plaques	2.867
Maladie de Parkinson	5.253
Paraplégie	4.927
Infarctus aigu du myocarde	13.957
Hypertension artérielle sévère	46.289
Néphropathie chronique grave	5.160
Spondylite ankylosante	2.344
Polyarthrite chronique évolutive	8.160
Troubles neuro-musculaires	5.484
Mucoviscidose	303
Artériopathies chroniques évolutives	65.196
Cardiopathie congénitale	31.555
Insuffisance respiratoire	22.238
Aplasie médullaire	999
Cirrhose du foie décompensée	8.526
Déficit immunitaire primitif	866
Syndrome immunitaire acquis	4.791
Hémoglobinopathies homozygotes	673
Maladies métaboliques héréditaires	3.171
Périarthrite	2.050
Rectocolite hémorragiques	4.398
Scoliose structurée évolutive	2.641
Suite de transplantation d'organes	281
Total	**568.008**

(1) Ce tableau se substitue à celui publié dans le précédent annuaire. Une nouvelle réglementation est en vigueur depuis 1989 et les séries 1987 et 1988 n'ont pu être constituées. — (2) Régime général y compris les régimes rattachés pour les soins de santé (fonctionnaires, étudiants, invalides, veuves et orphelins de guerre). — (3) 9e révision de 1975. Liste détaillée de la classification internationale des maladies.

TABLEAU D.03-2

Décès de tous âges suivant la cause principale et le sexe

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (9e révision de 1975)	Principales causes de décès	*r* 1987			1988			*p* 1989		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
010-018	Tuberculose toutes formes	1.019	636	383	1.046	607	439	941	569	372
001-009, 019-139	Autres maladies infectieuses et parasitaires (1)	6.579	3.515	3.064	6.945	3.818	3.127	7.500	4.191	3.309
140-208	Tumeur maligne, y compris les tumeurs des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	135.266	82.341	52.925	136.905	83.207	53.698	133.696	81.261	52.435
150-159	*dont :* Tumeur maligne de l'appareil digestif et du péritoine	43.935	25.918	18.017	44.279	26.093	18.186	42.759	24.992	17.767
160-165	Tumeur maligne de l'appareil respiratoire	27.038	23.702	3.336	27.653	24.217	3.436	27.402	23.985	3.417
179-189	Tumeur maligne des organes génito-urinaires	22.618	13.539	9.079	22.142	13.752	8.390	22.458	13.649	8.809
204-208	Leucémie	4.602	2.509	2.093	4.506	2.427	2.079	4.596	2.469	2.127
210-239	Tumeur bénigne ou de nature non précisée	3.965	1.985	1.980	3.903	2.008	1.895	3.784	1.904	1.880
250	Diabète sucré	6.425	2.539	3.886	6.627	2.617	4.010	6.427	2.558	3.869
280-289	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2.562	1.167	1.395	2.474	1.164	1.310	2.329	1.116	1.213
291, 303	Alcoolisme et psychose alcoolique	2.816	2.249	567	2.978	2.369	609	2.806	2.246	560
342-344	Hémiplégie et autres syndromes paralytiques	704	318	386	825	357	468	960	403	557
320-341, 345-389	Autres maladies du système nerveux et des organes des sens	8.800	4.433	4.367	9.548	4.746	4.802	9.735	4.729	5.006
390-429	Cardiopathies et maladies hypertensives	115.066	55.107	59.959	113.507	53.626	59.881	108.567	50.733	57.834
410-414	*dont :* Maladies ischémiques du cœur	51.905	28.726	23.179	51.414	28.149	23.265	48.501	26.344	22.157
430-438	Maladies cérébro-vasculaires	55.263	22.904	32.359	52.104	21.532	30.572	48.990	20.006	28.984
440-459	Autres maladies de l'appareil circulatoire	16.250	8.329	7.921	16.001	8.035	7.966	15.245	7.700	7.545
460-519	Maladies de l'appareil respiratoire	32.446	18.002	14.444	33.494	18.163	15.331	34.393	18.131	16.262
487	*dont :* Grippe	500	174	326	1.020	369	651	1.299	444	855
480-486	Pneumonie	11.173	5.415	5.758	11.432	5.403	6.029	11.212	5.204	6.008
490-492, 494, 496	Bronchite chronique, emphysème et asthme	11.363	7.465	3.898	11.596	7.500	4.096	12.127	7.599	4.528
571 partie	Cirrhose du foie	10.791	7.721	3.070	10.588	7.382	3.206	9.633	6.706	2.927
520-570, 571 autres, 572-579	Autres maladies de l'appareil digestif	17.889	8.060	9.829	17.670	7.807	9.863	17.016	7.657	9.359
580-629	Maladies des organes génito-urinaires	7.480	3.901	3.579	7.216	3.776	3.440	7.083	3.667	3.416
740-759	Anomalies congénitales	1.995	1.071	924	1.969	1.066	903	1.786	940	846
760-779	Causes de mortalité périnatale	1.352	842	510	1.405	849	556	1.370	826	544
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	19.746	6.520	13.226	20.064	6.500	13.564	19.961	6.514	13.447
797	Sénilité sans mention de psychose	7.721	1.948	5.773	6.612	1.606	5.006	6.346	1.550	4.796
780-796, 798-799,8	Symptômes et autres états morbides mal définis	16.160	7.624	8.536	15.651	7.167	8.484	16.194	7.323	8.871
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	46.677	27.988	18.689	47.184	28.366	18.818	46.199	27.778	18.421
E 810-E 819 E 826-E 829	*dont :* Accidents de la circulation routière	9.443	6.857	2.586	10.224	7.424	2.800	9.866	7.186	2.680
E 950-E 958	Suicides	12.161	8.587	3.574	11.599	8.234	3.365	11.152	7.944	3.208
799,9	Causes non déclarées	10.494	6.160	4.334	9.884	5.688	4.196	23.519	13.084	10.435
	Total (toutes causes)	**527.466**	**275.360**	**252.106**	**524.600**	**272.456**	**252.144**	**524.480**	**271.592**	**252.888**

(1) A partir de 1987, le SIDA est inclus dans cette rubrique alors qu'antérieurement il était inclus dans celle des autres maladies spécifiées.

TABLEAU D.03-3

Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale (1)

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (9e révision)	Principales causes de décès	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
000-139	Maladies infectieuses et parasitaires	157	165	118	106	122	117	111	122
001-009	*dont :* Maladies infectieuses intestinales	67	67	45	35	42	32	40	38
038	Septicémies	23	23	25	19	27	19	10	25
320-323	Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	94	90	79	61	62	45	51	59
487	Grippe	5	50	48	40	5	54	42	46
480-486	Pneumonie	60				35			
740-759	Anomalies congénitales	1.747	1.654	1.533	1.401	1.375	1.303	1.286	1.190
740-742	*dont :* Anomalies congénitales du système nerveux	251	215	193	194	180	158	163	134
745-747	Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	900	867	798	749	771	745	730	656
760-779	Causes de mortalité périnatale	2.026	1.854	1.607	1.566	1.668	1.499	1.345	1.400
765	*dont :* Prématurité	145	127	103	74	89	81	60	69
768	Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	251	262	261	272	249	264	276	250
769	Syndrome de détresse respiratoire	340	327	299	290	273	283	239	269
770	Autres affections respiratoires du nouveau-né	419	333	281	318	312	317	237	225
771	Infections spécifiques de la période périnatale	293	259	217	220	271	211	205	162
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	582	535	528	457	464	469	472	488
780-799	Symptômes et autres états morbides mal définis	2.463	2.623	2.498	2.298	2.326	2.436	2.403	2.431
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	689	571	423	370	332	334	307	308
	Total (toutes causes)	**7.823**	**7.542**	**6.834**	**6.299**	**6.389**	**6.257**	**6.017**	**6.044**

(1) Y compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux morts-nés). — (2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (CIM nos 000-139).

TABLEAU D.03-4

Cas de SIDA rapportés

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale — Situation au 31 décembre 1989

	r 1984	*r* 1985	*r* 1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
Nouveaux cas	205	503	1.087	1.993	2.629	(1) 2.340
Cumul depuis 1978 (au 31 décembre)	331	834	1.921	3.914	6.543	8.883

(1) Les déclarations étant transmises tardivement, seulement une fraction des nouveaux cas est connue au 31 décembre 1989.

TABLEAU D.03-5

Professions de santé : effectif et densité

Situation au 31 décembre 1987

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Professions	Effectif	Densité (pour 100.000 habitants)	Nombre d'habitants par praticien
PROFESSIONS MÉDICALES			
Médecin en activité (1)	(4) 143.438	258,4	387
dont : Exerçant en clientèle privée (libéral)	100.031	180,2	555
Chirurgien-dentiste (2)	36.079	65,0	1.539
Pharmacien (3)	49.140	88,5	1.130
Sage-femme	10.210	(5) 84,6	(6) 1.182
AUXILIAIRES MÉDICAUX			
Infirmier	299.098	538,8	186
dont : Diplômé d'État et autorisé	237.980	428,7	233
Psychiatrique	61.118	110,1	908
Masseur-kinésithérapeute	37.357	67,3	1.486
Pédicure-podologue	5.371	9,7	10.335
Orthophoniste	9.459	17,0	5.868
Orthoptiste	1.177	2,1	47.162

(1) Ensemble des médecins en activité figurant dans le Répertoire automatisé Adeli (automatisation des listes des professions réglementées des directions départementales des Affaires sanitaires et sociales), qu'ils soient ou non inscrits à l'Ordre. Non compris les médecins militaires. — (2) Non compris les stomatologistes docteurs en médecine classés avec les médecins. — (3) Ensemble des pharmaciens en activité (on compte 24.017 pharmaciens d'officine, densité 43,3 pour 100.000 habitants; 1 pharmacien d'officine pour 2.311 habitants). — (4) Au 1er janvier 1989. — (5) Pour 100.000 femmes de 15 à 44 ans. — (6) Nombre de femmes de 15 à 44 ans par sage-femme.

TABLEAU D.03-6 A

Personnels hospitaliers : médecins et internes

Situation des effectifs au 1er janvier 1989

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Catégorie de personnel	Public	Privé	Ensemble
Médecins et biologistes			
Temps plein	25.101	13.172	38.273
Temps partiel	7.078	31.973	39.051
Attachés	30.885	///	30.885
Occasionnels (1)	4.423	15.062	19.485
Internes et étudiants			
Internes en médecine	23.647	3.010	26.657
Internes en pharmacie	3.000	140	3.140
Étudiants (2)	12.036	1.164	13.200

(1) Médecins occasionnels : il s'agit de médecins libéraux autorisés à exercer dans les hôpitaux locaux pour le secteur public, et de médecins appelés à titre exceptionnel dans les établissements pour le secteur privé. — (2) Étudiants des DCEM3 et DCEM4.

TABLEAU D.03-6 B

Personnels hospitaliers : pharmaciens, sages-femmes et personnel non médical
Situation des effectifs au 1er janvier 1989

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Catégorie de personnel	Public		Privé		Ensemble	
	Total	Dont : temps plein	Total (1)	Dont : temps plein	Total	Dont : temps plein
Personnel administratif	**70.302**	**58.590**	**31.157**	**25.721**	**101.459**	**84.311**
soit : Personnel de direction	3.858	3.542	5.573	4.428	9.431	7.970
Personnel d'administration	63.237	52.398	25.124	20.913	88.361	73.311
Personnel des écoles de cadres et professions para-médicales	3.207	2.650	460	380	3.667	3.030
Personnel soignant et éducatif	**441.778**	**393.789**	**142.300**	**120.518**	**584.078**	**514.307**
soit : Sages-femmes (2)	5.506	4.667	3.003	2.845	8.509	7.512
Psychologues	3.556	2.292	1.106	350	4.662	2.642
Personnel des services médicaux	426.329	381.710	132.495	113.377	553.626	491.929
soit : Personnel encadrement infirmier	23.324	22.505	5.578	5.197	28.902	27.702
Infirmiers [DE et autorisés] (3)	113.801	96.490	42.215	35.649	156.016	131.139
Infirmiers psychiatriques (4)	45.919	41.532	7.378	6.491	53.297	48.023
Masseurs-kinésithérapeutes	5.291	3.602	5.375	2.778	10.666	6.380
Aides soignants (4)	137.949	125.329	38.710	34.911	176.659	160.240
Agents des services hospitaliers (5)	88.245	82.869	25.564	23.153	113.809	106.022
Autre personnel des services médicaux	6.602	6.225	7.675	5.198	14.277	11.423
Personnel éducatif	3.120	2.555	4.912	3.868	8.032	6.423
Assistantes de services sociaux	3.267	2.565	784	428	4.051	2.993
Personnel médico-technique	**31.178**	**26.476**	**8.962**	**5.946**	**40.140**	**32.422**
soit : Pharmaciens	910	748	1.551	208	2.461	956
Personnel des services de pharmacie	3.462	3.019	1.065	577	4.527	3.596
Personnel des services de laboratoire	15.868	12.860	2.680	2.073	18.548	14.933
Personnel des services d'électroradiologie	10.248	9.281	3.058	2.576	13.306	11.857
Autres personnels médico-techniques	690	568	608	512	1.298	1.080
Personnel technique	**99.536**	**94.723**	**47.160**	**41.495**	**146.696**	**136.218**
soit : Personnel des services techniques	1.940	1.904	2.942	2.598	4.882	4.502
Personnel des services informatiques	2.548	2.325	973	843	3.521	3.168
Personnel des services ouvriers du parc auto et des services intérieurs	95.048	90.494	43.245	38.054	138.293	128.548
Ensemble pharmaciens, sages-femmes et personnel non médical (6)	**642.794**	**573.578**	**229.579**	**193.680**	**872.373**	**767.258**

(1) Y compris bénévoles et libéraux exerçant dans les cliniques privées. — (2) Non compris personnel des écoles. — (3) Tous grades et spécialisations confondus, y compris les étudiants en médecine rémunérés sur des postes d'infirmiers, non compris les personnels des écoles ainsi que les élèves. — (4) Non compris les élèves. — (5) Non compris autres emplois secondaires des services médicaux. — (6) Ensemble des personnels sans les médecins et internes.

TABLEAU D.03-7 A

Professions sociales : effectif, densité et taux d'accroissement de 1973 à 1985

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Professions	Effectif		Densité pour 100.000 habitants		Taux d'accroissement annuel moyen des effectifs en %
	1973	1985	1973	1985	
Assistant de service social	22.517	32.900	43,2	59,5	3,3
Éducateur spécialisé (1)	16.700	32.209	32,0	58,3	5,6
Éducateur de jeunes enfants	5.300	5.855	10,2	10,6	0,9
Moniteur-éducateur (1)	7.350	15.832	14,1	28,6	6,6
Total	**51.867**	**86.796**	**99,5**	**157,0**	///

(1) Y compris les non-diplômés en activité.

TABLEAU D.03-7 B

Professions sociales : effectif et densité en 1985

Sources : Caisse nationale des allocations familiales
Ministère de la Solidarité, de la Santé
et de la Protection sociale (SESI et DAS-FE1)

Professions	1985	Densité pour 100.000 habitants
Aide médico-psychologique (1)	7.148	12,9
Éducateur technique spécialisé ou non	13.350	24,2
dont : Éducateur technique spécialisé (1)	4.306	7,8
Travailleuse familiale	8.570	15,5
Conseiller en économie sociale et familiale	*e* 3.500	6,3

(1) Y compris les non-diplômés en activité.

TABLEAU D.03-8

Personnel des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté (1)

Situation au 31 décembre 1987

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI et DAS FE1)

Fonctions		Temps plein *(a)*	Temps partiel		Total équivalent temps plein *(a + b)*
			Nombre de personnes	Equivalent temps plein *(b)*	
Directeur titulaire du certificat d'aptitude à la fonction de directeur d'établissement social		1.675	930	368	2.043
Directeur non titulaire du certificat d'aptitude à la fonction de directeur d'établissement social		2.578	1.290	508	3.086
Directeur adjoint, attaché de direction, économe		2.099	1.123	433	2.532
Autre personnel des services administratif et général (2)		40.079	20.947	9.681	49.760
Total personnel de direction, gestion et administration, services généraux		**46.431**	**24.290**	**10.990**	**57.421**
Educateur chef, chef de service éducatif		3.950	560	251	4.201
Chef d'atelier		952	69	34	986
Chef des services généraux		337	124	44	381
Total chefs de service technique et encadrement		**5.239**	**753**	**329**	**5.568**
Enseignement (3) : professeur (EPS), moniteur (EPS), instituteur et éducateur scolaire		8.222	2.194	895	9.117
Activité socioprofessionnelle :	Éducateur technique spécialisé	3.716	228	127	3.843
	Éducateur technique	3.226	379	205	3.431
	Moniteur	4.911	382	208	5.119
Éducation spécialisée :	Éducateur spécialisé	22.038	3.447	2.006	24.044
	Moniteur éducateur	9.643	1.500	864	10.507
	Aide médico-psychologique	4.374	443	244	4.618
	Éducateur de jeunes enfants	1.295	256	149	1.444
	Éducateur de l'éducation surveillée	2.057	72	44	2.101
Animation socio-éducative :	Animateur	1.147	385	173	1.320
Famille et groupe :	Assistante sociale	1.752	1.659	803	2.555
	Conseiller en économie sociale et familiale	283	116	57	340
	Assistante maternelle	4.804	546	243	5.047
	Auxiliaire de vie	482	129	67	549
Autre personnel éducatif, pédagogique et social diplômé		1.211	490	201	1.412
Total personnel éducatif, pédagogique et social diplômé		**69.161**	**12.226**	**6.286**	**75.447**
Personnel éducatif, pédagogique et social non diplômé		**12.663**	**2.423**	**1.254**	**13.917**
Psychiatre		100	4.963	1.155	1.255
Autre spécialiste		71	1.413	242	313
Généraliste		60	1.359	181	241
Total personnel médical		**231**	**7.735**	**1.578**	**1.809**
Psychologue		1.174	6.083	2.379	3.553
Infirmier		2.581	1.894	866	3.447
Masseur-kinésithérapeute		597	1.330	527	1.124
Ergothérapeute		243	281	144	387
Orthophoniste		676	3.381	1.488	2.164
Orthoptiste		8	132	49	57
Psychomotricien		568	2.295	975	1.543
Aide-soignant		3.253	675	337	3.590
Autre personnel paramédical diplômé		1.254	575	217	1.471
Total psychologue et personnel paramédical		**10.354**	**16.646**	**6.982**	**17.336**
Personnel en stage d'initiation à la vie professionnelle, contrat d'adaptation, contrat de qualification, jeunes volontaires, TUC		**1.609**	**2.997**	**1.470**	**3.079**
TOTAL		**145.688**	**67.070**	**28.889**	**174.577**

(1) Effectifs redressés France métropolitaine. — (2) Y compris personnes non diplômées. — (3) Personnel mis à disposition ou payé par l'Éducation nationale et enseignants de statut privé.

TABLEAU D.03-9

Établissements sanitaires et sociaux civils par catégorie d'établissement

Situation à la fin de l'année indiquée

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Établissements	Nombre d'établissements	Nombre de lits (ou places)
1. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS [1988] (1)		
Catégorie d'établissements :		
Centre hospitalier régional	29	110.082
Centre hospitalier	213	149.859
Hôpital	288	98.910
Hôpital local	332	51.869
Centre de moyen et long séjour	102	18.281
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	99	71.596
Autres établissements	9	1.714
Total	**1.072**	**502.311**
2. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS [1988] (1)		
Établissement de soins aigus	1.368	113.977
Maison d'enfants à caractère sanitaire	122	8.016
Établissement de moyen et/ou long séjour	691	49.974
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	26	16.365
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales	307	17.489
Traitements et soins à domicile-dialyse ambulatoire	207	34
Total	**2.721**	**205.855**
Ensemble	/// (2)	**708.166**
3. AUTRES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX		
A. Établissements concernant les personnes âgées [1988] (3)		
Hébergement	...	463.025
dont : Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	854	112.573
Hospices et maisons de retraite publics	1.289	97.879
Maisons de retraite privées	2.142	116.159
Logements-foyers	2.365	128.658
Hospitalisation en long séjour	...	64.161

Établissements	Nombre d'établissements	Nombre de lits (ou places)
B. Établissements concernant l'accueil des jeunes enfants [1989] (3)		
Crèches collectives :		
Traditionnelles	1.628	87.100
Mini-crèches	224	4.500
Parentales	176	2.500
Ensemble	2.028	(4) 94.100
Crèches familiales	875	(5) 57.200
Jardins d'enfants	308	12.200
Haltes-garderies :		
Traditionnelles	2.182	39.600
Parentales	237	2.900
Ensemble	2.419	42.500
Multi-accueil :		
Traditionnel	281	
Crèches collectives		(4) 4.200
Haltes-garderies		3.200
Parental	239	
Crèches collectives		(4) 2.400
Haltes-garderies		1.400
C. Établissements pour handicapés [1987] (3)		
Établissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	1.910	118.445
Services à domicile ou ambulatoires pour handicapés	829	///
Établissements et services d'hébergement pour handicapés	1.407	49.737
dont : Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	935	30.884
Établissements et services de travail pour handicapés adultes	1.274	81.072
dont : Centres d'aide par le travail	990	64.362
Ateliers protégés	143	6.610
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	78	9.014
D. Centres de transfusion sanguine [1987] (6)	158	///

(1) On recense des entités juridiques pour le public et les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de public; on recense des établissements pour le privé à l'exception des hôpitaux psychiatriques. — (2) Sans objet ou non significatif. — (3) France métropolitaine. — (4) Le nombre total de places de crèches collectives peut donc être estimé à 100.700. — (5) Enfants inscrits. — (6) Ces centres ont réalisé, en 1987, 4.223.644 prélèvements.

TABLEAU D.03-10

Mouvement de la population hospitalisée

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Établissements et sections	Nombre de lits installés (1)			Nombre d'entrées totales (2)			Nombre de journées d'hospitalisation [en milliers] (3)		
	1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS (4)									
Médecine	114.216	112.172	109.576	3.503.268	3.522.517	3.638.657	31.917	30.677	30.444
Chirurgie	65.213	64.612	63.914	2.187.089	2.185.641	2.238.362	16.279	15.782	15.589
Obstétrique	17.877	17.742	17.575	737.117	738.515	747.283	4.405	4.285	4.227
Ensemble court séjour	**197.306**	**194.526**	**191.065**	**6.427.474**	**6.446.673**	**6.624.302**	**52.601**	**50.744**	**50.260**
Moyen séjour	42.766	42.421	42.024	300.290	298.053	302.892	12.167	11.964	11.950
Long séjour	53.481	55.722	58.589	46.036	44.678	45.705	19.021	19.907	20.823
Lutte contre les maladies mentales	80.449	77.390	75.103	314.247	330.479	332.061	22.864	21.876	21.097
Ensemble section hôpital	**374.002**	**370.059**	**366.781**	**7.088.047**	**7.119.883**	**7.304.960**	**106.653**	**104.491**	**104.132**
Section hospices et maisons de retraite	114.815	113.547	113.020	91.602	88.919	85.616	38.474	38.147	38.548
Sections annexes	4.411	4.453	3.859	62.238	59.496	62.941	1.238	1.256	1.291
Total hôpitaux publics	**493.228**	**488.059**	**483.660**	**7.241.887**	**7.268.298**	**7.453.517**	**146.365**	**143.894**	**143.971**
ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS (5)									
Médecine	29.782	29.034	28.598	684.786	714.050	753.163	9.616	9.290	9.203
Chirurgie	65.229	64.953	64.273	2.988.411	3.062.834	3.184.635	21.662	21.362	21.001
Obstétrique	12.555	12.481	12.385	520.915	516.717	523.773	3.882	3.790	3.781
Lutte contre le cancer (6)	4.317	4.305	4.292	134.937	136.808	138.627	1.182	1.145	1.106
Ensemble court séjour	**111.883**	**110.773**	**109.548**	**4.329.049**	**4.430.409**	**4.600.198**	**36.342**	**35.587**	**35.093**
Moyen séjour	55.016	54.845	54.778	387.047	376.108	389.562	16.449	16.120	16.201
Long séjour	3.419	3.474	3.881	2.516	2.821	2.848	1.176	1.182	1.364
Lutte contre les maladies mentales	30.292	30.033	28.726	136.509	144.861	140.642	10.013	9.789	9.522
Ensemble section hôpital	**200.610**	**199.125**	**196.933**	**4.855.121**	**4.954.199**	**5.133.250**	**63.980**	**62.678**	**62.181**

(1) Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre. — (2) Dans une discipline d'équipement les entrées totales représentent la somme des entrées normales dans cette discipline et des entrées par mutation provenant d'unités de discipline différente. — (3) Les journées d'hospitalisation dans le public sont établies sur le nombre de présents à minuit, le jour de sortie n'étant pas comptabilisé, sauf en cas de décès. Pour le privé, les journées d'hospitalisation correspondent aux journées facturées, les établissements dont le prix de journée est fixé conventionnellement avec la CRAM facturant en particulier la journée de sortie. — (4) Y compris centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie. — (5) Y compris hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de public. — (6) On repère dans cette rubrique 20 centres de lutte contre le cancer, établissements privés à but non lucratif.

TABLEAU D.03-11

Activité des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté (1)

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Catégories d'établissements	Au 31 décembre 1987				En 1987	
	Nombre d'établissements	Capacité installée	Effectifs présents		Journées ou séances réalisées	Taux d'occupation moyen (%)
			Total	Service de suite des établissements		
Établissements pour enfants handicapés	**1.910**	**118.445**	**111.540**	**1.902**	**24.672.888**	...
soit : Éducation spécialisée pour déficients mentaux et polyhandicapés	1.279	82.772	78.451	622	17.269.667	86,3
Éducation spécialisée pour enfants TCC (2)	265	13.282	12.915	413	3.149.841	83,9
Éducation spécialisée pour handicapés moteurs	128	8.119	7.777	105	1.724.844	85,8
Éducation spécialisée pour déficients sensoriels	144	12.241	10.582	656	2.010.297	80,0
Hébergement enfants handicapés	72	1.677	1.611	46	462.087	87,1
Établissements expérimentaux	22	354	204	60	56.152	71,0
Services pour l'enfance handicapée	**829**	///	**97.076**	—	///	///
soit : Services de soins et d'éducation spécialisée à domicile	180	4.801	4.802	—	///	///
Centres médico-psycho-pédagogiques	514	///	83.222	—	2.568.801	///
Centres d'action médico-sociale précoce	135	///	9.052	—	738.624	///
Établissements pour adultes handicapés	**2.680**	**130.809**	**129.191**	**1.122**	**31.420.536**	—
soit : Centres d'aide par le travail	990	64.362	64.875	30	13.771.374	92,3
Ateliers protégés et CDTD (3)	143	6.610	6.349	54	17.222	102,0 et 91,2
Établissements de réinsertion professionnelle (4)	86	9.145	7.673	44	2.065.187	...
Foyers d'hébergement et centres de placement familial	943	31.311	30.146	237	9.381.729	86,4 et 99,4
Maisons d'accueil spécialisées	118	4.711	4.626	—	1.505.035	90,6
Foyers de vie pour handicapés	345	13.715	13.405	—	4.454.084	93,0
Établissements expérimentaux	42	955	906	757	225.905	87,5
Équipes de préparation et de suite de reclassement	13	///	1.211	—	///	///
Établissements sociaux concourant à la protection de l'enfance	**1.602**	**60.568**	**71.508**	**21.701**	**17.003.829**	—
soit : Foyers de l'enfance et pouponnière à caractère social	82	9.799	7.902	29	2.717.411	76,6 et 78,6
Maisons d'enfants à caractère social et villages d'enfants	1.071	41.365	38.701	741	12.044.720	82,5 et 84,9
Centres de placement familial	63	6.451	6.059	278	2.174.647	94,1
Établissements de justice pour mineurs	356	2.703	18.622	20.653	—	...
Établissements expérimentaux	30	250	224	—	67.051	75,8
Services sociaux concourant à la protection de l'enfance	**673**	///	///	—	///	///
soit : Clubs et équipes de prévention	411	///	///	—	///	///
Services d'action éducative en milieu ouvert	219	///	67.746	—	///	///
Services d'observation et d'orientation	43	///	7.153	—	///	///
Établissements pour adultes et familles en difficulté	**942**	**35.349**	**37.264**	**2.221**	**11.086.659**	///
soit : Établissements d'accueil mère-enfant	69	2.789	2.356	18	855.124	84,9
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale et communauté de vie cas lourds	715	27.266	26.551	1.841	8.860.221	90,4 et 93,4
Ateliers de réentraînement à l'effort	56	1.342	1.339	4	336.897	91,4
Ateliers de réinsertion par l'économique	26	338	310	36	63.507	66,7
Autres établissements d'hébergement	52	3.582	3.830	—	969.573	—
Services action socio-éducative liée au logement	21	///	2.846	—	///	///
Établissements expérimentaux	3	32	32	322	1.337	13,7

(1) Effectifs redressés de France métropolitaine. — (2) TCC : troubles de la conduite et du comportement. — (3) CDTD : centres de distribution de travail à domicile. — (4) Correspond aux : centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle; centres de préorientation pour handicapés; centres de réentraînement par le travail.

TABLEAU D.03-12

Consommation médicale totale par activité

(Évaluations de base 1980)

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI - Compte satellite de la santé) — *Unité :* Million de francs

	1984	1985	1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
Soins hospitaliers et en sections médicalisées	175.259	188.874	*r* 198.921	208.065	219.870	237.170
soit : Soins hospitaliers publics	134.550	143.763	*r* 150.692	157.287	165.628	178.916
Soins hospitaliers privés	38.463	42.426	45.248	47.559	50.495	53.870
Sections médicalisées publiques	1.680	2.010	2.281	2.484	2.935	3.415
Sections médicalisées privées	566	675	700	735	812	969
Soins ambulatoires	89.096	99.611	*r* 111.944	118.405	131.633	144.783
soit : Médecins	41.780	47.039	51.996	55.492	61.528	67.340
Auxiliaires médicaux	11.829	13.530	15.585	16.251	18.665	20.966
Dentistes	22.456	24.261	*r* 27.374	28.934	31.068	33.576
Analyses	9.581	10.936	12.633	13.250	15.744	17.785
Cures thermales	3.450	3.845	4.356	4.478	4.628	5.116
Transports de malades	4.101	4.732	5.516	5.693	5.805	6.530
Médicaments	57.037	64.200	*r* 70.164	73.621	82.195	89.760
Prothèses	6.728	7.516	8.147	8.605	9.841	11.420
soit : Lunetterie	4.555	5.065	5.422	5.697	6.368	7.570
Orthopédie	2.173	2.451	2.725	2.908	3.273	3.850
Consommation totale de soins et biens médicaux	332.221	364.933	*r* 394.692	414.389	449.344	489.663
Médecine préventive	*r* 8.835	*r* 9.199	*r* 9.662	10.057	10.482	11.284
Consommation médicale totale	***r* 341.056**	***r* 374.132**	***r* 404.354**	**424.446**	**459.826**	**500.947**

TABLEAU D.03-13

Dépenses de santé par opération de financement

Année 1989

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI) — Compte satellite de la santé — *Unité :* Million de francs

Financements / Dépenses	Prestations sociales				Dotation globale	Autres transferts et subventions	Dépenses courantes			Débours des ménages	Total
	Sécurité sociale		Mutuelles	État et collectivités locales			Sécurité sociale	État et collectivités locales	Autres (1)		
	Base	*									
Prestataires de soins	142.711	134	18.011	4.570	160.984			830		61.698	388.938
soit : Soins hospitaliers	51.032	11	4.851	3.565	160.254			830		17.082	237.625
soit : Hôpitaux publics et PSPH (2)	1.139	11	2.655	3.195	158.581			830		12.960	179.371
Hôpitaux privés	47.182		2.196	370						4.122	53.870
Sections médicalisées (3)	2.711				1.673						4.384
Soins ambulatoires	86.159	45	13.035	990						44.554	144.783
Transports de malades	5.520	78	125	15	730					62	6.530
Biens médicaux	60.295	120	13.155	890	205					26.515	101.180
soit : Officines pharmaceutiques	56.040	120	11.765	775						21.060	89.760
Distributeurs d'autres biens médicaux (lunetterie-orthopédie)	4.255		1.390	115	205					5.455	11.420
Total : soins et biens médicaux	**203.006**	**254**	**31.166**	**5.460**	**161.189**			**830**		**88.213**	**490.118**
Aide aux malades (indemnités journalières)	31.226										31.226
Aide indirecte (subventions)						4.900					4.900
Total : dépenses pour les malades	**234.232**	**254**	**31.166**	**5.460**	**161.189**	**4.900**		**830**		**88.213**	**526.244**
Prévention	1.149						1.055	6.329	4.674		13.507
soit : Service de médecine préventive	1.149							5.161	4.674		11.284
Service de prévention collective							1.055	1.168			2.223
Recherche médicale								7.586	10.306		17.892
Formation								2.660	92	248	3.000
Gestion administrative de santé								976	6.874		7.850
Double compte (4)									— 7.650		— 7.650
Total : dépenses courantes de santé	**235.681**	**254**	**31.166**	**5.460**	**161.189**	**4.900**	**1.055**	**18.381**	**14.296**	**88.461**	**560.843**

* Financement complémentaire. — (1) Y compris mutuelles. — (2) PSPH : Participants aux services publics hospitaliers. — (3) Publiques et privées. — (4) Double compte = recherche pharmaceutique.

TABLEAU D.03-14 A

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Nature de l'aide	1982	1983	1984	1985		1986		1987		1988	
				Départe-ment	État	Départe-ment	État	Départe-ment	État	Départe-ment	État
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y compris sous condition)	16.804	14.704	12.827	11.162	—	9.973	—	8.249	—	7.012	—
Enfants en garde	70.602	67.866	66.826	66.120	—	64.960	—	67.135	—	66.585	—
Recueillis temporaires	54.189	51.026	49.364	44.176	—	40.339	—	39.057	—	37.910	—
Sous-total pupilles et assimilés...	**141.595**	**133.596**	**129.017**	**121.458**	—	**115.272**	—	**114.441**	—	**111.507**	—
Enfants secourus	226.412	●	204.712	●	—	●	—	●	—	●	—
Enfants sous protection conjointe	36.520	●	●	28.823	—	26.761	—	26.634	—	27.513	—
Enfants AEMO (1)	108.734	●	97.529	99.586	—	101.727	—	105.262	—	108.656	—
Aide médicale générale :											
Aide à domicile (2)	●	●	438.763	●	—	●	—	●	—	●	—
Aide hospitalière (2)	363.878	342.049	347.721	300.994	—	296.245	—	290.825	—	301.410	—
Aide médicale aux tuberculeux (3)	1.620	1.375	1.168	764	—	496	—	689	—	587	—
Aide médicale aux malades mentaux (3) ..	17.690	17.053	19.953	10.845	—	12.781	—	13.656	—	14.163	—
Cotisations d'assurance personnelle	53.472	51.560	56.546	—	71.016	—	73.302	93.999	—	96.609	—
Cotisations d'assurance personnelle au taux majoré	3.897	3.241	3.313	—		—		—	—	—	—
Cotisations d'assurance maladie au taux spécial adultes handicapés (4)	305.805	331.875	347.364	—	363.019	—	///	—	///	—	///
Interruption volontaire de grossesse (2) ...	31.021	14.562	10.513	—	10.090	—	9.286	—	8.933	—	8.342
Aide sociale aux personnes âgées :											
Hébergement	179.392	181.143	160.920	151.345	—	147.340	—	143.235	—	141.926	—
Aide à domicile (5) :											
Allocations simples	4.096	5.119	5.471	—	6.268	—	6.077	—	5.720	—	5.927
Allocations représentatives de services ménagers	9.353	7.575	6.332	5.100	—	4.177	—	3.599	—	2.976	—
Services ménagers	121.812	140.483	137.665	129.248	—	121.819	—	111.667	—	107.376	—
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement (6)	56.691	58.459	62.288	—	61.565	—	63.382	—	*r* 64.902	—	65.887
Hébergement (7)	63.224	64.708	65.557	64.626	—	65.302	—	*r* 66.579	—	67.203	—
Aide à domicile (5) :											
Aide ménagère	6.826	5.156	5.413	4.880	—	5.689	—	6.866	—	6.945	—
Allocation compensatrice	126.441	142.020	150.538	155.930	—	161.087	—	169.980	—	178.123	—
Autres allocations	30.440	23.014	*r* 17.955	●	8.394	●	7.894	●	7.671	—	6.587
Aide sociale en matière d'hébergement (4)	110.037	114.181	125.131	—	●	—	●	—	125.375	—	125.224
soit :											
Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	86.072	92.237	110.315	—	●	—	●	—	●	—	●
Réfugiés et rapatriés	23.965	21.944	14.816	—	●	—	●	—	●	—	●
Allocation de loyer	78	60	63	—	●	—	●	—	●	—	●
Allocations militaires (3)	8.167	6.589	4.675	—	1.502	—	947	—	931	—	904
Allocations supplémentaires (FNS art. 23) .	5.997	4.234	6.718	—	4.568	—	4.942	—	4.283	—	4.777

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Nombre d'admissions dans l'année. — (3) Nombre d'admissions jusqu'en 1984; à partir de 1985, nombre de bénéficiaires au 31-12. — (4) Cotisation supprimée à partir de 1986; les adultes handicapés restent couverts par l'assurance maladie sans contrepartie. — (5) Nombre d'allocations. — (6) En établissement médico-éducatif, centre de rééducation professionnelle, centre d'aide par le travail. — (7) En foyer, hospice, logement-foyer, milieu familial.

TABLEAU D.03-14 B

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Nature de l'aide	1982	1983	1984	1985		1986		1987		1988	
				Département	État	Département	État	Département	État	Département	État
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y. c. sous condition)	17.662	15.455	13.438	11.772	—	10.429	—	8.633	—	7.329	—
Enfants en garde	72.628	69.798	68.623	68.623	—	66.867	—	69.168	—	68.709	—
Recueillis temporaires	56.520	53.595	51.990	46.857	—	42.911	—	41.690	—	40.519	—
Sous-total pupilles et assimilés	**146.810**	**138.848**	**134.241**	**127.252**	—	**120.207**	—	**119.491**	—	**116.557**	—
Enfants secourus	270.043	•	260.029	•	—	•	—	•	—	•	—
Enfants sous protection conjointe	36.986	•	•	29.176	—	27.071	—	26.966	—	27.875	—
Enfants AEMO (1)	111.009	•	101.198	103.027	—	105.057	—	108.656	—	112.123	—
Aide sociale à la famille (2) :											
Nombre d'enfants ouvrant droit à l'allocation	13.101	8.017	5.614	•	—	20.186	—	•	—	27.328	—
Aide médicale générale :											
Aide à domicile (3)	•	546.361	555.811	•	—	•	—	•	—	•	—
Aide hospitalière (3)	463.039	444.245	440.203	382.842	—	376.738	—	357.013	—	370.982	—
Aide médicale aux tuberculeux (4)	2.487	2.916	2.254	1.361	—	1.082	—	1.030	—	855	—
Aide médicale aux malades mentaux (4)	25.981	23.985	26.562	18.163	—	19.277	—	18.984	—	19.845	—
Cotisations d'assurance personnelle	58.220	60.757	69.012	—							
Cotisations d'assurance personnelle au taux majoré	4.017	3.361	3.427	—		82.334	•	—	114.930	—	116.017	—
Cotisations d'assurance maladie au taux spécial adultes handicapés (5)	324.203	348.631	362.269	—	378.825	—	///	—	///	—	///
Interruption volontaire de grossesse (3)	33.780	16.856	12.174	—	11.868	—	10.877	—	*r* 9.583	—	9.081
Aide sociale aux personnes âgées :											
Hébergement	181.019	183.083	163.144	153.439	—	149.382	—	145.818	—	144.237	—
Aide à domicile (6) :											
Allocations simples	10.988	11.775	12.334	—	13.277	—	12.818	—	*r* 12.541	—	6.980
Allocations représentatives de services ménagers	9.355	7.586	6.344	5.107	—	4.182	—	3.599	—	2.978	—
Services ménagers	122.160	141.300	138.578	130.043	—	122.633	—	112.446	—	108.535	—
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement (7)	57.065	58.767	62.562	—	61.828	—	63.700	—	*r* 65.250	—	66.318
Hébergement (8)	64.157	65.511	66.509	65.633	—	66.442	—	*r* 67.145	—	67.831	—
Aide à domicile (6) :											
Aide ménagère	6.826	5.156	5.413	4.880	—	5.689	—	*r* 6.846	—	6.945	—
Allocation compensatrice	126.441	142.020	150.538	155.930	—	161.087	—	169.980	—	182.102	—
Autres allocations	34.389	28.286	12.042	•	8.444	•	8.080	•	8.019	—	7.820
Aide sociale en matière d'hébergement (4)	110.271	114.370	125.358	—	*e* 27.443	—	•	—	125.632	—	125.475
soit :											
Toutes catégories (n. c. réfugiés et rapatriés)	86.300	92.426	110.542	—	•	—	•	—	•	—	•
Réfugiés et rapatriés	23.971	21.944	14.816	—	•	—	•	—	•	—	•
Allocation de loyer	78	60	63	—	•	—	•	—	•	—	•
Allocations militaires (4)	9.464	7.425	5.819	—	1.660	—	1.047	—	*r* 1.081	—	1.017
Allocations supplémentaires (FNS art. 23)	17.118	13.962	13.643	—	13.863	—	13.130	—	12.704	—	6.971

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Uniquement pour les départements d'outre-mer. — (3) Nombre d'admissions dans l'année. — (4) Nombre d'admissions dans l'année jusqu'en 1984; à partir de 1985, nombre de bénéficiaires au 31-12. — (5) Cotisation supprimée à partir de 1986; les adultes handicapés restent couverts par l'assurance maladie sans contrepartie. — (6) Nombre d'allocations. — (7) En établissement médico-éducatif, centre de rééducation professionnelle, centre d'aide par le travail. — (8) En foyer, hospice, logement-foyer, milieu familial.

TABLEAU D.03-15 A

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI) — *Unité :* Million de francs

Nature de l'aide	1982	1983	1984	1985 Département (1)	1985 État (2)	1986 Département (1)	1986 État (2)	1987 Département (1)	1987 État (2)	1988 Département (1)	1988 État (2)
Aide sociale à l'enfance	12.765,3	14.248,7	14.962,9	15.462,8	—	15.875,3	—	16.205,9	—	16.695,5	—
Aide sociale à la famille	ε	ε	ε	ε	—	•	—	•	—	—	—
Aide médicale générale	2.676,4	2.879,2	2.083,2	1.693,9	421,9	1.745,4	478,8	2.014,9	—	2.126,3	—
soit : Aide à domicile	719,3	761,0	1.789,4	1.693,9	—	1.745,4	—	2.014,9	—	719,2	—
Aide hospitalière	1.746,5	1858,3			—		—		—	915,3	—
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle (3)	214,6	259,9	293,8	—	421,9	—	478,8	—	—	491,8	—
Aide médicale aux tuberculeux	68,2	61,4	30,3	22,5	—	20,4	—	15,5	—	7,6	—
Aide médicale aux malades mentaux	376,5	436,4	271,1	141,5	—	132,9	—	136,7	—	133,6	—
soit : Hospitalisations	294,4	364,9	195,9	141,5	—	132,9	—	136,7	—	133,6	—
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré (4)	82,1	71,5	75,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	1.677,5	2.173,2	1.810,5	—	1.435,1	—	7,4	—	///	—	///
Interruption volontaire de grossesse	22,5	15,6	8,0	—	7,9	—	8,0	—	7,4	—	5,8
Contraception	0,8	1,1	1,4	1,4	—	1,7	—	—	—	—	—
Aide sociale aux personnes âgées	5.573,8	6.686,1	6.623,5	6.434,3	84,0	6.142,2	92,4	6.054,4	96,9	6.010,7	96,3
soit : Hébergement	4.243,7	4.725,7	6.547,7	6.434,3	—	4.522,5	—	4.488,3	—	4.571,6	—
Aide à domicile	1.330,1	1.960,4	75,8		84,0	1.619,7	92,4	1.566,1	96,9	1.439,1	96,3
Aide sociale aux personnes handicapées	8.455,9	10.001,7	10.885,4	8.694,7	3.091,2	9.255,1	2.825,9	9.631,6	3.246,2	10.184,3	3.396,7
soit : Aide à domicile	3.630,3	4.304,0	8.120,5	8.694,7	133,3	9.255,1	132,3	9.631,6	123,4	5.449,3	109,9
Hébergement	1.968,0	2.518,8			—		—		—	4.653,3	—
Placement	2.857,6	3.178,9	2.764,9	—	2.957,9	—	2.693,6	—	3.122,8	—	3.286,8
Aide sociale en matière d'hébergement	1.150,2	1.358,9	1.577,2	—	1.722,2	—	1.558,3	—	1.698,1	—	1.724,0
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	911,8	1.121,1	•	—	•	—	•	—	•	—	•
Réfugiés et rapatriés	238,4	237,8	•	—	•	—	•	—	•	—	•
Allocation de loyer	0,1	0,1	0,2	—	0,3	—	0,5	—	—	—	—
Prévention et réadaptation sociale	28,5	35,2	44,0	—	31,9	—	25,4	—	35,3	—	51,8
Service social	1.422,8	1.671,4	1.839,6	1.997,4	—	2.151,9	—	2.318,2	—	2.462,4	—
Frais d'administration et de contrôle	656,5	775,5	871,4	404,2	549,6	549,3	576,6	1.187,6	///	1.281,3	///
Allocations militaires	9,4	8,7	5,6	—	4,7	—	3,4	—	7,8	—	7,2
Allocations suppl. (INS art. 23) :											
Dépenses brutes	67,3	213,6	75,8	—	89,7	—	96,3	—	133,9	—	93,3
Dépenses nettes (2)	57,2	208,3	...	—	...	—	...	—	...	...	...
Hospitalisation des alcooliques dangereux	///	///	3,4	—	1,2	—	0,8	—	—	—	—
Sans domicile de secours	///	///	1.162,8	—	1.226,4	—	1.370,0	—	1.081,3	—	1.144,7
Total	**34.941,6**	**40.561,5**	**33.677,9**	**34.852,7**	**8.666,1**	**35.874,2**	(5) **7.095,7**	**37.564,8**	(6) **6.456,0**	**38.901,7**	(7) **6.675,1**

(1) Dépenses nettes. — (2) Dépenses brutes. — (3) Y compris au taux majoré en 1985. — (4) Compris dans les cotisations d'assurance personnelle depuis 1986. — (5) Y compris 51,9 millions de F non ventilés. — (6) Y compris 149,1 millions de F non ventilés. — (7) Y compris 155,3 millions de F non ventilés.

TABLEAU D.03-15 B

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Unité : Million de francs

Nature de l'aide	1982	1983	1984	1985 Département (1)	1985 État (2)	1986 Département (1)	1986 État (2)	1987 Département (1)	1987 État (2)	1988 Département (1)	1988 État (2)
Aide sociale à l'enfance	13.193,8	14.765,5	15.527,2	16.070,3	—	16.481,0	—	16.838,4	—	17.325,0	—
Aide sociale à la famille	6,8	5,5	6,8	5,9	—	5,3	—	6,2	—	9,6	—
Aide médicale générale	3.568,9	3.834,5	3.045,9	2.467,0	527,4	2.516,7	622,1	2.900,8	—	2.998,6	—
soit : Aide à domicile	917,2	976,2	2.675,0	2.467,0	—	2.516,7	—	2.900,8	—	932,8	—
Aide hospitalière	2.414,7	2.555,0			—		—		—	1.376,4	—
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle (3)	237,0	303,3	370,9	—	527,4	—	622,1	—	—	689,4	—
Aide médicale aux tuberculeux	87,6	75,3	48,4	33,7	—	27,9	—	23,2	—	12,2	—
Aide médicale aux malades mentaux	520,4	604,9	402,4	267,7	—	272,3	—	248,8	—	227,9	—
soit : Hospitalisations	434,3	530,8	324,0	267,7	—	272,3	—	248,8	—	227,9	—
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré (4)	86,1	74,1	78,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	1.767,1	2.313,5	1.922,5	—	1.492,6	—	7,5	—	///	—	///
Interruption volontaire de grossesse	24,4	17,6	9,1	—	8,6	—	9,3	—	8,2	—	6,3
Contraception	1,7	2,0	2,3	2,3	—	2,8	—	—	—	—	—
Aide sociale aux personnes âgées	5.671,3	6.811,3	6.773,4	6.578,7	97,4	6.286,6	107,6	6.210,1	112,1	6.166,8	103,4
soit : Hébergement	4.328,7	4.833,7	6.681,7	6.578,7	—	6.286,6	—	6.210,1	—	4.716,2	103,4
Aide à domicile	1.342,6	1.977,6	91,7		97,4		107,6		112,1	1.450,6	—
Aide sociale aux personnes handicapées	8.572,3	10.141,8	11.013,0	8.812,0	3.106,6	9.356,8	2.843,2	9.719,7	3.268,0	10.365,2	3.422,2
soit : Aide à domicile	3.637,4	4.312,1	8.236,2	8.812,0	134,4	9.356,8	133,3	9.719,7	124,2	5.544,9	110,6
Hébergement	2.010,1	2.574,0			—		—		—	4.713,8	—
Placement	2.924,8	3.255,7	2.776,8	—	2.972,2	—	2.709,9	—	3.143,8	—	3.311,6
Aide sociale en matière d'hébergement	1.151,4	1.361,6	1.580,0	—	1.725,9	—	1.561,6	—	1.701,9	—	1.727,7
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	913,0	1.123,8	●	—	●	—	●	—	●	—	●
Réfugiés et rapatriés	238,4	237,8	●	—	●	—	●	—	●	—	●
Allocation de loyer	0,1	0,1	0,2	—	0,3	—	0,5	—	—	—	—
Prévention et réadaptation sociale	28,5	35,2	44,0	—	31,9	—	33,6	—	35,3	—	51,8
Service social	1.469,4	1.727,2	1.901,7	2.062,4	—	2.220,9	—	2.397,2	—	2.536,9	—
Frais d'administration et de contrôle	730,1	861,4	986,3	424,9	636,3	595,4	670,2	1.291,2	///	1.431,1	///
Allocations militaires	10,3	9,7	6,7	—	5,8	—	4,3	—	8,5	—	7,6
Allocations suppl. (FNS art. 23) :											
Dépenses brutes	219,5	351,3	224,3	—	242,6	—	248,3	—	243,0	—	160,2
Dépenses nettes	186,6	342,6	...	—	...	—	...	—	...	...	...
Hospitalisation des alcooliques dangereux	///	///	3,4	—	1,2	—	0,8	—	—	—	—
Sans domicile de secours	///	///	1.177,7	—	1.244,3	—	1.417,9	—	1.133,8	—	1.190,5
Total	**36.990,7**	**42.909,7**	**35.624,8**	**36.724,9**	**9.120,9**	**37.765,7** (5)	**7.578,8**	**39.635,6** (6)	**6.660,6**	**41.073,3** (7)	**6.825,4**

(1) Dépenses nettes. — (2) Dépenses brutes. — (3) Y compris au taux majoré en 1985. — (4) Compris dans les cotisations d'assurance personnelle depuis 1986. — (5) Y compris 51,9 millions de F non ventilés. — (6) Y compris 149,8 millions de F non ventilés. — (7) Y compris 155,7 millions de F non ventilés.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale.

Service études, statistiques et systèmes d'informations (SESI), 14, avenue Duquesne, 75700 Paris, tél. : (1) 40 56 60 00 :

— *Solidarité santé, études statistiques*, diffusion Masson/SPPIF (6 numéros par an);
— *Cahiers statistiques, solidarité santé*, diffusion La Documentation française;
— *Documents statistiques*;
— *Informations rapides*;
— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales*, 1988, diffusion La Documentation française;
— *Fichier national des établissements sanitaires et sociaux* :
Établissements hospitaliers publics et privés, 1989;
Établissements pour enfants et adultes handicapés, 1990;
Ateliers protégés et centre d'aide par le travail, 1990;
— *Comptes nationaux de la santé*, séries 1960-1987 (nouvelle base) et rapport mai 1990 (à paraître).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) :

101, rue de Tolbiac, 75654 Paris Cedex 13, tél. : (1) 46 34 35 80 :

— *Statistiques des causes médicales de décès* (volume annuel depuis 1968; pour les résultats antérieurs à 1968, voir les volumes de la statistique des causes de décès de l'INSEE).

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés :

— *Revue médicale de l'assurance maladie* (trimestrielle);
— *Indicateur statistique* (annuel);
— *Statistiques nationales d'accidents du travail.* Ces statistiques font également connaître les maladies professionnelles (annuelles) [voir aussi chapitre C.02 « Conditions de travail », § « Accidents du travail » — et chapitre C.04 « Prestations sociales ».

Union des caisses centrales de la mutualité sociale agricole :

— *La Mutualité sociale agricole, statistiques annuelles*;
— *Accidents du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles* (annuel).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés :

— *Bulletin de statistiques* (trimestriel).

Ministère de la Défense :

— Statistique médicale de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de l'armée de mer (trois volumes annuels).

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer :

— *Les accidents corporels de la circulation routière* (volume annuel publié par le Service d'études techniques des routes et autoroutes, SETRA) [voir aussi chapitre L.02 « Transports routiers », § « Accidents de la circulation ».

Ministère de l'Intérieur :

— *Statistiques des interventions des sapeurs-pompiers* (annuel).

Centre de sociologie et de démographie médicales :

— *Les cahiers de sociologie et de démographie médicales* (trimestriels).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) :

— *Consommation* (trimestriel);
— *Monographies;*
— « Les comptes de la santé en 1980 », Commission des comptes de la Santé, Secrétariat d'État chargé de la Sécurité sociale, 1981. Diffusé par le centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation (CREDOC), 75013 Paris.

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) :

— « Le coût de l'hospitalisation ». — 1. « Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses », *Documents du CERC,* n° 35-36, 1977. — 2. « Le recours au système hospitalier », *Documents du CERC,* n° 45, 1978. — 3. « Les moyens du système hospitalier public. A. « Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement », *Documents du CERC,* n° 46, 1978; B. « Analyse des dépenses de fonctionnement », *Documents du CERC,* n° 50, 1979; « Les moyens du système hospitalier public : note récapitulative de la 3e partie », *Documents du CERC,* n° 52, 1979. — 4. « Les établissements de soins privés. A. « Description et analyse d'ensemble », *Documents du CERC,* n° 54, 1980; B. « Les investissements et le financement », n° 60, 1981; C. « Les dépenses de fonctionnement, *Documents du CERC,* n° 65, avril 1983. — « Comparaisons internationales », *Documents du CERC,* n° 48, 1979.

INSEE :

— « Les comptes de la santé. Méthodes et séries 1950-1977 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 74, 1979;
— « Les comptes de la santé en 1979 », *Économie et statistique,* n° 123, juillet 1980;
— Charraud (A.) — « La consommation médicale de ville par sexe et âge dans l'enquête sur la santé et les soins médicaux » (avril 1980-mars 1981). *Premiers résultats* n° 459/453 du 23 février 1983;
— Devouassoux-Merakchi (J.) et Morel (B.) — « Les modes de protection sociale en cas de maladie en 1980. Premiers résultats de l'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981 », *Informations rapides du SESI,* n° 14 du 15 mars 1983;
— Charraud (A.), Devouassoux (J.) et Morel (B.) — « La consommation médicale : évolution et disparités », *Données sociales,* édition 1984;
— Devouassoux (J.) et Morel (B.) — « Les modes de protection en cas de maladie », *Données sociales,* édition 1984;
— Charraud (A.) et Valdelièvre (H.) — « La taille et le poids », *Données sociales,* édition 1984;
— Roy (C.) — « Les soins personnels », *Données sociales,* édition 1984;
— Charraud (A.) — « Formes et évolution de la consommation médicale de ville aux différents âges de la vie », *Économie et statistique,* n° 163, février 1984;
— Charraud (A.) et Choquet (O.) — « L'inégalité devant les incapacités physiques », *Économie et statistique,* n° 170, octobre 1984;
— Charraud (A.) et Mormiche (P.) — « Enquêtes santé 1980-1981. — Tableaux détaillés », *Archives et documents,* n° 126, nouvelle édition, avril 1985;
— Charraud (A.) et Mormiche (P.) — « Disparités de consommation médicale », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 118, janvier 1986;
— Mormiche (P.) — « Consommation médicale : les disparités sociales n'ont pas disparu. L'origine des disparités sociales de consommation médicale », *Économie et statistique,* n° 189, juin 1986;
— Mormiche (P.) — « Pratiques culturelles, profession et consommation médicale », *Économie et statistique,* n° 189, juin 1986;
— Mormiche (P.) — « La consommation médicale de ville », *Données sociales,* édition 1987.

E

Communication, culture et loisirs

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale :

Service études, statistiques et systèmes d'informations (SESSI, 14, avenue Duquesne, 75700 Paris, tél. : (1) 40 56 60 00) :

— *Solidarité santé, études statistiques*, diffusion Masson/SPPIF (6 numéros par an);

— *Cahiers statistiques, solidarité santé*, diffusion La Documentation française;

— *Documents statistiques*;

— *Informations rapides*;

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales*, 1988, diffusion La Documentation française;

— *Fichier national des établissements sanitaires et sociaux* :

Établissements hospitaliers publics et privés, 1989;

Établissements pour enfants et adultes handicapés, 1990;

Ateliers protégés et centre d'aide par le travail, 1990;

— *Comptes nationaux de la santé*, séries 1960-1987 (nouvelle base) et rapport mai 1990 (à paraître).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) :

101, rue de Tolbiac, 75654 Paris Cedex 13, tél. : (1) 45 34 35 80 :

— *Statistiques des causes médicales de décès* (volume annuel depuis 1968; pour les résultats antérieurs à 1968, voir les volumes de la statistique des causes de décès de l'INSEE).

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés :

— *Revue médicale de l'assurance maladie* (trimestrielle);

— *Indicateur statistique* (annuel);

— *Statistiques nationales d'accidents du travail*. Ces statistiques font également connaître les maladies professionnelles (annuelles) (voir aussi chapitre C.02 « Conditions de travail », 5 « Accidents du travail » — et chapitre C.04 « Prestations sociales »).

Union des caisses centrales de la mutualité sociale agricole :

— *La Mutualité sociale agricole, statistiques annuelles*;

— *Accidents du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles* (annuel).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés :

— *Bulletin de statistiques* (trimestriel).

Ministère de la Défense :

— *Statistique médicale de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de l'armée de mer* (trois volumes annuels).

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer — Communication, Culture et Loisirs :

— *Les accidents corporels de la circulation routière* (volume annuel publié par le Service d'études techniques des routes et autoroutes).

Ministère de l'Intérieur :

— *Statistiques des interventions des sapeurs-pompiers* (annuel).

Centre de sociologie et de démographie médicales :

— *Les cahiers de sociologie et de démographie médicales* (trimestriel).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) :

— *Consommation* (trimestriel);

— *Monographies*;

— « Les comptes de la santé en 1980 », Commission des comptes de la Santé, Secrétariat d'État chargé de la Sécurité sociale, 1981. Diffusé par le centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation (CREDOC), 75013 Paris.

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) :

— « Le coût de l'hospitalisation », — 1. « Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses », *Documents du CERC*, n° 35-36, 1977. — 2. « Le recours au système hospitalier », *Documents du CERC*, n° 46, 1978. — 3. « Les moyens du système hospitalier public. A. « Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement », *Documents du CERC*, n° 48, 1978; B. « Analyse des dépenses de fonctionnement », *Documents du CERC*, n° 50, 1979; « Les moyens du système hospitalier public : note récapitulative de la 3e partie », *Documents du CERC*, n° 52, 1979. — 4. « Les établissements de soins privés. A. « Description et analyse d'ensemble », *Documents du CERC*, n° 54, 1980; B. « Les investissements et le financement », n° 60, 1981; C. « Les dépenses de fonctionnement, *Documents du CERC*, n° 69, avril 1983. — « Comparaisons internationales », *Documents du CERC*, n° 48, 1979.

INSEE :

— « Les comptes de la santé. Méthodes et séries 1950-1977 », *Les Collections de l'INSEE*, série C, n° 74, 1979;

— « Les comptes de la santé en 1979 », *Économie et statistique*, n° 123, juillet 1980;

— Charraud (A.) — « La consommation médicale de ville par sexe et âge dans l'enquête sur la santé et les soins médicaux » (avril 1980-mars 1981). *Premiers résultats* n° 459/453 du 23 février 1983;

— Devoussoux-Merakchi (J.) et Morel (B.) — « Les modes de protection sociale en cas de maladie en 1980. *Premiers résultats de l'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981* », *Informations rapides du SSSI*, n° 14 du 15 mars 1983;

— Charraud (A.), Devoussoux (J.) et Morel (B.) — « La consommation médicale : évolution et disparités », *Données sociales*, édition 1984;

— Devoussoux (J.) et Morel (B.) — « Les modes de protection en cas de maladie », *Données sociales*, édition 1984;

— Charraud (A.) et Valdelièvre (H.) — « La taille et le poids », *Données sociales*, édition 1984;

— Charraud (A.) — « Les soins personnels », *Données sociales*, édition 1984;

— Charraud (A.) — « Formes et évolution de la consommation médicale de ville aux différents âges de la vie », *Économie et statistique*, n° 163, février 1984;

— Charraud (A.) et Choquet (D.) — « L'inégalité devant les incapacités physiques », *Économie et statistique*, n° 170, octobre 1984;

— Charraud (A.) et Morniche (P.) — « Enquêtes santé 1980-1981. Tableaux détaillés », *Archives et documents*, n° 126, nouvelle édition, avril 1985;

— Charraud (A.) et Morniche (P.) — « Disparités de consommation médicale », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 118, janvier 1986;

— Morniche (P.) — « Consommation médicale : les disparités sociales n'ont pas disparu. L'origine des disparités sociales de consommation médicale », *Économie et statistique*, n° 189, juin 1986;

— Morniche (P.) — « Pratiques culturelles, profession et consommation médicale », *Économie et statistique*, n° 189, juin 1986;

— Morniche (P.) — « La consommation médicale de ville », *Données sociales*, édition 1987.

Chapitre E.01

Communication

1. Presse périodique

2. Audiovisuel

1. Presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le *Service juridique et technique de l'Information* (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole + DOM-TOM), ainsi qu'à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par type de presse, les tirages, les pourcentages de diffusion, les chiffres d'affaires et les consommations de papier, est limité aux titres de la *presse éditeur* (1).

Appartiennent à l'ensemble *« presse éditeur »* les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels, parution au moins mensuelle. Ces publications sont classées suivant quatre types : « presse d'information générale et politique nationale », « presse d'information générale et politique locale », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle ».

Les résultats

Les indicateurs du tableau E 01-1 suggèrent un tableau de bord du secteur : évolution sur sept ans du chiffre d'affaires et de ses composantes (vente et publicité), évolution du tirage, de la diffusion, de la consommation de papier et des frais de fabrication.

Ces indicateurs sont repris pour la description des quatre grandes catégories qui composent l'ensemble de la presse éditeur sous le tableau E 01-2 :

a. Presse nationale d'information générale et politique;
b. Presse locale d'information générale et politique;
c. Presse spécialisée grand public;
d. Presse spécialisée technique et professionnelle.

Le tableau E 01-3 donne le dénombrement des titres de la presse par périodicités, pour l'année 1988, présenté sous la nomenclature SJTI (Service juridique et technique de l'information).

Le tableau E 01-4 détaille le tirage et la diffusion par type de presse pour l'ensemble de la presse quotidienne.

Le tableau E 01-5 indique l'évolution des classes de tirage des quotidiens régionaux et locaux d'information générale et politique.

2. Audiovisuel

La loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 a notamment réorganisé l'ensemble du secteur de l'audiovisuel, et affirmé le principe de la liberté de la communication.

Outre les éléments se rapportant au secteur des télécommunications, les innovations notables apportées par la loi sont :

— la création de la Commission nationale de la communication et des libertés;
— la privatisation de TF1;
— la fin du monopole de diffusion de TDF pour les sociétés de télévision privées;
— la fin du monopole de commercialisation à l'étranger par FMI;

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service juridique et technique de l'Information du ministère de la Culture, de la Communication et des Grands travaux.

1. Les autres titres et publications, constituant l'ensemble *« presse de groupements »* (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1982.

— la suppression des commandes obligatoires à la SFP, sauf, à titre transitoire, pour TF1 privatisée.

Le secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision se compose :

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore : Radio-France;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision : Antenne 2;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision à caractère national et régional : France-Régions 3;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision et de radiodiffusion sonore destinées à être diffusées dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer : RFO;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore destinées à la diffusion internationale : RFI;

— d'une société nationale de programme, qui pourra être chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision diffusées par satellite : la SEPT;

— d'un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, chargé de conserver et d'exploiter les archives audiovisuelles des sociétés nationales de programme : INA;

— d'une société dont les statuts sont approuvés par décret et dont la majorité du capital est détenue par des personnes publiques, qui assure la diffusion et la transmission, en France et vers l'étranger, des programmes des sociétés nationales : TDF;

— d'une société nationale de production et de création audiovisuelles, soumise à la législation sur les sociétés anonymes, dont la majorité du capital est détenue par des personnes publiques : SFP.

Par ailleurs, hors du secteur public, deux régimes sont institués pour l'essentiel :

— le régime de l'autorisation préalable, qui est celui des services de communication audiovisuelle du secteur privé, diffusés par voie hertzienne et des réseaux distribuant par câble des services de radio et de télévision (art. 25 et 34);

— le régime de la déclaration préalable, qui s'applique à tous les autres services, notamment aux services de télématique (art. 43).

La loi n° 89-25 du 17 janvier 1989, qui a modifié la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, a notamment institué une nouvelle instance de régulation.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui remplace la Commission nationale de la communication et des libertés, comprend neuf membres désignés pour six ans par les trois plus hautes autorités de l'État.

La loi affirme que le secteur public et le secteur privé de l'audiovisuel participent l'un et l'autre à une mission d'intérêt général et met l'accent sur la qualité des programmes et la place de la création française. Elle confie au gouvernement le soin d'instaurer un cadre réglementaire dans lequel le Conseil supérieur de l'audiovisuel exercera ses compétences.

Elle instaure par ailleurs un dialogue public entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le Gouvernement pour l'établissement du cahier des charges des chaînes du secteur public.

En ce qui concerne le secteur privé, le Conseil supérieur de l'audiovisuel devra négocier et conclure au nom de l'État avec chaque nouvel opérateur une convention pluriannuelle fixant ses obligations et ses engagements propres.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel exerce désormais le contrôle de l'exécution de la concession de Canal Plus.

L'instruction des dossiers des radios privées doit être faite pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel par des comités techniques déconcentrés.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel continue d'exercer les compétences qui étaient celles de la Commission nationale de la communication et des libertés dans le domaine des télécommunications, en attendant l'adoption d'une loi qui organisera les fonctions de réglementation et d'exploitation.

Enfin, la loi du 17 janvier 1989 diversifie et renforce les pouvoirs de sanction du Conseil supérieur de l'audiovisuel, en lui donnant un pouvoir propre de sanction financière, sous le contrôle du juge.

La loi n° 89-532 du 2 août 1989 a également modifié la loi du 30 septembre 1986 en introduisant une présidence unique pour Antenne 2 et France-Régions 3. L'exposé des motifs de cette loi prévoit en outre la mise en commun pour les deux sociétés de certains de leurs moyens, la création d'un comité de coordination stratégique entre les deux chaînes et la conclusion avec l'État d'un « Contrat d'Objectifs » propre à chacune des sociétés.

* * *

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Tableau récapitulatif

Source : Service juridique et technique de l'Information

	1982	1983	*Évolution en %*	1984	*Évolution en %*	1985	*Évolution en %*	1986	*Évolution en %*	1987	*Évolution en %*	1988	*Évolution en %*
Chiffre d'affaires (1) :													
Ventes	19,30	20,68	7,2	22,18	7,3	24,11	8,7	26,26	8,9	27,52	4,8	27,94	1,5
Publicité	13,51	13,14	— 2,7	14,57	10,8	16,75	15,0	17,57	4,9	19,25	9,6	21,69	12,7
Total	32,81	33,82	3,1	36,75	8,7	40,86	11,2	43,83	7,3	46,77	6,7	49,63	6,1
Tirage total annuel (2) :													
Ensemble	8,00	7,70	— 3,8	7,74	0,5	7,80	0,8	8,05	3,2	8,03	— 0,2	7,92	— 1,4
Hors gratuits d'annonces	6,49	6,27	— 3,4	6,34	1,1	6,33	— 0,2	6,56	3,6	6,51	— 0,8	6,43	— 1,2
Diffusion totale annuelle (2) :													
Ensemble	6,95	6,65	— 4,3	6,63	— 0,3	6,61	— 0,3	6,85	3,6	6,84	— 0,2	6,74	— 1,5
Hors gratuits d'annonces	5,44	5,22	— 4,0	5,22	—	5,21	— 0,2	5,35	2,7	5,31	— 0,7	5,25	— 1,1
Consommation de papier (3)	...	1.117	///	1.154	3,3	1.162	7	1.205	3,7	1.218	1,1	1.298	6,6
Charges de fabrication (1) (4)	...	...	///	...	///	14,18	///	15,14	6,8	15,89	4,9	16,22	2,1

(1) En milliards de francs. — (2) En milliards d'exemplaires. — (3) En milliers de tonnes. — (4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2 A

Chiffres clés par types de presse

Presse nationale d'information générale et politique. Données détaillées

Source : Service juridique et technique de l'information.

	1982	1983	Évolution en %	1984	Évolution en %	1985	Évolution en %	1986	Évolution en %	1987	Évolution en %	1988	Évolution en %
Chiffre d'affaires (1) :													
Ventes	3,43	3,67	7,3	4,01	9,0	4,72	17,8	4,89	3,6	5,20	6,3	5,40	3,9
Publicité	2,64	2,66	0,5	2,99	12,6	3,50	17,0	3,64	4,0	3,84	5,5	4,47	16,4
Total	6,07	6,33	4,3	7,00	10,6	8,22	17,4	8,53	3,8	9,04	6,0	9,87	9,2
Tirage total annuel (2)	1,21	1,18	— 2,5	1,15	— 2,5	1,15	—	1,17	1,7	1,13	— 3,4	1,11	— 1,8
Diffusion totale annuelle (2)	0,93	0,92	— 1,1	0,88	— 4,4	0,87	— 1,1	0,88	1,4	0,85	— 3,4	0,84	— 1,2
Consommation de papier (3)	...	214,2	///	210,7	— 1,6	210,1	— 0,3	217,2	3,4	214,1	— 1,4	283,9	32,6
Charges de fabrication (1) (4)	...	...	///	...	///	2,53	///	2,77	9,6	2,91	5,1	3,02	3,8

(1) En milliards de francs. (2) En milliards d'exemplaires. (3) En milliers de tonnes. (4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2 B

Chiffres clés par types de presse

Presse locale d'information générale et politique. Données détaillées

Source : Service juridique et technique de l'information.

	1982	1983	Évolution en %	1984	Évolution en %	1985	Évolution en %	1986	Évolution en %	1987	Évolution en %	1988	Évolution en %
Chiffre d'affaires (1) :													
Ventes	5,57	6,08	9,0	6,56	7,9	6,97	6,3	7,46	7,0	7,60	1,9	7,94	4,5
Publicité	4,10	4,00	— 2,2	4,27	6,7	4,54	6,3	4,90	7,9	5,41	10,4	5,99	10,7
Total	9,67	10,08	4,2	10,83	7,4	11,51	6,3	12,36	7,4	13,01	5,3	13,93	7,1
Tirage total annuel (2)	2,74	2,71	— 1,1	2,67	— 1,5	2,65	— 0,8	2,66	0,4	2,63	— 1,1	2,64	— 0,4
Diffusion totale annuelle (2)	2,43	2,4	— 1,2	2,37	— 1,3	2,35	— 0,8	2,36	0,5	2,33	— 1,3	2,34	0,4
Consommation de papier (3)	...	366,6	///	394,2	7,5	390,20	— 1,0	363,7	— 6,8	373,6	2,7	389,1	4,1
Charges de fabrication (1) (4)	...	...	///	...	///	4,30	///	4,46	3,8	4,68	4,9	4,83	3,2

(1) En milliards de francs. — (2) En milliards d'exemplaires. — (3) En milliers de tonnes. — (4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2 C

Chiffres clés par types de presse

Presse spécialisée grand public. Données détaillées

Source : Service juridique et technique de l'information.

	1982	1983	%	1984	%	1985	%	1986	%	1987	%	1988	Évolution en % %
Chiffre d'affaires (1) :													
Ventes	8,89	9,27	4,3	9,88	6,5	10,56	6,9	11,85	12,2	12,47	5,2	12,12	— 2,8
Publicité	4,84	4,94	2,0	5,44	10,2	6,44	18,4	6,63	3,0	7,23	9,0	7,74	7,0
Total	13,73	14,21	3,5	15,32	7,8	17,00	11,0	18,48	8,7	19,70	6,6	19,86	0,8
Tirage total annuel (2) :													
Ensemble	3,69	3,49	5,4	3,6	3,2	3,65	1,4	3,87	6,0	3,94	1,8	3,81	— 3,3
Hors gratuits d'annonces	2,18	2,06	— 5,5	2,2	6,8	2,21	0,5	2,38	7,6	2,41	1,3	2,32	— 3,7
Diffusion totale annuelle (2) :													
Ensemble	3,26	3,03	— 7,1	3,08	1,7	3,08	—	3,3	6,9	3,35	1,5	3,23	— 3,6
Hors gratuits d'annonces	1,75	1,60	— 8,6	1,67	4,4	1,67	—	1,8	7,0	1,82	1,1	1,74	— 4,4
Consommation de papier (3)	...	483,5		491,7	1,7	506,8	3,1	567,0	11,9	571,9	0,9	559,9	— 2,1
Charges de fabrication (1) (4)	...	...	///	...	///	6,1	///	6,57	7,6	6,91	5,2	6,83	— 1,2

(1) En milliards de francs. — (2) En milliards d'exemplaires. — (3) En milliers de tonnes. — (4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2 D

Chiffres clés par types de presse

Presse spécialisée technique et professionnelle. Données détaillées

Source : Service juridique et technique de l'information.

	1982	1983	%	1984	%	1985	%	1986	%	1987	%	1988	Évolution en % %
Chiffre d'affaires (1) :													
Ventes	1,40	1,65	18,0	1,74	5,0	1,87	7,5	2,06	10,2	2,26	9,7	2,48	9,7
Publicité	1,94	1,55	— 20,0	1,86	20,5	2,26	21,5	2,40	6,2	2,76	15,0	3,50	26,8
Total	3,34	3,20	— 4,2	3,60	12,5	4,13	14,7	4,46	8,0	5,02	12,6	5,99	19,3
Tirage total annuel (2)	0,36	0,32	— 11,1	0,32	—	0,35	9,4	0,35	—	0,34	— 2,9	0,36	5,9
Diffusion totale annuelle (2)	0,33	0,30	— 9,1	0,30	—	0,31	3,3	0,31	—	0,31	—	0,32	3,2
Consommation de papier (3)	...	52,40	///	57,50	9,6	54,90	— 4,6	56,80	3,5	58,70	3,4	65,40	11,4
Charges de fabrication (1) (4)	...	...	///	...	///	1,25	///	1,33	6,4	1,39	4,5	1,55	11,5

(1) En milliards de francs. — (2) En milliards d'exemplaires. — (3) En milliers de tonnes. — (4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

Titres de la presse par périodicité

Année 1988

Source : Service juridique et technique de l'Information — *Unité :* nombre de titres

	Quotidien	7e jour	Hebdomadaire	Mensuel	Trimestriel	Autres	Total
Presse nationale d'information générale et politique	10	—	26	19	9	—	**64**
Information générale et politique	10	—	2	4	—	—	**16**
Presse d'opinion	—	—	15	13	9	—	**37**
Magazine	—	—	9	2	—	—	**11**
Presse locale d'information générale et politique	*72*	*24*	*297*	*26*	*5*	—	**424**
Information générale et politique	72	24	225	8	—	—	**329**
Magazine	—	—	1	18	5	—	**24**
Annonces judiciaires et légales	—	—	71	—	—	—	**71**
Presse spécialisée grand public	*5*	—	*89*	*454*	*252*	*13*	**813**
Journaux d'annonces	—	—	7	17	6	3	**33**
Bandes dessinées	—	—	3	50	23	2	**78**
Presse culturelle	—	—	—	29	24	1	**54**
Maison et décoration	—	—	1	11	16	1	**29**
Économie	2	—	4	9	2	—	**17**
Presse féminine	—	—	13	27	10	3	**53**
Presse des jeunes	—	—	3	30	10	—	**43**
Loisirs	—	—	4	175	139	1	**319**
Presse masculine	—	—	1	12	—	—	**13**
Sport	3	—	19	49	11	2	**84**
Science et technique	—	—	—	10	2	—	**12**
Télévision-Spectacle	—	—	25	3	1	—	**29**
Sensation-Évasion	—	—	7	12	1	—	**20**
Famille-Société	—	—	2	20	7	—	**29**
Gratuits	—	—	*321*	*69*	*2*	—	**392**
Presse spécialisée technique et professionnelle	*16*	—	*148*	*603*	*424*	*19*	**1.210**
Presse agricole	1	—	67	70	15	—	**153**
Bâtiment-travaux publics	—	—	4	25	21	—	**50**
Commerce	—	—	2	57	18	1	**78**
Presse médicale	4	—	21	109	115	1	**250**
Biens d'équipement	—	—	4	29	19	—	**52**
Finances-activité boursière	5	—	4	4	7	1	**21**
Agro-alimentaire	2	—	6	26	7	—	**41**
Biens intermédiaires	—	—	1	24	13	—	**38**
Locations-Crédit-bail-Immobilier	—	—	—	11	2	—	**13**
Services marchands	1	—	29	148	92	4	**274**
Services non marchands	1	—	2	42	81	10	**136**
Production-Distribution d'énergie	1	—	—	6	7	—	**14**
Assurance	—	—	1	6	1	—	**8**
Transport et Télécommunication	1	—	3	14	5	—	**23**
Biens de consommation	—	—	4	32	21	2	**59**
Ensemble	103	24	881	1.171	692	32	**2.903**

TABLEAU E.01-4

Tirage des quotidiens

Tirage total annuel et diffusion

Année 1988

Source : Service juridique et technique de l'information

Unités : Millier d'exemplaires et %

	Tirage		Diffusion	Répartition de la diffusion en %				
	Moyen par titre au numéro	Total annuel	totale annuelle	Vente au numéro	Vente par abonnement	Service gratuit	Diffusion totale	Invendu
Presse nationale d'information générale et politique :								
Quotidiens du matin	270	475.732	348.268	60,6	10,7	1,9	73,2	26,8
Quotidiens du soir	269	333.778	249.316	53.7	16,4	4,5	74,6	25,3
Ensemble	**270**	**809.510**	**597.584**	**57,7**	**13,1**	**3,0**	**73,8**	**26,2**
Presse locale d'information générale et politique :								
Quotidiens du matin	107	2.229.336	1.979.284	63,4	22,1	3,3	88,8	11,2
Quotidiens du soir	16	19.891	16.457	53,3	24,0	5,4	82,7	17,3
7e jour	160	199.796	174.236	79,1	6,4	1,7	87,2	12,8
Ensemble	**116**	**2.449.023**	**2.169.977**	**64,6**	**20,8**	**3,2**	**88,6**	**11,4**
Presse spécialisée grand public :								
Ensemble	**154**	**230.735**	**151.160**	**53,5**	**7,9**	**4,1**	**65,5**	**34,5**
Presse spécialisée, technique et professionnelle :								
Ensemble	**17**	**64.769**	**62.806**	**1,2**	**75,0**	**20,8**	**97,0**	**3,0**

TABLEAU E.01-5

Presse quotidienne régionale et départementale

Classement par tranche de tirage moyen au numéro

Source : Service juridique et technique de l'information

Classe de tirages (en milliers d'exemplaires)	Fréquences absolues							Nombre de titres (1)
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
0 à moins de 5	3	4	4	7	4	2	3	3
5 à moins de 15	12	14	16	7	12	12	13	10
15 à moins de 50	31	29	27	30	29	29	*r* 25	27
50 à moins de 100	14	13	13	13	14	12	*r* 12	12
100 à moins de 250	9	11	10	9	8	10	10	10
250 à moins de 400	8	6	7	6	7	6	7	7
400 à moins de 800	3	3	3	3	1	3	2	2
800 et plus	—	—	—	1	1	1	1	1
Total	**80**	**80**	**80**	**76**	**76**	**75**	*r* **73**	**72**

(1) Journaux du 7e jour non compris.

TABLEAU E.01-6

Comptes de redevance

Source : Service de la Redevance

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Nombre de comptes (en milliers) (1) :										
Télévision noir et blanc	8.503	7.682	6.791	6.060	5.393	4.813	4.196	3.431	2.797	2.377
Télévision couleur	7.475	8.815	10.168	11.230	12.262	12.137	13.972	15.029	16.011	16.695
Magnétoscope (2)	///	///	437	1.000	1.350	1.500	1.370	///	///	///
Montant de la redevance de la télévision (en francs) (3) :										
Télévision noir et blanc	238	280	331	331	346	356	333	333	343	355
Télévision couleur	358	424	471	502	526	541	506	506	533	552
Magnétoscope (2)	///	///	471	612	641	659	///	///	///	///

(1) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne. — (2) La redevance pour les magnétoscopes a existé de 1983 à 1986. — (3) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-7

Émetteurs et réémetteurs de radiodiffusion

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Émetteur à modulation d'amplitude (1) :										
Nombre (2)	**59**	**58**	**58**	**56**	**56**	**56**	**56**	**54**	**59**	**58**
Soit : France-Inter	14	13	12	12	13	13	12	13	13	12
France-Culture	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
FIP et divers	6	6	7	5	4	4	4	1	3	3
Ondes décamétriques	19	19	19	19	19	19	20	20	23	23
Puissance en kW (3)	**11.511,1**	**10.911,1**	**10.861,1**	**10.860,1**	**10.860,1**	**10.865,0**	**10.868**	**10.886**	**10.868**	**10.681**
Soit : France-Inter	3.431,0	3.231,0	3.131,0	3.131,0	3.181,0	3.181,0	3.180	3.180	3.180	3.050
France-Culture	2.957,0	2.957,0	2.957,0	2.957,0	2.997,0	2.957,0	2.957	2.997	2.957	2.900
FIP et divers	23,1	23,1	(4) 73,1	(4) 72,1	22,1	27,0	27	5	15	15
Ondes décamétriques	5.100,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.704	4.704	4.716	4.716
Émetteurs à modulation de fréquence sur ondes métriques :										
Nombre (2)	**297**	**306**	**323**	**350**	**370**	**555**	**707**	**874**	**968**	**1.108**
Soit : France-Inter	87	90	90	92	97	121	121	129	135	170
France-Culture	89	92	96	99	101	120	121	126	141	167
France-Musique	90	93	97	100	101	120	121	128	142	169
France Info	///	///	///	///	///	///	///	35	65	86
FIP et divers	23	23	22	22	16	18	19	19	21	19
Radios locales de service public	8	8	18	36	55	81	89	94	115	135
Radios locales privées	///	///	—	1	104	95	236	343	351	362
Puissance en kW (3)	**1.000,4**	**1.059,3**	**1.087,9**	**1.110,2**	**1.172,2**	**1.285,6**	**1.323,3**	**1.563,5**	**1.731,4**	**2.075**
Soit : France-Inter	313,0	329,7	316,2	316,4	329,4	359,3	359,3	361	377,8	470
France-Culture	325,2	342,2	346,6	347,1	349,1	349,7	359,3	360	402,9	460
France-Musique	327,2	344,0	348,4	348,8	348,9	349,7	359,3	361	400,5	462
France Info	///	///	///	///	///	///	///	67,5	98,0	120
FIP et divers	18,5	18,7	18,6	18,6	17,4	17,6	17,6	18,2	20,1	19
Radios locales de service public	16,5	24,7	58,1	78,8	127,5	163,8	182,3	195,8	203,6	214
Radios locales privées	///	///	—	0,5	39,4	45,5	45,5	200	228,5	330
Réémetteurs à modulation de fréquence :										
Nombre	**173**	**239**	**352**	**449**	**481**	**460**	**498**	**492**	**478**	**422**
Soit : France-Inter	57	79	108	137	150	142	153	151	147	130
France-Culture	57	79	112	140	148	144	154	150	148	131
France-Musique	58	80	113	140	149	146	156	157	149	132
FIP et divers	1	1	1	1	4	—	—	—	—	—
Radios locales de service public	—	—	18	30	50	28	35	34	34	29

(1) Sur ondes kilométriques (ondes longues) ou sur ondes hectométriques (ondes moyennes). — (2) A ces réseaux s'ajoutent 23 émetteurs à modulation d'amplitude sur ondes décamétriques, diffusant les programmes de Radio-France internationale. — (3) Le principe du rayonnement des émetteurs de fréquence est différent de celui des émetteurs à modulation d'amplitude; les puissances mises en jeu avec l'un et l'autre des deux procédés pour desservir une même zone ne sont pas comparables. — (4) Dont 50 kW pour un émetteur loué à Sud-Radio.

TABLEAU E.01-8

Émetteurs et réémetteurs de télévision

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Réseau I (Programme TF 1 noir et blanc) :										
Nombre d'émetteurs	69	65	52	///	///	///	///	///	///	///
Puissance crête image totale (en kW)	401,3	389,3	285,3	///	///	///	///	///	///	///
Nombre de réémetteurs	1.859	1.558	1.302	///	///	///	///	///	///	///
Réseau I *bis* (Programme TF 1 couleur) :										
Nombre d'émetteurs	85	112	112	112	112	112	112	112	112	112
Puissance crête image totale (en kW)	1.297,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.425
Nombre de réémetteurs	957	1.777	2.222	2.401	2.648	2.876	3.045	3.100	3.158	3.167
Réseau II (Programme A 2) :										
Nombre d'émetteurs	113	112	112	112	112	112	112	112	112	112
Puissance crête image totale (en kW)	1.478,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,6	1.402
Nombre de réémetteurs	1.989	2.230	2.452	2.590	2.683	2.853	3.020	3.071	3.147	3.186
Réseau III (Programme FR 3) :										
Nombre d'émetteurs	115	116	116	116	116	116	116	119	121	123
Puissance crête image totale (en kW)	1.498,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.504,5	1.507,5	1.480
Nombre de réémetteurs	1.437	1.758	2.121	2.317	2.540	2.773	2.961	3.050	3.136	3.199
Réseau IV (Programme Canal plus) :										
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	30	55	90	94	100	100
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	94,5	188,8	219,5	224,5	229,75	231
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	27	47	90	103	139	144
Réseau V (Programme La 5) :										
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	///	45	60	68	78
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	///	///	—	199,75	218,75	230
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	///	9	32	69	88
Réseau VI [Programme TV 6/M 6] (1) :										
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	///	20	41	61	66
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	///	///	—	100,25	194,77	202
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	///	5	22	52	61
TMC :										
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	3	3	3	3	3	6
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	10,5	10,7	10,7	10,7	10,7	14
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	—	—	—	—	—	12
Réseau spécialisé :										
Nombre d'émetteurs	—	—	4	4	3	3	1	—	—	—
Puissance crête image totale (en kW)	—	—	10,3	10,3	10,5	10,5	10	—	—	—
Ensemble des émetteurs	**382**	**405**	**396**	**344**	**376**	**401**	**489**	**541**	**577**	**597**
Ensemble des réémetteurs	**6.242**	**7.323**	**8.097**	**7.308**	**7.898**	**8.549**	**9.130**	**9.378**	**9.701**	**9.857**

(1) M 6 à compter du 1er mars 1987.

TABLEAU E.01-9

Recettes du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information — *Unité :* Million de francs

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	■ (2) 1987	1988	1989	(3) 1990
Redevance (4)	4.090,5	5.073,6	5.804,0	6.591,3	6.769,2	7.498,0	6.229,7	6.580,2	6.789,3	7.293,7
Publicité (5)	1.754,3	2.206,6	2.668,7	2.868,5	3.208,7	3.558,8	2.165,0	2.260,7	2.317,2	2.364,0
soit : Publicité de marque	1.613,0	2.025,0	2.438,0	2.612,0	2.965,7	3.302,0	1.950,0	2.000,0	2.050,0	(5)
Publicité collective	141,3	181,6	230,7	256,6	243,0	256,8	215,0	260,7	267,2	(5)
Parrainage	///	///	///	///	///	///	///	///	100,0	60
Services rendus aux administrations	(6)	152,3	168,9	49,3	138,0	70,6	61,2	59,6	139,0	50,9
Recettes commerciales	107,0	128,6	196,4	135,0	475,7	836,3	1.224,5	1.456,6	1.543,8	357,5
Divers	(7) 320,1	302,8	336,4	492,0	301,6	158,2	141,3	112,2	*r* 153,7	355,7
Ensemble	**6.271,9**	**7.863,9**	**9.174,4**	**10.136,1**	**10.893,2**	**12.121,9**	**9.821,7**	**10.469,3**	*r* **11.043,0**	**10.481,8**

(1) Prévisions de financement. — (2) Les sociétés TF 1, FMI et SFP ne sont pas prises en compte à partir de l'année 1987. — (3) La société TDF n'est prise en compte à partir de l'année 1990 qu'à hauteur du montant de redevance versé en contrepartie des missions de service public assurées. — (4) Exploitation et équipement. — (5) La loi de finances pour 1990 ne distingue plus publicité de marque et publicité collective. — (6) Inclus dans le poste divers. — (7) Y compris services rendus aux administrations.

TABLEAU E.01-10

Évolution des genres de programme par chaîne

Source : CNCL et CSA

	1987			1988					1989				
	TF 1	(1) A 2	(2) FR 3	TF 1	(1) A 2	(2) FR 3	(3) La 5	(3) M 6	TF 1	A 2	FR 3	La 5	M 6
Volume horaire (en heures)	**6.122**	**6.085**	**4.287**	**7.986**	**6.404**	**4.972**	**8.603**	**8.286**	**7.486**	**6.642**	**5.038**	**8.761**	**8.766**
Répartition en % :													
Information	17	19,5	...	13,9	21	13,9	16,5	4	14,5	22,2	14,4	15,1	3,8
Documentaire	10	17,5	...	17,8	16,9	16,9	1,4	8,3	8,8	18,8	26,0	1,9	12,3
Fiction	27	23	...	37,2	30,8	30,9	65,7	45,6	46,0	32,8	29,8	65,3	45,4
Musique et divertissement	18,5	14	...	15,8	15,1	15,4	6,2	36,9	16,6	13,6	11,0	5,7	33,6
Sport	6	8	...	5,7	9,1	10,9	3	0,7	3,2	5,8	10,0	2,8	0,5
Jeunesse (4)	9,5	8	...	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Autres émissions (5)	7,5	7	...	6,8	3,4	6,8	4,1	3	8,2	4,1	5,7	6,4	2,9
Autres éléments (6)	4,5	3	...	2,8	3,7	5,2	3,1	1,5	2,7	2,7	3,1	2,8	1,5
Total	**100**	**100**	...	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) Les chiffres d'Antenne 2 ne prennent pas en compte les actualités régionales de FR 3 relayées par Antenne 2. — (2) En ce qui concerne FR 3, il s'agit uniquement du réseau national. — (3) Pour La 5 et M 6, la période d'analyse se situe du 1er mars 1988 au 28 février 1989. — (4) À compter de 1988, la rubrique « Jeunesse » est supprimée et les émissions qui concerne le public « Jeunes » sont incluses dans les genres correspondants. — (5) Émissions qui procèdent de conventions particulières avec des organismes extérieurs, y compris la publicité. — (6) Interstices : déroulants, présentations, sonals, bandes-annonces.

TABLEAU E.01-11

Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France (1)

Source : Radio-France — *Unité :* Heure

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
France-Inter GO (2) (3) (5)	8.552	8.760	8.500	8.576	8.548	8.552	8.552	8.576	8.552
France-Inter MF (2) (3) (5)	624	391	6.860	8.472	8.442	8.495	8.500	8.784	8.760
France-Culture MF (4) (5)	7.207	6.211	6.205	6.222	8.442	8.495	8.500	8.784	8.760
France-Musique (4) (5)	6.935	6.951	6.947	8.472	8.442	8.495	8.500	8.784	8.760
Radio-Bleue (6)	—	1.190	1.252	1.252	1.452	1.460	1.747	1.768	1.772
FIP MF (7) (8)	—	5.106	5.110	5.124	5.110	5.110	5.110	5.124	5.110
France-Info : (9)									
À Paris, Marseille, Lyon, Le Mans, Mulhouse, Clermont-Ferrand, Toulouse, Nantes (depuis le 1er juin 1987)							3.883	6.954	8.760
Au Havre, Nancy, Bayonne, Limoges, Rennes (depuis le 15 juillet 1987)							3.095	6.954	8.760
À Lille (depuis le 2 septembre 1987)							2.255	6.954	8.760
À Saint-Étienne, Brest, Caen, Poitiers (depuis le 10 novembre 1987)							988	6.954	8.760
À Grenoble, Strasbourg, Tours, Lorient (depuis le 1er décembre 1987)							589	6.954	8.760
À Amiens (depuis le 2 décembre 1987)							570	6.954	8.760
À Perpignan, Nice, Rouen, Reims, Saint-Nazaire (depuis le 10 décembre 1987)							399	6.954	8.760
À Metz et Orléans (depuis le 15 décembre 1987)							304	6.954	8.760
À Cannes, Nîmes, Pau, Albi, Angoulême (depuis le 31 décembre 1987)							19	6.954	8.760
À Châteauroux (depuis le 3 janvier 1988)							///	6.916	8.760
À Valence (depuis le 1er février 1988)							///	6.365	8.760
À Montbéliard, Toulon, Troyes (depuis le 2 février 1988)							///	6.346	8.760
À Bordeaux (depuis le 29 février 1988)							///	5.833	8.760
À Dijon, La Rochelle (depuis le 1er mars 1988)							///	5.814	8.760
À Montpellier (depuis le 31 mars 1988)							///	5.244	8.760
À Boulogne, Valenciennes (depuis le 6 avril 1988)							///	5.130	8.760
À Montélimar (depuis le 9 avril 1988)							///	5.073	8.760
À Gex (depuis le 13 avril 1988)							///	4.997	8.760
À Nice (depuis le 16 avril 1988)							///	4.940	8.760
À Monaco (depuis le 16 juin 1988)							///	3.781	8.760
À Avignon (depuis le 11 juillet 1988)							///	3.306	8.760
À Annecy (depuis le 14 octobre 1988)							///	1.501	8.760
À Auxerre, Bourges, Chambéry, Guéret, Périgueux (depuis le 15 octobre 1988)							///	1.482	8.760
À Ajaccio, Bastia (depuis le 19 octobre 1988)							///	1.406	8.760
À Alès, Angers, Laval (depuis le 3 novembre 1988)							///	1.121	8.760
À Besançon, Béziers (depuis le 30 novembre 1988)							///	608	8.760
À Montluçon (depuis le 28 décembre 1988)							///	76	8.760
À Nevers (depuis le 6 janvier 1989)								///	8.640
À Lyon [mont Pilat] (depuis le 1er mars 1989)								///	7.344
À Blois, Chartres, St-Quentin (depuis le 6 mars 1989)								///	7.224
À Tarbes-Lourdes, Mont-de-Marsan (depuis le 21 mars 1989)								///	6.864
À Metz (depuis le 6 juillet 1989)								///	4.296
À Vannes (depuis le 7 juillet 1989)								///	4.272
À Sète (depuis le 1er août 1989)								///	3.672
À Évreux, Chalon-sur-Saône (depuis le 21 septembre 1989)								///	2.424
À Brive, Niort (depuis le 22 septembre 1989)								///	2.400
À Quimper (depuis le 25 septembre 1989)								///	2.352
À Tulle (depuis le 26 septembre 1989)								///	2.328
À Cholet, Forbach, Verdun (depuis le 3 octobre 1989)								///	2.160
À Saint-Brieuc (depuis le 17 octobre 1989)								///	1.824
À Voiron (depuis le 18 octobre 1989)								///	1.800
À Castres (depuis le 24 octobre 1989)								///	1.656
À Longwy, Épinal (depuis le 26 octobre 1989)								///	1.608
À Bar-le-Duc (depuis le 1er décembre 1989)								///	745

(1) Non compris les productions de Radio-France Internationale, de Radio-Sorbonne, la radio-scolaire et les émissions universitaires. — (2) Au 1er juillet pour l'année 1981. — (3) Ces deux réseaux diffusent la plus grande partie du temps le même programme. — (4) Le programme de chacune de ces deux chaînes est diffusé 24 h sur 24 en MF uniquement. — (5) Les chiffres relatifs aux volumes annuels de diffusion des chaînes fonctionnant 24 h sur 24 tiennent compte, jusqu'en 1987 inclus, des interruptions hebdomadaires d'antenne pour des opérations de maintenance. — (6) Le programme de Radio-Bleue est diffusé sur le réseau B d'ondes moyennes chaque jour de 7 h à 12 h (sauf le dimanche où il est diffusé de 8 h à 12 h). — (7) Les cinq stations FIP régionales (FIP Bordeaux, FIP Lille, FIP Metz, FIP Nantes, FIP Strasbourg) diffusent en MF le programme musical de FIP Paris de 7 h à 21 h (5.110 h), et le programme « Modulation France » de 21 h à 7 h (3.650 h). — (8) FIP Paris est diffusé à Paris et dans la région parisienne en MF et en OM de 7 h à 21 h. De 21 h à 7 h, FIP Paris prend le relais du programme de France-Inter. — (9) Le programme d'information continue « France-Info », mis en service le 1er juin 1987, est réalisé à la Maison de Radio-France à Paris et relayé dans un certain nombre de villes réparties sur l'ensemble du territoire français. En 1989, ce programme a été produit 24 h sur 24. Le nombre de villes desservies est passé de 65 en 1988 à 90 en décembre 1989.

TABLEAU E.01-12

Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les stations décentralisées de Radio-France

Source : Radio-France — *Unité :* Heure

	Date de la première émission	1986	1987		1988		1989	
			Production spécifique	Modulation France	Production spécifique	Modulation France	Production spécifique	Modulation France
Radio 7 (1)	2 juin 1980	8.760	—	—	—	—	—	—
Radio-France Fréquence Nord	19 mai 1980	6.578	4.823	3.824	6.381	2.463	6.328	2.432
Radio-France Mayenne	16 juin 1980	6.544	5.375	3.325	5.335	3.449	5.621	3.498
Radio-France Seine-et-Marne	11 septembre 1980	—	—	—	—	—	—	—
Radio-France Berry-Sud	23 avril 1982	6.153	5.198	3.562	4.534	4.250	4.380	4.380
Radio-France Vaucluse	29 juin 1982	6.205	4.569	2.794	4.443	4.341	4.035	4.724
Radio-France Bretagne-Ouest	3 août 1982	6.466	5.141	3.618	5.044	3.740	4.966	3.794
Radio-France Creuse	5 septembre 1982	6.208	5.886	2.874	5.056	3.728	5.022	3.738
Radio-France Côte d'Azur (2)	19 octobre 1982	6.472	3.432	5.304	366	3.660	519	3.650
Radio-France Périgord	26 octobre 1982	6.205	5.475	3.185	6.058	2.726	5.324	3.436
Radio-France Belfort	14 décembre 1982	6.700	5.840	2.920	5.188	3.596	4.890	3.870
Radio-France Puy-de-Dôme	19 avril 1983	6.400	5.110	3.650	5.163	3.621	4.980	3.780
Radio-France Landes	17 mai 1983	6.510	5.037	3.723	5.051	3.733	4.950	3.810
Radio-France Drôme	18 juillet 1983	6.115	5.022	3.738	4.849	3.935	4.826	3.934
Radio-France Isère	16 décembre 1983	6.205	5.840	2.920	5.124	3.660	5.228	3.532
Radio-France Bordeaux-Gironde	24 décembre 1983	5.500	5.460	3.300	5.228	3.556	4.740	4.020
Radio-France Nancy	28 avril 1984	4.850	3.794	4.922	3.931	4.853	3.752	5.008
Radio-Corse Frequenza Mora	3 mai 1984	6.387	5.840	2.920	5.697	3.087	5.649	3.111
Radio-France Lyon (2) (3)	28 mai 1984	4.802	3.711	5.048	366	3.660	452	3.563
Radio-France Toulouse (2) (3)	4 juin 1984	4.810	4.368	4.368	471	3.631	508	3.609
Radio-France Limoges	1er octobre 1984	4.026	3.942	4.800	4.224	4.560	3.888	4.871
Radio-France Armorique (3)	5 novembre 1984	4.751	3.120	5.616	4.444	4.340	3.756	5.004
Radio-France Hérault	20 novembre 1984	6.518	3.650	5.110	4.359	4.425	3.467	5.292
Radio-France Orléans	4 février 1985	4.775	3.734	5.026	3.487	5.297	3.898	4.862
Radio-France Pau-Béarn (4)	1er avril 1985	1.301	1.014	4.722	1.742	3.756	1.588	4.485
Radio-France Pays basque (3) (4)	1er avril 1985	4.598	3.942	4.722	4.064	4.720	4.275	4.485
Radio-France Alsace (3)	14 mai 1985	7.649	6.050	2.710	6.536	2.248	6.420	2.339
Radio-France Picardie	4 juin 1985	3.306	3.225	5.535	3.328	5.456	3.269	5.491
Radio-France Provence	3 septembre 1985	6.017	(3) 4.140	3.850	1.582	7.202	2.713	4.047
Radio-France Loire-Océan	13 septembre 1985	4.920	4.745	4.015	5.124	3.660	4.964	3.796
Radio-France Dijon-Bourgogne	6 janvier 1986	2.125	2.782	5.722	3.412	5.372	3.337	5.422
Radio-France Besançon	8 janvier 1986	4.680	3.905	4.563	4.571	4.213	4.481	4.279
Radio-France Melun (5)	1er février 1986	1.774	2.081	6.679	2.266	6.518	2.248	6.512
Radio-France Normandie-Rouen	9 juin 1986	2.456	3.316	5.056	3.180	5.604	3.171	5.589
Radio-France Normandie-Caen	28 juin 1986	2.759	3.220	5.500	3.444	5.340	3.438	5.322
Radio-France Nîmes	20 octobre 1986	984	2.107	6.653	2.480	6.304	2.652	6.108
Radio-France Roussillon	20 octobre 1986	1.090	2.242	6.517	3.278	5.506	3.166	5.594
Radio-France Marseille (2)	1er janvier 1988	///	///	///	366	3.660	465	3.550
Radio-France Cherbourg (2)	1er janvier 1988	///	///	///	786	7.449	1.404	6.808
Radio-France Reims (2)	1er janvier 1988	///	///	///	1.086	7.149	1.175	7.037
Radio-France Tours	14 mars 1988	///	///	///	915	6.085	1.250	7.510
Radio-France Savoie	31 mai 1988	///	///	///	860	4.300	1.826	6.933
Radio-France La Rochelle	5 juillet 1988	///	///	///	448	3.848	1.016	7.744
Total		**181.599**	**147.136**	**152.791**	**144.267**	**182.641**	**144.037**	**190.969**

(1) Radio 7 a cessé d'émettre au début de 1987. — (2) Depuis janvier 1987, les radios locales diffusent un programme ininterrompu composé, pour une partie, de production spécifique et pour l'autre partie, du ruban musical « Modulation-France ». En ce qui concerne les stations Radio-France Côte d'Azur, Radio-France Toulouse, Radio-France Lyon, Radio-France Marseille, Radio-France Cherbourg et Radio-France Reims le programme spécifique des quatre premières stations est constitué d'un magazine quotidien d'information locale diffusé de 18 h à 19 h (s'y ajoutent, pour Radio-France Toulouse, des heures de reportages sportifs). La programmation musicale est celle de FIP Paris de 7 h à 18 h et de 19 h à 21 h et celle de Modulation-France de 21 h à 7 h. Les deux dernières stations — Radio-France Cherbourg et Radio-France Reims — sont d'anciens FIP régionaux dont la programmation a été modifiée par l'adoption du ruban musical de Modulation-France. Toutefois l'émission « Jazz à FIP » diffusée de 19 h 30 à 21 h y a été maintenue. — (3) Les émissions des radios locales sont diffusées en modulation de fréquence. Certaines émissions sont diffusées en ondes moyennes (871 h en 1987, 1.279 h en 1988). Il s'agit de programmes spécifiques, en général dialectaux ou, dans certains cas, religieux qui se répartissent comme suit en 1989 : Lyon, 53 h; Toulouse, 159 h; Armorique, 104 h; Pays basque, 260 h; Corse, 730 h; Alsace, 703 h. — (4) Le volume horaire de Radio-France Pau-Béarn s'entend comme particulier à cette station qui diffuse, par ailleurs, le programme de Radio-France Pays basque (2.867 h). — (5) Le studio atelier de Radio-France Melun développe conjointement une production radiophonique limitée et une action de perfectionnement professionnel.

TABLEAU E.01-13

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* Heure

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1. Émissions destinées aux étrangers résidant en France							
Durée totale des émissions (1)	592,00	523,85	616,15	554,25	555,50	557,25	556,20
soit :							
En arabe	118,45	118,45	118,45	141,30	142,00	142,30	142,00
En espagnol	51,10	51,15	51,15	35,15	35,45	35,00	35,30
En italien	15,30	—	—	—	—	—	—
En polonais (2)	183,00	130,00	143,00	130,00	130,00	130,00	130,00
En portugais	118,45	118,45	118,45	141,30	142,00	142,30	142,00
En turc	25,20	28,00	28,00	31,35	31,20	32,10	31,45
En serbo-croate	47,30	47,30	47,30	35,15	35,15	36,15	35,45
Pour Africains francophones	15,40	15,40	15,40	15,50	16,10	15,30	15,40
Pour Cambodgiens	8,00	7,50	47,40	7,40	7,40	7,50	8,00
Pour Laotiens	3,55	3,55	23,50	7,50	7,50	7,50	7,50
Pour Vietnamiens	3,55	4,05	23,50	8,00	7,50	7,50	7,50
2. Émissions destinées aux auditeurs de l'étranger							
Durée totale des émissions (3)	18.473	19.906,6	25.235	35.464	*r* 36.603	38.350	40.770
soit :							
Émissions spécifiques en français vers l'Afrique	4.745	6.916	6.424	6.500	6.664	6.800	6.805
Émissions de service pour les stations africaines (coopération)	620	620	626	620	620	645	645
Programmes nationaux vers l'Afrique	1.574	1.131	511	435	435	318	313
Émissions en anglais vers l'Afrique	494	666,3	730	728	639	546	546
Émissions en portugais vers l'Afrique	365	667	365	728	728	728	365
Émissions en portugais vers l'Europe occidentale et centrale	365	365	365	365	365	365	365
Émissions en espagnol vers l'Espagne	365	365	365	365	365	365	365
Émissions en portugais vers le Portugal	365	365	365	365	365	365	365
Émissions en polonais vers la Pologne	456	365	456	458	458	485	821
Émissions en allemand	365	365	365	728	728	728	728
Émissions en russe	92	—	365	—	*r* 365	455	730
Émissions vers l'Asie du Sud-Est	90	—	547	—	1.277	2.010	3.284
Émissions en roumain	///	94,3	182	365	365	365	730
Émissions spécifiques vers l'Amérique latine	1.095	1.331	5.175	6.396	7.482	7.488	7.144
Programmes nationaux vers l'Amérique du Nord	2.190	494	3.467	9.282	9.242	10.062	10.089
Programmes nationaux vers l'Est	1.825	1.118	706	—	—	—	—
Programmes spécifiques en français vers l'Est	3.467	4.992	4.221	7.738	5.840	5.642	6.113
Programmes nationaux vers l'Amérique latine	///	52	—	—	—	—	—
Émissions en créole	///	///	///	26	26	26	26
Émissions en Serbo-Croate	///	///	///	365	639	637	730
Émissions en arabe vers le Maghreb et le Proche-Orient (4)	///	///	///	///	///	278	365
Émissions de service pour les stations australiennes	///	///	///	///	///	34	34
Émission envoyée à la radio FM JWAVE au Japon (5)	///	///	///	///	///	8	100
Émission en mandarin vers la Chine (6)	///	///	///	///	///	///	107

(1) En ondes hectométriques. — (2) Émission régionale diffusée par l'émetteur de Lille. — (3) En ondes décamétriques. — (4) Depuis le 28 mars 1988. — (5) Depuis octobre 1988. — (6) Depuis juin 1989.

TABLEAU E.01-14

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger, diffusées par Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* Heure

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1. Émissions enregistrées distribuées par les ambassades de France aux stations étrangères							
Productions spécifiques	82	71	71	70	72	72	62
soit :							
En français	36	39	39	38	40	40	36
En anglais	23	16	16	16	16	16	13
En espagnol	23	16	16	16	16	16	13
Volume annuel de programmes	7.450	7.861	8.012	8.328	8.629	8.995	7.342
Programmes nationaux enregistrés (1)	4.216	4.281	4.281	3.664	3.033	4.088	3.845
2. Émissions enregistrées distribuées dans le cadre de la coopération							
Émissions spécifiques destinées aux stations africaines et de l'océan Indien	460	498	470	635	652	714	681
Heures d'antenne des émissions spécifiques et programmes nationaux	23.000	23.565	23.411	24.853	26.908	27.491	27.728

(1) Non compris dans le volume annuel des programmes.

TABLEAU E.01-15

Répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision entre les stations

Source : Service juridique et technique de l'information (1) — *Unité :* %

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
RADIODIFFUSION :									
Stations de Radio-France	25,7	22,2	20,6	21,3	•	18,1	17,9	18,6	19,0
dont : France-Inter	18,5	15,2	13,9	14,2	•	12,9	12,1	11,6	10,3
France-Musique	2,5	2,2	2,2	2,1	•	...	...	...	...
France-Culture	1,0	1,1	0,9	1,2	•	...	...	...	...
FIP	2,4	2,1	1,7	1,3	•	...	...	...	...
France-Info	///	///	///	///	•	...	...	1,3	1,8
Autres stations Radio-France	1,6	2,1	1,9	2,5	•	...	...	...	...
Stations périphériques	71,7	66,7	61,3	59,5	•	47,7	43,0	40,8	37,0
dont : Europe 1	26,1	22,2	19,3	17,9	•	14,7	11,7	10,8	10,1
RTL	32,6	35,6	35,2	34,5	•	25,7	25,5	22,7	21,1
RMC	13,0	8,9	6,8	7,1	•	7,3	5,8	6,3	4,9
Radios locales privées	2,6	11,1	18,1	19,2	•	27,9	32,8	36,8	39,0
dont : Europe 2	///	///	///	///	•	///	///	2,5	4,4
Fun Radio	///	///	///	///	•	///	///	1,9	2,7
Nostalgie	///	///	///	///	•	///	///	4,2	4,6
NRJ	///	///	///	///	•	///	///	11,3	9,1
Sky Rock	///	///	///	///	•	///	///	1,7	2,7
Autres stations (étrangères et non identifiées)	///	///	///	///	•	6,3	6,3	3,8	5,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	•	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
TÉLÉVISION :									
TF 1	46,3	42,3	37,9	39,1	•	38,2	42,1	44,8	40,9
Antenne 2	36,6	40,0	46,2	45,7	•	39,4	32,0	26,9	24,2
FR 3	15,7	15,4	12,9	13,0	•	11,8	11,2	8,5	10,3
Canal +	///	///	///	///	•	4,1	3,9	4,3	4,4
La Cinq	///	///	///	///	///	4,2	7,3	10,3	12,4
TV 6-M 6 (2)	///	///	///	///	///	{ 2,3 }	1,1	3,4	6,3
Autres stations	1,4	2,3	3,0	2,2	•		2,4	1,8	1,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	•	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984, et par Médiamétrie depuis 1986. — (2) M 6 à compter du 1er mars 1987.

TABLEAU E.01-16

Audience cumulée de la radio et de la télévision

(Proportion de la population ayant écouté le média considéré au moins un quart d'heure au cours de la journée)

Source : Service juridique technique de l'information (1) — *Unité :* %

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
RADIODIFFUSION	58,6	57,2	57,0	•	74,2	75,3	76,9	77,3
Stations de Radio-France	...	...	...	•	...	...	21,5	22,1
dont : France-Inter	14,5	13,3	13,2	•	16,1	15,6	15,0	13,8
France-Info	///	///	///	•	///	///	2,5	3,6
Stations périphériques	...	...	...	•	...	...	37,6	35,8
dont : Europe 1	19,3	16,5	15,0	•	17,1	14,2	13,9	13,0
RTL	21,3	20,9	20,9	•	21,5	21,2	20,0	19,7
RMC	6,3	5,3	5,4	•	7,5	6,8	6,5	5,7
Radios locales privées	///	///	///	•	///	///	30,6	34,1
dont : Europe 2	///	///	///	•	///	///	2,3	4,4
Fun Radio	///	///	///	•	///	///	2,3	3,4
Nostalgie	///	///	///	•	///	///	3,9	4,4
NRJ	///	///	///	•	///	///	11,1	10,5
Sky Rock	///	///	///	•	///	///	2,0	3,3
Autres stations (étrangères et non identifiées)	///	///	///	•	///	///	4,7	7,5
TÉLÉVISION	73,7	73,0	74,5	•	84,1	84,8	85,7	80,5
TF 1	51,6	46,6	44,2	•	54,9	57,9	61,3	70,6
Antenne 2	46,7	52,4	53,5	•	55,0	49,8	47,8	61,7
FR 3	24,8	21,9	22,0	•	24,2	25,3	24,4	51,9
Canal +	///	///	///	•	7,3	8,0	8,7	20,8
La Cinq	///	///	///	///	5,8	12,2	19,9	37,8
TV6-M6 (2)	///	///	///	///	///	3,0	8,5	28,0

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984, depuis, par Médiamétrie. — (2) M6 à compter du 1er mars 1987.

TABLEAU E.01-17

Durée d'écoute quotidienne par individu de la radio et de la télévision

Source : Service juridique et technique de l'information (1) — *Unité :* Minute

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
RADIODIFFUSION	90	88	84	•	136	137	140	144
Stations de Radio-France	...	...	...	•	...	...	26	27
dont : France-Inter	14	12	12	•	17	17	16	15
France-Info	///	///	///	•	///	///	2	3
Stations périphériques	...	...	...	•	...	...	57	54
dont : Europe 1	20	17	15	•	20	16	15	15
RTL	32	31	29	•	35	35	32	30
RMC	8	6	6	•	10	8	9	7
Radios locales privées	///	///	///	•	38	45	51	57
dont : Europe 2	///	///	///	•	///	///	3	6
Fun Radio	///	///	///	•	///	///	2	4
Nostalgie	///	///	///	•	///	///	6	7
NRJ	///	///	///	•	///	///	16	13
Sky Rock	///	///	///	•	///	///	2	4
Autres stations (étrangères et non identifiées)	///	///	///	•	///	///	5	6
TÉLÉVISION	130	132	138	•	170	178	186	184
TF 1	55	50	54	•	65	75	83	75
Antenne 2	52	61	63	•	67	57	50	45
FR 3	20	17	18	•	20	20	16	19
Canal +	///	///	///	•	7	7	8	9
La Cinq	///	///	///	///	7	13	19	23
TV6-M6 (2)	///	///	///	///	///	2	6	12

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984; depuis, par Médiamétrie. — (2) M6 à compter du 1er mars 1987.

TABLEAU E.01-18

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Centre national de la cinématographie — *Unité :* Film

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Chaînes non cryptées :										
Ensemble	**527**	**500**	**475**	**450**	**482**	**500**	**557**	**892**	**913**	**901**
TF 1	150	129	129	130	142	130	143	166	160	170
Français	86	82	72	79	•	71	73	116	103	119
Étrangers	64	47	57	51	•	59	70	50	57	51
A 2	129	132	125	111	130	158	159	164	174	164
Français	70	77	67	67	•	106	104	109	110	101
Étrangers	59	55	58	44	•	52	55	55	64	63
FR 3	248	239	221	209	210	212	255	199	192	192
Français	136	124	140	138	•	116	134	107	95	96
Étrangers	112	115	81	81	•	96	121	92	97	96
La 5	///	///	///	///	///	///	///	170	193	184
Français	///	///	///	///	///	///	///	89	85	96
Étrangers	///	///	///	///	///	///	///	81	108	88
TV 6/M 6	///	///	///	///	///	///	///	193	194	191
Français	///	///	///	///	///	///	///	102	107	91
Étrangers	///	///	///	///	///	///	///	91	87	100
Chaînes cryptées :										
Ensemble	///	///	///	///	///	...	...	396	417	388
Canal +	///	///	///	///	///	...	...	396	417	388
Français	///	///	///	///	///	...	...	...	208	193
Étrangers	///	///	///	///	///	...	...	...	209	195

(1) Ces chiffres concernent des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de la Culture, de la Communication et des Grands travaux.

— Service juridique et technique de l'Information, bureau de la statistique, 69, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 75 80 00 ou 42 75 87 14.

- Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Tour Mirabeau, 29-31, quai André-Citroën, 75015 Paris. Tél. : (1) 40 58 38 00.

— Télédiffusion de France, 21-27, rue Barbès, 92120 Montrouge. Tél. : (1) 49 65 10 00.

— Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 42 30 22 22.

— Radio-France internationale, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Tél. : (1) 42 30 22 22.

— Télévision française 1, 17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris Cedex 15. Tél. (1) 42 75 12 34.

— Antenne 2, 22, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 99 42 42.

— France-Régions 3, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Tél. : (1) 42 30 22 22.

— Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO), 5, avenue du Recteur-Poincaré, 75016 Paris. Tél. : (1) 45 24 71 00.

— La Sept, 35, quai André-Citroën, 75015 Paris. Tél. : (1) 40 59 39 77.

— Société française de production et de création audiovisuelles (SFP), 36, rue des Alouettes, 75019 Paris. Tél. : (1) 40 03 50 00.

— Service de la Redevance radio-télévision, 46, rue d'Amsterdam, 75009 Paris. Tél. : (1) 42 85 11 11.

— Médiamétrie, 55-63, rue Anatole-France, 92503 Levallois-Perret. Tél. : (1) 47 58 97 58.

— Institut national de l'audiovisuel (INA), 4, avenue de l'Europe, 94360 Bry-sur-Marne Cedex. Tél. : (1) 49 83 20 00.

Publication :

— *Tableaux statistiques de la Presse.* Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France. Documentation française/SJTI (Service juridique et technique de l'information).

LA REFERENCE insee

LA REFERENCE insee

LA REFERENCE insee

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

1989 : UNE ECONOMIE PLUS FORTE

■ L'évolution de l'économie française restituée dans le contexte européen.

Edition 90
320 pages.
Prix : 130 F.

LES ENTREPRISES A L'EPREUVE DES ANNEES 80

■ Les forces et faiblesses du système productif français pendant la décennie.

Edition 89
344 pages.
Prix : 130 F.

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

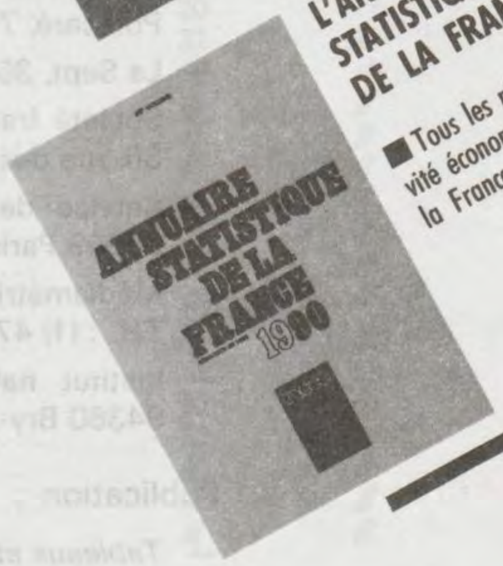
■ Toute l'économie en 86 thèmes. De nombreuses comparaisons internationales.

Edition 90
192 pages.
Prix : 55 F.

DONNEES SOCIALES 1990

■ Le meilleur ouvrage de synthèse sur la société française à l'aube des années 90, par plus de 100 spécialistes.

Edition 90
464 pages.
Prix : 250 F.



L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1990

■ Tous les résultats de l'activité économique et sociale de la France en un volume.

Edition 90
860 pages.
Prix : 550 F.

L'ANNUAIRE RETROSPECTIF DE LA FRANCE

■ Séries longues 1948-1988. De 1948 à 1988 : les chiffres qui ont fait l'actualité, accompagnés de la chronologie des événements économiques et politiques d'alors.

Edition 90
800 pages.
Prix : 550 F.

LA FRANCE ET SES REGIONS

■ Les données les plus récentes sur les régions françaises replacées dans l'espace européen.

Edition 90
150 pages.
Prix : 60 F.

L'ARCHIPEL DES EMPLOYES

■ Une description de la vie de travail, des conditions d'emploi et de salaire, des diplômes et des pratiques familiales des employés.

Edition 90
212 pages.
Prix : 140 F.

ETC 1989

■ Indispensable pour enseigner où étudier la comptabilité nationale et s'exercer à la macro-économie à travers des cas concrets.

Edition 90
160 pages.
Prix : 80 F.

DISPONIBLES EN LIBRAIRIE ET DANS LES OBSERVATOIRES ECONOMIQUES REGIONAUX DE L'INSEE. - DIFFUSEUR CCLS -

Athènes

Chapitre E.02

Culture

1. Archives
2. Monuments historiques
3. Archéologie
4. Musées
5. Art lyrique et chorégraphique
6. Art dramatique
7. Cinéma
8. Livres
9. Enseignement artistique

Les données statistiques du présent chapitre émanent du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.

Seules des données globales ont été retenues. Par ailleurs le champ couvert, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, déborde largement le domaine d'action de l'administration de la Culture.

Il englobe, outre les activités liées à la conservation du patrimoine national, des activités spécifiquement culturelles comme par exemple la musique ou le théâtre dramatique, ainsi que des activités relevant du domaine industriel, telles l'édition de livres ou de disques, l'activité cinématographique.

Les principales sources d'information sont les directions du département ministériel responsable de la culture, les sociétés de protection du droit d'auteur, ainsi que des fédérations nationales d'organismes professionnels ou sociaux qui participent du domaine culturel.

Dans de nombreux domaines, les données sont incomplètes, en particulier en ce qui concerne les activités non contrôlées par le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire. Elles sont également de fiabilité inégale, et sont progressivement améliorées.

1. Archives
(tableaux 1 à 3)

Les *archives* sont l'ensemble des documents qui résultent de l'activité politique, administrative et économique :
— de quelque manière que ces documents se présentent (écrits, microfilms, documents informatiques ou audiovisuels, etc.);
— et quelle que soit leur date (papyrus mérovingiens ou archives du gouvernement actuel).

Ces documents sont conservés afin de concourir à la gestion des affaires publiques et privées, à la justification des droits de chaque citoyen, à la recherche historique et à la culture.

Sont *archives publiques* les documents qui procèdent des activités de l'État, des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public, et les minutes et répertoires des

---

Ce chapitre a été établi par le Département des études et de la prospective du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.

notaires et autres officiers publics ou ministériels. Toutes les autres archives sont *privées*.

L'ensemble des archives publiques, à l'exception de celles des Affaires étrangères et de la Défense, relève de la *Direction des Archives de France.* Cette administration dirige les Archives nationales (archives centrales de l'État) et exerce son contrôle scientifique et technique sur les Archives départementales et communales qui, depuis la loi sur la décentralisation, relèvent des conseils généraux.

La *mission des Archives de France* consiste à préserver et mettre en valeur les archives publiques. Préserver, c'est-à-dire collecter les fonds (ensembles organiques de documents) auprès des personnes ou organismes qui les produisent, sélectionner ceux dont l'intérêt paraît devoir être durable et en assurer la conservation. Mettre en valeur, c'est-à-dire classer, répertorier, communiquer et mettre en œuvre des expositions ou publications. L'administration des Archives veille également à la préservation des archives privées, partie du patrimoine historique de la nation.

Les *bases juridiques* de la définition, de la conservation et de l'utilisation des archives reposent sur la loi sur les Archives du 3 janvier 1979 et les décrets du 3 décembre 1979. La décentralisation prévue par la loi du 22 juillet 1983 a été mise en place dans les Archives par les lois des 9 janvier et 19 août 1986.

L'exercice et l'étendue du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives des collectivités territoriales ont été définis par le décret n° 88-849 du 28 juillet 1988.

2. Monuments historiques
(tableaux 4 à 6)

21. Protection des monuments historiques

En un siècle et demi, l'État a mené une action importante afin de constituer pour la nation un patrimoine monumental légal. La loi du 31 décembre 1913, plusieurs fois modifiée et complétée, a posé les règles essentielles qui aujourd'hui encore s'appliquent à la catégorie prestigieuse des « monuments classés », c'est-à-dire aux « immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public ». Elle a également prévu la création d'un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles « qui sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

Afin de mieux suivre l'état des monuments pour lesquels il a une responsabilité particulière, le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire a mis en place, depuis 1975, un fichier informatique pour ces monuments. Les architectes en chef des Monuments historiques et les architectes des Bâtiments de France y formulent leur diagnostic sur les besoins en travaux et sur le degré d'urgence de ces besoins : état de conservation du monument, risque de dégradation au cours des cinq années à venir, menace de disparition d'éléments précieux, enfin danger encouru par le public.

22. Fréquentation des monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques. Les visites gratuites donnent souvent lieu à des estimations.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire assure l'accueil du public dans un ensemble de 93 monuments publics, dont les plus célèbres sont le Mont-Saint-Michel, l'Arc de Triomphe, les tours de Notre-Dame de Paris, la cathédrale de Chartres et Chambord.

3. Archéologie
(tableau 7)

On distingue plusieurs types d'opérations de fouilles terrestres.

Un *sondage* est une opération, limitée en étendue, destinée uniquement à reconnaître l'existence et la nature d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Les *fouilles de sauvetage* s'effectuent lorsque des travaux (urbanisme, équipements, agriculture,...) mettent au jour ou menacent de destruction des vestiges archéologiques.

Un sauvetage urgent est décidé par le directeur régional des Antiquités lorsque la destruction imminente et imprévue d'un gisement nécessite une intervention immédiate.

Les *sauvetages programmés* sont des opérations préventives décidées par le ministre, après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique, en raison de l'existence d'une menace à moyen terme pesant sur des sites d'importance scientifique reconnue. Ils sont dirigés par le personnel des circonscriptions ou confiés à des chercheurs extérieurs.

Les fouilles programmées sont poursuivies, sur des sites non menacés, par des chercheurs qui en ont fait la demande et obtenu l'autorisation du ministre de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique. Le nombre de ces fouilles, qui s'inscrivent dans de grands programmes de recherche, est volontairement limité pour permettre la concentration des moyens sur des chantiers d'intérêt national ou régional.

Les prospections (terrestres et aériennes) contribuent aux actions de prévention mais ne comportent ni fouilles ni sondages.

4. Musées
(tableaux 8 à 11)

Le nombre de musées en France est estimé à 2.100 environ. A côté des musées relevant du droit public, de nombreux musées « privés », appartenant à des particuliers, des associations, des entreprises sont difficiles à recenser, et l'utilisation du terme musée n'est pas réglementée.

Les musées gérés ou contrôlés par l'État, relèvent de structures complexes : ils appartiennent à l'État ou aux collectivités locales ou encore à des établissements publics ou à des associations.

Les musées français offrent des collections infiniment variées. Les créations de musées expriment les préoccupations de la société. La multiplication, au cours de ces dernières années, des musées ethnographiques et archéologiques témoigne d'un intérêt pour la redécouverte d'un passé local, de même que l'apparition des écomusées

s'inscrit dans les préoccupations concernant l'environnement.

Mais les musées sont aussi largement tributaires de conditions historiques et le nombre et l'importance des musées, le prestige de leurs collections, leur fréquentation par le public ne vont pas toujours de pair avec l'importance actuelle des villes qui en sont propriétaires.

A côté de leur mission traditionnelle et fondamentale de conservation des collections nationales, les musées tendent depuis plusieurs années à développer leur fonction éducative et à s'intégrer dans la vie quotidienne comme lieux d'accueil et de loisirs culturels.

5. Art lyrique et chorégraphique
(tableaux 12 à 17)

51. Activités lyriques et chorégraphiques

La vie musicale française est animée par un grand nombre de formations musicales professionnelles ou amateurs de taille et de vocation très diverses. Une idée du nombre de ces formations est donnée par la Confédération musicale de France qui regroupe près de 6.000 associations musicales, auxquelles il faut ajouter les compagnies lyriques, plusieurs milliers d'orchestres de bals et un nombre difficile à estimer de formations de variétés.

Les statistiques établies par la SACEM (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) constituent une information globale et unique sur les différents canaux de diffusion de la musique. C'est auprès d'elle que les « entrepreneurs de spectacle » doivent s'adresser pour obtenir l'autorisation de diffuser des morceaux de musique du répertoire qu'elle protège, aussi bien pour la musique vivante que pour la musique enregistrée, en contrepartie du versement du « droit d'auteur » dont le montant est déterminé par contrat préalable.

Les spectacles lyriques et chorégraphiques sont montés et présentés dans des lieux très divers (Opéra de Paris, maisons de la Culture, théâtres lyriques de province, salles des fêtes municipales, ...).

L'État prend en charge une partie des activités lyriques et chorégraphiques grâce, notamment, au financement du théâtre national de l'Opéra de Paris et aux subventions accordées aux 13 théâtres lyriques municipaux adhérant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF) et à des compagnies lyriques et chorégraphiques indépendantes.

52. Édition musicale

La France a été le premier pays (1925) à inclure dans sa législation, le dépôt légal des œuvres phonographiques.

Ce dépôt s'applique « aux enregistrements sonores de toute nature quel que soit le genre (musique, diction, éditions publicitaires), quel que soit le support matériel (disque, bande gravée, bande magnétique, cassette) et quel que soit le procédé technique utilisé ».

En 1938, une *Phonothèque nationale* est créée pour recevoir le dépôt légal des phonogrammes. En 1975, elle devient le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.

Les données du dépôt légal reprises ici constituent une première approche de l'édition musicale, dans la mesure où elles donnent une information sur le nombre de titres musicaux édités chaque année.

L'édition de disques, bandes, cassettes et cartouches est une activité industrielle qui relève du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire.

Le Syndicat national de l'édition phonographique fournit des données sur la vente de disques en France.

6. Art dramatique
(tableau 18)

Les systèmes d'exploitation des théâtres sont variés : ils vont de l'entreprise subventionnée à l'entreprise commerciale ou à des formes nouvelles qui ne veulent se réclamer ni de l'État ni du commerce.

Parallèlement aux théâtres nationaux, aux entreprises relevant du secteur privé ou de la décentralisation dramatique, il existe un grand nombre d'animateurs indépendants, amateurs ou professionnels, metteurs en scène de compagnies théâtrales fixes ou itinérantes se produisant dans des lieux très divers.

Le lieu théâtral où sont présentés les spectacles est souvent indépendant de l'entreprise théâtrale qui les produit. De nombreuses entreprises théâtrales n'ont en effet pas de salles à leur disposition pour présenter leurs productions et de nombreuses salles de théâtre restent vides ou ne sont que partiellement occupées. On ne peut parler du lieu théâtral sans noter enfin que l'une des tendances actuelles de l'expression théâtrale est de sortir des théâtres traditionnels pour investir des lieux non théâtraux.

7. Cinéma
(tableaux 19 à 23)

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire : le *Centre national de la cinématographie* (CNC) créé en 1946.

Un décret ministériel en date du 19 juin 1969 définit le rôle du Service des archives du film en chargeant le Centre national de la cinématographie (CNC) « d'assurer la conservation des films cinématographiques qui lui sont confiés en dépôt ou dont il acquiert la propriété ». Ce service reçoit dans les locaux appropriés dont il a la gestion à Bois-d'Arcy les films déposés volontairement par leurs détenteurs. Il conserve aussi depuis 1977 et sur délégation de la Bibliothèque nationale les films reçus au titre du dépôt légal.

L'industrie cinématographique se subdivise en trois branches : la production, la distribution, l'exploitation.

La production cinématographique française est caractérisée par l'existence d'un grand nombre de sociétés de production de longs et courts métrages dont seulement 10 % environ exercent une activité régulière.

La distribution cinématographique est assurée par des *sociétés de distribution* qui proposent des films en location aux exploitants. Les statistiques concernent uniquement la distribution de films de long et court métrages de format standard.

L'activité des sociétés de distribution se mesure en termes de films distribués par les sociétés qui ont enregistré des résultats d'exploitation en cours d'année.

Quant à l'exploitation cinématographique, le domaine couvert par les données correspond aux salles d'exploitation commerciale, utilisant les formats standard (projection en 35 mm).

8. Livres
(tableaux 24 à 27)

81. Édition de livres

Depuis 1958, le Syndicat national de l'édition effectue, pour le compte du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, une enquête statistique annuelle auprès des maisons d'édition de livres du secteur privé, membres ou non du syndicat, quels que soient leur importance et leur mode de distribution. Les organismes publics, les centres de recherche, etc., sont également inclus dans l'enquête, chaque fois qu'ils mettent en vente publique des ouvrages qu'ils éditent. Sans méconnaître les difficultés d'aboutir à des données certaines, cette enquête annuelle permet néanmoins de dégager des indications serrant d'assez près la réalité.

A côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font plus ou moins occasionnellement *acte d'édition* mais ne représentent, en marge de l'édition, qu'un chiffre d'affaires très faible (moins de 1 % de l'ensemble).

82. Bibliothèques
(tableaux 28 et 29)

821. Bibliothèques centrales de prêt

Les *bibliothèques centrales de prêt* sont des *bibliothèques de lecture publique*.

A partir d'un dépôt central situé généralement au chef-lieu du département, les bibliothèques centrales de prêt diffusent, dans les communes de moins de 20.000 habitants, livres, disques, revues et matériel audiovisuel.

Deux modes de prêt existent : le prêt par dépôts et le prêt direct dans les communes à partir de bibliobus.

Les données statistiques proviennent de la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire qui procède à une enquête annuelle auprès des bibliothèques centrales de prêt.

822. Bibliothèques municipales

Les statistiques des *bibliothèques municipales* sont élaborées à partir des rapports annuels envoyés par les communes à la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.

Les données relatives aux activités des bibliothèques municipales sont exploitées annuellement, celles concernant leurs fonds ne le sont que tous les trois ans. Le nombre de réponses des communes peut varier d'une enquête à l'autre, c'est pourquoi les statistiques sont présentées par habitant des communes desservies.

Si les activités traditionnelles des bibliothèques municipales sont décrites ici, celles concernant la fonction documentaire, les activités d'animation (heures du conte, expositions, ...), très difficilement quantifiables, ne sont pas retracées, bien que de grande importance; il en est de même pour les bibliothèques centrales de prêt.

9. Enseignement artistique
(tableaux 30 et 31)

Des formations existent dans tous les domaines artistiques et culturels. Elles sont parfois délicates à identifier, étant donné les finalités de culture générale ou de formation professionnelle, l'enchevêtrement des techniques, la disparité et la dispersion des lieux d'enseignement.

Ceux-ci sont de quatre types :

a. Les établissements publics relevant complètement de l'État (ministères de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire; de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports essentiellement);
b. Les établissements publics subventionnés ou contrôlés par l'État;
c. Les établissements publics dépendant uniquement des collectivités locales;
d. Les établissements privés dont certains sont subventionnés et contrôlés par l'État.

L'information donnée ici se limite, pour l'instant, à deux domaines : musique d'une part, arts plastiques et histoire de l'art d'autre part.

L'enseignement artistique non spécialisé n'est pas repris ici. Il se limite jusqu'à la fin du 1er cycle du second degré à une heure de dessin et de musique par semaine, mis à part les établissements possédant des classes à horaires aménagés, classes créées en 1973 en collaboration avec le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire dans lesquelles l'emploi du temps permet la poursuite d'études générales et musicales approfondies.

Dans le second cycle, l'enseignement artistique devient facultatif pour tous les élèves qui n'optent pas pour les baccalauréats A 3 (Lettres - Arts) et F 11, F 11′, F 12 (Musique - Danse - Arts plastiques).

Les chiffres figurant ici ne concernent que les établissements relevant de l'État ou contrôlés par lui. Par ailleurs, la formation continue n'est pas évoquée.

91. Musique

911. Établissements relevant du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

Cet enseignement comporte des établissements de plusieurs niveaux :

— deux établissements publics : les conservatoires nationaux supérieurs de musique (CNSM) de Paris et de Lyon (créé en 1979) dispensent un enseignement de haut niveau à finalité professionnelle;
— les écoles de musique contrôlées par l'État sont toutes des établissements municipaux; elles reçoivent (sauf les écoles agréées) une subvention d'État dont le montant s'est notablement accru au cours des dernières années.

Ces établissements comprennent : les conservatoires nationaux de région (CNR), les écoles nationales de musique (ENM) et les écoles de musique agréées (EMA).

S'il existe au moins un conservatoire national de région par région, les écoles nationales de musique et les écoles de musique agréées sont distribuées plus irrégulièrement sur le territoire. Par ailleurs, 4.000 communes déclarent posséder au moins une école de musique.

Toutes ces écoles municipales forment essentiellement des amateurs, et s'adressent en général à une population d'âge scolaire.

912. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Une vingtaine d'universités dispensent un enseignement musical : le premier cycle délivre un *diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de lettres et musique*. Le second cycle est sanctionné par une *licence d'éducation musicale* à laquelle fait suite une *maîtrise d'éducation musicale*. Il délivre aussi une maîtrise de musicologie et une maîtrise spéciale de sciences et techniques (MST) en histoire de la musique. Le troisième cycle est sanctionné par un diplôme d'études approfondies (DEA) et un doctorat.

Parallèlement sont préparés les concours de recrutement des enseignants en éducation musicale : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) et agrégation.

L'enseignement technique du second degré est dispensé dans des sections spécialisées des lycées menant au baccalauréat de technicien F 11 et F 11′, en collaboration avec le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire (la partie musicale de l'enseignement est assurée par les CNR ou les ENM). D'autre part, il existe deux brevets de techniciens (BT) et plusieurs certificats d'aptitude professionnelle (CAP) musicaux, préparant aux métiers de la musique et à la facture instrumentale (1).

92. Arts plastiques et histoire de l'art

921. Établissements relevant du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

L'enseignement des arts plastiques est dispensé, au plus haut niveau, par deux écoles ayant le statut d'établissement public : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) qui délivre le *diplôme supérieur des arts plastiques* (DSAP) et l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD).

Par ailleurs, des écoles publiques d'art dispensent à la fois un enseignement supérieur à temps plein sur lequel le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire exerce un contrôle pédagogique, un enseignement péri et postscolaire à temps partiel et, dans certains cas, des formations spécifiques.

Ces établissements sont les écoles nationales d'art gérées par le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire (Aubusson, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Limoges, Nancy, Nice et l'École nationale de la photographie d'Arles créée en 1982), et 49 écoles régionales et municipales.

En outre, plus de 400 communes possèdent une école d'art non habilitée par l'État.

L'enseignement contrôlé par le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire comporte deux filières : un cycle long de préparation au diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) et un cycle court conduisant au diplôme national d'arts et techniques (DNAT). La plupart des élèves sont des bacheliers.

L'école du Louvre est un établissement public qui dispense un enseignement d'histoire de l'art, d'archéologie et de muséologie original et de haut niveau. Outre les élèves suivant la scolarité à temps plein, l'école accueille un très grand nombre d'auditeurs.

922. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Onze universités délivrent un enseignement d'arts plastiques, conduisant au DEUG (lettres et arts, mention « arts plastiques »), à la licence, à la maîtrise, au DEA et au doctorat d'arts plastiques, ainsi qu'au CAPES et à l'agrégation.

Dix-neuf universités comportent tout ou partie des trois cycles d'histoire de l'art et archéologie.

En outre, il existe une maîtrise des sciences et techniques de « Conservation et restauration des œuvres d'art, sites et objets archéologiques et ethnologiques ».

L'enseignement technique supérieur est dispensé essentiellement dans quatre écoles nationales supérieures d'arts appliqués (ENSAA) : Boulle, Duperré, Estienne, Olivier-de-Serres, qui délivrent à la fois leurs diplômes spécifiques et des brevets de techniciens supérieurs.

L'enseignement professionnel du second degré conduit à des brevets de techniciens (20 spécialités environ) et à de très nombreux CAP de métiers d'art et d'arts appliqués (tailleur de pierre, graveur, tailleur sur cristaux, dessinateur en art graphique, sculpteur sur bois, relieur, bronzier, serrurier d'art...).

Une préparation au baccalauréat de technicien F 12, option « Arts appliqués », existe également depuis l'année scolaire 1982-1983.

1. Préparés dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP).

TABLEAU E.02-1

Fonds conservés dans les Archives nationales et départementales

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Km de rayonnages occupés

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Archives nationales	441	457	454	456	460	480	536	560	569	450
Archives départementales	1.163	1.257	1.220	1.283	1.325	1.377	1.454	1.500	1.540	2.059
Ensemble	**1.604**	**1.714**	**1.674**	**1.739**	**1.785**	**1.857**	**1.990**	**2.060**	**2.109**	**2.509**

TABLEAU E.02-2

Collections de microfilms (originaux et copies) des Archives nationales et départementales

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Km de films

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Archives nationales :										
soit : Service central	591	622	649	671	704	746	772	800	825	939
Section Outre-Mer	•	12	13	15	15	16	17	///	///	///
Espeyran	1.679	1.795	1.885	2.007	2.150	2.296	(1) 2.096	2.212	2.335	2.415
Aix (2)	88	93	102	122	140	157	175	167	355	382
Fontainebleau (3)	///	///	///	///	///	101	149	(4) 113	119	120
Archives départementales	2.251	2.303	2.390	2.470	2.570	2.659	2.747	2.817	2.886	2.956
Ensemble	**4.609**	**4.825**	**5.039**	**5.285**	**5.579**	**5.975**	**5.956**	**6.109**	**6.520**	**6.812**

(1) La diminution est due à l'élimination de microfilms sans intérêt pour l'histoire à l'expiration de leur durée d'utilité administrative. — (2) Centre des Archives d'Outre-mer, créé en 1966, il a absorbé, en 1987, la section Outre-mer. — (3) Centre des archives contemporaines, créé en 1970. Un atelier de microfilmage y fonctionne depuis 1981 ; la totalité des microfilms réalisés entre 1981 et 1984 n'a été comptabilisée qu'en 1984. — (4) La diminution provient de l'envoi à Aix-en-Provence de microfilms réalisés pour l'Outre-mer.

TABLEAU E.02-3

Lecteurs des services d'Archives nationales et départementales (1)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Lecteur

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Archives nationales	12.084	10.377	11.890	12.755	12.987	13.443	14.281	17.018	15.579	16.974
Archives départementales	66.595	80.804	89.970	91.841	98.918	102.749	107.635	109.579	106.535	114.474
Ensemble	**78.679**	**91.181**	**101.860**	**104.596**	**111.905**	**116.192**	**121.916**	**126.597**	**122.114**	**131.448**

(1) Lecteurs différents venus travailler dans les salles de lecture. Le nombre d'entrées, correspondant aux séances de travail effectuées, est de 672.740 en 1987 (59.639 pour les Archives nationales, 613.101 pour les Archives départementales). Le nombre de documents communiqués est de 2.523.607 en 1987 (180.127 pour les Archives nationales, 2.343.480 pour les Archives départementales).

TABLEAU E.02-4

Arrêtés de protection des monuments historiques

(Nombres cumulés en fin d'année)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Arrêté

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Classements (1)	12.021	12.180	12.239	12.362	12.535	12.807	12.846	12.955	13.104	13.234	13.396
Inscriptions	20.145	20.467	20.737	21.005	21.240	22.090	22.358	23.097	23.890	24.726	25.405
Ensemble	**32.166**	**32.647**	**32.976**	**33.367**	**33.775**	**34.897**	**35.204**	**36.052**	**36.994**	**37.960**	**38.801**

(1) Le nombre des arrêtés de classement à la fin de chaque année est supérieur au nombre des édifices classés comptabilisés à la même date par le fichier informatique. La différence s'explique par des extensions de classements d'édifices déjà protégés.

TABLEAU E.02-5

Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Situation au 31 mars 1989

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* type de propriétaire en %

Catégorie de monuments	Nombre de monuments	Type de propriétaire						
		Commune	Propriétaire privé	État	Département	Établissement public	Non ventilé	Ensemble
Nombre de monuments	12.295	7.527	3.507	698	207	157	199	///
dont par catégorie :								
Antiquités préhistoriques	1.290	18,7	59,8	8,9	0,6	0,9	11,1	100,0
Antiquités historiques	510	46,7	32,1	8,8	4,3	2,0	6,1	100,0
Châteaux	1.382	19,8	67,1	5,9	4,2	2,9	0,1	100,0
Architecture militaire	483	70,8	15,3	12,4	1,3	0,2	—	100,0
Cathédrales	87	—	—	100,0	—	—	—	100,0
Églises	4.337	97,7	1,6	0,4	0,1	0,1	0,1	100,0
Chapelles	612	76,5	18,6	2,0	1,0	1,3	0,6	100,0
Monastères	536	41,6	40,9	8,0	6,5	3,0	—	100,0
Édifices civils publics	563	60,6	12,6	15,1	4,1	7,3	0,3	100,0
Édifices civils privés	1.155	18,6	75,2	4,0	0,4	1,5	0,3	100,0
Divers	1.340	70,7	17,0	8,0	2,8	0,7	0,8	100,0
Ensemble	**12.295**	**61,2**	**28,5**	**5,7**	**1,7**	**1,3**	**1,6**	**100,0**

TABLEAU E.02-6

Entrées payantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité :* Millier de visiteurs

	1979	1980	1981	1982	(1) 1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Ensemble	**6.452**	**6.591**	**7.018**	**7.130**	**5.624**	**7.222**	**6.833**	**6.576**	**6.581**	**6.795**	**7.686**
dont :											
Abbaye de Brou	108	104	98	104	86	98	88	86	90	79	57
Abbaye de Cluny	90	98	101	102	92	101	99	109	106	113	123
Abbaye de Fontevrault	93	102	106	104	86	98	99	122	124	121	126
Abbaye de Jumièges	54	49	49	58	51	62	58	61	60	66	76
Abbaye du Mont-Saint-Michel	582	594	623	713	570	728	610	594	575	653	(2) 735
Abbaye du Thoronet	74	79	78	83	71	78	70	73	77	84	96
Arc de Triomphe	507	503	630	637	529	712	692	573	502	476	661
Cathédrale de Notre-Dame de Paris (tours)	458	437	578	608	501	590	574	468	522	569	597
Château d'Angers	155	152	167	158	129	161	150	154	154	158	163
Château d'Azay-le-Rideau	322	345	335	343	275	335	336	338	334	334	378
Château de Chambord	473	491	502	534	418	528	547	554	550	583	660
Château de Chaumont	117	156	117	132	111	130	121	113	114	111	120
Château de Haut-Koenigsbourg	534	521	497	541	388	502	480	469	487	491	532
Château d'If	121	121	130	138	82	91	84	74	85	76	77
Château de Pierrefonds	111	135	120	119	74	100	89	80	94	85	92
Cité de Carcassonne	182	193	209	217	149	193	216	197	201	215	234
Conciergerie	168	159	190	222	167	219	198	192	162	137	270
Crypte archéologique de Notre-Dame de Paris	///	96	170	86	82	92	82	76	111	112	104
Église abbatiale de Saint-Denis	104	112	115	99	83	100	91	93	102	115	132
Fort de Salses	59	63	67	78	60	80	77	89	79	85	85
Fouilles de Glanum à Saint-Rémy	95	81	67	80	57	82	67	75	73	66	67
Palais du Tau à Reims	63	57	54	58	50	57	52	54	58	58	67
Panthéon	161	167	210	189	190	182	148	139	156	171	196
Remparts d'Aigues-Mortes	191	179	184	187	136	191	170	179	188	163	164
Sainte-Chapelle	508	514	565	410	257	537	581	536	501	552	665
Trophée d'Auguste à la Turbie	51	57	64	64	62	72	50	45	49	61	57

(1) Le ticket spécial d'entrée pour les jeunes a été supprimé pour 1983. Il en résulte une diminution apparente de la fréquentation. — (2) Y compris les nocturnes.

TABLEAU E.02-7

Opérations de fouilles terrestres (Archéologie)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Opération de fouilles

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Sondages	236	176	191	203	238	309	299	311	413	463	503
Sauvetages	740	662	845	856	897	1.006	1.034	1.087	1.144	996	836
Fouilles programmées	390	390	375	375	416	423	406	396	361	324	283
Ensemble	**1.366**	**1.228**	**1.411**	**1.434**	**1.551**	**1.738**	**1.739**	**1.794**	**1.918**	**1.783**	**1.622**

TABLEAU E.02-8

Fréquentation des musées nationaux [*Entrées payantes*] (1)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Millier

	(2) 1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Ensemble	**4.953**	**6.485**	**7.129**	**6.661**	**8.354**	**8.405**	**9.144**
soit :							
Paris	*2.208*	*3.233*	*3.696*	*3.508*	*5.386*	*5.123*	*5.501*
dont :							
Arts africains et océaniens	62	97	113	104	112	123	127
Arts et traditions populaires	28	31	28	24	21	21	19
Cluny	89	113	111	91	85	96	101
Delacroix	18	22	31	21	24	31	24
Guimet	43	43	43	49	62	69	64
Jeu-de-Paume (3)	570	701	702	457	///	///	///
Louvre	1.310	1.901	2.055	1.730	1.790	1.930	2.438
Monuments français	25	39	41	30	26	25	25
Orangerie	///	198	261	275	225	232	257
Orsay (4)	///	///	///	135	2.611	2.177	2.112
Palais de Tokyo	62	84	96	18	///	///	///
Picasso (5)	///	///	212	569	427	417	330
Région parisienne	*2.300*	*2.695*	*2.864*	*2.603*	*2.429*	*2.644*	*3.052*
dont :							
Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	40	49	52	46	45	46	47
Ecouen	26	29	31	33	29	35	31
Fontainebleau	267	319	323	298	265	264	282
Malmaison Bois-Préau	96	109	96	82	73	76	72
Sèvres	19	25	26	26	24	25	25
Versailles (3)	1.847	2.158	2.331	2.113	1.988	2.192	2.588
Château	1.607	1.908	2.069	1.865	1.767	1.948	2.308
Grand Trianon	172	188	180	156	134	143	158
Petit Trianon et musée des voitures	68	62	82	92	87	97	110
Province	*406*	*497*	*479*	*474*	*468*	*525*	*591*
dont :							
Adrien Dubouché (Limoges)	18	19	21	20	18	18	17
Chagall (Nice)	48	72	89	84	93	103	101
Compiègne	65	87	65	63	61	65	66
Les Eyzies	99	117	109	105	99	102	105
L'île d'Aix (musée napoléonien)	17	21	20	20	19	19	19
Maison Bonaparte (Ajaccio)	49	56	56	63	62	73	70
Pau	90	102	97	101	98	97	102
Vallauris (6)	///	///	///	///	///	30	27

(1) Non compris les musées J.-J. Henner-Moreau et Rodin de Paris. Y compris les billets des agences de voyage non ventilables. — (2) En 1983, l'entrée dans les musées nationaux était gratuite le mercredi. — (3) Y compris les billets ventilables des agences de voyage et à partir de 1988 les entrées à la salle du Jeu-de-Paume. — (4) Ouvert en 1986. — (5) Ouvert en 1985. — (6) Musée fermé de 1983 à 1987.

TABLEAU E.02-9

Fréquentation des musées de la ville de Paris *(Présentations permanentes et expositions temporaires)*

Source : Ville de Paris — *Unité :* Millier d'entrées

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Art moderne (1)	455,7	236,7	243,5	283,7	485,1	550,9	414,2	189,4	185,8
Balzac	8,6	30,5	18,3	24,5	21,1	24,4	15,7	24,4	22,8
Bourdelle	7,6	14,2	13,0	14,1	13,5	18,8	15,7	15,8	18,3
Carnavalet (2)	60,8	200,9	218,3	281,9	254,3	216,2	170,8	167,8	180,8
Cernushi	22,6	20,1	34,7	20,9	20,7	25,4	17,8	19,2	34,1
Cognacq-Jay (2)	9,0	14,5	16,8	20,7	25,5	21,6	23,5	13,3	///
Mode et costume	32,1	81,2	65,9	77,3	92,7	160,3	63,2	79,0	107,2
Pavillon des arts	///	///	///	74,3	26,3	50,3	24,2	26,0	32,5
Petit Palais	272,1	593,5	272,8	180,0	203,4	215,7	463,2	207,9	268,8
Renan-Scheffer (3)	///	///	6,1	13,7	11,0	11,1	5,6	10,9	14,2
Victor-Hugo (4)	27,3	87,3	86,2	105,4	155,7	90,8	83,7	98,3	77,2
Zadkine (5)	///	7,9	6,1	9,5	10,3	8,9	10,7	9,5	10,0
Guernesey (6)	17,2	20,6	22,7	26,6	48,1	33,1	25,7	24,5	25,4
Ensemble	**913,0**	**1.307,4**	**1.004,4**	**1.132,6**	**1.367,8**	**1.427,5**	**1.334,0**	**886,0**	**977,1**

(1) En 1981, chiffre très important dû essentiellement à l'exposition Modigliani. — (2) En 1988, les musées Carnavalet et Cognacq-Jay ont été fermés au public une partie de l'année; en 1989, le musée Cognacq-Jay a été fermé. — (3) Musée géré par la ville de Paris depuis 1982, appelé à devenir une annexe du musée Carnavalet. — (4) En 1981, fermeture pour travaux de certaines salles. — (5) Ouvert le 19 avril 1982. — (6) Maison de Victor-Hugo, gérée par la ville de Paris.

TABLEAU E.02-10

Expositions organisées par ou avec le concours de la réunion des musées nationaux, dans les établissements parisiens

Source : Réunion des musées nationaux

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Ensemble	Plus de 100.000 visiteurs (1) 1989
Nombre total d'expositions	20	20	15	21	21	24	22	28	27	19	3
dont : Expositions payantes	12	15	11	13	14	15	12	11	16	16	3
Nombre de visiteurs des expositions payantes (en milliers)	1.246	1.409	884	2.183	1.510	1.646	951	*r* 1.085	1.912	1.412	937

(1) 1989 : nombre d'entrées payantes (en milliers) pour les expositions ayant reçu plus de 100.000 visiteurs : Gauguin 624; Michel-Ange 134; David 179 .

TABLEAU E.02-11

Fréquentation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Source : Centre Georges-Pompidou — *Unité :* Nombre

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Fréquentation générale	7.775.890	8.064.308	7.408.320	7.727.090	8.413.505	7.366.535	6.702.731	7.226.317	8.129.528	7.111.981
Fréquentation moyenne/jour	24.923	25.847	25.371	25.252	26.880	24.474	21.622	23.161	25.973	25.491
Nombre de jours d'ouverture	312	312	292	306	313	301	310	312	313	279
Bibliothèque publique d'information	4.385.000	4.422.000	4.113.000	4.150.000	4.358.800	4.252.200	4.006.452	4.335.253	4.086.157	3.328.123
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	1.200.114	1.190.393	1.170.566	1.199.401	988.338	(1) 758.649	1.063.075	1.143.672	1.069.876	986.574
Expositions temporaires (2)	1.962.000	1.193.000	1.353.000	1.750.000	3.979.500	2.285.289	2.630.068	3.094.247	1.924.934	917.966

(1) Le musée a été fermé pour réaménagement du 5 février 1985 au 21 mai 1985. — (2) Payants et gratuits.

TABLEAU E.02-12

Entreprises ayant des contrats d'abonné avec la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Entreprise

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Spectacles avec danse (1)	12.455	12.817	13.204	12.893	12.987	12.960	12.978	12.970	12.898	12.874
Spectacles sans danse (2)	614	694	772	815	892	968	1.184	1.305	1.452	1.562
Cinémas (3)	4.997	5.006	4.964	4.992	5.956	5.575	6.187	6.756	7.298	7.575
Entreprises diverses	179.546	180.063	188.466	189.029	192.760	195.996	200.448	205.516	211.109	221.653
Ensemble	**197.612**	**198.580**	**207.406**	**207.729**	**212.595**	**215.499**	**220.797**	**226.547**	**232.757**	**243.664**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc., y compris les municipalités qui organisent des spectacles. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Le fichier a été mis à jour en 1981.

TABLEAU E.02-13

Séances occasionnelles déclarées à la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Séance

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Spectacles avec danse (1)	153.885	167.303	179.619	182.464	175.259	173.343	173.595	182.766	184.314	177.439
Spectacles sans danse (2)	75.603	82.595	88.985	92.228	91.860	92.988	95.591	101.536	102.138	101.053
Cinémas	6.498	5.594	5.586	5.387	5.122	4.547	4.066	5.402	4.299	5.646
Divers	4.083	4.187	3.524	3.490	3.806	3.616	4.120	4.445	4.968	5.481
Ensemble	**240.069**	**259.679**	**277.714**	**283.569**	**276.047**	**274.494**	**277.372**	**294.149**	**295.719**	**289.619**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU E.02-14

Droits d'auteur perçus par la SACEM pour la diffusion publique du répertoire protégé

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Millier de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Spectacles avec danse (1)	194.531,1	219.202,7	254.361,9	274.779,3	298.205,9	321.266,0	334.155,2	324.333,0	363.368,7	313.845,3
Spectacles sans danse (2)	67.712,3	79.044,3	88.827,7	101.619,8	108.847,1	124.780,5	126.916,0	130.835,2	172.274,1	170.227,4
Cinémas (3)	35.976,8	43.185,2	54.638,4	58.506,9	60.812,1	58.851,0	65.775,3	47.905,7	53.782,9	51.918,9
Entreprises diverses (4)	123.648,0	135.325,1	146.153,1	161.640,7	176.714,5	187.164,4	200.487,5	217.615,5	235.128,9	274.384,5
Ensemble	**421.868,2**	**476.757,3**	**543.981,1**	**596.546,7**	**644.579,6**	**692.061,9**	**727.334,0**	**720.689,4**	**824.554,6**	**810.376,1**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Droits d'auteur perçus sur les musiques de films. — (4) En particulier musique d'ambiance.

TABLEAU E.02-15

Activités lyriques et chorégraphiques

Sources : Opéra de Paris et RTLMF — *Unités :* Spectacle, représentation
Spectateur : millier

	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
Théâtre national de l'Opéra de Paris (1) :										
Représentations	239	194	135	227	228	241	278	275	239	133
Spectateurs (2)	274	275	190	337	314	330	370	323	306	201
Théâtres lyriques municipaux (3) :										
Spectacles	211	283	279	269	271	242	231	223	210	...
Représentations	736	913	893	942	884	784	778	725	756	
Spectateurs (4)	692	812	825	907	808	748	744	698	693	...
Théâtres concernés	11	13	13	13	13	13	12	12	13	...

(1) Spectacles lyriques et chorégraphiques au Palais Garnier et à la Salle Favart. — (2) Tous spectateurs payants. — (3) Spectacles lyriques et chorégraphiques des théâtres appartenant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF). — (4) Spectateurs payants et gratuits.

TABLEAU E.02-16

Titres déposés au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale

Unité : Nombre

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Disques	**8.368**	**8.736**	**9.621**	**9.546**	**10.181**	**12.041**	**11.723**	**12.629**
30 cm	6.143	5.980	6.017	5.773	5.555	4.847	4.174	3.964
25 cm	11	9	5	4	6	5	4	6
17 cm	2.214	2.334	2.468	2.249	2.161	2.098	1.873	1.808
Compacts (1)	///	413	1.131	1.520	2.459	5.091	5.672	6.851
Cassettes	**3.219**	**3.227**	**3.692**	**2.984**	**3.646**	**3.667**	**4.208**	**4.936**
Ensemble	**11.587**	**11.963**	**13.313**	**12.530**	**13.827**	**15.708**	**15.931**	**17.565**

(1) Disques compacts 8 et 12 cm.

TABLEAU E.02-17

Édition de disques

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Ventes en France	1985	1986	1987	1988	1989
Quantités	**120.014**	**108.520**	**104.459**	**118.957**	**132.825**
Disques 45 tours	64.907	54.566	49.453	42.748	35.550
Disques 33 tours	32.059	26.823	20.405	19.376	16.174
Disques compacts	2.337	6.225	12.474	25.811	40.973
Cassettes	20.711	20.906	22.127	31.022	40.128
Facturations (1)	**2.417**	**2.635**	**2.784**	**3.762**	**4.810**
Disques 45 tours	728	682	631	551	459
Disques 33 tours	941	817	615	602	499
Disques compacts	170	475	833	1.553	2.386
Cassettes	578	661	705	1.056	1.466

(1) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-18

Activités théâtrales

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

Unités : Représentation : nombre
Spectateur : millier

	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
Théâtres nationaux										
Comédie française :										
Représentations	388	386	398	396	374	400	385	281	384	391
Spectateurs	298	289	296	289	231	268	270	197	236	283
Théâtre national de l'Odéon (1) :										
Représentations	505	382	404	353	313	364	370	328	352	335
Spectateurs	187	157	136	129	96	127	124	99	132	103
Théâtre national de Chaillot :										
Représentations	232	242	453	451	461	383	384	478	247	209
Spectateurs	93	46	130	106	114	110	108	146	89	90
Théâtre de l'Est parisien (2) :										
Représentations	278	385	406	303	412	263	238	218	///	///
Spectateurs	87	132	131	83	84	51	52	53	///	///
Théâtre de la Colline :										
Représentations	///	///	///	///	///	///	///	///	229	288
Spectateurs	///	///	///	///	///	///	///	///	51	70
Théâtre national de Strasbourg :										
Représentations	150	160	92	155	157	178	176	119	119	139
Spectateurs	51	80	95	77	91	52	48	36	35	39
Centres dramatiques nationaux (3)										
Représentations	4.568	4.643	4.616	5.568	5.426	4.857	4.580	4.807	5.425	(4) 4.837
Spectateurs	1.273	1.348	1.393	1.538	1.531	1.263	1.139	1.361	1.548	(4) 1.311
Théâtres parisiens (5)										
Représentations	(6)	11.535	10.600	11.287	12.253	11.972	14.261	14.056	13.509	12.754
Spectateurs	(6)	3.384	3.037	3.787	4.359	4.279	4.460	3.919	4.175	3.619

(1) Y compris Théâtre de l'Europe. — (2) N'existe plus en tant que théâtre national à partir de la saison 1987/88. — (3) Spectateurs payants et activités dramatiques uniquement : sont exclues les autres activités (danse, cinéma, variétés, animations scolaires) des centres nationaux. Les statistiques fournies comprennent les centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse. Les spectacles en tournées et les spectacles invités sont inclus. — (4) En 1988-89 un centre dramatique national a été partiellement fermé et un centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse n'a pas eu d'activité. — (5) Résultats donnés pour l'ensemble de l'année. Théâtres privés proprement dits, théâtres municipaux parisiens non subventionnés, spectacles donnés dans les salles ou espaces (Palais des congrès...) accueillant occasionnellement des spectacles vivants. — (6) Par suite du réaménagement des programmes informatiques des sociétés d'auteurs qui sont la source des statistiques habituellement communiquées, les données pour 1979 ne sont pas disponibles.

TABLEAU E.02-19

Le service des archives du film (1)

Source : Centre national de la cinématographie

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre de déposants	865	925	972	988	1.027	1.066	1.113	1162	1.213	1.252
Nombre de bobines déposées (2)	441.842	526.987	564.802	605.324	617.449	635.554	642.340	654.635	661.068	800.000
Nombre de films déposés	57.007	65.496	72.871	77.315	80.595	85.807	90.644	92.284	95.847	98.000

(1) En nombres cumulés. — (2) Il convient d'ajouter à ce chiffre les dépôts effectués dans le cadre de conventions passées avec deux sociétés d'actualités (Pathé et Gaumont) et l'Institut national de l'audiovisuel, soit environ 70.000 bobines; en 1989 y compris les dépôts de la cinémathèque de Toulouse.

TABLEAU E.02-20

Production française de films

Source : Centre national de la cinématographie — *Unité :* Nombre

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Sociétés de production de long métrage (1) :										
Autorisées	657	688	722	764	815	859	943	1.038	1.153	1.251
Actives (2)	174	192	169	137	175	175	178	149	163	174
Sociétés de production de court métrage :										
Autorisées	1.337	1.433	1.433	1.642	1.757	1.816	2.146	2.484	2.774	3.104
Actives (2)	329	219	182	228	256	231	282	248	250	223
Réalisateurs actifs de long métrage (3)	128	133	119	113	131	115	111	116	107	87
Réalisateurs actifs de court métrage recensés	282	369	327	845	425	357	224	279	359	300
Production de films de long métrage (4)	189	231	164	131	161	151	134	133	137	136
Films intégralement français	144	186	134	101	120	106	97	96	93	66
Films de coproduction	45	45	30	30	41	45	37	37	44	70
A majorité française	16	22	15	17	16	25	15	17	22	35
A majorité étrangère	29	23	15	13	25	20	22	20	22	35
Production de films de court métrage (5)	429	474	438	501	572	476	540	484	443	346

(1) Long métrage : film de plus de 1.600 m. — (2) Ayant effectivement participé à la production d'au moins un film ayant accès au soutien financier de l'État. — (3) Ayant effectivement réalisé des films français ayant accès au soutien financier de l'État. — (4) Ne sont pris en considération que les longs métrages ayant accès au soutien financier de l'État, à l'exclusion des films pornographiques et d'incitation à la violence. — (5) Commerciaux exclusivement.

TABLEAU E.02-21

Activité des sociétés de distribution de films

Source : Centre national de la cinématographie

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre de sociétés autorisées	254	271	294	269	291	306	321	328	343	367
dont : Ayant enregistré des résultats d'exploitation	179	190	178	171	286	186	176	168	167	164
Distributeurs spécialisés « Art et essai »	58	68	64	58	62	71	73	69	75	68
Nombre de films de long métrage sortis pour la première fois	694	672	590	568	492	456	436	433	431	366
Chiffre d'affaires des sociétés de distribution (en millions de F)	1.061,9	1.346,1	1.633,7	1.718,3	1.808,8	1.748,7	1.747,2	1.480,3	1.441,7	1.483,7
soit : Distributeurs diffusant en majorité des films français	740,2	988,3	1.180,6	1.428,1	1.248,1	1.092,4	1.104,3	848,6	830,0	667,1
dont : Spécialisés « Art et essai »	47,5	68,0	57,9	57,9	93,5	88,7	92,6	141,2	186,8	111,5
Distributeurs diffusant en majorité des films américains	321,7	357,8	453,1	290,2	560,7	656,3	642,9	631,7	611,7	816,6

TABLEAU E.02-22

Exploitation cinématographique

(Format standard 35 mm)

Source : Centre national de la cinématographie

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Équipement :										
Nombre de salles (en unités) (1) *r*	4.500	4.532	4.669	4.857	5.098	5.153	5.117	5.026	4.819	4.658
Nombre de complexes (en unités)	659	721	776	838	911	951	961	964	926	897
Nombre de salles de complexes (en unités)	2.106	2.341	2.553	2.794	3.109	3.262	3.329	3.357	3.273	3.183
Nombre de fauteuils (en milliers)	1.408,8	1.342,7	1.316,4	1.311,5	1.306,5	1.276,1	1.231,3	1.171,4	1.104,4	1.051,6
dont : fauteuils des complexes	454	493	528	567	611	633	642	644	625	607
Programmation :										
Films projetés (en unités)	5.256	5.357	5.493	5.293	5.028	6.870	5.834	4.943	4.806	4.218
Français	1.763	1.841	1.936	1.863	1.748	2.410	2.093	1.804	1.716	1.570
Étrangers	3.493	3.516	3.557	3.430	3.280	4.460	3.741	3.139	3.090	2.648
Films sortis pour la 1re fois	694	672	590	568	492	456	436	433	431	366
Spectateurs (en millions) (2)	174,8	189,2	■ 201,9	198,8	190,8	175,0	167,8	136,7	124,7	*p* 118,8
Recette (en millions de francs) (3) *r*	2.820,2	3.471,6	4.136,4	4.402,6	4.475,7	4.365,5	4.424,4	3.782,1	3.112,2	*p* 3.618,5
% films français dans la recette	47,7	50,5	53,7	47,0	49,5	44,7	43,9	35,6	39,0	33,4

(1) Au 31 décembre de chaque année, salles fonctionnant en séances payantes. — (2) À compter de 1982, le nombre comprend également les spectateurs des films de 16 mm. — (3) Recette totale guichet, y compris TSA (Taxe spéciale additionnelle) et TVA.

TABLEAU E.02-23

Décomposition de la recette des exploitants de cinéma (Format standard)

Source : Centre national de la cinématographie — *Unité :* %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taxe spéciale additionnelle (1)	///	///	///	///	///	11,5	11,4	11,4	11,3	11,1
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (2) (3)	6,9	6,7	6,9	6,8	6,8	6,0	6,0	6,6	6,7	5,3
Exploitation	50,7	50,2	49,4	48,9	48,5	43,0	42,9	42,7	42,9	43,3
Production-distribution	40,9	41,7	42,3	42,9	43,3	38,3	38,5	38,1	37,9	39,0
Droits d'auteur	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3
Presse filmée	0,1	ε	ε	ε	ε	ε	—	—	—	—

(1) Non comptabilisée avant 1985. — (2) La TVA est passée de 7 % à 5,5 % au 1er janvier 1989 . — (3) À partir de 1980, compte tenu de la perception au taux majoré de la TVA s'appliquant aux programmes pornographiques ou d'incitation à la violence. À partir de 1987 la taxe spéciale additionnelle est soumise à la TVA.

TABLEAU E.02-24

Ventes de livres par les éditeurs (1)

(Marché intérieur et exportation)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Catégorie :										
Livres scolaires	632,8	700,2	839,4	976,8	1.080,4	1.103,4	1.136,2	1.423,6	1.583,8	1.669,9
Livres scientifiques, professionnels et techniques	330,2	341,7	399,1	412,0	516,7	557,4	564,2	617,2	534,3	541,3
Livres pratiques	613,1	661,7	851,3	1.046,3	1.033,4	1.113,0	1.250,5	1.296,7	1.371,5	1.412,0
Livres de sciences humaines	409,5	448,4	501,6	578,0	645,1	698,6	755,5	804,9	931,1	995,3
Littérature	1.337,4	1.462,0	1.559,4	1.815,2	2.004,0	2.096,0	2.301,3	2.250,5	2.345,8	2.568,5
Encyclopédies et dictionnaires	1.059,2	1.249,7	1.224,9	1.293,4	1.366,1	1.401,5	1.439,7	1.440,5	1.700,9	2.092,9
Beaux-arts et beaux livres	362,1	437,6	443,9	528,4	574,8	626,7	572,1	645,3	718,8	780,4
Livres pour la jeunesse	522,5	551,0	618,1	726,0	753,0	907,0	955,3	991,4	1.091,2	1.163,2
Divers non ventilés	109,5	126,7	129,8	95,0	68,2	60,3	84,6	126,5	53,9	48,7
Total des ventes (2)	**5.376,3**	**5.979,0**	**6.567,5**	**7.471,1**	**8.041,7**	**8.563,9**	**9.059,4**	**9.596,6**	**10.331,3**	**11.272,2**
soit : Marché intérieur	4.742,9	5.272,5	5.781,5	6.623,3	7.113,5	7.483,9	7.949,8	8.489,7	9.220,9	•
Exportations (3)	633,4	706,5	786,0	847,8	928,2	1.080,0	1.109,6	1.106,8	1.110,4	•
Cession de droits	**123,0**	**214,4**	**170,7**	**202,4**	**271,3**	**345,4**	**395,7**	**325,3**	**365,5**	**394,7**
soit : Marché intérieur	64,6	145,0	93,2	107,1	153,3	241,2	264,3	199,4	211,7	•
Exportations (3)	58,4	69,4	77,5	95,3	118,0	104,2	131,4	125,9	153,8	•
Ensemble (1)	**5.499,3**	**6.193,4**	**6.738,2**	**7.673,5**	**8.313,0**	**8.909,3**	**9.455,1**	**9.921,9**	**10.696,8**	**11.666,9**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxes). — (2) Non compris les cessions de droits. — (3) Il convient de signaler qu'une partie non négligeable des exportations passe par les diffuseurs et les grossistes et de ce fait se trouve reprise dans le marché intérieur.

TABLEAU E.02-25

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires (1)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Maison d'édition

Chiffre d'affaires	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
100 millions et plus	11	13	15	18	21	21	21	21	22	21
De 50 à moins de 100 millions	11	10	13	18	18	23	26	25	26	27
De 20 à moins de 50 millions	32	36	41	35	28	23	31	36	36	43
De 10 à moins de 20 millions	43	40	36	41	43	50	39	44	44	45
De 5 à moins de 10 millions	58	51	51	54	58	43	47	49	47	45
De 2 à moins de 5 millions	76	77	72	72	74	79	80	71	70	71
De 1 à moins de 2 millions	52	48	57	57	68	63	55	55	54	54
De 0,5 à moins de 1 million	71	72	65	55	54	46	44	46	45	42
De 0,2 à moins de 0,5 million	50	49	55	48	45	43	40	40	45	44
Ensemble	**404**	**396**	**405**	**398**	**409**	**391**	**383**	**387**	**389**	**392**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxe).

TABLEAU E.02-26

Ventes de livres en prix public par circuit de distribution

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* %

	1986	1987
Ventes par clubs	11,1	10,7
Ventes par courtage	10,5	10,3
Ventes par correspondance	8,7	9,7
Ventes aux distributeurs	4,4	///
Ventes aux grossistes, détaillants	59,8	61,8
dont : non ventilées	8,0	16,2
librairies	37,6	34,5
grandes surfaces et magasins populaires	9,4	7,2
grossistes	4,8	3,9
Ventes aux collectivités et administrations	1,6	1,4
Autres circuits	3,5	5,8
Non ventilées	0,4	0,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.02-27

Production de livres par catégorie (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Unités : Nombre de titres
Millier d'exemplaires

Branche	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988			
								Nouveautés	Nouvelles éditions (2)	Réimpressions (3)	Total
Titres produits											
Livres scolaires	3.139	3.270	3.576	3.771	4.218	4.573	4.310	1.441	126	3.272	4.839
Livres scientifiques, professionnels et techniques	1.791	1.987	2.111	2.330	2.390	2.353	2.231	1.289	188	803	2.280
Livres pratiques	2.732	2.744	2.892	3.323	3.272	3.955	3.807	1.155	1.076	1.338	3.569
Sciences humaines	3.380	3.572	3.755	3.834	3.692	3.969	3.749	2.193	375	1.433	4.001
Littérature générale	8.472	8.518	8.508	8.995	9.256	9.295	9.960	4.662	1.371	3.946	9.979
Encyclopédies et dictionnaires	476	456	509	655	473	449	543	74	51	390	515
Beaux-arts	1.080	1.027	1.071	891	936	1.026	1.174	737	102	404	1.243
Livres pour la jeunesse	4.532	4.774	4.926	5.275	4.821	4.804	5.208	2.288	222	2.784	5.294
Total	**25.602**	**26.348**	**27.348**	**28.974**	**29.068**	(4) **30.424**	**30.982**	**13.839**	**3.511**	**14.370**	**31.720**
Exemplaires produits											
Livres scolaires	53.452	53.988	55.191	53.891	58.690	68.855	67.244	22.728	1.406	43.361	67.495
Livres scientifiques, professionnels et techniques	6.806	6.487	7.166	8.627	8.229	7.681	7.705	3.515	1.541	2.052	7.108
Livres pratiques	43.674	46.977	41.649	42.876	44.083	48.915	45.883	13.638	22.325	12.034	47.997
Sciences humaines	18.127	19.890	18.475	17.832	19.113	19.128	18.129	8.236	2.702	7.155	18.093
Littérature générale	145.281	152.048	158.610	159.539	150.298	137.933	138.101	61.226	28.475	46.584	136.285
Encyclopédies et dictionnaires	10.339	10.213	10.884	11.202	11.450	10.920	11.015	2.386	2.180	6.404	10.970
Beaux-arts	6.490	6.368	6.874	6.285	7.975	7.694	8.123	4.441	538	3.123	8.102
Livres pour la jeunesse	61.754	65.750	66.289	71.653	65.888	63.509	70.451	31.531	4.559	27.265	63.355
Total	**345.923**	**361.721**	**365.138**	**371.905**	**365.756**	(4) **364.635**	**366.651**	**147.701**	**63.726**	**147.978**	**359.405**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxes). — (2) Ouvrages comportant des modifications par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (3) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédente édition. — (4) Dont 10 titres correspondant à 30.000 exemplaires non ventilés.

TABLEAU E.02-28

Bibliothèques centrales de prêt

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Nombre de bibliothèques centrales de prêt (en unités) (1)	76	76	78	94	94	*r* 94	94	92
Nombre de communes desservies (en unités)	19.118	19.463	20.454	21.597	22.597	23.540	22.421	21.980
Population desservie (en milliers) (2)	19.673	19.937	20.955	23.433	24.492	23.593	20.229	19.750
Personnel (nombre d'agents)	859	880	1.023	1.128	1.246	1.392	1.385	1.397
dont : Personnel scientifique (en unités)	100	102	121	124	124	120	...	...
Collections :								
Nombre de disques et cassettes (en milliers)	61	67	81	184	276	362	402	460
Nombre de volumes (en milliers)	9.446	9.980	11.250	12.329	13.436	14.373	14.367	14.474
Nombre de bibliobus-musibus (en unités)	209	210	247	262	286	332	334	336
Prêts par dépôt :								
Nombre de lieux desservis (en unités) (3)	27.291	27.387	29.279	30.551	31.768	31.775	32.896	31.834
Nombre de dépôts effectués (en unités)	74.149	75.101	83.533	84.628	89.758	90.500	73.868	131.189
Nombre de livres déposés (en milliers de volumes) (4)	9.016	9.431	10.179	11.199	12.860	13.354	13.268	13.898
Prêts directs :								
Nombre de communes desservies (en unités)	1.280	1.411	1.488	1.608	1.695	1.834	...	...
Nombre de livres prêtés dans les communes (en milliers de volumes)	2.682	2.724	2.784	2.871	3.066	2.973	3.017	2.733
Nombre de classes desservies dans les établissements scolaires (en unités)	10.870	(5) 9.440	9.207	9.249	8.231	6.930	5.382	4.384
Nombre de livres prêtés dans les établissements scolaires (en milliers de volumes)	1.564	1.424	1.422	1.420	1.321	1.021	757	622

(1) À partir de 1986, il y a 96 B.C.P. en activité dont 94 ont répondu à l'enquête de 1986, et 92 à celle de 1987. — (2) Les communes de 10.000 à 20.000 habitants ne sont plus desservies en 1985. — (3) Il s'agit essentiellement de mairies, écoles, foyers éducatifs. Les dépôts effectués et renouvelés régulièrement sont gérés en général de manière bénévole par des secrétaires de mairie, des instituteurs, ... — (4) On estime le nombre de livres prêtés à 2,5 fois le nombre de livres déposés. — (5) Deux bibliothèques centrales de prêt sur 17 pratiquant le prêt direct dans les établissements scolaires n'ont pas répondu.

TABLEAU E.02-29

Bibliothèques municipales - Activités de prêt (1)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Nombre de communes possédant une bibliothèque municipale	930	992	1.029	1.106	1.224	1.330	1.341	1.366
Population desservie (millier)	27.659	28.245	28.414	28.730	29.603	29.729	29.421	29.870
Prêts à domicile (pour 1.000 habitants) :								
Livres :								
Emprunteurs inscrits	100	107	114	125	•	138	157	151
Volumes prêtés	219	225	242	265	•	293	292	296
Disques et autres enregistrements :								
Emprunteurs inscrits (2)	13,0	15,1	16,2	15,8	•	20,6	28,1	29,7
Disques prêtés (2)	272	312	360	335	•	380	411	486

(1) Non compris les prêts par dépôt. — (2) Des communes possédant ce type de collection.

TABLEAU E.02-30

Enseignement de la musique

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire et de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Sources : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire,
Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Unité : Élève

	Année scolaire						
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989
Établissements contrôlés par le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire :							
Conservatoires nationaux supérieurs de musique (1)	1.450	1.508	1.475	1.505	1.501	■ 287	341
Conservatoires nationaux de région (CNR) (2)	44.128	44.096	40.199	34.573	39.369	43.731	39.568
Écoles nationales de musique (ENM) (3)	57.070	65.251	61.294	54.608	67.624	78.722	71.242
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports :							
Universités :							
1er cycle	3.354	3.329	(4) 2.678	(4) 2.344	(4) 2.425	(4) 2.453	(4) 2.443
2e et 3e cycles	1.586	1.689	1.826	1.974	1.846	1.948	2.001
Enseignement du second degré (second cycle professionnel long) :							
Préparation au BTn F11 et F11′ (5)	*r* 1.475	*r* 1.296	*r* 1.165	*r* 1.223	*r* 1.232	*r* 1.206	1.258
Préparation au BT (6)	61	59	57	58	63	65	70

(1) Y compris années préparatoires et cycle de spécialisation (CNSM de Paris). En 1987-1988 et 1988-1989 uniquement CNSM de Lyon. — (2) En 1986-1987 données portant sur 26 CNR, en 1987-1988 sur 30 CNR, en 1988-1989 sur 26 CNR. — (3) En 1986-1987 données portant sur 81 ENM, en 1987-1988 sur 97 ENM, en 1988-1989 sur 79 ENM. — (4) Certains étudiants de 1re année du premier cycle ne figurent pas dans les effectifs des spécialisations, ils sont regroupés dans une rubrique « avant orientation », celle-ci s'effectuant au 2e trimestre. — (5) Élèves des classes de seconde, première et terminale de l'enseignement public et privé. — (6) Brevets de techniciens des métiers de la musique et de la facture instrumentale.

TABLEAU E.02-31

Enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire et de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Élève

	Année scolaire							
	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989
Établissements relevant du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire :								
École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA)	2.158	2.259	2.120	2.053	2.018	1.718	1.364	1.184
École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD)	903	1.009	995	1.000	901	853	758	693
Écoles d'art (1) :								
Nationales	1.327	1.320	1.357	1.309	1.443	1.321	1.305	1.293
Régionales et municipales (2)	9.164	9.040	8.675	8.129	8.404	*r* 8.113	*r* 8.197	8.215
École du Louvre :								
Élèves	3.045	2.743	2.992	2.751	2.737	2.640	2.777	2.591
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports :								
Universités (3) :								
Arts plastiques :								
1er cycle	2.549	2.823	2.925	(4) 1.836	(4) 1.325	(4) 1.650	1.495	1.862
2e et 3e cycles	2.447	2.458	2.493	2.669	2.918	2.979	3.000	2.809
Histoire de l'art et archéologie :								
1er cycle	4.321	4.627	4.628	(4) 3.902	(4) 3.835	(4) 4.224	4.334	4.821
2e et 3e cycles	3.408	3.797	4.192	4.362	4.385	4.405	4.080	4.306
Sections de techniciens supérieurs (3) (5)	*r* 664	*r* 713	*r* 791	*r* 1.352	*r* 1.703	*r* 1.811	*r* 1.890	2.557
Préparation au BTn F 12 (6)	///	*r* 445	*r* 816	*r* 1.197	*r* 1.459	*r* 1.780	*r* 1.999	2.364
Préparation au BT (5)	2.089	2.324	2.763	2.854	2.778	2.728	3.025	...

(1) Ensemble des effectifs, à l'exclusion de ceux des enseignants péri et post-scolaires. — (2) Non compris les établissements dispensant uniquement un enseignement péri et post-scolaire (écoles de 3e classe). — (3) Élèves des 3 années des sections de techniciens supérieurs, enseignement public et privé . — (4) Une partie des étudiants de 1re année du premier cycle ne figurent pas dans les effectifs des spécialisations et sont regroupés dans une rubrique « avant orientation », celle-ci s'effectuant au 2e semestre. — (5) BTS et BT d'arts appliqués.. — (6) Élèves des classes de seconde, première et terminale, enseignement public et privé.

SOURCES DE DOCUMENTATION

• **Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.**

— Département des études et de la prospective, 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél. : (1) 42 33 99 84.

Annuaire statistique de la culture :

— Données 1960 à 1970, La documentation française, 1977;
— Données 1970 à 1974, La documentation française, 1978.
— Fascicules : livre (1981), cinéma (1981), musique, art lyrique et danse (1981), musées (1983), bibliothèques (1983), enseignement des arts plastiques (1984), livre (1984) de l'*Annuaire statistique de la Culture*, Ministère de la Culture, 1982 à 1984.
— Fascicules : industries de la culture 1985; Livres bibliothèque 1986. La Documentation française.

Des chiffres pour la culture, La documentation française, 1980.
Des chiffres pour le patrimoine, La documentation française, 1981.
Atlas culturel 1977, La documentation française, 1977.
Repères sur les monuments historiques protégés, La documentation française, 1987.

— Les pratiques culturelles des Français. Évolution 1973-1989, par Olivier Donnat et Denis Cogneau. La Découverte, La documentation française, 1990.
— Nouvelle enquête sur les pratiques culturelles des Français en 1989, La documentation française, 1990.
— Direction des Archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris Cedex 03. Tél. : (1) 40 27 60 00.

La Gazette des archives (trimestriel), Association des archivistes français.

— Direction du patrimoine, 3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél. : (1) 40 15 80 00.

Fichier informatique des monuments historiques (immeubles classés).

— Direction des musées de France, Palais du Louvre, pavillon Mollien, Cours du Carrousel, 75041 Paris Cedex 01. Tél. : (1) 42 60 39 26.

Musées et collections publiques de France (bulletin trimestriel de l'association générale des conservateurs des collections publiques de France).

— Direction du livre et de la lecture, 27, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : (1) 40 15 73 00.

Statistiques annuelles des bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt.

Bibliothèques municipales. Statistiques 1974-1975; Statistiques 1977; Statistiques 1980; Statistiques 1983.

— Direction de la musique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : (1) 40 15 80 00.
— Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel Béthune-Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : (1) 42 74 22 22.
— Réunion des musées nationaux et École du Louvre, 60, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 22 39 36.
— Centre national de la cinématographie, 12, rue de Lübeck, 75784 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 45 05 14 40.

Bulletin d'information du CNC (trimestriel) avec une annexe statistique annuelle.

— Bibliothèque nationale, département de la phonothèque et de l'audiovisuel, 58, rue de Richelieu, 75084 Paris Cedex 02. Tél. : (1) 47 03 81 26.

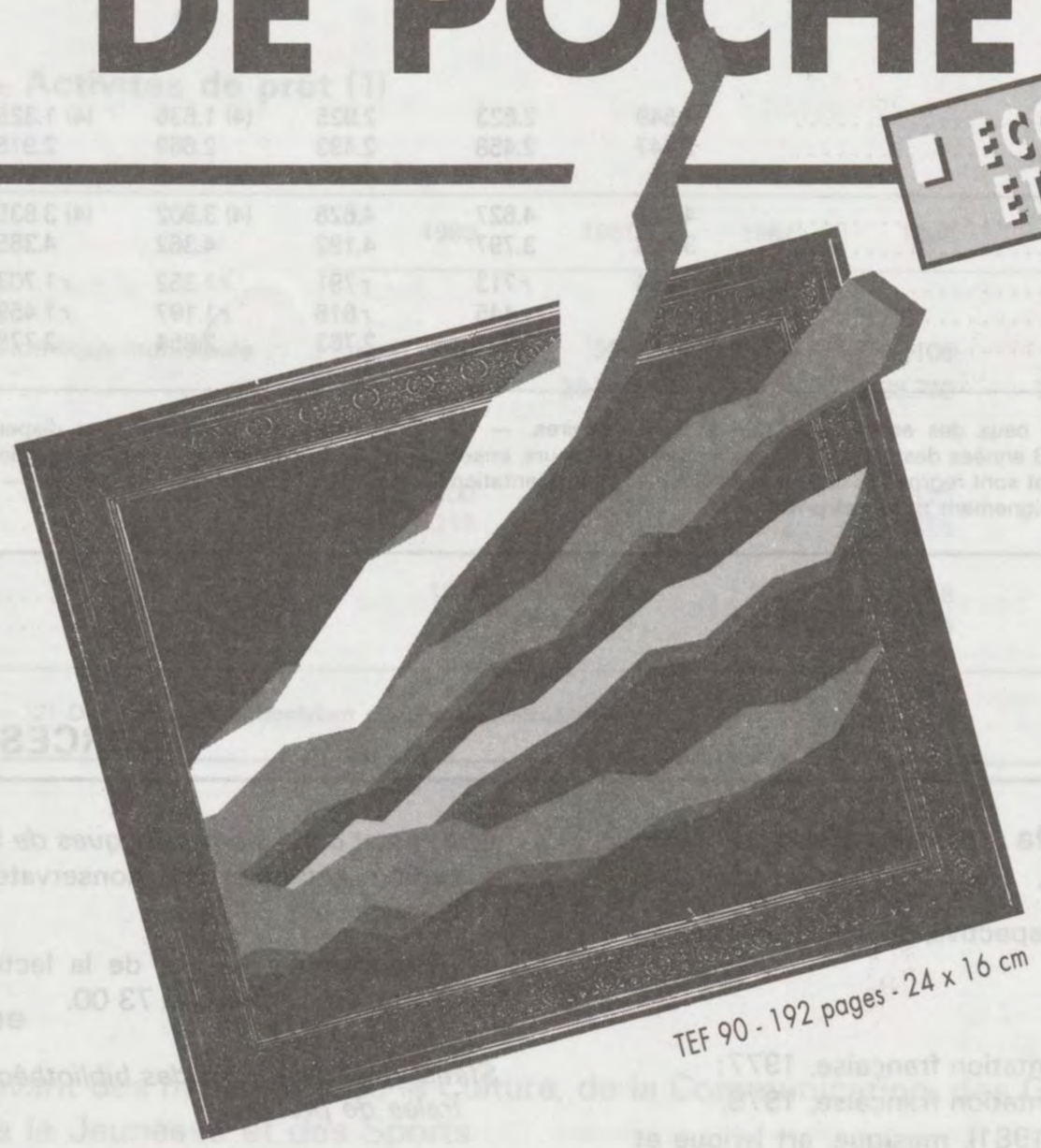
• **Syndicat national de l'édition phonographique**, 48, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

• **Syndicat national de l'édition**, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris. Tél. : (1) 43 29 75 75.

Données statistiques sur l'édition de livres en France (annuel).

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1990
14 ème EDITION

UNE VERITABLE ENCYCLOPEDIE DE POCHE



TEF 90 - 192 pages - 24 x 16 cm

- **M**ariage judicieux entre commentaires et chiffres
- **I**llustration de graphiques, cartes, tableaux
- **A**pproche facile par mots-clés
- **M**ise à jour régulière des informations
- **D**es thèmes d'actualité : emploi, revenus, santé, enseignement, bourse...
- **N**ombreuses comparaisons internationales
- **L**angage clair, accessible à tous.

BON DE COMMANDE

A RETOURNER à L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE VOTRE REGION

Je souhaite recevoir ___ exemplaire(s) de l'ouvrage **TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1990**
192 pages - Format 24 x 16 - au prix de **55 F + participation aux frais d'envoi : 10 F** par envoi
France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom, Prénom _____
Société _____
Adresse complète _____

Ci-joint un chèque de _____ F à l'ordre de l'INSEE Date : _____ Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Chapitre E.03

Tourisme

1. Le touriste
2. L'offre
3. La demande

1. Le touriste

Une définition du touriste a été proposée par l'UIOOT devenue l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), à la conférence des Nations unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963) :

« On appelle *touriste* toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où elle a son lieu de résidence habituelle pour y effectuer un séjour d'au moins vingt-quatre heures (ou une nuitée au moins) et dont les motifs de voyage peuvent être classés en :

— loisirs (agrément, vacances, santé, études, religions et sports);

— affaires, famille, mission, réunion,

à l'exclusion du motif consistant à exercer dans le pays visité une profession rémunérée dans le pays même. »

Une telle définition s'applique au tourisme international. La direction des industries touristiques a été conduite à la généraliser en élargissant sa portée au tourisme national. Toutefois, celle-ci a été assortie d'une contrainte supplémentaire — celle d'une durée maximale de séjour de quatre mois — afin d'éliminer concrètement certaines catégories de voyageurs, et notamment étudiants, voyageurs en mission de longue durée... qu'il convient de considérer davantage comme résidents temporaires que comme touristes.

Largement extensive par rapport à la seule notion de « tourisme agrément », une telle définition offre l'avantage de reposer sur un critère simple : celui du déplacement assorti d'une nuit au moins passée hors du domicile principal.

La définition retenue est la suivante :

« Doit être considérée comme *touriste,* toute personne en déplacement hors de sa résidence principale pour une

---

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la direction des industries touristiques.

durée d'*au moins vingt-quatre heures* et *inférieure à quatre mois* et pour l'un des motifs suivants :

a. Agrément (vacances et séjours de fin de semaine);
b. Santé (thermalisme, thalassothérapie...);
c. Mission ou réunion de toutes sortes (manifestations sportives, congrès, séminaires, pèlerinages...);
d. Voyage d'affaires;
e. Voyage scolaire à l'occasion de la « transplantation » de classes (classe de mer, classe de neige...).

Ne sont pas considérés comme touristes :

a. Les personnes dont la durée du déplacement est inférieure à vingt-quatre heures (excursionnistes);
b. Les personnes arrivant dans une région avec ou sans contrat de travail pour y occuper un emploi ou exercer une activité professionnelle;
c. Les autres personnes venant fixer leur domicile dans la région;
d. Les étudiants, jeunes gens dans des pensionnats ou écoles ainsi que les militaires du contingent;
e. Les personnes se rendant (ou séjournant) dans un établissement hospitalier;
f. Les parents ou amis se déplaçant à l'occasion d'un événement familial (maladie ou décès) dans les limites des congés légaux.

2. L'offre

21. Agences de voyages
(tableau 1)

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (Nomenclature d'activités et de produits 74 09.)

22. Hôtellerie
(tableau 2)

Les hôtels de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classé, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprendra donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Les résidences de tourisme ne sont pas incluses dans ces statistiques.

Les hôtels « rattachés tourisme », créés par arrêté du 7 mars 1978 en fonction de normes moins contraignantes que les hôtels de tourisme, devront disparaître dans les cinq ans et se reclasser soit en hôtellerie de tourisme sans étoile, soit en hôtellerie non homologuée de tourisme. Leur nombre ne devrait pas cesser de décroître.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

23. Autres hébergements
(tableau 3)

Les *terrains de camping-caravaning* aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 22 juin 1976.

Les statistiques de ce tableau ne comprennent pas les terrains déclarés en mairie (dont le camping à la ferme), les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

« Est considéré comme *village de vacances* tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels », (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

L'agrément est facultatif et réservé aux villages de vacances classés et à but non lucratif. Il porte sur l'équipement et non le gestionnaire et permet à celui-ci de bénéficier de diverses aides publiques.

Les *auberges de jeunesse* sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Les *maisons familiales de vacances* sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit, qui, tout en offrant des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles, doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

3. La demande

31. Les départs en vacances des Français
(tableaux 4 à 15)

Les départs en vacances sont saisis à partir d'une enquête couplée à l'enquête de conjoncture auprès des ménages réalisée auprès d'un échantillon d'environ 7.000 ménages.

L'enquête de mai étudie tous les séjours de vacances dites d'hiver, ayant débuté entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 avril de l'année *n*.

Celle d'octobre étudie les séjours de vacances dites d'été, ayant commencé entre le 1er mai de l'année *n* et le 30 septembre de la même année.

Lorsqu'on parlera de l'année *n*, il s'agira de la période écoulée entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année *n*.

Les Français : il s'agit non pas des personnes de nationalité française, mais de tous les membres de ménages ordinaires résidant en France métropolitaine, quelle que soit leur nationalité.

Les vacances : ce sont des séjours de quatre jours consécutifs ou davantage passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé. Une même personne peut effectuer plusieurs séjours de vacances dans l'année. Chacun des séjours est pris en compte.

Le taux de départ : c'est le nombre de personnes parties au moins une fois dans l'année en vacances, rapporté à la population totale, estimée d'après l'enquête.

32. Le tourisme d'affaires
(tableau 16)

Figurent dans ce tableau les statistiques d'entrées dans quelques foires importantes dont le comité d'organisation adhère à l'office de justification des statistiques.

D'autre part, il convient de noter que le visiteur d'une foire, s'il se déplace hors de son domicile pendant moins de vingt-quatre heures, n'est pas considéré, selon les termes de l'OMT comme un touriste.

33. Le thermalisme
(tableau 17)

Les résultats présentés concernent les cures effectuées par les curistes libres ou assurés sociaux, un même curiste pouvant effectuer plusieurs cures en une année.

34. La fréquentation étrangère
Bilan financier du tourisme avec l'étranger
(tableau 18)

On trouvera dans ce tableau les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de *transactions* (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de *règlements* (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

1. Cf. au chapitre 0.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux *transactions* et aux *règlements*.

* * *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 7409)

Année 1988

Source : INSEE. Enquête annuelle d'entreprise services

Unités : Effectif : nombre
Montant : million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Effectif non salarié	Chiffre d'affaires (hors taxes)	Marge (1) (hors taxes)	Valeur ajoutée (hors taxes)	Investissements
Hors tranche (2)	108	629	91	1.463	95	— 47	18
0 à 5 salariés	1.245	3.017	1.465	3.599	1.024	640	49
6 à 19 salariés	549	5.125	507	6.011	1.769	1.133	74
20 à 49 salariés	116	3.489	78	4.469	1.264	741	45
50 à 99 salariés	27	1.802	6	3.589	832	359	26
100 salariés et plus	21	10.598	3	12.667	4.020	2.350	188
Total	**2.066**	**24.660**	**2.150**	**31.798**	**9.004**	**5.176**	**401**

(1) Marge : chiffre d'affaires + variations des stocks — (achats pour revente + sous-traitance, prestations rétrocédées). — (2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction des Industries touristiques

En unités

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Sans étoile (1) :										
Hôtels	•	•	•	•	•	•	•	30	73	125
Chambres	•	•	•	•	•	•	•	328	1.312	2.788
1 étoile :										
Hôtels	10.274	10.289	10.273	10.266	10.253	10.226	10.256	10.196	10.047	8.290
Chambres	177.011	177.189	175.816	175.087	174.146	172.581	172.790	170.733	168.423	139.921
2 étoiles :										
Hôtels	5.783	5.798	6.173	6.386	6.660	6.857	7.021	7.228	7.470	8.853
Chambres	156.138	156.628	166.655	172.267	180.334	186.483	192.137	200.291	208.236	251.939
3 étoiles :										
Hôtels	1.890	1.890	1.916	1.935	1.986	2.033	2.174	2.264	2.395	2.670
Chambres	80.950	80.950	81.754	82.811	84.129	86.290	95.348	98.992	110.395	124.195
4 étoiles :										
Hôtels	364	364	358	352	350	348	281	288	273	(2) 349
Chambres	24.952	24.952	24.409	24.053	24.223	23.826	18.735	18.687	15.119	(3) 25.014
Luxe 4 étoiles :										
Hôtels	131	131	134	134	135	133	127	130	120	
Chambres	17.513	17.513	17.980	20.451	18.213	18.256	17.667	17.850	14.782	
Total :										
Hôtels	**18.442**	**18.472**	**18.854**	**19.073**	**19.384**	**19.597**	**19.859**	**20.136**	**20.378**	**20.287**
Chambres	**456.564**	**457.232**	**466.614**	**474.669**	**481.045**	**487.436**	**496.677**	**506.881**	**518.267**	**543.857**

(1) Norme 1986. — (2) Hôtels 4 étoiles et plus. — (3) Chambres 4 étoiles et plus.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction des Industries touristiques

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre d'installations										
Terrains de camping (1)	6.832	7.009	7.602	7.765	8.373	8.242	8.684	■ 8.193	8.218	8.352
Villages de vacances agréés (2)	•	537	552	•	564	■ 580	580	715	•	•
Auberges de jeunesse	•	274	284	314	342	330	369	•	•	341
Maisons familiales de vacances	•	623	741	•	840	840	840	•	•	152
Gîtes ruraux et communaux (3)	28.040	30.678	30.678	31.871	31.836	33.145	33.508	35.148	35.264	37.209
Chambres d'hôtes (3)	2.791	3.121	3.111	3.518	4.162	4.572	5.419	6.248	7.174	8.490
Places disponibles (ou lits) en milliers										
Terrains de camping (1) (4)	1.886,5	1.992,7	2.163,9	2.241,3	2.340,9	2.407,3	2.498,0	■ 815,4	817,2	824,7
Villages de vacances agréés (2)	182,6	193,7	196,5	197,8	199,2	■ 201,0	201,0	242,0	•	•
Auberges de jeunesse	14,3	14,7	15,5	18,1	19,5	18,4	20,2	•	•	21,0
Maisons familiales de vacances	64,9	67,0	79,7	82,8	85,9	89,2	91,1	•	•	13,8

(1) À partir de 1986, le total comprend exclusivement les campings homologués. Les chiffres des années précédentes intégraient les campings en cours de classement, ainsi que les campings non classés. — (2) À partir de 1984, série non parfaitement comparable en raison d'un apurement du fichier qui, par ailleurs, contient maintenant tous les villages de vacances classés. — (3) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène. — (4) À partir de 1986, nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4

Les vacances sur l'ensemble de l'année : généralités

Source : INSEE — *Unité :* Million

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Effectif de la population des ménages ordinaires *d'après l'enquête* (1)	52,2	52,2	52,5	53,6	54,3	54,6	54,5	54,5	54,6	54,8
Nombre de personnes parties en vacances	29,3	29,9	30,4	31,2	31,1	31,4	31,7	31,9	32,4	33,8
Taux de départ (2) [en %]	57,2	57,2	57,8	58,3	57,3	57,5	58,2	58,5	59,5	60,7
Nombre de séjours de vacances	52,8	54,0	55,4	56,4	57,7	57,7	59,7	61,8	62,6	64,0
Soit : en France	44,8	45,7	47,0	48,3	48,9	48,8	49,6	51,5	52,0	52,6
à l'étranger	8,0	8,3	8,4	8,1	8,8	8,9	10,1	10,3	10,6	11,4
Nombre de journées de vacances	866	882	895	920	921	915	913	925	929	928
Soit : en France	718	724	740	766	759	747	734	742	745	729
à l'étranger	148	158	155	154	162	168	179	183	184	199

(1) Population des ménages ordinaires d'après l'enquête : *cette estimation,* obtenue à partir de l'échantillon, nécessairement différente de la population réelle, assure la cohérence des taux de départ. — (2) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-5

Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ

Source : INSEE — *Unité :* %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taux de départ pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**57,2**	**57,2**	**57,8**	**58,3**	**57,3**	**57,5**	**58,2**	**58,5**	**59,5**	**60,7**
Suivant l'âge :										
0-13 ans	62,5	66,2	66,0	67,9	65,0	64,8	65,5	66,4	67,9	68,2
14-19 ans	58,3	57,4	59,9	61,0	59,2	60,6	63,8	64,2	65,4	68,6
20-24 ans	57,5	58,4	60,5	59,8	55,5	55,4	56,7	56,0	55,0	57,9
25-29 ans	62,1	65,0	63,2	63,1	60,6	63,7	62,7	61,8	60,3	62,5
30-39 ans	66,4	67,1	67,6	68,4	65,3	65,2	65,0	63,2	65,3	66,4
40-49 ans	58,3	59,3	59,4	58,9	62,5	62,8	63,2	65,8	64,3	66,4
50-54 ans	51,1	50,5	51,3	50,7	50,8	52,2	55,7	57,0	54,6	61,3
55-59 ans	51,7	49,6	51,4	50,1	51,0	49,4	49,0	50,3	53,9	50,5
60-64 ans	47,6	48,0	51,3	49,6	47,3	47,7	51,1	53,0	55,3	52,5
65-69 ans	44,5	42,4	45,1	45,7	50,9	48,7	50,7	48,8	48,8	52,2
70 ans et plus	32,1	31,2	30,8	30,0	34,1	34,6	31,1	32,2	36,3	33,9
Suivant la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :										
Exploitants et salariés agricoles	16,9	21,5	22,8	25,2	24,9	22,2	29,7	26,8	34,0	33,9
Patrons industrie et commerce	64,8	63,4	60,4	59,7	60,4	59,2	59,7	59,2	60,5	63,7
Cadres supérieurs, professions libérales	85,2	86,5	88,2	89,1	88,0	90,8	87,2	87,2	88,1	89,4
Cadres moyens	80,7	80,4	81,2	81,3	82,6	85,3	79,6	80,9	75,7	80,0
Employés	69,3	69,8	67,7	72,7	70,6	66,9	64,9	68,0	66,8	67,5
Ouvriers	52,6	55,4	55,7	54,8	52,8	51,9	55,3	54,7	55,2	55,6
Personnels de service	57,9	51,8	58,7	53,0	53,1	54,5	52,3	44,0	61,5	55,3
Autres actifs	85,0	73,6	76,6	76,5	71,4	71,3	74,0	70,1	73,0	69,7
Inactifs	40,6	39,3	41,0	42,1	41,8	43,9	43,2	43,2	46,1	46,3
soit : Retraités	•	•	•	•	•	•	•	42,9	47,1	46,4
Autres inactifs	•	•	•	•	•	•	•	44,8	40,0	45,9
Suivant la catégorie de commune de résidence principale (1) :										
Communes rurales	35,7	36,8	38,1	39,6	39,3	40,3	43,1	44,9	47,4	49,4
Agglomérations de — de 20.000 habitants	51,7	50,3	51,3	54,7	50,7	50,7	50,1	52,5	52,6	56,9
Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants	57,1	59,5	62,3	59,1	61,4	59,7	57,0	59,3	63,4	62,7
Agglomérations de + de 100.000 habitants (sauf agglomération parisienne)	64,1	65,6	64,8	66,5	65,7	63,8	66,7	60,5	63,2	64,0
Agglomération parisienne (sauf ville de Paris)	78,8	82,6	81,7	79,7	76,9	81,7	78,3	78,6	76,9	77,4
Paris	85,3	80,8	85,5	83,1	83,5	82,9	81,9	79,0	82,5	78,6

(1) Selon les délimitations du recensement de 1979 pour les résultats des années 1980 à 1984; selon les délimitations des recensements de 1975 et 1982 pour les résultats de 1985; selon les délimitations du recensement de 1982 pour les résultats de 1986, 1987, 1988 et 1989.

TABLEAU E.03-6

Les vacances sur l'ensemble de l'année : nombre moyen de journées par personne partie

Source : INSEE — *Unité :* Journée

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre moyen de journées pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**29,4**	**29,5**	**29,5**	**29,5**	**29,6**	**29,2**	**28,8**	**29,0**	**28,6**	**27,9**
Selon l'âge :										
0 à 13 ans	31,5	31,3	31,7	31,6	30,9	30,2	30,3	31,2	30,6	29,8
14 à 19 ans	30,0	29,8	30,8	31,1	31,2	30,7	30,2	30,3	30,4	28,7
20 à 24 ans	25,6	27,0	26,2	26,3	28,9	27,3	28,2	27,4	26,6	25,7
25 à 29 ans	23,1	26,3	25,2	25,5	26,1	25,5	25,4	25,0	25,0	24,3
30 à 39 ans	27,5	27,5	27,4	27,3	26,5	26,2	25,9	25,0	25,4	24,8
40 à 49 ans	27,1	27,6	26,8	27,1	27,2	27,3	26,3	27,0	26,3	25,9
50 à 54 ans	25,6	25,1	27,0	26,2	26,7	27,2	26,5	27,2	26,0	25,2
55 à 59 ans	27,7	28,0	28,5	28,2	30,4	30,9	32,7	30,6	28,3	29,5
60 à 64 ans	35,1	34,5	33,2	31,7	36,0	34,4	30,6	32,5	33,3	33,0
65 à 69 ans	34,2	35,8	38,0	39,1	37,9	36,0	31,8	34,5	34,4	35,7
70 ans et plus	38,1	39,8	37,9	38,9	34,0	35,5	39,6	37,7	34,2	31,1
Selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :										
Exploitants et salariés agricoles	15,3	16,1	15,0	15,9	15,8	13,3	16,8	18,9	15,3	18,1
Patrons de l'industrie et du commerce	23,2	23,0	22,3	22,7	20,6	22,6	25,4	22,5	23,8	20,9
Cadres supérieurs et professions libérales	38,4	39,1	37,7	38,2	37,0	36,7	34,1	36,6	35,6	32,9
Cadres moyens	30,4	31,1	31,7	31,6	31,2	31,5	30,1	30,3	31,2	29,3
Employés	28,3	26,3	27,6	27,1	27,3	26,2	27,4	26,6	25,3	26,0
Ouvriers	24,7	24,1	24,5	24,6	25,0	24,2	23,8	24,3	23,4	23,8
Personnel de service	24,0	25,3	24,7	26,1	25,1	26,5	29,0	24,9	23,0	25,2
Autres actifs	31,2	33,1	38,9	33,7	35,8	30,7	33,6	26,3	30,1	30,4
Inactifs	36,5	36,5	35,7	34,9	35,7	35,3	34,4	35,0	34,5	33,9
soit : Retraités	•	•	•	•	•	•	•	34,4	33,7	33,2
Autres inactifs	•	•	•	•	•	•	•	39,0	39,7	37,6

TABLEAU E.03-7

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances passées en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Selon le genre de vacances :										
Circuit	3,8	3,5	3,6	3,6	3,4	3,2	4,4	3,7	3,2	3,8
Campagne	28,3	28,7	26,5	26,3	25,2	27,6	27,7	27,4	27,7	25,6
Mer	46,5	39,8	42,4	42,9	42,4	41,9	39,3	42,8	42,5	43,9
Montagne	17,2	20,5	19,6	20,7	21,2	20,5	20,6	18,5	18,9	18,4
Ville	4,2	7,5	7,9	6,5	7,8	6,8	8,0	7,6	7,7	8,5
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :										
Hôtel	7,2	7,0	6,7	6,3	5,9	6,4	6,2	5,3	5,6	5,4
Location	14,9	13,6	14,4	14,6	16,0	15,3	15,4	15,2	16,4	16,4
Résidence secondaire possédée	13,5	14,5	13,5	13,4	13,7	15,0	14,4	15,5	14,0	14,1
Résidence principale parents ou amis	30,3	30,2	30,1	30,2	30,3	29,8	31,4	30,4	30,8	31,5
Résidence secondaire parents ou amis	8,2	8,8	8,9	9,5	9,1	9,8	9,0	9,9	11,1	10,3
Tente, caravane	17,5	17,7	18,5	17,0	17,4	15,4	15,1	15,7	15,5	15,5
Village de vacances	4,2	4,1	4,0	4,1	3,6	4,0	4,3	4,0	3,7	4,5
Autres (1)	4,2	4,1	3,9	4,9	4,0	4,3	4,2	4,0	2,9	2,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-8

Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours de vacances des Français* à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Pays de destination	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Espagne (1)	1.761	1.740	1.769	1.792	1.600	1.723	1.980	2.217	2.325	2.339
Portugal	743	839	945	803	938	868	1.078	1.200	1.006	1.080
Italie	1.176	1.287	1.329	1.288	1.269	1.062	1.357	1.211	1.231	1.033
Suisse	354	380	284	331	294	316	517	277	397	361
Allemagne (République fédérale d'), Autriche	566	571	642	511	669	796	899	737	628	698
Bénélux, Scandinavie	314	262	414	306	263	279	358	491	416	408
Iles britanniques	489	425	403	460	550	529	366	587	603	657
Grèce	247	222	265	261	392	372	363	341	341	329
Autres pays méditerranéens (2)	291	402	382	187	197	329	531	499	466	621
Pays de l'Est	195	152	183	189	172	179	194	120	184	207
Algérie	196	229	278	305	295	293	321	310	281	322
Maroc	398	370	340	369	513	461	551	537	644	779
Tunisie	360	459	354	289	471	417	364	400	534	564
Autres pays d'Afrique	107	151	161	161	227	258	291	336	175	457
États-Unis d'Amérique	121	127	135	168	115	163	158	219	265	325
Autres pays d'Amérique	85	165	117	119	205	112	107	160	250	286
Asie, Océanie	131	86	96	152	134	100	133	130	194	313
Total (3)	**7.534**	**7.867**	**8.097**	**7.691**	**8.304**	**8.257**	**9.568**	**9.772**	**9.940**	**10.779**

* Par Français, il faut entendre résidents sur le territoire métropolitain.
(1) Y compris Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël. — (3) La différence constatée entre ce total et le nombre de séjours à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée.

TABLEAU E.03-9

Les vacances sur l'ensemble de l'année : journées de vacances des Français* à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* Million

Pays de destination	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Espagne (1)	33,1	31,1	29,6	30,6	30,4	33,1	31,6	37,3	38,2	36,3
Portugal	20,4	23,9	25,2	23,2	23,9	24,7	26,9	30,0	22,2	26,9
Italie	20,4	20,2	22,0	22,8	22,3	19,0	20,2	18,7	17,0	13,8
Suisse	4,8	4,1	3,0	3,0	2,8	3,5	6,0	2,2	5,2	3,5
Allemagne (République fédérale d'), Autriche	6,7	7,5	7,2	6,0	7,2	9,7	9,9	7,7	6,7	8,3
Benelux, Scandinavie	4,3	3,4	3,9	3,8	2,2	3,1	4,7	6,1	5,1	4,6
Îles britanniques	6,4	6,5	5,4	6,9	6,6	6,9	4,5	7,4	7,6	8,4
Grèce	4,6	4,3	4,8	5,0	6,9	6,6	6,4	4,6	5,2	5,0
Autres pays méditerranéens (2)	6,2	9,3	7,9	3,5	3,4	5,0	10,2	8,4	12,3	11,2
Pays de l'Est	3,4	3,1	2,5	2,3	2,5	2,1	3,8	2,0	2,9	4,9
Algérie	5,6	7,0	10,0	13,8	10,4	9,6	10,3	12,2	8,7	11,1
Maroc	7,8	8,0	7,1	9,1	11,6	12,8	14,2	14,6	18,2	20,8
Tunisie	7,6	10,9	6,8	6,3	10,2	8,5	9,3	5,7	7,8	11,3
Autres pays d'Afrique	2,1	3,7	3,1	3,0	3,6	4,8	4,9	8,8	3,4	7,1
États-Unis	3,8	3,7	2,8	4,3	4,0	4,2	3,6	3,9	5,0	6,4
Autres pays d'Amérique	2,6	4,1	2,5	2,7	4,7	2,7	2,0	2,9	5,6	5,8
Asie, Océanie	2,7	1,7	2,0	3,0	3,2	3,0	3,6	3,5	5,2	6,3
Non déclarés	///	///	///	///	///	///	5,9	6,3	7,7	7,3
Total	(3) **142,4**	(3) **152,6**	(3) **145,8**	(3) **149,4**	(3) **156,0**	(3) **159,3**	(3) **178,0**	(3) **182,3**	**184,0**	**199,0**

* Par Français, il faut entendre résidents sur le territoire métropolitain.
(1) Y compris Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël. — (3) La différence constatée entre ce total et le nombre de journées à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée.

TABLEAU E.03-10

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Selon le genre de vacances :										
Circuit	18,7	16,4	15,1	13,4	16,2	17,1	16,5	19,3	19,3	20,0
Campagne	22,4	21,8	20,4	20,3	19,3	17,4	22,2	20,1	17,2	18,4
Mer	37,2	35,3	35,8	36,9	37,8	38,5	31,2	34,4	35,3	32,8
Montagne	7,5	8,2	10,9	10,0	8,1	10,0	9,3	5,6	8,4	6,4
Ville	14,2	18,3	17,8	19,4	18,6	17,0	20,8	20,6	19,8	22,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Selon le mode d'hébergement :										
Hôtel	23,7	20,1	23,5	20,3	19,8	21,6	20,6	21,9	23,4	23,0
Location	6,8	7,3	8,1	8,6	7,9	7,6	7,3	8,0	7,9	8,4
Résidence secondaire possédée	5,5	4,4	7,3	4,9	7,5	7,0	7,1	10,2	4,5	6,6
Résidence principale parents ou amis	45,6	48,1	44,2	49,7	47,6	45,7	49,4	40,2	43,3	44,4
Résidence secondaire parents ou amis	4,0	3,7	3,3	3,1	3,6	3,6	3,2	3,7	4,9	4,3
Tente ou caravane	8,0	9,2	7,2	5,8	7,1	7,3	5,0	7,7	7,2	7,2
Autres	6,4	7,2	6,4	7,6	6,5	7,2	7,4	8,3	8,8	6,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TABLEAU E.03-11

Les vacances d'été : généralités

(1er mai au 30 septembre)

Source : INSEE — *Unité :* Million

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre de personnes parties en vacances d'été	27,8	28,4	28,6	29,6	29,2	29,4	29,5	29,6	30,3	31,0
Taux de départ en été (1) [en %]	53,3	54,3	54,5	55,2	53,9	53,8	54,1	54,2	55,5	56,5
Nombre des séjours	35,3	36,3	36,9	37,8	37,0	38,0	38,2	39,1	40,1	42,1
— en France	29,5	30,1	31,0	32,2	30,7	31,7	31,1	32,0	32,5	34,0
— à l'étranger	5,8	6,2	5,9	5,6	6,3	6,3	7,1	7,1	7,6	8,1
Nombre de journées de vacances	692	705	706	732	723	722	706	645	709	722
— en France	572	572	583	608	588	584	561	554	560	561
— à l'étranger	120	133	123	124	135	138	145	141	149	161

(1) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er mai et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-12

Répartition des journées de vacances par mois d'été (1)

Source : INSEE — *Unités :* % / Million de journées

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Mai	2,6	2,3	2,9	2,6	3,8	4,2	4,4	4,4	4,3	5,2
Juin	5,0	5,2	5,5	5,6	10,8	11,8	12,8	10,3	8,9	9,5
Juillet	32,0	29,8	31,9	35,5	46,5	44,7	41,1	44,0	45,1	46,5
Août	50,6	50,9	51,2	49,3	34,1	34,7	37,0	36,3	36,5	34,1
Septembre	9,8	11,8	8,5	7,0	4,8	4,6	4,7	5,0	5,2	4,7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100,0	100,0
Ensemble des journées	692	697	698	724	721	723	706	695	704	717

(1) Seuls les séjours ayant démarré et fini dans les limites mai-septembre ont été comptabilisés pour cette répartition.

TABLEAU E.03-13

Les vacances d'été : répartition des séjours en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Selon le mode de transport :										
Train	11,0	•	10,2	10,7	10,2	11,7	10,7	11,0	10,5	10,5
Auto	83,0	•	82,9	82,1	83,3	81,6	82,2	82,2	82,7	83,0
Car	2,8	•	2,7	2,4	2,7	2,7	2,6	2,3	2,6	2,5
Avion	1,8	•	2,1	2,4	2,2	2,1	2,2	2,5	2,8	2,6
Autres	1,4	•	2,1	2,4	1,6	1,9	2,3	2,0	1,4	1,4
Ensemble	**100,0**	•	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de vacances :										
Circuit	5,0	5,1	5,2	4,8	4,3	5,0	5,9	5,3	4,2	4,6
Mer	44,8	43,6	46,0	46,0	46,4	45,5	44,1	46,5	47,7	48,5
Montagne	17,2	17,4	17,3	18,0	17,8	16,9	17,3	15,8	15,4	14,9
Campagne	27,0	27,1	25,0	25,3	24,6	25,9	25,3	25,7	25,9	23,8
Ville	6,0	6,8	6,5	5,9	6,9	6,7	7,4	6,7	6,8	8,2
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :										
Hôtel	9,7	9,5	9,1	8,1	7,7	8,7	9,0	7,5	7,6	7,9
Location	14,1	12,4	13,6	13,9	14,8	14,4	14,3	14,6	16,8	16,0
Résidence secondaire	9,0	10,0	8,9	8,5	8,7	9,1	9,3	10,4	9,4	9,3
Résidence principale des parents et amis	28,0	30,2	28,9	29,8	29,6	29,2	29,2	28,6	28,5	29,8
Résidence secondaire des parents et amis	9,1	8,8	8,8	9,8	9,8	10,5	9,2	10,1	11,0	10,9
Tente ou caravane	21,7	20,8	22,9	20,6	21,5	19,4	20,0	20,0	19,2	18,3
Village de vacances	4,6	4,6	4,0	4,5	3,9	4,2	4,8	4,7	4,4	5,3
Autres (1)	3,8	3,7	3,8	4,8	4,0	4,5	4,2	4,1	3,1	2,5
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-14

Les vacances d'hiver : généralités

(1er octobre au 30 avril)

Source : INSEE — *Unité :* Million

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre de personnes parties en vacances d'hiver	12,2	12,6	13,3	13,1	14,3	13,6	14,8	15,5	15,6	15,0
Taux de départ en hiver (1) [en %]	22,7	23,8	24,6	24,3	26,2	24,9	27,1	28,0	28,2	27,3
Nombre de séjours de vacances	17,5	17,7	18,5	18,6	20,7	19,6	21,5	22,7	22,6	21,9
— en France	15,3	15,6	16,0	16,1	18,2	17,1	18,5	19,5	19,5	18,6
— à l'étranger	2,2	2,1	2,5	2,5	2,5	2,5	3,0	3,2	3,1	3,3
Nombre de journées de vacances	174	177	189	188	198	193	206	229	219	206
— en France	146	152	157	158	170	162	173	188	184	168
— à l'étranger	28	25	32	30	28	31	33	41	35	38

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre et le 30 avril.

TABLEAU E.03-15

Les vacances d'hiver : répartition des séjours en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Selon le mode de transport :										
Train	17,4	18,1	16,4	16,2	16,7	17,6	16,2	15,9	17,8	14,7
Auto	77,7	75,8	75,8	77,2	77,0	75,5	77,4	78,0	76,3	77,4
Car	3,2	2,9	3,8	2,7	2,6	2,6	3,1	2,2	2,4	3,0
Avion	1,3	2,3	2,8	2,9	2,8	3,4	2,4	3,2	3,1	4,2
Autres	0,4	0,9	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,7	0,4	0,7
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :										
Circuit	2,1	1,8	1,8	2,0	2,4	1,4	2,0	1,6	1,8	2,3
Mer	14,3	15,8	18,2	18,3	16,1	17,6	15,9	20,8	17,6	18,8
Montagne	34,7	34,3	35,6	37,2	37,7	38,6	35,9	33,3	34,7	33,2
Campagne	32,4	33,0	30,0	29,9	28,0	28,2	31,3	27,8	29,4	29,2
Ville	16,5	15,1	14,4	12,6	15,8	14,2	14,9	16,5	16,5	16,5
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :										
Hôtel	11,4	10,2	10,8	11,3	10,4	10,2	9,0	7,7	8,2	8,3
Location	9,7	10,9	11,0	14,2	15,1	12,6	12,3	15,3	14,6	16,7
Résidence secondaire	13,0	14,0	14,0	13,4	12,8	13,9	14,4	15,4	13,3	12,7
Résidence principale des parents et amis	46,6	43,4	41,5	42,5	42,7	43,1	45,3	41,8	45,1	43,2
Résidence secondaire des parents et amis	8,4	10,6	10,9	8,9	8,6	10,3	9,9	9,6	11,7	11,5
Village de vacances	3,7	4,1	4,9	3,6	3,6	4,7	3,9	3,7	2,9	3,4
Autres (1)	7,2	6,8	6,9	6,1	6,8	5,2	5,2	6,5	4,2	4,2
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse, tente et caravane.

TABLEAU E.03-16

Tourisme d'affaires : entrées dans quelques foires importantes (1) par région

Source : Fédération des Foires et Salons de France — *Unité :* Millier d'entrées

Région	1985	1986	1987	1988	Principales villes de foire	1985	1986	1987	1988
Île-de-France	1.103,4	1.036,1	920,1	892,6	Paris	1.103,4	1.010,7	901,5	872,7
Champagne - Ardenne	310,4	230,9	332,9	314,1	Châlons-sur-Marne	115,7	112,6	106,0	114,7
Picardie	37,5	43,2	47,7	47,0	Beauvais	37,5	43,2	47,7	47,0
Haute-Normandie	180,7	154,8	146,5	138,6	Rouen	180,7	154,8	146,5	138,6
Centre	93,1	99,6	97,6	85,0	Orléans	93,1	99,6	97,6	84,9
Basse-Normandie	301,1	283,7	308,7	276,6	Caen	235,1	233,7	235,9	229,3
Bourgogne	419,9	389,7	363,3	391,4	Dijon	258,1	219,8	206,2	217,9
Nord - Pas-de-Calais	364,1	317,8	397,1	375,0	Lille	299,0	285,3	270,2	256,8
Lorraine	352,1	381,3	368,6	337,1	Nancy	173,1	200,1	215,5	180,4
Alsace	775,9	754,8	764,6	714,6	Strasbourg	465,3	435,4	427,9	394,7
Franche-Comté	161,0	179,8	159,1	173,9	Besançon	110,5	131,1	110,1	121,2
Pays de la Loire	563,0	596,7	630,1	598,8	Nantes	149,5	166,0	173,5	172,2
Bretagne	515,6	534,0	447,8	492,1	Rennes	272,4	254,7	219,9	165,7
Poitou - Charentes	390,3	346,4	368,7	341,5	Niort	162,0	141,7	149,3	131,8
Aquitaine	725,7	620,6	665,8	603,2	Bordeaux	354,7	309,6	311,8	310,3
Midi - Pyrénées	443,5	440,8	400,9	393,2	Toulouse	194,1	197,5	184,7	168,5
Limousin	112,7	184,0	100,2	185,2	Limoges	112,7	113,6	100,2	102,7
Rhône - Alpes	1.361,0	1.381,0	1.289,2	1.295,3	Lyon	455,1	490,6	454,1	434,1
Auvergne	116,0	125,8	123,0	126,9	Clermont-Ferrand	78,8	83,3	85,3	87,1
Languedoc - Roussillon	264,8	302,7	291,7	303,0	Montpellier	213,0	192,7	207,8	218,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1.062,7	830,0	928,8	982,6	Marseille	638,2	428,5	634,0	589,1
Corse	///	///	///	///	Bastia	///	///	///	///
France métropolitaine	**9.654,7**	**9.233.7**	**9.152,4**	**9.067,7**					

(1) Total des entrées enregistrées comprenant à la fois des touristes et des visiteurs (déplacement hors du domicile pendant moins de 24 heures). Le champ des foires déclarées varie d'une année à l'autre.

TABLEAU E.03-17

Thermalisme : nombre de cures réalisées par région (1)

Source : Fédération thermale et climatique française (FTCF)

Région	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Ile-de-France	4.286	4.607	4.512	4.670	3.188	—	2.932	3.041	3.049	3.139
Champagne - Ardenne	12.675	13.615	14.635	14.823	15.216	15.422	15.647	14.766	14.386	13.591
Haute-Normandie	202	213	180	180	—	—	—	—	—	—
Basse-Normandie	16.876	16.472	16.433	16.258	15.933	15.588	15,275	15.205	15.360	16.469
Bourgogne	9.346	9.643	9.653	9.477	9.189	9.197	9.082	8.684	8.420	8.458
Nord - Pas-de-Calais	1.681	1.699	1.924	2.021	2.000	1.995	1.999	1.912	1.954	1.984
Lorraine	20.356	21.262	21.451	21.527	22.560	22.952	25.478	28.787	32.086	25.783
Alsace	880	887	884	7.294	6.972	7.246	728	10.848	11.081	10.974
Franche-Comté	4.937	5.270	5.538	5.457	5.208	5.370	5.289	5.316	5.496	5.344
Poitou - Charentes	10.296	10.653	11.471	12.022	12.526	13.729	14.767	16.277	17.424	18.214
Aquitaine	52.250	54.515	57.819	63.984	67.743	59.049	76.774	77.032	76.687	79.580
Midi - Pyrénées	84.551	87.324	91.802	93.386	94.895	95.994	100.530	98.510	*r* 97.765	98.809
Limousin	1.625	1.687	1.789	1.856	1.828	1.922	2.023	2.084	1.989	2.106
Rhône - Alpes	99.817	105.000	107.813	107.681	110.428	113.026	117.088	116.331	114.530	106.322
Auvergne	112.806	112.133	118.682	116.211	115.465	115.099	114.765	113.054	110.003	103.080
Languedoc - Roussillon	56.901	61.628	69.896	73.602	76.224	79.927	83.159	81.249	81.939	81.896
Provence - Alpes - Côte d'Azur	28.675	31.244	37.386	39.655	45.045	49.565	53.718	54.523	43.671	45.075
Corse (2)	•	•	211	217	381	427	407	347	581	662
France métropolitaine	**518.160**	**537.852**	**572.079**	**590.321**	**604.801**	**606.508**	**639.661**	**647.966**	***r* 636.421**	**621.486**

(1) Curistes libres ou assurés sociaux. — (2) Pour la Corse, chiffres non connus avant 1982.

TABLEAU E.03-18

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France

Unité : Million de francs courants

Pays (1)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Recettes (en terme de règlements)										
Communauté économique européenne (2)	**15.764**	**■ 16.498**	**18.196**	**19.973**	**21.675**	**22.272**	**■ 24.528**	**29.071**	**33.343**	**42.998**
dont : Allemagne (République fédérale)	5.795	5.937	6.916	7.529	8.070	8.206	8.163	8.421	9.182	11.014
Belgique, Luxembourg	2.593	2.468	2.514	2.648	3.088	3.122	3.370	3.973	4.574	4.772
Espagne	1.331	1.306	1.384	1.407	1.505	1.487	1.771	2.762	3.686	5.713
Italie	1.454	1.721	2.171	2.525	2.972	2.698	3.003	4.103	4.382	6.110
Pays-Bas	1.350	1.252	1.410	1.592	1.739	1.743	1.872	2.183	2.955	3.869
Royaume-Uni	4.412	4.861	4.892	5.361	5.424	6.052	5.786	7.017	7.879	10.495
Autriche	275	218	366	524	697	210	447	885	1.186	1.641
Canada	248	392	531	611	886	1.045	781	824	919	847
États-Unis	5.519	8.085	11.142	15.023	20.569	24.276	18.097	15.284	14.945	19.919
Japon	390	587	673	826	1.030	996	1.101	1.650	2.616	3.947
Pays du Maghreb (3)	985	1.352	1.393	1.256	1.520	1.504	1.114	729	1.670	1.126
Suisse	5.710	4.911	6.494	8.969	10.851	12.028	13.507	15.228	17.798	22.439
Dépenses (en terme de règlements)										
Communauté économique européenne (2)	**9.332**	**■ 10.544**	**11.415**	**10.079**	**11.686**	**12.693**	**■ 19.570**	**24.050**	**27.571**	**30.867**
dont : Allemagne (République fédérale)	1.680	2.086	2.199	2.068	2.220	2.405	2.799	3.387	4.041	4.530
Belgique, Luxembourg	1.240	1.592	1.552	1.327	1.520	2.219	2.541	2.997	3.402	3.615
Espagne	3.519	3.952	4.725	4.749	4.748	4.099	4.216	5.692	6.617	7.514
Italie	3.071	3.094	3.560	3.196	3.676	3.395	3.739	4.547	4.923	5.268
Pays-Bas	362	469	536	525	557	558	571	831	840	846
Royaume-Uni	2.869	2.701	2.909	2.438	3.013	3.373	4.462	4.567	5.322	6.846
Autriche	184	297	435	455	510	512	571	724	454	581
Canada	185	289	312	259	356	371	356	581	772	714
États-Unis	4.509	6.251	7.629	7.308	9.159	11.163	12.714	11.338	11.586	12.960
Japon	87	120	139	136	180	200	188	303	570	674
Pays du Maghreb (3)	1.289	1.541	1.862	1.987	1.950	2.686	3.112	3.864	4.246	4.044
Suisse	1.664	2.985	2.316	2.493	2.652	2.890	2.911	3.045	3.701	3.731
Solde de la balance touristique (en terme de transactions)										
Ensemble des pays	**9.401**	**8.108**	**12.121**	**22.444**	**29.077**	**30.414**	**22.243**	**20.300**	**24.245**	**39.649**

(1) Faute de renseignements suffisants quant au pays de résidence effectif des touristes étrangers, on enregistre soit le pays dont la devise est utilisée, soit le pays de résidence des titulaires de comptes « étrangers » débités ou crédités. — (2) Jusqu'à 1980 inclus, Europe des Neuf; de 1981 à 1986, Europe des Dix; à partir de 1986, Europe des Douze. — (3) Algérie, Maroc, Tunisie.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire, Direction des Industries touristiques, bureau des Statistiques et de la Comptabilité économique, 2, rue Linois, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45 75 62 16.

La *Revue trimestrielle de la direction des Industries touristiques* a revêtu plusieurs titres qui sont rappelés ci-dessous :

— de 1950 à 1963 : *Le tourisme en France*;
— de 1964 à 1973 : *Bulletin statistique*;
— de 1974 à 1978 : *Statistiques du tourisme*;
— de 1979 à 1981 : *Regards sur l'économie du tourisme*;
— de 1982 à 1983 : *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme;*
— de 1983 à 1985 : *L'économie du tourisme;*
— depuis 1985, la revue s'intitule : *Collection de l'économie du tourisme.*

Statistiques du tourisme et *Regards sur l'économie du tourisme* ont connu une numérotation continue de 1 à 29.

Les n° 4 (décembre 1982), n° 8 (décembre 1983) et n° 12 (décembre 1984) de *L'Économie du tourisme* contiennent un index analytique de toutes les études ou statistiques parues depuis 1974 (n° 1 de *Statistiques du tourisme*).

A l'exception des numéros épuisés, le reste de la collection commencée en 1974 peut être commandé à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : (1) 48 34 92 75.

Les numéros les plus récents peuvent être achetés à la librairie de la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 40 15 70 00.

Annuaire statistique du tourisme (la Documentation française, 1re édition en 1983) contient la totalité des données disponibles par région et département depuis dix ans.

La direction des Industries touristiques édite également le *Mémento du tourisme,* un numéro par an, et la *Lettre de l'observation économique,* mensuel, que l'on peut se procurer en écrivant au centre de documentation de la Direction des Industries touristiques, 2, rue Linois, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45 75 62 16.

- INSEE, Direction des statistiques démographiques et sociales. Division « Conditions de vie des ménages ».

Debrey (P.). — « Les vacances des Français en 1973 », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 41, février 1973.

« Enquête annuelle d'entreprise. Les agences de voyage en 1986 », *Archives et documents,* n° 238, 1988.

Bertrand (M.). — « La France sous la tente », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978.

Bertrand (M.). — « Vacances : en hiver aussi », *Économie et statistique,* n° 111, mai 1979.

Bertrand (M.). — « Les vacances des Français en 1981-1982 », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 109, octobre 1984.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances des Français en 1983 et 1984 ». *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 114.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances des Français en 1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 125, juillet 1987.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1986-1987 », *Premiers résultats,* n° 109, décembre 1987.

Christine (M.). — « Les départs en vacances de l'été 1987 », *Premiers résultats,* n° 128, mai 1988.

Christine (M.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1987-1988 », *Premiers résultats,* n° 156, novembre 1988.

Christine (M.). — « Les vacances », *Données sociales,* édition 1990

Filipowski (V.). — « Les vacances d'hiver 1988-1989 » *INSEE Première* n° 53, décembre 1989.

Christine (M.). — « La géographie des vacances », *Données sociales,* édition 1990.

Filipowski (V.). — « Les vacances d'été 1989 », *INSEE Première,* n° 66, Mai 1990.

— Microfiches disponibles dans les Observatoires économiques régionaux « Vacances d'été, vacances d'hiver » chaque année depuis 1976.

- Autres.

Conseil économique et social : *Le développement de nouvelles formes d'activités touristiques* (*JO* RF avis et rapport du Conseil économique et social, n° 18 du 4 août 1982, séances des 25 et 26 mai 1982).

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Vie associative

2. Jeunesse

3. Sports

1. Vie associative

Formation d'animateurs diplômés (BASE, DEFA)
(tableau 1)

Cette formation a principalement pour objet de valoriser les fonctions d'animateur professionnel (DEFA : *diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation*), mais aussi d'animateur bénévole (BASE : *brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative).*

Le BASE, délivré par une commission départementale de la promotion socio-éducative (CODEPSE), sanctionne une expérience pratique d'animation. L'animateur titulaire du BASE intervient dans le domaine éducatif ou social, pour encadrer un groupe, gérer un établissement ou un équipement, ou animer un secteur géographique particulier.

Pour la préparation du DEFA, deux cursus de formation ont été prévus :

— en cycle continu de trois ans dans un centre de formation agréé;

— en sessions discontinues sur une durée minimale de trois ans.

Les conditions d'accès sont les suivantes :

— justifier de trois ans d'activité professionnelle;

— ou de trois ans de responsabilité d'animation non professionnelle;

— ou être titulaire du BASE.

La formation comprend cinq unités de formation de cent soixante heures minimum chacune, suivies d'un contrôle de connaissances.

Les candidats doivent ensuite effectuer un stage pratique en situation de quatre à huit mois, puis une expérience d'animation de neuf mois, comportant un stage de deux cent quarante heures d'adaptation à la fonction, à l'issue duquel le DEFA est attribué.

2. Jeunesse

21. Loisirs de vacances Loisirs quotidiens
(tableaux 2 et 3)

L'objectif est de développer les activités de loisirs socio-éducatifs sur les lieux de vie et pendant les vacances en faveur des jeunes. Cette intervention s'effectue soit directement par les services du ministère, soit en apportant une aide aux associations nationales ou locales agréées et subventionnées, aux collectivités locales et aux établissements scolaires.

Les grands axes d'action sont :

— la promotion des activités de loisirs quotidiens en faveur des enfants et des adolescents;

— l'accroissement de l'aide en faveur des centres de vacances;

— le développement de l'aide à la vie associative;

— le développement des actions favorisant une meilleure protection et une meilleure insertion des jeunes.

22. Formation des cadres de Centres de vacances
(tableau 4)

Une habilitation est accordée par le ministère à des associations, pour l'organisation de sessions de formation d'animateurs et de directeurs.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du secrétariat d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale chargé de la Jeunesse et des Sports (Bureau de liaison des actions ministérielles — DASE 10).

Le BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur en centres de vacances) comporte trois étapes :

— une session de formation théorique de huit jours;
— un stage pratique dans un centre de vacances de quinze à vingt-quatre jours suivant le type de centre;
— une session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation de cinquante heures de travail en six jours.

Le BAFA peut être suivi du BAFD (*brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances*). Il prévoit :

— une session de formation de dix jours;
— un stage pratique effectué en qualité de directeur de centre de vacances ou de loisirs en situation de responsabilité totale;
— une session de perfectionnement de six jours;
— un deuxième stage qui permet d'établir un bilan d'ensemble de la formation.

23. Centres de loisirs sans hébergement
(tableaux 5 à 7)

Les centres de loisirs sans hébergement, qui en 1970 ont remplacé les centres aérés, s'adressent à des enfants de 4 à 16 ans.

Ces centres de loisirs sont ouverts pendant les périodes de vacances scolaires et parfois les mercredi, samedi et dimanche. Ils accueillent les enfants en demi-pension dans des équipements situés la plupart du temps à la périphérie des villes. Ils sont organisés par des municipalités, par des associations ou par des comités d'entreprises.

3. Sports

31. Pratique sportive pour le plus grand nombre
(tableaux 8 à 13)

Une des actions engagées par le ministère en matière de sport est de développer la pratique sportive pour le plus grand nombre en faisant connaître les bienfaits de la pratique sportive et en donnant les moyens de pratiquer sans chercher à atteindre le haut niveau. Dans ce but le ministère apporte :

— des moyens en personnel (conseillers techniques, collaborateurs saisonniers, moniteurs itinérants, assistants sportifs);
— des moyens en matériel technique et pédagogique. Il verse des subventions sous des formes diverses, en provenance de son budget et du fonds national pour le développement du sport (section sport de masse).

32. Sport de haute compétition
(tableau 14)

La promotion du sport de haute compétition est un objectif reconnu pour la force d'attraction que les champions sportifs exercent sur la masse et donc sur le développement d'une pratique sportive pour tous. Elle est en outre nécessaire à la bonne représentation du sport français dans les grandes compétitions internationales.

Les fédérations sportives organisent les compétitions, sélectionnent les athlètes et établissent les programmes d'entraînement. L'aide de l'État dans ce domaine prend la forme de subventions versées aux fédérations à partir du budget du secrétariat d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Jeunesse et des Sports, et des ressources du fonds national pour le développement du sport (section sport de haut niveau).

De plus le ministère recrute du personnel technique hautement qualifié (directeurs techniques nationaux, entraîneurs nationaux et conseillers techniques) qu'il met à la disposition des fédérations sportives.

Afin d'offrir à des espoirs sportifs des conditions de scolarisation leur permettant une poursuite normale de leurs études secondaires et supérieures, en même temps qu'un entraînement physique adapté à la pratique sportive de haut niveau et la participation aux compétitions, une action en faveur des sections « sport-études » est poursuivie, en coordination avec plusieurs administrations et organismes.

Enfin, depuis 1985, ont été créés des centres permanents d'entraînement et de formation pour les sportifs de haut niveau sortis du système scolaire.

33. Formation de cadres : les brevets d'État à trois degrés d'éducateur sportif

Le brevet d'État à trois degrés permet d'exercer la profession d'éducateur physique ou sportif. Les examens pour l'obtention de ce brevet intéressent la plupart des activités sportives et sanctionnent une formation commune à tous les sports et une formation spécifique à la discipline concernée. Cette formation doit permettre de donner ainsi à tous les groupements sportifs un personnel d'encadrement qualifié. Un tableau présentant le nombre de brevets d'État délivrés a été publié dans les précédentes éditions de cet annuaire.

* * *

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	Année scolaire								
	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
BASE (1) [diplômes délivrés]	1.346	1.001	1.295	1.479	1.567	1.328	///	///	///
DEFA (2) :									
— candidats en cours de formation au 31 décembre de l'année de référence	5.099	6.773	8.325	8.561	10.508	12.081	13.389	14.197	15.129
— diplômes délivrés	18	26	136	256	252	264	322	352	376

(1) Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative. — (2) Le DEFA (diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation) remplace le CAPASE (certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives) qui a été supprimé en 1980.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports — *Unité :* Millier d'enfants

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	20,6	21,5	20,2	22,4	19,1	21,4	23,7	24,9	20,5	23,7	27,7
Centres de vacances (6-12 ans)	659,9	660,7	644,0	623,9	564,9	531,5	503,2	512,8	476,8	498,8	496,2
Centres de vacances (12-18 ans)	291,6	281,7	284,0	312,2	299,5	303,0	312,2	322,4	310,5	301,2	316,4
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	98,1	96,7	102,9	102,1	99,7	103,9	102,7	110,0	105,4	109,8	133,6
Ensemble	**1.070,2**	**1.060,6**	**1.051,1**	**1.060,6**	**983,2**	**959,8**	**941,8**	**970,1**	**913,2**	**933,5**	**973,9**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances.

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Pâques et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports — *Unité :* Millier d'enfants

	1987				1988				1989			
	Noël 1986-1987	Février 1987	Pâques 1987	Toussaint 1987	Noël 1987-1988	Février 1988	Pâques 1988	Toussaint 1988	Noël 1988-1989	Février 1989	Pâques 1989	Toussaint 1989
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	0,3	2,0	3,3	0,5	0,3	1,6	2,9	0,3	0,4	2,4	4,4	1,0
Centres de vacances (6-12 ans)	14,7	100,1	63,3	7,2	12,6	92,6	70,9	7,2	15,8	109,0	85,6	11,0
Centres de vacances (12-18 ans)	16,8	79,7	40,3	3,0	17,4	79,2	48,9	2,2	17,4	95,8	67,3	4,7
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	1,2	4,0	6,0	0,9	0,9	3,7	6,0	0,9	1,3	3,2	9,6	2,5
Ensemble	**33,0**	**185,8**	**112,9**	**11,6**	**31,2**	**177,1**	**128,7**	**10,6**	**34,9**	**210,4**	**166,9**	**19,2**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances.

TABLEAU E.04-4

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Brevet d'aptitude aux fonctions de directeurs (BAFD)	1.540	1.756	1.865	1.950	1.895	1.895	1.910	2.099	2.566	2.225
Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs (BAFA)	29.200	29.684	32.863	33.500	34.035	35.231	35.314	35.242	34.243	37.293

TABLEAU E.04-5

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	Nombre d'unités de direction	Directeurs			Animateurs		
		Diplômes BAFA (1) + BAFD (2)	Stagiaires	Exerçant par dérogation	BAFA (1)	Stagiaires	Sans diplôme
1985	20.286	9.153	8.492	3.349	59.488	42.118	37.997
1986	21.354	12.750	8.650	1.880	65.182	42.220	37.353
1987	22.857	13.371	8.842	1.525	70.547	43.470	37.482
1988	24.951	14.778	9.872	1.544	80.900	49.518	42.085
1989	26.192	15.737	9.712	1.468	84.374	51.137	44.840

(1) BAFA : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs. — (2) BAFD : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	Organismes de tutelle				Implantations			
	Total	Municipalités	Associations privées	Comités d'entreprise	Total	Locaux spécifiques	Locaux scolaires	Autres implantations
1985	7.552	2.375	4.809	368	12.470	3.037	5.915	3.518
1986	7.872	2.386	5.197	289	12.962	3.187	5.809	3.966
1987	8.473	2.509	5.629	335	13.420	3.415	5.908	4.097
1988	9.357	2.732	6.268	357	14.193	3.488	6.230	4.395
1989	8.770	2.305	6.172	293	14.090	3.611	6.302	4.186

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Périodes	Unités de direction				Effectifs d'enfants						
								1989			
	1986	1987	1988	1989	1986	1987	1988	Moins de 7 ans	7 ans et plus	Tous âges	Total
Mercredi	6.412	7.329	7.491	7.512	369.354	383.138	437.585	128.416	177.617	116.751	422.784
Semaine sauf mercredi	2.190	4.008	3.254	3.319	111.666	180.358	177.614	43.845	56.452	82.337	182.634
Février	4.260	4.878	5.316	6.914	193.414	235.788	267.247	78.613	109.145	90.044	277.802
Pâques	4.524	5.673	5.708	6.974	209.924	245.129	287.414	83.111	125.624	98.641	307.376
Vacances d'été	14.428	16.378	17.120	18.117	987.465	1.059.298	1.202.723	277.783	496.599	466.432	1.240.814
Toussaint	4.229	4.551	4.850	5.194	202.929	215.590	244.689	80.812	107.780	98.524	287.116
Noël	3.671	3.977	4.371	4.439	152.955	167.985	209.577	64.402	80.629	69.432	214.463

TABLEAU E.04-8

Licences sportives par type de fédération

Source : Fédérations sportives

Année	Fédérations olympiques	Fédérations non olympiques	Groupements nationaux multisports	Groupements nationaux scolaires et universitaires	Total
1979	3.750.190	2.269.404	1.050.416	2.035.564	9.105.574
1980	3.824.608	2.478.802	1.108.093	2.089.673	9.501.176
1981	4.989.680	2.554.250	1.103.288	2.176.422	10.823.640
1982 (1)	5.310.997	2.205.283	1.148.736	2.294.786	10.959.802
1983	5.620.054	2.190.713	1.218.487	2.338.059	11.367.313
1984	5.880.363	2.274.590	1.289.229	2.329.674	11.773.856
1985 (2)	5.999.285	2.335.912	1.366.863	2.320.110	12.022.170
1986	6.304.466	2.358.220	1.399.348	2.528.339	12.590.373
1987	6.422.386	2.481.704	1.299.496	2.347.969	12.551.555
1988	6.405.592	2.570.052	1.151.931	2.453.354	12.580.929

(1) À partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques. — (2) À partir de 1985, le badminton devient sport olympique.

TABLEAU E.04-9

Fédérations olympiques : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives — *Unités :* Section de club; licence

Fédérations olympiques	Sections de clubs			Licences				
	1986	1987	1988	1986	1987	1988		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'athlétisme	1.753	1.690	1.727	114.900	114.798	84.064	36.659	120.723
Fédération française de badminton	250	●	387	8.520	11.047	7.918	4.017	11.935
Fédération française de base-ball et soft-ball (1)	●	●	182	●	●	8.850	1.292	10.142
Fédération française de basket	5.260	4.574	4.698	412.819	364.600	184.054	162.209	346.263
Fédération française de boxe	530	554	524	13.956	13.873	12.791	493	13.284
Fédération française de canoë-kayak	707	747	789	44.738	46.217	50.510	27.954	78.464
Fédération française de cyclisme	2.314	2.281	2.185	86.411	83.211	78.704	3.348	82.052
Fédération française d'équitation	1.349	1.385	●	160.910	166.908	60.845	106.377	167.222
Fédération française d'escrime	740	740	731	33.849	33.683	25.447	7.794	33.241
Fédération française de football	22.883	22.829	22.379	1.739.943	1.794.030	1.736.580	32.599	1.769.179
Fédération française de gymnastique	1.214	1.234	1.249	123.963	125.180	41.009	89.507	130.516
Fédération française d'haltérophilie et musculation, culturisme	446	732	600	20.225	28.889	●	●	26.732
Fédération française de hand-ball	2.582	2.537	2.481	175.666	179.305	117.062	61.424	178.486
Fédération française de hockey	118	128	130	7.955	8.566	6.836	1.750	8.586
Fédération française de judo et disciplines associées	4.835	4.950	5.106	390.794	389.228	337.147	83.738	420.885
Fédération française de lutte	283	246	246	9.895	10.182	8.887	1.529	10.416
Fédération française de natation	1.248	1.231	1.237	118.288	118.526	67.776	60.838	128.614
Fédération française de pentathlon moderne	9	7	9	164	159	112	42	154
Fédération française de ski	2.264	●	2.412	934.767	1.000.734	●	●	921.191
Fédération française des sociétés d'aviron	254	271	283	26.344	25.879	21.864	9.805	31.669
Fédération française des sports de glace	207	212	218	25.454	26.964	14.039	11.563	25.602
Fédération française de tennis	9.300	9.487	9.755	1.391.229	1.383.382	908.976	455.926	1.364.902
Fédération française de tennis de table	4.613	4.765	4.709	109.487	120.037	105.862	15.452	121.314
Fédération française de tir	2.153	2.118	2.102	124.733	122.801	114.526	11.723	126.249
Fédération française de tir à l'arc	1.296	1.333	1.512	25.598	28.731	25.074	6.964	32.038
Fédération française de volley-ball	1.706	1.675	1.738	67.349	72.981	49.937	45.256	95.193
Fédération française de voile	1.404	1.415	1.471	136.509	152.475	106.971	43.569	150.540
Totaux	**69.718**	**67.141**	**68.860**	**6.304.466**	**6.422.386**	///	///	**6.405.592**

(1) À partir de 1988 la Fédération française de base-ball et soft-ball devient une discipline olympique.

TABLEAU E.04-10

Fédérations dites non olympiques agréées et délégataires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club
Licence

Fédération	Sections de clubs			Licences				
	1986	1987	1988	1986	1987	1988		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération nationale aéronautique	•	537	531	•	47.460	42.121	2.941	45.062
Fédération française de ballon au poing	39	37	37	862	819	813	11	824
Fédération française de base-ball et soft-ball	95	151	•	7.056	8.268	•	•	•
Fédération française de billard	416	421	451	11.800	13.066	14.351	323	14.674
Fédération française de boxe française	600	587	590	21.955	20.280	18.464	2.175	20.639
Fédération française de char à voile (1)	•	47	60	•	1.530	1.861	473	2.334
Fédération française de course d'orientation	193	190	202	19.427	18.527	14.566	6.666	21.232
Fédération française des études et sports sous-marins	1.321	1.372	1.439	88.517	92.935	80.058	18.214	98.272
Fédération française de golf	332	432	532	97.019	121.382	90.094	45.052	135.146
Fédération française du jeu à XIII	300	306	306	29.003	30.059	28.648	1.417	30.065
Fédération française du jeu balle au tambourin	42	36	39	1.217	1.508	1.443	250	1.693
Fédération française du jeu de paume	18	19	17	646	665	695	5	700
Fédération française de karaté et arts martiaux	2.262	•	2.822	121.981	135.391	138.023	29.619	167.642
Fédération française de longue paume	45	45	44	1.701	1.635	1.362	262	1.624
Fédération française de motocyclisme	1.048	1.085	960	12.897	31.995	48.069	2.990	51.059
Fédération française motonautique	70	87	104	1.598	1.422	1.907	96	2.003
Fédération française de parachutisme	355	370	398	20.946	21.006	23.161	2.479	25.640
Fédération française de patinage sur roulettes	275	273	296	12.370	12.508	10.064	3.648	13.712
Fédération française de pêche au coup	447	495	523	6.167	6.234	5.940	278	6.218
Fédération française des pêcheurs en mer	169	181	192	10.990	12.114	11.882	1.150	13.032
Fédération française de pelote basque	246	260	269	11.752	12.241	11.998	1.088	13.086
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7.754	7.801	7.786	490.414	485.595	425.934	48.218	474.152
Fédération française de planeur ultra léger motorisé	185	201	191	2.703	3.904	3.902	121	4.023
Fédération française de rugby	1.794	1.775	1.773	217.316	213.915	223.726	—	223.726
Fédération française de sauvetage et secourisme	186	202	•	9.202	17.918	•	•	•
Fédération française de ski nautique	186	198	201	10.308	11.026	7.510	3.553	11.063
Fédération française de sports automobiles	221	220	223	25.602	24.985	21.548	2.268	23.816
Fédération française de sport de boules	3.345	3.381	3.240	141.631	134.724	•	•	130.500
Fédération française des sports de quilles	•	300	646	•	18.868	18.665	3.164	21.829
Fédération française de squash raquettes	255	248	264	18.345	20.043	•	•	23.037
Fédération française de surf et skate	69	85	97	2.497	4.545	4.900	561	5.461
Fédération française de trampoline	73	75	100	4.580	6.207	3.290	3.353	6.643
Fédération française de twirling bâton	582	549	527	16.858	12.312	—	11.375	11.375
Fédération française de vol libre	223	320	303	8.094	12.330	•	•	17.200
Fédération française de vol à voile	153	159	177	11.812	12.413	16.160	2.874	19.034
Fédération française de football américain	•	•	65	•	•	2.407	73	2.480
Total général	**23.299**	**22.445**	**25.405**	**1.438.515**	**1.569.830**	///	///	**1.638.996**

(1) En 1987, la Fédération française de char à voile reçoit à nouveau une délégation.

TABLEAU E.04-11

Fédérations dites non olympiques agréées : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club
Licence

Fédération	Sections de clubs			Licences				
	1986	1987	1988	1986	1987	1988		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'aéromodélisme	464	423	●	11.379	11.797	●	●	●
Fédération française d'Aikido, Aikibudo, AFF	///	542	650	///	17.162	12.693	4.137	16.830
Fédération française d'Aikido et de budo	///	●	721	///	18.303	15.469	5.042	20.511
Fédération française de « ball-trap »	///	456	455	///	7.093	10.534	235	10.769
Fédération française d'aérobic, stretching	129	●	●	9.984	●	●	●	●
Fédération française de montagne et d'escalade	293	2.033	614	123.968	122.670	///	///	127.626
Fédération française de course camarguaise	211	●	●	1.257	●	●	●	●
Fédération française de course landaise	209	●	●	2.066	●	●	●	●
Fédération française de cyclotourisme	2.701	2.733	2.786	94.296	97.397	79.761	16.482	96.243
Fédération française de danse art chorégraphique	557	626	696	31.743	35.679	—	37.619	37.619
Fédération française d'éducation physique, gymnastique volontaire	5.560	5.469	5.418	320.845	295.878	20.457	285.180	305.637
Fédération française de javelot, tir cible	98	101	108	2.303	2.362	2.456	141	2.597
Fédération de joutes et sauvetage nautique	74	74	75	3.163	3.083	2.714	383	3.097
Fédération française de pêcheurs sportifs	40	48	48	1.088	1.044	1.046	—	1.046
Fédération nationale d'aéronautique (1)	549	●	●	46.225	●	●	●	●
Poney club de France (2)	318	331	465	25.555	28.529	10.466	19.434	29.900
Fédération française de randonnée pédestre	557	687	756	222.186	235.000	///	///	238.634
Fédération française de la retraite sportive	///	199	280	///	5.761	///	///	9.161
Fédération française de rugby féminin	31	33	●	910	895	●	●	●
Fédération française de spéléologie	522	553	555	7.360	6.961	6.303	1.187	7.490
Association nationale de tourisme équestre (2)	591	747	814	10.913	14.904	///	///	16.812
Fédération française de viet-vo-dao	95	●	●	4.464	●	●	●	●
Comité national pour le développement du triathlon	///	278	333	///	7.356	6.549	535	7.084
Total général	**12.999**	**15.333**	**14.373**	**919.705**	**911.874**	///	///	**931.056**

(1) En 1987, la Fédération nationale d'aéronautique reçoit à nouveau une délégation. — (2) La Fédération française d'équitation comprend la délégation nationale aux sports équestres (DNSE), la délégation nationale aux tourismes équestres (DNTE) et la délégation à l'équitation sur poneys (DNEP).

TABLEAU E.04-12

Fédérations et groupements multisports et affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives.

Unités : Section de club
Licence

Fédérations et groupements multisports affinitaires	Sections de clubs			Licences				
	1986	1987	1988	1986	1987	1988		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération française du sport adapté	252	386	364	14.121	17.813	9.801	5.408	15.209
Espérance arabe	221	259	●	93.592	110.268	●	●	●
Fédération de handisport	272	272	280	9.494	10.160	7.226	3.206	10.432
Fédération des sourds de France	63	61	●	1.938	2.125	●	●	●
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2.497	2.418	2.364	141.882	140.530	24.107	112.277	136.384
Fédération nationale du sport en milieu rural	929	1.165	1.222	52.402	91.255	///	///	71.972
Fédération sportive et culturelle de France	2.177	2.161	2.197	189.727	199.826	115.043	86.687	201.730
Fédération sportive et culturelle MACCABI	22	8	●	2.975	2.279	●	●	●
Fédération sportive et gymnique du travail	3.895	3.873	3.824	345.647	296.809	///	///	291.940
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	10.945	12.189	10.924	447.112	428.431	283.990	140.274	424.264
Fédération française du sport travailliste	1.180	...	●	100.528	...	●	●	●
Ensemble	**22.453**	**22.792**	**21.175**	**1.399.348**	**1.299.496**	///	///	**1.151.931**

TABLEAU E.04-13

Fédérations sportives scolaires et universitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club
Licence

Fédération	Sections de clubs			Licences				
	1986	1987	1988	1986	1987	1988		
						Hommes	Femmes	Total
Union nationale du sport scolaire (UNSS)	8.294	8.694	8.918	880.257	890.298	557.907	407.618	965.525
Fédération nationale du sport universitaire (FNSU)	485	552	575	62.186	65.337	48.819	17.313	66.132
Union du sport de l'enseignement du premier degré (USEP)	18.264	15.102	13.053	952.173	838.711	436.162	371.792	807.954
Union générale du sport de l'enseignement libre (UGSEL)	6.035	3.134	3.558	633.723	553.623	///	///	613.743
Total général	**33.078**	**27.482**	**26.104**	**2.528.339**	**2.347.969**	///	///	**2.453.354**

TABLEAU E.04-14

Sections « sports-études »

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Année scolaire

	1985-86		1986-87		1987-88			(1) 1988-89		1989-90	
	Sections sports-études	Sections promotionnelles	Sections sports-études	Sections promotionnelles	Sections sports-études	Sections promotionnelles	Centres permanents d'entraînement et de formation	Sections sports-études	Centres permanents d'entraînement et de formation	Sections sports-études	Centres permanents d'entraînement et de formation
Nombre de sections ouvertes	165	323	173	349	169	349	104	154	104	149	110
Effectif	*e* 3.500	*e* 10.000	*e* 4.000	*e* 10.000	*e* 3.800	*e* 10.000	*e* 1.800	*e* 3.715	*e* 1.800	3.735	2.538
Nombre de spécialités enseignées	26	20	28	20	28	25	28	26	28	26	32

(1) À partir de l'année scolaire 1988-1989 les sections promotionnelles ne sont plus renseignées.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Secrétariat d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale chargé de la Jeunesse et des Sports : Bureau de liaison des actions ministérielles (DASE 10), 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 48 28 40 00.

Publications :

— Licences 1989.
— Centres de vacances et de loisirs, été 1989.
— Centres de vacances et de loisirs, Noël 1988, février 1989, Pâques 1989.
— Centres de loisirs sans hébergement 1989.
— Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation, DEFA 1989.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Courses de chevaux, pari mutuel
2. Loterie nationale
3. Jeux de casinos
4. Navigation maritime de plaisance
5. Équipement des ménages pour certains biens de loisirs

1. Courses de chevaux, pari mutuel

11. Organisation des courses

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de 270 sociétés, dont 5 sociétés parisiennes, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 83-878 du 4 octobre 1983 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 13 septembre 1985, modifié par les arrêtés : des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988, 31 mai 1989 et du 31 août 1990.

12. Enjeux et prélèvements
(tableaux 1 à 3)

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 18,60 %).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet :

— de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, en dernier lieu, par le décret n° 89-933 du 22 décembre 1989;

— d'un droit de timbre de 3,70 %;

— d'un taux de TVA de 25 % au 1er janvier 1990 appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (article 18-II de la loi de finances pour 1967).

L'article 15 de la loi de finances pour 1965, modifié par l'article 7 de la loi de finances pour 1979, a autorisé le Gouvernement à faire verser par chaque société parisienne la moitié de l'excédent de ses recettes nettes par rapport aux recettes nettes de l'exercice précédent.

2. Loterie nationale
(tableau 4)

21. Modalités générales de fonctionnement

La Loterie nationale a été instituée par l'article 136 de la loi de finances du 31 mai 1933. Depuis le 1er janvier 1979, l'organisation et l'exploitation de la Loterie nationale et des tirages supplémentaires de la Loterie nationale dénommés Loto national sont confiés à une société d'économie mixte, la Société de la Loterie nationale et du Loto national, deve-

nue le 13 janvier 1989 France Loto, société nationale de jeux et loteries.

Les billets sont vendus par l'intermédiaire des comptables publics et de huit organismes émetteurs de dixièmes de billets agréés par France Loto.

Un décret prévoit que le paiement des lots d'une tranche pour un billet entier s'effectue dans un délai de six mois à compter du jour du tirage. Pour un dixième, le délai est de douze mois.

22. Loterie Nationale (Tac O Tac et tranches classiques)

En 1988, France Loto a procédé au tirage de 105 tranches, dont 52 tranches Tac O Tac et 1 tranche européenne, et de 104 tranches en 1989, dont 52 tranches Tac O Tac et 1 tranche européenne.

En effet depuis le 25 janvier 1984, il existe un deuxième type de loterie : le Tac O Tac. Le billet de Tac O Tac se présente en deux parties : une partie « grattage » qui permet de savoir instantanément si l'on a gagné de 100 à 300 000 F pour un billet entier, et une partie avec un numéro à 6 chiffres qui fait l'objet d'un tirage hebdomadaire en direct à la télévision. Le gros lot pour ce tirage s'élève à 4 millions de F pour un billet entier valant 92 F.

En 1988 et 1989, le montant du gros lot 1 des tranches classiques de la Loterie nationale a varié, selon la tranche, de 2 à 10 millions de F.

Le tableau 4 fait apparaître, pour chacune des années 1981 à 1989, le nombre total de tranches, le nombre de billets placés, le placement net, le montant global des lots payés et le montant des prélèvements fiscaux et non fiscaux.

23. Loto national

Depuis mai 1976, un tirage du Loto national est effectué chaque semaine par extraction au hasard de 6 boules plus une 7e d'un appareil contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer à ce tirage le joueur coche 6 numéros sur un bulletin. Il fait enregistrer ce bulletin dans un point de validation informatisé agréé par France Loto pour une mise minimum de 2 F pour deux grilles de 6 numéros.

Tout bulletin comportant au moins 3 numéros sur les 6 sortis au tirage est gagnant. La septième boule correspond au numéro complémentaire qui permet d'accroître le gain du joueur.

Depuis le 10 mars 1984, un second tirage du Loto national est organisé le samedi. On joue pour ce second tirage sur le même bulletin que pour le Loto du mercredi.

24. Loto sportif

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 autorise la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif, faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Depuis 1986, les événements sportifs retenus comme support du jeu sont des rencontres de football.

Depuis le 16 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 événements sportifs, dont la liste est communiquée chaque semaine au *Journal officiel*.

À l'aide des bulletins disponibles dans les 13 500 points de vente France Loto, le joueur coche pour chaque événement sportif une des trois cases correspondant au résultat qu'il prévoit.

Le bulletin est validé contre le versement de la somme de 5 F, représentant la mise pour un jeu simple. Il est possible de composer un jeu multiple.

Les bulletins comportant 13, 12 ou 11 bons résultats sont gagnants. Les gains sont doublés si le bulletin comporte le numéro « pactole », compris entre 0 et 9. Ce numéro est attribué aléatoirement par l'ordinateur lors de la validation des bulletins.

Le tirage du numéro « pactole » est effectué en direct à la télévision.

25. Match du jour

Depuis le 22 juillet 1989, les joueurs ont la possibilité d'établir un pronostic sur le résultat d'un match. Ce pronostic consiste à indiquer le nombre exact de buts marqués par chacune des équipes du match du jour retenu. La mise de base de ce jeu est de 5 F.

Les bulletins comportant pour chaque équipe le nombre exact de buts marqués sont gagnants. Par ailleurs, les bulletins comportant le numéro « pactole » voient leurs gains doublés.

26. Tapis vert

France Loto a lancé le 15 octobre 1987 le premier jeu quotidien en France : le Tapis vert.

Ce jeu consiste pour le joueur à choisir 4 cartes parmi les 32 cartes qui composent la grille. Le joueur ne doit choisir qu'une carte par couleur. Chaque bulletin comporte 6 tables de jeu de 2 à 100 F.

Le tirage du Tapis vert est quotidien. À partir de 4 sphères affectées à chacune des 4 couleurs Pique, Cœur, Carreau, Trèfle et contenant chacune 8 boules marquées de l'as jusqu'au sept, sont extraites les 4 boules qui déterminent les 4 cartes gagnantes.

Avec 4 bonnes cartes le joueur gagne 1 000 fois sa mise, avec 3 bonnes cartes 30 fois sa mise et avec 2 bonnes cartes 2 fois sa mise.

Le montant minimum de mise est de 2 F.

27. Jeux instantanés

Depuis le 3 avril 1989 France Loto a procédé à l'émission de 4 jeux instantanés, au prix de 10 F le ticket : *Cash* le 3 avril 1989, *Surf* le 12 juin 1989, *421* le 4 septembre 1989 et *Jackpot* le 8 janvier 1990. Les joueurs grattent 3 cases qui découvrent des symboles et leur permettent de savoir immédiatement ce qu'ils ont gagné. Un ticket sur 4 est gagnant.

Le montant des lots varie de 10 F à 100 000 F.

3. Jeux de casinos
(tableau 5)

En application de la loi du 15 juin 1907 et du décret n° 59-1489 du 22 décembre 1959 modifié, réglementant

les jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques, l'État et les communes exercent un prélèvement progressif sur le produit brut des jeux après abattement forfaitaire de 25 %. Le barème des prélèvements actuellement en vigueur a été fixé par le décret n° 86-1212 du 27 novembre 1986, pour application à compter du 1er novembre 1986.

En vertu des dispositions de la loi de finances du 7 février 1953, les communes où sont implantés des casinos bénéficient d'une somme égale à 10 % du montant du prélèvement progressif opéré par l'État dans la limite de 5 % des ressources ordinaires de la commune.

Par ailleurs, la loi du 27 avril 1946 prévoit en son article 44 un second prélèvement au profit des communes en vertu des clauses des cahiers des charges imposés aux établissements de jeux, dans la limite de 15 % du produit brut des jeux.

La somme des prélèvements opérés par l'État et par la commune ne peut dépasser 80 % du produit considéré.

Enfin, l'article 72 de la loi de finances pour 1962 prévoit la possibilité pour les casinos de bénéficier d'un abattement supplémentaire de 10 % maximum du produit brut des jeux correspondant au déficit résultant des manifestations artistiques de qualité qu'ils organisent et aux dépenses d'équipement et d'entretien à caractère immobilier qu'ils prennent en charge dans les établissements hôteliers ou thermaux situés dans le département du siège du casino ou dans les départements limitrophes.

4. Navigation maritime de plaisance
(tableaux 6 à 9)

Les données statistiques de ce paragraphe sont établies par le bureau de la navigation de plaisance et le centre administratif des Affaires maritimes.

En ce qui concerne l'effectif de la flotte, chaque direction des affaires maritimes a procédé, au cours de l'année 1969, à une mise à jour de ses fichiers des navires de plaisance effectuant une navigation maritime; seules les fiches de navires existants ont été conservées, ce qui a permis de présenter une situation exacte de la flotte de plaisance au 1er janvier 1970, mise à jour chaque année à l'aide des immatriculations constatées.

D'autre part, la production ou la facturation des bateaux de plaisance et des planches à voile sont données au chapitre K.10 « Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses ».

5. Équipement des ménages pour certains biens de loisirs
(tableau 10)

L'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats », effectuée trois fois par an, donne périodiquement des informations sur certains biens de loisirs.

* * *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements de base sur les sommes engagées sur les courses de chevaux

Répartition appliquée depuis le 1er janvier 1990 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt (Service des haras) — En %

Bénéficiaire	PMH				PMU		
	Paris (2)	Région parisienne (3)	Autres hippodromes (province)	DOM	Paris (2)	Région parisienne (3)	Autres hippodromes
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret							
Sociétés de courses (HT)	10,500	10,500	11,720	11,720	10,357	10,183	10,229
Budget général	0,175	0,175	0,282	0,282	0,164	0,221	0,153
Ville de Paris	1,500	—	—	—	1,500	—	—
Fonds national des haras et des activités hippiques	1,860	3,360	—	—	1,300	1,776	1,213
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	—	—	2,400	2,400	0,739	1,866	2,426
Fonds national pour le développement du sport	—	—	—	—	0,077	0,077	0,077
Fonds national pour le développement de la vie associative	—	—	—	—	0,074	0,074	0,074
Total	14,035	14,035	14,402	14,402	14,211	14,197	14,172
2. Prélèvements fiscaux							
Timbre	3,700	3,700	3,700	3,700	3,700	3,700	3,700
TVA sur prélèvements sociétés	2,625	2,625	2,930	1,6408	2,58925	2,54575	2,55725
Ensemble	**20,360**	**20,360**	**21,032**	**19,7428**	**20,50025**	**20,44275**	**20,42925**

(1) Décret n° 89-933 du 22 décembre 1989 fixant le taux et la répartition des sommes engagées au pari mutuel sur et hors des hippodromes. — (2) Auteuil, Longchamp, Vincennes. — (3) Enghien, Évry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud.

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux

Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt (Service des haras) — *Unité :* Million de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs	1.957,1	2.091,8	2.217,0	2.598,1	2.696,8	2.714,0	2.505,8	2.532,2	2.496,5	2.675,7

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt (Service des haras) — *Unité :* Million de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Montant des entrées	46,0	53,2	57,2	61,5	69,7	70,3	71,9	77,1	///	///
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	2.939	3.171	3.393	3.549	3.707	3.752	3.808	3.749	3.786	3.959
Sommes engagées au pari mutuel urbain	18.954	19.902	22.093	24.750	26.436	25.844	26.215	27.510	29.972	31.345
dont : tiercé et quarté (1)	■ 10.636	11.413	12.449	13.683	14.567	13.488	13.366	■13.770	15.638	■ 16.740

(1) A partir de 1980 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul. En 1987 et 1988, tiercé, quarté et quarté +. En 1989, tiercé, quarté, quarté + et quinté +.

TABLEAU E.05-4

Loterie nationale - Loto national

Source : Société de la loterie nationale et du loto national

	Unités	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
LOTERIE NATIONALE :										
Nombre de tranches	Tranche	84	81	82	100	107	112	125	105	104
Nombre de billets placés	Millier	10.499	9.054	8.905	21.962	38.064	38.046	45.071	40.076	32.193
Placements nets	Million de F	497	540	527	1.705	2.885	2.801	3.130	2.574	2.034
Lots à payer (1)	»	310	320	312	1.043	1.743	1.675	1.928	1.585	1.250
Prélèvements non fiscaux	»	164	193	187	532	920	906	945	765	693
Prélèvements fiscaux	»	23	27	28	130	222	220	257	224	91
LOTO NATIONAL :										
Nombre de bulletins	Millier	711.600	735.362	772.354	690.470	652.211	639.757	610.983	607.426	607.010
Montant des mises	Million de F	7.228	7.743	8.371	10.956	11.799	11.662	11.475	11.657	11.802
Lots à payer	»	3.946	4.228	4.570	5.821	6.254	5.821	5.477	5.525	6.019
Prélèvements non fiscaux	»	2.846	3.078	3.323	4.329	4.718	4.785	4.748	4.825	4.849
dont : Mouvement sportif	»	145	155	209	219	236	233	229	289	295
Prélèvements fiscaux	»	436	437	478	806	827	893	876	887	934
dont : TVA	»	219	205	227	477	473	543	532	534	533
Prélèvements progressifs	Million de F	///	///	///	///	///	102	252	290	238
Produit des arrondis	Million de F	///	///	///	///	///	61	122	130	122
LOTO SPORTIF :										
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	///	68.338	168.975	156.798	122.159	96.288
Montant des mises	Million de F	///	///	///	///	771	1.904	1.565	1.539	1.331
Lots à payer	»	///	///	///	///	370	914	717	715	665
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	354	846	719	687	572
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	///	231	450	469	462	399
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	47	115	95	93	94
dont : TVA	»	///	///	///	///	24	58	48	46	48
Prélèvements progressifs	Million de F	///	///	///	///	///	27	29	42	21
Produit des arrondis	Million de F	///	///	///	///	///	2	5	2	1
MATCH DU JOUR :										
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	///	///	///	///	///	17.403
Montant des mises	Million de F	///	///	///	///	///	///	///	///	121
Lots à payer	»	///	///	///	///	///	///	///	///	73
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	///	///	40
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	///	///	///	///	///	24
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	///	///	8
dont : TVA	»	///	///	///	///	///	///	///	///	4
TAPIS VERT :										
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	///	///	///	29.970	131.347	101.585
Montant des mises	Million de F	///	///	///	///	///	///	295	1.182	858
Lots à payer	»	///	///	///	///	///	///	150	701	508
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	134	436	314
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	11	45	36
JEUX INSTANTANÉS :										
Nombre de tickets placés	Millier	///	///	///	///	///	///	///	///	258.497
Placements nets	Million de F	///	///	///	///	///	///	///	///	2.585
Lots à payer	»	///	///	///	///	///	///	///	///	1.293
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	///	///	1.164
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	///	///	128

(1) Depuis 1985, lots à payer au titre de l'année concernée. Avant cette date figuraient les lots effectivement payés au cours de l'année.

TABLEAU E.05-5

Revenus des jeux de casinos (1)

(France métropolitaine - Départements et territoires d'outre-mer)

Source : Direction des Industries touristiques — *Unité :* Millier de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	r 1988
Produit brut des jeux	597.237,4	720.762,0	725.716,2	858.858,4	946.098,1	980.551,0	842.423,2	1.014.090,2	1.250.065,8
Part de l'État	180.375,9	226.996,9	226.796,6	284.022,9	314.917,2	326.997,6	262.297,5	292.057,1	352.421,9

(1) La saison de l'année (*n*) s'étend du 1er novembre de l'année (*n* — 1) au 31 octobre de l'année (*n*).

TABLEAU E.05-6

Flotte de plaisance

Situation au 30 septembre

Source : Secrétariat d'État à la Mer (Bureau de la plaisance) — *Unité* : Navire

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Métropole :										
Voiliers	183.840	192.740	199.590	205.226	209.931	214.438	218.709	222.453	226.406	229.422
soit : 2 tonneaux et moins	114.539	117.409	119.353	120.819	122.120	123.283	124.289	125.224	126.819	127.672
Plus de 2 tonneaux	69.301	75.331	80.237	84.407	87.811	91.155	94.420	97.229	99.587	101.750
Navires à moteurs	337.523	359.174	379.838	399.497	416.369	433.199	450.551	467.586	486.611	504.670
soit : 2 tonneaux et moins	275.771	293.369	310.909	327.263	341.080	354.689	368.418	381.318	395.699	407.571
Plus de 2 tonneaux	61.752	65.805	68.929	72.234	75.289	78.510	82.133	86.268	90.912	97.099
Ensemble des navires	**521.363**	**551.914**	**579.428**	**604.723**	**626.300**	**647.637**	**669.260**	**690.039**	**713.017**	**734.092**
soit : 2 tonneaux et moins	390.310	410.778	430.262	448.082	463.200	477.972	492.707	506.542	522.518	535.243
Plus de 2 tonneaux	131.053	141.136	149.166	156.641	163.100	169.665	176.553	183.497	190.499	198.849
Départements d'outre-mer (1) :										
Voiliers	1.216	1.068	1.117	1.154	1.196	1.245	1.309	1.455	1.544	1.419
soit : 2 tonneaux et moins	///	///	///	///	///	///	///	///	///	189
Plus de 2 tonneaux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	1.230
Navires à moteurs	4.695	5.085	5.313	5.637	5.943	6.239	6.424	6.710	7.167	7.707
soit : 2 tonneaux et moins	///	///	///	///	///	///	///	///	///	5.501
Plus de 2 tonneaux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	2.206
Ensemble des navires	**5.911**	**6.153**	**6.430**	**6.791**	**7.139**	**7.484**	**7.733**	**8.165**	**8.711**	**9.126**
Territoires d'outre-mer (2) :										
Voiliers	408	466	507	575	627	678	719	756	805	825
soit : 2 tonneaux et moins	///	///	///	///	///	///	///	///	///	102
Plus de 2 tonneaux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	723
Navires à moteurs	6.285	6.597	6.837	7.100	7.219	7.326	7.455	7.839	8.302	8.575
soit : 2 tonneaux et moins	///	///	///	///	///	///	///	///	///	6.298
Plus de 2 tonneaux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	2.277
Ensemble des navires	**6.693**	**7.063**	**7.344**	**7.675**	**7.846**	**8.004**	**8.174**	**8.595**	**9.107**	**9.400**

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon. — (2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-7

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes. France métropolitaine

Résultats par période annuelle *(1er octobre - 30 septembre)*

Source : Secrétariat d'État à la Mer (Bureau de la plaisance)

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	Total	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	Total
						1984-1985						
Moins de 2 tonneaux	164	376	155	147	250	1.092	2.345	2.402	1.260	1.387	5.379	12.773
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	158	335	153	205	306	1.157	391	369	277	508	1.003	2.548
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	159	239	203	230	477	1.308	47	51	53	62	247	460
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	94	113	155	105	360	827	14	6	9	9	125	163
25 tonneaux et plus	3	4	4	6	11	28	—	2	3	1	19	25
Ensemble	**578**	**1.067**	**670**	**693**	**1.404**	**4.412**	**2.797**	**2.830**	**1.602**	**1.967**	**6.773**	**15.969**
						1985-1986						
Moins de 2 tonneaux	131	369	108	125	210	943	2.270	2.183	1.082	1.449	5.882	12.866
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	143	328	159	173	296	1.099	429	354	240	538	1.208	2.769
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	125	217	147	207	412	1.108	49	59	51	77	312	548
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	98	134	130	152	473	987	19	8	10	12	183	232
25 tonneaux et plus	7	1	6	11	12	37	3	1	2	0	27	33
Ensemble	**504**	**1.049**	**550**	**668**	**1.403**	**4.174**	**2.770**	**2.605**	**1.385**	**2.076**	**7.612**	**16.448**
						1986-1987						
Moins de 2 tonneaux	113	299	105	152	210	879	2.058	2.190	1.077	1.307	5.539	12.171
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	140	252	118	153	219	882	419	379	260	560	1.438	3.056
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	143	185	108	138	357	931	71	72	52	90	410	695
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	78	141	149	135	439	942	24	12	20	17	239	312
25 tonneaux et plus	—	6	7	6	16	35	6	1	3	2	34	46
Ensemble	**474**	**883**	**487**	**584**	**1.241**	**3.669**	**2.578**	**2.654**	**1.412**	**1.976**	**7.660**	**16.280**
						1987-1988						
Moins de 2 tonneaux	294	583	93	164	309	1.443	2.504	2.338	1.139	1.395	5.831	13.207
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	120	254	93	118	177	762	485	436	320	616	1.637	3.494
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	87	178	86	112	279	742	71	81	60	97	406	715
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	66	162	124	101	364	817	25	23	29	35	260	372
25 tonneaux et plus	3	3	8	6	17	37	2	2	2	—	31	37
Ensemble	**570**	**1.180**	**404**	**501**	**1.146**	**3.801**	**3.087**	**2.880**	**1.550**	**2.143**	**8.165**	**17.825**
						1988-1989						
Moins de 2 tonneaux	155	615	195	203	299	1.467	1.996	1.879	1.000	1.337	4.917	11.129
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	66	236	102	99	165	668	622	589	439	777	2.307	4.734
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	60	116	93	98	284	651	70	76	77	114	556	893
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	67	115	92	134	400	808	29	33	48	47	376	533
25 tonneaux et plus	1	3	10	13	26	53	2	2	2	4	49	59
Ensemble	**349**	**1.085**	**492**	**547**	**1.174**	**3.647**	**2.719**	**2.579**	**1.566**	**2.279**	**8.205**	**17.348**

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance (1). — **Départements et territoires d'outre-mer**

Résultats par période annuelle *(1er octobre 1988 - 30 septembre 1989)*

Source : Secrétariat d'État à la Mer (Bureau de la plaisance)

	Moins de deux tonneaux			Plus de deux tonneaux			Total général
	Voiliers	Moteurs	Ensemble	Voiliers	Moteurs	Ensemble	
DOM							
Guadeloupe	1	85	86	113	96	209	295
Guyane	0	100	100	2	14	16	116
Martinique	2	65	67	61	61	122	189
Réunion	0	37	37	6	10	16	53
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	38	38	0	9	9	47
Ensemble	**3**	**325**	**328**	**182**	**190**	**372**	**700**
TOM							
Nouvelle-Calédonie	1	175	176	17	71	88	264
Polynésie française	0	15	15	4	34	38	53
Ensemble	**1**	**190**	**191**	**21**	**105**	**126**	**317**

(1) Non compris embarcations locales : canots à rame pour la Guadeloupe, pirogues pour la Guyane, yoles et gommiers pour la Martinique, barques locales pour la Réunion, doris pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

TABLEAU E.05-9

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions. France métropolitaine

Résultats par période annuelle

Source : Secrétariat d'État chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

Nature des événements	1985		1986		1987		1988		1989	
	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	2	1	24	—	20	3	13	—	27	2
Échouements	—	—	197	42	287	2	330	4	351	7
Heurts	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Chavirements	27	34	291	6	157	18	189	28	210	19
Incendies, explosions	34	—	26	6	31	—	30	3	33	—
Voies d'eau (envahies par l'eau)	61	—	96	1	127	2	64	—	140	3
Disparitions inexpliquées	13	11	6	17	9	28	14	23	3	1
Pannes et avaries	671	—	621	1	688	1	766	4	878	1
Hommes à la mer	27	11	42	30	31	23	18	24	35	21

TABLEAU E.05-10

Ménages équipés par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE. Enquête de conjoncture auprès des ménages — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date	Ensemble des ménages	Agriculteurs et salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service *	Autres actifs *	Non actifs
			0-1	2	3	4	5	6	7	8	9
Magnétoscope	Janvier 1988	17,4	7,5	26,7	35,5	25,4	17,7	21,9	17,4	24,3	6,4
Baladeur	Mai 1988	25	17	28	45	42	38	32	28	36	6
Caméscope	Janvier 1989	2,3	1,2	3,8	8,8	4,1	1,8	1,7	2,3	5,2	0,5
Micro-ordinateur	Mai 1989	8,2	2,4	9,0	28,2	17,8	7,4	8,4	3,5	7,1	1,2

* Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Agriculture, service des Haras, des Courses et de l'Équitation, 14, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. : (1) 43 80 49 37;
- Société de la Loterie nationale et du Loto national, 20, rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 65 74 50;
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, direction de la Comptabilité publique, 192, rue Saint-Honoré, 75056 Paris RP. Tél. : (1) 42 60 33 00 :

— Renseignements législatifs et réglementaires. Statistiques des jeux de casino.

- Secrétariat d'État chargé de la Mer :

— Centre administratif des Affaires maritimes, B.P. 130, 35408 Saint-Malo Cedex. Tél. : 99 81 62 96.

— Bureau de la plaisance, 3, place de Fontenoy, 75700 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 42 73 55 05.

Statistique plaisance (annuel).

- INSEE, département « Population-ménages », division « Conditions de vie des ménages ».

Heran (F.). — « Les relations de voisinage », *Données sociales,* 1987.

Heran (F.). — « Les animaux domestiques », *Données sociales,* 1987.

Heran (F.). — « Comment les Français voisinent », *Économie et statistique,* n° 195, janvier 1987.

Heran (F.). — « Au cœur du monde associatif : les multiadhérents », *Économie et statistique,* n° 208, mars 1988.

Heran (F.). — « La sociabilité, une pratique culturelle », *Économie et statistique,* n° 216, décembre 1988.

Heran (F.). — « Le monde associatif », *Économie et statistique,* n° 208, mars 1988.

Choquet (O.). — « Les sorties, une occasion de contacts », *Économie et statistique,* n° 214, octobre 1988.

Dumontier (F.), Valdelièvre (H.). — « Les pratiques de loisirs. Enquête 1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 1, 1988.

Dumontier (F.), Valdelièvre (H.). — « Les pratiques de loisirs 20 ans après 1967/1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 3, 1989.

Mormiche (P.). — « La photographie amateur », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 8, décembre 1989.

Arnal (N.), Dumontier (F.), Paire (R.). — « Les téléspectateurs : leurs goûts et leurs pratiques », *Économie et statistique,* n° 227, décembre 1989.

Dumontier (F.), Singly (F. de), Thélot (C.). — « La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et statistique,* n° 233, juin 1990.

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE

1989 : UNE ECONOMIE PLUS FORTE

LE BILAN DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

- L'évolution de l'économie française en 1989 expliquée et resituée dans le contexte européen.
- Un dossier détaillé sur le financement de l'investissement.
- 39 articles portant sur les points qui ont caractérisé l'économie française en 1989.
- Une chronologie des principaux évènements économiques survenus en France et à l'étranger.

LE RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION EST PUBLIÉ EN 2 PARTIES

Le rapport proprement dit :

- **"1989 : UNE ECONOMIE PLUS FORTE"** *(format 16 x 24 - 330 pages)*
- **"LES COMPTES ET INDICATEURS ECONOMIQUES"** présentant les résultats détaillés *(format 21 x 29,7 - 376 pages)*

BON DE COMMANDE

A RETOURNER à CNGP - INSEE BP 2718 - 80040 AMIENS CEDEX

❑ Je souhaite recevoir ____ exemplaire(s) de **"1989, une économie plus forte"** au prix de **130 F**

❑ Je souhaite recevoir ____ exemplaire(s) de **"Comptes et indicateurs économiques"** au prix de **130 F**

+ participation aux frais d'expédition : **10 F** par envoi France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom, Prénom _____

Société _____

Adresse complète _____

_____

Ci-joint un chèque de _____ F à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

insee

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

F

Enseignement, formation, recherche

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE

1989 : UNE ECONOMIE PLUS FORTE

LE BILAN DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

- L'évolution de l'économie française en 1989 expliquée et resituée dans le contexte européen.
- Un dossier détaillé sur le financement de l'investissement.
- 39 articles portant sur les points qui ont caractérisé l'économie française en 1989.
- Une chronologie des principaux évènements économiques survenus en France et à l'étranger.

LE RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION EST PUBLIÉ EN 2 PARTIES

Le rapport proprement dit :
- "1989 : UNE ECONOMIE PLUS FORTE" *(format 16 x 24 - 330 pages)*
- "LES COMPTES ET INDICATEURS ECONOMIQUES" présentant les résultats détaillés *(format 21 x 29,7 - 376 pages)*

BON DE COMMANDE

A RETOURNER A L'INSEE 18 bd Jules Ferry 80040 AMIENS CEDEX

Je désire recevoir ___ exemplaire(s) de "1989 : une économie plus forte" au prix de 130 F
Je désire recevoir ___ exemplaire(s) de "Comptes et indicateurs économiques" au prix de 130 F
A partir de deux livres commandés, 10 F par ouvrage supplémentaire pour frais d'envoi.

Nom
Société
Adresse complète

Ci-joint un chèque de ___ F à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1. Tableaux d'ensemble
2. Enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial
3. Enseignement du second degré
4. Enseignement supérieur
5. Enseignements dépendant des ministères de l'Agriculture et de la Forêt, de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale
6. Formation professionnelle continue
7. Insertion professionnelle des jeunes

Les données des points 1 à 4 de ce chapitre ne constituent qu'un résumé des documents statistiques disponibles à la direction de l'Évaluation et de la Prospective du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

1. Tableaux d'ensemble

Les tableaux 1 à 5 récapitulent les statistiques sur la scolarisation, les effectifs préscolaires, scolaires et universitaires, les sorties de l'appareil de formation et les enseignants, statistiques ensuite détaillées dans les différentes parties de ce chapitre et accompagnées d'une description du système d'enseignement tel qu'il se présente pour l'année scolaire 1988-1989.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP); du ministère de l'Agriculture et de la Forêt, Direction de l'enseignement technique agricole; du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI); du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Délégation à la formation professionnelle.
L'organisation et les dispositions réglementaires décrites dans ce chapitre correspondent à la situation en vigueur pour l'année de constat (scolaire ou civile) la plus récente.

2. Enseignements préélémentaire, élémentaire et spécial

21. Enseignement préélémentaire

Destiné aux enfants âgés de 2 à 5 ans, il est dispensé dans les écoles maternelles et dans les classes ou sections maternelles rattachées à une école primaire.

22. Enseignement élémentaire

Pour les enfants de 6 à 11 ans, il est donné dans les écoles primaires.

Il comprend trois cycles :
— cycle préparatoire (durée : un an) de 6 à 7 ans;

— cycle élémentaire (durée : deux ans) de 7 à 9 ans;
— cycle moyen (durée : deux ans) de 9 à 11 ans.

A l'issue du cours moyen 2e année, les élèves entrent dans le premier cycle du second degré.

Des classes de soutien sont destinées à assurer la réinsertion d'élèves momentanément retardés dans leur scolarité : classes d'*initiation* (pour enfants d'origine étrangère) et d'*adaptation*.

23. Enseignement spécial

Un ensemble d'actions de prévention, d'aide psycho-pédagogique d'éducation et de rééducation est réservé aux enfants qui, pour des raisons physiques ou psychologiques, ne peuvent recevoir la formation du 1er degré dans des conditions normales; l'enseignement spécial est dispensé dans des établissements spécialisés ou dans des classes spéciales rattachées à une école primaire ou maternelle.

La prévention des inadaptations à l'école et l'aide psycho-pédagogique sont assurées, soit par des groupes d'aide psycho-pédagogique (GAPP), soit dans des classes d'adaptation.

Les GAPP sont des équipes qui fonctionnent en milieux préélémentaire et élémentaire.

Les classes d'adaptation du préélémentaire et de l'élémentaire offrent des possibilités très souples de scolarisation temporaire dont l'objectif est la réintégration dans le cursus ordinaire.

Les classes d'enseignement spécial des écoles ordinaires accueillent des élèves présentant des handicaps.

Une bonne part des enfants handicapés bénéficient par ailleurs d'un enseignement dans le cadre d'établissements sous tutelle du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, des établissements médicaux, médico-éducatifs et socio-éducatifs.

3. Enseignement du second degré

Il comprend :
— un premier cycle de quatre ans (classes de 6e à 3e), subdivisé en deux périodes d'égale durée, assuré dans les collèges (qui en 1977-1978 ont remplacé les CES, CEG et premiers cycles des lycées);
— deux sortes d'enseignements de second cycle : second cycle général et technologique, second cycle professionnel.

31. Le premier cycle du second degré

Au terme de l'enseignement du 1er degré, les élèves entrent en 6e dans une filière unique; des *programmes de soutien* sont prévus pour les élèves en difficulté, tandis que les élèves suivant particulièrement bien participent à des activités « d'approfondissement ».

A l'issue d'une période de deux ans (« cycle d'observation »), trois voies sont offertes.

311. La voie générale

A partir de la 4e, en plus de l'enseignement des disciplines fondamentales, les élèves des classes à programme normal doivent obligatoirement choisir l'un des six enseignements suivants : latin, ou grec, ou deuxième langue vivante étrangère, ou langue et culture régionales, ou première langue renforcée, ou technologie. En outre, ils ont la possibilité de choisir un enseignement facultatif parmi l'un des cinq enseignements à option non retenus comme obligatoires.

En 1984-1985 ont été créées les classes de 4e et 3e expérimentales devenues 4e et 3e technologiques en 1986-1987.

L'objectif de ces classes, appelées à remplacer progressivement les classes de 4e et 3e préparatoires, est de permettre une orientation plus ouverte vers la préparation de BEP ou de CAP en 2 ans, ou même éventuellement vers le second cycle général et technologique. Dans ce but trois larges domaines de formation sont proposés : le secteur des sciences et techniques industrielles, le secteur des techniques biologiques et sociales et le secteur tertiaire où l'enseignement général y est renforcé.

Le brevet est délivré à l'issue de la classe de 3e de collège, 3e technologique ou 3e préparatoire de lycée professionnel au vu des résultats de l'année scolaire et d'un examen. Seul un examen permet d'attribuer le brevet aux autres candidats (candidats individuels, élèves des établissements privés hors contrat...).

312. La voie professionnelle

Certains élèves quittent le premier cycle dès la fin de la 5e pour entrer en 4e préparatoire, première année de préparation au CAP en trois ans (voir ci-après § 32).

313. La voie préprofessionnelle

Les élèves âgés de 14 ans au moins et de 16 ans au plus désireux de recevoir une formation préprofessionnelle à l'issue de la classe de 5e peuvent être accueillis dans des classes préprofessionnelles de niveau (CPPN) et des classes préparatoires à l'apprentissage (CPA).

Les CPPN ont pour but d'aider les enfants âgés de 14 ans au moins à choisir leur profession en leur donnant notamment une information sur plusieurs familles de métiers et en leur permettant de tester leurs aptitudes à les exercer.

Les CPA accueillent les enfants de 14 à 15 ans ayant choisi leur voie professionnelle. L'enseignement y est alterné, ce qui signifie que les élèves partagent leur temps entre l'établissement scolaire et l'entreprise dans laquelle ils effectuent un stage.

314. Enseignement spécial

Comme dans l'enseignement préélémentaire et élémentaire, il s'agit d'un ensemble d'actions de prévention, d'aide psycho-pédagogique, d'éducation et de rééducation permettant d'assurer aux enfants et adolescents en difficulté ou handicapés une scolarité adaptée à leur situation ou à leur état.

Les classes d'adaptation en 1er cycle du second degré permettent une scolarisation temporaire en vue de la réintégration dans le cursus ordinaire.

Les sections d'éducation spécialisée (SES) sont annexées à certains collèges. Elles assurent une formation professionnelle adaptée.

Les écoles régionales d'enseignement adapté (EREA) accueillent des adolescents présentant certains handicaps en vue d'une formation professionnelle.

32. Le second cycle professionnel

L'enseignement dans le second cycle professionnel est assuré dans les lycées professionnels (LP).

Les élèves viennent :

— de la classe de 3e des collèges pour la préparation en deux ans d'un brevet d'études professionnelles (BEP) et de certains certificats d'aptitude professionnelle (CAP);

— de la classe de 5e des collèges, des CPPN ou CPA, en vue de la préparation en trois ans d'un certificat d'aptitude professionnelle (CAP);

— depuis la rentrée 1985, après l'obtention d'un BEP ou d'un CAP, ils peuvent préparer en deux ans un baccalauréat professionnel, pour lequel il existe une vingtaine de spécialités en 1988-1989.

33. Le second cycle général et technologique

L'enseignement du second cycle long dispensé dans les lycées peut être général ou technologique.

D'une durée normale de trois ans, il se présente ainsi : à l'entrée au lycée, les élèves ont le choix entre une classe de seconde de détermination et une classe de seconde spécifique.

• *La seconde de détermination*

Une partie des enseignements dispensés dans cette classe est commune à tous les élèves; l'autre, également obligatoire, est optionnelle. Les élèves peuvent choisir de suivre une option à caractère social et économique (accompagnée d'une autre option) ou une option technologique spécialisée. Ils peuvent compléter ces formations par des enseignements facultatifs. Ces caractéristiques ont pour but d'éviter que le jeune lycéen ne voie son avenir engagé prématurément et de manière irréversible dans une filière d'études déterminée. Elle lui permet au contraire d'approfondir les connaissances acquises au cours de sa scolarité au collège et éventuellement de découvrir d'autres disciplines. Ainsi, lorsque s'engageront les procédures d'orientation en classe de première, pourra-t-il faire un choix motivé correspondant à ses goûts et à ses aptitudes.

• *La seconde spécifique*

Cette classe a un programme d'enseignement spécialisé. Elle accueille les élèves qui ont choisi :

— soit d'associer aux études générales conduisant à un baccalauréat de technicien l'étude à un niveau élevé d'une discipline artistique (musique ou danse);

— soit de préparer un brevet de technicien (BT) dans certaines spécialités.

Les procédures d'orientation pour passer de seconde en première permettent d'accéder à l'une des 8 séries de classe de première selon les types d'enseignements suivants :

— enseignements littéraires : série A (1);

— enseignements scientifiques en série S conduisant aux baccalauréats C (mathématiques et sciences physiques) ou D (mathématiques et sciences de la nature);

— enseignements mathématiques et techniques en série E;

— enseignements économiques, sociaux et de gestion en séries B, G, H et F8;

— enseignements technologiques et industriels dans les autres séries de F;

— préparation du brevet de technicien (BT).

Les élèves ayant terminé un second cycle professionnel peuvent intégrer un enseignement de second cycle général et technologique par une classe de « seconde spéciale » après l'obtention d'un CAP en 3 ans ou par une classe de « première d'adaptation » après l'obtention d'un BEP ou d'un CAP en 2 ans.

Les diplômes

- Les candidats au baccalauréat de l'enseignement du second degré peuvent, selon la dominante des classes qu'ils ont suivies dans le lycée, se présenter aux séries correspondantes.

Les élèves de l'enseignement général, titulaires du baccalauréat ou d'un titre équivalent, peuvent poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur : universités, classes préparatoires aux grandes écoles.

- Le baccalauréat de technicien (BTn) sanctionne à la fois des connaissances d'enseignement général et une formation professionnelle.

Les élèves de l'enseignement technologique titulaires d'un baccalauréat de technicien ou d'un brevet de technicien et les élèves de l'enseignement général ont accès à la formation des techniciens supérieurs en fréquentant, soit les STS (sections de techniciens supérieurs) fonctionnant dans les lycées, soit les IUT (Instituts universitaires de technologie) [cf. ci-après 41 et 43]. Ils peuvent aussi dans certains cas avoir accès à des écoles d'ingénieurs ou à l'Université et aux classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

34. L'apprentissage

Destiné à des jeunes ayant satisfait à leur obligation scolaire ou ayant terminé avec succès le premier cycle de l'enseignement secondaire, c'est la plus ancienne forme d'enseignement professionnel en alternance.

L'apprenti partage son temps entre l'entreprise de son « maître d'apprentissage » avec qui il est signataire d'un contrat de travail d'un type particulier appelé « contrat d'apprentissage » et le Centre de formation d'apprentis (CFA) où il reçoit une formation générale et une formation technique destinée à compléter l'enseignement reçu dans l'entreprise.

Jusqu'à une période récente, la formation reçue préparait essentiellement le jeune à passer un CAP mais depuis 1987 il est possible de préparer d'autres diplômes comme le BEP, le BP, le baccalauréat professionnel et même le BTS, l'âge maximum étant porté de 20 ans à 25 ans.

4. Enseignement supérieur

41. Les sections de techniciens supérieurs

Elles fonctionnent dans les lycées techniques et préparent en deux ans aux brevets de technicien supérieur.

1. Plusieurs séries sont divisées en sections (A1, A2, A3, F1, F2,... F12, G1, G2, G3).

42. Les classes préparatoires aux grandes écoles

Elles fonctionnent dans les lycées et préparent, le plus souvent en deux ans, aux différents concours d'entrée dans les grandes écoles.

43. Les universités

Les universités, qui sont des établissements publics à caractère scientifique et culturel, sont dirigées par un président élu par un conseil d'université et comprennent un nombre variable d'unités de formation et de recherche (UFR), elles-mêmes administrées par un conseil élu.

Les principes d'autonomie, de pluridisciplinarité et de participation sont affirmés, le rôle de l'État se limitant à :

— déterminer l'organisation générale des études, leur durée et éventuellement leur mode d'accès;

— fixer le cadre général du contenu des enseignements et les conditions de délivrance des diplômes, au moyen d'une réglementation nationale;

— définir les règles statutaires de recrutement et de nomination des personnels.

Le 1er cycle des études universitaires de droit, économie, lettres et sciences dure deux ans.

L'enseignement du 1er cycle est, dans l'énorme majorité des cas, théorique et général. Quelques diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques, plus pratiques, préparés par de petits groupes d'élèves, voient le jour, depuis 1984, au sein des unités de formation classique.

Le 2e cycle se déroule en deux ans et conduit à la maîtrise.

La licence est obtenue à l'issue de la première année du 2e cycle.

Un 3e cycle permet aux étudiants de poursuivre des recherches et études sanctionnées notamment par le doctorat de 3e cycle ou par le doctorat d'État.

La réglementation nationale permet à chaque université d'obtenir des habilitations du ministère de l'Éducation nationale pour délivrer des diplômes nationaux de 2e et 3e cycle et recevoir les subventions des préparations correspondantes. L'université reste libre par ailleurs de délivrer tout diplôme d'université dont elle détermine et finance elle-même (ou avec les instances régionales) la préparation.

Depuis 1967 fonctionnent, au sein des universités, des instituts universitaires de technologie (IUT) destinés à former en deux ans des techniciens supérieurs et conduisant aux diplômes universitaires de technologie (DUT). Les titulaires de certains DUT peuvent avoir accès au 2e cycle des universités.

Les études de médecine comportent deux années de 1er cycle (PCEM), puis quatre années de 2e cycle (DCEM) suivies de deux années de stage avant la thèse permettant d'obtenir le diplôme de docteur en médecine. Pour exercer une spécialité (ophtalmologie, gynécologie, cardiologie, etc.), l'internat et des études complémentaires sont nécessaires.

Les études de chirurgie dentaire sont sanctionnées par un diplôme d'État de docteur en chirurgie dentaire à la fin de la 5e année après le baccalauréat. Les docteurs en chirurgie dentaire peuvent ensuite préparer un doctorat de 3e cycle (baccalauréat + sept ans) ou, en deux ans, un diplôme d'études et de recherches en sciences odontologiques (DERSO), conduisant au doctorat d'État en sciences odontologiques (baccalauréat + dix ans).

En pharmacie, le diplôme d'État de docteur en pharmacie s'obtient après six années d'études, les étudiants pouvant préparer ensuite, soit le doctorat de 3e cycle de pharmacie en trois ans, soit le doctorat d'État en sciences pharmaceutiques en trois à cinq ans.

Enfin beaucoup d'universités possèdent des instituts rattachés qui sont des établissements de spécialisation, de recherche, et dans certains cas de formation continue.

44. Les écoles d'enseignement supérieur

Elles sont soit publiques, dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports ou d'un autre ministère (Agriculture, Défense, etc.), soit privées.

Elles comprennent les écoles d'ingénieurs (École polytechnique, Institut national agronomique, École centrale des arts et manufactures,...) mais aussi des écoles commerciales (HEC, écoles supérieures de commerce,...), les écoles normales supérieures, les écoles d'art et d'architecture, les écoles préparant aux carrières sociales ou para-médicales, les écoles de droit et administration, etc.

5. Enseignements dépendant des ministères de l'Agriculture et de la Forêt, et de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

51. Enseignement technique agricole

Les formations de cycle court, de cycle long et du cycle supérieur court de l'enseignement technique agricole sont mises en place dans des centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ), des lycées d'enseignement professionnel agricole (LEPA) ainsi que dans des lycées agricoles (LA) pour le secteur public.

Des formations semblables existent dans des établissements privés.

Les diplômes CAPA, BEPA, BTA et BTSA peuvent être préparés par la voie de :

— la formation initiale;
— la formation professionnelle continue;
— l'apprentissage;
— l'enseignement à distance.

Pour certains CAPA et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

511. Le cycle court

L'enseignement se prépare dans des lycées d'enseignement professionnel agricole, des centres de formation professionnelle agricole pour jeunes et autres établissements de même niveau.

Les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées à préparer les élèves à un CAPA ou un BEPA.

Les classes de 4e et 3e technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général ou technique permettant une poursuite d'études vers un brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA) ou une seconde de détermination.

Les classes de BEPA ont deux finalités :

— l'une de qualification professionnelle;
— l'autre de poursuites d'études (BTA, bac professionnel).

512. Le cycle long

Organisé dans les lycées agricoles et autres établissements de même niveau, le cycle long conduit en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde de détermination :

— soit vers le brevet de technicien agricole (BTA);
— soit vers le baccalauréat professionnel.

Le cycle long peut conduire aussi en trois ans, les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat de sciences agronomiques et techniques (D').

513. Le cycle supérieur court

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur (deux ans d'études) :

— les titulaires du brevet de technicien agricole;
— les titulaires des baccalauréats C, D, D′, E, F1, F2, F3, F5, F6, F7, F7′;
— les titulaires d'un baccalauréat A, B, H, G1, G2 et G3 ainsi que certains brevets de technicien peuvent être admis dans certaines options.

Des arrêtés préciseront la liste des baccalauréats de technologie et des brevets de technicien du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Peuvent être admis en classe préparatoire aux écoles nationales supérieures agronomiques et agro-alimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation, trois ans de formation) :

— les titulaires des baccalauréats D′ pour le concours option technologique;
— les titulaires d'un baccalauréat scientifique pour le concours option générale;
— peuvent être admis les titulaires du baccalauréat D′ et BTA, en classe préparatoire aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation, quatre ans de formation).

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou d'un DUT de biologie appliquée.

52. Formations sous tutelle du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Les formations aux carrières sanitaires et sociales s'étendent sur une à quatre années à partir de niveaux de base variés (CEP, brevet ou baccalauréat) et peuvent se prolonger, après quelques années d'activité professionnelle, par l'acquisition d'une spécialisation.

On ne présente ici que les formations relevant directement du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale.

521. Les préparations scolaires courtes

Elles forment en un ou deux ans aux professions d'aide-soignant, d'auxiliaire de puériculture, de moniteur-éducateur et d'aide médico-psychologique.

522. Les écoles conduisant à un diplôme d'État

A l'issue du second cycle long de l'enseignement secondaire, des écoles conduisent après deux à quatre ans d'études à un diplôme d'État (par ex. : infirmiers, assistants de service social, masseurs-kinésithérapeutes).

523. Les études supérieures

Les études de médecine, pharmacie et chirurgie dentaire relèvent à la fois du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale et du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

6. Formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance notamment).

Cette organisation laisse une grande place à toutes sortes d'initiatives, si bien que le système a une structure assez complexe.

Il comporte trois types d'intervenants principaux : *les régions,* ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, *l'État,* conservant des attributions réduites aux priorités nationales et *les entreprises* consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

61. Formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget des ministères du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

611. Les conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) et concernent, à partir de 1983, les priorités nationales pour lesquelles l'État conserve sa compétence. Elles sont passées entre un ministère ou une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Plusieurs programmes sont financés sur le FFPPS :

— les stages de formation alternée des jeunes de 16 à 25 ans qui visent, soit à permettre aux intéressés d'accéder à un emploi ou à une formation en alternance (cf. financements des entreprises), soit à leur fournir des éléments de qualification;

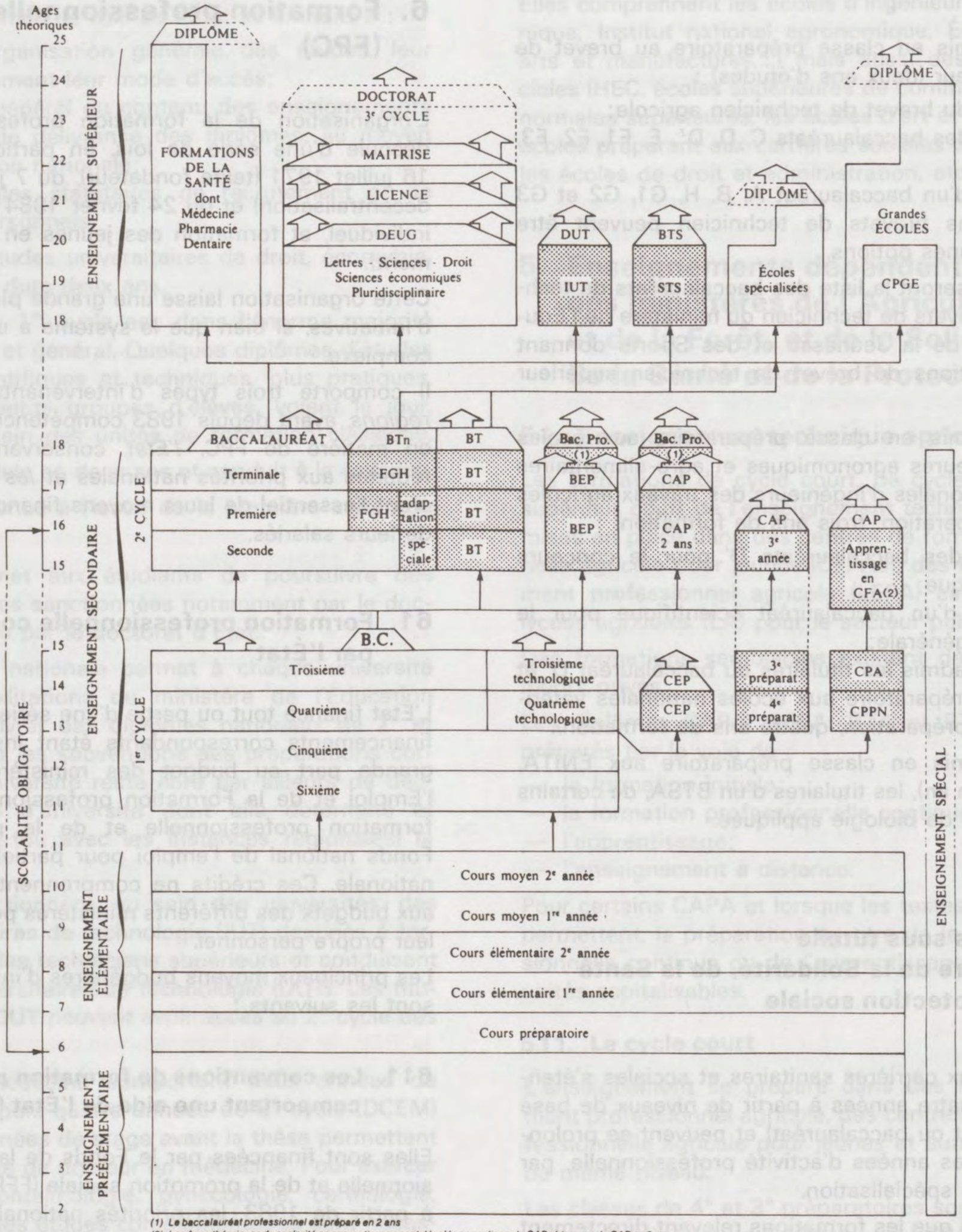
ENSEIGNEMENT
SOUS TUTELLE DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Enseignement du second degré

C.E.P.	: certificat d'éducation professionnelle (1 an)
C.P.P.N.	: classe pré-professionnelle de niveau
C.P.A.	: classe préparatoire à l'apprentissage
C.F.A.	: centre de formation d'apprentis
B.C.	: brevet des collèges
C.A.P.	: certificat d'aptitude professionnelle (2 à 3 ans)
B.E.P.	: brevet d'études professionnelles (2 ans)
B.T. n	: baccalauréat de technicien (séries F,G,H)
B.T.	: brevet de technicien

Enseignement supérieur

D.E.U.G.	: diplôme d'études universitaires générales (1er cycle universitaire)
Bac. Pro.	: baccalauréat professionnel
I.U.T.	: institut universitaire de technologie
D.U.T.	: diplôme universitaire de technologie
S.T.S.	: section de technicien supérieur
B.T.S.	: brevet de technicien supérieur
C.P.G.E.	: classes préparatoires aux grandes écoles



(1) Le baccalauréat professionnel est préparé en 2 ans
(2) Les âges théoriques de scolarité en apprentissage sont décalés pour aligner le CAP obtenu sur le CAP en 3 ans

Principaux flux de sortie

Principaux flux de passage

BEP / BEP — Année de formation initiale avec examen terminal

DOCTORAT / 3e cycle — Formation complémentaire (les personnes suivant ce cursus sont considérées comme étant déjà insérées dans la vie active).

BEP — Enseignement technique

— les actions de formation conventionnées au titre du « programme national » en direction de publics (détenus, réfugiés, handicapés, etc.) ou de secteurs économiques prioritaires (BTP, électronique, agroalimentaire, commerce extérieur);

— les « engagements de développement de la formation » passés avec des entreprises ou des groupes d'entreprises, visant à soutenir la formation des salariés dans des situations de mutations économiques et technologiques;

— les « stages de réinsertion en alternance » mis en place à l'automne 1987, destinés à des demandeurs d'emploi en difficulté ou de longue durée âgés de plus de 25 ans.

612. Le Fonds national de l'emploi (FNE)

Il intervient de manière ponctuelle et limitée dans le temps afin d'aider à la formation des salariés des entreprises en restructuration et des chômeurs de longue durée. Des actions modulaires de formation-réinsertion des demandeurs d'emploi de longue durée, organisées par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), sont également financées par le FNE à partir de 1985. Existent par ailleurs des « contrats emploi-formation » articulant contrat de travail et périodes de formation, formules qui ont pris fin en 1987.

Depuis lors, sont mis en place des « contrats de réinsertion en alternance » (fin 1987) visant à faciliter l'accès à l'emploi des chômeurs de longue durée.

613. L'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

614. Le Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance de valeurs et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

615. Le Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Financé par le ministère de l'Éducation nationale, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la préparation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

62. Formation professionnelle continue financée par les entreprises

621. L'obligation légale

La loi du 16 juillet 1971 fait obligation à toutes les *entreprises employant plus de 9 salariés,* de consacrer au moins 1,1 % de leur masse salariale à la formation continue (1,2 % à compter de 1987).

Celles-ci s'acquittent principalement de cette obligation en organisant elles-mêmes des formations (ex. : le centre de formation de la régie Renault), ou en envoyant leurs salariés suivre des stages dans des centres de formations extérieurs, publics ou privés, au titre du plan de formation de l'entreprise ou des congés individuels de formation, en versant leurs contributions à des organismes chargés de gérer ces sommes pour leur compte (Fonds d'assurance formation, organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation), et en versant une somme égale à 0,3 % de leur masse salariale pour la formation des jeunes demandeurs d'emploi.

Toutefois, à compter de 1985, est offerte aux entreprises une possibilité d'exonération partielle ou totale des versements dus au Trésor public au titre du « 0,2 % », dans le cadre des formations en alternance issues de l'accord du 26 octobre 1983 (stages d'initiation à la vie professionnelle, contrats de qualification et contrats d'adaptation). Les dépenses ainsi engagées par les entreprises pour les jeunes de moins de 26 ans peuvent donner lieu à imputation directe ou à versement à un organisme de mutualisation agréé par l'État (OMA).

Par ailleurs, l'État participe à la rémunération des jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle, et à partir de juillet 1986, les diverses modalités d'accueil des jeunes dans les entreprises offrent la possibilité à l'employeur d'être exonéré partiellement ou totalement des charges sociales afférentes.

Enfin, il faut noter qu'en moyenne, les entreprises dépassent leur obligation légale (2,74 % de taux de participation en 1988) et financent principalement des formations de perfectionnement de courte durée, dont les cadres et techniciens bénéficient le plus souvent.

622. Les contrats d'adaptation (issus de l'accord interprofessionnel du 26 octobre 1983)

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

623. Les contrats de qualification (issus de l'accord interprofessionnel du 26 octobre 1983)

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Le public visé est les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

63. Formation professionnelle continue financée par les Conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert a été réalisé le 1er juin 1983.

Dès lors, une grande partie des actions de formation professionnelle continue, autrefois prises en charge par l'État, sont passées dans le champ de compétence des régions, sous la forme de conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

64. La rémunération des stagiaires en FPC

Le régime de rémunération se différencie selon le statut de la personne vis à vis de l'activité professionnelle et s'est vu sensiblement remanié en 1988.

D'une façon générale, les salariés en formation sont rémunérés par l'employeur directement ou indirectement (par les organismes paritaires agréés au titre du congé individuel).

Le montant de la rémunération est égal au salaire en cours, parfois soumis à un plafonnement.

En revanche, le système de rémunération des stagiaires sans emploi repose sur la participation des pouvoirs publics et des ASSEDIC.

Jusqu'en 1987, les stagiaires sans emploi engagés dans des formations d'au plus 300 heures continuaient de bénéficier des allocations de chômage versées par les ASSEDIC, l'État ou les conseils régionaux prenant en charge la rémunération des stagiaires sans emploi engagés dans des formations agréées de durée supérieure.

À partir de 1988, suite à l'accord signé en décembre 1987 par l'État et les représentants des partenaires sociaux gestionnaires de l'UNEDIC, un nouveau système de rémunération a vu le jour visant à inciter les demandeurs d'emploi à entrer plus rapidement en formation. Il distingue un régime conventionnel où la rémunération est financée par l'État et l'UNEDIC (l'« allocation de formation-reclassement » ou AFR) et un régime public incombant à l'État et aux régions, destiné aux personnes s'engageant dans un stage agréé par les pouvoirs publics mais ne pouvant bénéficier de l'AFR.

L'AFR est versée par les ASSEDIC aux salariés justifiant d'une activité professionnelle antérieure minimale, dont le contrat de travail est rompu, et qui sont bénéficiaires de l'allocation de base. Le montant de l'AFR représente au minimum 57 % du salaire antérieur avec un plancher de 3.627 F par mois.

La rémunération servie dans le second régime est généralement forfaitaire. Ce forfait conduit en pratique à une rémunération égale au plancher de l'AFR mais il s'en différencie pour certaines catégories de stagiaires sans emploi (primo-demandeurs d'emploi, chômeurs de longue durée, jeunes handicapés, etc.).

7. L'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans : Travaux d'Utilité Collective (TUC) et Stages d'Initiation à la Vie Professionnelle (SIVP)

Ces deux formules, bien que d'origines différentes, ont pour spécificité de se fonder essentiellement sur l'exercice d'une activité professionnelle et la découverte de la vie en entreprise. Elles diffèrent donc des actions de formation proprement dites (la FPC décrite précédemment) qui reposent principalement sur le déroulement de formations organisées et suivies en centre spécialisé.

Les SIVP sont nés de l'accord interprofessionnel du 26 octobre 1983; ils s'adressent aux jeunes demandeurs d'emploi ayant en principe un faible niveau de qualification; ils durent de 3 à 6 mois et offrent un statut de stagiaire rémunéré à la fois par l'État et l'entreprise. Celle-ci peut bénéficier de la procédure de « défiscalisation » relative au « 0,3 % » décrit précédemment.

Créés par l'État en 1984, les TUC conjuguent les objectifs du SIVP avec celui du développement des activités situées à la frontière de la sphère économique marchande et correspondant à des services nouveaux offerts à la collectivité. Ces TUC sont organisés par des collectivités locales, des établissements publics ou des associations.

Les jeunes sont rémunérés par l'État sur une base forfaitaire mais peuvent bénéficier d'un complément versé par l'employeur.

* * *

TABLEAU F.01-1

Évolution du taux de scolarisation de la population âgée de 2 à 25 ans

Rapport entre les effectifs scolarisés à plein temps (1) *dans l'enseignement public et privé, en France métropolitaine, et la population totale par âge*

Sources : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP) et INSEE — *Unité :* % (2)

Âge (3)	Tous enseignements à plein temps (4) — Année scolaire				Année scolaire 1988-1989 (5) — Enseignement à plein temps					
	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1988-1989	1er degré	2e degré	Enseignement spécial	Classes supérieures	Universités	Tous enseignements à plein temps
2 ans	31,5	32,1	33,6	35,9	36,2	—	—	—	—	36,2
3 ans	92,6	93,7	95,4	96,7	98,0	—	—	—	—	98,0
4 ans	101,0	101,7	101,4	102,2	102,2	—	ε	—	—	102,2
5 ans	102,4	102,3	102,4	102,4	102,6	—	ε	—	—	102,6
6 ans	102,0	101,8	101,4	101,7	101,5	—	0,1	—	—	101,7
7 ans	101,5	101,2	101,0	100,8	100,6	—	0,5	—	—	101,1
8 ans	101,1	100,8	101,8	100,5	99,1	—	1,3	—	—	100,3
9 ans	101,0	100,5	100,3	100,2	98,3	—	1,8	—	—	100,1
10 ans	100,7	100,0	100,3	100,2	94,8	3,2	2,1	—	—	100,1
11 ans	100,0	100,0	99,9	99,7	29,7	67,9	2,3	—	—	99,8
12 ans	99,8	99,6	99,6	99,9	8,5	87,8	3,2	—	—	99,5
13 ans	99,0	99,7	99,1	99,4	1,5	94,3	3,9	—	—	99,6
14 ans	97,5	97,2	97,2	97,7	—	94,2	3,9	ε	—	98,1
15 ans	93,4	93,5	93,4	94,2	—	91,1	3,6	—	—	94,6
16 ans	77,7	78,6	79,5	80,5	—	80,3	1,7	ε	ε	82,0
17 ans	65,6	67,7	69,6	71,5	—	71,0	0,5	0,8	1,1	73,3
18 ans	47,8	50,5	54,4	57,7	—	46,5	0,2	4,6	10,3	61,6
19 ans	31,9	35,0	39,3	43,0	—	24,2	—	6,9	16,1	47,1
20 ans	19,5	21,5	24,5	27,1	—	6,3	—	6,4	17,0	29,7
21 ans	13,4	15,1	16,6	18,4	—	1,5	—	4,0	14,8	20,3
22 ans	10,0	10,4	11,5	12,5	—	0,4	—	1,6	11,6	13,7
23 ans	8,0	8,2	8,5	9,0	—	ε	—	0,8	8,7	9,6
24 ans	6,7	6,6	6,4	6,5	—	—	—	—	6,8	6,8
25 ans	5,7	5,5	5,2	5,1	—	—	—	—	5,3	5,3

(1) Enseignement public et privé en France métropolitaine, y compris enseignement spécial du ministère de l'Éducation nationale et non compris l'apprentissage, sauf en 1984-1985. — (2) L'existence de taux de scolarisation supérieure à 100 s'explique par la divergence entre les sources statistiques fournissant les effectifs scolaires et la population totale par âge (INSEE). — (3) Âge révolu au 1er janvier de l'année scolaire. — (4) Pour l'enseignement supérieur sont pris en compte les universités, les instituts universitaires de technologie (IUT) et les écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI). — (5) Pourcentages calculés sur la population totale par âge, évaluée chaque année à partir du recensement de 1982.

TABLEAU F.01-2

Évolution des effectifs scolaires et universitaires par niveau : enseignement public et privé

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Unité : Millier d'élèves

Niveau d'enseignement	Année scolaire									
	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989
Enseignement préélémentaire	2.412	2.383	2.374	2.407	2.461	2.526	2.563	2.539	2.518	2.504
Enseignements élémentaire et spéciaux (1)	5.077	5.017	4.903	(1) 4.390	4.557	4.419	4.340	4.335	4.366	4.390
Enseignement secondaire :										
1er cycle	2.964	2.950	2.961	3.031	3.115	3.180	3.191	3.204	(2) 3.170	3.128
CPPN et CPA (3)	188	187	185	169	155	149	141	129	116	97
2e cycle professionnel	764	773	792	805	807	817	818	764	(2) 738	711
2e cycle général et technologique	1.090	1.102	1.116	1.130	1.145	1.160	1.209	1.279	1.358	1.444
Formations complémentaires	—	—	—	—	—	—	16	12	14	14
Total enseignement secondaire	**5.006**	**5.012**	**5.054**	**5.135**	**5.222**	**5.307**	**5.375**	**5.388**	**5.396**	**5.394**
Écoles normales d'instituteurs (4)	18	15	23	25	25	25	21	16	14	13
Classes supérieures (5)	104	108	118	123	140	154	168	181	201	222
Universités [y compris IUT] (6)	861	856	882	906	923	953	967	978	989	1.140
Écoles d'ingénieurs (7)	36	37	38	39	40	43	44	47	49	53

(1) Enseignement spécial relevant de l'Éducation nationale (y compris sections d'éducation spécialisée, classes-ateliers et établissements régionaux d'enseignement adapté (ex. écoles nationales de perfectionnement (ENP), ainsi que du ministère de la Santé et des Affaires sociales). L'enseignement spécial qui touche le premier et le second degré n'est pas compris en 1982-1983. — (2) Les élèves de 4e et 3e technologiques des lycées professionnels sont comptabilisés en 1987-1988 dans le 1er cycle du second degré. Les données en 1986-1987 ont été alignées sur celles de 1987-1988. — (3) Classes préprofessionnelles de niveau (CPPN) et classes préparatoires à l'apprentissage (CPA). — (4) Formation professionnelle et préparations diverses des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales nationales d'apprentissage et des centres de formation des professeurs d'enseignement général de collège (derniers effectifs en 1986-1987) non compris les instituteurs en recyclage. — (5) Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs et préparations diverses au-delà du baccalauréat. — (6) Y compris les instituts universitaires de technologie (IUT). — (7) Écoles relevant du ministère de l'Éducation nationale et des autres ministères, ainsi que les écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI) et l'Institut national polytechnique (INP).

TABLEAU F.01-3

Effectifs préscolaires, scolaires et universitaires par académie (enseignement public et privé)

Année 1988-1989 *(France métropolitaine et départements d'outre-mer)*

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP) — *Unité :* Élève ou étudiant

Académie	Enseignement préélémentaire	Enseignement élémentaire (1)	Enseignement spécial (2)	Enseignement du second degré	Ensemble (3)	dont Public (4)	dont Privé (4)	Enseignement supérieur public et privé (5)	Dont : CPGE et STS (6)	Effectif total
	Public et privé									
Aix-Marseille	107.280	174.340	9.494	228.816	519.930	438.535	71.901	68.343	10.546	588.273
Amiens	85.365	145.943	11.796	186.305	429.409	371.755	45.858	22.622	4.595	452.031
Besançon	49.633	84.775	5.769	112.217	252.394	218.095	28.530	20.290	3.568	272.684
Bordeaux	104.516	182.586	13.784	243.899	544.785	453.526	77.475	67.547	10.022	612.332
Caen	63.493	108.930	8.317	138.475	319.215	248.644	62.254	23.072	3.207	342.287
Clermont	49.793	87.678	5.634	121.201	264.306	205.464	53.208	27.266	4.644	291.572
Corse	8.971	16.010	852	20.016	45.849	42.394	2.603	2.286	420	48.135
Créteil	175.550	282.239	17.800	335.369	810.958	725.743	67.415	60.523	8.273	871.481
Dijon	65.746	112.559	8.305	152.547	339.157	298.192	32.660	25.224	5.221	364.381
Grenoble	116.711	192.974	12.006	251.335	573.026	467.824	93.196	51.311	8.598	624.337
Lille	221.088	338.464	27.961	446.832	1.034.345	811.688	194.696	87.650	17.127	1.121.995
Limoges	24.034	41.588	3.684	62.938	132.244	117.872	10.688	12.657	2.360	144.901
Lyon	132.883	200.078	13.176	266.998	613.135	468.409	131.550	90.684	14.136	703.819
Montpellier	85.889	139.509	10.537	175.480	411.415	342.713	58.165	55.349	7.432	466.764
Nancy-Metz	106.718	174.372	12.556	234.148	527.794	460.758	54.480	49.700	7.242	577.494
Nantes	146.808	244.793	15.409	318.216	725.226	430.939	278.878	56.445	10.432	781.671
Nice	63.175	109.060	6.752	135.102	314.089	274.048	33.289	28.851	5.206	342.940
Orléans-Tours	99.629	169.124	12.173	218.974	499.900	429.162	58.565	33.724	5.633	533.624
Paris	69.910	108.909	5.431	180.537	364.787	257.999	101.357	271.913	38.101	636.700
Poitiers	65.857	109.216	8.479	147.500	331.052	274.120	48.453	23.550	3.779	354.602
Reims	63.704	104.886	9.100	137.953	315.643	271.340	35.203	23.201	4.611	338.844
Rennes	134.101	205.309	12.972	290.657	643.039	370.150	259.917	62.082	10.772	705.121
Rouen	78.493	140.001	10.099	175.667	404.260	348.584	45.577	27.806	4.431	432.066
Strasbourg	64.730	114.775	9.436	143.117	332.058	295.470	27.152	45.660	7.018	377.718
Toulouse	93.689	149.038	11.270	211.090	465.087	374.425	79.392	74.021	9.289	539.108
Versailles	226.359	369.757	19.887	458.989	1.074.992	943.060	112.045	77.081	13.275	1.152.073
Total France métropolitaine	**2.504.125**	**4.106.913**	**282.679**	**5.394.378**	**12.288.095**	**9.940.909**	**2.064.507**	**1.388.858**	**219.938**	**13.676.953**
Rappel 1987-1988	2.518.602	4.081.479	285.126	5.397.369	12.281.976	9.921.160	2.076.290	*r* 1.275.892	199.855	*r* 13.557.868
Antilles-Guyane	43.342	82.884	6.415	103.632	236.273	210.308	19.550	6.093	837	242.366
Réunion	40.257	71.902	4.193	71.072	187.424	171.221	12.010	4.740	956	192.164
Total France + DOM	**2.587.724**	**4.261.699**	**293.287**	**5.569.082**	**12.711.792**	**10.322.438**	**2.096.067**	**1.399.691**	**221.731**	**14.111.483**
Rappel 1987-1988 (7)	2.598.663	4.235.859	295.584	5.572.197	12.701.703	10.300.173	2.106.546	*r* 1.285.987	199.855	*r* 13.987.690

(1) Y compris classes d'initiation et d'adaptation. — (2) Établissements du 1er et du 2e degré relevant de l'Éducation nationale, de la Santé et des Affaires sociales. — (3) Enseignement spécial compris. — (4) Enseignement spécial non compris. — (5) Universités publiques et privées, écoles d'ingénieurs, haut enseignement commercial, écoles normales supérieures, écoles des sciences juridiques et administratives, unités de formation et de recherche d'éducation physique et sportive (ex. CREPS), écoles à caractère littéraire, écoles vétérinaires, autres écoles du ministère de l'Agriculture, spécialisations diverses et les écoles d'architecture. Les écoles à caractère artistique ne sont pas comprises : 17.514 étudiants, en France métropolitaine, non répartis par académie. — (6) CPGE : classe préparatoire aux grandes écoles; STS : section de techniciens supérieurs. — (7) Non compris Saint-Pierre-et-Miquelon qui, depuis 1985-1986, est compté dans les TOM.

TABLEAU F.01-4

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP) — *Unité :* Élève

Niveau	Sorties nettes pour l'année scolaire (1)					
	1984-1985		1985-1986		1986-1987	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
VI	36.000	4,7	36.000	4,6	21.200	2,9
V *bis*	60.500	7,9	59.300	7,6	58.100	7,9
V	357.000	46,4	352.600	45,4	329.900	45,0
IV	141.200	18,4	145.500	18,7	139.900	19,1
soit : Secondaire	69.800	9,1	68.600	8,8	64.600	8,8
Supérieur	71.400	9,3	76.900	9,9	75.300	10,3
III	77.000	10,0	86.100	11,1	84.900	11,6
II + I	96.500	12,6	97.700	12,6	99.800	13,6
Total	**768.200**	**100,0**	**777.200**	**100,0**	**733.800**	**100,0**

NB. — Nomenclature des niveaux de formation :

— *niveau VI :* effectifs sortant du premier cycle du second degré (6e à 4e, classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et classe préprofessionnelle de niveau (CPPN) et des formations professionnelles en 1 an (certificat d'éducation professionnelle);

— *niveau V* bis : effectifs sortant de 3e et des classes de second cycle court professionnel avant l'année terminale, et effectifs abandonnant en cours d'apprentissage;

— *niveau V :* effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels, effectifs abandonnant la scolarité du second cycle long avant la classe terminale et effectifs terminant leur apprentissage;

— *niveau IV :* effectifs sortant des classes terminales et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III;

— *niveau III :* effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de type bac + 2 ans (diplôme universitaire de technologie, brevet de technicien supérieur, instituteurs, diplôme d'études universitaires générales, écoles de santé...);

— *niveaux II et I :* effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de second ou de troisième cycles d'études universitaires ou des grandes écoles.

(1) Compte tenu des flux de passage entre les différents systèmes éducatifs.

TABLEAU F.01-5

Enseignants à temps complet ou à temps partiel : enseignement public

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP) — *Unité :* Enseignant

Type d'enseignement	Année scolaire							
	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	(1) 1985-1986	(1) 1986-1987	(1) 1987-1988	(1) 1988-1989
1er degré :								
Enseignement préélémentaire	69.134	70.075	71.985	73.872	■ 71.705	73.192	73.325	73.795
Enseignement élémentaire	175.755	172.360	169.728	166.623	■ 199.445	198.800	202.348	198.922
Enseignement spécial	22.699	23.401	23.837	24.182	■ 21.994	22.166	21.808	22.860
Remplaçants titulaires	16.653	16.148	19.596	21.155	■ (2) —	(2) —	(2) —	—
Remplaçants auxiliaires	3.228	3.815	1.471	472	714	121	(3) —	—
Total 1er degré (4)	**287.469**	**285.799**	**286.617**	**286.304**	**293.858**	**294.279**	**297.481**	**295.577**
2e degré :								
Lycées	75.801	78.153	78.179	83.441	86.107	89.755	94.959	101.129
Collèges	163.051	166.607	165.988	182.092	181.730	181.640	178.366	174.945
LP	49.862	51.407	51.508	55.595	56.132	56.725	57.168	57.666
Total 2e degré (5)	**288.714**	**296.167**	**295.675**	**321.128**	**323.969**	**328.120**	**330.493**	**333.740**
Supérieur :								
Universités et autres établissements (6)	38.040	38.682	39.328	39.677	39.997	40.192	40.279	41.804
Instituts universitaires de technologie	4.517	4.685	4.832	5.001	5.234	5.387	5.518	5.766
Total	**622.240**	**628.833**	**629.974**	**655.776**	**666.914**	**671.975**	**673.771**	**676.887**

(1) Une nouvelle source avec des définitions différentes a été utilisée depuis 1985-1986. — (2) Regroupés depuis 1985-1986 avec les instituteurs titulaires sur poste fixe des rubriques préélémentaire, élémentaire et spéciale. — (3) Corps en cours de résorption; en 1987-1988 : 83 suppléants regroupés avec les titulaires. — (4) Hors instituteurs sur des affectations ne correspondant pas à une fonction d'enseignement. — (5) Hors enseignement physique et sportif (EPS) et personnels remplaçants non affectés à l'année sur un poste ou un regroupement d'heures. — (6) École normale supérieure d'arts et métiers (CNAM), grands établissements.

TABLEAU F.01-6

Effectifs de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Unité : Élève

Niveau d'enseignement et classes	Année scolaire 1986-1987		1987-1988		1988-1989	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
Enseignement préélémentaire	2.220.407	319.488	2.208.435	310.167	2.198.076	306.049
soit : Classes maternelles	1.876.656	35.052	1.872.142	34.575	1.866.256	34.771
Classes et sections maternelles	343.751	284.436	336.293	275.592	331.820	271.278
Enseignement élémentaire	3.411.365	612.916	3.444.808	614.864	3.471.999	613.509
soit : Cours préparatoire	759.436	122.940	766.693	122.523	752.235	119.327
Cours élémentaire 1re année	682.731	117.405	711.491	121.122	724.540	121.207
Cours élémentaire 2e année	659.754	117.682	668.034	119.037	696.225	121.684
Cours moyen 1re année	661.848	123.428	655.111	122.232	661.765	122.842
Cours moyen 2e année	647.596	131.461	643.479	129.950	637.234	128.449
Classes d'initiation et adaptation	20.534	1.814	19.794	2.013	19.621	1.784
Classes d'enseignement spécial (1)	67.372	4.402	65.979	4.206	65.337	4.141
Total	**5.719.678**	**938.620**	**5.739.016**	**931.250**	**5.755.033**	**925.483**

(1) Il s'agit des classes d'enseignement spécial rattachées aux établissements élémentaires ou des classes de même type appartenant à des établissements spécialisés du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

TABLEAU F.01-7

Classes et écoles dans l'enseignement du premier degré (public, privé)

Année scolaire 1988-1989

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Nombre de classes

Type d'école	Nombre d'écoles		Préélémentaire		CP-CM 2 un seul cours		CP-CM 2 plusieurs cours		Initiation Adaptation		Enseignement spécial		Total	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
Ecoles maternelles	18.096	390	67.030	1.270	25	2	58	7	35	—	24	—	67.172	1.279
Ecoles primaires	39.576	6.038	9.631	9.295	103.231	18.403	52.829	8.099	1.869	135	5.440	354	173.000	36.286
soit : A plusieurs classes	31.140	5.784	9.631	9.295	102.760	18.383	44.684	7.871	1.869	135	5.440	354	164.654	36.038
A classe unique	8.436	254	—	—	471	20	7.965	228	—	—	—	—	8.436	248
Enseignement spécial	95	16	18	—	101	—	47	—	16	13	279	27	461	40
Ensemble	**57.767**	**6.444**	**76.679**	**10.565**	**103.357**	**18.405**	**52.934**	**8.106**	**1.920**	**148**	**5.743**	**381**	**240.633**	**37.605**

TABLEAU F.01-8

Effectifs, par sexe, de l'enseignement public et privé des collèges et lycées

Année scolaire 1988-1989

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP) — *Unité :* Élève

Niveau d'enseignement	Public			Privé			Ensemble		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
6e	331.256	315.913	647.169	84.803	76.493	161.296	416.059	392.406	808.465
5e	333.198	326.695	659.893	86.676	79.059	165.735	419.874	405.754	825.628
4e (1)	281.982	290.281	572.263	81.369	79.521	160.890	363.351	369.802	733.153
3e (1)	285.440	313.130	598.570	79.932	82.237	162.169	365.372	395.367	760.739
Total 6e-3e	**1.231.876**	**1.246.019**	**2.477.895**	**332.780**	**317.310**	**650.090**	**1.564.656**	**1.563.329**	**3.127.985**
CPPN *	25.738	17.913	43.651	5.863	3.633	9.496	31.601	21.546	53.147
CPA *	27.096	13.767	40.263	1.997	788	2.785	29.093	14.555	43.648
Total CPPN et CPA *	**52.834**	**31.680**	**84.514**	**7.860**	**4.421**	**12.281**	**60.694**	**36.101**	**96.795**
Total 1er cycle	**1.284.710**	**1.277.699**	**2.562.409**	**340.640**	**321.731**	**662.371**	**1.625.350**	**1.599.430**	**3.224.780**
CEP *	153	363	516	148	443	591	301	806	1.107
Total CAP * 3 ans	**96.285**	**59.769**	**156.054**	**21.703**	**28.953**	**50.656**	**117.988**	**88.722**	**206.710**
Total CAP * (1 et 2 ans) et BEP * (2 ans) et mentions complémentaires	184.945	161.793	346.738	43.963	63.409	107.372	228.908	225.902	454.110
Baccalauréat professionnel	20.307	15.156	35.463	6.062	7.655	13.717	26.369	22.811	49.180
Total 2e cycle professionnel	**301.690**	**237.081**	**538.771**	**71.876**	**100.460**	**172.336**	**373.566**	**337.541**	**711.107**
Formations complémentaires	**7.432**	**4.798**	**12.230**	**797**	**1.279**	**2.076**	**8.229**	**6.077**	**14.306**
Seconde	186.859	223.288	410.147	48.474	57.457	105.931	235.333	280.745	516.078
Première	174.034	201.411	375.445	46.019	56.295	102.314	220.053	257.706	477.759
Terminale	159.102	193.109	352.211	43.562	54.575	98.137	202.664	247.684	450.348
Total 2e cycle général et technologique	**519.995**	**617.808**	**1.137.803**	**138.055**	**168.327**	**306.382**	**658.050**	**786.135**	**1.444.185**
Total second degré	**2.113.827**	**2.137.386**	**4.251.213**	**551.368**	**591.797**	**1.143.165**	**2.665.195**	**2.729.183**	**5.394.378**
SES * + GCA *	**64.387**	**47.968**	**112.355**	**1.196**	**847**	**2.043**	**65.583**	**48.815**	**114.398**
TI′ * et préparations diverses	231	661	892	501	967	1.468	732	1.628	2.360
CPGE *	31.336	17.598	48.934	6.293	2.654	8.947	37.629	20.252	57.881
STS *	51.339	42.017	93.356	28.582	41.853	70.435	79.921	83.870	163.791
Total post-baccalauréat	**82.906**	**60.276**	**143.182**	**35.376**	**45.474**	**80.850**	**118.282**	**105.750**	**224.032**
Total général	**2.261.120**	**2.245.630**	**4.506.750**	**587.940**	**638.118**	**1.226.058**	**2.849.060**	**2.883.748**	**5.732.808**

* CPPN : classe préprofessionnelle de niveau; CPA : classe préparatoire à l'apprentissage; CEP : certificat d'éducation professionnelle; BEP : brevet d'études professionnelles; CAP : certificat d'aptitude professionnelle; SES : section d'éducation spécialisée; GCA : groupes de classes ateliers; TI′ : classes préparatoires aux sections de techniciens supérieurs; CPGE : classes préparatoires aux grandes écoles, public EN, privé EN + autres ministères; STS : section de techniciens supérieurs. — (1) Y compris 4e et 3e technologiques de lycées professionnels incluses dans le 2e cycle professionnel en 1986-1987.

TABLEAU F.01-9

Établissements et divisions de l'enseignement du second degré

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Unité : Établissement
Division

Type d'établissement	Nombre d'établissements 1987-1988	Nombre d'établissements 1988-1989
Établissements publics :		
Lycées	1.167	1.189
Collèges	4.825	4.845
Lycées d'enseignement professionnel (LP)	1.349	1.345
Total	**7.341**	**7.379**
Établissements privés :		
Établissements secondaires (niveau lycée)	1.211	1.227
Établissements secondaires (niveau collège)	1.845	1.827
Établissements techniques (niveau LP)	849	835
Total	**3.905**	**3.889**
Ensemble	**11.246**	**11.268**

Cycle d'enseignement	Nombre de divisions 1987-1988	Nombre de divisions 1988-1989
Établissements publics :		
1er cycle (1)	107.823.	105.946
2e cycle professionnel (2)	27.836	26.539
2e cycle général et technologique (3)	36.126	38.792
Total	**171.785**	**171.277**
Établissements privés :		
1er cycle (1)	27.144	27.175
2e cycle professionnel (2)	9.231	8.817
2e cycle général et technologique (3)	12.489	12.830
Total	**48.864**	**48.822**
Ensemble	**220.649**	**220.099**

(1) Y compris classe préprofessionnelle de niveau (CPPN); classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) en 1987-1988 (public : 6.141 divisions; privé : 867 divisions). En 1988-1989 (public : 5.555 divisions; privé : 834 divisions). — (2) Y compris baccalauréats professionnels en 1987-1988 (public : 942 divisions; privé : 326 divisions). En 1988-1989 (public : 1.653 divisions; privé : 736 divisions). — (3) Y compris formations complémentaires en 1987-1988 (public : 1.039 divisions; privé : 112 divisions). En 1988-1989 (public : 1.043 divisions; privé : 146 divisions).

TABLEAU F.01-10

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Unité : Diplôme

Diplômes	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Diplômes du 2e cycle court (1)										
Certificats d'aptitude professionnelle	235.046	248.474	260.345	269.821	270.032	268.064	281.095	275.047	270.894	260.046
Brevets d'études professionnelles	78.905	84.290	97.474	100.862	102.343	109.162	116.737	122.100	134.556	145.967
Diplômes du 2e cycle long										
Brevets de technicien	4.521	5.132	6.022	6.483	6.989	6.998	7.182	7.648	7.432	7.145
Certificat de fin d'études secondaires :										
Enseignement général (A à E)	21.102	22.488	23.890	24.791	30.605	29.302	28.352	30.164	28.834	30.768
Enseignement technique (F,G,H)	10.001	10.053	10.730	11.451	13.753	17.028	18.120	20.598	19.747	20.216
Baccalauréat :										
Série A	40.391	42.609	43.448	45.108	45.181	46.704	48.420	48.627	55.441	58.057
Série B	31.521	34.237	37.115	39.287	35.658	40.381	44.431	46.261	52.971	59.057
Série C	32.658	32.321	33.205	31.566	34.279	33.516	34.750	36.259	41.645	48.173
Série D et D'	48.545	46.579	49.493	51.505	47.348	44.536	45.637	48.970	51.443	54.769
Série E	5.823	5.643	5.987	5.960	6.648	5.427	5.680	5.465	6.116	6.845
Baccalauréat expérimental (2)	831	836	932	935	111	—	—	—	—	—
Baccalauréat de technicien :										
Secteur industriel (F) et autres (3)	26.612	26.189	28.366	30.043	35.943	33.179	33.650	35.373	37.644	40.023
Secteur économique (G)	35.605	36.436	39.400	43.054	43.098	48.025	50.920	55.154	59.937	65.897
Secteur informatique (H)	443	491	645	701	1.231	1.282	1.501	1.235	910	634

(1) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés. — (2) Baccalauréat supprimé en 1985. — (3) Secteur paramédical; F 11 (musique) est aussi comptabilisé dans cette rubrique.

TABLEAU F.01-11

Candidats par série présentés et admis au baccalauréat général et au baccalauréat de technicien

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Séries (1)	P : présentés A : admis	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Baccalauréat général :										
	P	64.798	65.563	69.604	68.547	67.346	67.544	69.003	73.600	77.373
A	A	42.609	43.448	45.108	45.181	46.704	48.420	48.627	55.441	58.057
	%	65,8	66,3	64,8	65,9	69,3	71,7	70,5	75,3	75,0
	P	52.857	56.444	61.684	60.687	65.273	69.041	72.262	77.644	83.612
B	A	34.237	37.115	39.287	35.658	40.381	44.431	46.261	52.971	59.057
	%	64,8	65,8	63,7	58,8	61,9	64,4	64,0	68,2	70,6
	P	44.334	43.507	42.083	46.720	44.736	44.357	45.358	49.807	50.616
C	A	32.321	33.205	31.566	34.279	33.516	34.750	36.259	41.645	48.173
	%	72,9	76,3	75,0	73,4	74,9	78,3	79,9	83,6	85,1
	P	73.924	75.988	77.965	72.312	64.073	63.318	66.351	67.316	70.711
D	A	45.356	48.174	50.071	46.042	43.402	44.511	47.746	49.989	53.379
	%	61,4	63,4	64,2	63,7	67,7	70,3	72,0	74,3	75,5
	P	2.088	2.171	2.264	2.025	1.773	1.806	2.009	2.221	2.040
D'	A	1.223	1.319	1.434	1.306	1.134	1.126	1.224	1.454	1.390
	%	58,6	60,8	63,3	64,5	64,0	62,3	60,9	65,5	68,1
	P	8.392	8.715	9.074	9.638	8.016	7.821	7.783	8.329	9.134
E	A	5.643	5.987	5.960	6.648	5.427	5.680	5.465	6.116	6.845
	%	67,2	68,7	65,7	69,0	67,7	72,6	70,2	73,4	74,9
	P	**246.393**	**252.388**	**262.674**	**259.929**	**251.217**	**253.887**	**262.766**	**278.917**	**293.486**
Total	**A**	**161.389**	**169.248**	**173.426**	**169.114**	**170.564**	**178.918**	**185.582**	**207.616**	**226.901**
	%	**65,5**	**67,1**	**66,0**	**65,1**	**67,9**	**70,5**	**70,6**	**74,4**	**75,8**
Baccalauréat technologique :										
	P	34.277	35.668	38.906	41.151	36.768	36.960	38.945	39.556	42.163
F1 à F7, F9, F10	A	20.115	21.133	22.696	27.870	24.558	24.459	25.906	27.134	29.377
	%	58,7	59,3	58,3	67,7	66,8	66,2	66,5	68,6	69,7
	P	10.088	10.540	10.834	11.010	11.161	12.011	12.587	12.973	13.258
F8	A	6.074	6.924	7.044	7.736	8.104	8.604	8.783	9.791	9.826
	%	60,2	65,7	65,0	70,3	72,6	71,6	69,8	75,5	74,1
	P	62.924	66.870	74.026	77.610	76.799	80.046	86.314	91.185	98.088
G1, G2, G3	A	36.436	39.400	43.054	43.098	48.025	50.920	55.154	59.937	65.897
	%	57,9	59,0	58,2	55,5	64,2	63,6	63,9	65,7	67,2
	P	332	367	340	368	320	683	772	845	995
F11, F'11, F12	A	273	309	303	337	309	587	684	719	820
	%	82,2	84,2	89,1	91,5	97,8	85,9	88,6	85,1	82,4
	P	825	988	1.110	1.699	1.900	2.094	1.875	1.262	961
H	A	491	645	701	1.231	1.282	1.501	1.235	910	634
	%	59,5	65,3	63,2	72,5	67,5	71,7	65,9	72,1	66,0
	P	**108.446**	**114.433**	**125.216**	**131.838**	*r* **126.948**	**131.794**	**140.493**	**145.821**	**155.465**
Total	**A**	**63.389**	**68.411**	**73.798**	**80.272**	*r* **82.278**	**86.071**	**91.762**	**98.491**	**106.554**
	%	**58,5**	**59,8**	**58,9**	**60,9**	*r* **64,8**	**65,3**	**65,3**	**67,5**	**68,5**

(1) A : lettres; B : économique et social; C : mathématiques et sciences physiques; D : mathématiques et sciences de la nature; D' : sciences agronomiques et techniques; E : sciences et techniques; F : technologique et industriel, sciences médico-sociales; G : économie; F11, F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; H : informatique.

TABLEAU F.01-12

Effectifs de l'enseignement supérieur : enseignement public et privé

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Unité : Millier d'étudiants

Établissement et discipline	Année scolaire 1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989
Universités :										
Droit et sciences économiques	189,0	190,4	196,2	197,9	226,4	222,7	224,0	226,8	234,4	241,8
Sciences (sans ENSI) (1)	130,1	129,8	137,1	142,4	161,0	169,2	165,4	168,4	164,4	178,6
Lettres et sciences humaines	271,7	273,2	277,8	290,8	278,2	279,5	288,6	301,4	314,2	327,6
Médecine et chirurgie dentaire	155,5	152,5	151,1	151,5	151,2	147,6	136,8	129,2	124,4	123,2
Pharmacie	36,5	37,1	38,2	37,5	36,5	36,1	34,3	32,9	32,2	31,7
Divers (2)	25,8	27,4	38,0	42,5	20,7	37,7	55,8	44,8	49,7	61,6
Total	**808,6**	**810,4**	**838,4**	**862,6**	**874,1**	**892,8**	**904,9**	**903,5**	**919,3**	**964,5**
Instituts universitaires de technologie	52,3	53,8	55,6	55,3	57,8	59,8	62,8	62,0	65,8	67,1
Sections de techniciens supérieurs	61,4	67,2	74,4	78,6	93,0	105,1	117,7	129,9	145,0	162,1
Classes préparatoires aux grandes écoles	39,1	39,4	40,8	41,9	44,0	46,3	47,3	48,8	53,3	57,9
ENI et centres de formation PEGC (3)	14,9	12,6	20,0	21,4	21,1	20,3	18,8	14,1	14,0	13,0
Écoles d'ingénieurs (4)	36,3	36,9	37,8	39,0	40,4	42,8	45,1	47,3	49,0	52,8
Écoles sup. de commerce et gestion (5)	13,3	15,8	18,8	21,5	24,6	27,0	28,6	29,2	29,5	33,3
Ensemble (6)	**1.025,9**	**1.036,1**	**1.085,8**	**1.120,3**	**1.155,0**	**1.194,1**	**1.225,2**	**1.234,8**	**1.275,9**	**1.350,7**

(1) Écoles nationales supérieures d'ingénieurs. — (2) Unités de formation et de recherche (UFR) d'Éducation physique et sportive, DEUG pluridisciplinaires (mathématiques appliquées et sciences sociales et administration économique et sociale) pour l'enseignement public. Pour les universités privées cette rubrique comprend aussi le droit canonique, les sciences religieuses, l'éducation physique et les cours de français pour étrangers. — (3) École normale d'instituteurs (ENI); centres de formation PEGC (professeurs d'enseignement général de collège) supprimés depuis 1987. — (4) Écoles relevant du ministère de l'Éducation nationale et des autres ministères, ainsi que les ENSI, Institut national polytechnique (INP) et les écoles privées. — (5) Non compris les classes préparatoires. — (6) Ce total exclut certaines écoles supérieures (écoles des beaux-arts, écoles vétérinaires et les écoles préparant aux formations sanitaires et sociales).

TABLEAU F.01-13

Effectifs universitaires par origine socioprofessionnelle (étudiants français)

Année 1988-1989

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Discipline	Catégorie socioprofessionnelle du chef de famille											
	Agriculteurs exploitants	Salariés agricoles	Patrons du commerce et de l'industrie	Professions libérales et cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnels de service	Autres catégories	Sans profession	Total	Effectifs concernés (1)
ANNÉE SCOLAIRE 1988-1989												
Répartition (%) :												
Droit	2,9	0,3	8,7	32,2	16,5	8,5	11,4	1,4	13,0	5,1	100	122.093
Sciences économiques	3,8	0,5	8,7	28,1	18,8	8,8	13,6	1,4	12,6	3,8	100	87.939
Lettres	4,5	0,9	8,0	24,8	18,6	9,5	15,4	2,1	10,6	5,5	100	266.359
Sciences	4,5	0,4	7,7	33,4	21,4	7,9	13,3	1,3	7,3	2,8	100	152.351
Médecine	2,7	0,4	8,1	44,7	16,7	5,5	7,8	1,0	9,1	3,9	100	89.915
Pharmacie	4,6	0,4	8,9	45,4	17,6	5,2	7,6	0,6	6,2	3,4	100	28.426
Odontologie	1,9	0,4	10,2	50,3	15,2	5,6	5,3	1,5	5,9	3,7	100	7.867
Pluridisciplinaire	3,1	0,4	8,9	26,0	21,6	10,0	15,9	2,1	9,5	2,5	100	38.142
IUT	5,7	0,5	9,4	21,2	22,2	9,1	20,4	1,5	7,3	2,7	100	63.276
Ensemble	**4,0**	**0,6**	**8,3**	**30,5**	**18,9**	**8,4**	**13,5**	**1,6**	**10,1**	**4,2**	**100**	**856.368**
RAPPEL ANNÉE SCOLAIRE 1977-1978												
Répartition (%)	5,4	0,4	10,9	33,7	17,5	9,1	12,9	0,9	6,4	2,8	100	672.481

(1) Les effectifs d'indéterminés et de non-réponse (46.488) ne sont pas pris en compte. Les pourcentages sont calculés exclusivement sur les effectifs d'étudiants ayant fourni une information sur la catégorie socioprofessionnelle du chef de famille.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des classes préparatoires aux grandes écoles et des sections de techniciens supérieurs

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Unité : Élève

Classe et établissement	Année scolaire					
	1987-1988			1988-1989		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Classes préparatoires aux grandes écoles	**35.021**	**18.246**	**53.267**	**37.629**	**20.252**	**57.881**
Établissements publics (Éducation nationale)	27.764	15.868	43.632	29.940	17.470	47.410
soit : Préparations scientifiques (1)	25.676	10.383	36.059	27.764	11.791	39.555
Préparations littéraires	2.088	5.485	7.573	2.176	5.679	7.855
Établissements publics (autres ministères)	1.449	166	1.615	1.396	128	1.524
Établissements privés	5.808	2.212	8.020	6.293	2.654	8.947
Sections de techniciens supérieurs	**70.462**	**74.591**	**145.053**	**79.088**	**82.969**	**162.057**
Établissements publics (Éducation nationale)	40.200	34.856	75.056	45.457	39.553	85.010
Établissements publics (autres ministères)	5.040	1.452	6.492	5.049	1.563	6.612
Établissements privés	25.222	38.283	63.505	28.582	41.853	70.435

(1) Y compris diplôme d'expertise comptable supérieure (DECS).

TABLEAU F.01-15

Principaux diplômes universitaires délivrés dans l'enseignement supérieur (France + DOM)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Unité : Diplôme

Nature du diplôme	1985	1986	1987	1988
Diplômes de premier cycle :				
Capacité	1.378	1.305	1.253	1.177
DEUG droit et DEUST	9.879	10.054	10.186	10.821
DEUG sciences économiques et DEUST	5.655	6.089	6.076	7.073
DEUG administration économique et sociale	3.606	4.492	4.552	5.171
DEUG sciences et mathématiques appliquées et sciences sociales et DEUST	13.956	*r* 15.080	16.301	16.464
DEUG lettres et sciences humaines et DEUST	22.630	25.827	31.063	32.706
DEUG sciences et techniques des activités physiques et sportives	1.522	1.786	1.677	1.842
DEUG 1er degré (1)	3.796	4.925	—	—
IUT : diplôme universitaire de technologie (DUT)	24.045	25.252	24.690	25.209
Brevet de technicien supérieur (BTS)	29.719	34.166	36.275	39.893
Diplômes de deuxième cycle :				
Droit :				
Licence	9.579	9.457	9.782	10.077
Maîtrise	7.834	8.760	8.208	8.818
Sciences économiques :				
Licence	4.030	4.205	4.346	4.664
Maîtrise et maîtrise de sciences et techniques	4.688	5.067	5.482	5.891
Administration économique et sociale :				
Licence	1.959	2.858	2.910	3.609
Maîtrise	1.207	1.661	2.049	2.354
Sciences et mathématiques appliquées et sciences sociales :				
Licence	10.796	11.225	12.235	13.122
Maîtrise et maîtrise de sciences et techniques	10.009	11.391	12.068	12.391
Lettres et sciences humaines :				
Licence	21.340	22.664	24.058	25.514
Maîtrise et maîtrise de sciences et techniques	11.313	11.841	13.043	13.387
Sciences et techniques des activités physiques et sportives :				
Licence	1.358	1.418	1.412	1.507
Maîtrise	360	286	279	291
Diplômes de troisième cycle :				
Droit :				
Diplôme d'études supérieures spécialisées	1.787	1.890	2.148	2.330
Diplôme d'études approfondies	2.424	2.163	2.296	2.359
Doctorat de 3e cycle	279	308	295	272
Doctorat d'État (2)	245	159	195	203
Sciences économiques :				
Diplôme d'études supérieures spécialisées	3.543	3.492	4.154	4.118
Diplôme d'études approfondies	1.110	947	1.062	1.143
Doctorat de 3e cycle	417	301	337	325
Doctorat d'État (2)	81	61	95	163
Sciences :				
Diplôme d'études supérieures spécialisées	1.148	1.357	1.698	1.895
Diplôme d'études approfondies	8.143	7.294	7.476	8.331
Doctorat de 3e cycle	2.411	2.104	3.034	3.449
Diplôme de docteur ingénieur	629	416	282	122
Doctorat d'État (2)	1.457	937	1.413	899
Lettres et sciences humaines :				
Diplôme d'études supérieures spécialisées	2.192	2.109	2.034	2.155
Diplôme d'études approfondies	5.597	4.766	4.600	4.978
Doctorat de 3e cycle	1.558	1.472	1.702	1.453
Doctorat d'État (2)	372	351	606	481
Sciences et techniques des activités physiques et sportives :				
Diplôme d'études supérieures spécialisées	—	3	7	4
Diplôme d'études approfondies	75	49	58	82
Doctorat de 3e cycle	—	6	6	12
Médecine et biologie humaine :				
Diplôme d'État de docteur en médecine	8.505	7.081	7.313	7.042
Certificat d'études supérieures	1.938	1.720	1.263	446
Certificat d'études spéciales	7.181	6.326	5.513	4.271.
Diplôme d'études et de recherches en biologie humaine	283	265	75	68
Doctorat d'État en biologie humaine	43	31	36	42
Pharmacie :				
Diplôme d'État de docteur en pharmacie	3.839	3.634	3.064	2.665
Certificat d'études supérieures	101	64	36	20
Diplôme d'études supérieures spéciales	202	197	201	288
Diplôme d'études approfondies	579	218	274	241
Doctorat de 3e cycle	91	101	119	169
Certificat d'études spécialisées	1.250	987	604	366
Doctorat d'État	105	91	112	55
Chirurgie dentaire :				
Diplôme d'État de docteur en chirurgie dentaire	1.943	1.602	1.542	1.510
Certificat d'études supérieures	617	789	705	671
Doctorat de 3e cycle	66	54	32	58
Doctorat d'État	7	18	26	15
Concours de recrutement des professeurs de l'enseignement du second degré :				
Agrégation	1.346	1.338	1.592	1.794
CAPES	4.354	4.482	5.760	6.561
CAPET	454	502	1.003	1.286
CAPEPS	240	270	270	355

(1) Supprimé en 1987. — (2) Doctorat d'État, magistère et habilitation à diriger des recherches.

TABLEAU F.01-16

Diplômes d'ingénieurs délivrés (1)

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP)

Unité : Diplôme

Spécialité dominante	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
ÉCOLES A PLEIN TEMPS										
Sans spécialité dominante (2)	3.229	3.408	3.941	3.519	3.617	3.746	4.183	4.957	4.590	4.803
Agriculture et industries alimentaires	1.316	1.369	1.403	1.483	1.475	1.535	1.516	1.524	1.646	1.485
Aéronautique	111	111	117	264	290	285	314	159	343	407
Construction, travaux publics, mines et géologie	697	678	755	866	838	934	909	826	905	927
Défense	322	290	304	327	348	365	329	260	310	266
Électricité, électronique, télécommunications	1.694	1.661	1.827	1.882	2.291	2.354	2.637	2.174	2.902	2.928
Mécanique, métallurgie	1.429	1.466	1.492	1.621	1.648	1.601	1.683	1.769	1.909	2.018
Chimie, physique	818	841	1.049	1.074	1.032	984	1.069	1.144	1.161	1.304
Textiles	74	80	116	92	60	88	100	110	—	—
Diverses spécialités (3)	187	202	164	539	267	258	263	401	396	397
Total écoles à plein temps	9.877	10.106	11.168	11.667	11.866	12.150	13.003	13.324	14.162	14.535
C.N.A.M. Paris et centres associés	425	477	493	446	419	358	426	398	414	463
Ensemble	**10.302**	**10.583**	**11.661**	**12.113**	**12.285**	**12.508**	**13.429**	**13.722**	**14.576**	**14.998**

(1) Diplômes délivrés uniquement aux élèves français. — (2) Y compris les unités de formation et de recherche (UFR) non dérogatoires. — (3) Y compris « Textiles » en 1987.

TABLEAU F.01-17

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole

(France métropolitaine et départements d'outre-mer)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements — Année scolaire						Effectifs — Année scolaire					
	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	1989-1990	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	1989-1990
Enseignement public :												
Lycées agricoles	95	97	(1) 98	98	98	101	31.430	32.879	33.019	34.203	34.781	34.988
Lycées d'enseignement professionnel agricole	118	122	(2) 124	124	124	126	16.862	17.956	18.568	19.178	19.768	19.846
Centres de formation professionnelle agricoles pour jeunes	48	47	45	41	38	34	2.496	2.394	2.352	2.185	2.122	1.981
Établissements d'enseignement supérieur (3)	4	4	4	4	4	4	346	296	261	231	236	224
Total	**265**	**270**	**271**	**267**	**264**	**265**	**51.134**	**53.525**	**54.200**	**55.797**	**56.907**	**57.039**
Enseignement privé :												
Technique	795	784	784	777	773	770	75.979	78.156	79.617	79.899	79.494	78.209
Supérieur	7	7	7	7	7	7	2.223	2.270	2.300	2.473	2.590	2.629
Total	**802**	**791**	**791**	**784**	**780**	**777**	**78.202**	**80.426**	**81.917**	**82.374**	**82.084**	**80.838**
Ensemble	**1.067**	**1.061**	**1.062**	**1.051**	**1.044**	**1.042**	**129.336**	**133.951**	**136.117**	**138.171**	**138.991**	**137.877**

(1) Y compris 6 écoles spécialisées comptant 725 élèves. — (2) Y compris 2 écoles spécialisées comptant 204 élèves. — (3) Il existe des classes préparant au BTSA dans les lycées agricoles.

TABLEAU F.01-18

Écoles dépendant du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes

(France métropolitaine)

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Formations	Année scolaire 1986-1987			Année scolaire 1987-1988			Année scolaire 1988-1989		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1986	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1987	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1988
ÉCOLES DE LA SANTÉ									
NIVEAU V									
Auxiliaires de puériculture	75	2.424	2.202	75	2.383	2.152	70	2.252	2.171
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Laborantins d'analyse médicale	15	865	392	15	775	399	14	758	381
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	19	907	439	19	922	396	18	955	434
Pédicures-podologues	10	718	283	10	843	280	10	922	289
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	685	195	8	682	199	8	692	200
Infirmiers diplômés d'État	331	38.408	13.488	331	38.458	11.807	321	38.453	11.481
Infirmiers de secteur psychiatrique	116	4.648	2.405	98	3.519	1.661	79	2.989	1.182
Masseurs-kinésithérapeutes	35	5.450	1.702	35	5.397	1.487	35	5.409	1.434
Psychomotriciens	8	984	245	8	922	308	7	845	286
Sages-femmes	31	2.036	671	31	1.958	653	31	2.538	(2) —
Formation complémentaire :									
Aides-anesthésistes	25	795	372	25	733	383	26	752	359
Infirmières de salle d'opération	16	257	212	17	240	256	16	245	240
Puéricultrices	34	809	743	34	830	679	34	812	743
Cadres infirmiers diplômés d'État	30	845	771	30	791	755	30	764	717
Autres cadres (1)	22	205	235	22	244	205	21	248	247
TOTAL ÉCOLES DE LA SANTÉ	**775**	**60.036**	**24.355**	**758**	**58.697**	**21.620**	**720**	**58.634**	**20.164**
ÉCOLES SOCIALES									
NIVEAU V									
Aides médico-psychologiques	35	1.731	742	39	1.964	674	43	1.983	1.052
NIVEAU IV									
Moniteurs-éducateurs	38	2.386	1.049	38	2.390	1.023	36	2.450	1.044
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	22	1.861	871	23	1.826	882	23	1.843	841
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	52	5.503	1.814	53	5.436	1.701	52	5.122	1.717
Éducateurs spécialisés	49	7.436	2.329	48	7.117	2.317	47	7.039	2.237
Éducateurs techniques spécialisés	28	749	258	28	707	262	28	697	231
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	33	610	412	35	632	430	36	598	443
TOTAL ÉCOLES SOCIALES	**257**	**20.276**	**7.475**	**264**	**20.072**	**7.289**	**265**	**19.732**	**7.565**

(1) Cette catégorie comprend principalement les cadres infirmiers psychiatriques et les cadres masseurs-kinésithérapeutes. — (2) Pas de diplômes délivrés en 1988 par suite de l'allongement des études qui passent de 3 à 4 ans.

TABLEAU F.01-19

Évolution des effectifs d'apprentis (1)

(France métropolitaine)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (DEP) — *Unité :* Apprenti

Catégorie de centre	Garçons	Filles	Total
ANNÉE 1988-1989			
Cours gérés par des collectivités territoriales	8.122	5.817	13.939
Cours des chambres de commerce et d'industrie	10.456	7.868	18.324
Cours des chambres de métiers	58.525	21.877	80.402
Cours privés	73.800	23.190	96.990
Cours d'établissements publics d'enseignement	11.055	6.393	17.448
Cours gérés au niveau national	1.629	24	1.653
Total	**163.587**	**65.169**	**228.756**
Rappel des années antérieures (en milliers)			
Année scolaire 1987-1988	157	61	219
Année scolaire 1986-1987	152	60	212
Année scolaire 1985-1986	152	57	209
Année scolaire 1984-1985	154	55	209
Année scolaire 1983-1984	160	55	215
Année scolaire 1982-1983	167	55	222
Année scolaire 1981-1982	172	54	226
Année scolaire 1980-1981	170	53	223
Année scolaire 1979-1980	165	50	215

(1) Centres de formation d'apprentis, cours oraux ou cours par correspondance.

TABLEAU F.01-20

Formation professionnelle continue : bilan des formations (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Unités	Sources de financement	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Stagiaires en formation (2)	Millier	État	1.041	1.022	1.036	1.172	846	849	871	881	900	1.191
		Régions	///	///	///	///	317	320	385	353	391	418
		Entreprises	2.063	2.062	2.091	2.135	2.296	2.343	2.386	2.689	*r* 2.828	3.077
		soit :										
		Prise en charge directe	1.862	1.837	1.841	1.881	1.978	1.999	2.004	2.078	*r* 2.179	2.379
		Fonds d'assurance-formation	201	225	250	254	312	326	339	382	420	497
		Organismes paritaires agréées au titre de congé individuel de formation	///	///	///	///	6	18	20	21	21	21
		Organismes de mutualisation agréés au titre des formations professionnelles en alternance	///	///	///	///	///	///	23	208	208	180
		Ensemble (3)	**3.104**	**3.084**	**3.127**	**3.307**	**3.459**	**3.512**	**3.642**	**3.864**	*r* **4.043**	**4.522**
Heures stagiaires	Million	État	242	226	232	278	228	221	243	227	262	324
		Régions	///	///	///	///	74	82	79	80	96	108
		Entreprises	117	115	116	120	123	132	142	191	*r* 206	201
		soit :										
		Prise en charge directe	102	100	99	102	101	99	101	99	*r* 102	109
		Fonds d'assurance-formation	15	15	17	18	21	23	21	21	24	29
		Organismes paritaires agréés au titre de congé individuel de formation	///	///	///	///	1	10	13	14	15	16
		Organismes de mutualisation agréés au titre des formations professionnelles en alternance	///	///	///	///	///	///	7	57	65	47
		Ensemble (3)	**359**	**341**	**348**	**398**	**425**	**435**	**464**	**494**	*r* **550**	**614**
Dépenses	Milliard	État (4)	6,3	7,0	9,4	11,3	10,2	11,0	12,5	14,0	*r* 13,5	16,6
		Régions (5)	///	///	///	///	2,0	2,5	2,8	3,0	*r* 3,3	3,4
		Entreprises (6)	10,2	11,4	13,5	15,9	16,9	18,9	20,7	24,8	27,0	30,7
		Ensemble (6)	**16,5**	**18,4**	**22,9**	**27,2**	**29,1**	**32,4**	**36,0**	**41,8**	*r* **43,1**	**50,7**

(1) L'apprentissage n'est pas compris dans ces données, de même que les stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) et les travaux d'utilité collective (T.U.C.). — (2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année civile. — (3) L'État, les régions et les entreprises assurent conjointement le financement de la formation d'un certain nombre de stagiaires, ce qui explique que les chiffres d'ensemble ne constituent pas toujours l'addition des lignes précédentes. — (4) Hors dotation de décentralisation (chapitre 43-06) dont le montant est transféré aux régions (1,6 milliard F en 1983 et 2,2 milliards en 1988). Les montants affichés pour l'État correspondent pour l'essentiel aux dépenses constatées dans l'année civile. Les fonds de concours reçus (F.S.E., F.E.O.G.A.) n'ont pas été déduits du montant des dépenses. — (5) Hors dépenses pour l'apprentissage — (6) Y compris le versement des entreprises à l'État, au titre de la participation au financement des actions de formation des jeunes sans emploi (0,3 %). Nette de ce versement à l'État, la dépense des entreprises s'élève à 12,2 milliards en 1981, 14,4 milliards en 1982, 16,9 milliards en 1983 et 18,0 milliards en 1984. Après cette date l'essentiel du « 0,2 % » puis « 0,3 % » est dépensé directement ou indirectement par les entreprises en raison de la défiscalisation. Même remarque qu'en (3).

TABLEAU F.01-21

Formation professionnelle continue : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe
[État, régions et entreprises] (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Millier de stagiaires

Catégorie professionnelle		1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Ingénieurs et cadres (2)	Nombre	384	385	402	413	445	480	498	557	578	660
	%	13	13	14	14	15	15	15	15	15	16
Techniciens (2)	Nombre	734	749	757	804	716	877	916	980	995	1.112
	%	25	26	26	27	25	28	28	27	26	26
Ouvriers et employés (2)	Nombre	1.793	1.761	1.764	1.789	1.761	1.803	1.902	2.080	2.225	2.487
	%	62	61	60	59	60	57	57	58	59	58
Ensemble	Nombre	**2.911**	**2.895**	**2.923**	**3.006**	**2.922**	**3.160**	**3.316**	**3.617**	**3.798**	**4.259**
	%	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
soit : Hommes	Nombre	2.082	2.055	2.075	2.124	2.033	2.166	2.225	2.389	2.412	2.662
	%	72	71	71	71	70	69	67	66	64	63
Femmes	Nombre	829	840	848	882	889	994	1.091	1.228	1.386	1.597
	%	28	29	29	29	30	31	33	34	36	37

(1) Non compris les mesures spécifiques en faveur des jeunes. — (2) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-22

Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans : travaux d'utilité collective (TUC) et stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP)

Source : Ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1984	1985	1986	1987	1988
SIVP :					
Jeunes entrés au cours de l'année (millier)	—	50	183	339	289
Coût pour l'État (milliard)	—	0,4	1,3	3,4	3,9
TUC :					
Inscriptions individuelles (millier)	2	320	364	380	329
Coût pour l'État (milliard)	ε	2,1	3,5	3,6	2,2

TABLEAU F.01-23

Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1988*

Dépenses totales (courant plus capital) des financeurs finals

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, DEP. Compte économique de l'éducation (1) — *Unité :* Million de francs

	Financeur final (2)							
	État							
	Éducation nationale	Autres ministères	Ensemble	Collectivités locales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	Total
Enseignement								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	51.610	160	51.770	28.062	—	—	1.169	81.001
2e degré	101.286	4.297	105.583	13.491	355	1.791	2.386	123.606
Enseignement supérieur	27.733	4.105	31.838	664	464	1.845	1.629	36.440
Enseignement artistique	—	562	562	2.483	—	7	85	3.137
Apprentissage	4	21	25	1.256	107	1.415	—	2.803
Non ventilé	—	—	—	—	—	145	1.368	1.513
Enseignement de type extra-scolaire (4)	1.741	13.236	14.977	1.728	195	12.471	6.331	35.702
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**182.374**	**22.381**	**204.755**	**47.684**	**1.121**	**17.674**	**12.968**	**284.202**
Activités annexes :								
Administration générale	5.477	591	6.068	63	51	—	—	6.182
Cantine, internat	10.096	1.060	11.156	5.862	28	131	14.443	31.620
Autres	2.506	125	2.631	747	59	79	58	3.574
Achats de biens et services :								
Transport scolaire	304	—	304	6.843	—	—	280	7.427
Fournitures et livres scolaires	292	—	292	5.207	—	—	8.878	14.377
Habillement, loisirs scolaires	—	—	—	—	—	—	4.610	4.610
Rémunération du personnel d'éducation en formation	3.417	—	3.417	—	—	—	—	3.417
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**204.466**	**24.157**	**228.623**	**66.406**	**1.259**	**17.884**	**41.237**	**355.409**

Produit intérieur brut : 5.658.600
Part du PIB consacrée à l'éducation : 6,28 %

* Chiffres provisoires.

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (cf. § 2, chap. G-01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. — (2) Financeur final : dernier financeur; exemple : une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur; les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État. — (3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel. — (4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières. — (5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement. — (6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Organismes.**

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports :

— Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP). Sous-direction des enquêtes statistiques et des études, 58, boulevard du Lycée, 92170 Vanves. Tél. : (1) 40 65 65 40.
— Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), 46-52, rue Albert, 75013 Paris. Tél. : (1) 40 77 60 00.
— Centre d'Études et de Recherches sur les Qualifications (CEREQ), 9, rue Sextius-Michel, 75015 Paris. Tél. : (1) 45 75 62 63.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle :

— Délégation à la Formation professionnelle, 50-56, rue de la Procession, 75015 Paris. Tél. : (1) 48 56 48 56.

Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale :

— Service des Statistiques, des Études et des Systèmes d'information (SESI), 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. Tél. : (1) 40 56 60 00.

Ministère de l'Agriculture et de la Forêt :

— Direction de l'enseignement technique agricole, 1 *ter*, avenue de Löwendal, 75015 Paris. Tél. : (1) 49 55 49 55.

- **Publications.**

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (1) :

Repères et renseignements statistiques sur les enseignements et la formation (édition 1989).
Notes d'information, année 1988-1989.
Tableaux statistiques, année 1988-1989.
Statistiques de la formation professionnelle continue financée par les entreprises, années 1976 à 1983, CEREQ, revue *Formation-Qualification-Emploi,* la Documentation française.

- **Autres.**

Statistiques du travail, statistiques de formation professionnelle, supplément au bulletin mensuel publié par le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.
Éducation permanente, revue bimestrielle éditée par l'Université Paris-Dauphine. Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, Paris 16e. Tél. : (1) 45 05 14 10.
Statistique agricole, tome I, partie « enseignement » (annuel).
Actualité de la formation permanente, revue du Centre INFFO. Tour Europe, La Défense.
Études et expérimentations en formation continue. Délégation à la formation professionnelle. Documentation française.
La formation continue et l'apprentissage dans les régions en 1988. Délégation à la formation professionnelle. ADEP Éditions.
Documents budgétaires : *Formation professionnelle,* documents annexes au projet de loi de finances.

(1) En vente : dans tout le réseau de vente du CNDP; au point de vente de la DEP, Vanves.

Chapitre F.02

Recherche et développement technologique

1. Définitions

2. L'effort national de recherche et développement technologique

3. La recherche et le développement technologique dans les entreprises industrielles

4. Le compte satellite de la recherche

1. Définitions

Les données rassemblées sur le domaine concernent les moyens humains et financiers consacrés aux travaux de recherche et de développement, par des agents économiques.

11. Les travaux de recherche et développement (R-D)

Ils ont été définis et codifiés au sein des organisations internationales chargées d'assurer la comparabilité des informations entre les pays.

Ils « englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications » (1).

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère chargé de la recherche et de la technologie (Direction générale de la recherche et de la technologie, Mission synthèse et planification).

1. Cf. « La mesure des activités scientifiques et techniques », *Manuel de FRASCATI,* 1980, OCDE 1981.

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

— la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière);

— la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé);

— le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer des produits nouveaux, d'établir de nouveaux procédés ou améliorer ceux qui existent déjà).

La définition de la R-D adoptée au niveau international est donc relativement restrictive; elle exclut les activités d'aval du processus d'innovation.

12. Les dépenses

Deux agrégats de base sont utilisés simultanément pour caractériser l'effort de recherche d'un pays en financement et en exécution :

— *la dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)* représente la somme des *financements* consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux;

— *la dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)* totalise l'ensemble des travaux de R-D (recherche et développement) *exécutés* sur le territoire, quelle que soit la nationalité des bailleurs de fonds.

La relation entre ces deux agrégats est la suivante :

DNRD = DIRD + financement national des recherches exécutées à l'étranger — financement par l'étranger des recherches exécutées en France.

13. Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

— les *administrations* publiques et privées : État, universités, institutions sans but lucratif (ISBL);

— les *entreprises* publiques et privées et les centres techniques professionnels.

Les moyens qu'ils consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la Direction générale de la recherche et de la technologie (DGRT) du ministère de la Recherche et de la Technologie.

2. L'effort national de recherche et développement technologique

21. Son évolution
(tableaux 1 à 3)

L'analyse de l'effort national de R-D et de son évolution s'appuie sur :

— la mesure de l'*effort global* fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R-D dans le produit intérieur brut);

— la part prise par chaque secteur (administrations-entreprises) dans le *financement* et dans *l'exécution* de la R-D;

— l'évaluation des *effectifs occupés* dans la R-D. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein ».

22. L'effort de Recherche-Développement de la France comparé à celui des principaux pays
(tableau 4)

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les pays de grande taille de l'OCDE sont les suivants :

— DIRD/PIB par pays (en %);

— indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celle de la France (base 100);

— indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celle de la France (base 100).

3. La recherche et le développement technologique dans les entreprises industrielles
(tableaux 5 et 6)

Depuis une quinzaine d'années, le nombre d'entreprises qui exécutent des travaux de R-D de façon permanente et organisée — au sens des conventions internationales, c'est-à-dire qui emploient l'équivalent d'au moins un chercheur à temps plein — a sensiblement augmenté. Ce mouvement s'est accéléré à partir de 1983, avec la mise en place des mesures fiscales en faveur de la recherche dans les entreprises. Les 2.400 unités qui, aujourd'hui, répondent à ces conditions, tiennent une place importante dans le tissu industriel : elles occupent près de 40 % des effectifs et assurent plus de 50 % de la production nationale. En leur sein, le secteur nationalisé, dans sa nouvelle configuration, rassemble un peu moins de la moitié du potentiel de la R-D industrielle (tableau 5).

La R-D des entreprises se caractérise par une forte concentration, repérable en termes de taille et d'activité économique :

— près de 150 unités (6 %), la plupart de grande taille (2.000 salariés ou plus), emploient cinquante chercheurs ou plus. Ces entreprises effectuent un pleu plus des deux tiers de l'effort de R-D et reçoivent plus de 90 % des financements publics à la recherche industrielle. A l'inverse, près de 1.800 unités (74 %) qui emploient chacune moins de dix chercheurs n'interviennent que pour 8 % dans l'effort total et bénéficient de moins de 3 % des financements publics;

— en termes d'activité économique, six branches regroupent près des trois quarts des dépenses intérieures de R-D des entreprises : l'électronique, l'aéronautique, la construction automobile, la chimie, l'énergie, la pharmacie. Dans les activités traditionnelles, où prédominent souvent les petites et moyennes entreprises, une bonne part de la recherche est exécutée par des centres techniques professionnels.

Le financement de la recherche industrielle est assuré pour plus des deux tiers par les entreprises elles-mêmes ou par des contrats d'entreprise à entreprise (tableau 6).

Le financement public de la recherche industrielle représente près du quart des dépenses exécutées par les entreprises; il correspond aussi bien à des subventions ou des avances remboursables qu'à des contrats de l'administration ou des organismes publics de recherche. Plus des deux tiers des crédits publics proviennent du ministère de la Défense. La concentration du financement public est très élevée : deux branches, la construction aéronautique et la fabrication de matériel électronique en drainent plus de 80 %.

4. Le compte satellite de la recherche
(tableaux 7 et 8)

Les activités de recherche et développement sont appréhendées de deux manières dans le *Système élargi de la comptabilité nationale :*

a. Dans les flux de services du tableau « entrées-sorties », où sa description est soumise aux contraintes générales du cadre central.

Celui-ci répond à deux critères de classement des flux : celui des agents économiques concernés et celui de la nature des opérations effectuées.

Seule la recherche faisant l'objet d'échanges marchands est prise en compte dans cette approche.

b. Dans le compte satellite, qui permet une présentation exhaustive de la recherche-développement et la prise en compte des aspects spécifiques du domaine et de statistiques qui s'y rapportent.

Mis en place vers le milieu des années 1970, il décrit essentiellement les circuits de financement de la recherche-développement et son exécution, de façon compatible avec le cadre central de la Comptabilité nationale.

L'activité de recherche y est mesurée par les dépenses qui lui sont consacrées. Le compte est élaboré sur la base des résultats des enquêtes statistiques conduites par la Direction générale de la recherche et de la technologie, selon les recommandations du manuel de Frascati.

41. Le cadre du compte satellite

Les deux agrégats essentiels du compte satellite sont la dépense nationale de recherche et développement (DNRD) et la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), définis au paragraphe 12 ci-dessus.

a. La DIRD est rapprochée de l'analyse des facteurs de production consacrée à la recherche. Répartie par branche d'activité, elle est comparée à la production correspondante.

b. Le compte satellite s'articule autour de l'analyse de secteurs de financement et de secteur de production. *Il comprend 4 tableaux :*

— *un tableau croisé financement/exécution* pour l'économie nationale et ses relations avec le reste du monde;
— deux *tableaux décrivant à la fois les dépenses intérieures* (courantes et en capital) et *les effectifs*, l'un par branche, l'autre par secteur institutionnel;
— le raccordement entre le tableau *« entrées-sorties »* du cadre central et le *compte satellite*. Ce dernier tableau réalise la synthèse des deux approches en analysant le passage de l'exécution (DIRD) au financement (DNRD) de la recherche à partir de la recherche marchande et des consommations intérmédiaires de recherche en cohérence avec les mêmes éléments du tableau « entrées-sorties » du cadre central.

Le tableau 7 présente l'évolution de la dépense intérieure par branche d'activité et le tableau 8 celle des effectifs.

42. Les secteurs institutionnels et les branches du compte satellite

En comptabilité nationale, le classement des unités institutionnelles à l'intérieur des secteurs est fondé sur leur fonction économique principale et l'origine de leurs ressources. Sont ainsi classés dans le *secteur institutionnel « sociétés et quasi-sociétés non financières »* certains organismes publics dont la fonction et les ressources principales sont constituées par la vente de biens ou de services. Dans les paragraphes précédents de ce chapitre (présentant les tableaux 1 à 6), ces mêmes organismes sont comptabilisés — avec tous les établissements publics de recherche — dans la rubrique « Administrations ». C'est le cas, notamment, des Postes et Télécommunications et donc du Centre national d'études des télécommunications (CNET), ainsi que du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) : leurs dépenses figurent au tableau 7, et leurs effectifs, au tableau 8, dans les branches marchandes correspondantes. En revanche, des organismes comme le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) — sans ses filiales industrielles —, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)..., sont considérés comme des administrations à caractère non marchand : leur contribution à la recherche-développement est identifiée dans la branche « services non marchands ».

D'autre part, la notion d'administrations privées retenue par la Comptabilité nationale est plus restrictive que celle d'institutions sans but lucratif.

Enfin, la branche *Recherche* (services marchands, classe 83 de la NAP) du compte satellite regroupe les centres techniques professionnels et, en harmonie avec la base 1980 des comptes nationaux, les entreprises de recherche (sociétés et laboratoires spécialisés dans la recherche) quel que soit leur degré de dépendance financière vis-à-vis d'autres entreprises ou groupes industriels. La classification antérieure, harmonisée avec la base 1971, ne retenait comme entreprise de recherche que les sociétés indépendantes, et classait les autres entreprises spécialisées à l'activité de l'entreprise ou du groupe industriel dont elles dépendaient financièrement. Dans les statistiques des tableaux 1, 2, 3, 5 et 6, les centres techniques sont classés avec les entreprises, tandis que les centres de recherche des organismes publics sont répartis soit dans le secteur administrations (pour la quasi-totalité), soit dans le secteur entreprises.

* * *

TABLEAU F.02-1

Évolution de l'effort national de recherche et développement

Source : Ministère de la Recherche et de la Technologie

Année	Effort global (DIRD/PIB)	Part de l'effort national *financée* par les administrations	Part de l'effort national *exécutée* par les entreprises
	% du PIB	%	%
	Base 1980		
1963	(1) 1,58	69	49
1967	(1) 2,16	71	51
1971	1,88	63	56
1972	1,85	62	58
1973	1,75	61	58
1974	1,77	61	59
1975	1,79	60	60
1976	1,75	58	60
1977	1,73	58	60
1978	1,73	58	60
1979	1,78	56	60
1980	1,82	56	60
1981 ■	(2) 1,97	58	59
1982	2,06	57	58
1983	2,11	57	57
1984	2,21	57	57
1985	2,26	57	59
1986	2,25	57	59
1987	2,29	56	59
1988	2,29	54	59

(1) Évalué à partir de la base 1971 des comptes, soit environ 2 % d'écart sur le ratio. — (2) L'évaluation du montant des dépenses de recherche et développement a été modifiée à partir de l'année 1981 afin de tenir compte : d'une part, d'une réévaluation de la proportion du temps que les enseignants consacrent à la recherche; en effet, le ministère de l'Éducation nationale, évalue actuellement cette part à 50 % en moyenne, alors que les coefficients précédemment fournis et utilisés jusqu'en 1980 (sciences 65 %, médecine 30 %, sciences sociales et humaines 10 %) conduisaient à un taux moyen d'environ 35 %); d'autre part, du coût des opérations de recherche et développement liées à la force océanique stratégique (FOST) qui précédemment n'était pas pris en compte, au titre de la R et D, par le ministère de la Défense; enfin, de l'incidence de l'application de la TVA aux organismes de recherche.

TABLEAU F.02-2

Part de chaque secteur dans le financement et l'exécution de la recherche et du développement expérimental

Source : Ministère de la Recherche et de la Technologie

Unités : Million de francs courants, %

	1979	1980	(1) ■ 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
DNRD	**43.990**	**50.939**	**62.600**	**75.400**	**85.600**	**96.500**	**106.300**	**113.000**	**121.500**	**130.000**
Variation annuelle en volume (2)	6,0	4,0	10,3	7,8	3,5	4,9	4,1	1,1	4,7	3,8
Financement par les administrations (3)	24.641	28.670	36.100	43.200	49.000	55.500	60.700	64.500	68.100	70.700
Variation annuelle en volume (2)	3,2	4,5	13,0	7,0	3,4	5,4	3,4	1,0	2,8	0,8
Financement par les entreprises	19.349	22.269	26.500	32.200	36.600	41.000	45.600	48.500	53.400	59.300
Variation annuelle en volume (2)	9,9	3,3	6,8	8,8	3,7	4,2	5,1	1,1	7,2	7,7
DIRD	**44.123**	**51.014**	**62.500**	**74.850**	**84.700**	**96.200**	**105.900**	**113.300**	**121.400**	**130.600**
Variation annuelle en volume (2)	6,4	3,8	9,9	7,2	3,1	5,7	4,1	1,6	4,3	4,5
Exécution par les administrations (3)	17.863	20.226	25.700	31.500	36.600	41.200	43.700	46.800	49.900	52.900
Variation annuelle en volume (2)	6,9	1,7	13,9	9,8	5,9	4,9	0,3	1,7	3,9	3,0
Exécution par les entreprises	26.260	30.788	36.800	43.350	48.100	55.000	62.200	66.500	71.500	77.700
Variation annuelle en volume (2)	6,0	5,3	7,3	5,4	1,1	6,4	7,0	1,6	4,7	5,5

(1) Voir note (2) du tableau 1. — (2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB (en base 1980). — (3) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F. 02-3

Effectifs (1) (évalués en équivalent temps plein) occupés dans la recherche et le développement expérimental

Source : Ministère de la Recherche et de la Technologie

	1979	1980	(4) ■ 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Effectif total de Recherche et Développement	**230.800**	**236.200**	**249.000**	**259.000**	**261.200**	**269.900**	**273.000**	**274.300**	**277.900**	**283.100**
soit :										
Entreprises	123.700	126.500	127.600	132.200	132.200	137.800	140.500	140.800	143.300	145.400
%	53,6	53,6	51,2	51,0	50,6	51,0	51,5	51,3	51,6	51,4
État + ISBL (2)	61.300	62.900	66.300	70.900	71.800	73.500	73.500	74.000	75.200	75.500
Enseignement (3)	45.800	46.800	55.200	55.900	57.200	58.600	59.000	59.500	59.400	62.200
Effectifs des seuls chercheurs et ingénieurs de Recherche et Développement	72.900	74.900	85.500	90.100	92.700	98.200	102.300	105.000	109.400	115.200
soit :										
Entreprises	32.500	33.500	35.100	37.400	38.300	41.500	43.900	45.400	49.200	51.900
%	44,6	44,7	41,1	41,5	41,3	42,3	42,9	43,2	*45,0*	45,0
État + ISBL (2)	16.700	17.200	17.700	19.700	20.550	21.600	22.700	23.200	23.700	25.100
Enseignement (3)	23.700	24.200	32.700	33.000	33.850	35.100	35.700	36.400	36.500	38.200

(1) Les chiffres sont arrondis à la centaine la plus proche. — (2) ISBL : institution sans but lucratif. — (3) Comprend, à partir de 1981, outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts. — (4) Après réévaluation de la proportion du temps que les enseignants consacrent à la recherche. Cf. note (2) du tableau 1.

TABLEAU F.02-4

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE et Ministère de la Recherche et de la Technologie

	DIRD/PIB en %			DIRD (1) (France base 100)			DIRD/habitant (1) (France base 100)		
	1979	1983	(2) 1988	1979	1983	(2) 1988	1979	1983	(2) 1988
États-Unis	2,29	*r* 2,71	2,86	752	*r* 730	786	*r* 179	170	178
Japon	1,88	2,36	2,72	202	231	271	94	106	124
Allemagne	2,36	2,51	2,83	155	134	140	135	119	128
France (3)	1,78	2,11	2,29	100	100	100	100	100	100
Royaume-Uni	●	2,25	2,27	●	100	99	●	97	97
Italie	0,73	*r* 0,95	1,34	39	42	57	37	41	56

(1) Conversion des monnaies établie à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE). Sur les parités de pouvoir d'achat, cf. chapitre G.01 Comptabilité nationale, § 32. — (2) Chiffres les plus récents harmonisés à l'échelon international. 1987 pour le Royaume-Uni. — (3) Nouvelle base 1980.

TABLEAU F.02-5

Répartition de l'effort national de recherche et développement entre les entreprises industrielles nationales, privées et organismes professionnels

Année 1988

Source : Ministère de la Recherche et de la Technologie

	Ensemble de l'industrie	Entreprises nationales (1)	Entreprises privées	Organismes professionnels
Dépenses intérieures de recherche et de développement :				
Million F	77.680	35.651	40.002	2.027
%	100	46	51	3
Effectifs de recherche et de développement :				
Équivalents temps plein	145.398	59.339	81.636	4.423
%	100	41	56	3
Chercheurs et ingénieurs de recherche et de développement :				
Équivalents temps plein	51.842	20.547	29.561	1.734
%	100	40	57	3
Financement propre du budget total de recherche et de développement (2) :				
Million F	57.533	22.965	32.872	1.696
%	100	40	57	3
Financement public du budget total de recherche et de développement (2) :				
Million F	16.558	11.032	5.282	244
%	100	67	32	1

(1) Dans la nouvelle configuration des entreprises contrôlées majoritairement par l'État en 1988. — (2) Budget total = dépenses intérieures + dépenses extérieures.

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) de l'industrie et son financement

Source : Ministère de la Recherche et de la Technologie — *Unité :* Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
DIRD de l'industrie : montant total	**26.260**	**30.788**	**36.805**	**43.351**	**48.098**	**54.981**	**62.197**	**66.499**	**71.476**	**77.680**
en % du PIB	1,06	1,10	1,16	1,20	1,20	1,26	1,32	*r* 1,31	*r* 1,34	1,36
Variation (en %) annuelle en volume (1)	6,0	5,3	7,3	5,4	1,1	6,4	*r* 7,0	*r* 1,6	*r* 4,6	5,5
Financement de la DIRD de l'industrie.										
Fonds propres : montant	18.709	21.422	25.100	60.772	35.108	39.048	43.290	45.937	49.306	54.334
en % du total	71	70	68	71	73	71	70	69	69	70
Variation (en %) annuelle en volume (1)	11,3	2,8	5,2	9,7	4,0	3,5	*r* 4,8	*r* 0,9	*r* 4,5	7,0
Fonds publics : montant	5.679	7.375	9.064	10.483	10.789	12.360	14.613	15.201	15.905	16.190
en % du total	22	24	25	24	22	22	23	23	22	21
Variation (en %) annuelle en volume (1)	— 5,9	16,6	10,3	3,5	— 6,2	6,6	*r* 11,8	*r* — 1,1	*r* 1,9	— 1,2
Autres fonds (2) : montant	1.872	1.991	2.641	2.096	2.201	3.573	4.294	5.361	6.265	7.156
en % du total	7	6	7	5	5	7	7	8	9	9

(1) Cf. note 2 du tableau 2. — (2) Principalement fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépense intérieure de recherche par branche d'activité (1)

Source : Ministère de la Recherche et de la Technologie (compte satellite de la recherche) — *Unité :* Million de francs

	Branche	(2) 1984		(2) 1985		(2) 1986		(2) 1987		(2) 1988	
		Total	dont en capital	Total	dont en capital	Total	dont en capital	Total	dont en capital	Total	dont en capital
U 01	Agriculture	104	17	149	15	250	30	325	40	358	42
U 02	Industries agricoles et alimentaires	546	71	587	63	729	89	772	97	855	130
U 03	Énergie	2.765	398	2.762	343	2.833	366	2.720	305	2.846	313
U 04	Biens intermédiaires	5.996	482	6.517	594	7.259	742	7.870	973	8.135	1.071
U 05	Biens d'équipement	32.730	2.314	37.574	2.729	39.851	3.078	43.476	3.109	47.040	3.539
U 06	Biens de consommation courante	4.377	417	4.987	481	5.477	491	5.968	581	6.342	547
U 07	Bâtiment et génie civil	622	46	710	36	741	47	790	51	782	52
U 08	Commerces	27	7	12	2	16	2	81	12	135	11
U 09	Transports et Télécommunications	1.365	287	1.429	254	1.622	304	1.947	483	1.798	346
U 10	Services marchands	8.296	734	9.379	915	9.864	990	10.039	1.121	11.668	1.311
	dont : S 83 recherche marchande	*7.326*	*663*	*8.227*	*800*	*8.392*	*824*	*8.321*	*924*	*9.112*	*1.046*
U 14	Services non marchands	39.370	4.990	41.811	5.333	44.618	6.340	47.376	5.808	50.672	5.435
	Ensemble	**96.198**	**9.763**	**105.917**	**10.765**	**113.260**	**12.479**	**121.364**	**12.580**	**130.631**	**12.797**

(1) Les branches U 11, Location et crédit-bail immobiliers, U 12, Assurances et U 13, Organismes financiers n'effectuant pas de dépenses de recherche, sont exclues de ce tableau. — (2) Nouvelle série cohérente avec la base 1980 des comptes nationaux.

TABLEAU F.02-8

Effectifs de la recherche par branche d'activité (1)

Source : Ministère de la Recherche et de la Technologie (compte satellite de la recherche) — *Unité :* Équivalent temps plein

	Branche	(2) 1984		(2) 1985		(2) 1986		(2) 1987		(2) 1988	
		Total	dont chercheurs	Total	dont chercheurs	Total	dont chercheurs	Total	dont chercheurs	Total	dont chercheurs
U 01	Agriculture	389	62	496	100	812	182	1.037	218	982	193
U 02	Industries agricoles et alimentaires	1.680	491	1.800	546	2.089	610	2.032	632	2.195	685
U 03	Énergie	4.247	1.555	3.909	1.514	3.657	1.471	3.562	1.505	3.381	1.413
U 04	Biens intermédiaires	17.389	3.698	16.788	3.795	17.795	4.095	18.098	4.389	17.272	4.217
U 05	Biens d'équipement	82.148	25.205	84.797	26.857	83.469	27.223	85.412	30.042	85.278	31.334
U 06	Biens de consommation courante	10.669	3.191	10.492	3.293	11.075	3.626	11.531	3.757	12.239	4.030
U 07	Bâtiments et génie civil	1.507	611	1.866	684	1.802	683	1.810	890	1.759	908
U 08	Commerces	97	29	54	17	40	25	197	59	309	125
U 09	Transports et télécommunications	4.274	1.436	4.320	1.449	4.283	1.434	4.299	1.446	4.783	2.009
U 10	Services marchands	21.090	6.990	21.788	7.357	21.626	7.842	21.193	8.136	23.349	9.377
	dont : S 83 recherche marchande	*18.495*	*5.510*	*19.006*	*5.763*	*18.258*	*5.848*	*17.275*	*5.723*	*17.677*	*6.055*
U 14	Services non marchands	126.399	54.943	126.704	56.724	127.653	57.762	128.750	58.285	131.552	60.872
	Ensemble	**269.889**	**98.211**	**273.014**	**102.336**	**274.301**	**104.953**	**277.921**	**109.359**	**283.099**	**115.163**

(1) Les branches U 11, Location et crédit-bail immobiliers, U 12, Assurances et U 13, Organismes financiers n'effectuant pas de dépenses de recherche, sont exclues de ce tableau. — (2) Nouvelle série cohérente avec la base 1980 des comptes nationaux.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère de la Recherche et de la Technologie, Mission synthèse et planification, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05, tél. : (1) 46.34.35.35;

— INSEE, 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14, tél. : (1) 45.40.12.12.

Publications :

Le compte satellite de la recherche. Séries 1970-1979 (ministère de la Recherche et de la Technologie et INSEE).

Le compte de la recherche, Série INSEE Méthodes n° 1, 1989, ministère de la Recherche et de la Technologie et INSEE.

La recherche et le développement dans les entreprises, MRT, collection Études, La Documentation française, 1990 (résultats 1988).

La dépense de recherche en France et dans l'OCDE, INSEE première n° 4, février 1989.

Divers :

Projet de loi de finances 1991. *Rapport annexe sur l'état de la recherche et du développement technologique.*

Manuel de FRASCATI 1980, OCDE, 1981.

Indicateurs de la science et de la technologie, III, OCDE, 1988.

Financement public de la recherche et du développement, 1975-1988, Eurostat.

La recherche publique. Rapport statistique 1990.

SIRÈNE

ADRESSES

L'INSTRUMENT PRIVILÉGIÉ DES RELATIONS BUSINESS TO BUSINESS

SIRÈNE, DE NOMBREUX CRITÈRES DE SÉLECTION

- Situation géographique (région, département, canton, commune, arrondissement, code postal, code voie Rivoli, zone d'emploi, unité urbaine)
- Catégorie juridique (SA, SARL, artisan...)
- Activité principale
- Activité artisanale
- Activité secondaire
- Tranche d'effectifs salariés
- Nature de l'établissement (usine, bureau...)
- Nombre d'établissements de l'entreprise
- Date de création
- Tranche de chiffre d'affaires*
- Tranche de pourcentage de chiffre d'affaires à l'exportation*

* 60 000 sociétés de droit privé de 20 salariés et plus, sauf les banques, assurances, exploitations agricoles

Pour recevoir une documentation gratuite, adressez-nous votre carte de visite à l'attention de :

INSEE DG - Service Promotion SIRÈNE
Bureau 209 - 18, Bd Adolphe Pinard
75675 Paris cedex 14

SIRÈNE, TOUTES LES ENTREPRISES DE FRANCE Y FIGURENT

Une mise à jour quotidienne : créations, modifications, radiations des entreprises.

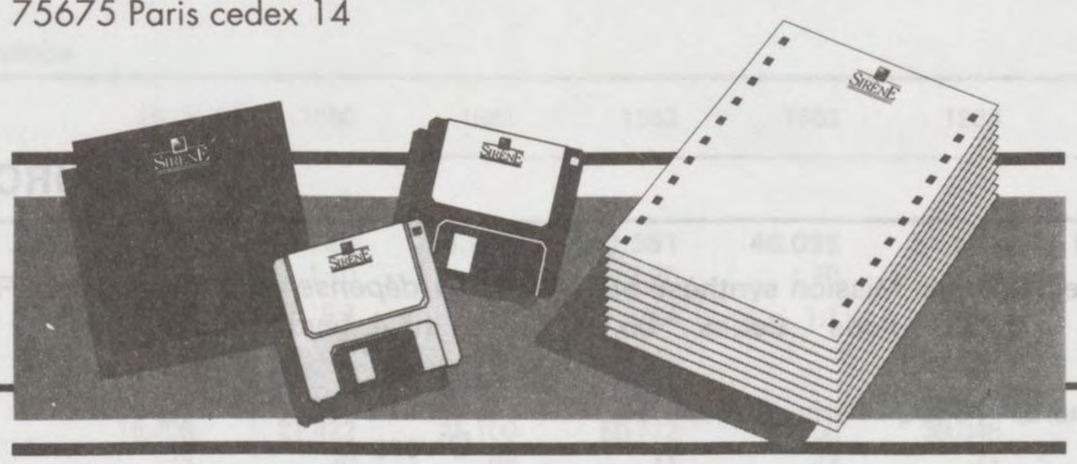
- Entreprises industrielles et commerciales
- Artisans
- Professions libérales
- Associations
- Administrations et collectivités locales...

LE FICHIER LE PLUS COMPLET...

+ de 3 800 000 adresses répertoriées

TOUS SUPPORTS D'ÉDITION...

Listing - Etiquettes mécanisables - Etiquettes autocollantes - Bande magnétique ou cartouche - Disquette.



SIRÈNE est une marque déposée par l'INSEE

CREATOME

Chapitre F.03

Propriété industrielle

1. Des différentes formes de protection
2. Réglementation des brevets d'invention en France
3. Protection des inventions à l'étranger
4. Marques de fabrique, de commerce et de service
5. Dessins et modèles industriels

1. Des différentes formes de protection

On entend par propriété intellectuelle un ensemble de droits de propriété incorporelle protégés par la loi, notamment ceux de tout créateur sur son œuvre.

La propriété industrielle, qui fait partie de cet ensemble, désigne les droits s'exerçant plus spécialement dans les domaines de l'industrie et du commerce. Elle comprend, en particulier, les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce et de service et les dessins et modèles industriels :

a. Le brevet d'invention protège l'innovation et confère à son titulaire un droit exclusif d'exploitation limité dans le temps;

b. La marque de fabrique, de commerce ou de service caractérise un produit ou un service par rapport aux produits ou services similaires des concurrents. Elle est protégée contre l'usurpation;

c. Le dessin ou modèle, aux formes nouvelles et originales, assure également à son créateur un droit exclusif d'exploitation limité dans le temps.

Différentes formalités sont nécessaires à l'obtention de ces titres de protection. Elles doivent être accomplies auprès de l'*Institut national de la propriété industrielle (INPI),* qui est également un organisme de documentation.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire. — Institut national de la propriété industrielle.

Les brevets d'invention constituent une des principales sources de l'information technique. Le monopole d'exploitation qu'ils confèrent est, de plus, une incitation à la recherche et par suite au développement technique et industriel. L'importance, de ce point de vue, des brevets d'invention, fait qu'il a paru utile de rappeler les grandes lignes de la réglementation en la matière.

2. Réglementation des brevets d'invention en France

Les brevets d'invention sont régis par la loi du 2 janvier 1968 modifiée en 1978 et en 1984 et les textes pris pour son application, principalement le décret du 19 septembre 1979.

D'une manière générale, les législations sur les brevets des quatre-vingt-dix-sept pays membres de la Convention de Paris de 1883 pour la protection de la propriété industrielle peuvent être groupées en deux catégories, celles qui prévoient la délivrance du brevet sans vérification de la réalité de l'invention — c'était le cas de la législation française antérieure à 1968 — et celles qui subordonnent la délivrance du brevet au résultat d'un examen plus ou moins sévère de l'invention — c'est le cas des législations de presque tous les grands pays industriels et de la Convention sur le brevet européen de 1973. Le régime de la loi du 2 janvier 1968 constitue un moyen terme entre ces deux catégories, encore que sa modification par la loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 ait renforcé les pouvoirs de l'administration, mais sans aller jusqu'à l'examen de brevetabilité à l'issue duquel le brevet sera accordé ou refusé. En dehors des cas où le contrôle de l'INPI s'est exercé (art. 16 de la loi de 1968 modifiée), le brevet sera donc toujours délivré, quel que soit le contenu de l'avis documentaire qui l'accompagne.

Cet avis documentaire, qui permet d'apprécier la validité du brevet délivré, est établi après une procédure contradictoire entre l'INPI et l'inventeur et, éventuellement, les tiers intéressés. Pièce maîtresse de l'édifice de la loi de 1968, cette procédure a été simplifiée par la loi de 1978. Un rapport de recherche est établi sur la nouveauté de l'invention revendiquée dans la demande de brevet; il est notifié au demandeur, qui doit y répondre, puis publié, en principe en même temps que la demande de brevet elle-même. Cette publication est faite à dix-huit mois du dépôt de la demande de brevet ou de la date de priorité d'une demande de brevet pour la même invention déposée antérieurement à l'étranger. L'avis documentaire tiendra compte de tous les éléments apportés au cours de la procédure. Le demandeur peut requérir, lors du dépôt, que la procédure d'établissement de l'avis documentaire soit différée pendant dix-huit mois.

La recherche sur la nouveauté de l'invention est faite par le département de La Haye de l'Office européen des brevets, ex-Institut international des brevets, dans les mêmes conditions que celles faites pour la procédure de délivrance d'un brevet européen.

Si l'inventeur désire se dispenser de l'avis documentaire, il ne pourra demander qu'un certificat d'utilité d'une durée de six années à compter du dépôt au lieu de vingt ans pour un brevet d'invention; un certificat d'addition peut éventuellement s'ajouter, selon les cas, au brevet d'invention ou au certificat d'utilité. Dans le cas où la procédure d'établissement de l'avis documentaire aurait été différée, la demande de brevet sera transformée d'office en demande de certificat d'utilité si l'avis n'est pas requis avant l'expiration du délai d'ajournement. Le brevet d'invention et le certificat d'utilité confèrent un droit exclusif d'exploitation de l'invention pendant toute leur durée, mais leur maintien en vigueur suppose le paiement à l'INPI de taxes annuelles à taux progressif.

Le défaut de paiement des taxes annuelles dans le délai légal entraîne la déchéance des droits du breveté, constatée par l'INPI après une procédure accordant un délai supplémentaire pour acquitter l'annuité.

Un recours contre cette déchéance peut être introduit devant la Cour d'appel de Paris qui a également compétence pour tout recours contre un acte de l'INPI; le directeur de l'INPI est aussi habilité à statuer sur certains cas de recours.

Les conditions d'exploitation du brevet, les sanctions en cas de défaut d'exploitation ou d'abus du droit exclusif (licences obligatoires, d'office) et celles en cas d'atteinte portée à ce droit exclusif (contrefaçon) sont fixées par la loi qui, depuis sa modification en 1978, règle également la propriété des brevets.

Les litiges portant sur les brevets d'invention, qu'il s'agisse de la propriété du brevet, de sa validité ou de son exploitation, par exemple les actions en contrefaçon, sont de la compétence des tribunaux judiciaires. En ce qui concerne les litiges sur la propriété des inventions de salariés d'entreprises, maintenant régie par la loi, une commission de conciliation, qui siège auprès de l'INPI, peut être préalablement saisie.

Les modifications apportées en 1978 et en 1984 à la loi du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention, qui ont renforcé la valeur économique et documentaire du brevet français et l'ont rendu compatible avec le brevet européen, ont développé son rôle dans la protection de l'innovation.

3. Protection des inventions à l'étranger

La législation de la plupart des états accorde une protection aux inventions, généralement sous la forme d'un brevet, qui est délivré suivant le droit national applicable.

La grande majorité de ces états ont signé la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle selon laquelle l'inventeur bénéficie d'un délai d'un an pour déposer une demande de brevet sur la priorité d'une première demande faite dans un autre pays de la Convention, sans risque de voir le dépôt invalidé par des faits survenus dans l'intervalle.

Depuis 1978 et concurremment aux brevets nationaux, deux systèmes internationaux permettent d'obtenir la protection d'un brevet en France, comme dans d'autres pays : la Convention sur le brevet européen dont il a été question plus haut et le Traité de coopération en matière de brevets (PCT).

Le brevet européen est délivré par l'Office européen des brevets (OEB) dont le siège est à Munich. Une demande unique de brevet est déposée pour les pays où le demandeur veut obtenir une protection. Actuellement treize états sont adhérents à la Convention, dont la majorité des pays du Marché commun. Le brevet est délivré après une procédure semblable à la procédure française (rapport de recherche, publication de la demande à dix-huit mois), mais complétée par un examen. Il vaut alors brevet natio-

nal dans chacun des pays choisis et est soumis à leurs droits nationaux respectifs.

Une Convention a aussi été signée en 1975 entre les états du Marché commun, instituant un « brevet communautaire ». Elle permettra, lorsqu'elle entrera en vigueur, de demander pour l'ensemble des états de la CEE, un brevet européen qui sera soumis au droit unique établi par cette convention.

Le PCT est coordonné par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève. Il permet d'obtenir, au moyen d'une seule demande, la demande internationale, un brevet national dans chacun des pays membres (actuellement quarante états dont les États-Unis, le Japon et l'URSS). On peut aussi demander un brevet européen par cette voie. Après une procédure comportant l'établissement d'un rapport de recherche sur la nouveauté de l'invention, la publication à dix-huit mois de la demande internationale et un rapport d'examen si le demandeur le désire, celui-ci devra confirmer sa demande auprès des offices nationaux de brevets des pays qu'il a désignés ou de l'OEB. Ces offices entreprendront alors, chacun de leur côté, leur propre procédure de délivrance, en utilisant le rapport de recherche et, s'il a été demandé, le rapport d'examen. Ces rapports sont établis par les offices des brevets de pays pratiquant l'examen et l'OEB. On ne peut obtenir un brevet français par la voie du PCT mais seulement un brevet européen pour la France.

4. Marques de fabrique, de commerce ou de service

Les marques sont utilisées par les fabricants, commerçants et prestataires de services pour distinguer leurs produits ou services de ceux de leurs concurrents. De par leur nature et leur fonction, les marques doivent donc faire l'objet de droits exclusifs d'usage au bénéfice de leurs titulaires.

La loi du 31 décembre 1964 modifiée en 1975 et en 1978 et le décret d'application du 27 juillet 1965 modifié par le décret du 23 septembre 1976 régissent les conditions d'acquisition et d'exercice de ces droits ainsi que leur contenu. Le droit exclusif ne peut être acquis que par l'enregistrement de la marque après dépôt, à l'exclusion du simple usage. La protection est conférée pour une durée de dix ans à l'issue de laquelle la formalité de dépôt doit être renouvelée. Il n'y a pas de limite au nombre des renouvellements successifs. L'enregistrement fait suite à un examen effectué par l'INPI, qui porte sur le caractère distinctif de la marque déposée et l'absence d'indications propres à tromper le public.

L'acquisition de droits à l'étranger se fait dans les conditions et selon les procédures prévues par les législations nationales sur les marques des pays où une protection est recherchée. L'arrangement de Madrid du 14 avril 1891, qui offre un système de protection des marques dans les 28 pays membres par un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, peut être également utilisé à cette fin.

5. Dessins et modèles industriels

Les créateurs de formes nouvelles bénéficient du « droit d'auteur », qui leur est reconnu par la loi modifiée du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, sans qu'ils aient à se soumettre à aucune formalité. Parallèlement, ils peuvent, à l'effet de mieux assurer leurs droits, bénéficier des dispositions de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles, modifiée par la loi du 18 janvier 1979, en procédant au dépôt de leurs créations auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce dans les conditions prévues par le décret du 26 juin 1911, modifié en dernier lieu par le décret du 24 avril 1980.

Le dépôt est conservé au secret pendant cinq ans, sauf si sa publicité est requise. Le maintien du dépôt peut être prorogé au-delà de cinq ans pour une première période qui ne peut excéder 25 ans à compter du dépôt, soit en lui conservant le secret, soit en le rendant public. Une dernière prorogation de 25 ans peut être requise par le déposant, mais dans ce cas, les objets du dépôt sont obligatoirement rendus publics.

Les créateurs de dessins et modèles utilisent aussi, comme moyen de preuve de la date de leur création, le système de « l'enveloppe SOLEAU ». Il s'agit d'une enveloppe qui comporte deux compartiments contenant chacun un exemplaire du dessin ou de la photo du modèle. Après enregistrement et perforation par l'INPI, un compartiment est renvoyé au déposant, tandis que l'autre est conservé par l'administration, qui le produira en cas de litige. La durée de la conservation de l'enveloppe est de cinq ans, renouvelable pour une période d'égale durée. Ce système, institué par le décret du 10 mars 1914 et actuellement réglementé par l'arrêté du 9 mars 1986, était prévu à l'origine pour la constatation de la date de création des dessins et modèles. Constituant un moyen de preuve, il est aujourd'hui largement utilisé dans d'autres domaines.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles, en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'arrangement de La Haye du 6 novembre 1975 permet d'obtenir une protection dans les 21 pays membres au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève.

* * *

TABLEAU F.03-1

Brevets délivrés, marques, dessins et modèles déposés

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (Institut national de la propriété industrielle)

Année	Brevets d'invention		Marques de fabrique et de commerce				Dessins et modèles de fabrique déposés
			Déposées aux greffes des tribunaux			Internationales transmises par le bureau de Genève (3)	
	Brevets délivrés	Certificats d'addition délivrés	Françaises (1)	Etrangères (2)	Total		
1979	23.481	1.202	32.544	6.348	38.892	7.882	13.981
1980	26.977	1.089	36.581	8.149	44.730	7.991	14.769
1981	20.660	817	26.953	6.222	33.175	8.428	16.055
1982	22.980	964	27.201	6.326	33.527	8.212	13.089
1983	24.177	866	29.469	7.017	36.486	8.380	13.813
1984	23.031	635	32.465	7.175	39.640	8.784	15.937
1985	23.648	547	40.281	7.929	48.210	8.703	17.958
1986	18.590	492	47.755	8.929	56.684	11.530	19.638
1987	14.785	371	56.423	9.629	66.052	8.701	21.861
1988	14.012	311	65.583	14.365	79.948	11.178	24.813
1989	12.265	307	67.057	10.534	77.591	12.719	25.296

(1) Marques déposées par des personnes domiciliées en France. — (2) Marques déposées par des personnes domiciliées à l'étranger. — (3) Marques dont la protection en France résulte de leur enregistrement au Bureau international de Genève, en vertu de l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891.

TABLEAU F.03-2

Brevets d'invention déposés par pays d'origine

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (Institut national de la propriété industrielle)

Pays d'origine	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Total des brevets déposés	**32.174**	**27.989**	**24.668**	**22.242**	**21.176**	**20.200**	**19.593**	**18.524**	**18.570**	**17.631**	**17.578**
dont : France	11.303	11.000	10.945	10.681	11.147	11.333	12.050	12.155	12.695	12.437	12.592
Allemagne (République féd. d')	5.035	4.082	3.122	2.750	2.342	2.144	1.926	1.579	1.465	1.309	1.211
Belgique et Luxembourg	275	202	176	159	147	139	117	128	131	119	99
Italie	1.241	1.059	838	772	722	630	560	509	461	420	354
Pays-Bas	850	577	431	270	253	207	145	102	66	68	70
Royaume-Uni	1.164	818	636	571	433	333	329	242	226	165	185
États-Unis d'Amérique	5.806	4.644	3.688	2.985	2.575	2.152	1.639	1.450	1.145	961	905
Japon	2.656	2.498	2.176	1.848	1.640	1.502	1.332	1.074	1.098	1.024	982
Suède	505	405	332	199	187	169	94	63	51	25	38
Suisse	1.193	872	611	525	429	417	371	303	314	325	280

TABLEAU F.03-3

Brevets d'invention délivrés par pays d'origine

(Y compris certificats d'addition)

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (Institut national de la propriété industrielle)

Pays d'origine	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Total des brevets délivrés	**24.683**	**28.066**	**21.477**	**23.944**	**25.043**	**23.666**	**24.195**	**19.082**	**15.156**	**14.323**	**12.572**
dont : France	6.846	8.438	6.855	7.764	7.323	7.651	9.092	8.574	7.716	7.875	7.230
Allemagne (République fédérale d')	4.652	5.100	3.610	4.073	4.559	3.930	3.410	2.317	1.804	1.594	1.466
Belgique et Luxembourg	288	331	169	250	216	152	192	144	102	92	82
Italie	719	831	763	712	820	797	835	601	520	435	427
Pays-Bas	764	769	631	783	769	750	541	291	192	159	112
Royaume-Uni	1.386	1.376	1.006	1.068	970	818	682	477	307	259	192
États-Unis d'Amérique	5.235	5.581	4.164	4.504	4.920	4.580	4.313	2.857	1.791	1.485	1.100
Japon	1.551	1.904	1.796	2.011	2.197	2.283	2.582	2.105	1.375	1.238	993
Suède	445	448	338	446	491	438	348	205	147	98	73
Suisse	1.237	1.424	818	958	1.110	772	673	477	317	280	227

TABLEAU F.03-4

Répartition par secteurs techniques (1) des demandes de brevets déposées

(Y compris certificats d'addition)

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (Institut national de la propriété industrielle)

Sections et sous-sections	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nécessités courantes de la vie	**3.899**	**3.495**	**3.094**	**2.809**	**2.742**	**2.857**	**2.948**	**2.848**	**2.974**	**2.855**	**2.803**
Activités rurales	947	797	598	509	531	633	613	533	545	494	481
Alimentation et tabac	392	360	346	328	254	298	269	276	233	234	235
Objets personnels et ménagers	1.051	969	891	822	787	845	821	823	824	778	748
Santé, sauvegarde et amusement	1.509	1.369	1.259	1.150	1.170	1.081	1.245	1.216	1.372	1.349	1.339
Techniques industrielles diverses. Transport	**7.411**	**6.503**	**5.648**	**5.088**	**4.730**	**4.679**	**4.593**	**4.183**	**4.259**	**4.100**	**3.916**
Séparation et mélange	1.130	946	735	764	680	617	595	537	568	530	516
Façonnage	2.295	2.078	1.853	1.600	1.508	1.346	1.325	1.093	1.090	984	967
Imprimerie. Librairie. Décoration	440	329	309	299	230	243	230	201	237	251	202
Transports et manutention	3.546	3.150	2.751	2.425	2.312	2.473	2.443	2.352	2.364	2.335	2.231
Chimie et métallurgie	**4.473**	**3.778**	**2.989**	**2.655**	**2.318**	**2.076**	**1.933**	**1.790**	**1677**	**1.570**	**1.561**
Chimie	3.880	3.223	2.519	2.248	1.984	1.759	1.626	1.546	1.463	1.406	1.363
Métallurgie	593	555	470	407	334	317	307	244	214	164	198
Textiles et papier	**875**	**719**	**509**	**492**	**482**	**431**	**391**	**360**	**360**	**325**	**335**
Textiles et matériaux flexibles non prévus ailleurs	764	621	434	420	408	375	349	316	320	289	278
Papier	111	98	75	72	74	56	42	44	40	36	57
Constructions fixes	**1.610**	**1.393**	**1.433**	**1.338**	**1.415**	**1.373**	**1.236**	**1.157**	**1.205**	**1.088**	**1.140**
Travaux publics et bâtiment	1.441	1.233	1.238	1.133	1.210	1.235	1.093	1.018	1.087	1.000	1.040
Exploitation minière	169	160	195	205	205	138	143	139	118	88	100
Mécanique, éclairage, chauffage, armement et sautage	**4.840**	**4.468**	**4.052**	**3.525**	**3.183**	**3.017**	**2.875**	**2.544**	**2.495**	**2.287**	**2.330**
Machines motrices, pompes	1.242	1.276	1.091	907	720	692	639	580	547	454	516
Technologie en général	2.188	1.865	1.709	1.583	1.569	1.534	1.471	1.257	1.230	1.211	1.167
Éclairage et chauffage	1.201	1.148	1.086	867	752	642	634	584	599	520	513
Armement. Sautage	209	179	166	168	142	149	131	123	119	102	134
Physique	**3.973**	**3.407**	**2.954**	**2.693**	**2.578**	**2.474**	**2.353**	**2.355**	**2.307**	**2.205**	**2.317**
Instruments	3.771	3.227	2.787	2.540	2.428	2.356	2.220	2.256	2.215	2.077	2.211
Science nucléaire	202	180	167	153	150	118	133	99	92	128	106
Électricité	**3.945**	**3.297**	**3.004**	**2.572**	**2.312**	**2.174**	**1.965**	**1.831**	**1.792**	**1.809**	**1.881**
Électricité	3.945	3.297	3.004	2.572	2.312	2.174	1.965	1.831	1.792	1.809	1.881
Total	**31.026**	**27.060**	**23.683**	**21.172**	**19.760**	**19.081**	**18.294**	**17.068**	**17.069**	**16.239**	**16.283**
Demandes non classées (ex. : retrait après dépôt, etc.)	1.148	929	985	1.070	1.416	1.119	1.299	1.456	1.501	1.392	1.295
Total général	**32.174**	**27.989**	**24.668**	**22.242**	**21.176**	**20.200**	**19.593**	**18.524**	**18.570**	**17.631**	**17.578**

(1) Répartition effectuée selon le classement principal. Nomenclature utilisée : Classification internationale des brevets d'invention (convention européenne du 19 décembre 1954). Cette classification est fréquemment modifiée pour tenir compte du progrès technique (dernière modification entrée en vigueur le 1er janvier 1985). Aussi les comparaisons dans le temps sont-elles à effectuer avec toute réserve.

TABLEAU F.03-5

Balance des recettes et dépenses avec l'étranger au titre des brevets et des redevances de fabrication

(Balance générale des paiements)

Source : Banque de France — *Unité :* Million de francs

Année	Recettes	Dépenses	Solde
1980	2.097	4.339	— 2.242
1981	2.678	5.135	— 2.457
1982	2.476	5.938	— 3.462
1983	4.501	6.970	— 2.469
1984	3.757	7.705	— 3.948
1985	4.575	8.794	— 4.219
1986	4.734	8.532	— 3.798
1987	5.365	9.549	— 4.184
1988	6.802	13.286	— 6.484
1989	6.615	11.457	— 4.842

TABLEAU F.03-6

Règlements par pays au titre des brevets et des redevances de fabrication

(Balance par pays des règlements avec l'étranger)

Année 1989

Source : Banque de France — *Unité :* Million de francs

Pays	Recettes	Dépenses	Solde
Allemagne (République fédérale d')	720	731	— 11
Belgique-Luxembourg	331	378	— 47
Italie	642	208	+ 434
Pays-Bas	252	596	— 344
Royaume-Uni	547	1.139	— 592
États-Unis	1.125	5.857	— 4.732
Japon	897	234	+ 663
Suisse	713	1.726	— 1.013

SOURCES DE DOCUMENTATION

Institut national de la propriété industrielle (ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire), 26 *bis,* rue de Leningrad, 75800 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 42 94 52 52.

Centres de documentation et d'information à Bordeaux, Lyon, Marseille, Strasbourg, Sophia-Antipolis, Rennes et Nancy.

Législation :

— CHAVANNE A., BURST J.-J. — Droit de la propriété industrielle, 2e édition. Paris, Dalloz, 1980;

— CHAVANNE Albert, AZEMA Jacques. — Le nouveau régime des brevets d'invention : commentaire de la loi du 13 juillet 1978. Paris, Sirey, 1979;

— GREFFE P., GREFFE F. — Traité des dessins et modèles, 4e édition. Paris, Librairies techniques, 1988;

— BURST J., KOVAR R. — Brevets, savoir-faire et droit communautaire. Paris, Librairies techniques, 1986;

— CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS. Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois (IRPI).— Les marques de fabrique, de commerce ou de service;

— INSTITUT DE RECHERCHE EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (IRPI). — La fiscalité de la propriété industrielle : colloque de l'IRPI (Paris, 22-23 mars 1989). Paris, Librairies techniques, 1989 (Le droit des affaires, propriété intellectuelle,8).

— MATHELY Paul. — Le droit français des brevets d'invention. Paris, Librairie du journal des notaires et avocats, 1974;

— MATHELY P. — Le droit français des signes distinctifs. Paris, Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984;

— MOUSSERON Jean-Marc. — Le droit français nouveau des brevets d'invention (loi du 13 juillet 1978). Paris, Librairies techniques, 1978 (CEIPI, 22);

— MOUSSERON J.-M. — Traité des brevets 1844-1968-1978. Washington, Munich, Luxembourg : l'obtention des brevets. Paris, Librairies techniques, 1984;

— PINGON P. de. — Fiscalité et innovation : brevets et savoir-faire. Paris, Technique et documentation, 1981;

— PHÉLIP Bruno. — Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen; 3e édition. Paris, J. Delmas, 1989 (Encyclopédie Delmas pour la vie des affaires);

— SAINT-GAL Y. — Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers, 5e édition, Paris, Delmas, 1982.

Statistiques :

— INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — *Bulletin officiel de la propriété industrielle :* statistiques annuelles;

— ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE. — Statistiques de propriété industrielle : supplément à La propriété industrielle, n° 11;

— ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE. — Statistiques annuelles de propriété industrielle, partie I : brevets; partie II : marques;

— Ten years of the European Patent Office (World Patent Information, vol. 10, n° 2, 1988, p. 104-107);

— INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger.

Publications diverses :

— *JO* RF, Avis et rapports du Conseil économique et social, n° 20 du 19 août 1982. Séance du 8 juin 1982. La place et l'importance des transferts techniques dans les échanges extérieurs;

— Le marché intérieur français des licences de brevets (étude n° 7/85), AREPIT-INPI.